BnF Gallica

Oeuvres complètes de J. Domat. Nouvelle édition... précédée d'une notice historique sur Domat, augmentée de l'indication [...]

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

{BnF Gallica

Domat, Jean (1625-1696). Oeuvres complètes de J. Domat. Nouvelle édition... précédée d'une notice historique sur Domat, augmentée de l'indication des articles de nos Codes qui se rapportent aux différentes questions traitées par cet auteur, des lo.... 1830.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
- La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

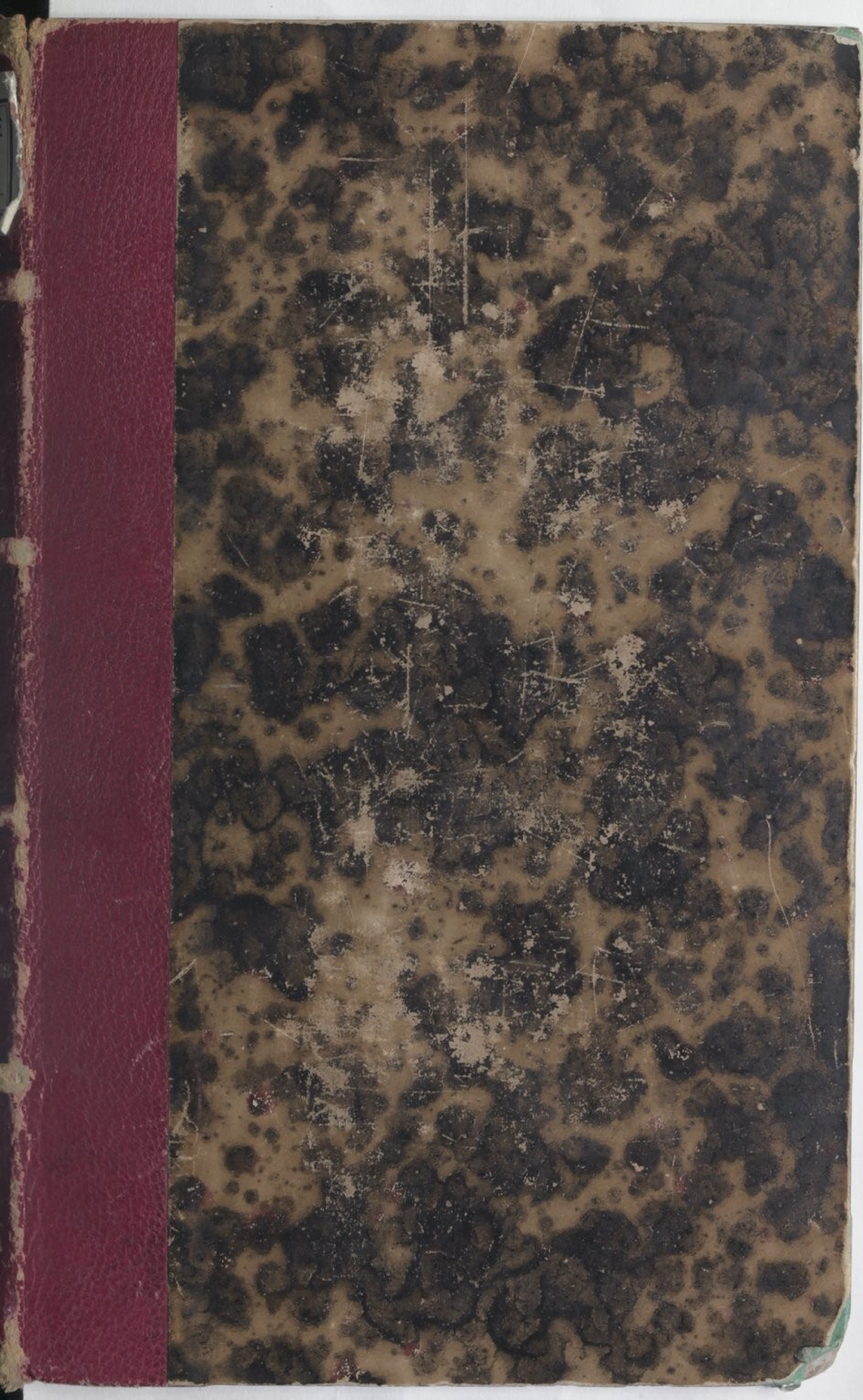
- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

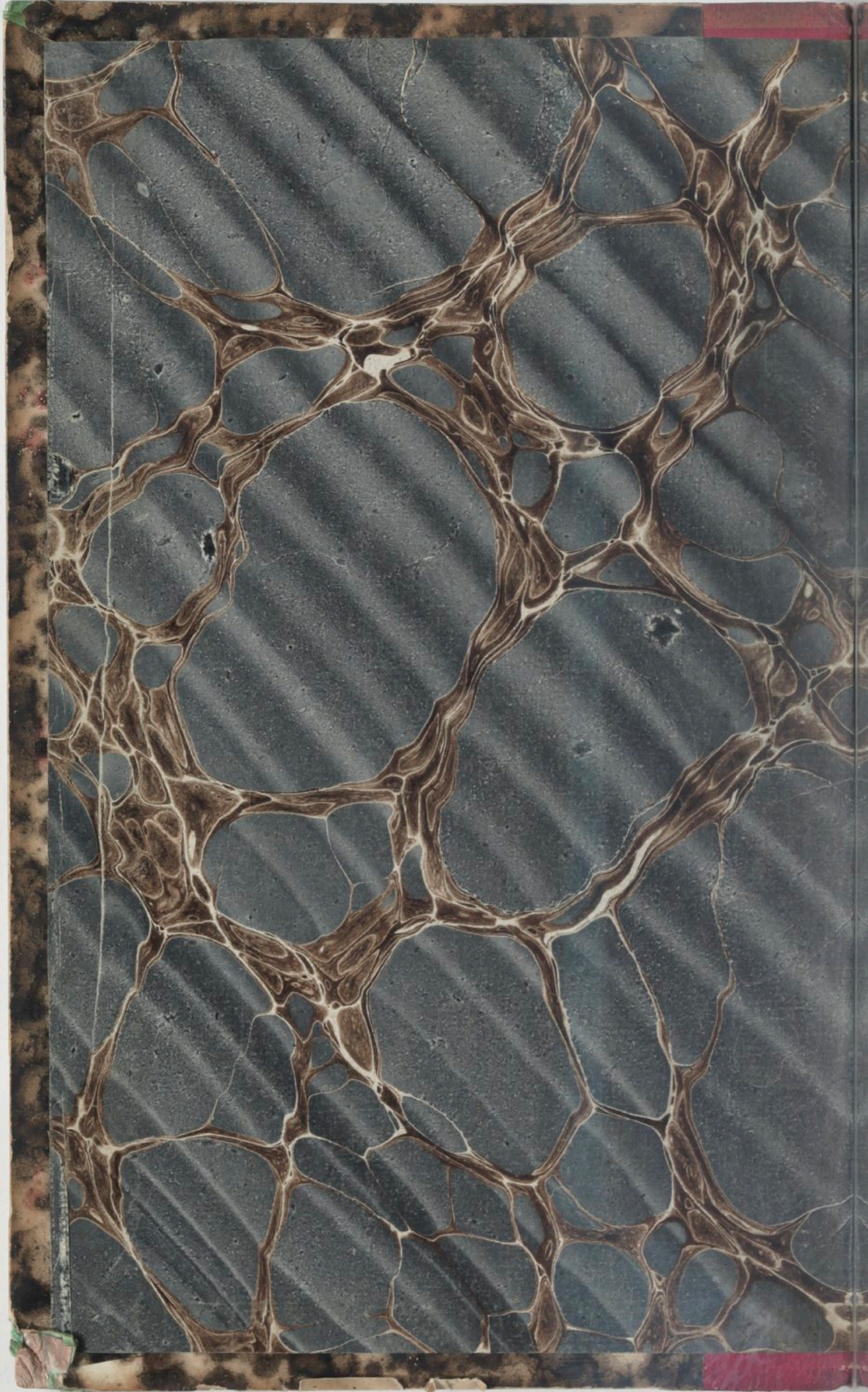
5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter
utilisationcommerciale@bnf.fr.



Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France





F

F 33881

ŒUVRES

COMPLÈTES

DE J. DOMAT.

DE L'IMPRIMERIE DE A. FIRMIN DIDOT,
RUE JACOB, N° 24.



ŒUVRES

COMPLÈTES

DE J. DOMAT.

NOUVELLE ÉDITION,

REVUE, CORRIGÉE, ET PRÉCÉDÉE D'UNE NOTICE HISTORIQUE SUR DOMAT;

AUGMENTÉE DE L'INDICATION DES ARTICLES DE NOS CODES QUI SE RAPPORTENT AUX DIFFÉRENTES QUESTIONS TRAITÉES PAR CET AUTEUR, ET DE L'APPLICATION DES LOIS, ARRÊTÉS, SÉNATUS-CONSULTES, DÉCRETS, ORDONNANCES DU ROI, AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT, DÉCISIONS DES MINISTRES, ET DES ARRÊTS DE LA COUR DE CASSATION ET DES COURS ROYALES, RENDUS SUR CES MATIÈRES DEPUIS LA PROMULGATION DES CODES.

Une Table générale et alphabétique est mise à la fin de ce volume.

PAR JOSEPH REMY,

JURISCONSULTE, MEMBRE DE PLUSIEURS SOCIÉTÉS SAVANTES, ETC.

—

Tome Quatrième.



PARIS.

FIRMIN DIDOT PÈRE ET FILS, RUE JACOB, N° 24;

Vᴱ BÉCHET, LIBRAIRE DE JURISPRUDENCE,

QUAI DES AUGUSTINS, N° 57.

1830.

PRÉFACE DE L'ÉDITEUR.

Le traité des lois, les lois civiles et le droit public suffiraient pour assurer à *J. Domat* la première place parmi nos législateurs et nos jurisconsultes; et pourtant ces immenses travaux ne forment qu'une partie de sa gloire. Ce génie, dont il donna tant de preuves dans les vastes compositions qui renferment toutes les matières du droit public et privé, on le retrouve dans des travaux plus modestes, dans les harangues qu'il prononça aux assises, pendant qu'il exerçait la charge d'avocat du Roi au présidial de Clermont. Alliant à la science de l'orateur toute la sévérité d'un magistrat philosophe, *Domat* est encore le meilleur modèle pour ces discours d'apparat dont la coutume est parvenue jusqu'à nous. Dédaignant toutes ces formes adulatrices, tous ces éloges qu'un jour voit naître et mourir, ses paroles énergiques ne donnaient jamais lieu à une double interprétation; elles étaient pures comme la vérité qui les avait dictées. Fidèle à ses premières doctrines, *Domat* n'eut jamais la crainte de déplaire au pouvoir; il ne sollicita jamais ses faveurs : *justice* et *indépendance*, telle était sa devise, comme celle *des anciens parlemens qui ne fréquentaient point les maisons des princes ni des seigneurs, et n'allaient point au Louvre s'ils n'étaient mandés par le roi.*

C'est à ce mépris des honneurs, à cet amour pour l'étude et la retraite, que nous devons encore à *Domat* le *legum delectus.* En publiant un choix des lois romaines, il ne s'est pas proposé seulement de prendre, parmi les lois, celles qui lui ont paru d'une utilité plus générale, mais il a voulu, en retranchant des explications superflues ou de fastidieuses répétitions, réunir d'un coup-d'œil, par un extrait du digeste et du code, toute la raison du droit civil, adaptée aux lois et aux usages du temps où il vivait.

Le droit romain, toujours en vigueur dans toutes les dispositions qui n'ont pas été abrogées par les codes qui nous régissent, fait encore aujourd'hui l'objet d'une étude spéciale. Le *legum delectus*, tel que l'a conçu l'illustre ami de d'Aguesseau, a donc conservé une partie des avantages qu'il offrait jadis. C'est toujours le meilleur tableau synoptique de toute la législation romaine. Son importance relative a seulement perdu quelques charmes par la révolution opérée dans nos lois. Pour lui rendre son utilité première, *j'ai dû approprier ce recueil aux besoins de notre époque*, et je me suis permis d'appliquer à l'ancien travail d'un grand maître les articles des nouveaux codes. Les *nombreuses citations*

que j'ai faites *serviront de notes explicatives du texte*, et *indiqueront en même temps les rapports ou les différences du droit romain avec les dispositions du droit français*.

Placées ainsi sur la même ligne, pour éclairer la marche du jurisconsulte et de l'étudiant, les deux législations se fortifient l'une par l'autre. Elles guident le magistrat dans la recherche de la vérité, fournissent à l'avocat ses armes les plus sûres, et permettent à l'étudiant de suivre à la lettre les réglemens établis pour les écoles de droit, par l'article 2, § 1er, de la loi du 22 ventose an XII, *qui veut que le droit romain soit enseigné dans ses rapports avec le droit français*.

En empruntant aux lois romaines la plus grande partie de leurs dispositions, nos législateurs modernes ont négligé les définitions; nous les retrouvons dans le *legum delectus*, appuyées par de nombreux exemples. Souvent, pour interpréter nos lois, nous recourons aux motifs développés par les orateurs du conseil d'état; mais ces orateurs ont puisé dans les différens traités de *Domat* tous les principes et souvent même le texte des lois nouvelles. N'est-il pas juste de revendiquer ici, pour l'illustre auteur des lois civiles, la gloire qui lui appartient? C'est donc pour nous un devoir de combiner la pensée de *Domat* avec celle des législateurs de notre époque, lorsque nous voulons connaître le véritable esprit de la loi.

A cet égard, les indications que j'ai faites des articles de nos codes à la suite des principes admis par *Domat* abrégeront de beaucoup les recherches auxquelles on voudra se livrer pour la saine interprétation des questions controversées; en un mot, je n'ai épargné ni veilles ni soins pour que cette édition, en ramenant à nos jours les œuvres complètes de *J. Domat*, présentât l'historique des variations que, depuis la mort de l'auteur, ont subies nos lois civiles et politiques, et fût digne d'être offerte aux législateurs, aux magistrats, aux membres du barreau et aux écoles de droit.

S'il ne s'agissait que d'annoncer la réimpression des œuvres de *Domat*, a dit le rédacteur du *Moniteur*, nous nous serions dispensés d'en rendre compte. La clarté de son style, l'exactitude de sa logique, la pureté de sa doctrine, sa méthode parfaite, ont toujours excité l'admiration des hommes livrés à l'étude des lois, et rendu sa réputation en quelque sorte populaire.

L'illustre chancelier d'Aguesseau, juste appréciateur du mérite, honora les ouvrages de *Domat* de son suffrage; il fit plus, il en recommanda l'étude à son fils..... On trouve en effet dans ses immortels ouvrages la source et l'origine des textes les plus précis de notre droit public, privé et administratif. Sous ce rapport, ses œuvres offrent un cours complet de législation, où le magistrat, l'avocat et l'administrateur peuvent *puiser le véritable sens de la loi, qui n'en est que la substance*. Mais *Domat* ne pouvait pas prévoir les changemens que le temps opérerait dans nos institutions. La régé-

nération politique et civile qu'elles ont subie, le nombre infini de lois que la révolution a produites, et à travers lesquelles la sagesse des lois romaines ne jetait plus qu'une clarté douteuse, sans porter atteinte au mérite de *Domat*, en avaient alors affaibli l'utilité.

Aujourd'hui, un savant et laborieux jurisconsulte, M. J. Remy, a osé entreprendre de rendre à *Domat* toute la vigueur de la jeunesse, de lier la législation moderne à l'ancienne, d'expliquer l'une par l'autre, et de faire enfin des traités du jurisconsulte du 16e siècle un ouvrage classique pour le nôtre. Grace à ses soins et à ses recherches immenses, *Domat* reparaît sur la scène du monde judiciaire, enrichi des lumières de l'expérience de deux siècles. . . . .

Le besoin du travail auquel s'est livré M. Remy se faisait partout sentir : *c'était un véritable service à rendre à la France ;* jusqu'ici personne n'avait osé s'en charger. Ce jurisconsulte n'a pas reculé devant cette tâche difficile et honorable; il prend le nom modeste d'éditeur, mais nous ne craignons pas de lui donner le titre de continuateur de *Domat*.

M. J. Remy, profondément versé dans la science des lois civiles et politiques, a employé ses nombreux matériaux avec un ordre digne de *Domat* lui-même. Son ouvrage offre le répertoire le plus complet et le plus commode de la législation. Convaincu de son utilité, nous ne doutons pas qu'il ne devienne le manuel, non-seulement des jurisconsultes, des avocats et de tous les gens voués, par état, à l'étude des lois, mais de tous les hommes jaloux de connaître et d'accomplir leurs devoirs sociaux, j'ai presque dit de tous les Français.....

On voit que l'ouvrage de M. Remy présente, dans un cadre étroit, la série de toutes les dispositions législatives sur un même sujet. En suivant la concordance qu'il a judicieusement établie entre les anciennes et les nouvelles lois, on peut observer sans effort d'esprit les diverses phases de la législation, et en connaître l'historique depuis son origine jusqu'à nos jours (1).

...... *Domat* avait compris sous quatre grandes divisions *toutes les matières du droit public*, a dit le célèbre M. Devaux, député du Cher : les gouvernemens, les fonctions publiques, les crimes et délits, et l'ordre judiciaire. *On y trouve tous les grands principes que les gouvernemens libres ont érigés en maximes constitutionnelles, et que nos assemblées nationales ont proclamés.* A cet égard, le *rapprochement* que fait le savant éditeur, M. J. Remy, *entre la doctrine de Domat et les divers monumens de notre nouveau droit public est des plus instructifs.* Quand *Domat* caractérise les institutions diverses de la monarchie ou de la république, le jurisconsulte éditeur cite immédiatement la loi nouvelle qui les supprime ou les remplace par d'autres institutions analogues. Le laconique commentateur a donné une immense extension à ses recherches, en indiquant les textes correspondans de tous les publicistes les plus accrédités dans l'Europe civilisée, des lois romaines et des innombrables ordonnances et édits de l'ancienne monarchie. . . . .

Le *but* de *Domat* était *d'infuser* dans toutes les *institutions* la *morale* et *l'équité ;* partout il en *présente* le *flambeau* au *pouvoir* pour le *diriger* dans les matières qui semblent, au premier aperçu, les plus étrangères à ses connaissances et à ses études. En finances, par exemple, *nos lois*, *nos chartes* n'ont rien professé de plus clair que sa doctrine sur la *contribution proportionnelle* et sur la destination de l'impôt *pour le bien commun*, destination qui seule *rend juste l'impôt..... L'éditeur marque les progrès de la législation*, et il nous semble qu'il *y a une grande instruction à puiser dans cette confé-*

(1) Extrait du *Moniteur* du 8 janvier 1830.

rence de l'ancien droit, exprimé par un organe aussi pur, et les lois nouvelles qui ont érigé en droit positif les règles de *Domat*.....

Nous avons *entendu plusieurs membres de nos assemblées parlementaires se plaindre de ne pouvoir pénétrer dans les mystères de notre ancien et de notre nouveau droit, et exprimer le désir d'en avoir des idées élémentaires assez nettes pour bien comprendre toutes les difficultés législatives qui leur sont proposées, ou dont ils ont à chercher la solution pour s'éclairer eux-mêmes sur les matières législatives qui, si elles diffèrent dans leurs objets, ont une racine commune*. Rien n'est plus propre à les satisfaire que les divers traités de *Domat*, accompagnés des citations nombreuses qui marquent leurs rapports semblables ou différentiels avec notre nouvelle législation ......(1).

Embarrassés dans le choix des divers traités particuliers, a dit le rédacteur de la Gazette de France, nous ne savons comment réunir la législation toute entière et mettre en rapport le droit nouveau avec le droit ancien. Cet enchaînement logique exige de longues et pénibles études ; elles n'ont point rebuté l'habile jurisconsulte, éditeur des œuvres complètes de *J. Domat*. M. J. Remy a eu l'heureuse et persévérante idée de mettre toutes les questions traitées par le jurisconsulte législateur du 16e siècle, en corrélation avec nos lois actuelles. Il a fait marcher, il a ramené les divers ouvrages de *Domat* à notre siècle. Grace aux travaux de M. J. Remy, *nos deux législations sont expliquées l'une par l'autre, et forment aujourd'hui le monument le plus précieux de nos droits et de nos devoirs*.... (2).

Peu de livres sont en plus haute estime auprès des jurisconsultes que celui de *Domat*. Les plus grandes lumières du barreau français se sont plu à rendre une éclatante justice à ce célèbre auteur.....

Après avoir recueilli et coordonné les principes des lois civiles, *Domat* en *fit autant* pour ceux du *droit public*, science si importante, si négligée de nos jours..... Il fut le *premier* et le *dernier* qui les *mit* en *ordre*, et en fit connaître la nature et les bases. *L'ouvrage de Domat est un véritable code national; c'est* de *son sein*, comme d'une source abondante et fertilisante, *que toute notre législation est sortie*. Il a été le *guide* et le *flambeau* de nos législateurs modernes, et on dénombrerait difficilement ce qu'il a improvisé d'hommes d'état, de conseillers, à une époque où l'on voulut faire croire que *nos codes étaient l'œuvre de la science improvisée*.....

M. J. Remy *s'est proposé*, non-seulement de nous *restituer Domat*, dégagé de toute superfluité, mais encore *d'établir*, si je puis m'exprimer ainsi, *la généalogie et la filiation de notre droit public*, *de nos codes*, *de nos lois et de nos réglemens d'administration*, en plaçant à la suite de chaque question traitée par l'auteur l'indication des articles, des dispositions fondamentales, législatives ou réglementaires qui s'y rapportent, de manière à présenter la corrélation ou les différences existantes entre l'ancien droit et le nouveau. *Cet immense travail*, *fruit des plus laborieuses recherches*, est complété par la citation des lois, arrêtés, sénatus-consultes, décrets, ordonnances, arrêtés du conseil, décisions judiciaires ou administratives.

Ainsi se *trouve* établi *l'enchaînement* du droit romain et du droit actuel dont *l'œuvre* de *Domat* a été *l'intermédiaire* et le *principe*. Ainsi se trouvent *applanis les obstacles qui séparaient* les deux législations. M. Remy a *réuni en un seul corps trois époques et trois systèmes d'institutions*, qui, quoique dérivant l'un de l'autre et ayant toutes les analogies d'une même origine, présentent des différences qui appartiennent au génie des temps..... (3).

(1) Extrait du journal du Commerce du 22 février 1830. (2) Extrait de la Gazette de France du 8 février 1830. (3) Extrait de la Gazette de France du 10 avril 1830.

HARANGUES
PRONONCÉES
PAR J. DOMAT,

DANS LE TEMPS QU'IL EXERÇAIT LA CHARGE D'AVOCAT DU ROI AU SIÉGE PRÉSIDIAL DE CLERMONT.

HARANGUE

Prononcée aux assises de l'année 1657.

Cette coutume que nous renouvelons toutes les années, est aujourd'hui bien éloignée de son origine, et du dessein des lois qui l'ont établie. On convoquait autrefois les assises, pour y faire la lecture des ordonnances, et pour obliger les juges d'y venir répondre de leurs jugemens : mais c'était en un temps où les lois n'étaient pas encore si multipliées, que la lecture en fût longue, ni le souvenir difficile, et où les juges portaient eux-mêmes la peine de leur injustice. Maintenant il est arrivé, par un effet bizarre du déréglement ordinaire dans la condition de toutes les choses humaines, que la multiplication des abus, ayant donné sujet à la multiplicité des lois, et celle des lois ayant encore produit de nouveau, par une malheureuse fécondité, des désordres encore plus grands, il n'a plus été possible, ni de lire les lois, ni d'en punir les violemens.

Ainsi les remèdes cédant au mal, ces assemblées qui étaient destinées à la réformation des désordres et des abus, et qui étaient considérées comme une espèce de spectacle, où l'on faisait voir la justice à tout le monde, en la faisant sentir publiquement aux mauvais juges, ne servent plus qu'à la seule curiosité, et l'on n'y vient plus qu'avec le même esprit qu'on apporte aux occasions les moins sérieuses, de sorte que cette disproportion, qui se rencontre entre l'attente de ceux qui viennent nous écouter, et le dessein que nous devons avoir dans nos remontrances, serait un juste motif de nous tenir dans le silence.

Ce n'est pas sans sujet que Dieu demande aux juges l'amour de la vérité, qui peut être appelée, selon que nous la concevons, une lumière qui éclaire l'entendement, et le persuade par elle-même avec une clarté si pure, si manifeste, et toujours si égale et si invariable, qu'aussitôt qu'elle lui paraît, il l'embrasse comme son objet sans aucun mélange ni d'erreur ni de doute, et

sans aucun embarras de raisonnement. Par exemple, dans la justice dont nous parlons, cette lumière qui nous enseigne que nous ne devons pas faire aux autres ce que nous ne voudrions pas qu'on nous fît, est une vérité à laquelle on consent en même temps qu'on l'a connue, et c'est aussi l'une des règles de la justice; de même tous les autres préceptes de la justice, qui participent de cette clarté et de cette certitude, sont des vérités dont tout le monde est convaincu, et des règles sur lesquelles on est jugé ou juste ou injuste, selon qu'on s'y attache, ou qu'on s'en éloigne; et parce que ces règles sont immuables et demeurent toujours les mêmes, soit qu'on s'en approche, ou qu'on s'en éloigne, il faut qu'elles soient quelque chose de plus relevé que l'esprit de l'homme qui est si changeant; ainsi, elles ne peuvent être que Dieu même.

Aussi est-il certain qu'il n'y a que Dieu seul qui soit toute vérité et toute justice, parce que la vérité est une règle et un modèle qui ne peut changer; et il n'y a que Dieu qui ne change point, et qui est l'idée et le modèle de toutes choses. Car, pour ne toucher que ce qui regarde notre sujet, lorsque Dieu, par exemple, établit l'ordre général de tout l'univers, et qu'il ordonne des devoirs de l'homme, il le fait en lui proposant sa loi, qui est la vérité, ce qu'un père de l'église a dit en ces deux paroles, *la loi de Dieu, c'est la vérité, et la vérité c'est Dieu même*, *Aug. 4. Conf. c.* 9; et cette loi s'appelle justice. Ainsi, cette justice est la vérité; et si nous voulons monter jusques à la source, cette vérité c'est Dieu même; mais pour descendre de cette loi et de cette justice universelle, qui comprend en général tous les devoirs de l'homme, à la justice dont nous pensons nous dispenser à cause de l'enchaînement où sont toutes les lois entre elles, de remarquer la disposition de l'ordre où Dieu a placé l'homme parmi le reste des créatures.

Cette disposition est telle que tous les hommes ensemble font une société naturelle, où tous sont destinés à une fin qui leur est commune; cette fin de l'homme, c'est la vérité, ou Dieu même qui la règle, et qui le dispose de telle sorte, qu'il est au-dessous d'elle, parce qu'elle est au-dessus de tout, et qu'en même temps il est au-dessus de tout le reste des créatures, qui lui sont soumises autant par la nécessité que par la dignité de sa condition, comme des moyens qui lui sont donnés pour le conduire à cette fin.

C'est de cet ordre qu'il est dit dans la sagesse, *que toutes choses ont été faites avec poids, nombre et mesure*, *Sap.* 11. 21; car le poids dans les hommes, c'est l'amour qui leur est donné pour les porter à cette fin; et, dans toutes les autres créatures, le poids, c'est la pente qui les porte chacune en leur lieu, pour conserver l'ordre naturel de tout l'univers, afin qu'elles se trouvent en leur

place lorsque l'homme, pour qui elles sont faites, en aura besoin. Le nombre se remarque dans la multitude nécessaire de tout ce qui compose cet univers; et la mesure, c'est la règle de l'usage que l'homme doit faire de toutes les créatures qui sont pour lui.

Maintenant, on peut voir que les vérités ou les lois qui règlent cet ordre, font cette justice dont nous parlons, et dont il est dit dans un prophète, que la *justice s'établit dans le poids et dans la mesure, Isaiæ* 28. 17; car, ce sont ces vérités qui montrent à tous les hommes en général et en particulier ce qu'il faut faire pour conserver leur société, lorsqu'elles enseignent dans ces premières notions communes à tout le monde, que tous doivent vivre dans l'ordre, que personne ne doit troubler les autres dans le leur, et qu'il faut que chacun dans le sien ait la liberté de l'usage des moyens qui lui sont nécessaires pour aller à la fin, ce que nos lois, dans leur manière, expriment ainsi, mais toujours dans le même sens : *vivre dans l'honnêteté, ne faire mal à personne et rendre à chacun ce qui lui appartient*, § 3. *de just. et jur.*; ce qui fait les premiers préceptes de la justice.

Mais comme la vérité ne paraît jamais mieux que par l'opposition du mensonge, pour voir plus clairement l'étendue et la nécessité de ses préceptes généraux, il faut voir les désordres qui s'y opposent, et qui font le sujet de la justice qui nous occupe.

Le premier désordre qui arrive dans cette société universelle, et qui est la source de tous les autres, est que la plupart s'égarent dans la recherche de la fin, et qu'au lieu d'aller à la vérité par le poids de leur amour dans la mesure de l'usage des moyens qui les y conduisent, ils s'arrêtent sur ces moyens; et parce qu'ils y trouvent quelque vestige et quelque caractère de la vérité, qui en est le modèle, ils s'attachent à ces beautés particulières par où ils devaient seulement passer; et au lieu de s'en servir dans la mesure pour la nécessité qu'ils en ont, ils en veulent jouir sans bornes pour le plaisir qu'ils y rencontrent; et comme ils ne trouvent dans aucune de toutes ces choses la félicité qu'ils y cherchent, c'est une suite toute naturelle que le besoin qu'ils en ont, le plaisir qu'ils y goûtent, et la recherche inutile du repos qu'ils n'y trouvent pas, forment une soif inquiète qui les tourne vers tous ces objets, et les attache en cent manières différentes à tous ceux où ils trouvent quelque complaisance. Or, comme presque tous les hommes sont dans le même égarement et dans la même inquiétude, et qu'il faut que les volontés, qui sont dans cette soif malade, sortent de nécessité comme au dehors, pour aller chercher cette vaine félicité, lorsque les uns se la proposent dans les plaisirs, les autres dans les honneurs, et la plupart dans tous les deux, et dans tout le reste de ce qu'ils aiment, il arrive que toutes ces volontés, sortant comme hors d'elles pour aller à cette

recherche, elles se rencontrent dans le chemin, et, selon la force et l'attache différente de tous ces amours égarés, les uns ravissent ou diminuent l'honneur, le plaisir ou le bien des autres, qui sont tous ces moyens et tous ces objets; et par ce combat intérieur, qui est une suite infaillible du premier renversement de l'ordre, les liens de la société naturelle sont brisés, la mesure et le poids sont dans le dérèglement et la décadence, et toutes les vérités qui réglaient l'ordre sont violées lorsque presque tous sortent de leur place, troublent les autres dans la leur, et se ravissent la liberté et l'usage de leurs moyens.

Il n'est pas besoin maintenant de venir à des exemples particuliers, nous voyons assez dans cette idée générale, qui est l'égarement des volontés et la source de toutes les injustices, et nous voyons en même temps qu'elles ont tout cela de commun, qu'elles sont comme autant de fausses règles opposées à celles de la vérité. Il n'est pas nécessaire non plus de venir au particulier des autres préceptes de justice qui dérivent de ces premiers que nous avons touchés, il suffit de remarquer que ces premiers principes qui, par leur clarté, persuadent l'entendement, sont en même temps comme des sources de lumière, d'où découlent toutes les lois particulières, qui règlent l'ordre dans les diverses occasions, et qui, toutes, ne paraissent et ne sont en effet véritables que dans la dépendance et dans la participation de la vérité de ces premiers, qui se font voir par elles-mêmes, et font voir les autres en elles, comme cette lumière corporelle qui nous éclaire se voit elle-même par elle-même, et nous fait voir tout le reste que nous voyons, sans qu'il soit possible de rien voir que dans elle et par elle seule.

Et il est si certain que toutes les lois particulières sont des suites de ces premières vérités, que la contrariété même qui se trouve entre elles selon les temps et selon les lieux, en est un effet; car cela même est encore une vérité, que, selon les temps et selon les lieux, il faut différemment ou permettre ou défendre la même chose.

Tellement que, comme il n'y a aussi qu'une seule lumière pour tous les yeux, il n'y a aussi qu'une seule vérité et une seule justice pour tous les esprits; et comme l'œil ne peut rien voir sans la lumière, il n'y a point aussi de connaissance certaine, ni de précepte de justice, dont la vérité ne soit la forme et le modèle.

Il est donc vrai que la justice en elle-même est la vérité, et pour en donner une preuve qui ne laisse plus aucun doute, nous l'avons dans l'écriture, qui nous apprend que la justice de l'ange et de l'homme était de demeurer dans la vérité, et que leur injustice a été de s'en éloigner; aussi nous voyons que *l'iniquité s'appelle mensonge dans le langage de l'écriture, Joan.* 8. 44.,

et que, pour condamner ce mensonge, *il n'y a que la vérité seule qui est offensée qui puisse juger*, *Joan.* 14. 6.; c'est pourquoi elle dit d'elle-même dans l'évangile, *que tout jugement lui a été donné*, *Joan.* 5. 22., parce que pour juger il faut être au-dessus de ce que l'on juge, et que dans l'ordre que nous avons dit, elle seule est au-dessus de toutes choses.

De même encore dans la justice que nous exerçons, il n'y a qu'elle seule qui soit la justice, et qui puisse juger, parce que toutes les injustices particulières, qui découlent de la première, sont aussi comme elle des éloignemens de la vérité; c'est pourquoi, lorsque *Moïse donna des juges au peuple juif*, *exod.* 18. 21, il choisit des *hommes qui fussent remplis et animés de la vérité*, *Joan.* 18. 38; et, par la même raison, en un sens contraire, nous voyons que ce mauvais juge, qui demandait ce qu'elle était, fut indigne de la connaître parce qu'il ne l'aimait pas, et n'en faisait pas la règle de ses jugemens.

Mais comment se peut-il faire que cette vérité, qui est la règle éternelle et immuable, et qui est elle-même le principe et la fin de tout, ne nous tienne pas dans l'ordre qu'elle nous prescrit, et où il lui serait facile de nous maintenir? c'est pour nous faire voir que ce n'est pas à elle, mais que c'est à nous à qui cet ordre est nécessaire; et c'est pour cela qu'elle en confie la conduite aux hommes, et leur sert de modèle s'ils veulent la regarder et l'aimer assez pour la suivre. Il est donc nécessaire que les ministres de la justice soient amateurs de la vérité, parce que c'est leur devoir de s'attacher à la règle, et de se mettre de son côté, afin de se rendre inflexibles comme elle, et de l'appliquer dans les rencontres où il est besoin de remettre l'ordre troublé. Et si un père de l'église a dit excellemment que notre vertu est l'ordre de l'amour, nous pouvons dire que notre justice est l'amour de l'ordre, comme elle est l'amour de la vérité qui le dispose; mais nous pouvons dire encore que, sans cet amour, on est incapable d'entrer dans les moindres fonctions de la justice. Et s'il ne nous est pas possible de le donner à ceux qui pourraient ne le pas avoir, nous espérons du moins de montrer l'indispensable nécessité qu'en ont tous ceux qui participent à ce ministère; et que même ce n'est pas assez qu'ils aiment la vérité s'ils ne l'aiment au-dessus de tout.

La première nécessité qu'il y a d'aimer la vérité sur toutes choses, est la même nécessité qu'il y a de la bien connaître. Il est important de la bien connaître, afin de la discerner de l'injustice pour ne prendre jamais le change, et ne se pas imaginer qu'on la suit, lorsqu'on ne suit que sa passion; mais pour la connaître de cette manière, il est plus nécessaire encore de l'aimer, qu'il n'est nécessaire de connaître les autres choses avant qu'on

les aime. Il faut donc aimer la vérité plus que tout pour la bien connaître; parce que si on ne l'aime pas de cette sorte, il faut de nécessité qu'on aime quelque erreur au-dessus d'elle par un autre amour qui ne pourra être qu'un amour aveugle, puisqu'il s'éloigne de la lumière, et, par conséquent, il sera impossible qu'on la connaisse; car si l'on aime, par exemple, son intérêt plus que la vérité qui s'y oppose, cet amour qui est dans l'erreur, élève un nuage contre cette lumière qui le condamne; et s'il arrive qu'elle soit si forte, qu'elle ne laisse pas de traverser ce nuage par quelque rayon, comme elle n'éclairera pas assez pleinement pour persuader, on opposera quelque raison à cette faible lumière qu'on ne peut couvrir; et comme on ne manque jamais de raisons, et que les plus fausses paraissent des vérités à celui qu'elles favorisent, cet amour aveugle s'y arrêtera, et l'on n'ira pas à la vérité pour la discerner, parce qu'on ne l'a pas aimée.

Que si, au contraire, on aime la vérité plus que l'intérêt, on s'élèvera jusques à elle, et on la discernera tellement dans sa lumière, qu'on ne saura être ni touché, ni ébloui d'aucun autre objet. Nous verrons tout cela dans un exemple de notre sujet.

Nous savons que parmi ces règles dont nous avons parlé, il y en a deux entre autres, dont l'une enseigne qu'il ne faut condamner personne sans l'avoir entendu, qui est le principe d'où dérivent tous les détails légitimes et l'ordre de nos procédures; et l'autre, qu'il faut rendre promptement justice pour ne pas souffrir long-temps l'injustice. Un juge désintéressé, qui, par son amour, ira jusqu'à la source et à la pureté de ces règles sans s'arrêter à son intérêt, verra clairement et sera tout persuadé qu'il faut considérer les longueurs des formalités comme un temps ennuyeux qui doit enfanter la vérité entre les parties, et non pas comme une occasion de profit, et dans cette lumière il discernera la mesure pour étendre, pour abréger ou pour supprimer tous les délais et tous les actes d'une procédure. Au lieu qu'un juge intéressé, qui n'aimera pas la pureté de ces règles, sera incapable de faire ce discernement, et sur la fausse règle de son intérêt il regardera tous les actes de chaque procès comme des occasions de gain qu'il faut embrasser, sans se mettre en peine d'avancer dans la connaissance de la vérité qu'il devait chercher.

Que s'il arrive que ce mauvais juge connaisse encore quelque rayon de cette lumière, et qu'il sache grossièrement qu'il faut garder l'ordre de la procédure; comme il ne peut se servir utilement de cette connaissance obscure et sans amour ni discernement de la vérité, il mêlera cette petite lumière dans sa conduite, et se formera par ce mélange une image et une figure de vérité dans le mensonge qu'il embrasse, pour se flatter de la pensée qu'il a fait justice parce qu'il s'en rencontre quelque

ombre dans son avarice, et que les formalités ont servi de prétexte et d'illusion à son intérêt.

Et tout cela, c'est une suite nécessaire de ce que ce juge n'a pas aimé la vérité; car s'il l'avait aimée et qu'il l'eût été chercher jusque dans sa source, il aurait vu d'une part ce qu'il devait faire, et de l'autre il aurait appris que dans, toute l'étendue de ces règles, il n'y en a pas une seule qui parle pour son intérêt contre celui de la justice, et qu'au contraire elles ont toutes cela de commun, d'enseigner aux juges qu'ils doivent tout abandonner plutôt que d'en blesser la moindre, car autrement, ce ne seraient ni des règles, ni des vérités, si elles pouvaient fléchir pour si peu de chose, que pour tous les intérêts ensemble de tous les juges de la terre.

S'il est donc très important de discerner la vérité dans les objets des passions, il est de nécessité de l'aimer au-dessus de tous ces objets, qui sont les nuages qui l'obscurcissent ou qui la couvrent, afin que son amour, plus fort qu'aucun autre, dissipe et traverse tous ces brouillards pour aller jusqu'à sa lumière, et que la connaissance qui suivra, fasse croître encore le même amour qui l'a produit; car l'amour et la connaissance de cette beauté sont comme les anneaux d'une chaîne qui nous y attache, chacun des deux étant également la suite de l'autre.

Outre cette première nécessité, il y en a un autre bien plus importante, qui oblige tous les ministres de la justice d'aimer la vérité au-dessus de tout, parce qu'ils doivent toujours être en état d'entreprendre et de quitter tout, plutôt que de l'abandonner; et que c'est elle qui doit être le motif universel et comme l'âme de leur conduite, afin que dans les occasions difficiles ils l'embrassent et la défendent au péril de tout, et que dans toute la suite de l'exercice ordinaire de leurs fonctions ils travaillent pour elle avec une fidélité et une égalité qui fasse voir que c'est elle principalement qu'ils cherchent, et que nul autre amour ne les en sépare, ni n'altère son intérêt par le mélange d'aucun autre.

Pour comprendre le besoin de cet amour, il faut seulement faire une réflexion, que l'expérience peut rendre également facile à tout le monde. Que l'objet que l'on aime au-dessus de tout, ne manque jamais de faire deux choses sur la volonté; l'une, qui l'attire si puissamment par son amour, qu'elle ne saurait s'arrêter sur aucun objet qui fût incompatible avec celui que nous supposons qu'elle aime plus que tous les autres; et l'autre, qu'il se rend le maître absolu de tous les mouvemens de la volonté, qui tous se portent vers cet objet par une pente générale et continuelle qui se découvre dans toute la conduite de la vie.

Ainsi, si un homme aime le bien plus que toutes choses, il faut de nécessité qu'il laisse périr son ami, et qu'il s'expose soi-

même plutôt que son bien, autrement ce ne serait pas le bien qu'il aimerait plus, et il faut encore que cet amour paraisse dans toute la suite des actions, qui ne manqueront pas de tendre ou à l'augmenter ou à la conservation de ce bien.

De même, au contraire, si l'on aime la vérité par dessus tout, on sera en état de quitter tout, plutôt que de l'abandonner, et l'on sera encore dans cette disposition générale de travailler toujours pour elle dans toutes les rencontres où il s'agira de son intérêt; et s'il arrivait autrement dans l'un et l'autre de ces deux exemples, il ne serait pas véritable, comme nous l'avons supposé, qu'on aimât ou le bien ou la vérité au-dessus de tout; car enfin, si l'on aime quelque chose plus que tout le reste, on ne va jamais proprement que là, et l'on y va de toutes ses forces.

Et cette grande puissance de l'objet qu'on aime, vient de la nature de l'amour; parce que, comme l'amour est le poids de la volonté, quelque part qu'elle aille, c'est toujours ce poids qui l'y porte; et si elle va vers son centre qui est cet objet, il faut qu'il l'y porte de toute sa force, sans qu'aucune résistance puisse arrêter la rapidité de son mouvement, et lors même que cet objet lui est ravi, sa pente ne s'arrête pas, il le cherche encore à travers de tous les obstacles; et selon les diverses impressions dont il sera touché dans les états différens où cet objet se rencontrera, cet amour qui est le maître, ou plutôt qui est lui-même tous les mouvemens de la volonté, en prendra toutes les figures; et soit qu'il poursuive dans le désir, soit qu'il combatte ses ennemis dans la colère, ou de quelque autre mouvement enfin qu'il s'anime, c'est toujours l'amour qui court à son centre. Comme l'eau qui sort de la terre par toutes les sources pour couler par les rivières jusqu'à la mer, quelque impression et quelque détour qu'elle reçoive de toutes les choses par où elle passe, c'est toujours la même eau qui coule à la mer.

Cette puissance si souveraine de l'amour, qui le rend le principe et la source de tous les mouvemens de l'âme, et qui le met au-dessus de tout ce qui n'est pas son dernier objet, *est si grande, que l'écriture la compare à celle de la mort* (1), pour nous faire entendre que rien n'est plus fort que l'amour, et qu'il est invincible comme la mort même.

Que si cette force est capable des entreprises et des prodiges que nous voyons dans l'amour funeste des avares, des ambitieux, et de tout le reste des hommes passionnés, elle doit être bien plus grande encore et plus naturelle dans l'amour de la vérité; car il faut remarquer que cette force est un effet de l'attache à l'objet qu'on aime, et que plus on est esclave de cet objet, plus aussi est-on détaché et comme élevé au-dessus du reste; de sorte que plus il y a de stabilité dans l'objet où l'on s'attache, plus il y a

(1). Cant. 8. 6.

de même plus de fermeté et plus de force dans l'amour; et c'est pourquoi quand cet amour s'unit à la vérité qui est son repos, il devient immuable comme elle; et autant qu'il en est esclave, autant devient-il libre en soi-même par une générosité invincible, qui le rend capable de tout entreprendre pour elle, et par une fermeté inébranlable qui lui fait mépriser toutes les difficultés et tous les obstacles qui pourraient naître pour l'en séparer.

Et c'est pour cela qu'il est dit divinement dans l'évangile, *qu'il n'y a que la vérité seule qui délivre et qui rende libre* Joan 8. 32. et seq., parce qu'elle seule est au-dessus de toutes choses, et qu'on ne peut s'y attacher sans entrer dans la participation de son indépendance et de son repos; et comme la liberté civile est de demeurer dans sa patrie sous la domination de son souverain, et que c'est une servitude d'en être banni; de même la liberté naturelle est proprement dans la vérité qui est comme la patrie de l'âme, et hors de laquelle elle tombe dans l'esclavage.

Maintenant nous voyons quelle est l'importance d'avoir un bon ou mauvais amour, et d'aimer ou la vérité ou quelque autre chose que ce puisse être; car selon les conditions que nous avons vues, si l'amour qui domine l'esprit du juge, est celui de la vérité; ce sera un amour clairvoyant qui saura toujours séparer la justice de son intérêt; ce sera un amour égal et fécond, qui portera tous ces mouvemens à l'équité contre l'injustice, *ce sera un amour libre au-dessus de tout, que ni les promesses, ni les menaces ne pourront fléchir* Eccle. 7. 6., parce que le bien où il est uni, est plus aimable que tout ce qu'on pourrait lui promettre, et que la perte en est plus à craindre que tous les maux ensemble dont on pourrait les menacer, et ce sera un amour enfin invisible comme la mort, et qui ne pourra céder à nul autre amour, et qui rompra tous les obstacles de l'iniquité, selon la parole de l'écriture.

Voilà le caractère de l'amour de la vérité, et la règle certaine du devoir des juges, sur laquelle chacun peut voir s'il est digne de porter ce nom. Encore que notre dessein ne soit pas de marquer ici ni les personnes, ni les choses en particulier pour ce qui pourrait être du devoir des juges, qui sont appelés à cette assemblée, nous ne pouvons dissimuler en général que la plupart ne nous paraissent pas animés de l'amour de la vérité; car si cet amour est clairvoyant pour la discerner, et agissant pour travailler toujours pour elle, ceux qui ne la connaissent point quand elle est séparée de leur intérêt; ceux qui n'ont de la joie que dans la multitude des procès, et dans les longueurs de la chicane qu'ils fomentent; ceux qui se rendent l'animosité des parties intéressées, et qui pour les différends indignes d'occuper un juge, instruisent des procès dans toutes les formes; ceux qui protégent les mauvais plaideurs, comme l'appui de leur famille; ceux qui

consomment en frais de chicane et en droits injustes l'orphelin, la veuve et le pauvre; ceux qui se rendent eux-mêmes parties sous prétexte d'intérêt public, pour venger leur injure particulière, et qui laissent le crime impuni s'ils ne trouvent pas leur compte dans la poursuite du châtiment; et tous ceux enfin qui travaillent dans leur ministère, comme dans un métier et dans un commerce, tous ceux là n'ont point l'amour de la vérité, parce qu'ils aiment leur intérêt, et que sans la discerner, c'est pour eux-mêmes qu'ils travaillent, et non pas pour elle, ou plutôt ils travaillent pour eux contre elle.

Et pour voir encore les autres marques de cet amour, si c'est un amour libre au-dessus de tout, inflexible aux promesses et aux menaces, à l'espérance et à la crainte : ceux qui par l'espérance de quelque établissement de fortune, ou même de quelque présent, *retiennent la vérité dans l'injustice : ceux qui trahissent leur devoir, et qui abandonnent l'honneur de leur charge par la crainte de déplaire à un Seigneur; ceux qui n'ont pas la force de résister au puissant injuste, qui veut ravir le bien du plus faible*; *et tous ceux enfin qui craignent ou qui espèrent quelque autre chose que la vérité; tous ceux là n'ont point son amour, et sont indignes de la défendre, comme ils sont incapables de rendre justice* Rom. 1. 18. ; car s'il arrive que quelquefois, et que même le plus souvent ils fassent justice, ce sera quand il n'y aura ni crainte, ni espérance qui s'y opposent, et quand leur intérêt se trouvera joint à celui de la vérité; mais dans le moment que ces intérêts seront divisés, il est indubitable qu'ils suivront toujours le leur comme le plus aimé. Mais encore lors même que l'on fait justice, la manière est le plus souvent une injustice; car au lieu de la rendre promptement comme on le doit, la plupart la font acheter aux parties par la longueur d'une procédure, qui est leur partage, comme s'ils la mettaient en commerce, parce que l'amour de l'intérêt, qui règne dans l'esprit de ces mauvais juges, ne manque pas de se répandre, dans chaque action; mais s'il se découvre à chaque démarche, et s'il fait trébucher le juge, lors même que l'intérêt s'accorde en quelque façon avec la justice, ce même amour le fera tomber lorsque dans les rencontres importantes qui ne manqueront pas d'arriver, il faudra se donner sans partage ou à la vérité, ou à l'intèrêt; car alors le plus fort emportera l'autre, et la nécessité du choix entre les menaces ou les promesses d'une part, et la vérite seule de l'autre, découvrira la faiblesse du cœur du juge. C'est donc principalement pour ces occasions singulières que les ministres de justice se doivent préparer, parce que dans le grand renversement où sont toutes choses, comme il ne leur est pas possible de les remettre, quand ils auraient assez de zèle pour l'entreprendre, ce leur est une obligation très étroite d'embras-

ser du moins ces occasions, où il faut employer toute la générosité et toutes les forces, pour faire voir que si la justice ne règne pas, c'est plus par l'impossibilité de l'état des choses, que par l'impuissance de leur amour.

Ce que nous avons touché jusqu'à cette heure ne regarde pas seulement le devoir des juges, c'est encore la règle de tous ceux qui participent aux fonctions de la justice, qui doivent tous être animés de la vérité, et qui seraient tous dignes de respect s'ils l'aimaient autant que chacun d'eux y est obligé par son ministère; mais si tous également sont obligés à cet amour, ceux là le sont encore en quelque façon au-dessus des autres, qui sont les premiers dans l'ordre de nos fonctions à faire connaître la vérité dans leurs conseils aux parties qui la leur demandent, et dans le rang desquels et parmi lesquels nous pouvons dire tous tant que nous sommes, que nous avons été élevés à sa connaissance. Nous marquerons encore mieux la dignité de leur fonction, en leur proposant une idée de leur devoir, qui soit digne de l'excellence de leur ministère; ce devoir indispensable de tous ceux qui veulent porter le nom d'avocats, les oblige à se rendre les arbitres de la vérité contre leurs parties, et à condamner les premiers tous ceux qui leur font l'injure de les prendre pour protecteurs du mensonge et de l'injustice, et de quelque qualité que puissent être ces mauvais plaideurs, à leur faire entendre qu'il n'y a que la vérité qui trouve des défenseurs dans la justice, mais qu'elle en trouve d'assez généreux pour la défendre dans sa plus grande oppression contre les plus violens et les plus redoutables de ceux qui l'oppriment.

Le plus grand témoignage que nous demanderions aux procureurs de leur amour pour la vérité, ce serait qu'en conservant l'ordre des formalités nécessaires ils travaillassent de toutes leurs forces pour abolir les longueurs et les misères de la chicane, par une sincérité qui fît qu'ils fussent plus touchés de cet amour que de la crainte du châtiment et de la vengeance terrible qu'ils ne peuvent éviter, s'ils méprisent ou s'ils négligent ce premier devoir de leurs charges.

Que si nous n'osons pas espérer que tous les ministres de la justice se trouvent unis dans une même fermeté pour faire cesser toute l'injustice, quelque grand que soit ce désordre, il y aura du moins quelques-uns à qui la vérité sera chère et toujours aimable en quelque état qu'elle paraisse; car, lors même qu'elle semble opprimée par la violence, elle conserve toujours ce rang de gloire et de majesté si auguste et si divine, qu'elle est encore plus aimable et plus digne de respect dans ceux même qui souffrent pour elle, que dans ceux qui la font régner; ainsi, quand il arriverait que ses amateurs ne seraient pas assez puissans pour la faire régner, leur amour ne sera pas pour cela stérile; car,

soit que leurs efforts soient inutiles par le défaut de la correspondance des autres, soit que produisant quelque effet ils ne servent qu'à les exposer à la violence, ils auront la joie de ne point abandonner leur devoir, et ils pourront dire ces paroles de Josué, ce saint et premier juge du peuple juif, *encore que tous les autres quittent le Seigneur, ma maison seule demeurera dans son service.* Josué, 24. 15. Et s'il arrive qu'ils souffrent pour la vérité, elle ne manquera pas, comme c'est son propre, de les délivrer, et de même qu'*elle les a rendus libres au-dessus de la malice de ses ennemis*. Joan. 8. 32, elle les rendra pareillement libres de tous les maux qu'ils pourraient endurer pour elle.

Mais pour ceux qui se contentent de faire justice quand elle s'accorde à leur intérêt, et qui l'abandonnent quand cet intérêt leur est contraire, soit qu'ils la trahissent dans les grandes occasions, soit qu'ils la méprisent ou la négligent dans les moindres, ou qu'ils l'altèrent dans les unes et dans les autres par le mélange de quelque autre amour, *dans le dessein secret d'élever leur fortune sur la vérité qu'ils apprennent de sa bouche même, que tous leurs desseins seront confondus, qu'ils tomberont eux-mêmes, et se briseront sur elle s'ils marchent contre elle.* Matth. 21, parce que dans la stabilité elle est la pierre angulaire du fondement sur lequel on ne peut élever que des ruines, et qu'ils sachent encore qu'après leur chute, cette pierre tombera sur eux, et que tous ceux sur qui elle tombera, selon la propre expression de l'évangile, en seront écrasés : *Super quem ceciderit, conteret eum.* Matth. 21. 44.

HARANGUE

Prononcée aux assises de l'année 1660.

Nous sommes obligés d'avouer dès l'entrée de ce discours que nous ne nous y sommes engagés qu'avec peine, et pour ne pas troubler la coutume; car, outre la connaissance que nous avons de notre faiblesse, nous ne pouvons d'ailleurs assez remarquer le peu d'utilité des remontrances qu'on fait en ce lieu.

L'expérience d'une part nous fait bien voir qu'une harangue ne suffit pas pour faire un bon juge, et de l'autre nous pouvons encore ajouter que toute l'éloquence humaine est incapable de produire un pareil effet; car elle peut bien instruire et persuader l'esprit de quelques vérités sensibles; mais elle ne peut pas changer les mauvaises inclinations, ni guérir l'avarice, la timidité et toutes les autres passions qui occupent les cœurs des juges.

Que si nos remontrances sont inutiles pour nous guérir de nos passions et de nos faiblesses, nous aurions bien plus de sujet de garder le silence que de parler. Mais puisque nous sommes indis-

pensablement obligés de remontrer aux juges quel est leur devoir, nous avons pensé que la manière la moins inutile que nous pourrions prendre, serait de nous servir de la parole divine, *qui nous enseigne toutes les règles de ce devoir.* Car comme cette parole, dont *il est dit qu'elle a parlé, et que toutes choses ont été faites, et que c'est elle qui a formé l'esprit de l'homme.* Ps. 32. 6. 9.; c'est elle aussi qui seule peut le rétablir dans sa rectitude par la lumière et par la vertu des vérités divines qu'elle publie. Ainsi, nous pouvons emprunter quelques-unes de ces vérités, pour annoncer le devoir des juges dans la force et dans l'autorité de cette parole qui en est la source. Pour bien entendre en quoi consiste le devoir d'un juge, il est nécessaire de bien concevoir la grandeur de ce caractère. Et c'est ce que nous trouvons en une seule parole dans l'écriture; car on ne peut rien dire de plus grand ni de plus véritable de la qualité de juge, que le mot qu'elle répète en divers endroits, et que l'on n'oserait seulement penser qu'après elle, *que les juges sont des dieux.* C'est Dieu même qui l'a prononcé; et il l'a dit deux fois entre autres bien remarquables, et en propres termes. L'une, en parlant au peuple par la bouche de Moïse, pour leur apprendre l'honneur qu'ils doivent aux juges, lors même qu'ils croyaient en avoir reçu quelque injustice. Car il leur dit ces mêmes paroles, *vous ne parlerez jamais mal des dieux.* Exod. 22. 28. Et l'autre, en parlant aux juges mêmes par la bouche d'un roi prophète, pour leur apprendre ce qu'ils sont, et ce qu'ils doivent être au peuple; car il leur dit en propres termes, *vous êtes des dieux.* Ps. 81. 6. Ce qui a été dit avec tant de vérité dans son sens, que le fils de Dieu a dit *que cette parole ne pouvait être reprise ni contredite.* Joan. 10. 35., et qu'il s'en est servi d'argument pour prouver sa divinité par cette conséquence, que si les juges sont appelés des dieux par l'écriture qui ne peut mentir, les Juifs ne doivent pas l'accuser de blasphème pour s'être dit le fils de Dieu.

Mais ce n'est pas assez pour marquer la grandeur du ministère des juges, que de dire qu'ils sont des dieux, nous pouvons dire encore que ce nom leur est donné par un privilége si singulier, qu'il n'a été donné à aucune autre dignité. De sorte que cette singularité jointe à la grandeur de ce titre marque clairement que la divinité se communique davantage dans la qualité de juge, que dans aucune autre.

En effet, de tous les attributs de Dieu qui ont un rapport particulier aux créatures raisonnables, nous devons considérer celui de juge comme le premier, le plus grand et le plus auguste. Car, c'est en qualité de juge que Dieu regarde et qu'il conduit la créature libre et raisonnable, qui est le plus grand ou plutôt l'unique objet qu'il puisse avoir dans ses créatures, et sur lequel il fait paraître singulièrement l'excellence de sa conduite et la grandeur

de sa domination souveraine. C'est en cette qualité qu'il commande ou qu'il défend; qu'il justifie ou qu'il condamne; qu'il récompense ou qu'il punit; ce qui comprend également toutes les fonctions de juge et toute la conduite de Dieu envers l'homme. Tellement qu'il faut que cette qualité de juge, en laquelle Dieu regarde et conduit son plus noble objet, soit aussi celle qui ait plus d'éclat et de majesté, et qui attire davantage le plus profond respect et la soumission entière de la créature. Ainsi, lorsque Dieu communique aux hommes ce titre de juge, il leur communique ce qu'ils peuvent voir en lui de plus élevé et de plus auguste : et par conséquent, il est véritable que la divinité se communique davantage dans la qualité de juge, qu'en aucune autre, sans en excepter même le sacerdoce. Car il y a cette différence bien remarquable entre la fonction de prêtre et celle de juge, *que le propre du prêtre est d'intercéder, Hebr.* 5. 1; et qu'ainsi, la principale fonction du sacerdoce renferme l'assujettissement et la dépendance, et ne se peut trouver que dans une nature sujette et inférieure, au lieu qu'au contraire, la fonction de juge marque une nature supérieure; et c'est pourquoi si le fils de Dieu prend le nom de pontife, c'est seulement depuis qu'il est homme; mais il est juge par sa nature avant qu'il fût homme. Ainsi, au lieu qu'il faut qu'il s'abaisse à la nature de l'homme pour prendre la qualité de prêtre et de pontife, il faut au contraire qu'il élève l'homme à sa nature divine pour lui donner celle de juge. Nous pouvons donc dire que la qualité de juge est bien plus propre à Dieu que celle de prêtre, et qu'elle est aussi plus élevée qu'aucune autre dignité qui soit sur la terre.

Aussi lisons-nous en divers lieux dans les livres saints, *que les juges exercent le jugement de Dieu même et non pas le leur.* 2. *Paral.* 19. 6. La remarque est singulière dans la réponse que fit Moïse à son beau-père, qui, l'ayant visité, le trouva accablé de la foule du peuple qui lui venait demander justice. *Ce peuple,* lui dit Moïse, *vient à moi pour consulter Dieu, et pour me demander son jugement. Exod.* 18. 15. Et pour faire voir encore combien est propre à Dieu ce droit de juge, il en a voulu faire la fonction lui-même, et sans le ministère des hommes, dans quelques occasions extraordinaires, où il a fait éclater sa justice en envoyant le feu du ciel, et faisant ouvrir la terre pour la punition de quelques crimes.

Mais ce qui marque singulièrement et par-dessus tout, que c'est son propre pouvoir que Dieu donne aux juges, c'est qu'il leur donne le pouvoir de faire mourir. Car, après qu'il a défendu l'homicide, il n'y a point d'homme qui eût droit d'en tuer un autre; et il faut dire, selon l'expression d'un père, *que c'est Dieu qui tue lorsque le juge fait mourir, Aug. de civ. l.* 1. *c.* 21, comme c'est aussi lui qui venge, lorsque le juge punit le coupable; parce

qu'il communique au juge le droit de vengeance, qui lui est propre comme le droit de vie et de mort.

Et il a été bien nécessaire que Dieu donnât ce pouvoir aux hommes; *car tous les hommes étant égaux par la nature* (Charte, 1), il a fallu *qu'il communiquât à quelques-uns une participation de sa souveraineté* (Charte, 13, 14, 57, 3.), pour les élever au-dessus des autres, afin qu'ils exercent la justice entre eux; et que pendant le temps qu'il souffre et permet l'injustice, il y ait des puissances visibles sur la terre qui le représentent pour la réprimer, jusqu'à ce que lui-même à la fin des temps se rende visible, pour réparer toutes les injustices et tous les désordres.

Voilà pourquoi Dieu donne son pouvoir et son nom aux juges, afin qu'étant établis pour tenir sa place parmi les hommes leurs semblables, l'égalité de nature n'empêche pas qu'ils ne soient considérés et respectés comme lui-même dans les jugemens. Et cet honneur est tellement communiqué à tous les juges, que Dieu le donne même aux plus petits et aux plus indignes; car l'écriture nous apprend en divers endroits, *qu'ils tiennent tout leur pouvoir de lui, Exod.* 22. 8. 6; et c'est sans aucune distinction qu'il leur a *dit qu'ils sont tous des dieux, Sap.* 4. 5; parce que *dans la distance infinie où sont tous les juges au-dessous de Dieu, Joan.* 19. 11. *Rom.* 13. 1. 2. *Pet.* 2. 13. 14, la gloire de son nom ne s'abaisse pas davantage, ni dans les uns, ni dans les autres; et ils le représentent tous *dans le point unique qui consiste au droit de juger. Joa.* 10. 35. *ps.* 81.

Nous croyons avoir assez montré la grandeur des juges, et le solide fondement du respect qui leur est dû par le nom qu'ils portent; les plus ambitieux d'entre eux n'avaient peut-être pas pensé que leur dignité fût si élevée. Mais si nous avons tâché d'établir solidement la dignité de leur caractère, c'est seulement pour leur proposer leur devoir d'une manière qui en soit digne : car s'ils sont appelés des dieux, c'est afin qu'ils pensent quels ils doivent être pour soutenir cette dignité.

La plus simple règle et la plus générale du devoir des juges, est qu'ils doivent imiter Dieu pour user de son pouvoir qu'il leur a donné, comme lui-même en userait, autant qu'ils peuvent en être capables. Cette règle est bien naturelle, mais nous la trouvons encore dans l'écriture, qui nous l'apprend par la bouche d'un roi, qui parle aux juges de son peuple. *Prenez bien garde*, leur dit-il, *à ce que vous faites; car ce n'est pas le jugement d'un homme que vous devez rendre, mais celui de Dieu.* 2. *Paral.* 19. 6. S'il faut donc que les juges rendent le jugement de Dieu, et non pas le leur, il est évident qu'ils doivent juger comme Dieu jugerait lui-même.

Ce n'était pas assez que l'écriture prescrivît cette règle aux juges, elle leur a aussi marqué les qualités qu'ils doivent avoir

pour la pratiquer. Nous les trouvons principalement dans l'histoire sainte, qui nous apprend que lorsque Moïse établit les juges, pour se décharger du soin des petits différends du *peuple,* il fit un choix d'*hommes sages, forts, craignant Dieu, pleins de la connaissance et de l'amour de la vérité, et ennemis de l'avarice. Exod.* 18. 21. *Prov.* 24. 5.

Si ces personnes furent choisies si pleines de tant de qualités divines, pour juger seulement les moindres différends d'un peuple qui était gouverné par une conduite pleine de sagesse et de miracles visibles et continuels, elles le sont sans doute bien plus parmi nous.

Vous voyez donc bien que tout ce que nous pouvons dire avec plus de condescendance du devoir de tous les juges, et même des moindres, est qu'ils doivent être indispensablement pourvus de ces mêmes qualités, que Moïse exigeait pour ceux à qui il commettait les moindres affaires. Aussi, est-il véritable que nous trouvons dans ces qualités tout ce qu'on doit avoir pour être bon juge; et que si on manque d'une seule, on est indigne d'en tenir le rang.

Nous vous avons autrefois parlé de la connaissance et de l'amour de la vérité; nous toucherons maintenant le reste de ces qualités, mais succinctement.

Pour la crainte de Dieu, les juges doivent l'avoir d'une manière particulière, qui doit consister à se considérer comme dépositaires de ce pouvoir qui leur est donné, et ne pas croire qu'il leur soit propre, afin qu'ils en usent comme devant en rendre un compte sévère. Le juge qui manque de cette crainte, se rend maître et usurpateur de l'autorité dont il n'était que dépositaire; il en use comme si elle lui était propre; et au lieu de maintenir parmi les hommes injustes l'honneur et l'intérêt de la justice, qui est celui de Dieu même, qui lui en avait commis la dispensation, et qu'il doit toujours avoir en vue dans son ministère, comme on voit que les ambassadeurs des princes de la terre conservent avec jalousie le rang et les intérêts de leurs maîtres chez les étrangers; ce juge, qui ne regarde pas Dieu, prend pour soi-même tout l'honneur que l'on rend à sa dignité, non comme s'il tenait seulement la place de Dieu, mais comme s'il l'était lui-même, et il fait servir son autorité à ses intérêts et à ses passions jusqu'à l'employer contre la justice. Que si l'injustice et la violence des particuliers est un objet de colère et d'indignation, que doit-on dire de cet horrible renversement, de voir la violence dans l'autorité, et l'injustice s'armer des forces de la justice contre elle-même ? Nous n'avons point de paroles pour exprimer l'excès de ce mal. Cependant c'est une suite ordinaire et infaillible du manquement de la crainte de Dieu : car le défaut de cette crainte est la source de toute sorte de déréglemens; et c'est pourquoi nous remarquons

dans l'évangile, qu'il est dit d'un très-mauvais juge, *qu'il ne craignait pas Dieu*, Luc. 18. 2, pour nous apprendre par cette simple expression que le défaut de cette crainte renferme toute l'iniquité qui se peut trouver en un juge.

Il nous reste à parler du détachement ou de la haine de l'avarice, de la force et de la sagesse, qui sont les autres qualités que Dieu demande pour un juge. Dans la haine de l'avarice, nous remarquons la tempérance, comme nous verrons dans la suite. Dans la sagesse, nous reconnaissons la prudence. Ainsi, dans ces trois qualités, nous trouvons la tempérance, la force et la prudence, qui sont trois vertus sans lesquelles on ne saurait s'acquitter d'aucun devoir. Car, tout devoir consiste à s'attacher à quelque fin juste; et pour cela, la tempérance est nécessaire, afin qu'on s'abstienne du désir de tout autre objet contraire à la fin qu'on s'est proposée, ou qui en détourne. La force est nécessaire pour vaincre toutes les difficultés, et la prudence pour régler toute la conduite. Nous allons voir en peu de paroles le besoin particulier que nous avons de ces trois vertus, et nous verrons en même temps qu'elles forment l'imitation de Dieu dans les jugemens, ce que nous avions établi pour la règle universelle du devoir des juges.

Quand nous parlons de la tempérance en un juge, on voit bien que cela ne s'entend pas au sens qui comprend seulement la sobriété. Ce n'est pas qu'un juge ne doive être sobre; nous serions réduits à une extrémité bien étrange, s'il nous fallait mettre en peine de le prouver, *après que les anciennes ordonnances voulaient même qu'on rendît la justice à jeûn.* Car. magn. l. 1. c. 62. confer. des ord. l. 1. §. 1. Mais il le faut entendre dans le sens général que nous avons touché, suivant lequel la haine de l'avarice est une tempérance universelle à l'égard de tous les objets capables de corrompre un juge. Car il n'y a aucun de tous ces objets qui ne s'acquière par les richesses. Ainsi, la haine de l'avarice, qui renferme le mépris du bien, est la véritable tempérance nécessaire au juge.

Par cette vertu le juge imite cette qualité qu'on remarque en Dieu, qu'étant lui-même sa seule fin, il ne peut s'arrêter qu'en soi-même, et n'a besoin d'aucune chose. Car tout de même le juge doit s'attacher tellement à sa fin de rendre justice, qu'il s'abstienne de tout ce qui pourrait l'en détourner, comme s'il était hors de tout besoin. Que s'il n'est pas en cet état par sa fortune, il faut qu'il s'y mette par sa tempérance. Nous verrons la nécessité de cette vertu dans un seul exemple; et que non-seulement il faut que le juge ne soit point avare, pour ne point faire de concussions, mais *qu'encore il ait de la haine contre l'avarice, pour ne se pas laisser corrompre aux présens.* Car l'avarice dans les présens n'a rien qui paraisse inhumain, elle y trouve son

objet sans travail et sans violence. Il s'offre soi-même dans le secret tout plein d'agrément, et d'une manière si surprenante, que l'écriture dit que les sages même en sont aveuglés; de sorte que si un juge n'est pas préparé contre ces surprises par une forte habitude de haine formée contre l'avarice, il se laissera vaincre sans doute aux présens, et il éprouvera la vérité de cette parole du sage, *que celui qui donne un présent gagne la victoire, et qu'il ravit et enlève le cœur de celui qui le reçoit,* Prov. 22. 9, et qu'étant devenu le maître du cœur, il le tourne selon ses desseins; jusques-là que nous apprenons encore de la sagesse, *qu'un présent caché éteint la colère et l'indignation la plus extrême.* Prov. 21. 14.: et comme nous allons voir que le juge doit être toujours en colère contre l'injustice, s'il reçoit un don, il se désarme de cette colère, et de toute sa vigueur contre l'injustice.

Ce n'est pas assez qu'un juge ait la tempérance pour s'abstenir de tout ce qui pourrait le corrompre; il faut encore qu'il ait la force, afin qu'il surmonte toutes les difficultés qui s'opposeront pour l'empêcher de rendre justice; et qu'il méprise tous les maux qui lui arriveront pour l'avoir rendue. Autrement il est visible que s'il cède à ces difficultés, et s'il craint ces maux, il abandonnera son devoir pour les éviter. Et afin qu'un juge soit toujours dans cette disposition de n'abandonner jamais son devoir, il faut que son courage ne soit animé d'aucune passion, comme celui des hommes injustes, dont les plus grandes entreprises ne sont que faiblesse et aveuglement : car ce ne sont pas eux, mais leurs passions qui sont fortes. Mais la force du juge doit être un zèle divin, exempt de trouble et de passion, toujours égal, et toujours incapable de se ralentir. Car cette force est renfermée dans l'imitation de deux qualités que nous remarquons en Dieu, qui *mettent ses jugemens au-dessus de toute faiblesse.* Psal. 7. 12.; l'une, qu'il est, comme dit un prophète, dans une indignation continuelle contre l'injustice, parce qu'il est la justice même; et l'autre, qu'il ne fait point d'exception de personnes, parce *qu'il est indépendant, et ne peut être touché d'aucune espérance, ni d'aucune crainte.* Deut. 10. 17.; ce qui le rend inflexible et inexorable à toute injustice.

Les juges qui doivent imiter Dieu n'étant pas la justice même, ils la doivent aimer, et concevoir une noble indignation contre l'injustice, afin d'agir contre elle de toutes leurs forces, et de vaincre toutes sortes de difficultés pour rendre justice. Et s'ils ne sont pas indépendans par leur condition, il faut qu'ils le deviennent par leur courage, afin qu'ils ne se laissent jamais affaiblir ni par le désir d'obliger, ni par la crainte d'offenser les personnes les plus puissantes, et qu'ils se rendent inexorables et inflexibles comme Dieu même à toute espérance et à toute crainte.

Que si l'on voulait dire que Dieu se laisse fléchir quelquefois,

ce n'est jamais contre la justice, ni pour l'injustice. Mais surtout il est inexorable en ce qui regarde l'ordre politique de la société civile : car il veut indispensablement que les juges qu'il a établis pour la maintenir, se rendent inflexibles pour réprimer de tous leurs efforts tous les excès et tous les violemens qui troublent cet ordre. C'est pour cela qu'il est dit que *quand la loi est violée, il est temps d'agir*. Ps. 118. 126., et de mettre en usage cette sainte indignation contre l'injustice. Et c'est encore pour cela même que la force est si nécessaire à tous les juges, que le sage a dit : *que personne ne doit entreprendre de se faire juge, s'il n'a pas un courage et une fermeté invincible pour combattre contre l'injustice, et forcer toute la violence de l'iniquité, afin de ne céder pas même aux plus grands*. Eccli. 7. 6. Et c'est une remarque singulière sur ce sujet dans l'histoire, que le premier commandement qu'elle marque avait été fait aux juges, fut celui que leur fit Moïse, de faire mourir ceux de leurs frères qui étaient tombés dans l'idolatrie. Car ce premier ordre si exprès de faire mourir, marque d'une part la haine irréconciliable, et l'autre la généreuse vigueur qu'un juge doit avoir pour agir contre l'injusjustice; et quand il doit faire l'office de juge, bien loin qu'il s'y doive jamais porter pour obliger ses amis, ou pour en faire de nouveaux, comme on s'imagine, *il doit au contraire s'animer de cette haine parfaite dont il est parlé dans les livres saints*. Ps. 138. 20. 21, *qui lui fasse mettre au nombre de ses ennemis, et juger dignes de toute haine et de tout mépris, ceux qui voudraient le corrompre ou par leurs prières, ou par leurs menaces* Matth. 10. 34. et seq. Luc. 14. 26. Ps. 13.

Ces vérités ne sont pas seulement fondées sur la pureté de la loi divine; *les lois humaines les ont reconnues*, et ont pourvu par divers réglemens à conserver aux juges la liberté que donne cette force dont nous parlons : *car elles ont défendu aux juges d'obéir même aux lettres des princes, si elles leur ordonnaient quelque chose de contraire à la justice, et ces défenses subsistent encore* (1); elles avaient aussi défendu même, sous peine de sacrilége, qu'on entreprît l'administration de la justice dans son pays, de peur qu'on ne s'y laissât corrompre par ses amis, ou par ses proches : et l'on remarque encore que c'était autrefois une discipline du parlement, observée dans ce même esprit, *que ceux de ce corps ne fréquentaient point les maisons des princes, ni des seigneurs* (2), et n'allaient pas au Louvre, s'ils n'étaient mandés par le roi.

Si ces derniers réglemens ne s'observent plus, et s'il est aujourd'hui permis de fréquenter les grands, et de se faire juge

(1) L. pen. cod. de prec. imp. v. code Henry. l. 7. T. 13. n. 1. l. ult. c. de crim. sacri. tit. c. ut nullo patriæ suæ. (2) Loysel. fol. 679.

dans son pays, même dans les premières charges, cette liberté n'est qu'une occasion de faiblesse aux juges, qui les doit obliger à se rendre plus forts et plus fermes. Car étant toujours obligés à ne rien accorder contre la justice à la faveur des grands, ni des proches qui les environnent, ils doivent être comme étrangers dans leur patrie, et comme s'ils n'avaient ni alliance, ni amitié, ni engagement, ni dépendance, et ils doivent encore regarder toutes les personnes les plus éclairées et les plus puissantes, comme infiniment abaissées au dessous de Dieu qu'ils représentent, afin qu'ils se tiennent dans une fermeté inébranlable, pour soutenir la justice contre tous les efforts et toutes les surprises de l'iniquité.

Nous finirons par la sagesse, que nous avons appelée la prudence du juge, qui se rapporte à la sagesse et à l'intelligence divine. On voit assez la nécessité de cette vertu, et que sans elle toutes les autres pourraient nuire autant que servir; et l'on voit bien encore que le principal fondement de cette sagesse est que le juge ait un bon sens; car sans la lumière naturelle du bon sens, on ne saurait en posséder le moindre degré; mais il faut aussi la connaissance du droit, et l'expérience dans les affaires selon la charge qu'on entreprend; et qu'on apporte beaucoup de diligence et d'exactitude, pour bien prendre la vérité des faits que l'on doit juger; et il faut enfin qu'on ne rende jamais justice dans la passion; car la passion aveugle le jugement, et produit le même effet que l'ignorance et le manquement de bon sens, qui sont les contraires de la sagesse.

Personne ne peut douter de la nécessité de ces qualités, qui composent en partie la sagesse du juge, et sans lesquelles il est évident qu'on ne pourrait rendre que des jugemens pleins d'ignorance et d'aveuglement; et l'on ne peut aussi douter que l'aveuglement et l'ignorance dans les jugemens ne soient un grand mal, puisqu'il est si grand, que *l'Ecriture* a dit *qu'il est cause que tous les fondemens de la terre sont ébranlés.* Psal. 61. 5., pour marquer par cette forte expression le renversement étrange que cause dans la société civile l'ignorance des juges.

Nous laisserons tout le reste que nous avions à dire sur cette sagesse; mais nous ne pouvons supprimer que le premier et le principal usage qu'en doivent faire tous ceux qui veulent être juges, c'est d'examiner, avant qu'ils s'engagent dans ce ministère, s'ils ont les qualités nécessaires pour s'en acquitter, surtout en ce temps, que chacun se choisit soi-même pour se faire juge; et de considérer que, s'ils n'ont pas ces dispositions, ils commettent une imprudence capitale, et ils font une injustice insigne au public, de s'ingérer dans cette fonction sacrée : *car, osant ainsi s'élever à la place de Dieu*, *ils troubleront l'ordre de la justice par mille erreurs et mille faiblesses où ils tomberont infailliblement;* et ils seront cause par leurs injustices, que *le*

nom de Dieu sera blasphémé, *selon l'expression d'un prophète* Isaïe 52. 5. En effet, peut-il y avoir un plus grand sujet de blasphème contre la sainteté de la conduite de Dieu, que lorsqu'on demande la justice à ceux qui sont dans l'ordre qu'il a établi pour la dispenser, et qu'on n'y trouve que *l'injustice et l'oppression*.

Que s'il y a des personnes qui, méprisant l'importance de toutes ces suites, osent se présenter pour se faire juges, sans avoir les qualités nécessaires pour ce ministère; et même avec les défauts contraires, comme de l'âge, de l'incapacité, et d'autres semblables, qui sont marqués par les ordonnances; n'est-il pas évident qu'ils doivent être renvoyés, et que c'est la véritable peine qui leur est due. Ainsi, c'est à ceux que le roi a établis juges de leur suffisance, d'user de leur autorité pour les refuser, de crainte que s'ils les reçoivent avec ces défauts, ils ne s'en rendent eux-mêmes responsables; car le roi lui-même doit bien aussi répondre envers Dieu de ceux à qui il aura donné le pouvoir qu'il tenait de lui.

Mais puisque nous parlons des juges, qui sont déjà dans les fonctions, plutôt qu'à ceux qui pourraient prétendre à l'avenir de s'y engager, il est important que nous tous, qui sommes déjà dans le ministère de la justice, ne pensions pas que pour y avoir été reçus, nous puissions nous en croire dignes, si nous n'observons toutes les règles que nous venons de proposer, pour former l'idée générale de notre devoir.

Nous ne craignons pas que personne ose contredire aucune de toutes ces règles. Quand on ne considérerait que l'honneur du monde, nous pourrions dire qu'on ne saurait être bon juge devant les hommes sans les observer; et en effet, comment pourrait-on dispenser un juge d'aimer la vérité et de craindre Dieu? Comment pourrait-on lui permettre d'aimer les présens, et de rendre la justice au gré de ses amis et des grands du monde? Comment, vous, qui tenez vos charges des gentilshommes, pourriez-vous suivre leurs passions en rendant justice? Comment pourriez-vous vendre, ou consentir qu'on vendît l'impunité des crimes dans vos justices? Mais comment enfin pourrions-nous prétendre nous tous, à qui Dieu a commis son propre pouvoir, de l'exercer autrement qu'en la manière et suivant les règles que lui-même nous en a prescrites?

Nous n'avons dit autre chose que ces mêmes règles, et nous les avons toutes appuyées sur l'autorité de Dieu même, qui a voulu nous les enseigner, afin que nous ne puissions point en douter, ni les contredire, et que nous sachions que ce sont ces mêmes vérités sur lesquelles nous serons jugés, sans que nous puissions prétendre d'opposer à la sévérité apparente de ces maximes, le peu d'usage qu'on en fait au temps où nous sommes. Tant s'en

faut que le mauvais exemple de tous les juges du monde nous puisse excuser, il ne sert au contraire qu'à rendre le mal plus universel, plus déplorable, et plus digne de punition. Car enfin, puisqu'il est vrai que toutes les vérités de la parole divine sont inviolables, *et qu'au lieu que le ciel et la terre doivent périr, la moindre de ces vérités ne saurait changer,* Matth. 5. 18, il est encore plus indubitable que toute la contradiction de la terre ne peut altérer la moindre des règles que la vérité divine a prescrites pour le devoir de tous les hommes; mais beaucoup moins aucune de celles qui regardent le devoir des juges, qui doivent eux-mêmes réprimer l'injustice de tous les autres.

Il ne nous reste donc que de nous attacher à ce devoir, dont nous voyons qu'il ne nous est pas possible de nous dispenser, et à nous régler suivant ces maximes, non-seulement dans les rencontres importantes, mais même dans toutes les moindres de nos fonctions. C'est dans cette égale fidélité que consiste le devoir d'un juge; car c'est dans les petites occasions qu'il faut s'exercer pour les grandes; et d'ailleurs les moindres dans l'exercice de la justice sont pleines de suites, soit à cause de l'intérêt de la justice, qui est toujours grand, soit en ce qu'elles marquent l'esprit du juge, et font connaître le principe qui le fait agir, selon cette vérité tirée de l'évangile, que si le cœur se découvre par les paroles, il se découvre bien davantage par les actions.

Ainsi, toute notre conduite doit marquer par une continuelle uniformité, que le principe qui nous fait agir est toujours celui de rendre justice, pour remplir en toutes rencontres toute l'étendue de notre devoir; et nous devons tous tant que nous sommes nous y attacher d'autant plus, et y prendre garde, que si nous manquions à nous y rendre fidèles, surtout après que nous en avons connu l'importance, *nous ne pourrions éviter le jugement terrible que Dieu prépare aux mauvais juges;* car en voici les menaces, qui sont étonnantes. C'est dans un de ses prophètes qu'il nous dit les mêmes paroles. «Ceux qui » gouvernent mon peuple, le gouvernent dans l'injustice; ils sont » cause que la sainteté de mon nom est violée par de continuels » blasphèmes; mais je ferai connaître un jour à mon peuple la » grandeur et la sainteté de mon nom; car je viendrai moi-même » pour prendre ma place». Isa. 52. 58. Et quand il sera venu pour juger les dieux, comme il dit lui-même : voici ce qu'il nous apprend en un autre endroit du traitement qu'il doit faire aux juges. C'est par la bouche du sage, qui nous l'annonce de la part de Dieu, et qui veut que nous l'écoutions et que nous le gravions dans notre mémoire et dans nos cœurs avec une attention et un respect dignes du sujet et de la majesté de Dieu, pour lequel il parle. «Ecoutez donc, dit il, entendez et apprenez, ju- « ges de la terre; prêtez l'oreille, vous qui êtes établis pour

« maintenir la justice parmi les peuples. Sachez que si le Seigneur « vous a donné son pouvoir, et s'il vous a confié son autorité, il « recherchera toutes vos pensées et toutes vos œuvres; et parce « qu'il vous avait rendu les ministres de son règne, qui est la jus- « tice, et que vous n'avez pas suivi l'équité, la justice et sa volonté « dans vos jugemens, vous serez surpris et accablés de son « horrible et prompte venue, lorsqu'il viendra lui-même rendre « et exécuter contre vous, qui jugez les autres, un jugement « tout plein de rigueur. Car, *dit-il en continuant*, il peut y avoir « quelque pardon pour ceux du peuple; mais pour ceux qui ont « été élevés dans l'autorité, leur pouvoir sera la mesure de la « grandeur et de la sévérité de leurs supplices. Sap. 6. 2. »

HARANGUE

Prononcée aux assises de l'année 1666.

Nous remarquons que le dessein des rois, qui avaient institué cette sorte d'assemblées pour l'instruction des juges, et qui avaient voulu qu'on y fît toutes les années la lecture de leurs ordonnances, n'a été qu'une imitation du dessein que Dieu avait inspiré à Moïse, lorsqu'il ordonna, peu avant sa mort, *que toutes les sept années on ferait une lecture solennelle au peuple et aux juges, des préceptes de leurs devoirs, qui étaient contenus dans la loi divine*. Deuter. 31. 9. 10. 24. 28.

Il serait à souhaiter que cette imitation fût entière; et qu'au lieu d'une simple lecture qu'on faisait autrefois dans ces assemblées, de ces lois romaines, qui n'instruisent les juges que des formes de la justice, ils y fussent encore instruits par la lecture de la loi divine, des principes plus essentiels pour rendre la justice, non-seulement dans le cours des formalités, mais dans le fonds des lumières de la vérité.

Ils ne pourraient recevoir d'instructions plus simples, plus solides et plus touchantes que celles de ces vérités divines, qui sont l'objet naturel de notre raison; et ces vérités ne pourraient être annoncées avec une parole plus propre pour les graver dans les esprits et les cœurs des juges, que la même dont Dieu s'est servi quand il a parlé pour les publier, car, comme il a proportionné la nature de notre raison à ces vérités et à ces règles de notre devoir, il a de même proportionné sa parole à notre raison pour nous les faire sentir, et nous en instruire.

Mais, quelque sujet que nous eussions de souhaiter l'usage de cette manière divine de parler aux juges, il faut céder à la coutume qui demande bien tous les ans un discours; mais qui ne pourrait souffrir le même, tout divin qu'il fût. Notre nature mêlée de principes opposés, l'un corruptible et l'autre éternel, ne

peut souffrir ni la stabilité ni le changement, il faut des nouveautés pour plaire, et il faut suivre les vieilles coutumes pour ne pas déplaire, et notre inconstance inquiète ne pouvant changer les règles immuables de notre devoir, et ne le souffrant d'ailleurs qu'avec peine, elle cherche au moins le changement et la nouveauté dans la manière de les exprimer, et préfère à la simplicité féconde de la parole divine, qui est le fondement et la source de ces vérités, la vaine étendue des pensées humaines, et l'embarras des raisonnemens et du discours, et de toutes les autres faiblesses où le langage des hommes est assujetti : de sorte que nous sommes réduits à ne dire ici que nos pensées, et il y a même quelque sujet de les exposer plutôt que ces vérités divines à la curiosité, qui est presque l'unique motif de ceux qui viennent nous écouter.

Mais comme nous ne pouvons nous dispenser de parler toujours aux juges du même sujet de la justice et de leur devoir, si nous ne pouvons leur en parler d'une manière qui en soit digne et qui puisse leur en inspirer l'amour dans les cœurs; nous tâcherons du moins d'en former dans leurs esprits quelque nouvelle idée, dont le souvenir puisse leur en laisser quelque impression, et nous trouverons dans cette idée quelle est l'importance et quel doit être l'usage de l'une des principales qualités des juges, qui est la force et le courage dont ils doivent être toujours animés pour rendre la justice dans toutes sortes d'occasions.

Nous observons que la justice en général renferme deux choses que ce mot de justice signifie également dans toutes les langues; car on appelle justice l'équité ou la rectitude de la loi, et l'on appelle encore justice l'observation de la loi. L'équité de la loi n'est autre chose que la justice de Dieu, qui est le principe de toute loi et qui justifie par sa seule volonté tout ce qu'il ordonne; et l'observation de la loi est la justice des hommes qui ne consiste qu'en la conformité de leurs actions à la loi qui les doit régler.

Ainsi, la justice comprend universellement tout ce qui est juste; c'est-à-dire, et la loi même vivante en Dieu et tout ce qui est conforme à la loi, et elle renferme encore en ce sens toutes les vertus, parce qu'il n'y en a aucune qui ne soit la pratique de quelque loi; et c'est pourquoi la véritable et parfaite justice consiste dans l'assemblage de toutes les vertus.

Cette justice de Dieu et celle des hommes avec toutes les vertus qui la composent, ont ensemble cela de commun, que l'effet de l'une et de l'autre n'est autre chose que la paix; mais avec cette différence que la justice de Dieu n'est précédée d'aucune guerre, ni d'aucun trouble, et que c'est *une paix éternelle que nul changement et nulles contrariétés ne peuvent troubler*. Isa. 9. 7.; mais la paix des hommes est seulement le calme et la tranquillité que

produit la justice et les vertus qu'elle comprend, au lieu de la guerre et du trouble que causent les passions qui leur sont contraires. Ainsi, la *paix est l'ouvrage de la justice*, selon l'expression d'un prophète, *et l'écriture nous confirme cette vérité en divers endroits*, *nous apprenant que ceux qui ignorent la loi sont dans une grande guerre*. Is. 32. 17. Sap. 14. 22.; que *ceux qui l'aiment sont dans une grande paix*. Is. 48. 22. Ps. 118. 165.; que la *justice et la paix se sont embrassées ; que celui qui est appelé le juge des vivans et des morts est aussi appelé le prince de la paix*. Ps. 84. 11. Eccl. 5. 12. Act. 10. 42. Is. 9. 6. Toutes ces expressions sont autant de preuves de cette vérité, que la paix est l'ouvrage de la justice.

Et parce que c'est principalement dans l'intérieur de chaque particulier que se forme cette guerre et ce trouble, par l'empire des passions qui le dominent et qui l'agitent; la principale justice est celle qui éteint ou réprime ces passions dans leur source, qui est le cœur de l'homme, et cette justice est proprement l'ouvrage de Dieu.

Mais, parce qu'il permet que ces passions, non-seulement agitent l'intérieur des particuliers qui en sont remplis, mais qu'elles passent encore au dehors dans le corps politique, dont ils sont les membres, et que cette guerre intérieure, se répandant au dehors par une infinité de diverses injustices, trouble aussi en une infinité de manières la paix extérieure de la société des hommes, Dieu permettant cette guerre et ce trouble extérieur, il a aussi pourvu à établir un ordre et des voies pour procurer et maintenir la paix de cette société, en réprimant par l'autorité des juges les effets extérieurs de ces passions qui la troublent. Et comme il a voulu qu'on appelât du nom de justice le calme des passions qui violent sa loi divine et qui troublent la paix intérieure dans le cœur de l'homme, il a voulu qu'on appelât aussi du même nom de justice le calme des désordres qui violent la loi civile et qui troublent la paix extérieure, qui doit être parmi les hommes. Et c'est par ce rapport à la justice divine sur l'intérieur, que celle dont nous avons l'honneur d'être les ministres sur l'extérieur a pris aussi le nom, parce que sa fin et son exercice sont d'établir la paix dans le corps politique, comme la fin de l'autre est de l'établir dans les cœurs des hommes.

Nous découvrons par cette suite que cette double justice et cette double paix intérieure et extérieure forment les deux règnes, sous lesquels Dieu conduit les hommes; le règne spirituel et invisible de la religion sur les cœurs des particuliers, et le règne temporel et visible de la police sur le corps politique de la société des hommes. Il est seul le souverain unique de ces deux règnes, et il laisse éclater de temps en temps des marques visibles de sa conduite secrète et de son empire sur l'un et sur l'autre.

Mais, pour cacher aux hommes la grandeur et la gloire de cette conduite, et pour les tenir dans les voies sensibles dont ils sont capables, il laisse sur la terre un ministère visible et continuel de l'un et de l'autre de ces deux règnes.

C'est pour cela qu'il a mis le ministère du règne spirituel et invisible de la religion sur les cœurs dans le sacerdoce, dont les fonctions sont de procurer la paix intérieure par la justice des cœurs dans les voies, et par les moyens qu'il dispense dans son église; et il a mis le ministère du règne temporel de la police sur le corps politique dans la puissance visible qu'il donne aux rois et aux juges qui tiennent sa place, pour maintenir la paix extérieure par les voies de la force et de l'autorité qu'il leur confie.

C'est dans ce ministère du règne temporel de la police que Dieu a établi la justice que nous exerçons, et la fin de ce ministère est de maintenir la paix et l'ordre parmi les hommes dans le mélange où ils doivent vivre, pour s'aider les uns les autres de leur industrie par les arts, de leurs biens par le commerce, et pour former les autres liaisons et dépendances mutuelles que la nature et les lois ont mises entre eux.

Nous voyons dans cet objet de la justice, que la principale fonction des juges est de réprimer par leur force et par leur courage les violences et les injustices qui rompent les liens de cette société qui doit être parmi les hommes, et qu'ainsi l'office des juges est d'exercer sur les actions extérieures l'empire de la justice qu'ils ne peuvent porter jusque dans les cœurs et de faire sur le corps politique, dont ils sont les chefs, ce que chaque particulier est obligé de faire en soi-même sur ses passions.

C'est par cette raison que, comme dans la conduite spirituelle de la religion sur les cœurs, Dieu anime les particuliers d'une force divine qui les élève au-dessus de leurs passions, afin qu'ils puissent s'en rendre les maîtres, il a de même établi dans la conduite temporelle du corps politique une autorité divine qui élève une partie des hommes au-dessus du reste, pour les rendre les juges et les vengeurs des injustices qui troublent ce corps.

Mais cette force et cette autorité que Dieu donne aux juges n'est qu'un instrument d'une autre force spirituelle, qui est celle dont nous parlons, qui doit être dans le cœur du juge, pour animer et employer cette autorité contre les rebellions et les entreprises des particuliers qui sont les membres qui composent le corps politique. Car ces membres, que l'on compare si communément aux membres du corps humain, sont assemblés d'une manière bien différente; les membres du corps naturel n'ont aucun bien particulier qui leur soit propre, leur usage unique et leur fin commune est le bien du corps. Ainsi, ils s'exposent tous pour le corps sans se faire la moindre violence, et il faudrait au contraire leur faire une extrême violence pour retenir leur pente na-

turelle à s'exposer pour le bien du corps; et loin de se nuire les uns aux autres, ils s'exposent aussi les uns pour les autres. Mais les particuliers, qui sont les membres du corps politique, ayant leurs fins différentes et leurs intérêts séparés de celui du corps, ils considèrent peu la paix commune à l'égard du bien particulier qu'ils se proposent en la violant.

C'est pourquoi ce corps politique ne pouvant subsister comme le corps naturel par un concours universel et mutuel de tous ses membres dans une union volontaire, Dieu y a mis les principes d'une autre union par l'autorité des rois et des juges, qui contient ce corps et régit ces membres. Car le principal du devoir des rois est de prévenir les entreprises et les rebellions des membres contre le corps; et le principal du devoir des juges est de réprimer les injustices et les entreprises des membres entre eux.

Il serait facile de venir au détail de ces entreprises qui sont les occasions où les juges ont besoin de force; mais ce serait une longueur superflue que d'entreprendre ce qu'il y aurait à dire sur ce détail. Il suffit en un mot que les juges doivent s'animer de cette vertu dans toutes les rencontres où la justice se trouve opprimée; quand *les riches oppriment les pauvres*, quand *les violens accablent les faibles*, quand *les seigneurs veulent abuser de l'autorité de la justice contre leurs justiciables*, et dans toute sorte d'autres rencontres où les inégalités et les disproportions des particuliers opposés entre eux mettent l'injustice en balance contre la justice.

Ce n'est que pour ces sortes d'occasions que *les juges sont établis*, et *Dieu ne leur donne sa place que pour les élever au-dessus du reste des hommes par le caractère et l'autorité qu'il ne leur communique*, qu'afin qu'ils élèvent *aussi la justice par leur force et par leur courage* au-dessus de toutes les forces de l'injustice.

On dira peut-être que cette force est une vertu peu nécessaire aux juges dans les petites justices; mais nous pouvons dire tout au contraire qu'ils en ont autant ou plus de besoin que les plus grands juges, parce qu'il leur arrive souvent des occasions difficiles, et qu'étant dépouillés de l'éclat de la dignité qui environne et soutient les autres, *ils ne peuvent soutenir que par leur vertu le caractère de la Divinité que leur donne le titre de juge*, et ils doivent faire *éclater* du moins leur *courage* s'ils ne peuvent faire sentir leur autorité.

Ce courage suffit seul au juge pour résister à tous les efforts qu'on pourrait faire pour le corrompre, sans qu'il ait besoin d'aucunes forces extérieures pour se soutenir, et lors même qu'il faut entreprendre et qu'il faut agir, il ne laissera pas de remplir l'étendue de son devoir par les preuves qu'il pourra donner de sa résistance et de ses efforts contre l'injustice, et conservant par

cette conduite le respect et la dignité de son ministère, il préviendra même et arrêtera plusieurs injustices. Mais le juge qui manque de cette vertu, quelque dignité et quelques forces extérieures qu'il ait d'ailleurs, au lieu qu'il devrait être une image vivante de la divinité qu'il représente dans sa fonction, ce ne sera, selon l'expression d'un prophète, qu'*une statue sans bras et sans yeux*. Zach. 11. 17; et loin d'attirer le respect, il n'attirera que le mépris, non-seulement sur sa personne, mais encore sur sa dignité.

Nous voyons maintenant la vérité et l'importance de cette parole du sage; que *celui qui n'a pas le courage et la force de s'élever pour la justice, et de briser la force opposée de la violence et de l'injustice, ne doit pas s'exposer à se faire juge*. Eccle. 7. 6.; car le ministère des juges étant de tenir la place de Dieu, et d'être comme les cautions et les garans qu'il donne aux hommes pour la justice qu'il leur promet, afin de les garantir de l'oppression et de l'injustice, ils ne peuvent soutenir la grandeur de ce ministère que par leur courage et par une généreuse indignation qui les anime et les excite incessamment contre l'injustice, d'une manière digne de Dieu, et ceux qui manquent de ce courage ont déjà violé la première des règles qu'ils doivent s'être proposées en se faisant juges.

Ce devoir des juges dans cette place qu'ils doivent remplir nous fait comprendre le caractère d'un juge faible et d'un juge fort, et la différence de l'un et de l'autre, et cette opposition sera une dernière preuve de la nécessité indispensable où sont tous les juges d'avoir beaucoup de courage et beaucoup de force. *Le juge faible n'est qu'une figure inanimée, une statue et un tronc informe qui déshonore la place qu'il occupe de la divinité vivante, et qui n'est que l'objet du mépris et de la colère de Dieu et des hommes.* Mais voici une description que nous trouvons dans l'écriture du caractère d'un juge fort. « Les premiers du peuple « demeuraient en sa présence dans le silence et dans le respect, « et il était l'objet de l'admiration de la multitude, parce qu'il dé- « livrait le pauvre et l'orphelin de l'oppression, et qu'il était « l'appui et le vengeur des veuves et des misérables. Sa gloire « était de relever ceux qui étaient sur le point de périr sans lui. « Son cœur était plein de l'amour et du zèle de la justice, et cette « plénitude se répandait et éclatait au dehors dans toute sorte « d'occasions. S'il lui survenait quelque obscurité dans la recher- « che de la justice, il s'appliquait avec une extrême diligence « pour la découvrir, et quand il voyait l'injustice, il s'élevait « contre les injustices, il brisait les efforts et la violence des mé- « chans, et il leur arrachait la proie des mains. Job. 29. 9. et « seq. »

Ces paroles divines nous donnent un exemple singulier et une pleine idée d'un juge fort, et si nous y ajoutions quelque chose,

nous ne ferions que les obscurcir et les affaiblir. Tous les juges pourront faire leurs réflexions particulières, selon leur usage, sur toutes les occasions, qui n'arrivent que trop souvent, d'exercer leur force contre les menaces, contre les promesses, contre les violences, contre les finesses, contre les chicanes, contre les sollicitations, contre les présens qui aveuglent et affaiblissent le cœur du juge (P. 177, 178.), contre leur propre fortune et leurs intérêts particuliers, et contre tous les autres obstacles qui peuvent s'élever contre la justice.

Nous n'ajouterons que deux simples réflexions qui ne sont que deux conséquences nécessaires des vérités que nous avons établies, mais que l'on ne sentirait peut-être pas comme les autres suites de ces principes sans une observation particulière. Nous croyons avoir montré que la paix est l'objet de la justice; c'est une conséquence très-évidente de ce principe, que les juges ne doivent jamais empêcher ni prévenir les accommodemens entre les parties; car, au lieu de la paix seulement extérieure qu'ils peuvent procurer par leurs jugemens et après beaucoup de dépenses et de longueurs, les accommodemens forment une paix plus prompte, plus entière et plus naturelle, et nous pouvons encore ajouter à cette première réflexion, qu'il est même quelquefois de la prudence et du devoir du juge, dans de certaines rencontres, de ménager les occasions de porter les parties à s'accommoder, et si ces voies d'accommodement ne sont pas des occasions aux juges d'exercer leur force contre les passions des autres, ils l'exerceront sur eux-mêmes contre leur avarice si elle les retenait de faire ce bien.

Nous pourrions en ce lieu représenter aux avocats le bon usage qu'ils peuvent faire de ces voies d'accommodemens; ils jugeront de leur devoir sur ce point par l'honneur qu'ils ont de participer au ministère de la justice et à la fonction de juges, puisqu'ils sont les premiers juges volontaires des parties par leurs conseils.

L'autre réflexion que nous avons à faire dépend de cette vérité que nous avons assez prouvée, que Dieu a établi les juges principalement pour les faibles, les pauvres et les misérables, comme les plus exposés aux violences et aux injustices. Il s'ensuit de ce fondement que les juges doivent non-seulement la justice aux pauvres, mais qu'ils doivent la leur rendre gratuitement; autrement on pourrait prétendre que la justice n'est pas due aux pauvres, puisqu'on doit supposer qu'étant pauvres, ils n'ont pas le moyen de la demander si on la leur vend. Il n'y a point d'excuse pour couvrir une injustice aussi capitale qu'est celle de refuser la justice au pauvre faute d'argent, quelque usage contraire qu'on puisse alléguer, ou il faut penser que Dieu, qui a fait le juge pour venger le pauvre, pourrait lui permettre de l'a-

bandonner parce qu'il est pauvre. Il est permis à tous les juges de quitter leurs charges, s'ils ne les acceptent avec cette condition qui n'en peut être séparée, de rendre gratuitement la justice aux pauvres; mais il ne peut leur être permis de demeurer juges sans s'y soumettre. Ce serait une témérité étrangement criminelle devant Dieu, et odieuse devant les hommes, que d'oser contredire cette vérité, et l'on ne pourrait le faire qu'inutilement; mais nous n'avons point de *paroles pour exprimer la malice et la lâcheté de ces juges qui, loin de rendre la justice aux pauvres et aux misérables, se servent de leur autorité pour les opprimer*. Ce désordre assez fréquent mériterait un discours particulier; mais il faut d'autres remèdes que des paroles pour ceux dont l'aveuglement est venu jusqu'à cet excès.

Il ne nous reste, pour finir, que de lever une difficulté que nous craignons être restée dans quelques esprits sur ce que nous avons dit que le *devoir des juges est de réprimer les injustices qui troublent l'ordre de la société des hommes,* afin d'en conserver la paix; car on pourra penser qu'il n'est pas possible que les juges arrêtent ou vengent toutes les injustices, ni qu'ils entretiennent une paix entière parmi les hommes; que Dieu même laisse arriver beaucoup de maux, qu'il en dissimule une infinité, et qu'il se laisse fléchir, et même oublie tous les crimes dont on se repent, et qu'ainsi les juges qui tiennent sa place peuvent aussi en user de même.

Il est vrai que Dieu permet une infinité de maux qu'il laisse arriver, et qu'il n'en *punit* même que très-peu par des *punitions visibles qui éclatent en cette vie,* et il est vrai encore qu'il pardonne et oublie plusieurs injustices : mais soit qu'il dissimule seulement, ou qu'il pardonne effectivement, il ne souffre jamais l'injustice; mais quand il pardonne, il rend justes les coupables, et il les punit en les corrigeant; et quand il dissimule, sa patience n'est qu'une colère lente et plus terrible que tous les supplices dont il laisse l'usage aux hommes; car, conduisant toutes choses en cette vie dans les secrets de sa sagesse qui fait servir à ses desseins toutes les injustices qu'il laisse arriver, il réserve à la fin des temps de rompre ce silence qu'il paraît maintenant garder, pour faire éclater seulement alors la force infinie de sa justice par une punition subite et universelle, qui accablera tout d'un coup toute l'iniquité de tous les injustes, sans qu'ils puissent après causer plus aucune guerre ni aucun trouble que dans eux-mêmes.

Mais les juges temporels qui ne sont établis que dans le ministère de la justice extérieure, n'ayant aucune part aux secrets de cette sagesse, ni aucun pouvoir de rendre justes les injustes et les criminels, et n'ayant aucun autre temps que le présent pour l'exercice de la justice qui leur est commise, ils ne peuvent ni dissimuler

les injustices ni les pardonner. Il est vrai que les princes souverains, qui représentent Dieu plus singulièrement et plus pleinement que le commun des juges et des magistrats, usent dans certaines occasions de leur puissance plus entière et plus absolue pour le pardon; mais c'est à la charge de rendre compte à Dieu de la manière dont ils en usent, et ce pouvoir n'ayant pas été confié aux juges, ils ne peuvent entreprendre de l'usurper.

Ainsi, nous voyons la différence que Dieu a mise entre la conduite qu'il laisse aux juges, et celle qu'il s'est réservée ; car, au lieu qu'il cache sa justice en cette vie sous l'obscurité continuelle de ses desseins pour commencer de la faire paraître à l'ouverture d'une autre vie, il veut au contraire que celle des juges, qui doit finir quand sa justice éternelle commencera, fasse maintenant éclater sa force dans chaque occasion particulière qui en arrive.

Nous comprendrons encore mieux cette vérité par l'opposition des deux ministères du règne spirituel de la religion, et du règne temporel de la police, et par la conduite différente que Dieu a établie dans ces deux règnes.

Le ministère des juges dans la police ayant pour objet de réprimer les injustices extérieures, ils ont pour partage l'autorité, et la force qui doit animer cette autorité; le ministère des prêtres dans la religion, ayant pour objet non de punir l'injustice, mais de l'abolir et de rendre justes les plus criminels, le partage du sacerdoce est de compatir, parce que *l'empire de la religion, qui est celui des cœurs, ne s'établit que par la tendresse et par la douceur*, Hebr. 4. 15; c'est pourquoi saint Paul nous apprend que le *prêtre doit se considérer comme environné lui-même de faiblesses et d'infirmités, afin qu'il entre dans les sentimens de compassion et de tendresse pour gagner les cœurs*. Hebr. 5. 8; mais nous apprenons du même saint Paul, que *les puissances temporelles sont établies pour imprimer, non la tendresse et la douceur, mais la crainte et la terreur sur les esprits des injustes et des méchans, sur lesquels Dieu les a rendus les ministres de sa colère et de sa vengeance*. Rom. 13. 3. 4.

C'est par la raison de cette différence et de cette opposition des deux ministères de la religion et de la police, et du devoir du prêtre et du juge, *que celui qui possède seul les deux qualités de juge et de pontife éternel a séparé ces deux avénemens pour l'usage différent de l'une et de l'autre de ces qualités*. Joan. 5. 22. Ps. 109. 4. Heb. 5. 6. et 10. 12. Il est *venu* la première fois *comme pontife*, non *pour juger*, *comme il a dit lui-même, mais plutôt pour être jugé, et pour être lui-même la victime de son sacerdoce, afin d'étaler l'abondance de sa douceur et de sa bénignite sans mélange de sa colère de juge*, Joan. 3 17. 12. 47; car il n'en a presque jamais fait la fonction, et il l'a même refusée, quoiqu'il eût seul tout droit de juger; et il viendra la seconde fois comme

juge, étaler la gloire de sa justice, et tout l'éclat de sa vengeance et de sa colère contre toutes les injustices sans mélange de compassion. Luc. 12. 14. Jean. 8. 21. 15. Joan. 5. 22.

Cet ordre de la dispensation divine de la justice fait voir aux juges que leur partage est de n'avoir que de la colère contre l'injustice, et qu'ils n'en doivent souffrir aucune sans s'y opposer autant qu'ils le peuvent. Que si le *torrent de la multitude des injustices,* et les *violences* des personnes injustes *surpassent le pouvoir des juges,* leur *courage au moins ne doit pas céder,* et ils ne peuvent ni *pardonner,* ni *dissimuler* aucune *injustice* par *faiblesse* ou par *lâcheté;* et si la qualité qu'ils ont de membres du corps politique, dont ils font partie comme le reste des hommes, les assujettit à toutes les faiblesses qui peuvent leur faire abandonner les intérêts de la justice, ils doivent se regarder, non comme de simples membres de ce corps, mais comme étant élevés au-dessus en qualité de chefs, et comme participant à la puissance divine qui leur est confiée, et dont les intérêts étant beaucoup plus importans, leur doivent être aussi beaucoup plus chers que les leurs propres.

Ce sont-là les bornes du pouvoir des juges, et l'étendue de leur devoir; leur force et leur autorité ne peuvent rien contre la justice, et ils la doivent tout entière contre l'injustice. Ceux qui, par leur faiblesse, violeront ou abandonneront ces devoirs dans la place de Dieu qu'ils osent remplir, seront eux-mêmes l'objet de cette justice, dont ils auront profané le ministère : ils en sentiront tout le poids et toute la force, et ils tomberont de cette place entre *les mains de celui qui doit juger toutes les justices.* Ps. 74. 2.

HARANGUE

prononcée à l'ouverture des audiences de l'année 1669.

Cette ouverture des audiences étant principalement établie pour le serment des avocats, comme les assises pour la convocation des juges, nous nous trouvons obligés de parler ici du devoir des avocats, comme aux assises de celui des juges; et il est juste que ces deux fonctions, qui sont les deux plus importantes dans l'exercice de la justice, partagent les remontrances que nous sommes obligés de faire en ce lieu.

Nous ne pouvons mieux connaître les règles du devoir des avocats, et par une voie plus simple et plus courte, qu'en considérant quel est leur ministère et leur fonction dans l'ordre de la justice : mais parce que cette fonction n'a pas été établie dans le premier état de la justice comme celle des juges, et qu'elle y a été seulement introduite dans la suite des temps par des considérations qui l'ont rendue nécessaire, nous ne pouvons bien

juger du ministère pour lequel les avocats ont été établis, que par la connaissance de ce premier état de la justice, et de ces considérations qui les y ont rendus nécessaires; ce qui nous oblige à faire réflexion sur l'ordre que Dieu a établi pour la société civile parmi les hommes, qui est le fondement de cette justice, dont nous parlons, et sur les causes des injustices qui ont troublé cet ordre, et qui sont les mêmes qui ont donné sujet à l'établissement des avocats.

Cet ordre de la société civile *est tel que tous les hommes naissent égaux en deux manières*. Ils *naissent égaux par la nature,* c'est-à-dire, qu'il n'y a *aucune différence* d'homme à homme par les simples qualités naturelles et personnelles, qui les rendent *supérieurs ou dépendans les uns des autres*; et ils naissent aussi égaux dans le besoin des créatures que Dieu a faites pour l'homme, tous ayant par leur naissance les mêmes besoins. Mais parce que la multitude ne pourrait se contenir dans ces deux sortes d'égalité, Dieu a établi des supériorités et des dépendances, ou par la naissance même, comme des pères sur les enfans, ou par la police des lois, comme des princes sur les peuples, et des juges sur les particuliers, afin de lier et de contenir, selon l'expression du sage, la multitude par ces dépendances; et pour affermir ces supériorités, il a fait aussi une différente dispensation de la possession des biens, et il a ainsi proportionné ces deux égalités naturelles et ces deux différences politiques pour contenir tous les hommes dans la société et dans l'unité; car la différence des conditions établies par l'ordre de Dieu fait que la multitude demeure soumise dans l'obéissance, personne ne pouvant s'élever au-dessus des autres que ceux que Dieu élève lui-même, comme dit S. Paul, et *l'égalité naturelle fait que ceux qui sont au-dessus des autres se contiennent dans la modération par la vue de leur état naturel, qui les rend égaux à la multitude*. Hebr. 5. Charte, 1, s.

Cet ordre est établi de cette manière pour réprimer deux passions capitales de tous les hommes, le désir de dominer, et le désir de posséder; le désir de posséder doit être borné par le besoin naturel, et par la différente dispensation que Dieu a faite dans la possession des biens; et le désir de dominer doit être arrêté par l'égalité naturelle, et par l'autorité de Dieu commise aux princes et aux juges; car c'est l'autorité de Dieu, dont ils sont les dépositaires, parce que, comme *tous les hommes sont égaux par la nature,* et que Dieu, qui est le seul juge naturel, ne veut pas juger lui-même visiblement en cette vie, il rend ceux qu'il élève au-dessus des autres, participans de son autorité, pour contenir la multitude dans l'ordre naturel qu'il a établi.

Mais ces mêmes passions, que cet ordre devait réprimer, l'ont violé et renversé dans tous ces points; car le désir de dominer,

d'être au-dessus des autres, et indépendant, a *violé en cent manières et l'égalité naturelle et les dépendances établies par l'ordre de Dieu;* et le désir de posséder et de remplir par la multitude des possessions la multiplicité infinie des *désirs que forment la passion de l'indépendance,* et toutes les autres passions qui sont les causes de ce désir de posséder, a violé les bornes du besoin propre, et la différente dispensation de la possession des biens : de sorte que le désir de l'indépendance causant les querelles d'honneur, le désir de posséder, les différends pour les biens, et l'un et l'autre, les entreprises sur la vie et sur les personnes, ces deux passions sont les sources de ce torrent d'injustices qui troublent l'ordre de la société civile, et qui sont le sujet de la justice que nous exerçons.

Voilà quelle est l'idée de cette société civile, et de la justice, établie *pour maintenir l'autorité et la majesté de Dieu rendues visibles dans les tribunaux,* pour réprimer les injustices que les hommes commettent entre eux. C'est dans cette idée que nous devons tous considérer nos diverses fonctions dans la justice, ceux qui la rendent, comme rendant le jugement de Dieu, selon l'expression de l'écriture, et ceux qui la demandent, comme demandant et attendant ce même jugement de la bouche des juges.

Si tous ceux qui ont eu des différends avaient considéré la justice de cette manière, et qu'ils eussent recouru aux juges avec le respect et la sincérité qu'ils doivent à Dieu, la fonction des avocats et celle des procureurs auraient été peu nécessaires. Mais il est arrivé que ces mêmes passions, qui ont porté les hommes à entreprendre les uns sur les autres, les ont aussi portés au mépris même de l'autorité, et jusques dans les tribunaux, où les plaideurs injustes se sont portés à deux excès que les juges n'ont pu souffrir; car ils ont violé le respect qu'ils devaient à l'autorité des juges par des emportemens et des paroles indécentes, et ils ont violé la vérité et la sincérité qu'ils devaient à la justice par des suppositions, des faussetés et autres semblables artifices, parce que, ne pouvant user ni de la force contre l'autorité qui leur résiste, ni de la justice qui les condamne, ils se portent à couvrir leur injustice des apparences de la justice par le mensonge et les faussetés. Ç'a été la première cause qui a introduit les procureurs et les avocats, au lieu des parties, dans les jugemens, pour y introduire la modération et la vérité, au lieu des emportemens et des faussetés, qu'on ne pouvait étouffer dans la bouche des parties : de sorte que, par ce premier motif, les procureurs et les avocats sont comme les parties dépouillées de leurs passions.

Mais, outre cette cause commune aux avocats et aux procureurs, il y en a une autre particulière pour l'établissement des

avocats; car la multiplicité infinie des injustices que ces deux passions ont produites, ayant donné sujet à une infinité de lois, et ces lois ayant été suivies de nouveaux différends, ou par leur obscurité ou par les événemens infinis qu'elles n'ont pu prévoir, il n'a plus été possible aux particuliers, ni par le bon sens, ni par la bonne foi, de défendre eux-mêmes, ni même de connaître en plusieurs rencontres la justice de leurs intérêts: de sorte qu'on a eu besoin de personnes instruites de l'interprétation des lois, et c'a été la seconde cause de la nécessité des avocats.

Il paraît par ces deux causes de l'établissement des avocats que leur ministère renferme deux fonctions différentes, qui sont tout ensemble les fondemens et de la dignité de leur profession et des règles de leur devoir; celle du conseil qu'ils doivent donner aux parties, et celle de la défense des causes qu'ils ont conseillées. Dans le conseil ils font la fonction de juges envers leurs parties, et dans la défense des causes ils représentent les parties devant les juges; comme juges et les premiers juges de leurs parties, ils doivent leur prononcer la justice et la vérité, comme leur prononçant le jugement même de Dieu; et comme leurs défenseurs, ils doivent représenter les parties comme dépouillées de leurs passions, et les défendre devant les juges comme devant Dieu: de sorte que les avocats sont comme les médiateurs de la vérité et de la justice entre les juges et les parties; car ils en sont les dispensateurs envers les parties, et ils en sont les défenseurs envers les juges. C'est cette dignité de leur ministère qui leur donne cet avantage; que *comme l'écriture a donné le nom de Dieux* à ceux à qui Dieu commet son autorité en les faisant juges des autres hommes, elle a *donné le nom d'avocat* à celui qui a été choisi pour être tout ensemble le médiateur envers Dieu et le juge de tous les hommes.

Il n'est pas maintenant difficile de voir quelles sont les règles du devoir des avocats; cette idée de leur ministère en découvre les principes et tout le détail, et nous pouvons dire par occasion que les procureurs peuvent y voir aussi à quoi ils sont obligés pour s'acquitter de leur fonction. On voit que nous ne parlons ici que des devoirs les plus essentiels, et qui regardent l'honneur de la profession des avocats; nous aurions bien à leur parler aussi d'autres choses assez importantes, et entre autres de la brièveté à laquelle ils sont obligés dans leurs plaidoyers, et à leur faire voir combien cette brièveté est importante, surtout à présent que toutes les causes se doivent porter aux audiences, et combien ils y sont obligés, même par leur serment de garder les ordonnances, parce qu'elles les obligent à la brièveté, et que cette obligation n'est fondée que sur la vérité et sur le bon sens; car la vérité les oblige à retrancher les faits supposés et les raisons fausses, comme le bon sens les oblige à retrancher les redites, les discours

inutiles, et toutes les autres superfluités si contraires à l'éloquence, dont le principal ornement est de réduire au naturel la lumière et la force de la vérité; mais ce sujet demanderait un discours entier; il ne nous reste pour conclure, comme nous nous le sommes proposé, que d'expliquer en peu de paroles de quelle manière les avocats et les procureurs aussi ne doivent jamais soutenir que la justice et la vérité. Il y a trois sortes de causes qui les occupent, les causes évidemment injustes, les causes évidemment justes, et les causes douteuses.

Pour les causes évidemment injustes, soit contre le droit naturel, soit contre le droit positif, il est évident qu'il n'y a aucune manière permise de les soutenir, non plus qu'il n'y en a aucune de dérober le bien d'autrui, et qu'il ne peut jamais être juste de soutenir une injustice; que si les parties ne peuvent entreprendre ces sortes de causes sans abandonner leur conscience et commettre un crime odieux aux hommes, et d'autant plus grand devant Dieu, qu'ils prennent son autorité pour l'instrument de leur injustice, les avocats et les procureurs qui les défendent sont d'autant plus coupables, qu'ils se rendent complices de la malice de leurs parties, et prévaricateurs de leur ministère, et dans leur devoir essentiel, qui est de détourner leurs parties d'entreprendre des causes injustes: mais ceux qui les entreprennent contre les pauvres et les autres personnes misérables se rendent encore complices d'une espèce de sacrilége dont on ne saurait assez exagérer l'énormité. L'écriture compare l'oblation de celui qui offre à Dieu en aumône ou en sacrifice le bien des pauvres, à l'oblation que ferait à un père celui qui immolerait son fils à ses yeux; *qui offert sacrificium ex substantia pauperum quasi qui victimat filium in conspectu patris sui.* Eccl. 34. 24. Par quelle expression pourrait-elle marquer l'action de ceux qui se présentent au tribunal, non de la miséricorde, mais de la justice de Dieu; non pour lui offrir le bien d'autrui et s'en dépouiller, mais pour l'arracher de la possession des autres, et se le rendre propre, et qui osent invoquer Dieu et le juge, ministre de son autorité, pour le rendre exécuteur de cette injustice?

Pour les causes justes, la seule règle est de ne les défendre que par les voies justes, sans mensonge et sans artifice; car si les actions connues justes d'elles-mêmes, deviennent injustes lorsqu'elles ne sont pas faites avec toutes les circonstances de la justice, selon cette parole du sage : *qui custodierint justa justè justificabuntur*, Sap. 6. 11, à plus forte raison, les actions de justice même doivent être accompagnées de la vérité et de la justice; et si tous les hommes se doivent entre eux et dans toutes leurs actions la vérité et la sincérité de Dieu, selon l'expression de saint Paul, *ils la doivent infiniment plus à Dieu même et dans son tribunal qui est la justice.* 2. Co. 1. 12.

Pour les causes douteuses, la principale règle est de ne pas prendre pour douteuses les causes qu'on peut rendre telles en couvrant l'injustice des apparences de la justice, mais de prendre sincèrement pour douteuses celles seulement dont les décisions sont incertaines, ou par les circonstances des faits, ou par l'obscurité du droit, ou par d'autres considérations qui mettent la justice en balance : dans ces sortes de causes, les avocats doivent se déterminer par leur lumière et leur conscience, et ils ne doivent les entreprendre ni les défendre que de la même manière, et par les mêmes voies que les causes justes.

Toutes ces règles du devoir des avocats se réduisent à deux maximes, l'une, de ne jamais soutenir une cause injuste, et l'autre, de ne soutenir les causes justes que par les voies de la justice; et ces deux maximes sont si essentielles au devoir des avocats et si indispensables, qu'encore qu'elles paraissent plutôt des maximes de religion que du barreau, elles sont en propres termes dans les lois civiles, et non-seulement elles y sont en maximes, mais en règles, dont les lois obligent les avocats de faire serment, et un serment non-seulement général, mais qu'elles obligent les avocats de réitérer dans chaque cause, par lequel ils juraient deux choses, l'une, qu'ils la croyaient juste, et l'autre, qu'ils n'y useraient d'aucune chicane, ni d'aucune mauvaise voie; les avocats savent ces lois et ces sermens.

L'on ne doit pas s'imaginer, ni que ces lois puissent être affaiblies par aucun usage contraire, ni que les avocats soient dispensés de l'obligation de ces sermens, parce qu'ils ne les font plus singulièrement et en propres termes, il n'y a aucune prescription contre le sens commun et les bonnes mœurs; et quand il n'y aurait aucun serment, ni aucune loi qui obligeât les avocats à ne point soutenir de causes injustes, et à ne soutenir ni l'injustice, ni le mensonge, ni se servir d'aucune voie injuste dans les causes justes, l'obligation naturelle subsiste inviolable, indispensable, et infiniment plus forte qu'aucune loi. Nous obscurcirions l'évidence de cette vérité, si nous ajoutions de nouvelles preuves; la justice et la vérité sont les règles de l'honneur et de la conscience dans toute sorte de professions; mais si celle des avocats a quelque avantage au-dessus des autres, c'est le point d'exactitude et de pureté, auquel ils sont obligés de porter l'honneur de la vérité et de la justice. Tous les avocats sont assez persuadés de cette dignité de leur profession, qu'ils demeurent tous aussi convaincus de la fidélité avec laquelle ils sont obligés de la soutenir, et de l'amour qu'ils doivent avoir pour la justice et la vérité, puisqu'ils en sont les dispensateurs et les défenseurs.

HARANGUE

Prononcée aux assises de l'année 1670.

Si, parmi les devoirs des particuliers, il est nécessaire qu'ils soient instruits de ceux qui regardent leur conduite dans la société commune et dans le public, il est bien plus important que les juges, qui doivent contenir les particuliers dans l'ordre de cette société, soient eux-mêmes instruits des règles qu'ils doivent savoir pour garder cet ordre.

C'était dans la vue de cette importance de l'instruction des juges, que les assises ont été autrefois établies, et que leur premier usage était, d'une part, d'instruire les juges par des discours et par la lecture des ordonnnances, et de l'autre, de venger leurs injustices sur les plaintes publiques, qui en étaient reçues dans ces assemblées. Mais il ne reste de cette coutume que la partie la moins utile, et nous sommes réduits à parler du devoir des juges, mais seulement à en parler; de sorte que tout ce que nous pouvons ici, c'est d'essayer par nos paroles de mettre les juges en état de se juger eux-mêmes dans le secret, en leur représentant les règles sur lesquelles ils étaient autrefois jugés en public.

Pour bien entendre les règles du devoir des juges, il en faut rechercher les principes dans l'ordre avec lequel Dieu a établi la justice et le ministère des juges : la justice n'est autre chose que le bon ordre de l'état où Dieu a placé l'homme dans cette vie, et cet état de l'homme consiste en trois divers rapports à trois objets différens qui l'environnent; l'un à Dieu pour lequel il a été créé, l'autre aux créatures qui sont créées pour lui, et le troisième des hommes entre eux. L'homme se rapporte à Dieu par une dépendance absolue qui l'élève et l'attache à Dieu en tout ce qu'il est et tout ce qu'il peut, comme à la cause et à la fin unique de son être et de ses puissances. L'homme se rapporte aux créatures pour l'usage qu'il en peut faire pour ses besoins; et le troisième rapport des hommes entre eux, consiste dans les liaisons de tous leurs devoirs mutuels.

Nous n'entrons pas dans le détail de ces trois devoirs, on voit assez qu'ils renferment toute la justice des hommes, et qu'ils sont l'objet de toutes les lois divines et humaines, spirituelles et temporelles; mais il suffit pour notre sujet d'observer que, comme il n'y a que Dieu seul qui ait pu par sa lumière former cet ordre, et y proportionner les lois qui doivent le maintenir, il n'y a que lui seul aussi qui puisse, par une autorité naturelle, contenir les hommes dans l'obéissance à ces lois. Ainsi, c'est proprement Dieu qui est le seul juge de tous les hommes par son autorité

divine, comme il est l'unique législateur par la lumière naturelle de ces premiers devoirs qu'il a répandue dans l'esprit de l'homme; et comme toutes les lois particulières que les hommes ont faites ne sont que des productions de cette lumière divine, toute l'autorité des juges n'est aussi qu'une dépendance et une participation de l'autorité et de la puissance de Dieu. C'est par cette raison qu'il est dit si souvent dans l'écriture que les juges exercent le jugement et la puissance de Dieu, et qu'ils sont même appelés des Dieux, parce qu'ils participent au ministère de juge, qui est propre à Dieu, et qu'ils sont les dépositaires et les dispensateurs de sa lumière et de son autorité; et il semble que c'est par une impression de cette première lumière naturelle restée parmi les ténèbres du paganisme, que quelques anciens ont eu cette pensée, que les jugemens devaient se prononcer sur les autels comme une fonction divine.

Et c'est encore par cette même raison, et pour faire voir que la fonction de juge est une fonction divine, que Dieu ayant conduit l'homme par trois divers degrés de cette lumière des devoirs de l'homme, qui font ces trois états de l'homme, qu'on appelle la loi de nature, la loi écrite, et la loi de grace, chacun de ces états a eu son législateur et son juge, qui n'ont exercé cette fonction que dans la lumière et l'autorité divine, et comme un ministère divin.

Dans le premier état, Dieu a paru lui-même le législateur et le juge pendant le temps qu'on appelle la loi de nature; il a fait la fonction de législateur par la lumière naturelle inspirée au premier homme et à ses enfans, quoiqu'en des manières différentes; et il a fait la fonction de vengeur de la loi et de juge, mais de juge universel, par la punition générale de tous les hommes dans le déluge; et il a signalé par ce miracle prodigieux la grandeur de son nom de juge.

Dans le second état, il a établi un homme à sa place, qu'il a fait le législateur et le juge de la seconde publication de sa loi; et pour faire voir que cette qualité était encore dans cet homme une fonction divine, il l'a accompagnée d'une infinité de punitions miraculeuses et d'autres miracles.

Et dans le troisième état, il a établi un nouveau législateur et un nouveau juge, qui a publié la dernière perfection de cette loi; mais, parce que ce nouveau juge était non-seulement juge et législateur, mais encore, s'il nous est permis d'user de ce mot, justificateur et réparateur de l'homme, pour le rétablir dans la perfection de la justice, et que la fin principale de ce nouveau législateur était, non de punir l'homme, mais de le justifier, il a divisé son ministère en deux temps; et, au lieu que Moïse a fait en même temps la double fonction de législateur et de juge, et fait éclater l'une et l'autre par plusieurs miracles, Jésus-Christ

n'a fait dans son premier avénement que la fonction de législateur, avec une infinité de miracles, de justificateur et libérateur; et il a réservé sa fonction et ses miracles de juge à son second avénement, où il paraîtra comme le seul juge à qui tout le jugement a été donné, ainsi qu'il a dit de soi-même : mais cependant il laisse dans l'univers l'exercice de son double ministère à deux sortes de puissances qui le partagent; et comme il est juge et tout ensemble justificateur, il laisse le ministère intérieur de la justification aux ministres de son église, et ce ministère forme la religion, qui est la justice des cœurs; et il laisse le ministère extérieur de juge et de vengeur à tous les juges, qu'il rend les dispensateurs de la lumière divine des lois, et les dépositaires temporels de son autorité et de sa puissance, pour venger et maintenir l'ordre de ces lois, en réprimant les désordres extérieurs que commettent contre cet ordre ceux que le ministère spirituel de la religion n'a pas retenus, et qui troublent en public et dans l'extérieur ou la dépendance de Dieu, ou la société des hommes, ou le bon usage des créatures, qui sont les devoirs généraux des hommes.

Nous voyons, par cette suite de la conduite de Dieu pour la justice, que les juges sont les dépositaires et les dispensateurs de la lumière et de l'autorité divine, et qu'ils tiennent dans cette fonction la place de Dieu. Cette grandeur de la fonction des juges doit imprimer plus de terreur dans leurs esprits par la vue d'un ministère si redoutable, qu'ils n'en peuvent imprimer eux-mêmes sur les particuliers qui leur sont soumis, et elle doit en même temps leur faire connaître les qualités qu'ils doivent avoir pour s'acquitter de ce ministère.

Puisque les juges sont les dispensateurs de la lumière divine des lois, leur première qualité c'est la lumière et l'intelligence pour discerner la justice d'avec l'injustice; et puisqu'ils sont les dépositaires de l'autorité divine, leur seconde qualité c'est la force et le courage pour soutenir cette autorité, et maintenir la justice contre l'injustice; mais ces deux qualités si nécessaires à tous les juges ne peuvent subsister sans une troisième, qui est l'amour de la justice, sans lequel le juge ne peut avoir ni aucune lumière, ni aucune force; et c'est ici la grande règle du devoir des juges.

C'est pour nous faire comprendre l'importance de cette régle, que le livre de la sagesse, qui commence par s'adresser aux juges comme à ceux dont le devoir est le premier de tous les devoirs, commence ce premier devoir par ce précepte qui renferme tous les autres : *aimez la justice, vous qui jugez la terre.* Sap. I.

Pour comprendre la force et l'étendue de cette parole, il n'y a qu'à comprendre la force et l'étendue de l'amour, et qu'elle est

la nature de ce principe de toutes les actions des hommes. Comme l'homme ne peut agir que pour une fin, et que la fin n'est autre chose qu'un objet qui plaît, et qui attire la volonté, c'est la pente vers cette fin qu'on appelle amour. Ainsi, c'est l'amour qui est le principe universel de toutes les actions des hommes : ce qui a fait dire à un père de l'église, *que l'amour est un poids qui nous porte à tous les objets, où nous nous portons comme les autres créatures se portent par leur poids au lieu qui leur est naturel.* St. Aug. Car, comme Dieu a donné le poids et les autres pentes naturelles aux créatures, qui les portent chacune en son lieu pour conserver l'ordre de l'univers, il a donné l'amour à l'homme comme une pente qui doit le porter à cet ordre, dont nous avons parlé, qui fait sa justice : de sorte que, comme les particuliers ne peuvent se porter à leurs devoirs que par l'amour, le devoir des juges consiste dans l'amour qu'ils doivent avoir pour l'ordre universel; mais cet amour est singulièrement et absolument nécessaire pour conserver la lumière et la force des juges, qui sont les fondemens de tous leurs devoirs.

Pour ce qui est de la force, on jugera de la nécessité qu'il y a d'aimer la justice pour conserver cette force, si on fait réflexion sur deux effets naturels de l'amour, et qu'il ne manque jamais de produire. Comme l'amour est un poids et une pente, il s'ensuit, et c'est le premier effet de l'amour, que la même volonté ne peut jamais se porter à deux objets contraires, non plus qu'elle ne peut avoir deux pentes opposées; car, comme il est dit dans l'évangile, *ces deux objets opposés sont deux maîtres qu'un même esclave ne peut servir.* Mat. 6. 24.; et il s'ensuit aussi de cette pente, et c'est le second effet de l'amour, qu'étant un poids, on ne manque jamais de se porter à l'objet qu'on aime, et qu'on s'y porte de toutes ses forces : ce qui a fait dire à saint-Paul, que *l'amant est esclave de l'objet qu'il aime, que celui qui aime la justice est esclave de la justice, et que celui qui aime l'injustice est esclave de l'injustice, parce que l'amant est comme l'esclave qui ne possède et ne fait rien que pour son maître.* Rom. 6. C'est dans cette pente et dans cette attache que consiste la force infinie de l'amour, que l'écriture *compare à la force invincible de la mort; car, comme rien ne résiste à la puissance de la mort, il n'y a rien aussi dans l'homme qui résiste à la puissance de l'amour.* Cant. 8. 6.; et c'est au contraire l'amour lui-même qui fait agir toutes les puissances de l'homme, et qui les fait agir de toutes leurs forces : il est facile de comprendre sur ces principes, que si un juge n'aime la justice, il n'aura aucune force pour la soutenir; et que si au contraire il aime quelque objet opposé à la justice, il n'aura de la force que pour l'injustice.

Que si l'amour de la justice est si nécessaire pour conserver

la force du juge, il ne l'est pas moins pour conserver sa lumière et sa connaissance; car c'est le propre de l'amour qu'il ne reçoit point d'autre impression que de ce qu'il aime : c'est cet objet qui fait toute sa lumière et tout son attrait par la vue du bien qu'il y trouve, qui l'attire et l'assujettit, et ce n'est que par cette lumière qu'il forme sa conduite, et qu'il juge ensuite des autres objets. Ainsi, celui qui aime la justice reçoit les impressions de la lumière de cet objet; il s'y soumet et s'y assujettit, et c'est ensuite par cette lumière qu'il se conduit et juge du reste. Et de même au contraire, ceux qui aiment par d'autres amours qu'on appelle les passions, c'est-à-dire, les maladies de la volonté qui sont toutes ses pentes à d'autres objets que la justice, ils reçoivent les impressions et les attraits des objets de ces passions qui leur tiennent lieu de lumière à laquelle ils s'assujettissent, et c'est ensuite par ces fausses lumières qu'ils s'aveuglent dans leur conduite et dans le jugement des autres objets. Nous voyons, par cet effet de l'amour, que celui de la justice doit être la lumière des juges comme il est leur force, et que s'ils en manquent, ils tomberont dans l'aveuglement et dans la faiblesse.

Après l'ouverture de ces principes généraux des devoirs des juges et des causes qui peuvent les corrompre, il est facile de connaître le détail de toutes les causes particulières de la corruption des juges. Tout ce qu'un juge peut aimer contre la justice, parens, amis, présens, tous ces objets et tous les autres semblables qu'on peut penser, sont autant de causes qui peuvent corrompre les juges, parce qu'ils sont des objets dont l'amour peut obscurcir la lumière et affaiblir la force du juge, et c'est par cette raison que les lois civiles ont pourvu à les retrancher. Elles ont, par exemple, défendu aux juges de connaître des causes de leurs proches, parce qu'elles ont supposé qu'on a de l'amour pour ses parens, pr. 44, 45, s. i. 399. 332, et que l'amour de leur intérêt pourrait emporter celui de la justice; elles ont défendu les présens, car on ne peut les recevoir sans les aimer, et ceux qui les donnent. P. 177. Il en est de même de toutes les autres précautions des lois pour prévenir la corruption des juges. Toutes les récusations ne sont établies que sur ce fondement d'ôter au juge l'occasion d'un objet dont l'amour pourrait être opposé à celui de la justice; mais, parce que les lois n'ont pu défendre aux juges toutes ces sortes d'occasions, ils doivent eux-mêmes employer leur lumière et leur force, ou pour résister aux affections qui peuvent les corrompre, ou pour s'abstenir de rendre justice lorsqu'elles les mettent en péril de s'en affaiblir.

Que si les juges sont obligés de résister aux affections secrètes qui peuvent les affaiblir, ils sont bien plus obligés de se dépouiller des passions ouvertes qui ne sont pas de simples mouvemens, mais qui sont des emportemens violens de la volonté qui produisent les injustices les plus capitales : l'amour de l'ar-

gent, par exemple, ou le désir de se venger, sont des amours violens qui entraînent tellement l'esprit et le cœur du juge, qu'il s'abandonne aux dernières corruptions; il vend ou la justice, ou l'injustice, ou la punition, ou l'impunité, pour l'objet de son amour, qui est l'argent; il sacrifie à l'amour de la vengeance les justes intérêts de son ennemi, et, *prostituant* à ses passions *l'autorité de Dieu dont il tient la place*, il le fait servir à son injustice.

Tout le monde comprend et abhorre l'excès de cette espèce d'iniquité, qui est le comble de l'injustice, et rien ne peut si justement attirer la haine publique, parce que c'est le dernier renversement de l'ordre public, et une profanation sacrilége des premiers fondemens de la loi divine. Cette loi, dont l'esprit est toujours notre première règle, condamnait à la mort les particuliers qui s'élevaient à la moindre insolence contre la loi, parce que c'était s'élever contre Dieu même, auteur de la loi, *Anima quæ per superbiam aliquid commiserit, quoniam adversus Dominum rebellis fuit, peribit*. Num. 15. 30. Les juges pouvaient venger par la mort la rebellion des particuliers; mais pendant que les juges jouissent et abusent de l'autorité, qui vengera leurs injustices ? Un saint juge et un saint roi souhaite pour la punition des mauvais juges la précipitation du haut des rochers, parce que, comme les juges sont élevés au haut du rocher, et unis à la pierre, selon l'expression de l'écriture, c'est-à-dire à l'immutabilité de la justice et de l'autorité divine, rien n'est plus naturel pour leur punition qu'une chute proportionnée à la profanation qu'ils ont faite d'un ministère si élevé que celui de juge, et le souhait de ce prophète arrivera d'une manière invisible à tous les juges qui auront profané ce ministère par leurs injustices.

Ce sujet et tout le reste du devoir des juges mériteraient un plus long discours; mais il faut finir; et comme nous avons vu que tous les devoirs des juges se réduisent à conserver la lumière et la force par l'amour de la justice, nous ne pouvons mieux finir que par trois paroles qui sont trois oracles de la sagesse divine, qui contiennent ces trois préceptes du devoir des juges, *erudimini qui judicatis terram*. Psal. 2. 10. Instruisez-vous, juges de la terre, et remplissez-vous de la lumière de la justice. *Noli quærere fieri judex si non valeas virtute irrumpere iniquitates*. Eccle. 7. 6. Ne vous exposez pas à vous faire juges si vous n'avez la force de résister à l'injustice, et d'en briser les efforts et la violence. *Diligite justitiam qui judicatis terram*. Sap. 1. Aimez la justice, vous qui jugez la terre, afin que l'attrait de cet objet soit votre lumière et votre force contre toutes les fausses lumières et tous les efforts des amours contraires.

HARANGUE

prononcée aux assises de l'année 1671.

L'écriture, qui nous apprend les devoirs de toute sorte de conditions, nous a marqué celui des juges d'une manière toute singulière; car, pour nous faire comprendre l'importance de ce devoir et la grande application que les juges doivent avoir pour s'en acquitter, elle a donné une idée de la grandeur du ministère des juges, qui surpasse infiniment tout ce qu'on aurait pu s'en imaginer, et en même temps elle a marqué les qualités que les juges doivent avoir pour soutenir cette dignité. Elle donne aux juges le nom de Dieux, *Ego dixi dii estis*. Ps. 18. Ex. 22. 28 : ce qu'elle répète en plusieurs endroits, et l'évangile nous apprend que c'est avec vérité que ce nom leur est donné, pour faire voir que Dieu communique aux juges une autorité qui n'est naturelle qu'à lui seul, comme il est seul l'unique juge de tous les hommes; et c'est pourquoi la même écriture apprend aussi aux juges que ce n'est pas leur jugement qu'ils doivent rendre, mais celui de Dieu, *Non enim hominis exercetis judicium, sed domini.* Paral. 2. 19.

Il est donc bien juste que les juges qui tiennent la place de Dieu, et qui doivent rendre ses jugemens, exercent ce ministère avec les qualités que lui-même a marquées et qu'il exige de tous ceux qui entreprennent cette fonction. Il en demande quatre principales, la force, la crainte de Dieu, l'amour de la vérité, et la haine de l'avarice. Ce sont ces quatre parties sur lesquelles l'écriture nous apprend que Moïse fit le choix des juges qui devaient juger sous lui des moindres différends du peuple. *Provide de omni plebe viros potentes et timentes Deum in quibus sit veritas, et qui oderint avaritiam.... quidquid autem majus fuerit referant ad te, et ipsi minora tantummodo judicent.* Exod. 18. 22.

Par la force, les juges doivent s'élever au-dessus de tous les efforts de l'iniquité, et se rendre indépendans par leur courage de tout ce qui pourrait les corrompre et les porter à l'injustice, comme Dieu par son indépendance naturelle est au-dessus de toute faiblesse.

Par la crainte de Dieu, les juges doivent entrer dans les jugemens de celui dont ils tiennent la place, et regarder toujours avec tremblement s'ils usent dans chaque occasion de son autorité qu'ils dispensent, comme lui-même en userait s'il se rendait visible pour l'exercer.

Par l'amour de la vérité, qui doit être tel dans le cœur des juges, selon l'expression de l'écriture, que la vérité réside en eux, *in quibus sit veritas*, les juges discernent la vérité dans le mensonge, la justice dans l'injustice, et ils embrassent la justice

et la vérité sans la perdre de vue par l'obscurité et les nuages des passions, comme Dieu, qui est lui-même la vérité et incapable des passions, dissipe le mensonge et l'injustice par la lumière de sa vérité.

Par la haine de l'avarice, les juges se mettent au-dessus de tout intérêt, et tenant la place de Dieu qui est au-dessus de toutes choses, parce qu'il est lui-même son propre bien et sa fin unique, ils regardent la justice comme leur fin; et dans cette vue, non-seulement ils méprisent les biens qu'ils pourraient acquérir par l'injustice, mais ils ne craignent pas même les pertes qui pourraient leur arriver pour rendre justice.

C'est donc en ces quatre qualités que consiste le devoir des juges : et comme les devoirs de toute sorte de conditions sont une imitation de Dieu dans l'étendue infinie de ses perfections, et que tous les hommes qui sont ses enfans sont obligés à imiter Dieu, selon cette parole de saint-Paul, *Estote imitatores Dei sicut filii*, les juges, qui sont eux-mêmes des dieux, sont obligés à cette imitation d'une manière toute particulière, et c'est par ces quatre qualités qu'ils doivent former cette expression de Dieu dans leurs jugemens.

Nous avons autrefois parlé de la force nécessaire aux juges, nous avons aussi parlé de l'amour de la vérité, et c'est maintenant une suite naturelle que nous parlions de la haine de l'avarice.

Pour bien comprendre combien les juges sont obligés de haïr l'avarice, et combien elle est contraire à tous leurs devoirs, il faut connaître auparavant en général les caractères et les effets de cette passion. Il n'y a point de crimes dont l'écriture ait exprimé la matière avec plus de force que de l'avarice, elle la nomme la source de tous les maux, *radix omnium malorum*. 1. Tim. 6. 9. 10., et elle la nomme encore une idolâtrie, *idolorum servitus*. Eph. 5. 5.; et ces deux caractères de l'avarice que nous apprenons de saint-Paul sont un effet de cette vérité de l'évangile. Col. 3. 5., *que le bien qui fait l'objet de l'avarice est un maître, et comme un Dieu dont l'avare est adorateur, que ce maître sépare celui qui le sert du culte du véritable Dieu qui est le seul maître, et qu'on ne peut servir avec l'autre*. Matth. 24. 6.; ainsi l'avarice est une idolâtrie, et elle est encore la source de tous les maux par l'abandonnement du véritable maître qui est la source de tous les biens, et par l'attache à ce faux maître qui est l'instrument de tous les maux. *Et comme toutes les lois divines et humaines se réduisent aux deux préceptes de l'amour de Dieu et de l'amour du prochain*. Matth. 22. 40., et que ces deux préceptes sont les fondemens de tous les devoirs envers Dieu et envers les hommes, l'avarice ruine ces deux fondemens, et elle est encore en ce sens la source de tous les maux : car elle ruine le premier

précepte dans toute son étendue jusqu'à l'excès de l'idolâtrie, comme nous venons de le faire voir; et elle ruine le second précepte, car l'avare cesse d'aimer son prochain comme soi-même, et il cesse même de l'aimer, non-seulement par cette raison tirée de l'écriture et qui est un des fondemens de la religion, que l'amour de Dieu et celui du prochain sont inséparables, Jean 4. 20. 21, mais encore par cette raison particulière à l'avarice, que l'avare prend son bien pour l'objet de son idolâtrie, auquel il rapporte uniquement son temps, son travail et son affection, de sorte qu'il prive le prochain de tous les devoirs; car c'est ce temps, ce travail, cette affection, et même ce bien, qui doivent être les instrumens de tous les devoirs que demande l'amour du prochain.

Nous voyons, par ces principes de l'évangile, en quoi consiste l'iniquité de l'avarice, et avec combien de vérité l'écriture l'appelle une idolâtrie et la source de tous les maux, puisqu'elle ruine les fondemens de tous les devoirs envers Dieu et envers les hommes. Ce qui a fait dire à l'Ecclésiastique qu'il n'y a rien de si méchant qu'un avare; mais cette expression n'est pas assez forte pour exprimer celle de l'Ecclésiastique, *avaro nihil est scelestius*. Eccle. 10. 9. On voit assez que toutes ces vérités que l'écriture nous apprend de l'iniquité de l'avarice, ne s'entendent pas des larcins, des fraudes, des concussions et des autres désordres que l'avarice peut causer, mais qu'elles s'entendent évidemment de la simple avarice, comme il paraît par les passages de saint-Paul et de l'évangile que nous avons touchés, et encore très-expressément par la suite de ce passage de l'Ecclésiastique : car, après cette parole, *avaro nihil est scelestius*, il ajoute : *nihil est iniquius quàm amare pecuniam*. Eccle. 10. 10.

Que si la simple avarice dans l'usage profane des biens temporels est un si grand crime, qu'elle soit appelée avec vérité une idolatrie et la source de tous les maux, quel nom pourra-t-on donner à l'avarice des juges dans le ministère divin de la dispensation de la justice? Mais pour mieux comprendre combien la simple avarice des juges est plus criminelle que celle des autres, il est encore nécessaire de remarquer que si les particuliers avares violent les deux premiers préceptes, les juges avares les violent d'une manière bien plus criminelle; car pour le premier précepte, si les particuliers perdent la qualité d'enfans de Dieu par l'avarice, et qu'en se séparant de sa providence et de son amour par l'attache au bien, ils tombent dans l'idolâtrie; les juges qui sont non-seulement les enfans de Dieu, mais qui sont eux-mêmes appelés des dieux, parce qu'ils tiennent la place de Dieu, pour maintenir l'ordre de cette providence parmi les hommes dans la possession des biens temporels, et pour réprimer l'avarice des particuliers qui troublent cet ordre, lorsqu'ils souillent leurs fonctions par l'avarice, ils profanent le ministère

de Dieu qu'ils exercent, ils déshonorent son nom qu'ils portent, et ils rendent ce ministère divin, le ministère de l'iniquité, et l'autorité de Dieu, l'instrument de l'idolâtrie.

Et pour ce qui est du second précepte qui consiste aux devoirs mutuels des hommes entre eux, comme des membres d'un même corps, les juges, qui sont comme les chefs de ce corps, sont bien plus coupables lorsqu'ils manquent par l'avarice à ce qu'ils doivent à ce corps et à ses membres, que les particuliers qui manquent par l'avarice à ce qu'ils se doivent les uns aux autres. Pour mieux entendre cette vérité, il faut en remarquer une autre tirée de l'écriture, qui nous apprend que toutes les puissances spirituelles et temporelles, par lesquelles Dieu élève quelques-uns des hommes au-dessus des autres, sont en même temps des liens de devoir qui les assujettissent par une autre sorte de soumission à ceux même au-dessus desquels ils sont élevés, et *c'est par cette raison que l'exercice et la dispensation de ces puissances s'appellent un ministère, c'est-à-dire un service.* Rom. I. 14. Ce qui a fait dire à saint-Paul, dans la grandeur de son ministère de l'apostolat, qu'*il était redevable et débiteur à tous ceux que Dieu soumettait à son ministère, et c'est par cette même raison qu'il est dit dans l'évangile, que celui qui veut être le premier doit être le serviteur de tous, parce qu'il doit rendre à tous le service du ministère pour lequel il est établi.* Matth. 23. 11.

Il est facile d'appliquer cette vérité au ministère des juges, et de comprendre par cette application combien l'avarice dans leur ministère est plus criminelle que celle des particuliers, puisque l'avarice des juges n'est pas un simple violement des devoirs communs et mutuels des hommes entre eux, mais une prévarication contre l'ordre universel, et contre le devoir de ce service et de ce ministère public, auquel les juges sont singulièrement destinés par leurs dignités; et cette prévarication de l'avarice des juges est d'autant plus criminelle que l'avarice des particuliers, qu'au lieu que les particuliers n'exercent leur avarice que par des voies qui portent les apparences et le caractère de l'iniquité, et qui peuvent être réprimées par l'autorité des juges, l'avarice des juges s'exerce par la voie même de l'autorité qui établit l'iniquité par le ministère de la justice.

Mais ce n'est pas assez de connaître combien l'avarice des juges est plus criminelle que celle des particuliers, il est encore nécessaire de bien connaître combien cette passion est contraire au devoir des juges, et comment elle corrompt les fonctions de leur ministère. Pour juger des effets de l'avarice dans le ministère des juges, il faut remarquer en quoi consiste le devoir des juges. Personne n'ignore que ce devoir consiste en une volonté de rendre la justice dans toute sorte d'occasions; ce qui enferme l'affection et la diligence pour s'appliquer à l'intelligence des faits

que l'on doit juger, et des règles sur lesquelles il faut juger, l'application fidèle de ces règles sans autre vue que de la vérité et de la justice, la prompte expédition, l'attache et la vigilance à la recherrhe et à la punition des crimes, et pour toutes ces fonctions un zèle qui porte le juge à y donner le temps et le travail qu'elles demandent; et enfin ce devoir consiste à rendre au public et aux particuliers le ministère et le service de toutes ces fonctions dans les occasions qui en arrivent, et à considérer ces occasions comme autant de commissions particulières auxquelles les juges sont appelés et engagés par l'ordre exprès de la providence de Dieu qui fait naître ces occasions, et qui a destiné les juges pour y exercer le ministère de sa justice.

Voilà quel est en général le devoir des juges; et pour connaître maintenant combien l'avarice est contraire à tous ces devoirs, il faut faire réflexion sur la vérité de cette parole du premier des pères de l'église, *que l'avarice est le poison de la charité*, c'est-à-dire, *que, comme le poison éteint les principes de la vie, l'avarice détruit les principes de tous les devoirs envers Dieu et envers les hommes*. Aug. l. 83. quæst. 37. Nous avons fait voir les causes de cet effet de l'avarice, et nous pouvons dire avec la même vérité que l'avarice des juges est un venin mortel qui éteint dans leur esprit la lumière de la vérité, et dans leur cœur le zèle et l'amour de la justice qui sont les principes de tous leurs devoirs.

C'est ce venin qui éblouit la vue du juge dans le discernement de la vérité et de la justice, lorsque son intérêt lui propose un objet contraire; c'est ce venin qui assoupit la vigilance du juge, et qui étouffe ou engourdit les sentimens de la justice par les impressions contraires de la crainte secrète de quelque perte, ou de l'espérance de quelque gain; et si l'une et l'autre de ces impressions viennent à cesser, c'est assez, pour empêcher un juge avare de rendre justice, que l'attrait du gain ne l'attire pas: car il est arrêté par l'indifférence et la paresse naturelle du cœur de l'homme pour tout objet qui ne se rapporte pas à sa fin; et comme la fin de l'avare est d'acquérir ou de conserver, toutes les occasions de rendre la justice où les juges avares se trouvent sans péril de perte, et sans espérance de gain, sont pour eux des objets sans aucun attrait, et ils sont incapables de s'y porter à rendre justice.

Il est facile de juger, par ce caractère de l'avarice, que cette passion et ce venin, que saint-Paul appelle la source de tous les maux, sont aussi la source de toutes les injustices: nous ne parlons pas ici seulement des concussions, de l'impunité vendue pour de l'argent, de la corruption, des présens, de l'abus que font les juges de leur autorité pour leur intérêt, et des autres semblables excès de l'avarice. Tous ces crimes sont les derniers désordres de cette passion; et comme ceux qui sont capables de ces désordres

ont renoncé aux principes de la religion, qui nous apprennent le devoir des juges, et qu'ils ont éteint les lumières de la conscience et les sentimens de l'honneur, ils sont plus dignes de punition que d'instruction, et ils portent déjà la peine de la haine publique et de l'infamie. Mais nous parlons en général de tous les mauvais effets que cause l'avarice des juges dans la dispensation de la justice; chacun peut juger, par ces principes généraux que nous venons de remarquer, les différens effets de ce poison de l'avarice dans chaque occasion du devoir des juges. C'est elle qui laisse les crimes impunis, et bien souvent ce n'est que l'avarice qui fait poursuivre; c'est elle qui retarde ou qui avance l'expédition de la justice; c'est elle qui rend les juges hardis et timides, diligens et négligens, selon les divers mouvemens de leurs intérêts; de sorte qu'il est évident que ce n'est pas la justice, mais l'intérêt, qui est l'objet des juges avares; et quoiqu'ils s'imaginent quelquefois que c'est la justice qu'ils ont en vue, ils ne regardent en effet que leur intérêt qui s'y trouve joint; car, en même temps que la justice se trouve seule et séparée de cet intérêt, elle devient pour eux sans aucun attrait, au lieu qu'elle devrait être leur fin principale.

Mais ce n'est pas seulement le ministère des juges qui est corrompu par l'avarice, cette passion est aussi le poison qui corrompt les fonctions de tous ceux qui participent au ministère de la justice, avocats, procureurs, greffiers et tous autres. C'est l'avarice qui engage les avocats dans la défense des mauvaises causes; c'est l'avarice qui cause les négligences et les surprises des procureurs et des greffiers, et c'est enfin l'avarice qui cause l'excès des émolumens et une infinité d'autres désordres communs à tous les ministres de la justice, sur lesquels chacun peut se juger soi-même, sans que nous entrions dans tout ce détail.

Nous remarquerons seulement deux effets de l'avarice qui sont les plus ordinaires dans le ministère de la justice, et qui paraissent les moins criminels, afin que par l'idée qu'on en doit avoir on comprenne combien les juges, et tous ceux qui participent aux fonctions de la justice, doivent haïr l'avarice et être exempts de cette passion.

Le premier, est de prendre plus d'émolument qu'on ne doit en prendre, ou d'en prendre dans des occasions où l'on ne doit pas en prendre. On se flatte aisément dans cette injustice, et plusieurs circonstances y contribuent; la modicité de chaque prévarication et l'usage les rendent insensibles, et le profit réel se rencontrant avec l'impunité, l'avarice se porte sans bornes à tous ces profits illicites et qui sont déclarés criminels par la loi divine; car nous apprenons de l'évangile dans la prédication de saint-Jean au peuple, que *les soldats et les publicains étant venus*

lui demander ce qu'ils devaient faire pour ne pas encourir les jugemens de Dieu et les peines qu'il leur annonçait, il leur dit qu'ils ne prissent pour leurs droits que ce qui leur avait été ordonné et permis de prendre. Luc. 3. 12. Il n'est pas nécessaire ici de prouver que les juges et les autres ministres de la justice doivent être du moins aussi justes et aussi modérés à exiger leurs droits que les soldats et les publicains, et nous apprenons de saint Augustin, que *les juges et tous ceux qui exercent des fonctions publiques sont compris dans ce précepte, et encourent la condamnation de la sentence de saint Jean s'ils y contreviennent.* De verb. Dom. Serm. 19. 2. cap. milit. 23. q. 1.

On dira qu'on achète les charges ou du roi ou des seigneurs, et qu'il n'y a point de gages, ou qu'ils ne sont pas suffisans; mais il est libre d'acheter les charges, et leur prix est fondé sur d'autres considérations que l'émolument; et enfin, il est certain qu'à quelque prix qu'on achète les charges, c'est toujours à condition de les exercer avec les droits et émolumens accoutumés et légitimes, et c'est même une des clauses expresses des provisions, qui oblige les juges par leur propre fait à s'en tenir aux réglemens. De sorte que *c'est une concussion aussi bien aux juges qu'aux soldats* de *contrevenir aux réglemens qui fixent leurs droits*, et une *concussion punissable par les lois humaines*, et capitale dans la loi divine; et s'il est permis d'acheter des charges, et de s'engager aux fonctions publiques quand on en est digne, il n'est jamais permis d'y entrer pour y faire de tels profits; c'est ce que nous apprend saint Augustin d'une manière encore plus forte, *rempublicam gerere non est criminosum, sed ideo gerere rempublicam, ut rem familiarem potiùs augeas videtur esse damnabile.* Ibid.

Le second de ces deux effets de l'avarice dont nous avons parlé, c'est de cesser de faire les fonctions de la justice dans deux sortes d'occasions où les juges ne peuvent s'en dispenser; dans les crimes publics lorsqu'il n'y a pas d'autre partie que le public, et dans les affaires des pauvres qui demandent justice, et qui sont dans l'impuissance par leur pauvreté de récompenser le travail du juge. Nous mettons dans le même rang l'intérêt public sans partie, et celui des pauvres, parce que l'un et l'autre sont également importans et commandés, et également abandonnés ou négligés.

De tous les préceptes du devoir des juges, il n'y en a point de plus fréquent et de plus exprès dans l'écriture que celui de rendre la justice aux pauvres, parce que, comme Dieu a commis aux juges son autorité pour soutenir la justice contre toute force contraire, les juges qui sont destinés pour ce ministère, et qui en sont redevables à toute sorte de personnes, doivent la rendre principalement aux pauvres, comme les plus exposés à l'oppres-

sion; et c'est par cette raison de ce qu'il semble que c'est principalement pour les pauvres que les juges sont établis, qu'afin que les juges ne pensent pas pour cela qu'ils doivent les favoriser, la même loi divine, qui ordonne aux juges de rendre la justice aux pauvres, leur défend de les favoriser en rendant justice. *Non consideres personam pauperis; pauperis non misereberis in judicio.* Lev. 19. 15. Ex. 23. 3. Ce qui fait voir évidemment que lorsque Dieu commande si fortement aux juges de rendre la justice aux pauvres, il ne leur commande autre chose que de les écouter et de la leur rendre, ce qui renferme la nécessité de la leur rendre gratuitement, puisque nous supposons qu'étant pauvres ils sont dans l'impuissance de récompenser le travail du juge. Et c'est principalement à cause de ces sortes de devoirs que l'avarice est si particulièrement défendue aux juges, afin qu'ils se portent sans peine à rendre la justice dans les occasions où ils sont dans la nécessité de la rendre sans aucun autre avantage que de s'acquitter de leur ministère. Et il n'est pas étrange que l'aumône de la justice soit si expressément commandée aux juges envers les pauvres, et que ce soit une partie essentielle de leur devoir, puisque c'est bien un commandement indispensable pour tous les particuliers, et dont le violement attire la dernière colère et le dernier jugement de Dieu, que la distribution du bien temporel aux mêmes pauvres. On voit assez que cette nécessité de rendre la justice aux pauvres, qui regarde principalement les juges, regarde aussi tous les autres ministres de la justice, sans les fonctions desquels la justice ne peut être rendue aux pauvres.

On ne prétendra pas que ces lois divines puissent être changées par aucun usage, ni par aucune autre raison contraire, soit du prix des charges ou autre quelconque. Toutes ces considérations ne sont d'aucun poids pour dispenser des premiers principes de la loi divine pour les règles du devoir des juges, et il faut que les juges, qui prétendront de se dispenser de ce devoir envers les pauvres de leur rendre la justice gratuitement, déclarent en même temps, que c'est par un autre ordre que celui de Dieu qu'ils sont établis juges; que c'est une autre autorité que la sienne qu'ils dispensent, et que c'est à d'autres conditions qu'aux siennes qu'ils exercent ce ministère, et qu'enfin ils déclarent qu'ils renoncent aux lois, aux règles et aux conditions que Dieu a établies pour leur devoir; et s'ils n'expriment pas ce langage par leurs bouches, ils l'ont déjà formé dans leurs cœurs : car c'est le langage réel et naturel de l'idolâtrie, où la parole divine nous apprend que les avares sont tombés.

Mais si c'est un effet de l'idolâtrie des juges avares, et un violement si capital de la loi divine, que de ne pas rendre la justice aux pauvres, quel est le crime de ceux qui se servent de l'autorité

de la justice pour les opprimer? Le silence répondra mieux aux sentimens qu'on doit avoir de cet excès d'iniquité qu'aucune sorte d'expression, et nous supprimerons aussi toutes les autres choses que nous aurions à dire sur ce vaste sujet de l'avarice des juges et des autres ministres de la justice, pour finir par une remarque de l'histoire sainte, qui nous aidera à comprendre et à retenir quelle est la malice et l'iniquité de cette avarice. Cette histoire divine nous apprend que ce fut par l'avarice que l'iniquité des juges d'Israël fut consommée, et que le peuple se souleva contre les enfans de Samuel, qui furent les derniers juges, pour demander à leur père une autre forme de gouvernement. *Cum senuisset et Samuel posuit filios suos in judices Israël, et non ambulaverunt filii illius in viis ejus, sed declinaverunt post avaritiam.* 1. Reg. 8. 1. Et ce fut pour cela que ce peuple demanda un roi; mais cette même histoire sainte nous apprend aussi que *l'avarice et le refus de rendre la justice aux pauvres, furent encore la première cause du renversement de la monarchie et de la fin des rois, comme elles l'avaient été de celle des juges.* 4. Reg. 24; c'est ce que nous apprenons de l'histoire de la *captivité de Joakim fils de Josias, que Nabuchodonosor fit conduire enchaîné à Babylone.* 2. Par. 36.; car le prophète Jérémie lui prononça en ces termes la prédiction et la cause de cette captivité, qui fut suivie de la ruine de la monarchie: *Pater tuus judicavit causam pauperis et egeni in bonum suum. Tui verò oculi et cor ad avaritiam.* Jer. 22. 16. Et ensuite il lui annonça cette captivité, et les autres peines que Dieu lui préparait pour ses injustices.

Nous n'avons rien à ajouter à toutes ces preuves de l'iniquité de l'avarice dans le ministère de la justice, et nous affaiblirions la force et l'autorité de la parole divine, si nous y mêlions quelque chose du nôtre. Il faut donc que ce soit cette même parole qui finisse notre discours. Nous apprenons de saint Paul que *la malice et l'injustice des hommes répandent sa malignité sur toutes les créatures et sur l'ordre de l'univers, et que par l'abus qu'ils font des créatures par leurs passions, ils les tiennent dans une espèce d'esclavage que* saint Paul appelle *la servitude de la corruption,* Rom. 8. 20, et sous laquelle il dit que *toutes les créatures gémissent.* Ibid. 21. 22. Mais comme c'est principalement l'avarice qui fait le plus mauvais usage des créatures et qui les tient dans la servitude de la dernière corruption, jusqu'à les prendre pour l'objet de son idolâtrie, et que de toutes les avarices celle des juges est la plus opposée à cet ordre de l'univers, un saint juge et un grand prophète ont dit que les juges avares et qui refusent la justice aux pauvres troublent cet ordre de l'univers et des créatures, jusqu'à ébranler les fondemens. *Judicate egeno et pupillo... eripite pauperem, et egenum de manu peccatoris liberate... nescierunt neque intellexerunt, movebuntur omnia fundamenta terræ.*

Ps. 81. 3. 4. 5. Mais il ajoute que *ces juges avares*, et qui n'entendent pas le *langage de ce précepte de rendre la justice aux pauvres, seront eux-mêmes jugés et punis, mais de la punition des grands et des princes*, Sap. 6. 6. 7, c'est-à-dire, selon la parole du sage, d'un supplice proportionné à la grandeur du ministère qu'ils auront profané. *Ego dixi Dii estis... vos autem sicut homines moriemini, et sicut unus de principibus cadetis*. Ps. 81. 6. Ce jugement des grands et des juges vengera l'ordre de Dieu violé par les injustices, les faiblesses et les négligences des juges avares, et remettra toutes les créatures dans l'ordre et dans la liberté de la justice, selon cette autre parole du sage : *Vidi sub sole in loco judicii impietatem et in loco justitiæ iniquitatem, et dixi in corde meo justum et impium judicabit Deus, et tempus omnis rei tunc erit*. Eccl. 3. 16.

HARANGUE

prononcée aux assises de l'année 1672.

Le devoir des juges, et le devoir des particuliers sont également appelés dans l'écriture du nom de justice, parce que la justice des hommes n'est autre chose que la conformité de leurs actions aux règles divines de l'équité. Ainsi, le premier fondement de cette justice est la connaissance des règles qui enseignent le bien qu'il faut pratiquer, et la connaissance des maux contraires qu'il faut éviter, parce que c'est par cette connaissance que l'homme s'élève à cette conformité aux règles qui fait sa justice. C'est cette connaissance que l'écriture appelle la science du bien et du mal, et cette science si nécessaire à tous les hommes est singulièrement nécessaire aux juges.

Avant que de parler de la nécessité et de l'utilité de cette connaissance et de cette science que les juges doivent avoir du bien et du mal, il faut premièrement considérer l'ordre naturel, par lequel l'homme est venu à la connaissance et au discernement du bien et du mal.

La première vérité que l'écriture nous apprend de notre nature, est que Dieu a fait l'homme à son image et à sa ressemblance par les dons de la nature et ceux de la grace, et nous remarquons qu'en même temps que l'écriture nous apprend cette ressemblance, elle nous découvre aussi que parmi les différences infinies qui se rencontraient entre Dieu et l'homme, il y en avait une entre autres assez singulière, qui consistait en ce que l'homme, dans cette première pureté de son origine, connaissait seulement le bien ; *et qu'encore qu'il ne fût qu'un vaisseau fragile, figmentum*, Rom. 9. 20, comme l'écriture l'appelle, et qu'il fût capable du mal, il n'avait néanmoins encore aucune connaissance

du mal, et que Dieu, au contraire, qui était la pureté et la sainteté même, et incapable de tout mal, connaissait tout ensemble le bien et le mal; et Dieu n'avait pas seulement caché à l'homme la connaissance du mal, il lui avait fait encore une défense expresse de manger du fruit qui devait lui ouvrir cette connaissance, et lui apprendre la science et le discernement du bien et du mal : *De ligno scientiæ boni et mali ne comedas.* Genes. 2. Mais l'homme étant tombé dans le mal par le désir de connaître comme Dieu le bien et le mal, *Eritis sicut dii scientes bonum et malum,* Genes. 2, il tomba dans une extrémité opposée à son premier état; et au lieu qu'avant sa chute il ne faisait et ne connaissait que le bien, *bona bonis creata sunt ab initio*, Eccl. 59. 30, depuis sa chute il ne fut capable de pratiquer et de connaître que le mal, *Cuncta cogitatio cordis intenta ad malum omni tempore.* Genes. 6. 5. Mais enfin, après ce funeste changement, l'homme a été remis par la réparation de la grace dans un troisième état entre le bien et le mal, le bien où il peut s'élever, et le mal où il penche par sa nature : *Ante hominem vita et mors, bonum et malum : quod placuerit ei, dabitur illi,* Eccle. 15. 18 : et dans le troisième état Dieu l'a élevé à la participation de sa nature divine, selon cette parole de saint Pierre : *Divinæ consortes naturæ,* 2. Petr. 1. 4, et lui a donné la lumière de la sagesse divine, et le discernement du bien et du mal; de sorte que cette parole, *Eritis sicut dii scientes bonum et malum*, qui était une parole de mensonge, est devenue une parole de vérité.

Mais si tous les hommes sont obligés au discernement du bien et du mal par la participation de la lumière divine, à laquelle ils sont élevés, les juges qui sont élevés non-seulement à cette lumière, mais à la fonction divine de juger, sont encore bien plus obligés à la science et au discernement du bien et du mal, et à juger du bien et du mal comme Dieu en juge, puisque c'est sa propre fonction et son jugement qu'ils exercent.

Pour faire voir que c'est le jugement de Dieu que les juges exercent, il faut remarquer deux vérités que l'écriture nous apprend; l'une, que Dieu est seul le maître de la justice, et l'autre, que Dieu est seul notre juge, selon ces deux paroles d'Isaïe : *Deus Judicii Dominus Dominus judex noster.* Is. 30. 18. 33. 22. Il est seul le maître de la justice, parce que c'est sa volonté qui fait la justice; et il est seul notre juge par l'ordre de la dépendance naturelle, qui assujettit la volonté de la créature libre et raisonnable à la volonté de son créateur, de même que sa nature est assujettie en tout ce qu'elle est à celle de Dieu. Comme il est donc vrai que Dieu est le seul maître de la justice, et seul notre juge, il s'ensuit de cette vérité, que la dispensation de la justice est un ministère divin, et propre à Dieu seul; et c'est par cette raison qu'il veut que nous le regardions seul, lorsqu'il nous

dispense la justice, par quelque voie qu'il nous la dispense. C'est pourquoi son fils qui a été juge universel, a dit qu'il ne jugeait pas de lui-même, mais qu'il rendait les jugemens qu'il apprenait de son père, *sicut audio judico*; et à l'égard des autres jugemens, l'écriture nous apprend que c'est le jugement de Dieu qu'ils doivent rendre : *Videte quid faciatis, non enim hominis exercetis judicium, sed Domini.* Paral. 2. 19. 6.

C'est donc le premier fondement du devoir des juges, que, comme ils doivent rendre le jugement de Dieu, ils doivent accompagner leurs jugemens de la lumière nécessaire pour discerner le bien et le mal, que l'écriture appelle la lumière de la sagesse toujours inséparable des jugemens de Dieu, et indispensablement aussi nécessaire aux juges, *Diligite lumen sapientiæ omnes qui præestis populis.* Sap. 6. 23. Mais s'il est nécessaire que les juges aient cette science et cette lumière pour discerner le bien et le mal, il est de la même nécessité qu'ils connaissent en quoi consiste cette science, et quelle est son étendue, puisque nous pouvons dire qu'elle renferme toute l'étendue du devoir des juges.

La science du bien consiste dans la connaissance des règles de la justice et de l'équité, dont l'observation fait tout le bien que les juges peuvent procurer au public et aux particuliers, et la connaissance du mal consiste dans le discernement de l'injustice contraire à ces règles.

Pour ce qui est de la connaissance des règles nous n'en parlerons pas ici en détail, nous remarquerons seulement en général que ces règles sont de deux sortes, celles de l'équité naturelle et celles des lois positives, comme les lois civiles et les ordonnances. La connaissance de l'équité naturelle est nécessaire à tous les juges, et cette connaissance se puise dans la lumière du bon sens, et le bon sens est la première qualité nécessaire aux juges. La connaissance des lois et des ordonnances ne peut s'acquérir que par l'étude, et cette connaissance est différemment nécessaire aux juges; les juges des seigneurs doivent savoir les ordonnances pour les procédures, et savoir discerner les questions qui méritent l'avis du conseil, et les juges supérieurs doivent avoir au moins une connaissance générale des matières pour discerner les questions, et les réduire aux principes sur lesquels elles doivent être jugées, et joindre à cette connaissance celle des principes par une étude et une application proportionnées à leur emploi. Et tous les juges généralement doivent s'instruire des règles et des devoirs de leur profession. *Erudimini qui judicatis terram*, Psal. 2, et ils doivent savoir que s'ils y manquent, ils ruinent le fondement de l'ordre du monde, qui est établi sur leur ministère, selon cette parole de l'écriture sur le sujet des juges

qui ignorent les règles de leur devoir, *Nescierunt neque intellexerunt : movebuntur omnia fundamenta terræ.* Psal. 81.

Pour ce qui est de la connaissance du mal, elle paraît facile et peu importante, mais nous pouvons dire qu'elle est très-importante et infiniment plus difficile que la connaissance des règles ni aucune autre connaissance. Elle consiste à discerner deux sortes de maux, l'injustice qu'on doit réprimer, et les obstacles qui peuvent empêcher les juges de rendre justice, comme sont les préoccupations et les impressions que peuvent faire sur l'esprit d'un juge les promesses, les menaces, les présens, la haine ou l'affection pour une partie, l'intérêt et autres semblables. Tous les juges connaissent assez que ces sortes d'impressions peuvent les détourner de rendre justice, et qu'elles peuvent aussi les aveugler et leur ôter le discernement de l'injustice qu'ils doivent juger; mais il ne leur est pas si facile de discerner dans chaque occasion où ils rendent justice, si leur esprit est libre de toutes ces sortes d'impressions, ni de connaître en quoi consiste leur force sur l'esprit de l'homme; et comme il arrive très-souvent qu'encore qu'un juge ne sente en lui-même l'effet d'aucune de ces impressions, il ne laisse pas d'en être prévenu et d'agir par ce principe lorsqu'il s'imagine de n'agir que pour la justice, et que, dans cette préoccupation, il ne perd pas seulement la connaissance de l'impression qui l'occupe, mais que même il cesse de discerner l'injustice ou le mauvais droit des parties. Il est important de faire voir la vérité de cet effet de ces sortes d'impressions, et la cause de cet effet, afin que la connaissance du mal nous mette en état de le prévenir et de discerner tout ensemble les injustices des parties et les nôtres propres.

La connaissance de ce mal et de sa cause dépend seulement d'une vérité que personne n'ignore, c'est que le cœur de l'homme, c'est-à-dire sa volonté, est toujours le principe qui le fait agir, soit qu'il se porte au bien ou au mal; parce que l'homme étant libre, c'est toujours sa volonté qui est la maîtresse de ses actions; mais non-seulement la volonté est la maîtresse des actions, elle est encore la maîtresse de toutes les puissances de l'homme : car, lorsque Dieu l'élève au bien, la volonté est tellement la maîtresse, qu'elle surmonte la pente naturelle de l'homme au mal, et porte au bien toutes ses puissances; mais si au contraire elle se porte au mal, elle y tourne aussi toutes les puissances : nous apprenons cette parole du sage, qui nous explique ces deux effets de la volonté bonne ou mauvaise : *Cor sapientis in dextera ejus, et cor stulti in sinistra illius.* Eccle. 10. 2. Le cœur du sage le conduit à la droite, c'est-à dire au bien; et le cœur du méchant le conduit à la gauche, c'est-à-dire au mal, et il ne le conduit que par l'empire qu'il exerce sur toutes les puissances, et sur l'esprit même

que le cœur tourne comme il lui plaît, quoique non pas toujours par la même voie; car il arrive quelquefois qu'il l'entraîne contre sa propre lumière : *Video meliora proboque, deteriora sequor*, Senec.; ce qui arrive principalement dans l'excès de la violence de quelques passions, qui, ne pouvant effacer les traits des premières vérités, ne laissent pas d'entraîner l'esprit contre sa lumière, parce que la connaissance est inutile, si le cœur qui est le principe ne veut pas agir : *Videntes nec ponentes in præcordiis*. Sap. 4. 14. Mais cet empire de la volonté sur l'esprit s'exerce le plus souvent d'une autre manière bien plus fine et plus dangereuse lorsque le cœur se contente de tourner l'esprit sans le contredire; car il le détourne de la vue de la vérité, et le tourne à la vue du bien qu'il trouve dans son objet; et cette vue fournit à l'esprit, esclave du cœur, des apparences qui lui tiennent lieu de raison et de vérité; c'est ce qui a fait dire au sage, que ceux qui marchent dans la voie de l'injustice marchent dans les ténèbres, et qu'ils ne savent où ils tombent : *Via impiorum tenebrosa : nesciunt ubi corruant*. Prov. 4. 19. Personne n'ignore cet effet de la volonté et cet empire du cœur sur l'esprit, et on le discerne surtout dans les autres par une expérience infaillible, lorsqu'on voit la même personne sur le même fait sans intérêt et sans passion juger sainement de la vérité, et changer de raisonnement en même temps qu'il lui survient quelque passion ou quelque intérêt, parce que l'intérêt et la passion tournent l'esprit, et renversent les idées, selon cette parole du sage : *Malitia mutat intellectum. Et inconstantia concupiscentiæ transvertit sensum*. Sap. 4. 10. 1.

Ainsi, les juges discernent assez les faux raisonnemens des parties, la mauvaise foi, et les autres injustices des mauvais plaideurs, lorsqu'ils regardent les affaires qu'ils doivent juger sans affection, sans intérêt et sans aucune autre préoccupation; mais s'il arrive qu'un juge ait quelque intérêt, quelque affection, quelque haine ou quelque autre impression, son cœur, prévenu de ce mouvement, tournera son esprit à d'autres vues, et il ne verra plus du même œil la justice ou l'injustice dont il doit juger.

Ce sont ces sortes d'injustices qui sont les plus périlleuses et les plus fréquentes; tout le monde connaît de reste que c'est un crime horrible que de vendre la justice pour de l'argent, mais il n'est pas si facile de s'apercevoir qu'un intérêt secret, une crainte, une espérance, une affection, une aversion, un mépris, une caresse, un présent, et toutes les autres impressions de cette nature, peuvent tourner et tournent très-souvent l'esprit du juge contre la justice. Cependant il n'y a point de vérité plus certaine que celle de cet effet de ces sortes d'impressions, et c'est sur ce principe que sont fondées les lois des récusations. Pourquoi est-ce que les lois ordonnent qu'un juge parent s'abstiendra de la

cause de son parent? Pourquoi est-ce qu'un juge, qui a dit son sentiment, ou qui a un intérêt semblable, est récusé? Pourquoi est-ce que toutes les lois divines et humaines ont défendu si fortement aux juges de recevoir des présens? Ce n'est pas que les lois aient jugé que les juges dans ces circonstances trahiraient leur propre lumière, et jugeraient contre la connaissance de la vérité : il y a peu de juges abandonnés jusqu'à ce point; mais c'est qu'ils ont jugé que l'affection pour ses parens, l'amour de son intérêt, la complaisance de son propre sentiment, le plaisir de recevoir des présens, et la reconnaissance pour ceux qui les donnent, et les autres semblables impressions touchent le cœur et tournent l'esprit, non-seulement des méchans, mais même de ceux qui seraient les mieux intentionnés, comme le sage nous l'apprend par cette parole : *Concupiscentia transvertit sensum sine malitiâ*. Et la loi divine nous apprend encore cette même raison des récusations dans l'exemple des présens; car elle nous marque expressément la raison pour laquelle elle les défend, qui n'est pas fondée sur ce que les présens portent les juges à faire une injustice ouverte contre les lumières; mais parce qu'ils obscurcissent la lumière des plus éclairés, et renversent les jugemens des plus sages et des plus justes : *Ne accipias munera quæ etiam excæcant prudentes et subvertunt verba justorum*. Et c'est par cette même raison que l'écriture défend si fréquemment et si fortement aux juges toute sorte d'acception de personnes, ce qui n'est fondé que sur les diverses impressions que peuvent faire sur l'esprit des juges les différentes considérations d'affection, d'amitié, d'aversion, d'espérance, de crainte, de complaisance et autres semblables qu'ils peuvent avoir pour les personnes qui pourraient les empêcher de faire justice.

Il s'ensuit de ces vérités, que les juges ne sont pas seulement obligés de s'abstenir de juger dans les occasions où il y a des récusations que les lois ont établies, mais qu'ils doivent étudier eux-mêmes dans le secret s'ils sont libres de toutes les impressions qui pourraient les détourner de faire justice, et ils doivent en cela se rendre plus suspects à eux-mêmes, qu'ils ne le sont aux parties qui les récusent.

Mais les juges ne doivent pas seulement examiner et discerner les motifs qui peuvent les empêcher de rendre justice, ils doivent encore employer la science et le discernement du mal à considérer les obstacles qui peuvent les empêcher de rendre la justice en la manière en laquelle ils la doivent rendre, c'est-à-dire, le plus promptement et le plus exactement qu'il se peut. Ainsi, la paresse et le plaisir sont des obstacles qui détournent souvent les juges de leurs fonctions nécessaires, et ce sont des maux qu'ils doivent discerner pour les éviter. Il en est de même des autres passions et des impressions dont nous avons parlé, qui peuvent

toutes ensemble détourner aussi de l'exactitude, de la diligence et de l'intégrité qu'il doit apporter dans son ministère.

Ainsi, l'avarice n'est pas seulement capable de corrompre les juges dans leurs jugemens, mais elle les porte souvent à diverses corruptions dans les procédures selon qu'ils y trouvent leur intérêt, et surtout cette passion est périlleuse et criminelle lorsque le juge fait son principal motif de son intérêt. Car si les juges les mieux intentionnés, et qui n'ont pour leur fin principale que la justice, sont en péril de se corrompre s'ils n'évitent toutes les impressions qui peuvent les surprendre dans leur bon dessein de rendre justice, ceux dont la fin principale est leur intérêt, tombent bien plus facilement dans les injustices. Ainsi, par exemple, au lieu que les juges doivent regarder les émolumens comme une récompense de leur travail légitime, les juges qui regardent principalement leur intérêt dans leur ministère rapportent à cette fin toutes les fonctions qu'ils peuvent y rapporter, multiplient les procédures et avancent ou retardent l'expédition de la justice, selon que leur intérêt les y peut porter.

Il est facile de juger par ce seul exemple et par la connaissance du principe d'où il est tiré, qui est l'impression et l'empire du cœur sur l'esprit de l'homme, combien il est important que les juges aient l'esprit et le cœur libres de toutes sortes d'impressions, qui peuvent donner quelque mauvaise pente à leur volonté, puisque cette pente est capable de détourner leur esprit de la vue de la vérité et de la justice, et les porter à quelque injustice, sans que même ils y fassent de réflexion. Nous n'entrerons pas davantage dans le détail, chacun peut s'appliquer les principes, et en tirer les conséquences; nous remarquerons seulement, pour réduire tout ce que nous avons dit en peu de paroles, que les juges, qui doivent rendre les jugemens de Dieu, doivent rendre la justice avec la lumière de la sagesse et de la science divine du bien et du mal, ils doivent savoir les règles et les principes de leur profession, ils doivent regarder les affaires qu'ils doivent juger avec une extrême exactitude, pour bien entendre les faits, les questions et les raisons, ils doivent regarder les parties sans aucune pente ni pour ni contre, et sans aucune impression qui puisse les corrompre et les affaiblir.

Ainsi, nous pouvons dire par occasion aux avocats, aux procureurs et aux autres qui participent aux fonctions de la justice, qu'ils doivent à proportion de leur ministère user de la science du bien et du mal, pour savoir les règles de leur profession, et discerner les principes qui les font agir. Les avocats et les procureurs doivent prendre garde au péril continuel où ils sont de donner de mauvais conseils par l'affection à l'intérêt de leurs parties ou au leur propre, et ils doivent craindre que cet intérêt tournant leur cœur au gain que les parties leur procurent, ils ne

détournent en même temps leur vue de l'injustice des mauvaises causes; et ainsi, dans chaque fonction, tous ceux qui participent au ministère divin de la justice, juges, avocats, procureurs, greffiers et tous autres, doivent employer la lumière de la sagesse pour sonder les mauvais motifs qui peuvent les porter à quelque injustice, afin de prévenir la recherche exacte que la sagesse elle-même saura bien faire de tous ces motifs les plus secrets et les plus cachés, qui auront fait de mauvaises impressions sur leur cœur et sur leur esprit, et qui les auront portés à quelque injustice. *Interrogabit opera vestra et cogitationes scrutabitur, quoniam cùm essetis ministri regni illius, non rectè judicastis nec custodistis legem justitiæ*, Sap. 6. 4; et parce qu'ils auront négligé la recherche et la connaissance de cette lumière de la sagesse divine, elle leur paraîtra un jour, mais d'une manière horrible, pour les surprendre et les accabler. *Horrendè et citò apparebit vobis, quoniam judicium durissimum his qui præsunt, fiet.* Sap. 6. 6.

HARANGUE

Prononcée à l'ouverture des audiences de l'année 1672.

Ce serment, que les avocats et les procureurs vont renouveler à cette ouverture des audiences, ne doit pas être regardé comme une simple cérémonie, mais ils doivent le considérer comme un devoir très-essentiel et d'une conséquence très importante, puisque c'est un engagement qui les oblige aux devoirs de leur profession. Et ils doivent regarder ce serment comme un premier devoir général et universel qui les engage à tous les devoirs particuliers de l'observation de ces règles : car, comme il leur est libre d'embrasser cette profession et d'en faire les fonctions ou s'en abstenir, il ne leur est plus libre quand il les font d'en blesser les règles, et ils y sont encore bien plus étroitement obligés après leur serment. Il est donc bien important qu'ils fassent réflexion sur la qualité de cet engagement, et sur les conséquences de cette obligation qu'ils contractent par leur serment.

Tous les devoirs en général ont cela de commun que ce sont des liens qui assujettissent ceux qui y sont engagés, et ainsi, il est certain que tous les devoirs les plus saints et les plus inviolables sont ceux dont les liens sont les plus fermes et les plus sacrés. C'est par cette raison que les premiers de tous les devoirs sont ceux de la religion, parce qu'elle nous lie et nous soumet à Dieu par une infinité de liens et de dépendances. *Hoc vinculo pietatis astricti Deo et obligati sumus, unde ipsa Religio nomen accepit.* Lactan. l. 4. Mais parce que la religion ne forme pas seulement les liens des premiers devoirs envers Dieu, et qu'elle renferme dans son étendue tous les devoirs de toute sorte de conditions

qui en sont des suites, c'est elle aussi qui lie tous les hommes à tous leurs devoirs, car tous les devoirs se réduisent à ceux de la vie privée et à ceux des fonctions publiques, et c'est la religion qui oblige à ces deux sortes de devoirs en deux manières différentes, selon la différence de leur nature. Elle engage tous les hommes sans exception aux devoirs de la vie privée, par un engagement général et nécessaire à tous par l'autorité de la loi divine, parce que ces devoirs sont communs à tous par la condition de leur nature.

Mais pour ce qui est du devoir de ceux qui entrent dans les fonctions publiques, et particulièrement dans le ministère de la justice, comme les avocats et les procureurs, qui ont l'honneur d'y participer, parce que l'engagement dans ces fonctions est un engagement volontaire et particulier à quelques-uns, les lois animées de l'esprit de la religion ont établi le serment qui est comme un contrat par lequel ceux qui s'engagent dans ces fonctions s'obligent envers Dieu qui les leur commet, et envers le public qu'ils doivent servir, de s'en acquitter en la manière qui leur est prescrite; et comme ces particuliers qui s'engagent les uns aux autres par les contrats ordinaires et profanes des choses qui sont en commerce, déposent leur foi entre les mains d'un ministre de la justice, ceux qui s'obligent envers Dieu et envers le public pour les fonctions publiques, et particulièrement les avocats et les procureurs, célèbrent un contrat si saint, qu'ils traitent avec Dieu même, en déposant la foi de leur promesse entre les mains et des ministres et du Dieu même de la justice, représenté dans son tribunal visible sur la terre par les juges qui tiennent sa place, et entre les mains desquels il dépose de sa part sa parole sacrée et divine sur laquelle il les reçoit et les soutiendra dans ces fonctions, et sur laquelle ils vont lui jurer l'observation des règles qu'il leur a prescrites, c'est-à-dire, que les avocats qui ont l'honneur d'être appelés dans le ministère de la justice pour y faire la fonction de juges envers leurs parties par leur conseil, et de défenseurs de la vérité et de la justice devant les juges, et que les procureurs qui ont l'honneur de participer à cette fonction des avocats vont tous ensemble comparaître devant Dieu aux pieds des juges qui tiennent sa place, et à la vue du ciel et du public, jurer entre ses mains et le gage de sa parole et de sa loi, qu'ils le prennent pour témoin, pour dépositaire, et pour juge de la promesse libre, publique et solennelle qu'ils vont lui faire, qu'ils s'acquitteront du devoir de leur profession, et qu'en même temps ils le prennent pour vengeur de tous les violemens qu'ils en pourront faire, comme ceux qui jurent pour la vérité prennent, par leur serment, Dieu pour témoin de la vérité, ou pour vengeur de leur mensonge et de leur parjure.

Il recevra ce serment et cette promesse, non comme quelques-

uns pourraient la faire, comme une cérémonie de coutume sans réflexion, mais il la recevra comme une obligation très-sérieuse, et il se souviendra et du serment et des parjures : car il regarde le serment comme un lien sacré qu'il a lui-même établi pour s'obliger envers les hommes lorsqu'il leur communique ce qu'il y a de plus saint, et dans ses communications les plus saintes et les plus élevées, comme dans celle du sacerdoce de son fils, pour lequel il a juré, et non pour celui des autres prêtres, comme saint Paul a remarqué; *ce qui fait voir combien est inviolable l'obligation du serment que Dieu réserve pour les plus grandes de ses promesses, et qu'il ordonne aux hommes pour les engagemens les plus saints et les plus importans, comme est celui de tous ceux qui participent aux fonctions de la justice dont il a uni le ministère souverain au souverain sacerdoce, en la personne de son fils.* Hebr. 7. 20. Les avocats et les procureurs doivent donc discerner en eux-mêmes s'ils comprennent et s'ils sentent tout le poids de cette obligation de leur serment dont les liens se multiplient et se fortifient par le renouvellement qu'ils en font toutes les années, et s'ils entendent sérieusement de contracter cette obligation et s'en acquitter; car, autrement, il vaudrait mieux s'abstenir du serment et des fonctions, et ils doivent penser que si l'écriture nous apprend qu'il est horrible de tomber entre les mains du Dieu vivant, quand les hommes violent les devoirs de la vie privée que la religion leur prescrit, quoiqu'ils s'y trouvent engagés sans leur propre choix, il sera bien plus horrible et funeste d'y voir tomber ceux qui se seront ingérés dans une fonction aussi sainte qu'est celle de la défense de la justice, et qui s'étant présentés à son tribunal pour être admis à cette fonction, auront juré publiquement à Dieu qu'ils en observeront les règles, et qui, en même temps se seront moqués et de la justice et de ses règles, et du serment, et du Dieu vivant à qui ils l'ont fait; et nous apprenons d'un prophète qu'il se souviendra et se moquera à son tour de ceux qui auront ainsi oublié et méprisé la sainteté de leur serment, et il leur ramènera le souvenir du violement qu'ils en auront fait, et les remplira de la confusion que mérite la profanation d'un pacte fait avec lui-même. *Faciam tibi sicut despexisti juramentum, ut irritum faceres pactum, et recordabor ego pacti mei tecum, et recordaberis viarum tuarum et confunderis.* Ezech. 16. 59. etc.

Mais ce n'est pas assez que les avocats et les procureurs connaissent la force de l'obligation de leur serment, ils doivent en même temps faire réflexion sur les règles de leur profession pour lesquelles ils vont jurer. Ces règles leur sont assez connues; mais afin qu'ils en conservent plus facilement le souvenir dans leurs esprits, et qu'ils les gravent dans leurs cœurs, nous leur remontrerons seulement en peu de mots que toutes ces règles se peu-

vent réduire à deux paroles qui les comprennent toutes ensemble; la fidélité et la vérité de l'une et de l'autre leur sont egalement prescrites par la loi divine et par la loi de leur serment : car ils doivent jurer sur l'évangile qu'ils emploieront toute leur industrie, tous leurs soins et toute leur diligence pour la défense de leurs parties dans la vérité et dans la justice; ce sont les termes de leur serment en la loi romaine : *Non novam*, au code *de judiciis*, qui contiennent ce qu'il y a d'essentiel dans le devoir des avocats et des procureurs. *Patroni sacro sanctis Evangeliis tactis juramentum præstent, quod omni virtute sua omnique ope quod verum et justum existimaverint, clientibus suis inferre procurabunt, nihil studii relinquentes quod sibi possibile est.*

Il faudrait des discours entiers pour expliquer l'importance et l'étendue de ces deux devoirs de la fidélité et de la vérité, auxquels les avocats et les procureurs sont également obligés par leur profession et par leur serment; mais il suffira pour cette fois, qu'après avoir remarqué l'importance de leur serment, nous touchions en peu de paroles, et seulement en général, l'essentiel de ces deux devoirs qu'ils vont jurer, et qui comprennent tout leur ministère.

La fidélité les oblige à servir exactement leurs parties, et à s'appliquer aux affaires qu'ils entreprennent avec le soin qu'elles méritent, pour bien examiner les faits et les moyens sans précipitation et sans négligence, et pour s'acquitter des autres fonctions de leur ministère avec une exactitude proportionnée à celle qu'ils voudraient qu'on employât pour eux-mêmes dans leurs affaires; et il est bien juste que cette règle du droit naturel que les païens ont reconnue, et que l'évangile a consacrée en précepte de droit divin entre tous les particuliers dans toute sorte de commerces, soit à plus forte raison observée par les avocats et les procureurs dans le ministère de la justice, et qu'ils emploient toute leur industrie et tout leur soin pour la défense légitime de leurs parties. *Omni virtute sua omnique ope, nihil studii relinquentes quod sibi possibile est*, et les avocats et les procureurs qui manquent à cette fidélité et à cette exactitude violent en même temps le droit naturel, la loi divine et leur serment; mais ils sont encore d'autant plus étroitement obligés à ce soin, à cette diligence et à cette exactitude et fidélité, qu'ils reçoivent la récompense de leur travail : car encore que ce travail et cette récompense ne doivent pas être regardés comme un commerce, à cause de la dignité et de l'honneur d'une profession, dont le caractère consiste dans la défense de la vérité et de la justice, et que c'est sans convention qu'ils reçoivent cette récompense, elle ne laisse pas de former une obligation proportionnée à celle que contractent les particuliers dans les contrats, où l'un donne et l'autre reçoit pour quelque ouvrage ou quelque service, et les

avocats savent, par les règles de leur profession, que celui qui reçoit dans ces sortes de contrats est obligé à une diligence exacte et fidèle, et c'est l'intention particulière des parties, et l'intention publique des lois, que les avocats et les procureurs soient très-fidèles et très-exacts dans la défense de leurs parties, et ils doivent l'être d'autant plus que l'on ne recherche pas en justice les fautes qu'ils commettent contre ce devoir; de sorte qu'ils doivent se soutenir par la vue de la dignité et de l'importance de leur ministère, et par l'obligation de leur serment dans les occasions qui leur sont si faciles et si ordinaires de prévariquer dans le point de la diligence et de la fidélité qu'ils doivent à la défense de leurs parties.

Pour ce qui est de la vérité, qui est aussi l'un des chefs du serment, et qui renferme aussi le devoir de la justice, *quod verum justumque existimaverint clientibus suis inferre procurabunt*, nous dirons seulement en deux mots que cette règle oblige les avocats et les procureurs à ne prendre jamais le parti du mensonge et de l'injustice, et à ne défendre les causes qu'ils entreprendront, que par les voies de la vérité et de la justice, et elle les oblige aussi à prendre toujours la justice et la vérité pour les règles de toute leur conduite, et dans le discernement des causes qu'ils peuvent défendre ou qu'ils doivent abandonner, et dans la manière de la défense de celle qu'ils entreprendront. On voit assez l'étendue de ce devoir, et que c'est ainsi qu'il se doit entendre, et c'est aussi le sens que lui donne cette même loi du serment, *causa cognita quod improba sit, vel ex mendacibus allegationibus composita non patrocinabuntur;* et en même temps qu'ils auront connu que la cause qu'on leur présente, ou de laquelle ils se sont déja chargés, est une méchante cause, et qui ne se défend que par le mensonge et l'injustice, ils sont obligés de l'abandonner.

Nous n'en dirons pas davantage, et nous ajouterons seulement que le principal moyen de s'acquitter de ces deux devoirs, de la fidélité et de la vérité, est de connaître et d'éviter la principale cause qui fait qu'on y manque, qui est l'avarice; car ceux qui n'ont pour leur principale vue que le gain et leur intérêt s'engagent également dans toutes les causes justes ou injustes, parce qu'ils trouvent également leur profit dans les unes et dans les autres, et ils se portent par cet engagement aux voies du mensonge et de l'injustice pour la défense des causes injustes : c'est d'où viennent les suppositions des faits et les fausses citations des lois mal prises, les incidens, les chicanes et toutes les autres mauvaises voies pour la défense des causes injustes, et c'est encore l'avarice qui porte à la précipitation et à la négligence dans la défense des causes justes pour en expédier un plus grand nombre, au lieu qu'on doit se contenter du gain légitime que peut

produire la défense juste et fidèle des causes, dont la défense peut être permise.

Que les avocats et les procureurs fassent donc réflexion, et qu'ils se souviennent qu'ils vont jurer à Dieu que ni leur intérêt, ni aucune autre considération ne les empêchera jamais de demeurer fermes dans la fidélité et dans la vérité qu'ils doivent à leur ministère; qu'ils se souviennent que la vérité est le plus grand de tous les biens, puisque Dieu s'appelle lui-même la vérité, et que le mensonge est le mal le plus opposé à la vérité, et que c'est par cette raison que l'écriture donne ce caractère particulier au premier auteur de tous les maux, qu'il n'est pas demeuré dans la vérité, et qu'il est le père du mensonge, parce qu'il s'est séparé de Dieu qui est la vérité, et que si le simple mensonge est un si grand mal, celui qu'ils commettent dans leur ministère est tout ensemble un crime contre la loi divine, une prévarication contre les règles de leur profession, et un parjure contre leur serment; qu'ils se souviennent que l'avarice est une idolâtrie qui nous sépare de Dieu, qui est la vérité, et qu'elle est la source du mensonge comme de tous les autres maux; et qu'ils se souviennent enfin, pour se tenir fermes dans la vérité, que le serment qu'ils vont faire formera une obligation perpétuelle de ne rien écrire et ne rien plaider qu'avec la même exactitude et la même vérité, que si chaque parole devait être accompagnée d'un nouveau serment, comme autrefois on les obligeait à le renouveler, non-seulement toutes les années, mais dans chaque cause, et que pour conserver la mémoire et le fruit de ce serment, ils gravent dans leurs esprits et dans leurs cœurs cette parole d'un père de l'église. *Quid quid dixeris, juratum putes.* Hieron.

HARANGUE

Prononcée à l'ouverture des audiences de l'année 1673.

Parmi les avantages et les titres d'honneur de la profession des avocats, nous pouvons dire que l'un des premiers est de participer à la qualité de juge, et d'y participer d'une manière qui les élève à quelques-unes des principales fonctions des juges, et par conséquent, les engage aux principaux de leurs devoirs. C'est ce qui nous oblige à faire réflexion sur ces fonctions communes aux juges et aux avocats, pour mieux considérer les devoirs essentiels qu'ils vont jurer qu'ils observeront.

L'une des principales fonctions des juges est de discerner la justice d'avec l'injustice, la vérité d'avec le mensonge, de soutenir la justice et la vérité, de rejeter l'injustice et le mensonge, et de n'abandonner jamais ce devoir par quelque considération que ce puisse être. C'est pourquoi l'écriture prescrivant les qua-

lités nécessaires aux juges, elle exige d'eux qu'ils soient remplis de la connaissance de la vérité pour la discerner, et de son amour pour la soutenir; et parce que les plus injustes s'imaginent toujours d'aimer la justice, Dieu demande encore deux autres qualités sans lesquelles c'est en vain qu'on se flatte d'avoir cet amour; car il commande aux juges la force et le courage pour soutenir la justice et résister à l'iniquité qui s'y oppose, et il leur commande aussi qu'ils soient éloignés de l'avarice, et que même ils la haïssent, *oderint avaritiam*, afin que par cette haine ils soient toujours préparés à résister aux attraits de leur intérêt propre, et de toutes autres passions qui corrompent le cœur et aveuglent l'esprit; car, haïssant l'avarice, ils mépriseront les objets de toutes les passions, dont l'avarice n'est que l'instrument. Ainsi, la force est nécessaire aux juges pour résister à la violence étrangère, et la haine de l'avarice pour résister à leurs propres passions.

Nous ne nous arrêterons pas à faire voir la nécessité et l'usage de ces qualités pour un bon juge, nous en avons autrefois parlé, et ces vérités sont assez connues; mais comme il n'est pas si évident que les avocats exercent la fonction de juges d'une manière qui leur rende ces qualités nécessaires, il est important de faire voir qu'ils doivent les mettre en usage d'une manière proportionnée à leur ministère, et que même ils s'y engagent par leur serment.

Le premier ordre simple et naturel de rendre la justice se réduisait à la seule fonction du juge entre les parties, et celle des avocats et des procureurs était inconnue; mais elle sont devenues nécessaires par deux sortes de désordres, qui sont arrivés dans la distribution de la justice; la multitude des injustices et des entreprises contre les premières lois, a donné sujet à la multitude des lois positives; et ainsi, il a fallu des personnes qui aient eu la connaissance de ces lois pour la défense des parties, et d'ailleurs les passions et les emportemens des parties ayant troublé l'ordre judiciaire, et violé le respect dû au tribunal de la justice, il a fallu les en exclure, et mettre en leur place des défenseurs qui sussent les représenter et défendre leurs intérêts dans la vérité, et sans mélange de mensonge et de passion.

C'est là l'origine de l'établissement des avocats et des procureurs, et c'est aussi le fondement de leur fonction et de leur devoir, qui est de représenter les parties dépouillées de leurs passions, de les défendre par les règles de la justice qu'elles ignorent, ou qu'elles n'aiment pas assez pour s'y contenir, et de supprimer dans leur défense les chicanes, les suppositions, les emportemens, et toutes les autres productions de l'injustice qui les ont fait exclure des tribunaux. Ainsi, l'ordre naturel de la fonction des avocats est d'examiner en juges la justice ou l'injustice des prétentions de leurs parties par la lumière que leur fournit le

bon sens et la connaissance des règles; c'est de rejeter les mauvaises causes et de condamner par leurs conseils l'injustice que les juges doivent réprimer par leurs jugemens; et s'ils ne peuvent imposer silence aux parties, et le garder eux-mêmes, c'est d'embrasser la défense des causes justes avec une fidélité et un zèle dignes de l'honneur de leur profession, et de s'en rendre les défenseurs comme les juges doivent en être les protecteurs; c'est de défendre leurs parties par les voies contraires à celles que l'injustice et leur passion avaient introduites, de substituer la sincérité et la vérité à toutes les voies du mensonge et de l'injustice qu'on a voulu retrancher par l'établissement des avocats. Ce sont ces devoirs essentiels de la profession des avocats, qui en rendent le caractère si noble, si pur et si saint, que saint Jean a donné le nom d'avocat à celui qui a voulu être le défenseur commun des hommes, qui, étant lui-même la vérité et la justice, ne les défend qu'en leur communiquant sa justice et sa vérité; ainsi, les avocats doivent communiquer aux parties la justice et la vérité, et ils doivent pour cela en être remplis : c'est donc pour tous ces devoirs que les avocats aussi bien que les juges doivent connaître et aimer la justice, et qu'ils doivent aussi haïr l'avarice.

Pour connaître la justice, il ne faut que la lumière du bon sens, instruit de la connaissance des matières de la profession; et l'un des principaux usages qu'on en doit faire, est d'apprendre à douter pour bien examiner et sans préoccupation les faits et les questions. Il serait superflu de s'étendre sur l'usage du bon sens et de la science; car cette lumière fournit son usage à tous ceux qui l'ont; et pour ce qui est de l'amour de la vérité et de la haine de l'avarice, la nécessité de ces deux qualités est fondée sur ce principe des actions de l'homme, qu'il ne fait rien que par amour, et qu'à mesure qu'il aime un objet, l'amour de cet objet l'éloigne en même temps de tout ce qui peut y être contraire, jusqu'à lui faire haïr tout ce qui le détourne de cet objet. Ainsi, pour défendre la justice, et n'entreprendre jamais rien qui y soit contraire, ce n'est pas assez de la connaître, mais il faut l'aimer; et pour l'aimer, ce n'est pas assez de penser qu'on l'aime, mais il faut haïr ce qui s'y oppose, jusqu'à l'amour-propre de nos intérêts, quand ils nous portent à quelque injustice; car tout le monde prétend et croit aimer la justice; et ceux même qui combattent les causes les plus justes, et qui entreprennent les plus injustes, ne laissent pas de s'imaginer qu'ils n'aiment rien tant que la justice; et ils seraient même prêts à soutenir qu'il ne faut pas entreprendre des causes injustes; mais tous ne préfèrent pas la justice à leur intérêt, ainsi tous ne l'aiment pas faute de haïr ce qui s'y oppose; et c'est aussi pour prévenir cette illusion où les juges et les avocats peuvent tomber, de s'imaginer qu'ils aiment la jus-

tice lorsqu'ils l'abandonnent pour leur intérêt, que Dieu leur commande si expressément la haine de l'avarice, afin qu'ils se portent facilement à mépriser leur intérêt, lorsqu'il pourrait les porter à quelque injustice, car c'est l'unique voie par laquelle Dieu a voulu qu'on se jugeât soi-même sur l'amour qu'on prétend avoir pour la justice et la vérité.

Comme il est donc vrai que les juges sont obligés de haïr l'avarice pour préférer leur devoir à leur intérêt, il est certain aussi que les avocats doivent par la même raison haïr l'avarice, et ils y sont même plus obligés que les juges; car ils sont bien plus exposés que les juges à l'illusion de l'avarice, et d'une manière bien plus périlleuse, parce que les juges qui voudraient regarder leur intérêt en rendant justice, le trouveraient également de quelque manière qu'ils jugent, puisqu'ils y trouvent toujours leurs émolumens, soit qu'ils jugent en faveur de l'une des parties, ou qu'ils jugent contre : mais il n'est pas de même des avocats; car comme ils cessent de tirer du gain des causes qu'ils abandonnent, cet événement fait une impression sur le cœur, et par conséquent sur leur esprit, capable de les porter à défendre les causes injustes, pour ne pas abandonner le profit qui leur en revient : de sorte qu'ils doivent se soutenir contre cette impression de l'amour de leur intérêt, par un amour encore plus fort de la vérité, et qui produise une haine proportionnée contre l'avarice qui pourrait les surprendre et les aveugler, s'ils se laissaient aller au désir du gain; et ils doivent condamner l'injustice de leurs parties, de peur de tomber eux-mêmes dans une condamnation qui est bien plus à craindre; car ils doivent faire cette réflexion, qu'ils se jugent eux-mêmes quand ils jugent de la cause de leurs parties, selon ces paroles d'une de nos lois sur le devoir des juges et des avocats qui en font la fonction : *Scituri quod non magis alios judicant, quàm ipsi judicantur, cùm etiam ipsis magis, quàm partibus terribile judicium est, si quidem litigatores sub hominibus, ipsi autem Deo inspectore adhibito causam proferunt terminandam.* L. Rem non novam. Cod. de jud.

Que si les avocats doivent toujours conserver ces sentimens si naturels et si légitimes, et en faire leur règle perpétuelle pour le choix et la défense des causes, ils y sont encore singulièrement obligés lorsqu'ils travaillent comme derniers juges dans les arbitrages; et s'ils doivent toujours s'éloigner de l'esprit injuste de leurs parties, ils y sont encore plus obligés dans ces sortes d'occasions.

Toutes ces règles sont si importantes, que, comme *elles sont puisées dans l'écriture, qui est la source de toutes les vérités,* cette même loi a voulu que les avocats en fissent un serment sur les évangiles, comme nous le pratiquons encore aujourd'hui; et elle les oblige à jurer qu'ils ne défendront que la justice et la vérité :

quod verum justumque existimaverint : ce qui ne signifie pas que leur opinion, corrompue par leur intérêt, soit la règle de la vérité qu'ils doivent défendre, mais qu'ils doivent examiner la vérité sans passion et sans intérêt, pour la défendre ensuite de toutes leurs forces, comme dit cette même loi : *Omni virtute omnique ope :* et nous remarquons encore dans cette même loi, qui a établi cet usage de jurer sur l'évangile, qu'elle ordonnait que les livres saints fussent perpétuellement en dépôt, et publiquement exposés dans les lieux où la justice s'exerçait, pour imprimer dans l'esprit de tous les ministres de la justice, un souvenir et une vénération continuelle de ces vérités, qui les obligeât à les pratiquer dans chaque fonction : *Ante sedem judicialem sacro-sanctæ deponantur scripturæ, et hæ permaneant non solùm in principio litis, sed etiam in omnibus cognitionibus, sic enim attendentes ad sacro-sanctam scripturam, et Dei præsentiâ consecrati ex majori præsidio litem diriment.* Quoique cette cérémonie ne s'observe plus, le principe qui l'avait introduite subsiste toujours, qui est de conserver dans les cœurs des juges, des avocats, des procureurs, et de tous les autres ministres de la justice, la vue des vérités que l'Écriture leur prescrit pour les règles de leur devoir; et ils doivent faire de leurs esprits et de leurs cœurs un tribunal où ce saint dépôt soit incessamment à leur vue, afin qu'ils ne s'en éloignent jamais, et qu'ils se souviennent que ce sont ces règles et le serment qu'ils font de les observer, qui formeront leurs jugemens, et qui les rendront doublement coupables des violemens qu'ils en auront faits par leur injustice et par leurs parjures, et responsables aussi de l'événement et des suites de leurs injustices.

Cette matière mériterait un plus long discours, mais il faut finir, et nous n'avons qu'à exhorter les avocats de se souvenir de ce caractère essentiel de leur profession, qui les rend les premiers juges de leurs parties, et les défenseurs de la justice par les voies de la vérité. Les procureurs qui ont l'honneur de participer, quoique d'une manière différente, à cette fonction de défendre la justice et non l'injustice, et de représenter les parties dépouillées de leurs passions, doivent aussi regarder ces mêmes règles comme les leurs, et le serment qu'ils vont faire comme un engagement solennel et inviolable de les observer, et de ne prendre jamais le parti d'aucune injustice.

Nous ajouterons encore pour les avocats, que ce caractère de leur profession, qui est de représenter les parties dépouillées de leurs passions pour les defendre dans la sincérité et la vérité, nous découvre, par occasion et en passant, le principe de la véritable éloquence qu'ils doivent employer dans tous leurs discours, puisqu'il est vrai que les avocats doivent défendre leurs parties d'une manière digne du tribunal de la justice, que les passions

des parties avaient profané; il s'ensuit de cette règle qu'ils doivent retrancher de leurs discours tous les vices qui ont fait exclure les parties de leur propre défense. Ainsi, cette règle condamne capitalement les emportemens, les injures, les faussetés, les suppositions, les déguisemens, les tours inventés pour détourner la vue des juges de la connaissance de la vérité, les fausses interprétations des lois, et généralement tout ce qui tient ou de la passion ou du mensonge. Ainsi, la plupart de ce qu'on appelle figures et ornemens du discours, qui tiennent de l'un ou de l'autre de ces deux vices, de la passion ou du mensonge, exagérations, amplifications, et tout le détail des ornemens de cette nature, bien loin d'avoir aucune éloquence, ne sont qu'un appareil ridicule de la faiblesse du mensonge et de l'injustice; au lieu que la véritable éloquence consiste dans la simplicité naturelle de la vérité, qui est seule infiniment plus forte par elle-même que l'étendue des discours, qui ne servent qu'à l'affaiblir et à l'obscurcir quand ils passent les bornes nécessaires pour la découvrir; car l'éloquence n'est autre chose que la vérité mise dans son jour. Ainsi, les discours éloquens sont ceux qui représentent vivement et succinctement les vérités dans leur pureté et dans leur ordre naturel; ce qui a fait dire au sage que les plus beaux de tous les discours sont les plus simples et les plus naïfs : *Purus sermo pulcherrimus*, Prov. 15. 26; et c'est par cette raison qu'il ne se peut voir de force et d'éloquence pareilles à celle des livres saints, qui étalent les plus grandes vérités de la manière la plus simple et la plus naïve, et la plus remplie de choses en peu de paroles.

Toutes les règles de la véritable éloquence, s'il y en a d'autres que le naturel, se réduisent à faire le choix des vérités proportionnées au sujet, et de la manière simple et naturelle de les faire voir. C'est en cela que consiste toute l'éloquence, et surtout dans la vérité; et les auteurs profanes ont connu que, sans la vérité, il n'y a aucune éloquence, selon cette parole d'un ancien, remarquée par Platon : *Veram dicendi artem absque veritate inquit Leno neque esse aliquam neque unquam fore*, et cette autre parole de Quintilien : *Tùm optimè dicit orator quùm videtur verè dicere :* ce qui a fait dire à un autre, qu'un bon orateur est un homme de bien qui sait bien parler : *Vir bonus dicendi peritus ;* et qu'un bon discours est un discours proportionné à son sujet, et qui garde par conséquent les bornes de la vérité et de la pureté : *Rebus par et æqualis oratio.*

Ce sont ces mêmes régles de la simplicité et de la briéveté qui nous obligent à finir, et quoique ce sujet de l'éloquence méritât un discours exprès, nous nous réduirons à ce peu de mots, et ce peu suffira aussi bien que ce que nous avons touché des devoirs plus essentiels, puisque nous parlons à des personnes qui ont

moins besoin d'instruction des règles que de réflexion pour les observer, et ainsi nous laissons les réflexions sur tous ces principes à l'étude de chacun en particulier.

HARANGUE

Prononcée aux assises de l'année 1674.

Cette assemblée des juges, que nous renouvelons toutes les années, est un reste d'une coutume qui, dans son origine, avait été établie pour les remettre dans le souvenir des règles de leur devoir par la lecture des ordonnances, et pour les obliger à y venir rendre compte de leurs jugemens, et répondre aux plaintes qu'on faisait contre eux; mais cet usage étant aboli, on ne regarde plus les assises que comme une simple réunion de juges, que l'on continue de pratiquer, parce que c'est la coutume, et sans réflexion sur les motifs essentiels qui l'ont introduite. C'est ainsi que nous passons les actions les plus importantes de la vie, entraînés par les impressions de la coutume, sans penser pourquoi nous les faisons, et sans autre vue que de faire comme les autres, ou de refaire ce que nous avons déjà fait nous-mêmes.

Ainsi, les meilleures choses comme les plus mauvaises passant en coutume ne se sentent plus, et la vie même passe en coutume sans que nous pensions seulement pourquoi nous vivons. Ainsi, plusieurs se font juges, et vivent et meurent juges, sans savoir quel est ce ministère qu'ils ont entrepris, et l'on voit presque en toutes choses cet effet ordinaire de la coutume, qu'elle nous porte également au bien et au mal, et à faire l'un et l'autre sans réflexion, et que, par ce seul défaut, elle corrompt souvent les meilleures choses.

Comme il est donc de notre devoir de remontrer aux juges quel est le sujet de cette assemblée, et de la leur faire considérer autrement que comme on regarde tout ce qu'elle appelle coutume sans en pénétrer la fin et l'usage, il est peut-être à propos de faire voir quelles sont les causes qui nous portent à vivre ainsi sans réflexion et par coutume, soit dans le mal, soit dans le bien, et dans les occasions même les plus importantes, afin que, découvrant l'obstacle qui nous détourne de la vue du véritable sujet de cette assemblée, nous soyons en état d'y faire les réflexions sérieuses que ce devoir demande de nous.

La coutume produit deux effets, l'un est de nous porter à continuer de faire ce que nous avons commencé, pratiqué, et tourné en habitude, et l'autre de nous porter à le faire sans réflexion; et cette impression de la coutume est si forte sur ce qu'elle devient un principe de nos actions, que nous la donnons souvent pour raison, sans en chercher d'autre; de sorte que

nous nous imaginons que c'est assez rendre raison d'une action que de dire que c'est la coutume, et si on demandait à plusieurs de ceux qui sont venus à cette assemblée pourquoi ils y sont venus, ils répondraient que c'est la coutume.

Ces deux effets de la coutume, et cette force qu'elle a sur nous, viennent d'un principe tiré du fonds de notre nature; et pour le comprendre, il faut remarquer que l'homme, qui a été fait à la ressemblance et à l'imitation de son créateur, porte le caractère de cette ressemblance et de cette imitation, non-seulement dans son être, mais encore dans ses actions, et non-seulement dans les bonnes, mais encore dans les mauvaises; et il imite la divinité dans les unes et dans les autres, quoique d'une manière bien différente : il imite Dieu dans le bien, de ce qu'il le prend pour la règle et le modèle de sa conduite et de toutes ses actions; et que, comme Dieu se regarde soi-même comme le premier objet de son amour, et comme sa seule fin et sa propre félicité, l'homme qui agit pour Dieu, et qui fait le bien, regarde aussi Dieu comme le premier objet de son amour, et comme sa seule fin et sa seule béatitude; et dans cette vue, et par cet amour il s'attache à cet objet unique par des liens qui forment cet engagement qu'on appelle habitude, et qui, passant en coutume, est justement appelée une autre nature, parce qu'elle suit et accomplit cette pente naturelle qui naît avec nous, d'imiter ce qu'on aime et s'y attacher.

Que si, au contraire, la nature se porte au mal, elle imite encore la divinité par une autre sorte d'imitation toute criminelle; car l'homme, qui cesse d'agir pour Dieu, commence en même temps de se mettre soi-même à la place de la divinité. Il se regarde comme sa fin et sa règle, et l'objet unique de son amour; et il cherche en soi-même et dans les autres créatures, qu'il aime pour soi comme pour sa fin, le repos de sa félicité, comme Dieu qui est sa propre fin le trouve en soi-même; et dans cette vue de soi même et des créatures qu'il rapporte à soi, et par l'amour qui l'y attache, il s'engage dans les liens et dans l'habitude du mal, qui, passant aussi en coutume, est encore appelée une autre nature.

Ainsi, nous voyons que ces deux manières, si étrangement opposées d'imiter la Divinité, ont cela de commun, qu'elles marquent l'une et l'autre ce caractère de notre nature de ressembler à Dieu, et de l'imiter; et nous voyons aussi que l'imitation nous est si naturelle qu'elle est notre nature même, et que c'est elle qui nous donne également l'habitude au bien et au mal selon que nous nous portons à l'un ou à l'autre.

C'est cette pente naturelle à imiter, qui forme en nous cette multitude infinie de bonnes et mauvaises coutumes, qui naissent et s'affermissent dès l'enfance, et qui se perpétuent dans toute la

suite de la vie lorsque nous continuons d'aimer ce qui a commencé de nous plaire, et cette force de la coutume et de l'habitude marque encore en nous un autre caractère de la ressemblance de l'homme à Dieu dans l'un de ses principaux attributs qui est l'immutabilité : car l'homme étant né pour le repos immuable de la félicité qui ne peut se trouver qu'en Dieu, il tend toujours à ce repos, et lors même qu'il s'éloigne le plus des voies qui pourraient l'y conduire, c'est toujours le repos qu'il cherche, et les routes où il s'égare ne laissent pas de marquer toujours sa pente au repos et à l'immutabilité : c'est ce qui fait la pente inquiète des mauvaises inclinations et la malheureuse stabilité dans les mauvaises coutumes qu'on a contractées. L'imitation leur donne la naissance, et les fortifie par la multitude réitérée des actions qui nous attachent de plus en plus aux objets que nous aimons, et cette attache et l'attente du repos que nous y cherchons les rendent permanentes et leur donnent un cours dont la force et la durée remplissent l'étendue de toute la vie; et comme on compare les mouvemens et les emportemens des passions les plus violentes à des torrens dont l'impétueuse rapidité brise et entraîne toute résistance, on peut comparer le cours des habitudes et de la coutume à celui d'un fleuve, car elle naît et se forme, comme un fleuve, de petites sources; elle s'enfle et coule d'un cours réglé qui ne finit jamais, que rien ne peut arrêter, et qui est d'autant plus fort qu'il est égal et continuel.

Et comme les fleuves se grossissent souvent par les débordemens, le cours de la coutume et des habitudes s'élève et se grossit par les torrens de l'agitation extraordinaire des passions, qui ajoutent les violences passagères à la force et à la fermeté continuelle des habitudes.

Ainsi, l'on voit dans cette force et dans cette ferme durée de la coutume et de l'habitude, bonne ou mauvaise, un commencement et un prélude de la stabilité et de l'immutabilité éternelles ou dans le bien ou dans le mal.

Voilà quelle est la nature et quels sont les effets de la coutume dont l'un des plus remarquables est de nous faire agir sans réflexion, et de nous entraîner dans le cours de la vie, sans que nous nous arrêtions et nous soutenions contre le poids et la pente de nos habitudes, non pas même pour y penser.

Il n'est donc pas nouveau que, si on vient ici par coutume, on y vienne aussi sans réflexion; mais ce qui est de plus important, c'est que la coutume n'a pas seulement effacé le souvenir du devoir particulier qui nous appelle à cette assemblée, mais qu'elle a presque aboli de nos cœurs et de nos esprits les véritables règles de notre devoir pour en substituer d'autres toutes contraires qu'elle a mises en usage contre la raison; et c'est ici l'effet le plus déplorable de l'enchantement et de la force de la

coutume, et dont l'expérience nous fait voir une étendue si universelle que, pour faire voir aux juges les règles les plus essentielles de leur devoir, il suffit de leur faire observer les maximes contraires que la coutume a mises en usage, car nous verrons en même temps, par ce parallèle, les égaremens où la coutume nous a jetés, et les bonnes voies où il faut entrer.

C'est la coutume qui nous fait venir à cette assemblée sans réflexion, et aussi l'on s'en retire sans instruction; mais si nous opposons la raison à cette coutume, elle nous apprend que nous devons venir ici dans la même disposition que Dieu commandait aux juges du peuple juif, lorsqu'il les faisait convoquer pour les instruire des règles divines de leur ministère : car nous devons venir ici pour écouter les mêmes règles, et nous remplir l'esprit et le cœur, afin de les mettre en pratique dans toutes nos fonctions et jusqu'aux moindres.

C'est la coutume que les juges ne rendent plus ou presque jamais aucun compte aux hommes de leurs injustices, comme ils faisaient autrefois dans les assemblées des assises, et cette impunité, jointe à l'autorité de leur caractère, a mis en coutume qu'ils usent de cette autorité comme bon leur semble; et au lieu que ce méchant juge, dont il est parlé dans l'évangile, qui avait dépouillé la crainte de Dieu, craignait encore au moins les hommes, il n'y en a que trop aujourd'hui qui ne craignent plus ni Dieu, ni les hommes; mais la raison nous doit apprendre que si nous cessons de rendre compte aux hommes de notre conduite, nous devons au moins nous juger nous-mêmes, et ne pas attendre d'en rendre un compte bien plus sévère et sous le tribunal bien plus éclairé de celui qui doit juger toutes les injustices.

C'est la coutume de se faire juge pour s'autoriser dans ses intérêts, et pour se rendre utile à ses amis, et se faire craindre à ses ennemis, et d'entrer dans ce ministère sacré par d'autres vues encore plus basses, et sans se mettre en peine si on a la doctrine et la probité, et toutes les autres qualités sans lesquelles on en est indigne, parce qu'on ne laisse pas sans ces qualités de remplir la place d'un juge, d'en avoir le rang et l'autorité, et de faire valoir son propre sens contre la justice, comme si c'était la justice même; mais la raison et la vérité de la parole divine nous apprennent que se faire juge, c'est entreprendre une fonction toute divine; que c'est embrasser les intérêts de la justice contre tout autre intérêt et le nôtre même; qu'il faut la rendre à ses ennemis et contre ses amis et contre soi-même, et que pour exercer un ministère si pur et si élevé, il faut l'avoir appris du juge de tous les hommes, qu'*un prophète appelle le docteur de la justice*, Joel. 2., parce que c'est de lui que nous devons en apprendre toutes les règles; qu'il faut avoir la lumière pour discer-

ner la justcie de l'injustice, et une lumière que nulle passion et nulle coutume ne puissent éblouir; et que, pour acquérir cette lumière, il faut ajouter à celle de son naturel la connaissance des règles et des maximes par une étude proportionnée à la fonction qu'on exerce; et qu'il faut enfin une force et une vertu qui brisent toute la résistance de l'iniquité, et que nulle acception de personnes, nulle faveur, nulle crainte et nulle force ne puissent affaiblir.

Tout le monde sait que les impressions d'amour ou de haine, de crainte ou d'espérance, ou de quelque intérêt, et les autres semblables dont on peut être prévenu, tournent l'esprit du juge selon le mouvement secret de son cœur, sans que même il s'en aperçoive. Mais c'est la coutume qu'on ne laisse pas de faire la fonction de juge, quoiqu'on soit prévenu de toutes ces sortes d'impressions, pourvu que la cause de récusation ne soit pas évidente; et, loin de s'abstenir de la fonction de juge dans ces sortes d'occasions, on les embrasse pour s'y satisfaire, et on le fait même souvent sans réflexion. Cependant, la raison et la loi divine nous apprennent que nous devons découvrir en nous-mêmes toutes ces faiblesses de notre esprit et de notre cœur, pour nous abstenir de juger dans ces occasions où l'intérêt et la passion peuvent nous aveugler : car l'écriture nous apprend qu'elle nous aveugle et nous dérobe la connaissance du mal même que nous faisons; d'où vient que ceux qui sont le plus engagés dans les ténèbres des erreurs et des passions ne laissent pas de s'imaginer qu'ils n'agissent que par la raison, et traitent les autres comme s'ils manquaient de la lumière du sens commun : un fou, dit le sage, s'estime plus habile et plus éclairé que les plus sages; il suffit, sans prouver toutes ces vérités, de les supposer comme assez connues, pour en conclure que les juges les plus sages et les plus habiles perdent la vue de la justice et de la raison, lorsqu'ils s'engagent dans la passion et dans l'intérêt, et qu'ainsi ils doivent veiller pour se soutenir et la justice qui est en leurs mains contre toutes les impressions qui peuvent les aveugler et les affaiblir.

Nous n'entrerons pas dans le détail d'une plus longue application de ces principes à toutes les occasions où la coutume nous fait voir que les juges en ont besoin, le temps est trop court pour en dire davantage, et ce peu suffit pour juger du reste.

Ainsi, par exemple, il serait superflu de faire observer que les présens éblouissent la raison du juge, et que nulle coutume ne peut autoriser un abus si capitalement condamné par toutes les lois; car la loi divine, la raison et l'expérience nous apprennent que les présens corrompent le cœur, et aveuglent l'esprit des plus sages, et qu'ainsi c'est le même crime de recevoir des

présens que de s'aveugler contre la justice, et de la mettre en commerce et à prix d'argent.

Nous ajouterons encore un exemple unique et d'une autre nature, pour achever de nous convaincre de l'effet pernicieux de la coutume. On sait que la plupart des juges sont persuadés par la coutume de leur intérêt, que rien ne les oblige de rendre la justice à ceux de qui ils ne peuvent rien espérer pour la récompense de leur travail, et cette coutume est étrangement forte et invétérée; mais la vérité nous apprend qu'elle est encore plus étrangement fausse et criminelle, car il n'y a point d'injustice plus condamnée dans l'écriture, et il n'y en a point aussi de plus opposée à l'ordre naturel de la justice et de l'établissement des juges qui doivent la rendre; car, comme tous les plus grands désordres viennent de l'opposition de la force contre la justice, les juges sont établis pour assembler la force avec la justice, et leur principale fonction est de soutenir les faibles contre les plus forts qui les oppriment; ainsi, les juges qui manquent à ce devoir, lorsqu'ils abandonnent la cause du pauvre et du misérable, renversent le premier fondement de la justice, et violent le premier et le plus naturel de tous leurs devoirs.

Nous pouvons juger, par ce peu de réflexions et par les autres qu'on peut faire, combien il est important de condamner et de détruire toutes ces fausses maximes que la coutume a substituées au lieu des véritables règles du devoir des juges, et chacun doit rechercher en soi-même combien la coutume l'a éloigné de ce devoir, et faire une discussion sincère de sa conduite en opposant à la coutume la justice et la vérité; car c'est la vérité qui nous jugera et non la coutume, parce que notre juge est lui-même la vérité, et il a dit qu'il était la vérité et non la coutume, selon cette parole de Tertullien : *Christus veritatem se, non consuetudinem cognominavit*, De velandis Virg. cap. 1; et lorsque cette vérité paraîtra, elle dissipera par ses lumières toutes les ténèbres des passions et de l'intérêt, elle renversera tous les fantômes de fausses coutumes; et quand elle aura détruit et anéanti ces vains fondemens de la fortune des mauvais juges, l'écriture nous apprend qu'ils seront précipités de la place où ils sont élevés comme d'un rocher, et engloutis dans les abîmes des ténèbres qu'ils auront préférées à la lumière de la vérité et de la justice : c'est le sens de cette parole du psaume, *Absorpti sunt juncti petræ judices eorum*. Ps. 140. 6.

HARANGUE

Prononcée aux assises de l'année 1675.

Ce n'est pas assez, pour nous acquitter de l'engagement où nous sommes de parler aux juges de leur devoir, que de leur en

faire voir les règles et les qualités qu'ils doivent avoir pour les pratiquer; mais il est nécessaire aussi de faire connaître les défauts contraires qui sont les causes de leurs injustices.

Nous avons souvent parlé de ces règles et de ces qualités, et nous avons aussi parlé quelquefois de quelques-uns de ces défauts, comme de l'avarice, de la faiblesse, de l'ignorance et autres semblables; mais notre dessein est aujourd'hui de venir aux sources et aux principes d'où dérivent tous les défauts qui causent toutes les injustices que les juges peuvent commettre, afin que nous connaissions en même temps le mal dans son origine, et les remèdes pour nous en guérir; et parce que les vérités que nous avons à dire regardent en général tous ceux qui participent au ministère de la justice, les avocats, les procureurs et tous les autres qui ont cet honneur, pourront s'appliquer à eux-mêmes ce que nous dirons sous le nom de juges.

Pour découvrir ces sources de nos défauts, il faut faire auparavant une réflexion générale sur la fin pour laquelle les juges sont établis, et remarquer quel est le mal auquel Dieu a voulu pourvoir en faisant des juges.

Tous les hommes naissent injustes, et il y a deux sources de leurs injustices, la corruption dans la volonté, et l'ignorance dans l'entendement. Toutes les injustices du monde sont des suites de la malheureuse et inconcevable fécondité de ces deux sources : car, comme Dieu avait donné à l'homme l'entendement et la volonté pour en faire son image, et l'élever à lui par la connaissance et par l'amour de la vérité et de la justice, l'homme ayant abusé de ces deux puissances, et voulu s'élever à l'état de la divinité, par le superbe désir de savoir et de dominer, Dieu l'a laissé justement tomber dans les misères opposées, et l'entendement qui devait être le siége de la lumière, de la vérité et de la justice, est tombé dans l'aveuglement et dans les ténèbres de l'ignorance et de l'injustice; et la volonté, qui devait être le siége et le principe naturel de l'amour de la vérité et de la justice, est tombée dans l'esclavage du vice par sa pente au mal : et parce que l'iniquité des hommes ne se borne pas aux maux que causent en eux-mêmes cette corruption dans la volonté, et cette ignorance dans l'entendement; et que pour satisfaire leurs différentes passions et leurs inclinations vicieuses, ils en recherchent et poursuivent les objets, qui se trouvent souvent hors de leur puissance et en la possession des autres, et que dans cette poursuite ils entreprennent les uns sur les autres en une infinité de manières qui troublent la société, Dieu a fait des juges pour arrêter les entreprises qui causent ce trouble.

Toutes les fonctions des juges se réduisent à cette fin : ils sont établis pour arrêter les entreprises, pour punir les crimes, pour juger du faux et du vrai, de la justice et de l'injustice; et tout

leur emploi consiste à opposer les lumières de la vérité à l'aveuglement des parties, et l'amour et le zèle de la justice à leurs passions.

La conséquence que nous devons tirer de cette première réflexion est, que les juges doivent être exempts, en ce qu'ils jugent, de l'aveuglement et de la passion qu'ils doivent condamner, autrement ils seraient plutôt en état d'être jugés eux-mêmes que de juger les autres, et ils doivent être dans la police ce que l'évangile nous apprend que les évêques et les prêtres doivent être dans la religion; c'est-à-dire, que les juges doivent être la lumière qui dissipe les ténèbres du mensonge et de l'injustice, et ils doivent être le sel qui en arrête la corruption par l'ardeur de leur amour et de leur zèle pour la justice; de sorte que les deux qualités essentielles des juges sont la connaissance de la justice dans l'entendement, et son amour dans la volonté; d'où il s'ensuit, que, pour découvrir les défauts qui sont les principes de toutes les injustices, il faut étudier quelles sont les causes qui effacent ou obscurcissent cette connaissance de la justice, et qui éteignent ou refroidissent son amour; et pour connaître ces causes, il faut faire une seconde réflexion sur l'ordre naturel, dans lequel nous agissons par l'entendement et la volonté, qui sont les deux principes de nos actions, et les deux sièges de toute connaissance et de tout amour.

Cet ordre est tel, que l'homme ne pouvant agir que pour quelque fin, qui est toujours un bien qu'il se propose, ou véritable, ou apparent, notre ame se porte à cette fin par l'entendement et la volonté. L'entendement représente l'objet, la volonté l'aime, et l'aimant, elle s'y porte, et y porte avec elle toutes les puissances. Si l'objet est absent, cet amour fait le désir; s'il est possible d'y parvenir, il fait l'espérance; s'il le possède, il fait la joie; s'il est en péril de le perdre, il fait la crainte; s'il le perd, il fait la tristesse; si quelque obstacle veut le lui ravir, il fait la colère; ainsi, tous les mouvemens des passions et des inclinations bonnes et mauvaises sont les effets de cet amour, comme cet amour est l'effet des attraits de l'objet qui fait notre fin.

C'est toujours ainsi que nous agissons, soit que nous nous portions au bien ou au mal; si nous nous portons au bien, les lumières de la vérité et de la justice dans l'entendement en excitent l'amour dans la volonté; et si nous nous portons au mal, l'illusion du mensonge et de l'injustice tient lieu de lumière à l'entendement, et d'attraits à la volonté; ou si la volonté commence le mal, la vapeur et la fumée de la passion aveuglent l'esprit, et ces deux puissances sont dans une intelligence si parfaite, soit dans le bien, soit dans le mal, qu'elles se portent à l'un ou à l'autre avec un concours mutuel et une paix entière, parce qu'elles sont les deux puissances unies d'un même esprit

qui connaît par l'une et agit par l'autre. Il est vrai que nous sentons quelquefois de la division en nous-mêmes; mais elle se passe dans la volonté qui se trouve partagée par des inclinations opposées, mais l'entendement suit toujours celle qui domine dans la volonté.

Car il faut remarquer cette différence entre l'entendement et la volonté, qu'encore que l'entendement ait la première part dans la vue de l'objet qui fait notre fin, et des moyens qui nous y conduisent, la volonté est toujours la maîtresse, et son mérite s'étend sur les vues même de la volonté. Si la volonté porte au bien, et que l'entendement résiste à la vérité, la volonté le captive, selon l'expression de saint Paul, pour l'élever contre ses vues au bien inconnu; et si, au contraire, la volonté se porte au mal contre les vues de l'entendement, elle le tourne, elle l'éblouit, elle l'aveugle; et les charmes de l'objet qui la touchent, passent en lumière ou en illusion dans l'entendement; et lors même que la volonté se porte aux derniers excès contre la vérité la plus sensible, et les devoirs les plus inviolables, et dont elle ne peut effacer les premiers traits dans l'entendement, elle ne laisse pas de l'entraîner avec elle dans sa pente au mal, et elle le fait servir pour trouver les moyens de parvenir aux fins les plus criminelles, et dont il reconnaît les funestes suites; de sorte que, dans ces occasions, l'entendement n'est plus que comme un instrument esclave d'un tyran aveugle. Ainsi, c'est toujours la volonté qui est la maîtresse, et c'est par cette raison que nous l'appelons le cœur; parce que, comme le cœur est le principe de tous ses mouvemens, la volonté est le principe de toutes les actions, qui sont les mouvemens de la vie et de l'ame.

Ces vérités sont si certaines, que ceux même qui ignorent la religion qui nous les apprend et nous en découvre les principes, ne laissent pas de les reconnaître; et quoiqu'ils demeurent dans leur aveuglement et leur pente au mal, ils ne laissent pas d'apercevoir l'aveuglement et la corruption des autres, et jusqu'aux défauts les moins sensibles; c'est la poutre dans notre œil qui ne nous empêche pas de voir le fétu dans celui des autres.

Nous découvrons par cette réflexion générale sur l'ordre naturel dont nous agissons par l'entendement et la volonté, que les juges doivent avoir l'entendement toujours éclairé de la lumière des règles de leur devoir et de la reconnaissance de la justice et de la vérité, qui doit former les jugemens; car autrement, si les juges sont dans l'ignorance, ils ne peuvent qu'errer et commettre mille injustices; mais ces lumières et ces reconnaissances ne suffisent pas, et ils doivent avoir la volonté toujours animée de l'amour de la vérité et de la justice, pour conserver l'usage de leurs connaissances et de leurs lumières, en résistant par cet amour à toutes les impressions que les passions et les mauvaises inclina-

tions peuvent faire sur leur esprit, par la corruption du cœur. Ce sont ces impressions qui sont les premiers principes que nous cherchons des injustices que les juges peuvent commettre.

Ce n'est donc pas seulement l'ignorance grossière et les passions violentes qui portent les juges à l'injustice; les moindres et les plus légères impressions peuvent produire cet effet, et souvent elles le produisent, et d'autant plus fortement et plus sûrement qu'elles agissent sur le cœur d'une manière plus fine et plus insensible. Il ne faut que toucher au cœur pour gagner l'esprit; tout ce qui l'attire remue le premier ressort, et son mouvement est le principe sûr qui entraîne toutes les puissances. On le remue par un bon office, par un plaisir, par un intérêt, et il se tourne à l'attrait de tous ces objets; on l'irrite par un mépris, par une offense, par une contradiction, et il s'élève contre toutes les impressions qui troublent l'intérêt ou l'honneur qu'il aime. Il se relâche par la paresse, il s'abat par la honte, il s'excite par l'espérance, il se retient par la crainte, et il faudrait un plus long discours et un livre entier pour expliquer les maximes différentes dont les divers objets touchent, excitent, surprennent, attirent et entraînent le cœur, et avec lui toutes les puissances; mais il suffit de savoir cet ordre de nos actions, pour comprendre que les juges peuvent aisément tomber dans l'injustice sans réflexion, et que souvent même ils s'imaginent de ne chercher que la justice, lorsqu'ils n'agissent en effet que par une impression insensible qui les porte à quelque injustice.

Ceux qui reçoivent des présens ou qui en espèrent, ne sentent pas que la vue du présent les a aveuglés, ils sentent qu'ils ont encore de l'esprit et de la raison, mais ils ne connaissent pas la flexibilité de leur esprit au bien et au mal par les impressions du cœur; et cependant la raison, l'expérience et l'écriture nous apprennent que les présens aveuglent les plus sages : *Nec accipies munera quæ etiam excæcant prudentes, et subvertunt verba justorum.* Ex. 23. 8. Cette expression divine de l'Écriture nous apprend cet aveuglement qui se cache à notre raison, et dont la cause est l'impression que le cœur reçoit. Ceux qui se sentent incapables de recevoir des présens ne doivent pas s'imaginer que cet exemple ne les touche point : car s'ils sont exempts de cette corruption, ils doivent en appliquer la conséquence à toutes les autres espèces des mauvaises impressions qui peuvent surprendre leur cœur et les porter à quelque injustice, lors même qu'ils s'imagineront de rendre justice. Ainsi, ceux qui trouvent la cause de leur ami pleine de justice ne sentent pas que c'est l'amour de l'intérêt de leur ami qui a donné un faux jour dans leur esprit à sa cause injuste. Ceux qui ont quelque haine contre l'une des parties, ou seulement quelque aversion, ne sentent pas que leur esprit, aliéné comme le cœur, les rend contraires à l'intérêt de la

personne qu'ils n'aiment pas. Ceux qui ont quelque intérêt secret dans la cause qu'ils jugent ne sentent pas qu'ils trouvent plus juste le parti de leur intérêt. Ceux qui n'aiment pas à apprendre la vérité des autres, ou qui ne veulent pas être contredits, ne sentent pas que c'est l'amour de leur sentiment qui les fait résister à la vérité.

Les juges les plus éclairés et les plus remplis de l'amour de la justice doivent être les plus persuadés des mauvais effets de toutes ces sortes d'impressions et autres semblables qui ne sont que trop ordinaires, et de la vigilance et de l'application continuelles où ils doivent être pour s'en garantir, parce qu'ils doivent mieux connaître l'importance de leur ministère et les faiblesses où ils sont sujets; mais ceux qui n'ont pas d'autres principes pour leur conduite, que la pente aveugle à toutes les impressions qui leur surviennent, sont bien éloignés de cette vigilance, et ils ne manquent pas aussi de se porter à mille injustices sans réflexion.

Ainsi, les juges avares ne sentent pas qu'ils ne rendent la justice que dans l'espérance du profit qui leur en revient; qu'ils cessent de la rendre lorsqu'ils cessent d'espérer le gain; que l'amour de ce gain leur fait multiplier les procédures qui en produisent, et abandonner les causes du public, du pauvre, de la veuve et de l'orphelin; parce que n'ayant pas d'autre attrait dans la justice que leur intérêt qui s'y trouve joint, si cet attrait cesse, ils cessent d'agir.

Les autres passions aussi bien que l'avarice ont leur part dans la conduite des mauvais juges; l'espérance, la crainte, la haine, la paresse, la honte et toutes les autres entraînent le cœur et l'esprit selon les impressions différentes qu'elles produisent, et sont les causes de mille injustices. Les uns rendent la justice ou l'injustice et l'impunité des crimes pour de l'argent; les autres l'abandonnent par paresse, par honte, par timidité, ou par d'autres vues; d'autres, par une profanation sacrilége, font servir l'autorité de Dieu qui leur est commise, pour leurs intérêts, pour leurs vengeances et pour leurs autres passions.

Nous voyons que toutes ces sortes d'injustices, depuis les plus grandes jusques aux moindres, sont des effets sensibles de cette cause générale que nous avons touchée, qui est l'aveuglement de l'esprit par les impressions du cœur; d'où il faut conclure que ce n'est pas assez aux juges que de savoir les règles de leur devoir, de savoir les lois, les coutumes, les ordonnances et la pratique, ils ont besoin d'une science bien plus fine et plus élevée. Les règles de juger les autres sont assez faciles; mais qu'il est difficile de se juger soi-même, et d'acquérir la science de tous les mouvemens et de tous les détours de son cœur et de son esprit! C'est la seconde science des juges, bien plus nécessaire et plus importante

que celle des lois : car, pour conserver toutes les lumières que le bon sens et l'étude et les bonnes mœurs peuvent former dans leurs esprits, ils ont besoin d'étudier leur cœur et d'en garder toutes les avenues par une vigilance continuelle, selon cette parole du sage : *Omni custodiâ serva cor tuum.* Prov. 4. 23. Le principe unique de cette vigilance, et de tout le reste de la conduite d'un bon juge, doit être un amour ardent pour la vérité et pour la justice, c'est cet amour qui fait la sagesse des juges; si le cœur en est rempli, l'esprit se remplira des lumières de la vérité et de la justice; nul devoir ne saurait échapper à cet amour; le juge qui aime la justice embrasse son parti en toute sorte d'occasions, il la défend avec une fermeté invincible, il oublie son intérêt pour son devoir, et l'étude de son cœur et de son esprit est de faire régner la justice et sur les autres et sur soi-même.

Mais l'écriture nous apprend que cette sagesse des juges n'est pas un don de la nature, parce que les juges les plus éclairés des lumieres naturelles sont remplis de ces ténèbres et de ces mauvaises inclinations dont nous avons parlé, qui corrompent le cœur et aveuglent l'esprit des juges. Nous apprenons cette vérité du juge le plus éclairé qui fut jamais, et il nous apprend en même temps la source où nous devons puiser la sagesse nécessaire aux juges : c'est le sage même, c'est Salomon qui, étant rempli de toutes les lumières de la sagesse naturelle, ne laissait pas de reconnaître avec autant de vérité que de sincérité, qu'il était incapable de juger son peuple, et qu'il avait besoin d'une sagesse plus élevée que celle des plus grands hommes qui n'est qu'un néant : *Nam et si quis erit consummatus inter filios hominum, si ab illo abfuerit sapientia tua in nihilum computabitur.* Sap. 9. 6. Et c'était par cette raison qu'il demandait à Dieu sa propre sagesse, la sagesse qui accompagne le tribunal de sa justice, et qui est la seule exempte de toute ignorance et de corruption : *Da mihi sedium tuarum assistricem sapientiam.* Sap. 9. 4. Parce qu'en effet il faut la sagesse de Dieu pour tenir sa place comme font les juges; et comme il savait que le cœur est la source du bien et du mal, et qu'il n'y a de lumière de la justice, dans l'entendement, qu'autant qu'il y a de son amour dans la volonté, il demande à Dieu, en un autre endroit, un cœur docile pour juger son peuple, et pour discerner le bien et le mal : *Dabis ergo servo tuo cor docilè, ut populum tuum judicare possit, et discernere inter bonum et malum.* Reg. 3. 9. Cette seule parole renferme, dans la profondeur et dans l'étendue de son sens, tout ce que nous avons dit, et tout ce qu'on pourrait dire sur ce sujet, et elle fait voir que Salomon touchant à la source, attribue au cœur le principe du bien et du mal, parce que l'esprit ne juge de l'un et de l'autre que par les impressions du cœur; et il demande un cœur docile,

c'est-à-dire, souple à toutes les impressions de la sagesse qui se porte soi-même et porte l'esprit à la vérité et à la justice, et qui demeure toujours libre de toutes les impressions contraires à cette sagesse. C'est assez que nous ayons touché les causes de nos injustices et les remèdes, nous n'avons qu'à nous en faire chacun en particulier l'application selon nos besoins.

HARANGUE

Prononcée aux assises de l'année 1677.

Il n'y a point de dignité plus élevée que celle de juge, mais aussi il n'y en a point dont les fonctions soient plus saintes et plus importantes. *La grandeur même de la royauté et du sacerdoce consiste principalement au droit de juger*, et c'est à cause de ce droit que *Dieu a voulu donner aux juges le nom de dieux; parce que tous les hommes étant égaux par la nature, il n'y a que Dieu seul qui soit leur juge naturel, et c'est la divinité qui se communique à ceux qui sont élevés à juger les autres :* c'est pourquoi l'Écriture qui nous apprend qu'être juge, c'est être dieu: *Ego dixi, dii estis*, Psal. 81. 6, nous apprend que juger, c'est rendre le jugement de Dieu : *Videte quid faciatis, non enim hominis exercetis judicium, sed domini.* Paral. 2. 19. 6.

Puisque les juges tiennent donc en terre la place de Dieu pour rendre la justice aux hommes, la première chose qu'ils doivent savoir, c'est cela même qu'ils tiennent cette place, et quelles sont les qualités nécessaires pour la bien remplir, et pour rendre la justice comme Dieu la rendrait lui-même s'il lui plaisait de se rendre visible pour l'exercer.

Ces qualités sont les mêmes qui accompagnent en Dieu sa justice et ses jugemens; la justice de Dieu sur les hommes et toutes les œuvres de la divinité sont l'ouvrage de sa puissance, de son intelligence et de son amour; et ce triple caractère des trois personnes divines est gravé sur tout ce que Dieu produit hors de soi.

La puissance de Dieu, c'est sa volonté à l'égard de ses créatures; cette volonté est si sainte et si parfaite, qu'elle rend juste tout ce qu'elle veut; et si absolue, qu'elle le produit avec une facilité toute-puissante.

L'intelligence de Dieu, c'est sa connaissance, il voit tout dans cet océan infini de son essence, et toutes les créatures ensemble y tiennent le même rang, selon l'expression d'Isaïe, qu'une goutte d'eau, qu'un grain de sable, et que le néant : *Quasi gutta aquæ, quasi pulvis exiguus et quasi nihilum.* Is. 40. 15. Parce que toutes les créatures étant bornées, elles sont comme un néant devant Dieu, qui est infini, et sont infiniment moins à l'égard de lui, que n'est le moindre atome à l'égard de tout l'univers : nous pouvons concevoir, par cette idée si véritable de ce grand

prophète, avec quelle facilité et quelle netteté Dieu comprend tout le peu qu'est devant lui cet atome de l'univers, et tout ce qu'il renferme de plus grand et de plus caché : et c'est dans cet abîme immense de lumière et d'intelligence divine, qu'est la source de toutes les vérités qui sont les règles de la justice divine et humaine.

Comme l'intelligence de Dieu est la connaissance de soi-même, son amour est aussi l'amour de soi-même. Cet être infini est l'unique objet digne de son propre amour, et de même qu'il connaît toutes les créatures, en se connaissant soi-même comme leur principe, il les aime aussi toutes en s'aimant soi-même comme leur fin; et ainsi, quand il agit sur les créatures en les créant, les conservant et les gouvernant, c'est sa toute-puissance qui étale son intelligence par son amour; et quand il rend justice, c'est sa toute-puissance qui exerce le jugement de son intelligence et de sa sagesse par l'amour de soi-même qui est l'amour de la vérité et de la justice, car Dieu est lui-même la justice et la vérité : *Ego sum veritas*. Joan. 14. 6.

C'est là la manière dont Dieu rend la justice, et c'est aussi l'unique modèle que les juges qu'il met à sa place doivent imiter; car si Dieu, qui a fait les hommes à sa ressemblance, veut que tous l'imitent, selon cette parole de saint-Paul : *Esto imitatores Dei*, Philip. 3. 27. : les juges qu'il a élevés au-dessus de cette ressemblance commune à tous, à un rang divin qui leur donne le nom de dieux, sont bien plus singulièrement obligés à le prendre pour la règle et le modèle de leurs jugemens; et pour s'acquitter du devoir essentiel de cette imitation de la justice de Dieu, ils doivent se servir de leur autorité et de leur puissance pour exercer la justice, ils doivent avoir l'intelligence nécessaire pour la savoir rendre, et ils doivent être animés de l'amour de la justice pour la bien rendre.

Comme la puissance de Dieu consiste en sa volonté toute-puissante, celle du juge consiste en son autorité et son courage pour l'exercer; il ne rend pas justice comme Dieu, mais il ne veut comme Dieu que ce qui est juste. C'est en cela qu'il imite et conforme sa volonté à celle de Dieu, il s'établit dans une fermeté inébranlable qui le tient au-dessus de toutes les impressions qui pourraient le porter à quelque faiblesse. Et *si Dieu permet qu'une violence étrangère l'empêche de faire régner sur les autres sa justice qu'il a dans son cœur, elle règne toujours sur lui, et sa fermeté demeure unie à l'ordre de Dieu.*

Il dédaigne avec mépris les promesses, les caresses et les menaces des plus grands du monde, parce qu'il s'élève à Dieu dont il tient la place, et dans ce rang il regarde tout l'univers au-dessous de lui; mais dans cette élévation il se considère comme ce serviteur que le maître a préposé sur sa famille en son absence,

et il sait que celui qui est établi pour le gouvernement est comme le serviteur de ceux qu'il gouverne, selon cette parole de l'évangile : *Qui præcessor est sicut ministrator*, Luc. 22. 26., parce que son administration n'est pas l'effet d'une supériorité naturelle, qui le rend le maître des autres pour dominer, mais un effet de l'ordre divin qui élève les juges au-dessus des autres pour les contenir tous dans l'ordre et dans la paix, en faisant aimer aux bons la justice et l'autorité, et la faisant craindre aux méchans; car l'autorité n'est pas donnée aux juges pour s'élever eux-mêmes, mais pour abattre ceux qui s'élèvent; elle ne leur est pas donnée pour dominer, mais pour faire régner la justice; et les juges sont d'autant plus élevés et plus dignes du respect et de l'estime de tous les hommes, qu'ils prennent moins de part eux-mêmes à l'usage de leur autorité, et qu'ils la consacrent tout entière aux intérêts de la justice pour imiter Dieu, qui n'exerce sa toute-puissance que pour faire régner sa justice et sa vérité. *Opera manuum ejus veritas et judicium.* Psal, 110. 7. C'est ainsi que les juges doivent imiter la puissance de Dieu par le bon usage de l'autorité qu'il leur a donnée; mais pour en user ainsi, ils doivent encore imiter l'intelligence et la sagesse divine par la connaissance des vérités, qui font les règles de la justice; ils ne peuvent puiser cette connaissance que dans sa source. C'est en Dieu qu'il faut chercher la justice qui n'est qu'en lui, ou pour mieux dire, qui n'est que lui, *lex tua veritas, et veritas tu.* Ps. 118. 142. Il nous a donné les lumières nécessaires pour nous élever à cette connaissance, et il nous a même révélé les premiers traits par les principes généraux de l'équité naturelle qu'il a gravée dans tous les esprits : mais ce n'est pas assez d'avoir les lumières générales de l'equité, il faut descendre de cette connaissance à celles du détail des règles particulières des lois humaines, qui en sont les suites, et chaque juge doit s'instruire de ces lois particulières selon l'étendue de son ministère; et il faut, outre cette étude, s'attacher avec beaucoup de diligence et de patience à la discussion de toutes les circonstances des faits dont on doit juger, pour appliquer la vérité des règles à la vérité des faits; mais après toutes les connaissances que l'étude et l'expérience peuvent acquérir, il faut encore reconnaître que toutes ces lumières ne suffisent pas, et que, pour conserver la pureté et l'intelligence, il faut en avoir une autre bien plus importante, qui est celle du cœur par l'amour de la justice; c'est peu, par exemple, de savoir qu'on est obligé de rendre la justice aux pauvres sans aucun profit, si l'avarice fait qu'on n'aime pas cette vérité; et il est de même de toutes les autres occasions où les passions des juges les détournent de leur devoir.

Les juges doivent donc aimer la justice pour la pratiquer, et c'est la troisième qualité essentielle par laquelle ils doivent imi-

ter Dieu : l'amour est le principe de toutes les œuvres de Dieu et de toutes les actions des hommes : Dieu ne peut agir que par amour, et il ne peut aimer que le vrai bien, et c'est par cette raison qu'il ne peut agir que par soi-même. Il est lui-même la justice qu'il aime dans ses jugemens, et les juges ne peuvent se proposer que la même fin ; si le juge aime la justice, il ne manquera pas de la pratiquer, mais s'il aime quelque autre objet qui le détourne, il abandonnera la justice pour l'objet qu'il aime, l'esprit sur le cœur, et il juge comme le cœur aime. C'est de ce principe que viennent une infinité d'injustices, dont l'esprit même du juge ne s'aperçoit pas ; il aime l'intérêt de son ami, et il trouve juste le parti qu'il aime ; il a de la haine contre une partie, et il ne trouve pas juste l'avantage de la partie qu'il n'aime pas ; il a reçu ou il espère quelque faveur, ou quelque présent, et il trouve juste de servir celui qui lui a fait quelque plaisir ; et parce que l'amour ne peut se porter qu'au bien, ou véritable ou apparent, et comme il n'y a qu'un seul bien réel, une seule vérité, un seul Dieu, il n'y a aussi qu'une seule justice. Mais comme il n'y a qu'un seul bien réel, une seule vérité, un seul Dieu, il n'y a aussi qu'une seule justice. Mais comme les biens faux et apparens sont infinis, selon la multitude infinie des objets qui peuvent exciter notre amour et nos passions, les égaremens, les illusions et les injustices sont infinies, et nous pouvons dire des juges ce que le sage a dit en général de tous les hommes, que toutes les créatures leur sont des piéges pour les faire tomber dans quelque injustice : *Creatura Dei in tentationem animabus hominum, et in muscipulam pedibus insipientium.* Sap. 14. 11. Le désir de s'établir, la vue de s'attirer des amis, la crainte de désobliger, l'amour du bien, l'attachement à ses amis, l'aversion de ses ennemis, le souvenir d'une injure, un intérêt caché, un présent, une récompense, un mépris, une menace, une crainte, une espérance, un chagrin, une mauvaise humeur, une recommandation, et mille autre motifs semblables sont autant de piéges qui nous environnent ; et si le cœur s'y laisse prendre, il formera dans l'esprit un jugement tourné selon l'impression qu'il aura reçue.

Nous pourrions nous étendre davantage sur cette puissance du cœur, sur l'esprit qui cause un si grand nombre d'injustices, que peu découvrent en eux-mêmes, et que la plupart connaissent si bien dans les autres ; mais il nous suffit d'avoir touché ces principes généraux, et nous laissons à chacun les réflexions et l'application particulière dans le détail de sa conduite.

Nous avons proposé les idées générales du devoir des juges, et les qualités essentielles pour s'en acquitter ; et ce ne sont pas seulement les règles de juger, mais elles sont communes aussi à tous ceux qui ont l'honneur de participer au ministère de la justice, avocats, procureurs, greffiers et tous autres, selon les

différences de leurs fonctions; mais nous ne pouvons dissimuler que nous avons grand sujet de craindre qu'il y en ait peu qui aiment ces vérités et qui en profitent; la plupart les ignorent ou les méprisent, ils s'arrêtent à l'extérieur de leur autorité sans en pénétrer l'essentiel; ils en ignorent la cause, qui est l'ordre de Dieu; ils en ignorent l'usage, qui est le service du public et du particulier; ils en ignorent les règles, et leurs passions leur tiennent lieu de toutes lois divines et humaines; ils aiment d'être juges, mais ils n'aiment pas la justice; ils considèrent leur autorité comme leur bien propre et naturel, et ils n'en font pas d'autres usages que pour eux-mêmes; ils se croient juges pour s'élever sur les autres et pour dominer, au lieu qu'ils ne sont faits que pour les servir; ils favorisent de leur autorité les méchans à qui ils la devraient faire sentir, et ils la refusent aux pauvres et aux faibles qui sont ceux pour lesquels Dieu l'a établie; ils placent l'iniquité dans le tribunal de la justice; ils font servir la main de Dieu à l'impiété et à l'injustice, et ils en font l'instrument de leur ambition, de leur avarice et de leurs autres passions; ils ne regardent leur ministère que comme un trafic et un commerce; ils ne rendent pas la justice, mais ils la vendent, ils mettent à prix ce don de Dieu, d'une manière pire, en un sens, que ne le fit Simon même: car, au lieu que Simon voulait se dépouiller de son argent pour acheter le don de Dieu, ils dépouillent les pauvres pour le leur vendre. Nous savons qu'il est permis aux juges de recevoir la récompense de leur travail; le public leur doit un salaire, et au lieu de ce salaire public, le prince leur permet de le prendre sur les particuliers; mais il faut suivre les règles pour taxer ce droit, et lorsque les parties sont dans l'impuissance de le payer, la justice ne laisse pas de leur être due sans payer aucun salaire. C'est principalement pour les pauvres que les juges sont établis, et cet établissement ne peut être violé sans un crime qui renverse l'ordre de la justice, et qui attire la plus sévère vengeance de Dieu.

Il n'y a point de commandement aux juges plus juste et plus naturel que celui de rendre la justice aux pauvres; il n'y en a point aussi de plus fréquent et de plus exprès pour les juges dans la loi divine; il n'y a donc rien qui puisse les en dispenser, n'y rien qui puisse les garantir des peines que Dieu prépare à ces mauvais juges qui renversent l'ordre du monde en refusant la justice aux pauvres. Cet ordre est la justice qui doit soutenir le pauvre et le faible contre l'oppresseur; les juges sont les bases et les fondemens qui doivent appuyer cet ordre par leur courage, par leur intelligence et par leur amour pour la justice, et s'ils ignorent ou abandonnent ce devoir, les fondemens de l'ordre du monde sont ruinés: *Judicate egeno et pupillo. Nescierunt neque intellexerunt, movebuntur omnia fundamenta terræ.*

Ps. 81. et c. Et le nom de Dieu profané par ces mauvais juges n'est plus en eux qu'un poids immense, qui les accable et les ensevelit au fond de ces ruines de l'univers qu'ils ont causées, et qui les charge de toute l'iniquité qu'ils ont faite ou soufferte par leur faiblesse et leur ignorance. Ils sont déja en cet état aux yeux de Dieu, et l'univers jouira de la vue de ce spectacle, lequel seul juge s'élèvera pour reprendre sa place, et pour les juger : *Surge Deus, judica terram*. Psal. 81. 8.

HARANGUE

Prononcée aux assises de l'année 1679.

Le devoir commun et général de tous les hommes, des rois, des princes, et de tous les autres sans exception, c'est le travail; et la première science de l'homme, c'est de savoir quel est son travail pour s'y occuper. Puisque nous sommes donc obligés de parler ici du devoir des juges, nous n'avons qu'à leur remontrer que tout leur devoir consiste à reconnaître qu'ils sont destinés au travail comme tous les autres, et à savoir quel est leur travail et s'y appliquer.

Cette vérité si commune, que l'homme est né pour le travail, est également de la religion et de la nature. *Homo nascitur ad laborem, et avis ad volatum*, Job 5. 7; et quoique le travail paraisse une peine, et que Dieu l'ait imposé à l'homme après le péché : *In laboribus comedes*, Gen. 3. 17, il est pourtant vrai que Dieu avait commandé le travail à l'homme même dans l'innocence et avant le péché, et Moïse nous apprend que Dieu avait mis l'homme dans le Paradis pour y travailler : *Ut operaretur*. Gen. 2. 15.

Il est vrai que le travail de l'homme dans l'innocence eût été un travail agréable, sans peine, sans dégoût, sans lassitude, et que le travail qui nous est imposé après le péché est accompagné de toutes les peines que nous ressentons; mais il est toujours vrai qu'en quelque état que l'homme soit considéré, ou du péché, ou de l'innocence, le travail est le partage de sa nature. Et en effet, c'est pour le travail que Dieu a créé l'esprit de l'homme et formé son corps. Nos sens et nos membres ne sont composés que pour le travail, l'activité de l'esprit en est le principe, et les organes du corps ne sont donnés à l'esprit que comme les instrumens de cette activité pour agir et pour travailler; et cette destination de l'esprit et du corps de l'homme au travail, par la loi naturelle et la loi divine, est le fond de sa nature, et elle fait même l'une des ressemblances de l'homme à Dieu, qui, dans son repos éternel et immuable, n'a jamais cessé d'opérer : *Pater meus usque modò operatur et ego operor*. Joan 5. 17.

Il est donc également vrai et dans l'ordre de la religion, et dans l'ordre de la nature, que l'homme est né pour le travail, et c'est pour le travail que cette vie lui est donnée; c'est pour le travail que Dieu a mis l'homme au-dessous de l'ange, et au-dessus de tout le reste des créatures pour en user par son industrie; et qu'au lieu que les anges n'ont eu que peu de momens pour mériter leur béatitude par une voie simple, courte et spirituelle, Dieu a donné à l'homme une vie longue, et dont toute la suite est un travail continuel différemment partagé entre tous les hommes selon les besoins de leur société; parce que Dieu ayant destiné l'homme pour le travail, il n'a pas manqué de lui préparer l'ouvrage qui lui était propre, et c'est pour cela qu'il a mis les hommes dans une société dont les divers besoins font les différentes conditions; ainsi, les grands travaux du gouvernement, de la justice, de la milice, de l'ordre public, font les grandes conditions des rois et des souverains, celles de leurs ministres, des juges, et des autres officiers auxquels les souverains sont obligés de distribuer le travail pour lequel ils ne peuvent suffire eux-mêmes, et toutes les autres conditions ne sont distinguées que par les différens travaux des arts et des professions qui occupent le reste des hommes.

Il n'y a donc point de condition, sans en excepter les plus élevées, qui n'ait pour son caractère essentiel, et pour son devoir capital et indispensable, le travail pour lequel elle est établie; et celui qui prétend être sans engagement au travail ignore sa nature et l'usage de son esprit et de son corps; il renverse le fondement de l'ordre du monde, il viole la loi naturelle et la loi divine, et il est plus un monstre dans la nature que celui qui, étant privé ou de l'esprit ou de quelques membres, se trouve dans l'impuissance de travailler; de sorte qu'il n'est pas étrange que saint Paul ait dit *que celui qui ne travaille pas est indigne de la vie, qui n'est destinée que pour le travail*, 2. Thess. 3. 10; mais la vérité même nous apprend, dans l'évangile, que celui qui demeure inutile et sans travailler n'est pas seulement indigne de cette vie, mais qu'il est digne de la mort de l'ame, et qu'il sera livré aux derniers supplices : *Inutilem servum ejicite in tenebras exteriores*. Matth. 25. 30.

Puisqu'il est donc vrai que le travail est le devoir de chaque condition, les juges qui sont dans un emploi d'une conséquence infinie, sont engagés au travail que demande une profession si importante, et il ne nous reste que de faire voir quel est ce travail, et quelle est la manière dont les juges sont obligés à s'y appliquer. Et comme le ministère de la justice renferme non-seulement les fonctions des juges, mais encore celles des avocats, des procureurs et de tous ceux qui ont l'honneur d'avoir quelque part à ce ministère, et que chacun est obligé au travail de sa

fonction, il sera facile à tous de s'appliquer à ce que nous dirons seulement aux juges.

Le travail des juges est, en un mot, de rendre la justice; mais, parce que chacun croit connaître ce qui est juste, et qu'il est honnête et agréable de l'ordonner, la plupart ne trouvent rien de plus aisé que de faire l'office de juge, et on ne s'avise pas de penser que ce soit entreprendre un travail que se faire juge. Cependant il est vrai qu'il n'y a pas de travail dans la vie civile plus difficile que celui des juges, comme il n'y en a pas de plus important.

Le premier devoir des juges est d'entendre leur profession; ceux qui sont chargés de l'instruction des procès ou civils ou criminels, doivent savoir les règles et l'usage des procédures, ils doivent avoir l'intelligence et l'expérience pour n'engager jamais les parties dans des procédures vicieuses ou inutiles, et pour n'ordonner que le nécessaire, pour aller exactement et promptement à la vérité, et ils doivent retrancher et prévenir tous les détours de l'erreur et de la chicane, et ce devoir regarde également les juges supérieurs et les premiers juges, et il regarde aussi beaucoup les avocats et les procureurs qui conduisent le plus souvent les démarches de l'instruction.

Ceux qui doivent juger les procès doivent avoir la lumière et l'intelligence nécessaires pour savoir juger, et ils doivent être différemment habiles selon les différences de leurs fonctions. Les juges inférieurs qui ne jugent par eux que les matières qui ne peuvent pas recevoir de difficulté, et qui doivent prendre conseil pour celles qui passent les bornes de leur connaissance, doivent savoir quelles sont ces bornes pour recourir au conseil dans les occasions qui les y obligent, et ils doivent savoir l'ordonnance et l'usage pour l'instruction, et juger selon l'équité des affaires dont ils sont capables.

Mais ceux qui jugent par eux-mêmes toutes les affaires doivent avoir une connaissance et une expérience bien plus étendues; ils doivent savoir les règles de l'instruction pour juger des nullités, de la précipitation, et des autres vices des procédures; ils doivent savoir la nature et le caractère de chaque matière, et discerner par une exacte discussion des faits, des clauses, des preuves et des circonstances, quelles sont les questions qui en résultent, et savoir choisir, parmi la multitude infinie de nos règles et de nos maximes, celles qui doivent être appliquées à chaque sujet; et enfin, tous les juges doivent savoir tout ce qui est nécessaire pour bien juger et pour s'acquitter dignement de tout le détail de leur ministère.

Il est facile de voir que les juges ne peuvent acquérir toutes ces connaissances sans un grand travail; et si, dans les moindres professions et les plus bornées, il faut beaucoup d'application et

d'expérience pour s'y rendre habile, l'étendue infinie de la science des juges, qui embrasse la connaissance d'un si grand nombre de matières, et qui est composée de tant de règles et de principes différens, demande une bien plus longue étude et une plus grande application, et, par conséquent, un très-grand travail.

Et pour nous convaincre entièrement de la nécessité de ce travail, il faut seulement faire réflexion sur ce que l'Écriture nous apprend de la grandeur et de l'importance du ministère des juges, de l'exactitude et de la diligence avec laquelle ils doivent s'en acquitter, et du compte qu'ils doivent rendre de toutes les fautes qu'ils y commettent, et de celles même où ils tombent pour n'avoir pas acquis par leur travail les connaissances nécessaires pour savoir juger.

Un seul passage nous instruira de toutes ces vérités qui sont répandues dans tous les autres lieux qui nous enseignent les devoirs des juges. C'est une instruction que le Saint-Esprit donna par la bouche d'un saint roi à tous les juges du royaume de Juda, *Videte*, etc. « Prenez garde à la sainteté et à la grandeur du mi-
» nistère que vous exercez, car ce n'est pas le jugement des
» hommes que vous devez rendre, mais c'est le jugement du Sei-
» gneur. Souvenez-vous que vous répondrez de tout ce que vous
» aurez jugé, et que vos fautes retomberont sur vous pour vous
» juger vous-mêmes. Formez donc tous vos jugemens dans la
» vue et dans la crainte du Seigneur pour qui vous jugez, et qui
» jugera lui-même tous vos jugemens; et, pour prévenir sa re-
» cherche et sa juste sévérité, travaillez fortement à juger avec
» tant d'exactitude et de diligence, que vos jugemens soient purs
» de toute iniquité, parce qu'il n'y en a aucune en Dieu dont
» vous tenez la place, et qu'ils soient remplis des lumières de l'é-
» quité et de la justice comme les siens, parce que ce sont ses
» propres jugemens que vous devez rendre. *Paral.* 2. 19. 6. »
Tout le monde voit que c'est le sens véritable de cette instruction abrégée de l'Écriture, qui renferme une éloquence toute divine et inimitable.

Si c'est ainsi qu'il faut juger, et si c'est ainsi que nous devons répondre de toutes nos fautes, il n'est plus question de savoir s'il faut travailler, mais de travailler pour remplir dignement un tel ministère, et pour prévenir le compte terrible qu'il en faudra rendre; et qui peut douter qu'on ne doive exercer cette fonction divine de juger de la manière que Dieu l'ordonne? Personne n'en doit être si persuadé que les juges mêmes; ils savent que c'est de Dieu qu'ils tiennent leur autorité, et qu'ils participent à sa puissance : *Non est potestas nisi à Deo. Non haberes potestatem nisi tibi datum esset desuper*, Rom. 13. 1. Joan. 19. 11 : ils savent qu'à cause de cette autorité divine qui leur est donnée, Dieu les

appelle lui-même des dieux : *Ego dixi, dii estis*, Ps. 81. 6 ; ils ne peuvent donc ignorer que c'est le jugement de Dieu qu'ils doivent rendre, et l'Écriture qui nous apprend que le peuple doit trouver la science de la religion et la loi divine dans la bouche des prêtres : *Labia enim sacerdotis custodient scientiam, et legem requirent ex ore ejus*, Mal. 2. 7, nous apprend aussi que le peuple doit trouver le jugement de Dieu dans la bouche du juge. C'est ce que Moïse nous enseigne, lorsque, jugeant les mêmes affaires, il disait que le peuple venait à lui pour lui demander le jugement de Dieu. *Venit ad me populus quærens sententiam Dei.* Ex. 18. 15. C'était pour cette raison que David demandait à Dieu, pour lui et pour Salomon, son jugement et sa justice pour juger son peuple : *Deus judicium tuum regi da, et justitiam tuam filio regis*. P. 71. 1. Et Salomon demandait la sagesse qui accompagne le jugement de Dieu, et qui subsiste au trône de sa justice : *Da mihi sedium tuarum assistricem sapientiam*, Sap. 9. 4 ; parce qu'il savait qu'il ne pouvait rendre le jugement de Dieu sans cette sagesse ; que c'est elle qui est le principe unique de toute justice et de l'intelligence des lois et de l'équité, comme il l'a remarqué au même endroit ; et que sans elle les plus habiles ne peuvent que tomber dans l'erreur et dans l'égarement ; et comme cette sagesse n'est pas donnée à tous avec la même facilité qu'à Salomon, et qu'elle n'est pas aussi nécessaire à tous avec la même plenitude, l'unique voie commune et nécessaire à tous les juges pour acquérir cette sagesse, selon tous leurs besoins et selon l'étendue de leurs fonctions, c'est un travail proportionné à une recherche de cette importance.

Il faut donc que les juges travaillent, et qu'ils travaillent beaucoup à entendre leur profession ; mais ce n'est pas assez de l'entendre, et ils sont encore obligés à un autre travail, non moins nécessaire, ni moins important. Ce travail consiste à l'exercice actuel de toutes leurs fonctions qui sont différentes selon les charges. Les uns doivent travailler à la recherche et à la punition des crimes, d'autres à instruire les procès, d'autres à les juger, quelques-uns à plusieurs de ces fonctions, et d'autres à toutes ensemble : mais tous sont également obligés à s'appliquer à chaque occasion de leur devoir, et y travailler avec la diligence, l'exactitude et la patience que demande cet emploi divin : *Cum diligentia cuncta facite*, 2. Paral. 19. 7 ; et ils doivent s'y attacher comme s'attendant toujours à rendre compte de toutes les négligences et de toutes les fautes qu'ils y commettent : *Quodcumque judicaveritis in vos redundabit*. 2. Paral. 19. 6.

On voit assez quel est le travail de tout le détail du devoir des juges, et nous ne nous arrêterons pas à faire voir quelle en est l'étendue, et qu'elle en est la nécessité ; mais il est important de faire connaître quel est le motif qui peut porter les juges à ce

travail de leurs fonctions, et quelles sont les causes qui les en détournent.

Pour se porter au travail il faut l'aimer, parce que le cœur, qui est le principe de toutes nos actions, ne peut agir que pour ce qu'il aime; et pour aimer le travail, il faut quelque attrait qui nous y engage; et, parce que nous devons être toujours disposés à nous appliquer dans chaque occasion au travail que la justice demande de nous, il faut que cet attrait qui nous porte au travail de la justice soit un attrait perpétuel, qui dure toujours, et qui nous attire dans toutes les occasions, et il ne peut y en avoir d'autre de cette nature que la justice; elle est perpetuelle, comme a dit le sage: *Justitia perpetua est*, Sap. I. 15; et c'est elle qui s'offre toujours dans toutes les occasions du devoir des juges, et c'est aussi la justice qui est la fin unique et naturelle que Dieu a prescrite au travail des juges. Ceux qui aiment la justice et qui ne se proposent que cette fin sont toujours prêts à travailler pour rendre justice, parce que cet attrait ne manque jamais de les attirer; mais, au contraire, ceux qui agissent pour d'autres fins sont toujours dans la disposition ou dans le peril de se détourner de la justice et de s'égarer. L'amour du repos qui fait la paresse en éloigne quelques-uns, d'autres la quittent par l'attrait du plaisir qui les porte ailleurs; plusieurs s'en dégoûtent par le défaut du profit qui est leur principal attrait; et quand la justice se trouve seule dans la cause de la veuve et de l'orphelin, ils les laissent dans l'oppression. La plupart travaillent dans la justice, mais pour d'autres vues que pour la justice; l'un travaille vigoureusement pour la punition du crime quand il y trouve sa vengeance ou quelqu'autre avantage particulier, et il se repose quand il ne s'agit uniquement que de la justice, et que le crime se trouve sans autre vengeur. Un autre fait valoir l'autorité pour exercer son ambition, et il abandonne lâchement les devoirs les plus essentiels; si la justice est opposée à son intérêt, il s'applique fortement à la discussion de l'affaire de son ami, ou de celle de son ennemi, pour y trouver des moyens ou des apparences qui tournent la cause au jugement qu'il en veut faire; et il juge sans connaissance ni des faits ni des moyens, quand il faut se donner la peine de voir exactement tout le procès sans autre attrait que de la justice, et enfin, on se tourne au travail ou au repos, à la justice, ou à l'injustice, selon les vues qu'on se propose, et un présent, une recommandation, une crainte, une menace, une inclination, une aversion, et les autres motifs semblables, sont autant d'impressions qui corrompent et détournent le cœur et l'esprit du juge, qui n'a pas pour sa fin perpétuelle le motif unique de rendre justice.

Il n'est donc pas étrange que, n'aimant pas la justice, et nous proposant d'autres fins qui lui sont contraires, nous nous por-

tions à tant d'injustices : mais ce qui est étrange, c'est que n'ayant pas cet amour de la justice, nous ne laissions pas de nous engager dans son ministère et d'y demeurer. L'évangile nous apprend *que celui qui n'aime pas son maître ne peut le servir,* Matth. 6. 24; quel service peut-on donc attendre pour la justice de ses ministres qui ne l'aiment pas? et il ne faut pas s'étonner de tant d'injustices qu'on a toujours vues, et qu'on verra toujours dans la suite de tous les siècles, par le défaut de cet amour. Tous les livres saints sont remplis des témoignages de la colère de Dieu et de l'indignation des hommes contre la multitude des injustices et des méchans juges. Isaïe appelait tous ceux de son temps des gens sans foi et sans conscience, et les compagnons des larrons, parce qu'au lieu d'aimer la justice, ils aimaient l'argent et les présens, et qu'ils ne rendaient pas la justice à la veuve et à l'orphelin. *Principes tui infideles, socii furum : omnes diligunt munera, sequuntur retributiones. Pupillo non judicant, et causa viduæ non ingreditur ad illos.* Is 1. 23. S'il appelait justement de ce nom ceux qui refusaient seulement la justice à la veuve et à l'orphelin, quel *nom aurait-il donné à ceux qui se servent de leur autorité pour dévorer les maisons des veuves, selon l'expression de l'évangile.* Marc. 12. 40. Luc. 20. 47.

Le prophète Sophonie appelait les juges de son siècle des loups affamés, mais affamés d'une faim qui a duré toute la journée : *Lupi vespore*, Soph. 3. 3, et c'était sans doute ces dévorateurs. Les autres prophètes en parlent en des termes autant et plus forts; et Salomon, qui avait été rempli de l'esprit de la sagesse pour juger son peuple et pour en instruire les juges de son royaume qui jugeaient sous lui, fut obligé de déplorer les injustices de son temps, comme un renversement qui établissait le règne de l'iniquité dans le tribunal de la justice. *Vidi sub sole in loco judicii impietatem, et in loco justitiæ iniquitatem*, Eccle. 3. 16; et toute la réflexion qu'il y a faite a été de reconnaître que ce mal était dans un excès que tous les supplices de la terre ne pouvaient punir, *et que la juste vengeance en était réservée au souverain juge*, Sap. 6; et il nous a appris en un autre endroit quelle sera la sévérité de cette horrible et prompte vengeance, c'est ainsi qu'il la qualifie. Nous pourrions en rapporter ici les paroles si terribles pour apprendre aux juges à trembler dans la vue du jugement qu'ils doivent attendre, s'ils ne cessent de commettre des injustices, et s'ils ne réparent celles qu'ils ont déja commises; mais il vaut mieux leur proposer le remède que les peines et les supplices. Il y a une voie sûre, mais unique, pour ramener les juges qui voudront la suivre, et les contenir dans tous leurs devoirs, et il est facile de connaître par la suite de ce que nous avons dit, que cette unique voie est l'amour de la justice; c'est le défaut de cet amour qui a toujours fait et qui fera

toujours tous les méchans juges, et les bons juges ne peuvent l'être que par cet amour; c'est cet amour qui a donné le caractère et l'onction au souverain juge. *Dilexisti justitiam, et odisti iniquitatem : propterea unxit te Deus*, Ps. 44. 8; et c'est par le précepte de cet amour que le sage a commencé d'instruire les juges, et nous ne saurions mieux finir que par ces premières paroles de son livre divin de la sagesse : *Diligite justitiam qui judicatis terram*. Sap. 1. 1. Aimez la justice, vous qui devez juger les autres; que cet amour soit le principe unique de toutes nos fonctions, qui nous anime au travail nécessaire pour nous instruire et nous faire agir, et qu'il occupe tellement tout notre esprit et tout notre cœur, qu'il n'y laisse aucune avenue aux faux attraits de tous les autres objets qui pourraient nous détourner de la justice, qui doit être toujours notre unique fin.

HARANGUE

Prononcée à l'ouverture des audiences de l'année 1679.

L'engagement où nous nous trouvons à parler ici du devoir des avocats sur le sujet de leur serment nous oblige à considérer la nature de leur profession, pour en mieux connaître les règles.

Le ministère des avocats renferme deux choses également essentielles, la science des lois, et le bon usage de cette science dans l'étendue de leurs fonctions.

Cette seule idée fait déja voir en général la dignité de cet emploi, et les devoirs où il engage; mais pour connaître plus à fond et plus en détail quelle est cette science, et quelles sont les règles pour en bien user, il est nécessaire d'entrer dans une connaissance plus générale de l'esprit et de la fin des lois; et parce qu'elles sont établies pour régler la société des hommes, il faut considérer l'ordre de cette société, et nous y verrons l'ordre, l'esprit et la fin des lois, et en même temps l'usage que doivent faire les avocats de la science de ces mêmes lois.

L'ordre naturel de la société des hommes est fondé sur la nature même de l'homme : car l'homme étant composé d'esprit et de corps, et mis au monde dans le besoin de toutes les créatures visibles que Dieu n'a faites que pour lui, il ne peut en tirer tous les usages différens que par la multiplicité des divers emplois qui partagent tous les hommes, et qui les unissent en même-temps pour former une société où l'industrie de chacun communique au corps les différens biens, sans lesquels ni la société, ni les particuliers ne pourraient durer; et comme le corps humain est composé de divers membres qui ont leurs usages différens selon les besoins différens du corps, de même, selon la comparaison de

saint Paul, la société forme un corps dont tous les particuliers sont les membres, qui ont leurs fonctions différentes selon les besoins différens de la société; et à proportion que les emplois ont plus d'étendue et d'utilité pour le bien public, ils ont aussi plus de dignité, comme, entre les membres, les plus utiles sont les principaux.

Et parce que ce bien commun et universel de la société ne regarde pas seulement la vie naturelle de l'homme, mais qu'il se rapporte principalement au dessein de Dieu dans la création de l'homme, et que ce dessein a été d'unir les hommes entre eux pour les unir tous ensemble à Dieu, il a voulu que l'amour fût le principe de cette union, et c'est par cette raison que toute la religion et toute la loi consistent aux deux grands préceptes de l'amour; le premier, de l'amour que les hommes doivent à Dieu pour s'unir à lui, et cet amour renferme celui que chacun se doit à soi-même pour se porter à cette union; et le second, de l'amour que les hommes se doivent les uns aux autres pour s'unir entre eux, et se porter tous ensemble à Dieu; ce qui fait voir que la religion, dont le nom signifie le lien qui lie les hommes à Dieu et qui les unit entre eux, est le principe général de l'ordre du monde par ce double amour.

C'était cet amour que Dieu avait ordonné pour être l'unique lien de tous les divers engagemens des hommes entre eux, et c'était par le commerce mutuel des devoirs, des offices et des services réciproques, que toute la société et tous les particuliers devaient subsister dans l'union, dans la paix et sans aucun trouble; mais la même providence qui avait établi cet amour pour le principe de l'union et de l'ordre de la société, ayant prévu que l'amour-propre qui est le principe de la division et du désordre, devait renverser la loi de l'amour, Dieu a pourvu à la rétablir par une voie dont il n'est pas question de parler ici; et pour ce qui regarde la société, sa conduite toute divine, qui sait tirer le bien du mal même, a fait que l'amour-propre qui voulait détruire cette société fût un autre lien pour la maintenir : car on voit que la plupart des liaisons et des engagemens qui forment la société universelle ne s'entretiennent que par les intérêts des différentes passions que l'amour-propre a substituées à l'amour que Dieu avait commandé. La crainte fait l'obéissance de la plupart des sujets envers leurs princes; l'avarice fait la plus grande partie de tous les commerces; l'orgueil, la curiosité et la volupté font le plus grand exercice des arts et des sciences; et, par un effet divin de la Providence, ces passions qui tendent par leur nature à détruire l'ordre de Dieu contribuent à le conserver.

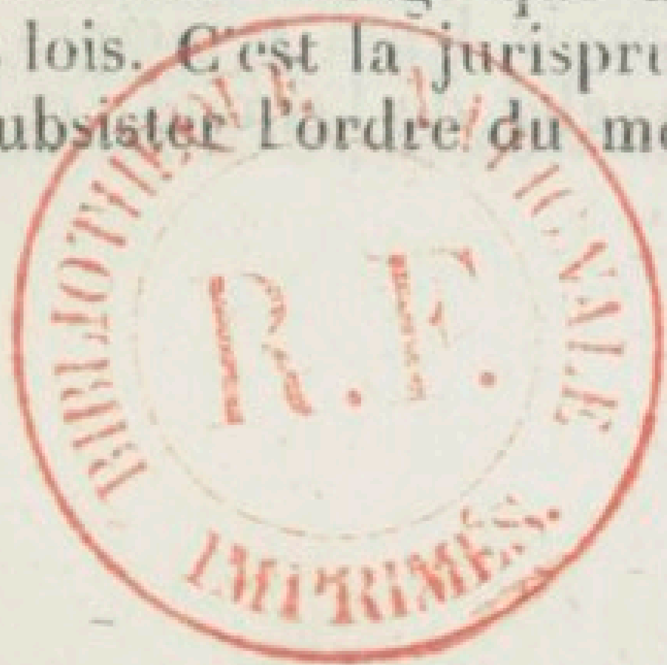
Mais, parce que toutes les productions des passions ne se contiennent pas dans des bornes où elles puissent être tournées au service de la société, et que souvent elles la troublent, que l'a-

varice qui sert au commerce fait les usures, les fraudes, les concussions, les larcins, les vols, les sacriléges, les assassinats, les parricides, et qu'ainsi, les autres passions, ne se terminant pas toujours au désordre intérieur qu'elles ne manquent jamais de produire dans le cœur et dans l'esprit de ceux qui en sont possédés, se répandent aux désordres extérieurs de toutes les injustices et de tous les crimes, Dieu a pourvu à soutenir la société contre ces excès, et il a établi et permis aux hommes d'établir des lois pour réprimer les désordres que l'amour-propre multiplie en tant de manières contre l'ordre public de la société; mais toutes ces lois divines et humaines, naturelles et positives contre l'amour-propre, ne tendent qu'à rétablir les devoirs et le bon ordre de l'amour que la première loi avait établi, selon cette parole de saint Augustin, *que la justice est l'ordre de l'amour, parce que c'est l'amour qui est le principe de tous les mouvemens de la volonté, et la cause unique et générale de tous les biens et de tous les maux.* Ainsi, la loi de nature règle l'ordre de l'amour entre le mari et la femme, qui font la première société; entre les pères et les enfans, qui font la seconde, et ainsi des autres sociétés jusqu'à la dernière et universelle de tous les hommes, qu'elle lie ensemble, et elle punit les violemens de cet ordre par des peines proportionnées.

Ainsi, le droit des gens règle les liens de la communication qui doit être entre les nations par le commerce ou autrement, et punit les ruptures de ces liens par les lois de la guerre, qui tient lieu de juge entre ceux qui n'ont pas de supérieur commun, et qui sont dans l'indépendance les uns des autres.

Ainsi, les lois publiques de chaque nation règlent les liens qui doivent unir les particuliers aux princes et aux magistrats, et les lier entre eux, et ces liens sont l'autorité des lois et de la justice; les réglemens de la police selon les besoins et les divers usages des nations, l'ordre de rendre la justice, les diverses punitions des crimes, et toutes les lois particulières règlent entre particuliers les manières de succéder et de disposer de ses biens, les conditions des contrats et des conventions, et tout le reste du détail des différentes affaires, dont le commerce et le bon ordre conservent l'union de la société.

Il serait facile de voir par l'ordre et la fin de toutes les autres espèces de lois générales et particulières, spirituelles et temporelles, ecclésiastiques et politiques, que les lois sont les liens qui unissent les hommes entre eux, et qu'elles ont toutes la même fin, de régler l'ordre de l'amour et l'union de la société; mais ces réflexions générales que nous avons faites suffisent pour notre dessein de faire voir l'usage que doivent faire les avocats de la science de ces lois. C'est la jurisprudence qui est la science des lois qui font subsister l'ordre du monde, et sans laquelle les fon-


BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R.F. IMPRIMÉS

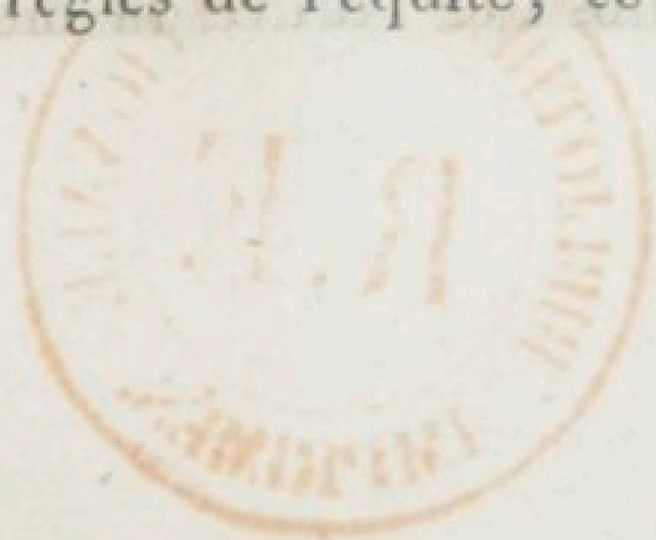
demens de la société seraient renversés; c'est cette science que nos livres appellent la science des choses divines et humaines, parce qu'elle a ses principes dans la loi divine, qu'elle renferme la connaissance des devoirs de la religion et des matières ecclésiastiques, et que sans elle on ne peut juger de la plupart des questions qui regardent la conscience.

C'est la jurisprudence qui est la science des juges et de tous ceux qui sont dans les premières charges de l'administration de la justice, et dans les conseils des princes pour y régler l'ordre public, et pour y faire même les lois; et c'est à cause de la nécessité de cette science, si utile et si importante, que ces premières places ne peuvent être remplies que de personnes tirées de l'ordre des avocats; et comme les juges et ceux qui gouvernent et qui maintiennent l'ordre de la société sont les dépositaires de la science des lois, pour rendre la justice selon les règles de ces mêmes lois, les avocats sont les dépositaires de cette même science pour conseiller leurs parties, et les défendre selon ces mêmes règles.

Les *juges* sont les *ministres de l'autorité* et de la *sévérité des lois* pour juger entre les parties, *réprimer les désordres*, et *calmer les divisions que l'amour-propre entreprend contre l'union de la société*, et les avocats sont les premiers juges de leurs parties pour les contenir dans cette union par de bons conseils, et leurs défenseurs contre ceux qui les y troublent par leurs entreprises.

Toutes ces fonctions des avocats font assez voir la dignité de leur ministère, et elles découvrent aussi quels sont leurs devoirs. Leur premier devoir est la science des lois qui comprend tout ce qui est nécessaire pour juger du bon droit en chaque affaire particulière, par les règles propres à chaque matière. Dans les matières des coutumes, par l'esprit des coutumes; dans l'ordre judiciaire, par l'ordonnance et l'usage; dans les causes ecclésiastiques, par les principes des canons et des autres règles de ces sortes de causes; et dans toutes les matières en général, par les principes du droit civil que nous tirons des lois romaines; *parce que les Romains, qui s'étaient rendus les maîtres de tout ce qu'il y avait de connu et d'accessible dans l'univers, avaient recueilli, composé et établi des lois, qui, dans leur étendue, comprennent presque toutes les matières qui peuvent arriver dans la société*, et qui, dans leurs *décisions, sont fondées pour la plupart sur les principes de l'équité;* ce qui a fait que les nations qui ont été démembrées de l'empire romain, et qui avaient été gouvernées par ces lois, les ont conservées, ou pour s'en servir de lois, ou pour en *tirer les principes d'équité* dans les jugemens.

Mais par-dessus toutes ces lois positives, il faut savoir que, comme elles doivent toutes avoir leurs principes dans la loi divine, qui fait les premières règles de l'équité, ce sont ces pre-



mières règles sur lesquelles il faut toujours raisonner en toutes matières, et comme, dans les mathématiques, les sciences particulières de l'astronomie, des mécaniques, de la perspective; de l'arithmétique, et les autres, ont leurs principes communs et généraux dans la géométrie, auxquels il faut toujours recourir; de même pour former les raisonnemens sur les différentes lois, et sur les questions qui naissent dans les affaires particulières, il faut recourir toujours aux principes de l'équité. Sur quoi il faut observer que toutes les lois sont de deux sortes; il y a des lois qui sont immuables, et dont l'équité est si évidente, qu'il suffit de les entendre pour en être persuadé sans raisonnement, et il y en a d'autres qui sont sujettes au changement et aux doutes, et sur lesquelles on peut raisonner. Et il en est de même des décisions sur les questions qui naissent des faits singuliers; les unes sont évidentes et faciles, les autres, obscures et difficiles. Ce sont, par exemple, des lois immuables dans l'ordre de la société: qu'il ne faut faire tort à personne; qu'il faut rendre à chacun ce qui lui appartient; qu'il faut agir envers les autres comme nous voulons qu'ils agissent envers nous; que le bien commun de tous doit être préféré à celui d'un seul: ces lois divines et naturelles, et les autres semblables règles d'équité, dérivent du principe de l'amour que Dieu a ordonné entre les hommes pour les unir, et ce sont des lois que ni les temps, ni les lieux, ni les événemens ne peuvent changer; mais il y a d'autres lois sur lesquelles il faut raisonner, et qui sont sujettes au changement, et souvent contraires entre elles, quoiqu'elles dépendent de ces premiers principes immuables, parce que leur immutabilité n'empêche pas qu'ils ne s'appliquent différemment selon la nécessité des différens événemens qui sont sujets au changement. Ainsi, par exemple, il est juste en tout temps et en tous lieux, que la succession soit laissée à l'héritier, ce qui dépend du principe de rendre à chacun ce qui lui appartient; mais toutes les lois ne donnent pas l'hérédité aux mêmes personnes: quelques-unes appellent les héritiers testamentaires, d'autres rejettent les institutions d'héritier; quelques-unes donnent la succession aux plus proches, sans distinction de l'origine des biens; d'autres distinguent les héritiers selon les diverses natures de biens, meubles ou immeubles, paternels ou maternels, propres ou acquêts.

Ces différences et ces contrariétés de lois particulières, de même que les décisions différentes des questions obscures, ne viennent pas de l'incertitude ou de l'obscurité des principes; mais elles viennent de ce que, dans les faits particuliers, l'application des règles est d'ordinaire suivie d'inconvéniens de part et d'autre. Si la succession est donnée à l'héritier testamentaire, il est dur aux proches de voir passer les biens à des étrangers, et c'est un inconvénient. Si, au contraire, le parent est préféré à l'hé

ritier institué, c'est un autre inconvénient qu'on ne puisse pas disposer de son bien ; et ainsi, dans les questions, ce sont les inconvéniens de part et d'autre qui forment les difficultés, et les questions sont plus ou moins difficiles, selon que les inconvéniens balancent plus ou moins la décision, qui dépend toujours du choix du parti où l'inconvénient se trouve le moindre.

Nous avons été obligés de donner cette idée générale de la science des lois, nécessaire aux avocats; parce que, sans entrer plus avant dans cette matière, qui serait le sujet de plusieurs discours, ce peu que nous avons observé suffit à des personnes instruites, comme ils le doivent être, pour leur découvrir le détail de tous leurs devoirs.

Ils doivent savoir les lois, et par conséquent ils doivent en connaître l'ordre, la fin et les principes, pour en faire les règles de toute leur conduite dans leur ministère.

Ils sont les premiers juges de leurs parties, et par cette raison ils doivent condamner et abandonner les causes injustes, et ne soutenir les meilleures causes que par les voies de la vérité et de la justice.

Ils sont les dépositaires publics de la science des lois qui sont établies pour l'union de la société, ils doivent donc être les médiateurs et les *défenseurs de cette union contre les injustices que l'amour-propre et les occasions entreprennent pour la troubler;* et s'ils prennent le parti des passions et de l'injustice, ils sont moins avocats que des perturbateurs du repos public.

Ils doivent savoir qu'il y a deux sortes de causes, celles dont les décisions sont claires ou par la disposition de la loi, ou par l'équité; et celles où des difficultés raisonnables balancent la décision dans les causes que l'équité ou la loi décide. Ils n'ont pas d'autre parti à prendre que celui de l'équité et de la justice, et ils ne peuvent jamais assujettir à la liberté des raisonnemens les causes de cette nature : et dans celles qui sont véritablement douteuses et difficiles, et sur lesquelles il y a nécessité de raisonner, ils ne doivent raisonner que sur les bons principes et de bonne foi, et ne détourner jamais les lois et les règles contre leur sens pour faire servir, par une espèce de sacrilége, la sainteté et l'autorité de la loi à l'usage de l'iniquité.

Et ils doivent enfin savoir que s'ils manquent au moindre de tous ces devoirs, ils violent les lois dont ils font la fin et l'honneur de leur profession ; ils se rendent complices des injustices de leurs parties; ils troublent l'union de la société dont ils doivent être les médiateurs et les défenseurs; ils sont les prévaricateurs de la loi divine; ils commettent une impiété contre la religion, qui a également établi l'ordre des lois qu'ils violent, et le serment qu'ils font de les observer; et que, dans chaque prévarication contre les règles de leur ministère, ils font un parjure contre leur serment.

HARANGUE

Prononcée aux assises de l'année 1680.

Pour nous acquitter de l'obligation indispensable qui nous engage à parler ici du devoir des juges, nous avons considéré quel est en général le premier fondement de tous les devoirs de l'homme, afin de mieux connaître en particulier les règles essentielles de celui des juges, et nous trouvons ce premier fondement par une voie toute naturelle dans la nature même de l'homme.

L'Écriture nous apprend que l'homme a été fait à l'image et à la ressemblance de Dieu, et c'est cette ressemblance qui est le premier fondement des devoirs de l'homme : car l'évangile nous enseigne que l'homme qui par sa nature ressemble à Dieu doit être parfait dans ses actions, comme Dieu qui est son modèle. *Estote perfecti, sicut et pater vester cœlestis perfectus est.* Math. 5. 48. Ce qui ne signifie pas que la perfection de l'homme doive tre égale à celle de Dieu ; mais ces paroles signifient que l'homme qui, dans sa nature, est fait à l'image de Dieu, doit perfectionner et accomplir cette ressemblance, en imitant dans ses actions celui à qui il ressemble par sa nature, et que cette imitation doit être proportionnée à la ressemblance. C'est pourquoi saint Paul, qui est le premier interprète de l'évangile, a dit que nous devons imiter Dieu. *Estote imitatores Dei.* Eph. 5. 1. Et en effet, rien n'est plus juste et plus naturel que ce commandement d'imiter Dieu ; rien n'est plus proportionné à la dignité de la ressemblance à Dieu, qui est le fond de notre nature.

Que si tous les hommes sont obligés à imiter Dieu, les juges, qui n'ont pas seulement cette ressemblance naturelle à la divinité comme tous les autres, mais qui sont encore élevés par l'ordre de Dieu à tenir sa place en terre sur les autres hommes, et qui, par cette dignité, sont eux-mêmes appelés des dieux, sont bien plus singulièrement obligés à imiter dans leur ministère celui dont ils osent entreprendre de tenir la place et porter le nom ; et aussi la même Écriture, qui nous apprend que les juges sont des dieux, nous enseigne encore qu'ils doivent si bien imiter Dieu dans leurs jugemens, que c'est le jugement même de Dieu qu'ils doivent rendre. *Quod justum est judicate, quia Dei judicium est,* Deut. 1. 16. 17., et en un autre endroit : *Videte quid faciatis, non enim hominis exercetis judicium, sed domini.* 2. Paral. 19. 6. De sorte que la première règle du devoir des juges est d'imiter tellement Dieu dans leur ministère, qu'ils rendent la justice autant qu'il se peut, comme Dieu la rendrait lui-même s'il voulait se rendre visible pour exercer en cette vie la fonction divine de juge.

Puisqu'il est donc très-certain et très-naturel que le devoir des juges est d'imiter Dieu, il est important de savoir de quelle manière nous pouvons imiter un modèle si parfait et si élevé au-dessus de nous, et nous trouvons encore dans le fond de notre nature en quoi cette imitation doit consister.

Tout le monde sait que la ressemblance de l'homme à Dieu consiste en son entendement et à sa volonté; mais il est nécessaire de considérer l'origine et le principe de cette ressemblance pour mieux comprendre, par ce qu'il y a d'essentiel dans cette ressemblance de l'homme à Dieu, ce qu'il y a aussi d'essentiel dans l'imitation dont nous parlons, qui en est la suite.

L'Écriture, qui nous apprend que Dieu est le principe de toutes choses, nous apprend aussi que c'est lui-même qui en est la fin; il en est le principe par sa toute-puissance, qui n'est autre chose que sa volonté et sa parole. *Omnia quæcumque voluit fecit. Dixit et facta sunt,* Psal. 113. 11.; et il est aussi la fin de tous ses ouvrages : *car étant lui-même la vérité, la justice, le souverain bien, et sa sagesse infinie ne pouvant agir que pour la vérité, que pour la justice, que pour le bien,* Psal. 148. 5., il est évident qu'il ne peut agir que pour soi-même, et c'est cette même sagesse qui nous l'apprend : *Universa propter semetipsum operatus est Dominus.* Prov. 16. 4.

Il s'ensuit de cette vérité que tous les ouvrages de Dieu étant faits pour lui, ils doivent avoir quelque rapport qui les approche de Dieu, qui est leur principe, et qui est leur fin, et c'est ce rapport à la grandeur et à la beauté de ce modèle divin, qui fait tout ce qu'il y a de grand et de beau dans les créatures. Ainsi, par exemple, nous voyons dans les créatures corporelles et inanimées, que la perfection et la beauté du soleil consiste au rapport qui s'y trouve à la divinité par sa lumière, par sa sa chaleur et par sa fécondité, parce que sa lumière est une ombre des lumières infinies de l'intelligence de Dieu, que son ardeur est une image du feu de l'amour divin, et que sa fécondité est un trait et une figure de la toute-puissance divine. Ainsi, tout le reste de l'univers n'a de beauté que par son rapport à ce premier être qui est la principale fin et le modèle de toutes choses. Ainsi, dans les créatures spirituelles, nous voyons que toute l'excellence de l'ange et de l'homme consiste aux dons qui sont plus singulièrement destinés pour les approcher de Dieu, et les élever à sa ressemblance. C'est par cette raison que, comme la grandeur et la béatitude de Dieu consistent à se connaître et s'aimer soi-même, la perfection naturelle de l'ange et de l'homme consiste en leur entendement et leur volonté, qui sont les dons qui les élèvent à cette ressemblance, qui les rendent capables de cette connaissance et de cet amour; d'où il s'ensuit que le devoir essentiel à la nature de l'homme est d'élever son entendement et

sa volonté à la dignité de leur usage naturel, qui est d'imiter Dieu par cette connaissance et par cet amour; et comme Dieu ne fait autre chose que se connaître et s'aimer soi-même, et connaître et aimer en soi la justice et la vérité, et tous ses autres attributs divins, le devoir général de l'homme est de remplir son entendement et sa volonté de cette connaissance et de cet amour; et le devoir particulier des juges est d'imiter Dieu par une vue perpétuelle et un amour immuable de la vérité et de la justice dans toutes les fonctions de leur ministère. C'est cette vue et cet amour qui font l'essentiel du devoir des juges, parce que cette vérité et cette justice de Dieu est la loi éternelle et immuable, qui est la source de toutes les règles de la justice et de l'équité. *Justitia tua, justitia in æternum, et lex tua veritas.* Psal 118. 142. C'est cette loi dont le sage a dit, que sa lumière est incorruptible. *Incorruptum legis lumen.* C'est elle qui est la source de la sagesse, *Fons sapientiæ*, Eccl. 1. 15., et c'est cette lumière de la loi et de la sagesse, qui doit être la lumière de l'esprit des juges et l'objet de l'amour de leur volonté. *Diligite lumen sapientiæ qui præestis populis.* Sap. 6. 23.

Ainsi, la première règle de l'imitation de Dieu, où les juges sont obligés, c'est d'éclairer leur entendement de cette lumière incorruptible de la loi, et de ne tenir pour juste et pour équitable que ce qui porte le caractère divin de cette lumière. *Erudimini qui judicatis terram* Psal. 2.; et la seconde règle de cette imitation est d'aimer tellement cette loi divine de la justice, qu'ils en fassent leur règle inviolable dans toutes sortes d'occasions. *Diligite justitiam qui judicatis terram.* Sap. 1. 1. C'est en ces deux règles que consiste l'imitation de Dieu, où les juges doivent élever leur entendement et leur volonté par la vue et l'amour de la vérité, et ce sont aussi les deux principes de tous leurs devoirs.

Mais pour mieux connaître l'importance et la nécessité de cette imitation qui fait le devoir des juges, il faut remarquer qu'il y a une autre sorte d'une fausse imitation de la divinité, qui est la source corrompue de toute sorte d'injustice et d'iniquité, afin que la connaissance du mal serve à l'éviter et à mieux connaître et suivre le bien par l'opposition de son contraire.

Pour comprendre quelle est cette imitation criminelle, et ses effets, il est nécessaire de remarquer que l'homme ayant été fait à la ressemblance de Dieu et pour l'imiter, il lui est si naturel d'imiter Dieu, qu'il est impossible qu'il ne l'imite; et soit qu'il se porte au bien ou au mal, c'est toujours en imitant la divinité, mais de deux manières bien différentes, et étrangement opposées; s'il se porte au bien, il imite Dieu qui ne peut agir que pour le bien; et si au contraire il se porte au mal, c'est

qu'au lieu de se proposer pour la fin le bien véritable, et de s'y élever et s'y arrêter, il s'arrête en soi-même, et n'y pouvant trouver son repos, il cherche d'autres objets qu'il puisse attirer à soi pour se rendre heureux, et ainsi il imite la divinité, se mettant à la place de Dieu lorsqu'il s'établit lui-même pour sa propre fin. Ce fut ainsi que Lucifer imita la divinité, lorsqu'il voulut se rendre semblable à Dieu, *Ascendam super altitudinem nubium, similis ero Altissimo*, Is. 14. 14; et cette funeste imitation fut encore le crime de l'homme : *Eritis sicut Dii*, Gén. 2.

Ce sont ces deux sortes d'imitations de la divinité qui sont les deux sources de tous les biens et de tous les maux; et comme elles partagent tous les anges et tous les hommes, elles partagent aussi tous les juges.

Les bons juges sont ceux qui se tiennent fermes dans l'imitation véritable de la divinité, par la vue et par l'amour de la vérité et de la justice, et qui se conduisent dans toutes leurs fonctions en imitant Dieu dans toutes ses œuvres, qui sont la justice même et la vérité. *Opera manuum ejus veritas et judicium*. Ps. 110. 7. Mais les mauvais juges sont ceux qui tombent dans cette imitation criminelle, de se mettre eux-mêmes à la place de Dieu, lorsque, s'arrêtant en eux-mêmes, ils se proposent quelqu'autre objet qui leur fait abandonner la justice et la vérité ; et ce crime les engage encore dans une espèce d'idolâtrie : car, comme la volonté de l'homme a été faite pour aimer le vrai bien et pour s'y plaire, et que c'est Dieu seul qui est le vrai bien et l'objet naturel de la volonté, il s'ensuit que l'objet, que nous mettons à cette place pour être l'objet de l'amour qui domine en nous, nous tient lieu de divinité ; et c'est par cette raison que l'Écriture nous apprend que le principe de l'idolâtrie est l'attrait que les hommes trouvent dans les créatures, selon cette parole du sage : *Quorum si specie delectati, Deos putaverunt*. Sap. 13. 3.

Il serait maintenant facile de faire voir en détail que ce sont ces deux sortes d'imitations qui distinguent toute la conduite des bons et des méchans juges; mais, pour abréger, il suffira de proposer seulement en peu de paroles le caractère de l'imitation qui fait les bons juges, et le caractère opposé de l'imitation des méchans juges; et nous laisserons à chacun de juger sincèrement de son caractère, et de prendre soin de s'appliquer en particulier ces vérités générales, qui font assez voir quel est en chaque occasion le devoir des juges.

Le caractère d'un bon juge est d'imiter Dieu dans son entendement par une vue perpétuelle des vérités et des règles de la justice dans toutes les fonctions de son ministère, et d'ajouter aux principes généraux de la justice l'étude et la connaissance particulière des lois humaines qui en sont les suites, afin d'éclairer son entendement de toutes les lumières nécessaires pour l'intelli-

gence de tous ces devoirs; ce sont ces règles qui sont l'objet de son étude et le principe de sa conduite. *Testimonia tua meditatio mea est, et consilium meum justificationes tuæ.* Psal. 118. 24.

Le caractère d'un bon juge est d'imiter Dieu dans sa volonté, par un zèle et un amour ardent de la vérité et de la justice; c'est l'amour de cet objet divin qui fait qu'il le regarde comme sa fin unique, et qu'il y trouve ce plaisir qui est inséparable de l'objet dominant de la volonté; c'est ce plaisir qui donne à l'amour toute la force qui le fait agir; cette force souveraine que rien ne peut vaincre, non plus que la mort: *Fortis est ut mors dilectio*, Cant. 8. 6.; et c'est le plaisir qu'un bon juge trouve dans la vérité et dans la justice, qui est le principe de toute sa force, selon cette parole d'Esdras: *Gaudium Domini est fortitudo nostra*, 2. Esd. 8. 10., et cette autre parole du sage, *Dilectio, custodia legum.* Sap. 6. 19.

C'est cet amour de la vérité et de la justice qui élève le cœur du juge à s'unir et s'attacher à cet objet par une union si ferme, qu'elle le rend participant de l'immutabilité et de l'indépendance qui sont le propre de la vérité et de la justice; et il en prend le parti dans toute sorte d'occasions, grandes et légères, faciles et difficiles, avec une vigueur qui lui fait briser les efforts de l'iniquité: *Virtute irrumpunt iniquitates*, Eccle. 7. 6.; avec une force qui délivre les oppressés des entreprises du violent: *Conterebam molas iniqui, et de dentibus illius auferebam prædam*, Job. 29. 17.; avec une fermeté que nulle crainte et nulle espérance ne peuvent ébranler, parce qu'il n'aime, ne craint et n'espère que celui qui est la justice et la vérité: *Nihil trepidabit et non pavebit, quoniam ipse est spes ejus*, Eccl. 34. 16. Et enfin le sage nous apprend que cet amour lui fera garder inviolablement toutes les lois qui sont ses règles, que gardant ces règles il s'élevera à une intégrité qui le mettra au-dessus de tout ce qui pourrait le corrompre et l'affaiblir, et que dans cet état il sera auprès de Dieu même dont il tient la place: *Dilectio, custodia legum illius est, custoditio autem legum consummatio incorruptionis est, incorruptio autem facit esse proximum Deo.* Sap. 6. 19.

Ce Juge dans cet état sera bien éloigné de rien donner ni à la faveur, ni aux amis, ni aux présens, ni à l'intérêt, ni à toute autre considération; car quelle faveur pourrait engager dans l'injustice celui qui regarde l'iniquité comme le plus grand monstre de la nature, qui tend à détruire son souverain bien; quels amis pourraient attirer hors de son devoir celui qui n'aime autre chose que la justice et la vérité, et qui ne peut ne pas haïr ce qui l'en détourne; quels présens peuvent corrompre, et quel intérêt peut aveugler celui qui est éclairé de la lumière incorruptible de la loi, et qui fait son trésor des richesses du souverain bien de la vérité et de la justice, et qui, étant auprès de Dieu,

regarde toute la grandeur et toute la beauté des créatures comme une ombre et comme un néant à l'égard de cette beauté divine de la vérité et de la justice; car c'est cette justice que Salomon appelle un trésor infini, *thesaurus infinitus*, Sap. 7. 14.; et ce prince le plus éclairé de tous les juges, la propose aux rois et aux juges comme un trésor que les rois doivent préférer à leurs royaumes, et les juges à toute leur autorité, à toutes les grandeurs et à toutes les richesses de l'univers, et il en jugeait ainsi, autant par sa propre expérience que par sa sagesse : *Præposui illam regnis et sedibis, et divitias nihil esse duxi in comparatione illius, nec comparavi illi lapidem pretiosum : quoniam omne aurum in comparatione illius arena est exigua, et tanquam lutum æstimabitur argentum in conspectu illius.* Sap. 7. 8.

On voit assez, par ce caractère d'un bon juge, quels sont ces devoirs, et la manière dont il s'en acquitte, et il est facile de juger quel est le caractère opposé des mauvais juges.

Ce caractère d'un mauvaisjuge est de n'avoir pas pour son principe perpétuel la vue et l'amour de la vérité et de la justice, c'est d'imiter malheureusement la divinité, en s'établissant soi-même pour sa propre fin, et se laissant vaincre et dominer à d'autres objets qui peuvent lui plaire plus que la justice, et qui l'en détournent. Ce sont les différentes impressions de ces objets qui forment dans son esprit autant d'erreurs qui lui tiennent lieu de règles proportionnées à l'égarement de ses désirs.

Ainsi, les mauvais juges sont différemment corrompus selon la diversité des objets qui les éloignent de la vérité et de la justice. Quelques-uns l'ont tellement abandonnée qu'ils n'en ont pas la moindre vue ni le moindre amour, et aimant toute autre chose plus que la justice, ils sont toujours également prêts à l'injustice pour un léger intérêt, pour une vengeance, pour un présent, pour une recommandation et pour une infinité d'autres engagemens qui les attirent selon les différentes faiblesses de leurs passions.

D'autres ont une conduite mêlée d'un amour apparent de la justice, et d'un amour effectif de leur intérêt et de leurs autres passions, et ceux-là font le plus grand nombre : ils paraissent quelquefois et souvent même aimer la justice, parce qu'ils ne manquent pas d'en regarder les règles, lorsqu'elles n'ont rien de contraire à leurs autres vues; et surtout ils font éclater l'apparence de cet amour de la justice lorsqu'ils peuvent joindre son parti avec leur honneur et leur intérêt; mais lorsque la conjoncture est telle qu'il faut choisir et se déclarer ou pour la justice ou pour l'intérêt, l'amour dominant découvre et met en évidence le fond du cœur qui n'aimait effectivement que soi-même et son intérêt, et fait bien voir qu'il aimait dans la justice, non la justice, mais les avantages qu'il y rencontrait.

Ainsi, par exemple, on voit le même juge qui paraît allumer son zèle contre le crime lorsque l'honneur, l'intérêt, la recommandation ou d'autres vues l'engagent à la recherche et à la punition du criminel, et qui demeure dans le repos et dans le silence, si rien ne l'excite que la justice et le bien public.

Il serait facile de rapporter d'autres exemples des égaremens et des illusions des mauvais juges, qui se tournent différemment à la justice ou à l'injustice selon les différentes impressions dont ils se trouvent prévenus; mais il faut finir, et il suffit d'avoir proposé le caractère qui renferme les qualités nécessaires pour faire un bon juge, et le caractère opposé des mauvais juges, pour faire voir à chacun quel il est et quel il doit être. Le bon juge est celui qui sait les règles de sa profession, et qui a le cœur tellement animé de l'amour de la justice que jamais il ne l'abandonne; et le mauvais juge est celui qui, soit qu'il sache ou qu'il ignore sa profession, n'a que les apparences de cet amour, qui disparaissent par les impressions contraires de l'amour des autres objets qu'il préfère à la vérité et à la justice.

Ces deux idées renferment en abrégé toute la conduite des bons et des mauvais juges, et chacun peut reconnaître s'il est de ces bons juges qui considèrent leur ministère comme une fonction divine, et qui ne l'ont pas profané par leurs injustices; ou s'il a mérité d'être mis au nombre des mauvais juges, que le juge souverain exterminera par ces paroles : *Discedite à me omnes operarii iniquitatis*. Luc. 17. 27.

HARANGUE

Prononcée aux assises de l'année 1682.

L'engagement où nous nous trouvons à parler ici du devoir des juges, et la nécessité de nous réduire à peu de paroles dans une matière si vaste et si importante, nous obligent à nous restreindre à la première de leurs règles, et qui est le fondement de toutes les autres.

Tous les devoirs de tous les hommes sont renfermés dans une loi d'où dépendent toutes les autres, et cette loi n'est autre chose que la règle qui prescrit à l'homme ce qu'il doit aimer, et la manière dont il doit aimer; et la même vérité qui nous enseigne que c'est cette loi de l'amour qui fait la justice de tous les hommes, et que toutes les lois ne sont que des suites de cette première, nous apprend aussi que c'est un amour qui fait la justice de tous les juges, et que c'est l'amour même de la justice : *Diligite justitiam qui judicatis terram*. Sap, 1. 1. C'est cet amour qui est le caractère du juge souverain des hommes, et il est remarqué que sa qualité de juge est un effet de son amour pour la justice,

et de sa haine contre l'injustice, *Sedes tua Deus in sæculum sæculi: dilexisti justitiam et odisti iniquitatem : propterea unxit te Deus*, Ps. 44 8.; et toutes les lois du devoir des juges sont tellement des dépendances de cet amour, que Salomon, demandant à Dieu les qualités nécessaires pour juger son peuple, ne lui demanda que la bonne disposition du cœur : *Dabis ergo servo tuo cor docile, ut populum tuum judicare possit*, 3. Reg. 3. 9.; parce qu'il savait qu'il ne pouvait rendre la justice s'il ne l'aimait, et n'avait un cœur flexible à tous les mouvemens de l'amour de la justice, et que cet amour était un principe universel qui le conduirait dans tout le détail de tous ses devoirs.

C'est donc une vérité divine, et la loi générale de tous les juges, que pour rendre la justice ils doivent l'aimer, et que c'est l'amour de la justice qui doit être le principe de leur conduite; et c'est par conséquent une vérité divine aussi, que, sans cet amour, les juges les plus éclairés et les plus habiles sont indignes de tenir ce rang, et que leur science n'est qu'une lumière froide, languissante et inutile, si elle n'est animée d'un amour actif, qui les applique à tous leurs devoirs.

Il n'y a donc rien de plus important que de bien connaître et bien observer cette loi si courte et si essentielle du devoir des juges, d'aimer la justice; et pour comprendre cette loi dans toute sa force et son étendue, il faut la considérer sur ses fondemens, qui sont les mêmes que ceux que la loi générale qui commande l'amour aux hommes, et c'est aussi le même esprit qui fait la force et la justice de l'une et l'autre.

Nous ne pouvons nous instruire des fondemens et de l'esprit de ces deux lois, qui règlent en général l'amour qui fait la justice de tous les hommes, et celui qui fait la justice de tous les juges, par une voie plus sûre et plus naturelle, qu'en considérant cette loi divine de l'amour dans le fond de la nature que nous a donné celui qui nous a fait ce commandement, et dans l'ordre de la société qu'il a mis entre les hommes : car nous verrons dans notre nature et dans notre société, que Dieu nous a formés pour l'exercice de cette loi, et cette vue nous découvrira le caractère général de la justice de tous les hommes, et le caractère propre de celle de juges, et nous fera voir en même temps que c'est l'amour de la justice qui est le principe unique par lequel les juges doivent exercer toutes les fonctions de leur ministère, et qu'ils ne peuvent s'en acquitter que par cet amour; de sorte que nous ne pouvons nous dispenser de considérer la manière dont Dieu a formé la nature de l'homme et l'ordre de la société, pour y découvrir les fondemens et l'esprit de cette loi de l'amour qui en est la règle.

Personne n'ignore que Dieu a composé l'homme d'une ame et d'un corps, qu'il a mis dans cette ame deux puissances, un en-

tendement propre pour connaître, et une volonté propre pour aimer; c'est-à-dire, pour porter l'homme à un objet qui l'attire par son amour, qui est le poids qui le fait mouvoir, et le ressort qui le fait agir; et il a composé son corps de sens et de membres propres aux mouvemens et aux fonctions différentes que la raison et la volonté peuvent demander.

Il a fait cette ame immortelle et spirituelle, et il lui a donné cet entendement et cette volonté pour connaître et pour aimer un principal et premier objet immortel et spirituel, et c'est lui-même qui est cet objet qui doit être le souverain bien de l'esprit et du cœur de l'homme, et qui doit faire sa félicité; et pour lui faire mériter ce souverain bien, il a lié cette ame à un corps, matériel et corruptible, et il lui a donné une vie dans ce corps pour laquelle il a rendu nécessaire tout cet univers, et pour cette vie et pour l'usage de l'univers : il a rendu les hommes si nécessaires les uns aux autres, et les a tellement assujettis et liés entre eux, qu'ils ne peuvent ni naître, ni vivre, ni user de rien que par autant de liens et d'engagemens qui les unissent, et les font dépendre les uns des autres; et c'est par ces engagemens et par ces liens que, comme il a destiné les hommes pour s'unir à lui, il les a formés pour s'unir entre eux, et il a fait dépendre leur dernière union du souverain bien qui doit faire leur félicité, du bon usage de cette première union qu'il forme entre eux pendant cette vie, et qui doit faire leur société.

Il suffit d'ouvrir les yeux et de regarder l'homme et sa situation dans l'univers, pour voir en lui et autour de lui tous les différens liens qui engagent les hommes à l'amour du souverain bien et à l'amour mutuel entre eux, et qui forment cette société si naturelle et si universelle, qu'elle assemble de l'un à l'autre tout le genre humain; et sans entrer dans les vérités propres à la religion sur cette matière, il suffit pour notre dessein de considérer dans la nature les liaisons que Dieu a mises entre les hommes pour composer leur société, et en former l'ordre.

L'enchaînement de ces liaisons commence par un premier lien que Dieu a mis dans l'homme même par l'alliance de l'ame et du corps.

Ce premier lien qui unit l'esprit au corps, et qui fait la vie de l'homme, tient à un second qui lie à l'homme tout le reste des créatures nécessaires pour ses besoins, et ce second lien consiste au rapport et aux proportions de nos sens et de nos membres à l'usage de toutes choses.

Ce même lien d'esprit au corps fait encore un autre lien des esprits entre eux, et c'est par l'usage des sens que les esprits et les cœurs se communiquent mutuellement, et tout ce qui se passe parmi les hommes fait un enchaînement d'autant de différens liens qu'il y a de diverses manières qui assemblent les hommes et qui les unissent.

Le lien du mariage unit les deux sexes la naissance qui en est une suite; en fait une autre qui lie les ascendans aux descendans, et qui s'étend aux parens et aux alliances, et la nature fait une liaison universelle entre tous les hommes, qui les engage les uns aux autres, selon que l'ordre de la Providence les approche et les lie ensemble pour les divers usages qu'elle leur a rendus nécessaires pour les unir; et c'est pour cette union que Dieu a ajouté aux principes naturels de l'amour mutuel qu'il commande aux hommes les autres liens que forme dans leur société la multitude de tous leurs besoins, qui leur rend nécessaire la communication mutuelle de leur industrie et de leurs travaux, dans l'agriculture, dans les arts, dans le commerce, et dans tous les autres différens emplois.

On voit assez par cette idée de la nature de l'homme, et par ce plan raccourci de l'état de la société, quels sont les fondemens de l'ordre que Dieu y a mis, et quel est l'esprit des lois qui la règlent, et que toutes ces liaisons et tous ces engagemens de l'homme envers Dieu, et des hommes entre eux, sont un effet de l'ordre divin, qui a établi pour la loi de l'homme la loi de l'amour.

C'est donc l'amour qui doit être le lien de la société des hommes, et qui est l'esprit de toutes les lois, et c'est seulement par l'amour qu'elles s'accomplissent, et c'est aussi l'amour qui est le principe naturel et l'unique ressort que Dieu a donné à l'homme pour le faire agir.

C'est cette loi capitale et fondamentale de la société qui, obligeant les hommes à s'aimer entre eux, leur commande tous les effets naturels, qui sont les suites nécessaires de l'amour qu'ils se doivent réciproquement; c'est cette loi de l'amour qui fait les lois de la sincérité, de la fidélité, de la vérité, de la bonne foi que les hommes se doivent entre eux; et tous les autres devoirs que la nature et les lois commandent aux hommes ne sont que des suites de cette loi capitale de l'amour; et toutes les injustices ne sont au contraire que des violemens de cette loi.

Cet ordre divin, qui a rendu cette loi de l'amour si essentielle à la nature de l'homme et à la société, a rendu aussi inséparables de la raison toutes les vérités qui sont les suites nécessaires de cette loi, et en a fait autant de lois immuables et inviolables. Ainsi, les vérités qui nous enseignent qu'il ne faut faire tort à personne; qu'il faut rendre à chacun ce qui lui appartient; qu'il faut garder la fidélité, la sincérité, la bonne foi, et toutes les autres vérités semblables, sont évidemment des suites naturelles et nécessaires de la loi de l'amour; et ce sont aussi des lois immuables écrites dans tous les esprits, et tellement inséparables de la lumière naturelle de la raison, qu'il faut l'avoir perdue pour les ignorer; parce que Dieu qui commande par la nature même l'amour mutuel entre tous les hommes a gravé dans la nature

le sentiment des effets nécessaires de cet amour, et en a fait autant de vérités qu'aucun aveuglement ne peut effacer, et autant de lois qu'aucune autorité ne peut abolir, et elles n'ont la force de lois, que parce qu'on ne peut les violer sans violer la loi de l'amour : car on cesse d'aimer celui à qui on manque de bonne foi, de sincérité, de fidélité, et des autres devoirs semblables.

Toutes ces réflexions nous font assez voir que, puisque c'est la loi de l'amour que Dieu a mise pour le fondement de la société, et que c'est l'amour qui est l'esprit de toutes les lois, toute la justice des hommes consiste dans un exercice continuel de tous les devoirs où l'amour engage, et qu'ils ne tombent dans l'injustice que quand ils cessent de s'aimer : et comme ils ne manquent de s'aimer que lorsqu'ils perdent l'amour de ces vérités et de ces lois, qui sont les liens qui les unissent, et qui font leur justice par leur union, il s'ensuit que chacun est juste à proportion qu'il aime ces vérités et qu'il les observe; et qu'au contraire, on est injuste à mesure qu'on les néglige, qu'on les méprise et qu'on les viole.

Que si la justice des particuliers, qui sont les membres qui composent cette société, dépend de l'amour de ces lois qui en sont les règles, quel doit être l'amour que les juges doivent avoir pour ces mêmes lois et pour l'ordre de la société; puisqu'ils doivent être animés de la force nécessaire, ou pour faire observer ces lois, ou pour réprimer ceux qui les violent, selon les occasions que leur en donne l'exercice de leur ministère? Et si l'amour est le principe naturel de tous nos mouvemens et de toutes nos actions et le lien que Dieu a formé pour unir les hommes et pour régler leur société les juges qui sont appelés à conserver l'ordre de cette société selon l'étendue de leurs fonctions sont indignes de ce ministère, qui ne peut s'exercer que par l'amour de la justice, si cet amour n'est le principe unique qui les fasse agir.

C'est par cet amour des règles de la justice et de l'ordre de la société que les juges s'appliquent à toutes les fonctions de leur ministère; c'est cet amour qui les porte à la recherche et à la punition des crimes et des entreprises qui troublent cet ordre; c'est par cet amour qu'ils préfèrent la justice à toute autre vue, et que les intérêts de leurs amis et de leurs proches et les leurs mêmes ne les touchent pas quand ils sont contraires à leur devoir; c'est par cet amour qu'ils méprisent les présens, les promesses, les menaces, et toute sorte d'événemens, et que rien ne peut les empêcher de rendre justice; c'est par cet amour qu'ils la rendent également en toute sorte d'occasions sans aucune acception de personnes, et avec un zèle proportionné à l'état des choses; c'est par cet amour qu'ils s'attachent fidèlement à l'étude nécessaire pour leurs fonctions, et qu'ils s'appliquent exactement à la discussion de tous les faits et de toutes les circonstances des

affaires qu'ils doivent juger; et c'est enfin par cet amour que les juges sont dans une disposition continuelle de s'acquitter de chaque devoir avec une vigilance et une force qui les attachent inséparablement à tous les moindres intérêts de la justice, et qui leur rendent odieux et méprisable tout ce qui peut les en détourner.

Il est facile de comprendre que, comme c'est l'amour de la justice qui est le principe unique qui doit porter les juges à tous leurs devoirs, ils ne peuvent s'en acquitter s'ils ne sont animés de cet amour: car s'ils en manquent, l'amour contraire à d'autres objets les portera à mille injustices; l'amonr de leur intérêt et de leur repos, l'amour de leurs proches, l'amour des présens, et toutes leurs autres inclinations les éloigneront des dispositions nécessaires pour rendre justice, à proportion que les objets qu'ils rechercheront y seront contraires: car l'amour est un poids qui ne peut nous porter qu'à un seul objet, et c'est un esclave qui ne peut servir qu'un seul maître; de sorte qu'il est autant impossible de voir un bon juge, s'il n'aime la justice par-dessus tout, que de voir un poids libre dans deux mouvemens, et un esclave contenter deux maîtres.

Nous n'entrons pas plus avant dans le détail des devoirs particuliers et des occasions singulières où les juges sont obligés de faire paraître un amour ferme et invincible pour la justice, ni à expliquer les effets de cet amour, et les chutes de ceux qui en manquent. Ce détail demanderait un trop long discours, et il faut finir; mais il suffit que nous laissions à tous les juges à qui nous avons l'honneur de parler le souvenir de cette parole divine qui leur servira d'une règle universelle et perpétuelle dans toutes sortes d'occasions. *Diligite justitiam qui judicatis terram.*

HARANGUE

Prononcée aux assises de l'année 1683.

Parmi les règles du devoir des juges qui doivent être toujours l'unique sujet du discours que nous sommes obligés de leur faire ici, l'une des plus importantes et moins observées est celle qui leur prescrit le bon usage de l'autorité qui leur est commise: car on voit assez quelle est dans le monde la multitude des injustices que cause l'abus de l'autorité.

Pour concevoir une juste idée de l'importance de cette règle et du mal que commettent ceux qui la violent, il est nécessaire de considérer quelle est la nature de l'autorité des juges, quelle en est la fin, quel en est l'usage.

Personne n'ignore que Dieu a mis les hommes en société, et que, pour assortir cette société, il a formé des liaisons de plu-

sieurs natures, et les premières réflexions sur ces liaisons font assez connaître qu'elles ne pourraient subsister sans un ordre qui élève quelques personnes au-dessus des autres avec une puissance et une autorité proportionnées à la nature et à l'usage de la liaison.

Ainsi, dans la liaison naturelle du mariage, où le mari et la femme forment un seul tout, Dieu a rendu le mari chef de la femme, et l'on a donné une puissance et une autorité proportionnées à la manière dont il les unit, et à toutes les suites de leur union.

Ainsi, dans la liaison naturelle que fait la naissance entre ceux qui la reçoivent et ceux qui la donnent, Dieu donne aux parens une puissance et une autorité proportionnées à l'état où la naissance met les enfans, et à toutes les suites de leur éducation et de leur conduite.

Ainsi, dans les liaisons que Dieu a formées entre tous les hommes pour les divers usages de tous leurs besoins, il a établi des puissances avec une autorité proportionnée à la nécessité de contenir les hommes dans l'ordre que demande leur société; et parce qu'il règle cet ordre entre des personnes que la nature ne distingue pas de la manière qu'elle distingue le mari et la femme, et les parens, et les enfans, par des relations d'une puissance et d'une dépendance naturelle, il est nécessaire qu'il les distingue d'une autre manière, et qu'il en élève quelques-uns au-dessus des autres par d'autres voies, pour former entre eux un ordre universel d'un gouvernement qui les contienne dans les différens devoirs où les engage leur société, et qu'il donne aux puissances qu'il met dans cet ordre la force nécessaire pour assujettir des hommes que la nature a rendus égaux, et qui la plupart sont éloignés et de l'inclination à leurs devoirs, et de la soumission aux puissances qui sont établies pour les y tenir.

Cette simple réflexion générale sur la nécessité des puissances et de l'autorité qui leur est donnée nous découvre une vérité essentielle en cette matière, que toutes les puissances sont établies de la main de Dieu : car, comme il est le seul maître et le seul juge commun des hommes, il est aussi le seul qui peut donner à quelques-uns une autorité au-dessus des autres et leur faire part du droit de juger, et c'est une suite naturelle de cette vérité qu'une autorité qu'on ne peut avoir que de la main de Dieu, et qui n'est établie que pour maintenir l'ordre qu'il a formé dans la société, ne doit pas avoir d'autre usage que pour cet ordre.

Il s'ensuit de ces vérités, que l'autorité des juges n'est autre chose que la force de la justice, et un effet de l'autorité naturelle que la justice elle-même doit avoir sur l'homme.

L'autorité naturelle de la justice sur l'homme consiste en cette force divine qu'elle doit avoir sur l'esprit et le cœur de l'homme,

et sur sa conduite. Ainsi, cette autorité s'exerce différemment sur l'esprit et le cœur de l'homme dans l'intérieur, et sur sa conduite dans l'extérieur.

L'autorité de la justice sur l'esprit de l'homme n'est autre chose que la force de la vérité et de la justice sur la raison et sur le bon sens; et l'autorité de la justice sur le cœur de l'homme n'est autre chose que la force de son attrait qui en fait naître l'amour dans le cœur; mais, parce que tous les esprits et tous les cœurs ne se laissent pas éclairer de la lumière et toucher des attraits de la vérité et de la justice, et que plusieurs non-seulement la rejettent dans l'intérieur, mais se portent à la violer dans l'extérieur, il est de l'ordre divin que la justice ait d'autres armes que sa lumière pour éclairer l'esprit et ses attraits pour toucher le cœur, et qu'elle règne d'une autre manière dans l'extérieur sur ceux qui résistent à son empire naturel sur l'intérieur; et comme il est de ce même ordre divin que la justice règne sur tous les hommes, et qu'aucun ne se soustraye à son empire, elle l'exerce différemment selon les différentes dispositions des hommes : car elle règne par sa lumière et par ses attraits sur tous ceux qui savent la reconnaître et veulent l'aimer, et elle règne sur ceux qui ne l'aiment pas et qui lui résistent, en réprimant et punissant leur rebellion.

C'est ainsi que Dieu, qui est lui-même la justice et la vérité, règne sur les hommes ou par l'amour de la justice sur les bons, ou par sa force toute-puissante sur les méchans; et c'est ainsi qu'il veut que les juges, à qui il confie le ministère de la justice qui doit régler la société, la dispensent de telle manière qu'ils rendent leur ministère agréable à ceux qui aiment la justice et terrible à ceux qui ne l'aiment pas, et qui entreprennent de lui résister.

Il est facile de connaître par ces vérités de quelle manière les juges doivent user de l'autorité de la justice qu'ils ont en leurs mains, et c'est sur ces règles que nous tous qui avons l'honneur de participer au ministère de la justice, et d'exercer son autorité, devons juger si c'est pour nos intérêts et pour ceux de nos amis et de nos proches, que cette autorité nous est confiée, et si nous pouvons en user autrement que pour la justice; et c'est enfin sur ces mêmes vérités et ces mêmes règles qu'on peut reconnaître quel est le crime des juges qui osent employer l'autorité contre la justice, qui dépouillent le pauvre, l'orphelin, la veuve, qui oppriment l'innocent et favorisent le criminel, qui se portent à des exactions et des concussions, et qui font servir leur autorité à leurs intérêts et à leurs passions, et à celles de leurs amis et de leurs proches.

Nous n'avons pas besoin d'exagérer la malice de cet usage criminel de l'autorité, il est facile de juger qu'il ne peut y avoir de

puissance séparée de la justice, qui ne soit une tyrannie à l'égard des hommes, et une rebellion à l'égard de Dieu, et c'est aussi à ce crime qu'il a préparé une vengeance si sévère, qu'il apprend aux juges qui auront abusé de la puissance et de l'autorité qu'il leur avait donnée pour la justice, qu'il fera lui-même éclater sa puissance dans leurs supplices.

Nous pourrions et devrions peut-être ajouter ici quelques réflexions sur les différentes manières dont les juges peuvent abuser de l'autorité; mais nous passerions les bornes d'un petit discours, et il suffit d'avoir remarqué ces vérités générales sur lesquelles il est facile à tous ceux qui ont l'honneur d'exercer le ministère de la justice de juger de l'usage qu'ils doivent faire de l'autorité, et de reconnaître qu'ils ne doivent jamais la refuser à la justice, et qu'ils ne doivent jamais l'employer contre elle; qu'ils doivent se considérer comme ses protecteurs et ses défenseurs, et qu'ils doivent enfin savoir que, s'ils n'ont pas assez de courage pour exercer leur autorité contre l'injustice, ils sont très-indignes de tenir un rang où ils ne sont élevés que pour cet usage. *Noli quærere fieri judex, nisi valeas virtute irrumpere iniquitates.* Eccle.

FIN DES HARANGUES.

puissance séparée de la justice, comme soit une tyrannie à l'égard des hommes, et une rebellion à l'égard de Dieu, et c'est aussi à ce crime qu'il a préparé une vengeance si sévère, qu'il apprend aux juges qui auront abusé de la puissance et de l'autorité qu'il leur avait donnée pour la justice, qu'il fera lui-même éclater sa puissance dans leurs supplices.

Nous pourrions et devrions peut-être ajouter ici quelques réflexions sur les différentes manières dont les juges peuvent abuser de l'autorité; mais nous passerions les bornes d'un petit discours, et il suffit d'avoir remarqué ces vérités générales sur lesquelles il est facile à tous ceux qui ont l'honneur d'exercer le ministère de la justice de juger de l'usage qu'ils doivent faire de l'autorité, et de reconnaître qu'ils ne doivent jamais la refuser à la justice, et qu'ils ne doivent jamais l'employer contre elle; qu'ils doivent se considérer comme ses protecteurs et ses défenseurs, et qu'ils doivent enfin savoir que, s'ils n'ont pas assez de courage pour exercer leur autorité contre l'injustice, ils sont très-indignes de tenir un rang où ils ne sont élevés que pour cet usage. *Noli quærere fieri judex, nisi valeas virtute irrumpere iniquitates.* Eccle.

FIN DES HARANGUES.

LEGUM DELECTUS,

EX LIBRIS DIGESTORUM ET CODICIS,

AD USUM SCHOLÆ ET FORI.

DIGESTORUM LIBER PRIMUS.

TITULUS I. — *De justitiâ et jure.*

1. Jus est ars boni et æqui. l. 1.

2. Hujus studii duæ sunt positiones : publicum, et privatum. Publicum jus est quod ad statum Reipublicæ spectat. Privatum quod ad singulorum utilitatem. Sunt enim quædam publicè utilia, quædam privatim. l. 1. § 2.

3. Privatum jus tripertitum est. Collectum etenim est ex naturalibus præceptis, aut gentium, aut civilibus. l. 1. §. 2. in f.

4. Hoc jus nostrum constat aut ex scripto, aut sine scripto : ut apud Græcos τῶν νομῶν οἱ μὲν ἐγγράφοι, οἱ δὲ ἀγνάφοι, id est, legum aliæ quidem scriptæ, aliæ non scriptæ. l. 6. §. 1.

5. Omnes populi, qui legibus, et moribus reguntur, partim suo proprio, partim communi omnium hominum jure utuntur. Nam, quod quisque populus ipse sibi jus constituit, id ipsius proprium civitatis est, vocaturque jus civile, quasi jus proprium ipsius civitatis. l. 9.

6. Quod verò naturalis ratio inter omnes homines constituit, id apud omnes peræquè custoditur. d. l. 9. Quod semper æquum ac bonum est. l. 11.

7. Justitia est constans et perpetua voluntas jus suum cuique tribuendi. l. 10.

8. Juris præcepta sunt hæc, honestè vivere : alterum non lædere : suum cuique tribuere. d. l. 10. §. 1.

9. Jurisprudentia est divinarum atque humanarum rerum notitia, justi atque injusti scientia. d. l. 10. §. 2.

10. Prætor quoque jus reddere dicitur etiam cùm iniquè decernit : relatione scilicet factâ, non ad id quod ità Prætor fecit, sed ad illud quod Prætorem facere convenit. l. 11. v. l. 65. §. 2. ff. ad Senat. Trebell.

TITULUS II. — *De origine juris, et omnium magistratuum et successione prudentium.*

1. Id perfectum, quod ex omnibus suis partibus constat, et certè cujusque rei potissima pars, principium est. l. 1.

2. Legibus latis cœpit, ut naturaliter evenire solet, ut interpretatio desideraret prudentium auctoritate necessariam esse disputationem fori. d. l. 2. §. 5.

3. Novissimè, sicut ad pauciores juris constituendi via transiisse, ipsis rebus dictantibus videbatur : per partes evenit, ut necesse esset reipublicæ per unum consuli. d. l. 2. §. 11. Charte, 14.

4. Turpe esse patricio et nobili et causas oranti, jus in quo versaretur ignorare. d. l. 2. §. 43. C. civ. 1.

TITULUS III. — *De legibus senatusque consultis, et longâ consuetudine.*

1. Lex est commune præceptum virorum prudentium consultum : delictorum quæ spontè vel ignorantiâ contrahuntur coercitio : communis reipublicæ sponsio. l. 1. πόλεώς συνθήκη κοινὴ, καθ' ἣν ἅπασι προσήκη ζῆν τοῖς ἐν τῇ πόλει, *idest communis sponsio civitatis, ad cujus præscriptum omnes qui in ea republicâ sunt vitam instituere debent.* l. 2. C. civ. 3, 8, 17.

2. Jura constitui oportet, ut dicit Theophrastus in his quæ ἐπὶ τὸ πλεῖστον, *id est ut plurimum* accidunt, non quæ ἐκ παραλόγου, *id est ex inopinato.* l. 3. l. 5. v. l. 10.

3. Legis virtus hæc est, imperare, vetare, permittere, punire. l. 7. 1. 1, s. 4. s. p. 1, s. 6, s.

4. Jura non in singulas personas, sed generaliter constituuntur. l. 8. C. civ. 545.

5. Neque leges, neque senatus-consulta ità scribi possunt, ut omnes casus qui quandoque inciderint, comprehendantur : sed sufficit ea quæ plerùmque accidunt contineri. l. 10.

6. Non possunt omnes articuli sigillatim aut legibus, aut senatus-consultis comprehendi ; sed cùm in aliquâ causâ sententia eorum manifesta est, is qui jurisdictioni præest, ad similia procedere, atque ità jus dicere debet. l. 12. C. civ. 4.

7. Quoties lege aliquid unum, vel alterum introductum est, bona occasio est, cætera quæ tendunt ad eamdem utilitatem, vel interpretatione, vel certè jurisdictione suppleri. l. 13. v. l. 27.

8. Quod contrà rationem juris receptum est, non est producendum ad consequentias. l. 14. C. civ. 6,900, 1133, 1172, 1387.

9. In his quæ contrà rationem juris constituta sunt, non possumus sequi regulam juris. l. 15.

10. Jus singulare est quod contrà tenorem rationis propter aliquam utilitatem, aucoritate constituentium introductum est. l. 16. Charte, 10; C. civ. 545, 643.

11. Scire leges non hoc est verba earum tenere, sed vim ac potestatem. l. 17.

12. Benegniùs leges interpretandæ sunt, quò voluntas earum conservetur l. 18. V. sur l'interprétation, t. 3. p. 27.

13. In ambiguâ voce legis, ea potiùs accipienda est significatio, quæ vitio caret. Præsertim cùm etiam voluntas legis ex hoc colligi possit. l. 19.

14. Non omnium quæ à Majoribus constituta sunt, ratio reddi potest. l. 20.

15. Et ideò rationes eorum quæ constituuntur inquiri non oportet : alioquin multa ex his quæ certa sunt subvertuntur. l. 21.

16. Cùm lex in præteritum quid indulget, in futurum vetat. l. 22. C. civ. 2.

17. Minimè sunt mutanda, quæ interpretationem certam semper habuerunt. l. 23.

18. Incivile est, nisi totâ lege perspectâ, una aliquâ particulâ ejus propositâ, judicare, vel respondere. l. 24.

19. Nulla juris ratio, aut æquitatis benignitas patitur, ut quæ salubriter pro utilitate hominum introducuntur : ea nos duriore interpretatione contrà ipsorum commodum, producamus ad severitatem. l. 25.

Quod favore quorumdam constitutum est, quibusdam casibus ad læsionem eorum nolumus inventum videri. l. 6. C. de leg. C. civ. 1156, s. 1162, 1602, s. 1, 416, 440, s.

20. Non est novum, ut priores leges ad posteriores trahantur l. 26.

Sed et posteriores leges ad priores pertinent, nisi contrariæ sint. l. 28. C. civ. 2281.

21. Semper quasi hoc legibus inesse credi oportet, ut ad eas quoque personas, et ad eas res pertinerint : quæ quandoque similes erunt. l. 27. v. l. 13.

22. Contrà legem facit, qui id facit, quod lex prohibet : in fraudem verò, qui salvis verbis legis, sententiam ejus circumvenit. l. 29. l. 30. C. civ. 6, 900, 1133, 1172, 1387.

23. Fraus enim legi fit, ubi quod fieri noluit, fieri autem non vetuit, id fit : et quod distat, dictum à sententiâ, hoc distat fraus, ab eo quod contrà legem fit. l. 30.

Non dubium est in leges committere eum, qui verba legis amplexus, contrà legis nititur voluntatem. Nec pœnas insertas evitabit qui se contrà juris sententiam, sævâ prærogativâ verborum fraudulenter excusat. l. 5. C. de legib.

24. De quibus causis scriptis legibus non utimur, id custodire

oportet quod moribus et consuetudine inductum est, et si quâ in re hoc deficeret, tunc quod proximum et consequens ei est : si nec id quidem appareat, tunc jus quo urbs Roma utitur, servari oportet. l. 32. C. civ. 1736.

25. Inveterata consuetudo pro lege non immeritò custoditur : et hoc est jus quod dicitur moribus constitutum. l. 32. §. 1. v. l. 33.

26. Rectissimè etiam illud receptum est, ut leges non solùm suffragio legislatoris, sed etiam tacito consensu omnium per desuetudinem abrogentur. d. l. 32. in fin.

27. Cùm de consuetudine civitatis, vel provinciæ confidere quis videtur, primùm quidem illud explorandum arbitror, an etiam contradicto aliquando judicio consuetudo confirmata sit. l. 34.

Præses provinciæ his quæ in oppido frequenter in eodem controversiarum genere servata sunt, causa cognita statuit. Nam et consuetudo præcedens, et ratio quæ consuetudinem suasit custodienda est. l. 1. C. quæ sit longa consuet.

28. Sed et ea quæ longâ consuetudine comprobata sunt, ac per annos plurimos observata, velut tacita civium conventio, non minùs quàm ea quæ scripta sunt jura servantur. l. 35. imò magnæ auctoritatis hoc jus habetur, quod in tantum probatum est, ut non fuerit necesse scripto id comprehendere. l. 36.

Leges quoque ipsas antiquitùs probata et servata tenaciter consuetudo imitatur. l. 3. C. quæ sit long. consuet.

29. Si de interpretatione legis quæritur, in primis inspiciendum est quo jure civitas retrò in ejusmodi casibus usa fuisset : optima enim legum interpres consuetudo. l. 37.

30. Imperator noster Severus rescripsit in ambiguitatibus quæ ex legibus proficiscuntur, consuetudinem, aut rerum perpetuò similiter judicatarum auctoritatem, vim legis obtinere. l. 38.

31. Quod non ratione introductum, sed errore primùm, deindè consuetudine obtentum est, in aliis similibus non obtinet. l. 39.

32. Consuetudinis usûsque longævi non vilis auctoritas est. Verùm non usque adeò sui valitura a momento, ut aut rationem vincat, aut legem. l. 2. C. quæ sit longa consuet.

33. Nullum pactum, nullam conventionem, nullum contractum inter eos videri volumus subsecutum, qui contrahunt lege contrahere prohibente. l. 5. C. de legib. C. civ. 6, 900.

Quæ lege fieri prohibentur, si fuerint facta, non solùm inutilia, sed pro infectis etiam habeantur : licet legislator fieri prohibuerit tantùm, nec specialiter dixerit, inutile esse debere quod factum est. Sed et si quid fuerit subsecutum ex eo, vel ob id, quod interdicende lege factum est, illud quoque cassum atque

inutile esse præcipimus. d. l. 5.

34. Leges et constitutiones futuris certum est dare formam negotiis, non ad facta præterita revocari : nisi nominatim et de præterito tempore, et adhùc pendentibus negotiis cautum sit. l. 7. C. de legib. C. civ. 2.

35. Leges sacratissimæ, quæ constringunt hominum vitas, intelligi ab omnibus debent, ut universi præscripto earum manifestiùs cognito, vel inhibita declinent, vel permissa sectentur. l. 9. C. de legib. C. civ. 1.

Titulus iv. — *De Constitutionibus Principum.*

1. Quod principi placuit legis habet vigorem. l. 1. Tam conditor quàm interpres legum solus imperator. l. ult. in f. C. de legib. Si enim in præsenti leges condere soli imperatori concessum est, et leges interpretari solo dignum imperio esse oportet. d. l. Charte, 15. V. loi du 1er août 1828, sur l'interprétation, t. 3, p. 27.

Cùm de novo jure, quod inveterato usu non adhùc stabilitum est dubitatio emergat necessaria est tam suggestio judicantis, quàm sententiæ principalis auctoritas. l. 11. C. eod.

Si quid in legibus latum fortassis obscurius fuerit, oportet id ab imperatoriâ interpretatione patefieri : duritiamque legum nostræ humanitati incongruam emendari. l. 9. C. eod.

Inter æquitatem jusque interpositam interpretationem nobis solis et oportet et licet inspicere. l. 1. C. eod.

2. Digna vox est majestate regnantis, legibus alligatum se principem profiteri. Charte, 74. Adeò de auctoritate juris nostra pendet auctoritas. Et reverà majus imperio est, submittere legibus principatum. V. t. 3. p. 2. Et oraculo præsentis edicti, quod nobis licere non patimur, aliis indicamus. l. 4. C. eod.

Licèt lex imperii solemnibus juris imperatorem solverit, nihil tamen tam proprium est imperii, quàm legibus vivere. l. 3. C. de testam.

3. Planè ex constitutionibus quædam sunt personales, nec ad exemplum trahuntur. Nam quæ princeps alicui ob merita indulsit, vel si quam pœnam irrogavit, vel si cui sine exemplo subvenit, personam non egreditur. l. 1. §. 2. Charte, 67.

Quæ princeps certis personis concessit, cæteris exemplo non sunt. l. 2. C. de legib. l. 3. in f. c. eod. Charte, 71.

4. In rebus novis constituendis evidens esse utilitas debet, ut recedatur ab eo jure quod diù æquum visum est. l. 2.

5. Beneficium imperatoris, quod à divinâ scilicet ejus indulgentiâ proficiscitur, quàm plenissimè interpretari debemus. l. 3.

6. Quod princeps inter privatos cognoscens judicaverit, ad similia trahendum. l. ult. C. de legib.

7. In rescriptis principum ad privatorum preces ea semper inesse debet conditio, si preces veritate nitantur. l. 7. C. de divers. rescr. et Pragm. Sanct.

Αἱ μεταγενέστεραι διάταξεις ἰσχυρότεραι τῶν πρὸ αὐτῶν εἰσι, *id est*, constitutiones tempore posteriores potiores sunt his quæ ipsas præcesserunt. l. ult.

TITULUS. V. — *De statu hominum.*

1. Omne jus quo utimur vel ad personas pertinet, vel ad res, vel ad actiones. l. 1.

2. Summa de jure personarum divisio hæc est, quòd omnes homines aut liberi sunt, Charte, 1, s., aut servi. l. 3.

3. Libertas est naturalis facultas ejus quod cuique facere libet : nisi si quid vi, aut jure prohibetur. l. 4.

4. Servitus est constitutio juris gentium, quâ quis dominio alieno contrà naturam subjicitur. l. 4. §. 1. Charte, 73.

5. Ingenui sunt qui ex matre liberâ nati sunt. Sufficit enim liberam fuisse eo tempore quo nascitur, licèt ancilla concepit, et è contrario si libera conceperit; deindè ancilla pariat, placuit eum qui nascitur liberum nasci, quia non debet calamitas matris nocere ei qui in ventre est. Ex hoc quæsitum est, si ancilla prægnans manumissa sit; deindè ancilla posteà facta, aut expulsa civitate, pepererit, liberum, an servum pariat? tamen rectiùs probatum est liberum nasci, et sufficere ei qui in ventre est, liberam matrem, vel medio tempore habuisse. l. 5. §. 2. et 3. v. l. 18. l. 7. §. 1. ff. de senat.

6. Libertini sunt qui ex justâ servitute manumissi sunt. l. 6.

7. Qui in utero est, perindè ac si in rebus humanis esset, custoditur, quoties de commodis ipsius partûs quæritur : quanquàm alii, antequàm nascatur, nequaquàm prosit. l. 7. C. civ. 393, 725.

8. Imperator Titus Antoninus rescripsit, non lædi statum liberorum, ob tenorem instrumenti malè concepti. l. 8.

9. In multis juris nostri articulis deterior est conditio fœminarum, quàm masculorum. l. 9.

10. Quæritur hermaphroditum, cui comparamus, et magis puto ejus sexus æstimandum, qui in eo prævalet. l. 10.

11. Septimo mense nasci perfectum partum, jam receptum est, propter auctoritatem doctissimi viri Hippocratis : et ideò credendum est, eum qui ex justis nuptiis septimo mense natus est, justum filium esse. l. 12. C. civ. 312, s.

12. Non sunt liberi qui contrà formam humani generis, converso more procreantur. Veluti si mulier monstrosum aliquid, aut prodigiosum enixa sit. Partus autem qui membrorum humanorum officia ampliavit, aliquatenùs videtur effectus, et ideò inter liberos connumerabitur. l. 14.

13. In orbe romano qui sunt ex constitutione imperatoris Antonini, cives romani effecti sunt. l. 17. Charte, 1; C. civ. 13.

14. Imperator Adrianus Publicio Marcello rescripsit, liberam quæ prægnans ultimo supplicio damnata est, liberum parere, et solitum esse servari eam dùm partum ederet. l. 18. p. 27.

15. Cùm legitimæ nuptiæ factæ sint, patrem liberi sequuntur. l. 19. C. civ. 9, 10.

16. Qui furere cœpit et statum et dignitatem in quâ fuit, et magistratum, et potestatem videtur retinere: sicut rei suæ dominium retinet. l. 20.

17. Vulgò concepti dicuntur qui patrem demonstrare non possunt, C. civ. 340, vel qui possunt quidem; sed eum habent, quem habere non licet : qui et spurii appellantur παρὰ τὴν σποράν, *id est*, à statione. l. 23. C. civ. 335.

18. Res judicata pro veritate accipitur. l. 25. C. civ. 1350, s.

19. Qui in utero sunt, in toto penè jure civili intelligụntur in rerum naturâ esse : nam et legitimæ hæreditates his restituuntur. l. 26. C. civ. 725.

Titulus vi. — *De his qui sui vel alieni juris sunt.*

1. De jure personarum alia divisio sequitur, quòd quædam personæ sui juris sunt : quædam alieno juri subjectæ sunt. Videamus itaque de his quæ alieno juri subjectæ sunt. Nam si cognoverimus quæ istæ personæ sunt, simul intelligemus quæ sui juris sunt. l. 1.

2. Igitur in potestate sunt servi dominorum. l. 1. §. 1. Charte, 73.

3. Item in potestate nostrâ sunt liberi nostri, quos ex justis nuptiis procreavimus. l. 3. C. civ. 371, s.

4. Quidam sunt patresfamiliarum, alii filiifamiliarum : quædam matresfamiliarum, quædam filiæfamiliarum. *Patresfamiliarum* sunt, qui sunt suæ potestatis, sive puberes, sive impuberes : simili modo *matresfamiliarum*, *filiifamiliarum* et *filiæ*, quæ sunt in alienâ potestate. Nam qui ex me et uxore meâ nascitur, in meâ potestate est : item qui ex filio meo et uxore ejus nascitur, id est, nepos meus et neptis æquè in meâ sunt potestate, et pronepos et proneptis, et deinceps cœteri. l. 4. C. civ. 173.

5. Nepotes ex filio, mortuo avo, recidere solent in filii potestatem, hoc est patris sui. Simili modo et pronepotes, et deinceps, vel in filii potestatem, si vivit et in familiâ mansit, vel in ejus parentis, qui antè eos in potestate est. l. 5.

6. Filium eum definimus qui ex viro et uxore ejus nascitur. Sed etsi fingamus abfuisse maritum, verbi gratiâ per decennium, reversum anniculum invenisse in domo suâ : placet nobis Juliani sententia, hunc non esse mariti filium. Non tamen ferendum Julianus ait, eum qui cùm uxore suâ assiduè moratus, nolit filium agnoscere quasi non suum : sed mihi videtur, quod et Scævola probat, si constet maritum aliquandiù cum uxore non concubuisse infirmitate interveniente, vel aliâ causâ, vel si eâ valetudine pa-

terfamilias fuit ut generare non possit, hunc qui in domo natus est, licèt vicinis scientibus, filium non esse. l. 6. C. civ. 312, s.

7. Si quâ pœnâ pater fuerit affectus, ut vel civitatem amittat, vel servus pœnæ efficiatur, sine dubio nepos filii loco succedit. l. 7. C. civ. 22, s.

8. Patre furioso liberi nihilominùs in patris sui potestate sunt. Idem et in omnibus est parentibus, qui habent liberos in potestate. Nam cùm jus potestatis moribus sit receptum, nec possit desinere quis habere in potestate, nisi exierint liberi quibus casibus solent, nequaquàm dubitandum est remanere eos in potestate. Quare non solùm eos liberos in potestate habebit, quos antè furorem genuit : verùm et si qui antè furorem concepti, in furore editi sunt. Sed et si in furore agente eo uxor concipiat; videndum an in ejus potestate nascatur filius? Nam furiosus licèt uxorem ducere non possit, retinere tamen matrimonium potest. Quod cùm ità se habeat, in potestate filium habebit. Proindè et si furiosa sit uxor ex eâ antè conceptus in potestate nascetur : sed in furore ejus conceptus ab eo qui non furebat sine dubio in potestate nascetur : quia retinetur matrimonium. Sed et si ambo in furore agant et uxor et maritus, et tunc concipiat, partus in potestate patris nascetur, quasi voluntatis reliquiis in furiosis manentibus; nam cùm consistat matrimonium altero furente, consistet et utroque. Adeò autem retinet jus potestatis pater furiosus, ut et acquiratur illi commodum ejus quod filius acquisivit. l. 8. C. civ. 489, s.

9. Filiusfamilias in publicis causis, loco patrisfamilias habetur : veluti ut Magistratum gerat, ut tutor detur, l. 9.

10. Si judex nutriri vel ali oportere pronuntiaverit, dicendum est de veritate quærendum, filius sit an non, neque enim alimentorum causa veritati facit præjudicium. l. 10. C. civ. 205, s.

11. Inviti filii naturales, vel emancipati non rediguntur in patriam potestatem. l. ult. C. civ. 485, 486.

Titulus vii. — *De adoptionibus, et emancipationibus, et aliis modis, quibus potestas solvitur.*

1. Post mortem filiæ suæ, quæ ut materfamilias, quasi emancipata vixerat : et testamento scriptis hæredibus decessit : adversùs factum suum quasi non jure eam, nec præsentibus testibus emancipasset, pater movere controversiam prohibetur. l. 25.

2. Liberum arbitrium est ei qui filium et ex eo nepotem in potestate habebit, filium quidem potestate demittere, nepotem verò in potestate retinere : vel ex diverso filium quidem in potestate retinere, nepotem verò manumittere : vel omnes sui juris efficere. Eadem et de pronepote dicta esse intelligimus. l. 28.

3. Non potest filius, qui est in potestate patris, ullo modo compellere eum, ne sit in potestate. l. 31. C. civ. 476, s.

4. Plena pubertas id est decem et octo anni. l. 40. §. 1. C. civ. 477. s.

Titulus viii. — *De divisione rerum, et qualitate.*

1. Summa rerum divisio in duos articulos deducitur. Nam aliæ sunt divini juris, aliæ humani. Divini juris sunt, veluti res sacræ. l. 1.

2. Hæ autem res, quæ humani juris sunt, aut publicæ sunt, aut privatæ. Quæ publicæ sunt, nullius in bonis esse creduntur: ipsius enim universitatis esse creduntur. Privatæ autem sunt, quæ singulorum sunt. d. l. 1. V. Tit. de acq. rer. domin. C. civ. 537, s.

3. Quædam prætereà res corporales sunt, quædam incorporales. Corporales hæ sunt, quæ tangi possunt, veluti fundus, homo, vestis, aurum, argentum, et deniquè æliæ res innumerabiles. Incorporales sunt, quæ tangi non possunt: qualia sunt ea, quæ in jure consistunt: sicut hæreditas, ususfructus, obligationes quoquo modo contractæ. Nec ad rem pertinet quod in hæreditate res corporales continentur. Nam et fructus, qui ex fundo percipiuntur, corporales sunt: et id quod ex aliquâ obligatione nobis debetur, plerumquè corporale est: veluti fundus, homo, pecunia: nam ipsum jus successionis, et ipsum jus utendi fruendi, et ipsum jus obligationis incorporale est. Eodem numero sunt et jura prædiorum urbanorum, et rusticorum: quæ etiam servitutes vocantur. l. 1. §. 1. C. civ. 516, s.

4. Quædam naturali jure communia sunt omnium, quædam universitatis, quædam nullius, pleraque singulorum: quæ variis ex causis cuique acquiruntur. l. 2.

5. Et quidem naturali jure omnium communia sunt illa: aer, aqua profluens, et mare, et per hoc littora maris. l. 2. §. 1.

Nemo igitur ad littus maris accedere prohibetur. l. 4. C. civ. 538.

6. Item lapilli, gemmæ, cæteraque, quæ in littore invenimus, jure naturali nostra statim fiunt. l. 3. C. civ. 717.

7. Flumina penè omnia, et portus publica sunt. l. 4. § 1.

Riparum usus publicus est jure gentium, sicut ipsius fluminis. Itaque navem ad eas appellere, funes ex arboribus ibi natis religare, retia siccare, et ex mare reducere, onus aliquod in his reponere, cuilibet liberum est, sicuti per ipsum flumen navigare. l. 5. C. civ. 538.

8. Universitatis sunt, non singulorum, veluti quæ in civitatibus sunt theatra, et stadia, et similia, et si qua alia sunt communia civitatum. Ideòque nec servus communis civitatis, singulorum pro parte intelligitur, sed universitatis. l. 6. §. 1. C. civ. 540, s.

Titulus ix. — *De senatoribus.*

1. Consulari fœminæ utiquè præferendum consularem virum nemo ambigit, sed vir præfectorius an consulari fœminæ præfe-

ratur videndum? putem præferri : quia major dignitas est in sexu virili. l. 1.

2. Consulares fœminas dicimus consularium uxores, adjicit Saturninus, etiam matres, quod nec usquàm relatum est, nec unquàm receptum. l. 1. §. 1.

3. Qui indignus est inferiori ordine, indignior est superiore. l. 4.

4. Senatoris filium accipere debemus (*sive*) jam in senatoriâ dignitate constitutus eum susceperit : (*sive*) antè dignitatem senatoriam. l. 5. v. l. 2. §. 2. ff. de decur. et fil. eor.

Labeo scribit etiam eum qui post mortem patris senatoris natus sit, quasi senatoris filium esse. l. 7. §. 1. Charte, 27.

5. Sed eum qui posteà quàm pater ejus senatu motus est concipitur et nascitur, Proculus et Pegasus opinantur non esse quasi senatoris filium, quorum sententia vera est. l. 7. §. 1. v. l. 2. §. 3. ff. de decur. et fil. eor.

Si quis conceptus quidem sit antequàm pater ejus senatu moveatur, natus autem post patris amissam dignitatem, magis est ut quasi senatoris filius intelligatur. d. §. 1. v. d. l. 2. §. 3. de decur.

6. Si quis et patrem et avum habuerit senatorem, et quasi filius et quasi nepos senatoris intelligitur, sed si pater amiserit dignitatem antè conceptionem hujus, quæri poterit an quamvis quasi senatoris filius non intelligatur, quasi nepos tamen intelligi debeat ? Et magis est ut debeat : ut avi potiùs ei dignitas prosit, quàm obsit casus patris. l. 7. §. 2.

7. Fœminæ nuptæ clarissimis personis, clarissimarum personarum appellatione continentur. Clarissimarum fœminarum nomine, senatorum filiæ, nisi quæ viros clarissimos sortitæ sunt, non habentur. Fœminis enim dignitatem clarissimarum mariti tribuunt, parentes verò donec plebeii nuptiis fuerint copulatæ. Tamdiù igitur clarissima fœmina erit, quamdiù senatori nupta est, vel clarissimo : aut separata ab eo, alii inferioris dignitatis non nupsit. l. 8.

Mulieres honore maritorum erigimus, genere nobilitamus, et forum ex eorum personâ statuimus. Sin autem minoris ordinis virum posteà sortitæ fuerint, priore dignitate privatæ, posterioris mariti sequentur conditionem : et domicilium mutamus. l. ult. C. de inc. l. 13. C. de dignit. l. ult. §. 3. ff. ad. munic. C. civ. 12, 214.

8. Quæsita dignitas liberis, propter casum patris remoti à senatu, auferenda non est. l. 9.

9. Liberos senatorum accipere debemus non tantùm senatorum filios, verùm omnes qui geniti ab ipsis, exve liberis eorum dicantur. l. 10.

10. Si ex filiâ senatoris natus sit, spectare debemus patris ejus conditionem. d. l. 10. in fin.

11. Senatores licèt in urbe domicilium habere videantur, ta-

men et ibi undè oriundi sunt habere domicilium intelliguntur; quia dignitas domicilii adjectionem potiùs dedisse, quàm permutasse videtur. l. 11. v. l. 2. C. ubi. senat. l. 23. ff. ad munic. C. civ. 102, s.

12. Nuptæ priùs consulari viro impetrare solent à principe, quamvis perrarò, ut nuptæ iterùm minoris dignitatis viro, nihilominùs in consulari maneant dignitate. Ut scio Antoninum augustum Juliæ Mamæ consobrinæ suæ indulsisse. l. ult.

Titulus x. — *De officio præfecti prætorio.*

1. Data plenior licentia præfectis prætorio ad disciplinæ publicæ emendationem. l. unica.

2. Appellandi à præfectis prætorio facultas interdicta est. Credidit enim princeps, eos qui ob singularem industriam exploratâ eorum fide, et gravitate, ad ejus officii magnitudinem adhibentur, non aliter judicaturos esse, pro sapientiâ ac luce dignitatis suæ, quàm ipse foret judicaturus. d. l. un. §. 1.

Titulus xi. — *De officio præfecti urbi.*

1. Cura carnis omnis ut justo pretio præbeatur, ad curam præfecturæ pertinet. l. 1. §. 11.

2. Et urbe interdicere præfectus urbi, et quâ aliâ solitarum regionum potest, et negotiatione, et professione, et advocationibus, et foro : et ad tempus, et in perpetuum. l. 1. §. 13.

Titulus xii. — *De officio prætorum.*

1. Barbarius Philippus cùm servus fugitivus esset, Romæ præturam petiit, et prætor designatus est : sed nihil ei servitutem obstitisse ait Pomponius, quasi prætor non fuerit. Atqui verum est præturâ, eum functum, et tamen videamus si servus quamdiù latuit dignitate prætoriâ functus sit, quid dicemus ? Quæ edixit, quæ decrevit nullius fore momenti ? An fore propter utilitatem eorum qui apud eum egerunt vel lege, vel quo alio jure : et verum puto nihil eorum reprobari, hoc enim humanius est. l. 3. v. l. 3. ff. de Senat. Maced.

Titulus xiii. — *De officio præfecti vigilum.*

Salutem reipublicæ tueri nulli magis credidit Augustus convenire, nec alium sufficere ei rei, quàm Cæsarem. l. 3.

2. Cognoscit præfectus vigilum de incendiariis, effractoribus, furibus, raptoribus, receptatoribus, nisi si qua tam atrox tamque famosa persona sit, ut præfecto urbi remittatur. l. 3. §. 1.

3. Plerùmque incendia culpâ fiunt inhabitantium. l. 3. §. 1. v. l. 11. ff. de per. et comm. rei vend. V. d. 3. §. 4. et l. ult. h. t.

Titulus xiv. — *De officio proconsulis et legati.*

1. Proconsul ubiquè quidem proconsularia insignia habet statim atque urbem egressus est. Potestatem autem non exercet, nisi in eâ provinciâ solâ quæ ei decreta est. l. 1.

2. Omnes proconsules statim quàm urbem egressi fuerint, habent jurisdictionem : sed non contentiosam, sed voluntariam. l. 2.

3. Proficisci proconsulem meliùs quidem est sine uxore, sed

et cum uxore potest : dummodò sciat senatum, Cottâ et Messalâ consulibus censuisse, futurum, ut *si quid uxores eorum qui ad officia proficiscuntur, deliquerint, ab ipsis ratio, et vindicta exigatur*. l. 4. §. 2.

4. Circà advocatos patientem esse proconsulem oportet, sed cum ingenio, ne contemptibilis videatur : nec adeò dissimulare, si quos causarum concinnatores, vel redemptores deprehendat; eosque solos pati postulare, quibus per edictum ejus postulare permittitur. l. 9. §. 2. C. civ. 1597.

5. Observare item eum oportet, ut sit ordo aliquis postulationum, scilicet, ut omnium desideria audiantur, ne fortè, dùm honori postulantium datur, vel improbitati ceditur, mediocres desideria sua non proferant, qui aut omninò non adhibuerunt, aut minùs frequentes, neque in aliquâ dignitate positos advocatos sibi prospexerunt. l. 9. §. 4.

6. Advocatos quoque petentibus debebit indulgere, plerùmque fœminis, vel pupillis, vel aliis debilibus, vel his qui suæ mentis non sunt, si quis eis petat, vel si nemo sit qui petat, ultrò eis dare debebit. Sed si quis per potentiam adversarii non invenire se advocatum dicat, æquè oportebit ei advocatum dare. Cæterùm opprimi aliquem per adversarii sui potentiam non oportet : hoc enim etiam ad invidiam ejus qui provinciæ præest, spectat, si quis tam impotenter se gerat, ut omnes metuant adversùs eum advocationem suscipere. l. 9. §. 5. 1. 294, 295.

7. Meminisse oportebit usquè ad adventum successoris omnia debere proconsulem agere, cùm sit unus proconsulatus, et utilitas provinciæ exigat esse aliquem negotia sua provinciales explicent. Ergò in adventum successoris debet jus dicere. l. 10.

Titulus xv. — *De officio præsidis.*

1. Curet is qui provinciæ præest malis hominibus provinciam purgare : nec distinguitur undè sint. l. 3. in. f.

2. Illicitas exactiones, et violentiâ factas et extortas metu venditiones, et cautiones, vel sine pretii numeratione prohibeat præses provinciæ. Item ne quis iniquum lucrum, aut damnum sentiat, præses provinciæ provideat. l. 6. Ne potentiores viri humiliores injuriis afficiant : neve defensores eorum calumniosis criminibus insectentur innocentes ad religionem præsidis provinciæ pertinet. d. l. §. 2. Illicita ministeria, sub prætextu adjuvantium militares viros ad concutiendos homines procedentia prohibere, et deprehensa coercere, præses provinciæ curet, et sub specie tributorum illicitas exactiones fieri prohibeat. d. l. 6. §. 3. Neque licitâ negotiatione aliquos prohiberi, neque prohibita exerceri, neque innocentibus pœnas irrogari, ad sollicitudinem suam præses provinciæ revocet. d. l. §. 4.

3. Veritas rerum erroribus gestarum non vitiatur. Et ideò præ-

ses provinciæ id sequatur quod convenit eum ex fide eorum quæ probabuntur. l. 6. §. 1.

4. Sicuti medico imputari eventus mortalitatis non debet, ità quod per imperitiam commisit, imputari ei debet, prætextu humanæ fragilitatis delictum decipientis in periculo homines innoxium esse non debet. l. 6. §. 7. p. 319.

5. Præses provinciæ si mulctam quam irrogavit ex præsentibus facultátibus eorum quibus eam dixit, redigi non posse deprehenderit, necessitate solutionis moderetur, reprehensâ exactorum illicitâ avaritiâ l. 6. §. 9.

6. Remissa propter inopiam mulcta à provincias regentibus exigi non debet. d. l. 6. in fin.

7. Præses provinciæ inspectis ædificiis, dominos eorum, causâ cognitâ, reficere ea compellat : et adversùs detrectantes, competenti remedio, deformitati auxilium ferat. l. 7.

8 Non tam spectandum est quid Romæ factum est, quàm quid fieri debeat. l. 12.

9. Congruit bono et gravi præsidi, curare ut pacata atque quieta provincia sit, quam regit : quod non difficilè obtinebit, si sollicitè agat, ut malis hominibus provincia careat : eosque conquirat. Nam et sacrilegos, latrones, plagiarios, fures conquirere debet, et prout quisque deliquerit, in eum animadvertere : receptoresque eorum coercere, sine quibus latro latere diutiùs non potest. l. 13.

10. Furiosis, si non possint per necessarios contineri, eo remedio per præsidem obviàm eundum est, scilicet, ut carcere contineantur, et ità Divus Pius rescripsit. l. 13. §. 1. C. civ. 491.

11. Divus Marcus, et Commodus Scapulæ Tertyllo rescripserunt, in hæc verba. Si tibi liquidò compertum est, Ælium Priscum in eo furore esse, ut continuâ mentis alienatione, omni intellectu careat : nec subest ulla suspicio matrem ab eo simulatione dementiæ occisam, potes de modo pœnæ ejus dissimulare : cùm satis furore ipso puniatur : et tamen diligentiùs custodiendus erit : ac si putabis etiam vinculo coercendus : quoniam tam ad pœnam, quàm ad tutelam ejus, et securitatem proximorum pertinebit. Si verò, ut plerùmque adsolet, intervallis quibusdam sensu saniore, non fortè eo momento scelus admiserit, nec morbo ejus danda est venia, diligenter explorabis. Et si quid tale compereris, consules nos, ut æstimemus, an per immanitatem facinoris, si cùm posset videri sentire commiserit, supplicio afficiendus sit. Cùm autem ex litteris tuis cognoverimus, tali eum loco, atque ordine esse, ut à suis, vel etiam in propriâ villâ custodiatur rectè facturus nobis videris si eos, à quibus illo tempore observatus esset, vocaveris, et causam tantæ negligentiæ excusseris : et in unumquemque eorum, prout tibi levari, vel onerari culpa ejus videbitur, constitueris. Nam custodes furiosis non ad hoc solùm

adhibentur, ne quid perniciosius ipsi in se moliantur, sed ne aliis quoque exitio sint. Quod si committatur non immeritò culpæ eorum adscribendum est, qui negligentiores in officio fuerint. l. 14. p. 64, 475, § 7.

12. Legatus Cæsaris, id est præses, vel corrector provinciæ, abdicando se non amittit imperium. l. 20.

13. Observandum est jus reddenti, ut in adeundo quidem facilem se præbeat, sed contemni non patiatur. Undè mandatis adjicitur, ne præsides provinciarum in ulteriorem familiaritatem provinciales admittant. Nam ex conversatione æquali, contemptio dignitatis nascitur. l. 19. Sed et in cognoscendo neque excandescere adversùs eos quos malos putat, neque precibus calamitosorum inlacrymari oportet. Id enim non est constantis, et recti judicis, cujus animi motum vultus detegit. Et summatim ità jus reddet, ut auctoritatem dignitatis ingenio suo augeat. d. l. 19. §. 1. pr. 378, s.

Titulus xvi. — *De officio ejus cui mandata est jurisdictio.*

1. Qui mandatam jurisdictionem suscepit, proprium nihil habet, sed ejus qui mandavit jurisdictione utitur. l. 1. §. 1. Et si prætor sit is qui alienam jurisdictionem exsequitur, non tamen pro suo imperio agit, sed pro eo cujus mandatu jus dicit, quoties partibus ejus fungitur. l. 3. V. l. 16. ff. de jurisd.

2. Mandatam sibi jurisdictionem, mandare alteri non posse manifestum est. l. ult.

3. Jurisdictio sine modicâ coercitione nulla est. l. ult.

Titulus xvii. — *De officio adsessorum.*

1. Consiliari, eo tempore quo adsidet, negotia tractare in suum quidem auditorium nullo modo concessum est, in alienum autem non prohibetur. l. 5.

LIBER SECUNDUS.

Titulus i. — *De jurisdictione.*

1. Cui jurisdictio data est, ea quoque concessa esse videntur, sine quibus jurisdictio explicari non potuit. l. 2.

2. More majorum ità comparatum est, ut is demùm jurisdictionem mandare possit, qui eam suo jure, non alieno beneficio haberet. l. 5.

3. Si quis id quod jurisdictionis perpetuæ causâ, non quod, prout res incidit, in albo vel in chartâ, vel in aliâ materiâ propositum erit, dolo malo corruperit : datur in eum judicium. l. 7.

4. In eos qui inopiâ laborant corpus torquendum est. l. 7. §. 3.

5. Qui jurisdictioni præest neque sibi jus dicere debet, neque uxori, vel liberis suis, vel cæteris, quos secum habet. l. 10. pr. 378, s.

6. Si idem cum eodem pluribus actionibus agat, quarum sin-

gularum quantitas intrà jurisdictionem judicantis sit, coacervatio verò omnium excedat modum jurisdictionis ejus apud eum agi posse Sabino, Cassio, Proculo placuit, quæ sententia rescripto imperatoris Antonini confirmata est. l. 11.

7. Sed et si mutuæ sunt actiones, et alter minorem quantitatem, alter majorem petat, apud eumdem judicem agendum est ei, qui quantitatem minorem petit: ne in potestate calumniosâ adversarii mei sit, an apud eumdem litigare possim. l. 11. §. 1. Co. 639, pr. 404.

8. Si una actio communis sit plurium personarum, veluti familiæ erciscundæ, communi dividundo, finium regundorum: utrùm singulæ partes spectandæ sunt circà jurisdictionem ejus, qui cognoscit? Quod Ofilio, et Proculo placet, quia unusquisque de parte suâ litigat: an potiùs tota res, quia et tota res in judicium venit, et vel uni adjudicari potest, quod et Cassio, et Pegaso placet. Et sanè eorum sententia probabilis est. l. 11. §. ult. pr. 2, 3.

9. Non consentiunt qui errant. Quid enim tam contrarium consensui est, quàm error, qui imperitiam detegit. l. 15. C. civ. 1109, 1110.

10. Is, cui mandata jurisdictio est, fungetur vice ejus qui mandavit, non suâ. l. 16. v. l. 3. ff. de Off. ej. cui mand. est jurisd.

11. Cùm quædam puella apud competentem judicem litem susceperat, deindè condemnata erat, posteàque ad viri matrimonium alii jurisdictioni subjecti pervenerat: quærebatur, an prioris judicis sententia exsequi possit. Dixi posse, quia antè fuerat sententia dicta. Sed et si post susceptam cognitionem antè sententiam, hoc eveniet; idem putarem: sententiaque à priore judice rectè fertur. Quod generaliter et in omnibus hujusce modi casibus observandum est. l. 19. C. civ. 108, 1409, s. pr. 2, 3.

Qui libellum accepit, etiamsi in aliud officium translatus sit, fortè Clericus factus, respondeat omninò in primo foro. l. ult. C. de in jus voc.

12. Quoties de quantitate ad juridictionem pertinente quæritur: semper quantùm petatur quærendum est, non quantùm debeatur. l. 19. §. 1.

13. Extrà territorium jus dicenti, impunè non paretur. Idem est, et si suprà jurisdictionem suam velit jus dicere. l. ult. p. 127, 196, 197.

Titulus ii. — *Si quis jus dicenti non obtemperaverit.*

1. Omnibus magistratibus secundùm jus potestatis suæ, concessum est jurisdictionem suam defendere pœnali judicio. l. 1.

Titulus iii. — *De in jus vocando.*

1. Semper certa est (mater) etiam si vulgò conceperit. Pater verò is est quem nuptiæ demonstrant. l. 5. C. civ. 312, 341, 342,

2. Una est omnibus parentibus (etiam naturalibus) servanda reverentia. l. 6. C. civ. 371.

3. Qui manumittitur à corpore aliquo, vel collegio, vel civitate.... non est singulorum libertus, sed reipublicæ honorem habere debet. l. 10. §. 4.

4. Domus tutissimum cuique refugium, atque receptaculum. l. 18. p. 184.

TITULUS IV. — *Si quis in jus vocatus non ierit : sive quis eum vocaverit, quem ex edicto non debuerit.*

1. Ex quâcunque causâ ad prætorem vel alios, qui jurisdictioni præsunt, in jus vocatus venire debet, ut hoc ipsum sciatur, an jurisdictio ejus sit. l. 2. pr. 9, 19.

2. Rusticitati aliquandò parcendum. l. 2. §. 1. in fine. pr. 21.

TITULUS V. — *Ne quis eum qui in jus vocatur vi eximat.*

1. Deteriore loco est, qui in simili delicto petitoris partes sustinet. l. 2.

TITULUS VI. — *Qui satisdare cogantur, vel jurato promittant, vel suæ promissioni commictantur.*

1. Satisdatio eodem modo appellata est quo satisfactio. Nam ut satisfacere dicimur ei, cujus desiderium implemus : ità satisdare dicimur adversario nostro, cùm pro eo quod à nobis petiit, ità cavemus, ut eum hoc nomine securum faciamus datis fidejussoribus. l. 1. C. civ. 2011.

2. Locuples videtur dari fidejussor non tantùm ex facultatibus, sed etiam ex conveniendi facilitate. l. 2. C. civ. 2018.

3. Quoties vitiosè cautum, vel satisdatum est, non videtur cautum. l. 6. C. civ. 2020.

4. Si satisdatum pro re mobili non sit, et persona suspecta sit, ex quâ satis desideratur : apud officium deponi debebit, si hoc judicio sederit, donec vel satisdatio detur, vel lis finem accipiat. l. 7. §. 2. C. civ. 1961, s.

5. Si fidejussor judicatum solvi, stipulatori hæres exstiterit, aut stipulator fidejussori, ex integro cavendum erit. l. 8. §. 3. C. civ. 2035.

6. Si medio tempore calamitas fidejussoribus insignis, vel magna inopia accidit, causâ cognitâ ex integro satisdandum erit. l. 10. C. civ. 2020.

TITULUS VII. — *De eo per quem factum erit quominùs quis in judicio sistat.*

1. Si et stipulator dolo promissoris, et promissor dolo stipulatoris impeditus fuerit, quominùs ad judicium veniret : neutri eorum prætor succurrere debebit, *ab utrâque parte dolo compensando.* l. ult. §. 3. v. l. 39. ff. sol. matr. C. civ. 1172, s.

TITULUS VIII. — *Si quis cautionibus in judicio sistendi causâ factis non obtemperaverit.*

1. Vicena millia passuum in singulos dies dinumerari prætor

jubet, præter eum diem quo cautum promittitur, et in quem sistere in judicium oportet. Nam sanè talis itineris dinumeratio neutri litigatorum onerosa est. l. 1. pr. 5.

2. Si quis judicio se sisti promiserit, et valetudine, vel tempestate, vel vi fluminis prohibitus se sistere non possit, exceptione adjuvatur. Nec immeritò, cùm enim in tali promissione præsentiâ opus sit, quemadmodùm potuit se sistere qui adversâ valetudine impeditus est? Et ideò etiam lex duodecim tabularum, si judex vel alteruter ex litigatoribus morbo sontico impediatur, jubet diem judicii esse diffisum. l. 2. §. 3. pr. 265, 266, 1397.

3. Quæsitum est an possit conveniri, *ne ulla exceptio in promissione deserta in judicio sistendi causâ facta, objiciatur* : et ait Attilicinus, conventionem istam non valere : sed et ego puto conventionem istam ità valere, si specialiter causæ expressæ sint, quibus à promissore spontè renuntiatum est. l. 4. §. 4. C. civ. 1108. pr. 1003. s.

4. Et si post tres, aut quinque, pluresve dies quàm judicio sisti se reus promisit secum agendi potestatem fecerit, nec actoris jus ex morâ deterius factum sit, consequens est dici defendi eum debere per exceptionem. l. 8. pr. 135, 155.

5. Injuriarum actio hæredi non competit. l. 10. §. 2.

Titulus ix. — *De feriis, et dilationibus, et diversis temporibus.*

1. Ne quis messium, vendemiarumque tempore adversarium cogat ad judicium venire, oratione Divi Marci exprimitur : quia occupati circà rem rusticam, in forum compellendi non sunt. l. 1. V. sur les vacances, t. 3. p. 393, 399.

2. Sed excipiuntur certæ causæ ex quibus cogi poterimus et per id temporis, cùm messes vindemiæque sunt, ad prætores venire, scilicet si res tempore peritura sit, hoc est si dilatio actionem sit peremptura. l. 1. §. 2.

3. Eâdem oratione Divus Marcus in senatu recitatâ effecit, de aliis speciebus prætorem adiri etiam diebus feriatis. Ut putà ut tutores, aut curatores dentur, ut officii admoneantur cessantes, excusationes allegentur, alimenta constituantur. l. 2. pr. 8.

4. Solet etiam messis vindemiarumque tempore jus dici de rebus quæ tempore vel morte perituræ sunt; morte : veluti furti, damni, injuriæ, injuriarum atrocium, qui de incendio, ruinâ, naufragio, rate, nave expugnatâ rapuisse dicuntur, et si quæ similes sunt. Item si res tempore perituræ sunt, aut actionis dies exiturus est. l. 3.

5. Præsides provinciarum ex consuetudine cujusque loci, solent messis, vindemiarumque causâ tempus statuere. l. 4.

6. More romano dies à mediâ nocte incipit, et sequentis noctis mediâ nocte finitur. Itaque quidquid in his viginti quatuor horis (id est duabus dimidiatis noctibus, et luce mediâ) actum est, perindè est, quasi quâvis horâ lucis actum esset. l. 8. C. civ. 2262.

Titulus x. — *De edendo.*

1. Quâ quisque actione agere volet, eam edere debet, nam æquissimum videtur, eum qui acturus est, edere actionem, ut proindè sciat reus, utrùm cedere an contendere ultrà debeat: et si contendendum putat, veniat instructus ad agendum, cognitâ actione quâ conveniatur. l. 1. p. 61.

2. Rationes cum die et consule edi debent, quoniam accepta, et data non aliàs possunt apparere, nisi dies, et consul fuerit editus. l. 1. §. 2. in fine. pr. 61. C. civ. 1315.

3. Edenda sunt omnia quæ quis apud judicem editurus est. l. 1. § 3.

4. Eis qui ob ætatem, vel rusticitatem, vel ob sexum lapsi non ediderunt, vel ex aliâ justâ causâ, subvenitur. l. 1. §. ult.

5. Edere non videtur qui stipulationem totam non edit. l. 1. § 4.

Edi ratioità intelligitur, si à capite edatur (nam ratio, nisi inspiciatur, intelligi non potest), scilicet ut non totum cuique codicem rationum, totasque membranas inspiciendi, describendique potestas fiat: sed ut ea sola pars rationum quæ ad instruendum aliquem pertineat, inspiciatur, et describatur. l. 10. § 2.

6. Ipse dispice, quemadmodùm pecuniam, quam te deposuisse dicis, deberi tibi probes. Nam quod desideras, ut rationes suas adversaria tua exhibeat, id ex causâ ad judicis officium pertinere solet. l. 1. C. de edendo. C. civ. 1950.

7. Is apud quem res agitur, acta publica tam civilia quàm criminalia exhiberi inspicienda ad investigandam veritatis fidem jubebit. l. 2. C. eod. C. civ. 1317. s.

8. Edita actio speciem futuræ litis demonstrat: quam emendari, vel mutari licet, prout jus reddentis decernit æquitas. l. 3. C. eod.

9. Actore non probante, qui convenitur, etsi nihil ipse præstat, obtinebit. l. 4. in f. C. eod. C. civ. 1357. s.

10. Non est novum, eum à quo petitur pecunia implorare rationes creditoris, ut fides veri constare possit. l. 5. C. eod.

Multùm interest an ex parte ejus qui aliquid petit, quique doli exceptione submoveri ab intentione petitionis suæ potest rationes promi reus desideret, quibus se posse instruere contendit, quod utiquè ipsa rei æquitas suadet: an verò ab eo, à quo aliquid petitur, actor desideret actiones exhiberi: quandò hoc casu non oportet originem petitionis ex instrumentis ejus, qui convenitur, fundari. l. 8. C. eod.

Qui accusare volunt, probationes habere debent: cùm neque juris, neque æquitatis ratio permittat, ut alienorum instrumentorum inspiciendorum potestas fieri debeat. l. 4. C. eod.

Titulus xi. — *De pactis.*

1. Hujus edicti æquitas naturalis est. Quid enim tam congruum fidei humanæ, quàm ea quæ inter eos placuerunt, servare. l. 1. C. civ. 1134.

2. Et est pactio duorum, pluriumve in idem placitum consensus. l. 1. §. 2. C. civ. 1101.

3. Conventionis verbum generale est, ad omnia pertinens, de quibus negotii contrahendi, transigendique causâ consentiunt, qui inter se agunt. Nam sicuti convenire dicuntur, qui ex diversis locis in unum locum colliguntur, et veniunt : ità et qui ex diversis animi motibus in unum consentiunt, id est, in unam sententiam decurrunt. l. 1. §. 3.

4. Labeo ait convenire posse vel re, vel per epistolam, vel per nuntium, inter absentes quoque posse; sed etiam tacitè consensu convenire intelligitur. l. 2. Co. 109. C. civ. 1984, s.

5. Et ideò si debitori reddiderim cautionem, videtur inter nos convenisse, ne peterem : profuturamque ei conventionis exceptionem placuit. l. 2. §. 1. C. civ. 1287.

Postquàm pignus vero debitori reddatur, si pecunia soluta non fuerit, debitum peti posse dubium non est : nisi specialiter contrarium actum esse probetur. l. 3. C. civ. 1286.

6. Item quia conventiones etiam tacitè valent, placet in urbanis habitationibus locandis, invecta illata pignori esse locatori : etiam si nihil nominatim convenerit. l. 4. Pr. 593. C. civ. 2102.

7. Sed cùm nulla subest causa propter conventionem, hîc constat non posse constitui obligationem. l. 7. §. 4. C. civ. 1131.

8. Ait prætor, *pacta conventa, quæ neque dolo malo, neque adversùs leges, plebiscita, senatus consulta, edicta principum, neque quò fraus cui eorum fiat, facta erunt, servabo.* l. 7. §. 7.

Pacta quæ contrà leges constitutionesque vel contrà bonos mores fiunt, nullam vim habere, indubitati juris est. l. 6. C. eod. C. civ. 6, 686, 900, 1133, 1172, 1387.

9. Pactorum quædam in rem sunt, quædam in personam. In rem sunt, quoties generaliter paciscor ne petam : in personam, quoties ne à personâ petam : id est, ne à Lucio Titio petam. Utrùm autem in rem, an in personam pactum factum est, non minùs ex verbis, quàm ex mente convenientium æstimandum est. Plerùmque enim persona pactò inseritur, non ut personale pactum fiat, sed ut demonstretur cum quo pactum factum est. l. 7. §. 8.

10. Dolo malo, ait prætor, pactum se non servaturum. Dolus malus fit calliditate, et fallaciâ, (et) ut ait Pedius, dolo malo pactum fit, quoties circumscribendi alterius causâ aliud agitur, et aliud agi simulatur. l. 7. §. 9. C. civ. 1116. 1177.

11. Item si quis pactus sit *ut ex causâ depositi omne periculum præstet*, Pomponius ait, pactionem valere : nec quasi contrà juris formam factam non esse servandam. l. 7. §. 15. C. civ. 1134.

12. Si antè aditam hæreditatem paciscatur quis cum creditoribus, *ut minùs solvatur* : pactum valiturum est. §. 17. C. civ. 2044.

13. Majorem esse partem (creditorum) pro modo debiti, non

pro numero personarum, placuit. Quod si æquales sint in cumulo debiti, tunc plurium numerus creditorum præferendus est. l. 8. Si plures sint qui eamdem actionem habent unius loco habentur. l. 9. v. l. 14. ff de pos. C. civ. 519.

14. Sicuti pactum procuratoris mihi nocet, ità et prodest. l. 10. §. ult. sive ei mandavi, ut pacisceretur, sive omnium rerum mearum procurator fuit. l. 12. C. civ. 1984, s.

15. Item magistri societatum pactum et prodesse, et obesse constat. l. 14. C. civ. 1832, s.

16. Si tibi decem dem, et paciscar ut viginti mihi debeantur, non nascitur obligatio ultrà decem. Re enim non potest obligatio contrahi, nisi quatenùs datum sit. l. 17. C. civ. 1907.

17. In his qui ejusdem pecuniæ exactionem habent in solidum, vel qui ejusdem pecuniæ debitores sunt, quatenùs alii quoque prosit, vel noceat pacti exceptio, quæritur? Et in rem pacta omnibus prosunt, quorum obligationem dissolutam esse, ejus qui paciscebatur interfuit: itaque debitoris conventio fidejussoribus proficiet. l. 21. §. ult.

Si unus ex argentariis sociis cum debitore pactus sit: an etiam alteri noceat exceptio? Neratius, Attilicinus, Proculus nec si in rem pactus sit, alteri nocere, tantùm enim constitutum, ut solidum alter petere possit. Idem Labeo. Nam nec novare alium posse, quamvis ei rectè solvatur. Sic enim et his qui in nostrâ potestate sunt rectè solvi quod crediderint, licèt novare non possim quod est verum. Idemque in duobus reis stipulandi dicendum est. l. 27. C. civ. 2011, s.

18. Personale pactum ad alium non pertinere, quemadmodùm nec ad hæredem, Labeo ait. l. 25. §. 1.

19. Pacta quæ turpem causam continent, non sunt observanda. l. 27. §, 4. C. civ. 6, 135.

20. Antè omnia enim animadvertendum est, ne conventio in aliâ re facta, aut cum aliâ personâ, in aliâ re, aliâve personâ noceat. l. 27. §. 4. in fine.

21. Contrà juris civilis regulas pacta conventa rata non habentur. l. 28. C. civ. 6.

22. Jus publicum privatorum pactis mutari non potest. l. 38. C. civ. 5, 6.

23. Veteribus placet, pactionem obscuram, vel ambiguam venditori, et qui locavit nocere, in quorum fuit potestate legem apertiùs conscribere. l. 39. C. civ. 1162, 1602.

24. Pater qui dotem promisit, pactus est, *ut post mortem suam, in matrimonio, sine liberis, defunctâ filiâ, portio dotis apud hæredem suum fratrem remaneret.* Ea conventio, liberis à socero posteà susceptis, et hæredibus testamento relictis, per exceptionem doli proderit: cùm inter contrahentes id actum sit, ut hæredibus consulatur: et illo tempore, quo pater alios filios

non habuit, in fratrem suum judicium supremum contulisse videatur. l. 40. §. ult. V. l. civiles, au titre des substitutions.

25. In emptionibus scimus quid præstare venditor debeat, quidque ex contrario emptor, quod si in contrahendo aliquid exceptum fuerit, id servari debebit. l. 43. C. civ. 1602.

26. Inter debitorem et creditorem convenerat, *ut creditor onus tributi prædii pignorati non agnosceret, sed ejus solvendi necessitas debitorem spectaret*: talem conventionem, quantùm ad fisci rationem, non esse servandam respondi. Pactis etenim privatorum formam juris fiscalis convelli non placuit. l. 42. C. civ. 6.

27. Cùm in eo esset pupillus, ut ab hæreditate patris abstineretur, tutor cum plerisque creditoribus decidit, *ut certam portionem acciperent* (idem curatores cum aliis fecerunt), quæro, an et tutor idemque creditor patris eamdem portionem retinere debeat. Respondi eum tutorem, qui cæteros ad portionem vocaret, eâdem parte contentum esse debere. l. 44.

28. Liceat sui juris persecutionem, aut spem futuræ perceptionis deteriorem constituere. l. 46. in fine. C. civ. 544.

29. Sumptus quidem prorogare litiganti honestum est : pacisci autem ut, non quantitas eo nomine expensa cum usuris licitis restituatur, *sed pars dimidia ejus quod ex eâ lite datum erit*, non licet. l. 53. v. l. 5. C. de postul. C. civ. 1135.

30. Qui in futurum usuras à debitore acceperat, tacitè pactus videtur, ne intrà id tempus sortem petat. l. 57.

31. Ab emptione, venditione, locatione, conductione, cæterisque similibus obligationibus, quin integris omnibus consensu eorum qui inter se obligati sint recedi possit, dubium non est. l. 58.

32. Si reus postquàm pactus sit *à se non peti pecuniam* (ideòque cœpit id pactum fidejussori quoque prodesse) pactus sit, ut à se peti liceat : an utilitas prioris pacti sublata sit fidejussori quæsitum est ? Sed verius est semel adquisitam fidejussori pacti exceptionem, ulterius ei invito extorqueri non posse. l. ult.

33. Conditionis incertum, inter fratres non iniquis rationibus conventione finitum est. Cùm igitur verbis fideicommissi petitum à patre tuo profitearis, ut, *si vitâ sine liberis decederet, hæreditatem Licinio Frontoni restitueret*, pactum eo tempore *de sextante Licinio Frontoni dando, cùm liberos Philinus non sustulerit* interpositum, non idcircò potest iniquum videri, quod factâ sicut placuit divisione, diem suum, te filio ejus superstite, functus esset. l. 1. C. de pactis.

34. Post venditionem hæreditatis à te factam, si creditores contrà emptores actiones suas movisse probare poteris, eosque eas spontaneâ voluntate suscepisse, exceptione taciti pacti non inutiliter defenderis. l. 2. C. eod.

35. Si pascenda pecora partiaria, id est, *ut fœtus eorum portionibus quibus placuit inter dominum et pastorem dividantur*,

Apollinarem suscepisse probabitur : fidem pacto præstare per judicem compellatur. l. 8. C. eod. C. civ. 1800, s.

36. Pacta novissima servari oportere, tam juris quàm ipsius rei æquitas postulat. l. 12. C. eod.

37. Cùm proponas, filios testamento scriptos hæredes rogatos esse, *ut qui primus rebus humanis eximeretur alteri portionem hæreditatis restitueret* : quoniam precariam substitutionem fratrum consensu remissam adseveras, fideicommissi persecutio cessat. l. 16. C. eod. v. l. 11. C. de trans. C. civ. 896, 897. V. sur cette matière, t. 2., p. 742.

38. Traditionibus et usucapionibus dominia rerum non nudis pactis transferuntur. l. 20. C. eod.

39. Circà futuram viventis successionem pacisci illicitum eo non consentiente vel ignorante. l. ult. C. eod. C. civ. 1130.

TITULUS XII. — *De Transactionibus.*

1. Qui transigit, quasi de re dubiâ, et lite incertâ, neque finitâ transigit. C. civ. 2044. Qui verò paciscitur donationis causâ, rem certam et indubitatam liberalitate remittit. l. 1. C.civ. 1129.

2. Cùm transactio propter fideicommissum facta esset, (et) posteà codicilli reperti sunt : quæro an quantò minùs ex transactione consecuta mater defuncti fuerit quàm pro parte suâ est, id ex fideicommissi causâ consequi debeat, respondit debere. l. 3. §. 1. l. 6. eod.

3. Debitor cujus pignus creditor distraxit, cum Mævio, qui se legitimum creditoris hæredem esse jactabat, minimò transegit, posteà testamento prolato, Septicium hæredem esse apparuit, quæsitum est, si agat pigneratitiâ debitor cum Septicio, an is uti possit exceptione transactionis factæ cum Mævio, qui hæres eo tempore non fuerit : possitque Septicius pecuniam quæ Mævio ut hæredi, à debitore numerata est, condictione repetere, quasi sub prætextu hæreditatis acceptam ? Respondit, secundùm ea quæ proponerentur, non posse. Quia neque cum eo ipse transegit, nec negotium Septicii Mævius gerens accepit. l. 3. §. 2. C. civ. 2057, § 2.

4. Aquiliana stipulatio omnimodo omnes præcedentes obligationes novat et perimit : ipsaque perimitur per acceptilationem : et hoc jure utimur, Ideòque etiam legata sub conditione relicta in stipulationem Aquilianam deducuntur. l. 4. C. civ. 1041.

5. Cùm Aquiliana stipulatio interponitur, quæ ex consensu redditur : lites de quibus non est cogitatum in suo statu retinentur : liberalitatem enim captiosam interpretatio prudentium fregit. l. 5. C. civ. 2044, s.

6. De his controversiis, quæ ex testamento proficiscuntur, neque transigi, neque exquiri veritas aliter potest, quàm inspectis cognitisque verbis testamenti. l. 6. l. 3. eod. C. civ. 970. V. t. 2. p. 553, s.

7. Et post rem judicatam transactio valet, si vel appellatio intercesserit, vel appellare potueris. l. 7.

Post rem judicatam, etiamsi pronuntiatio non est interposita, tamen si negetur judicatum esse, vel ignorari potest an judicatum quia adhùc lis subesse possit, transactio fieri potest. l. 11.

Si causâ cognitâ prolata sententia, sicut jure traditum est, appellationis, vel in integrum restitutionis solemnitate suspensa non est super judicato frustrà transigi, non est opinionis incertæ. l. 32. C. de trans. v. l. 23. §. 1. ff. de cond. in deb. C. civ. 2056.

8. Cùm hi, quibus alimenta relicta erant, facilè transigerent contenti modico præsenti: Divus Marcus oratione in senatu recitatâ effecit, ne aliter alimentorum transactio rata esset, quàm (si) auctore prætore facta. Solet igitur prætor intervenire, et inter consentientes arbitrari, an transactio, vel quæ admitti debeat. l. 8. Eam transactionem oratio improbat quæ idcircò fit, ut quis repræsentatam pecuniam consumat. d. l. §. 6. C. civ. 2044.

9. Ejusdem prætoris notio ob transactionem erit, sive habitatio, sive vestiarium, sive de prædiis alimentum legabitur. l. 8. §. 1.

10. Vult igitur oratio, apud prætorem de istis quæri: in primis *de causâ* transactionis, dein *de modo*, tertio *de personâ* transigentium. In causâ hoc erit requirendum, quæ *causa* sit transigendi: sine causâ enim neminem transigentem audiet prætor. Causæ ferè hujusmodi solent allegari. Si alibi domicilium hæres, alibi alimentarius habeat: aut si destinet domicilium transferre alter eorum: aut si causâ aliquâ urgeat præsentis pecuniæ: aut si à pluribus ei alimenta relicta sint, et minutatim singulos convenire difficile ei sit: aut si qua alia causa fuit, ut plures solent incidere, quæ prætori suadeant transactionem admittere. *Modus* quoque pecuniæ, quæ in transactionem venit, æstimandus est: ut putà quantitatis transactionis: nam etiam ex modo fides transactionis æstimabitur. *Modus* autem pro ætate ejus, qui transigit, arbitrandus est, et valetudine: nam aliàs cum puero, aliàs cum juvene, aliàs cum sene transigi palàm est, constat enim alimenta cum vitâ finiri. Sed et *personarum contemplatio* habenda est: hoc est, cujus vitæ sint hi quibus alimenta relicta sunt. Utrùm frugi vitæ hi sint, qui aliàs sibi sufficere possint, an sequioris qui de alimentis pendeant. In personâ ejus à quo alimenta relicta sunt, hæc erunt spectanda: in quibus sunt facultatibus, cujus propositi, cujus opinionis. Tunc enim apparebit, numquid circumvenire velit eum, cum quo transigit. l. 8, §. 9. 10. 11. C. civ. 888, 2052.

11. Qui cum tutoribus suis de solâ portione administratæ tutelæ suæ egerat, et transegerat: adversùs eosdem tutores ex personâ fratris sui, cui hæres exstiterat, agens, præscriptione factæ transactionis non submovetur. l. 9. C. civ. 2045.

12. Transactio, quæcunque fit, de his tantùm de quibus inter

convenientes placuit, interposita creditur. l. 9. §. 1. C. civ. 2049.

13. Qui per fallaciam cohæredis ignorans universa quæ in vero erant, instrumentum transactionis sine Aquilianâ stipulatione interposuit, non tam paciscitur, quàm decipitur. l. 9. §. 2.

14. Ei, qui nundùm certus ad se querelam contrà patris testamentum pertinere, de aliis causis cum adversariis pacto transegit, tantùm in his interpositum pactum nocebit, de quibus inter eos actum esse probatur. His tantùm transactio obest, quamvis major annis vigintiquinque eam interposuit, de quibus actum probatur: nam ea quorum actiones competere (ei) posteà compertum est, iniquum est perimi pacto id de quo cogitatum non docetur. l. 9. §. 3. C. civ. 2052. 2057.

15. Venditor hæreditatis, emptori mandatis actionibus, cum debitore hæreditario, qui ignorabat venditam esse hæreditatem, transegit : si emptor hæreditatis, hoc debitum ab eo exigere velit, exceptio transacti negotii debitori, propter ignorantiam suam, accommodanda est. l. ult. C. civ. 2049.

16. Cùm te proponas cum sorore tuâ de hæreditate transegisse, et ideò certam pecuniam ei te debere cavisse : et si nulla fuisset quæstio hæreditatis, tamen propter timorem litis transactione interpositâ, pecunia rectè cauta intelligitur. l. 2. C. de transact. C.civ. 2044, s.

17. Transactionis placitum ab eo interpositum, cui causæ actionem, non decisionem litis mandasti nihil petitioni tuæ derogavit. l. 7. C. eod. C. civ. 1989.

18. Nullus erit litium finis, si à transactionibus bonâ fide interpositis cœperit facilè discedi. l. 10. in f. C. eod. C. civ. 2052.

19. De fideicommisso à patre inter te et fratrem tuum viciss.m dato, si alter vestrûm sine liberis excesserit vitâ, interposita transactio rata est. Cùm fratrum concordia, remoto captandæ mortis alterius voto improbabili, retinetur. Et non potest eo casu rescindi, tanquàm circumventus sis, cùm pacto tali consenseris : neque eam cui subveniri solet ætatem agere te proponas. Nec si ageres, iisdem illis de causis in integrum restitutionis auxilium impetrare deberes l. 11. C. eod. v. l. 16. C. de pact.

20. Sub prætextu instrumenti post reperti, transactionem bonâ fide finitam rescindi jura non patiuntur. Nisi cum eo transactum sit, qui instrumentum, quo veritas argui potuit, subtraxerat. l. 19. C. eod. C. civ. 2057, pr. 448, s.

Sub prætextu specierum post repertarum, generali transactione finitâ, rescindi prohibent jura. l. 29. C. eod. C. civ. 2052.

21. Non minorem auctoritatem transactionum, quàm rerum judicatarum esse rectâ ratione placuit. l. 20. C. eod. C. civ. 2052.

22. Transactio nullo dato, vel retento, seu promisso, minimè procedit. l. 38. C. eod. C. civ. 1131.

23. Si de falsis instrumentis transactiones, vel pactiones initæ

fuerint, quamvis jusjurandum de his interpositum sit, etiam civiliter falso revelato, eas retractari præcipimus. l. penult. C. eod. l. 1. et seq. C. si ex fals. instr. C. civ. 2055.

24. Error calculi nunquàm veritati facit præjudicium. l. un. C. de err. calc. C. civ. 2058.

LIBER TERTIUS.

Titulus I. — *De postulando.*

1. Postulare est desiderium suum, vel amici sui in jure apud eum qui jurisdictioni præest, exponere, vel alterius desiderio contradicere. l. 1. §. 2. pr. 148, 162, 342. v. t. 3, p. 521.

2. Ait prætor, *si non habebunt advocatum ego dabo.* d. l. §. 4. Hanc humanitatem prætor solet exhibere, si quis sit qui certis ex causis, vel ambitione adversarii, vel metu patronum non invenit. l. 1. §. 4. I. 294, 295. v. t. 3. p. 515 s.

3. Quamvis cæcus pro alio postulare non possit, tamen et senatorium ordinem retinet, et judicandi officio fungetur. Numquid ergò et magistratus gerere possit? Sed de hoc deliberabimus: exstat quidem exemplum ejus qui gessit. Appius deniquè Claudius cæcus consiliis publicis intererat, et in senatu severissimam dixit sententiam de Pyrrhi captivis. Sed meliùs est ut dicamus, retinere quidem jam cœptum magistratum posse : aspirare autem ad novum penitùs prohiberi, idque multis comprobatur exemplis. l. 1. §. 5. in fine.

4. Affinitates non eas accipere debemus quæ quondàm fuerunt, sed præsentes. l. 3. §. 1. pr. 44, 378, s.

5. Imperator Titus Antoninus rescripsit, eum cui advocationibus in quinquennio interdictum esset, post quinquennium pro omnibus postulare non prohiberi. Divus quoque Hadrianus rescripserat, de exilio reversum postulare posse, nec adhibetur distinctio quo crimine silentium, vel exilium sit irrogatum, ne scilicet pœna tempore determinata, contrà sententiæ fidem, ulteriùs porrigatur. l. 8. v. l. 3. §. 1. ff. de decur.

6. Ex eâ causâ prohibitus pro alio postulare, quæ infamiam non irrogat, ideòque jus pro omnibus postulandi non aufert, in eâ tantùm provinciâ pro aliis non rectè postulat, in quâ præses fuit qui sententiam dixit: in aliâ verò, non prohibetur, licèt ejusdem nominis sit. l. 9.

7. Hi qui fisci causas agunt, suam, vel filiorum, vel parentum suorum, vel pupillorum quorum tutelas gerunt, causam et adversùs fiscum agere non prohibentur. l. 10.

8. A principe nostro rescriptum est, non prohiberi tutorem adesse pupillo in negotio, in quo advocatus contrà patrem ejus fuisset. Sed et illud permissum ab eo est, agere tutorem pupilli causam adversùs fiscum, in quâ adversùs patrem pupilli anteà advocatus fisci fuisset. l. ult. C civ. 464.

9. Arceantur à professione advocatorum qui de certâ litis parte pacti fuerint. l. 5. C. de postul. C. civ. 1597.

10. *Abstineant advocati à conviciis : ratione non probris certent : agant quod causa desiderat : litem ex industriâ non protrahant : oblatum à partibus honorarium non aspernentur. ex l.* 6. *C. de postul.* pr. 90. I. 311.

11. Ea quæ advocati præsentibus his quorum causæ aguntur, allegant, perindè habenda sunt, ac si ab ipsis dominis litium proferantur. l. 1. C. de err. advoc.

12. Non dubitandum est judicem si quid à litigatoribus, vel ab his qui negotiis assistunt minùs fuerit dictum id supplere et proferre quod sciat legibus et juri publico convenire. l. un. C. ut quæ des. adv. part. jud. suppl.

Titulus II. — *De his qui notantur infamiâ.*

1. Infamiâ notatur qui ab exercitu ignominiæ causâ ab imperatore, eove cui de eâ re statuendi potestas fuerit, dimissus erit. Qui artis ludicræ, pronuntiandive causâ in scenam prodierit; qui lenocinium fecerit; qui in judicio publico calumniæ, prævaricationisve causâ quid fecisse judicatus erit, infamiâ notantur.

2. Intelligitur confiteri crimen, qui paciscitur. l. 5. C civ. 2046.

3. Sed si furti, vel aliis famosis actionibus quis condemnatus provocavit, pendente judicio nondùm inter famosos habetur. Si autem omnia tempora provocationis lapsa sunt, retrò infamis est : quamvis si injusta appellatio ejus visa sit, hodiè notari puto, non retrò notatur. l. 6. §. 1. C. civ. 26.

4. Hæres neque in tutelam, neque in societatem succedit, sed tantùm in æs alienum defuncti. l. 6. §. 6. in fine. C. civ. 419, 1868.

5. Pœna gravior ultrà legem imposita, existimationem conservat: ut et constitutum est, et responsum : ut putà si eum qui parte bonorum multari debuit, præses relegaverit, dicendum erit duriori sententiâ cum eo transactum de existimatione ejus, idcircòque non esse infamem. l. 13. §, 7.

Quoniam sententiæ severitas cum cœteris damnis transigere videtur. l. 4. in f. C. ex quibus caus. inf. irrog.

6. Crimen stellionatûs infamiam irrogat damnato, quamvis publicum non est judicium. l. 13. §. ult. C. civ. 2059, 2136. pr. 905. co. 575, 612.

7. Ob hæc verba sententiæ præsidis provinciæ, *callido commento videris accusationis instigator fuisse :* pudor potiùs oneratur, quàm ignominia videtur irrogari. l. 20. I. 358. p. 367.

8. Debitores qui bonis cesserint, licèt ex eâ causâ bona eorum venierint, infames non fiunt. l. 11. C. ex quib. caus. inf. irrog. C. civ. 1265, s. pr. 800, co. 566, s.

9. Ea quæ pater testamento suo filios increpans, scripsit, infames quidem filios jure non faciunt : sed apud bonos et graves opinionem ejus, qui patri displicuit, onerant. l. 13. C. eod.

10. Ut calumniatorem notatum, esse famosum manifestum est, l. 16. C. eod. l. 4. §. pen. ff. eod.

Titulus iii. — *De procuratoribus et defensoribus.*

1. Procurator est qui aliena negotia mandatu domini administrat. l. 1. C civ. 1984.

2. Procurator autem vel omnium rerum, vel unius rei esse potest. l. 1. §. 1. C. civ. 1987.

3. Usus autem procuratoris perquàm necessarius est : ut qui rebus suis ipsi superesse vel nolunt, vel non possunt, per alios possint vel agere, vel conveniri. l. 1. §. 2. C. civ. 1985.

4. Julianus ait eum qui dedit diversis temporibus procuratores duos : posteriorem dando, priorem prohibuisse videri. l. 31. §. ult. C. civ. 2006.

5. Pluribus procuratoribus in solidum simul datis, occupantis melior conditio erit, ut posterior non sit in eo quod prior petit, procurator. l. 32. C. civ. 1995.

6. Æquum prætori visum est, eum qui alicujus nomine procurator experitur, eumdem etiam suspicere defensionem. l. 33. §. 4. C. civ. 1991.

7. Litis impendia bonâ fide facta vel ab actoris procuratore, vel à rei, debere ei restitui æquitas suadet. l. 46. §. 6. C. civ. 1999, s.

8. Ignorantis domini conditio deterior per procuratorem fieri non debet. l. 49. C. civ. 1998.

9. Tutores qui in aliquo loco administraverunt, eodem loco et defendi debent. l. 54. §. 1. pr. 2.

10. Procurator cui generaliter libera administratio rerum commissa est, potest exigere, aliud pro alio permutare, sed et id quoque ei mandari videtur ut solvat creditoribus. l. 58. et l. 59. C. civ. 1987.

11. Mandato generali non contineri etiam transactionem decidendi causâ interpositam : et ideò si posteà is qui mandavit, transactionem ratam non habuit, non posse eum repelli ab actionibus exercendis. l. 60. C. civ. 1998.

12. Procurator totorum bonorum cui res administrandæ mandatæ sunt res domini neque mobiles vel immobiles, neque servos, sine speciali domini mandatu alienari potest : nisi fructus, aut alias res quæ facilè corrumpi possunt. l. 63. C. civ. 1988.

Titulus iv. — *Quod cujusque universitatis nomine, vel contrà eam agatur.*

1. Neque societas, neque collegium, neque hujusmodi corpus passim omnibus haberi conceditur. Nam et legibus, et senatusconsultis, et principalibus constitutionibus ea res coercetur. l. 1. v. t. 3. p. 254, s.

2. Quibus autem permissum est corpus habere collegii, societatis, sive cujusque alterius eorum nomine, proprium est, ad

exemplum reipublicæ, habere res communes, arcam communem, et actorem sive syndicum per quem tanquàm in republicâ, quod communiter agi fierique oporteat, agatur, fiat. l. 1. §. 1. v. t. 3. p. 258, s.

3. Si municipes, vel aliqua universitas ad agendum det actorem, non erit dicendum quasi à pluribus datum sic haberi, hic enim pro republicâ vel universitate intervenit, non pro singulis. l. 2. v. t. 3. p. 254.

4. Nulli permittetur nomine civitatis, vel curiæ experiri, nisi ei cui lex permittit, aut lege cessante ordo dedit, cùm duæ partes adessent, aut ampliùs quàm duæ. l. 3.

5. Planè ut duæ partes decurionum adfuerint, is quoque quem decernent, numerari potest. l. 4.

6. Illud notandum Pomponius ait quod et patris suffragium filio proderit, et filii patri. l. 5.

7. Item eorum qui in ejusdem potestate sunt, quasi decurio enim hoc dedit, non quasi domestica persona. Quod et in honorum petitione erit servandum, nisi lex municipii, vel perpetua consuetudo prohibeat. l. 6.

8. Si quid universitati debetur, singulis non debetur: nec quod debet universitas, singuli debent. l. 7. §. 1. v. t. 3. p. 259.

9. In decurionibus, vel aliis universitatibus, nihil refert utrùm omnes idem maneant, an pars maneat, vel omnes immutati sint. Sed si universitas ad unum redit: magis admittitur posse eum convenire, et conveniri: cùm jus omnium in unum reciderit, et stet nomen universitatis. l. 7. §. 2.

TITULUS V. — *De negotiis gestis.*

1. Hoc edictùm necessarium est, quoniam magna utilitas absentium versatur, ne indefensi rerum possessionem, aut venditionem patiantur, vel pignoris distractionem, vel pœnæ committendæ actionem, vel injuriâ rem suam amittant. l. 1.

Ait prætor: *si quis negotia alterius, sive quis negotia quæ cujusque, cùm is moritur fuerint, gesserit: judicium eo nomine dabo. l.* 3. C. civ. 112, s.

2. Si quis absentis negotia gesserit, licèt ignorantis tamen quidquid utiliter in rem ejus impenderit, vel etiam ipse se in rem absentis alicui obligaverit, habeat eo nomine actionem. Itaque eo casu ultrò citròque nascitur actio, quæ appellatur negotiorum gestorum: et sanè sicut æquum est ipsum actûs sui rationem reddere, et eo nomine condemnari, quidquid vel non ut oportuit gessit, vel ex his negotiis retinet: ità ex diverso justum est, si utiliter gessit præstari ei, quidquid eo nomine vel abest ei, vel abfuturum est. l. 2. C. civ. 1999, s.

3. Interdùm in negotiorum gestorum actione Labeo scribit, dolum solummodò versari: nam si affectione coactus ne bona mea distrahantur, negotiis te meis obtuleris, æquissimum esse dolum

duntaxat te præstare, quæ sententia habet æquitatem. l. 3. §. 9. C. civ. 1992.

4. Sed et si cùm putavi Titii negotia esse, cùm essent Sempronii, ea gessi, solus Sempronius mihi actione negotiorum gestorum tenetur. l. 5. §. 1.

5. Videamus in personâ ejus qui negotia administrat, si quædam gessit, quædam non : contemplatione tamen ejus alius ad hæc non accessit : et si vir diligens, quod ab eo exigimus, etiam ea gesturus fuit, an dici debeat negotiorum gestorum eum teneri (et) propter ea quæ non gessit, quod puto verius. l. 6. §. 12.

Tutori vel curatori simili non habetur, qui citrà mandatum negotium alienum spontè gerit. Quippè superioribus quidem necessitas muneris administrationis finem huic autem propria voluntas facit : ac satis abundèque sufficit, si cui vel in paucis amici labore consulatur. l. 20. C. de neg. gest. C. civ. 1992.

6. Tantumdem in bonæ fidei judiciis officium judicis valet, quantùm in stipulatione nominatìm ejus rei facta interrogatio. l. 7.

7. Reprobare non possum semel probatum, et quemadmodùm quod utiliter gestum est, necesse est apud judicem pro rato haberi : ità omne quod ab ipso probatum est. l. 9. C. civ. 1998.

8. Is autem qui negotiorum gestorum agit, non solùm si effectum habuit negotium quod gessit, actione istâ utetur, sed sufficit si utiliter gessit, et si effectum non habuit negotium. Et ideò si insulam fulsit, vel servum ægrum curavit, etiam si insula exusta est, vel servus obiit, aget negotiorum gestorum : idque et Labeo probat. l. 10. §. 1. C. civ. 1999, s.

9. Is enim negotiorum gestorum (inquit) habet actionem, qui utiliter negotia gessit : non autem utiliter negotia gerit, qui rem non necessariam, vel quæ oneratura est patrem familias, adgreditur. l. 10. §. 1. C. civ. 1992.

10. Si negotia absentis et ignorantis geras, et culpam, et dolum præstare debes : sed Proculus : interdùm etiam casum præstare debere : veluti si novum negotium, quod non sit solitus absens facere, tu nomine ejus geras, veluti venales novicios coemendo, vel aliquam negotiationem ineundo : nam si quid damnum ex eâ re secutum fuerit, te sequetur : lucrum verò absentem. Quod si in quibusdam lucrum factum fuerit, in quibusdam, absens pensare lucrum cum damno debet. l. 11.

Non tantùm dolum et latam culpam, sed et levem præstare necessè habet (negotiorum gestor.) l. 20. C. de negot. gest. C. civ. 1992.

11. Debitor meus, qui mihi quinquaginta debebat, decessit, hujus hæreditatis curationem suscepi, et impendi decem : deindè redactâ ex venditione rei hæreditariæ centum in arcâ reposui : hæc sine culpâ meâ perierunt. Quæsitum est, an ab hærede, qui quandoquè exstitisset, vel creditam pecuniam quinquaginta petere

possim, vel decem quæ impendi? Julianus scribit, in eo verti quæstionem, ut animadvertamus an justam causam habuerim seponendorum centum: nam si debuerim et mihi et cœteris hæreditariis creditoribus solvere, periculum non solùm sexaginta, sed et reliquorum quadraginta (millium) me præstaturum decem tamen quæ impenderim retenturum, id est, sola nonaginta restituenda. Si verò justa causa fuerit propter quam integra centum custodirentur, veluti si periculum erat, ne prædia in publicum committerentur, ne pœna trajectitiæ pecuniæ augeretur, aut ex compromisso committeretur, non solùm decem quæ in hæreditaria negotia impenderim, sed etiem quinquaginta quæ mihi debita sunt, ab hærede me consequi posse. l. 13.

12. Pro qualitate personarum et actio formatur, et condemnatio moderatur. l. 15. in fine.

13. Is qui temporali actione tenebatur, etiam post tempus exactum negotiorum gestorum actione id præstare cogitur. l. 19.

14. Non tantùm sortem, verùm etiam usuras ex pecuniâ alienâ perceptas negotiorum gestorum judicio præstabimus, vel etiam quas percipere potuimus. Contrà quoque usuras quas præstabimus, vel quas ex nostrâ pecuniâ percipere potuimus, quam in aliena negotia impendimus, servabimus negotiorum judicio. l. 19. §. 4. l. 18. C. eod. C. civ. 1993, 2001.

15. Si vivo Titio negotia ejus administrare cœpi, intermittere mortuo eo non debeo: nova tamen inchoare necesse mihi non est, vetera explicare; ac conservare necessarium est, C. civ. 1991, ut accidit cùm alter ex sociis mortuus est: nam quæcunque prioris negotii explicandi causâ gerentur, nihilum refert quo tempore consumentur, sed quo tempore inchoarentur. l. 21. §. 2. C. civ. 1868.

16. Mandatu tuo negotia mea Lucius Titius gessit, quod is non rectè gessit, tu mihi actione negotiorum gestorum teneris: non in hoc tantùm ut actiones tuas præstes, sed etiam quod imprudenter eum elegeris, ut quidquid detrimenti negligentia ejus fecit, tu mihi præstes. l. 21. §. 3. C. civ. 1992, 1994.

17. Sive hæreditaria negotia, sive ea quæ alicujus essent gerens aliquis necessariò rem emerit, licèt ea interierit, poterit quod impenderit judicio negotiorum gestorum consequi: veluti si frumentum, aut vinum familiæ paraverit, idque casu quodam interierit, fortè incendio, ruinâ. Sed ità scilicet hoc dici potest, si ipsa vel incendium sine vitio ejus acciderit: nam cùm propter ipsam ruinam, aut incendium damnandus sit, absurdum est eum istarum rerum nomine quæ ità consumptæ sunt, quicquam consequi. l. 22.

Negotium gerentes alienum, non interveniente speciali pacto, casum fortuitum præstare non compelluntur. l. 22. C. eod. C. civ. 1999.

18. Titium, si pietatis respectu sororis aluit filiam, actionem hoc nomine contrà eam non habere respondi. l. 27. §. 1.

19. Nesennius Appollinaris Julio Paulo salutem. Avia nepotis sui negotia gessit. Defunctis utrisque, aviæ hæredes conveniebantur à nepotis hæredibus negotiorum gestorum actione, reputabant hæredes aviæ alimenta præstita nepoti: respondebatur, aviam jure pietatis de suo præstitisse, nec enim aut desiderasse ut decernerentur alimenta, aut decreta essent: prætereà constitutum esse dicebatur, ut si mater aluisset, non posset alimenta quæ pietate cogente de suo præstitisset, repetere. Ex contrario dicebatur tunc hoc rectè dici, ut de suo aluisse mater probaretur: at in proposito, aviam quæ negotia administrabat verisimile esse de re ipsius nepotis eum aluisse. Tractatum est, numquid utroque patrimonio erogata videantur. Quæro, quid tibi justius videatur. Respondi, hæc disceptatio in factum constitit. Nam et illud quod in matre constitutum est, non puto ità perpetuò observandum. Quid enim si etiam protestata est, se filium ideò alere, ut aut ipsum, aut tutores ejus conveniret. Pone peregrè patrem ejus obiisse, et matrem, dùm in patriam revertitur, tam filium, quàm familiam ejus exhibuisse, in quâ specie etiam in ipsum pupillum negotiorum gestorum dandam actionem Divus Pius Antoninus constituit. Igitur in re facti faciliùs putabo, aviam, vel hæredes ejus audiendos, si reputare velint alimenta: maximè etiam, si in rationem impensarum ea retulisse aviam apparebit. Illud nequaquàm admittendum puto, ut de utroque patrimonio erogata videantur. l. 34. C. civ. 203, s.

20. Ubi quis ejus pecuniam cujus tutelam negotiave administrat, aut magistratus municipii publicam, in usus suos convertit, maximas usuras præstat, ut est constitutum à Divis Principibus. l. 38. nam (tutor et magistratus) cùm gratuitam, certè integram, et abstinentem omni lucro præstare fidem deberent. d. l. 38.

21. Solvendo quisque pro alio licèt invito et ignorante, liberat eum: quod autem alicui debetur, alius sine voluntate ejus non potest jure exigere. Naturalis enim simul et civilis ratio suasit, alienam conditionem meliorem quidem etiam ignorantis et inviti nos facere posse, deteriorem non posse. l. 39. C. civ. 1236, s.

22. Quæ utiliter in negotia alicujus erogantur, in quibus est etiam sumptus honestè ad honores per gradus pertinentes factus, actione negotiorum gestorum peti possunt. l. 45. C. civ. 1998, s.

Ob negotium alienum gestum, sumptuum factorum usuras præstari bona fides suasit, quo jure contrà eos etiam, quorum te necessitate compulsum negotium gessisse proponis, per judicium negotiorum gestorum, uteris. l. 18. C. de neg. gest. C. civ. 2001.

LIBER QUARTUS.

Titulus i. — *De in integrum restutionibus.*

1. Sub hoc titulo plurifariam prætor hominibus vel lapsis, vel circumscriptis subvenit, sive metu, sive calliditate, sive absentiâ inciderunt in captionem. l. 1.

Omnes in integrum restitutiones, causâ cognitâ, à prætore promittuntur : scilicet, ut justitiam earum causarum examinet, an veræ sint, quarum nomine singulis subvenit. l. 3.

2. Scio illud à quibusdam observatum ne propter satis minimam rem, vel summam, si majori rei vel summæ præjudicetur, audiatur is qui in integrum restitui postulat. l. 4.

3. Non solùm minoris, verùm quoque eorum qui reipublicæ causâ abfuerunt, item omnium qui ipsi potuerunt restitui in integrum, successores in integrum restitui possunt : et ità sæpissimè est constitutum. l. 6. C. civ. 1304, s.

4. Divus Antoninus Martio Avito Prætori, de succurrendo ei qui absens rem amiserat in hanc sententiam rescripsit : *Et si nihil facilè mutandum est ex solemnibus, tamen ubi æquitas evidens poscit, subveniendum est. Itaque si citatus non respondit, et ob hoc, more pronuntiatum est : confestìm autem pro tribunali te sedente adiit : existimari potest non suâ culpâ, sed parùm exauditâ voce præconis defuisse : idcòque restitui potest. l.* 7. pr. 19, s. 149. s.

5. Deceptis sine culpâ suâ, maximè si fraus ab adversario intervenerit, succurri oportebit. l. 7. §. 1.

Titulus ii. — *Quod metûs causâ gestum erit.*

1. Ait prætor, *quod metûs causâ gestum erit, ratum non habebo.* Olìm ità edicebatur, *quod vi metûsve causâ.* Vis enim fiebat mentio propter necessitatem impositam contrariam voluntati : metûs instantis vel futuri periculi causâ, mentis trepidatione : sed posteà detracta est vis mentio, ideò quia quodcunque vi atroci fit, id metu quoque fieri videatur. l. 1. C. civ. 1109.

2. Vis autem est majoris rei impetus qui repelli non potest. l. 2.

3. Sed vim accipimus atrocem, et eam quæ adversùs bonos mores fiat, non eam quam magistratus rectè intulit, scilicet jure licito, et jure honoris quem sustinet. Cæterùm si per injuriam quid fecit populi romani magistratus, vel provinciæ præses, Pomponius scribit, hoc edictum locum habere ; si fortè inquit mortis, aut verberum terrore pecuniam alicui extorserit. l. 3. §. 1. p. 114, s.

4. Metum accipiendum, Labeo dicit, non quemlibet timorem, sed majoris malitatis : metum autem non vani hominis, sed qui meritò et in hominem constantissimum cadat, ad hoc edictum pertinere dicemus. l. 5. et l. 6. C. civ. 1112.

Proindè si quis meticulosus rem nullam frustrà timuerit, per

hoc edictum non restituitur, quoniam neque vi, neque metûs causâ factum est. l. 7. v. l. 13. in eod. l. 3. ff. ex quib. maj.

5. Proindè si quis in furto vel adulterio deprehensus, vel in flagitio, vel dedit aliquid, vel se obligavit, Pomponius libro vicesimo octavo rectè scribit, posse eum ad hoc edictum pertinere, timuit enim vel mortem, vel vincula. l. 7, §. 1. C. civ. 1112.

6. Si is accipiat pecuniam qui instrumenta statûs mei interversurus est, nisi dem, non dubitatur quin maximo metu compellat.

7. Quod si dederit ne stuprum patiatur vir, seu mulier, hoc edictum locum habet : cùm viris bonis iste metus major, quàm mortis esse debet. l. 8. §. 2. C. civ. 1112.

8. Hæc quæ diximus ad edictum pertinere, nihil interest in se quis veritus sit, an in liberis suis : cùm pro affectu parentes magis in liberis terreantur. l. 8. §. 3. C. civ. 1113.

9. Julianus ait eum qui vim adhibuit debitori suo, ut ei solveret, hoc edicto non teneri, propter naturam metûs causâ actionis, quæ damnum exigit : quamvis negari non possit in Juliam eum de vi incidisse, et jus crediti amisisse. l. 12. §. ult.

10. Exstat decretum Divi Marci in hæc verba, optimum est, ut si quas putas te habere petitiones, actionibus experiaris. Cùm Marcianus diceret, vim nullam feci. Cæsar dixit, tu vim putas esse solùm, si homines vulnerentur? Vis est et tunc quoties quis id quod deberi sibi putat, non per judicem reposcit. Quisquis igitur probatus mihi fuerit rem ullam debitoris, vel pecuniam debitam, non ab ipso sibi spontè datam, sine ullo judice temerè possidere, vel accepisse, isque sibi jus in eam rem dixisse, jus crediti non habebit. l. 13.

12. In hâc actione non quæritur utrùm is qui convenitur, an alius metum fecit : sufficit enim hoc docere, metum sibi illatum, vel vim. l. 14. §. 3. l. 9. §. ult. C. civ. 1117.

Datur et in rem actio, et in personam. l. 9. §. 4. Etsi ad alium res pervenit, alter metum adhibuit. l. 16. Non interest à quovis adhibita sit. l. 5. C. eod.

12. Qui in carcerem quem detrusit, ut aliquid ei extorqueret, quidquid ob hanc causam factum est, nullius momenti est. l. 22. p. 341, s. v. t. 3, p. 476.

13. Non est verisimile compulsum in urbe iniquè indebitum solvisse eum, qui claram dignitatem se habere prætendebat : cùm potuerit jus publicum invocare, et adire aliquem potestate præditum, qui utiquè vim eum pati prohibuisset : sed hujusmodi præsumptioni debet apertissimas probationes violentiæ opponere. l. ult. Charte, 1.

14. Ad invidiam alicui nocere nullam dignitatem oportet. Undè intelligis, quod ad metum arguendum, per quem dicis initum esse contractum, senatoria dignitas adversarii tui sola non est idonea. l. 6. C. de his quæ vi, metûsve causâ gesta sunt. C. civ. 1112, s.

Titulus iii. — *De dolo malo.*

1. Hoc edicto prætor adversùs varios, et dolosos qui aliis obfuerunt calliditate quâdam subvenit : ne vel illis malitia sua sit lucrosa, vel istis simplicitas damnosa. l. 1.

2. (Labeo) sic definiit, *dolum malum esse omnem calliditatem, fallaciam, machinationem ad circumveniendum, fallendum, decipiendum alterum adhibitam.* Labeonis definitio vera est. l. 1. §. 2. C. civ. 1116.

3. Is nullam videtur actionem habere, cui propter inopiam adversarii inanis actio est. l. 6.

4. Pomponius refert, Cæciliarum prætorem non dedisse de dolo actionem adversùs eum, qui affirmaverat, *ideoneum esse eum, cui mutua pecunia dabatur.* Quod verum est : nam nisi ex magnâ et evidenti calliditate non debet de dolo actio dari. l. 7. §. ult.

Quod si cùm scires eum facultatibus labi, tui lucri gratiâ, adfirmasti mihi idoneum esse, meritò adversùs te, cùm mei decipiendi gratiâ, alium falsò laudasti, de dolo judicium dandum est. l. 8. C. civ. 1117.

5. Si duo dolo malo fecerint, invicem de dolo non agent. l. 36. Ab utrâque parte dolo compensando. l. ult. §. 3. ff. de eo per quem factum erit. V. l. 39. ff solut. matr.

6. Quod venditor ut commendet, dicit, sic habendum quasi neque dictum, neque promissum est : si verò decipiendi emptoris causâ dictum est, æquè sic habendum est ut non nascatur adversùs dictum promissumve actio, sed de dolo actio. C. civ. 1645.

7. Dolum ex indiciis prespicuis probari convenit. l. 6. C. eod.

Titulus iv. — *De minoribus viginti quinque annis.*

1. Hoc edictum prætor naturalem æquitatem secutus proposuit, quo tutelam minorum suscepit. Nam cùm inter omnes constet fragile esse et infirmum hujusmodi ætatum consilium, et multis captionibus suppositum, multorum insidiis expositum, auxilium eis prætor hoc edicto pollicitus est : et adversùs captiones opitulationem. l. 1.

2. Prætor edicit *quod cum minore quàm viginti quinque annis natu, gestum esse dicetur, uti quæque res erit, animadvertam.* l. 1. §. 1. C. civ. 488.

3. Apparet minoribus vigintiquinque annis eum opem polliceri : nam post hoc tempus compleri virilem vigorem constat. l. 1. §. 2.

4. Et ideò hodiè in hanc usque ætatem adolescentes curatorum auxilio reguntur : nec antè rei suæ administratio eis committi debebit, quamvis benè rem suam gerentibus. l. 1. §. 3. C. civ. 388, s.

5. Deniquè Divus Severus, et Imperator noster hujusmodi

consulum, vel præsidum decreta quasi ambitiosa esse interpretati sunt : Ipsi autem perrarò minoribus rerum suarum administrationem extrà ordinem indulserunt : et eodem jure utimur. l. 3.

Ætatis veniam à principe impetrant minores honestis moribus : mares scilicet impleto vicennio, fœminæ verò octavum et decimum annum egressæ : ut patrimonia gubernent : sed *non restituendi ex causâ administrationis, etsi minùs idoneæ administraverint. Sed nec alienandi immobilia, nec pignorandi ætatis venia dat facultatem, nec pro legitimâ ætate, in substitutionum cæterorumque conditionibus habetur, nisi id expressum sit. ex. l.* 1. 2. 3. 4. C. de his qui ven. æt. impetr. C. civ. 476.

6. Si quis cum minore contraxerit, et contractus inciderit in tempus, quo major efficitur, utrùm initium spectamus, an finem? Et placet (ut et est constitutum) si quis major factus comprobaverit quod minor gesserat, restitutionem cessare. l. 3. §. 1.

Qui post vigesimum quintum annum ætatis ea quæ in minore ætate gesta sunt, rata habuerint, frustrà rescissionem eorum postulant. l. 2. C. si maj. fact. rat. hab. v. §. seq. et l. 30. C. civ. 1311.

7. Scio etiam illud aliquandò incidisse : minor viginti quinque annis miscuerat se paternæ hæreditati, majorque factus exegerat aliquid à debitoribus paternis : mox desiderabat restitui in integrum, quò magis abstineret paternâ hæreditate. Contradicebatur ei, quasi major factus comprobasset, quod minori sibi placuit : putavimus tamen restituendum in integrum, initio inspecto. Idem puto etsi alienam adiit hæreditatem. l. 3. §. 2.

8. Minorem autem vigintiquinque annis natu videndum an etiam die natalis sui adhùc dicimus, antè horam quâ natus est? Ut si captus sit, restituatur. Et cùm nondùm compleverit, ità erit dicendum : ut à momento in momentum tempus spectetur. Proindè et si bissexto natus est, sive priore, sive posteriore die, Celsus scribit, nihil referre. Nam id biduum pro uno die habetur, et posterior dies calendarum intercalatur. l. 3. §. 3. C. civ. 2260, 2261.

9. Ergò etiam filiam familias in dote captam, dùm patri consentit stipulanti, dotem non statìm quàm dedit, vel adhibenti aliquem, qui dotem stipularetur, puto restituendam. Quoniam dos ipsius filiæ patrimonium est. l. 3. §. 5.

10. Si quid minori fecerit filio familias legatum post mortem patris, vel fidei commissum relictum, et captus est, fortè dùm consentit patri paciscenti, ne legatum peteretur, potest dici in integrum restituendum. Quoniam ipsius interest propter spem legati, quod ei post mortem patris competit. Sed etsi ei legatum sit aliquid, quod personæ ejus cohæret, putà jus militiæ : dicendum est posse eum restitui in integrum : interfuit enim ejus non capi, cùm hæc patri non acquireret, sed ipse haberet. l. 3. §. 7.

11. Pomponius adjicit, ex his causis ex quibus in re peculiari filii familias restituuntur, posse et patrem quæsi hæredem, nomine filii post obitum ejus impetrare cognitionem. l. 3. §. 8.

12. Minoribus vigintiquinque annis subvenitur per in integrum restitutionem, non solùm cùm de bonis eorum aliquid minuitur, sed etiam cùm intersit ipsorum litibus, et sumptibus non vexari. l. 6.

13. Ait Prætor, *gestum esse dicetur*. Gestum sic accipimus, qualiter : sive contractus sit, sive quid aliquid contigit. Proindè si emit aliquid, si vendidit, si societatem coiit, si mutuam pecuniam accepit, et captus est, ei succurretur. Sed etsi ei pecunia à debitore paterno soluta sit, vel proprio, et hanc perdidit, dicendum est ei subveniri, quasi gestum sit cum eo. l. 7. d. l. §. 1. C. civ. 481, s.

14. Sed et in judiciis subvenitur, sive dùm agit, sive dùm convenitur, captus sit. l. 7. §. 4.

Minùs ex tutelæ judicio consecuti, de superfluo habere actionem ità potestis, si tempore judicii minores annis fuistis. l. 1. C. si adver. rem jud. in rem pupilli vel adulti contrà tutores seu curatores à præside latâ sententiâ, restitutionis auxilium non minùs quàm si quid adversùs eos fuisset statutum, implorare minores posse constat. l. ult. C. eod. v. l. 29. et l. 2. C. si tut. vel cur. int. C. civ. 473, s.

15. Sed et si hæreditatem minor adiit minùs lucrosam succurritur ei, ut se possit abstinere. l. §. 5. v. l. 11. §. 5. l. 22. l. 24. §. 2. et l. 1. C. si ut omiss. hæred. C. civ. 776.

16. Hodiè certo jure utimur, ut et in lucro minoribus succurratur. l. 7. §. 6.

17. Et si sine dolo cujusquam legatum repudiaverit. vel in optionis legato captus sit, dùm elegit deteriorem : vel si duas res promiserit, illam, aut illam, et pretiosiorem dederit, debere subveniri, et subveniendum est. l. 7. §. 7.

18. Minor etiam si quasi contumax condemnatus sit, in integrum restitutionis auxilium implorabit. l. 8.

19. Nunc videndum minoribus utrùm in contractibus captis duntaxat subveniatur, an etiam delinquentibus : ut putà dolo aliquid minor fecit in re depositâ, vel commodatâ, vel aliàs in contractu : an ei subveniatur : si nihil ad eum pervenit? Et placet in delictis minoribus non subveniri, nec hîc itaque subvenietur. l. 9. §. 2. v. l. 37. §. 1. d. l. inf. C. civ. 1310.

20. Sciendum est autem non passìm minoribus subveniri, sed causâ cognitâ, si capti esse proponantur. l. 11. §. 3.

Non semper autem ea quæ cum minoribus geruntur, rescindenda sunt : sed ad bonum et æquum redigenda sunt. Ne magno incommodo hujus ætatis homines afficiantur, nemine cum his contrahente : et quodammodo commercio eis interdicetur. Itaque,

nisi aut manifesta circumscriptio sit, aut tam negligenter in eâ causâ versati sunt, prætor interponere se non debet. l. 24. §. 1. C. civ. 1305.

21. Item non restituetur qui sobriè rem suam administrans, occasione damni non inconsultè accidentis, sed fato, velit restitui. Nec enim eventus damni restitutionem indulget, sed inconsulta facilitas. Et ità Pomponius libro vicesimo octavo scripsit. Undè Marcellus, apud Julianum, notat, si minor sibi servum necessarium comparaverit; mox decesserit, non debere eum restitui. Neque enim captus est emendo sibi rem pernecessariam, licèt mortalem. l. 11. §. 4. C. civ. 1306.

22. Si locupleti hæres exstitit, et subitò hæreditas lapsa sit (putà, prædia fuerunt quæ chasmate perierunt, insulæ exustæ sunt, servi fugerunt, aut decesserunt) Julianus quidem libro quadragesimo sexto sic loquitur, quasi possit minor in integrum restitui. Marcellus autem apud Julianum notat cessare in integrum restitutionem. Neque enim ætatis lubrico captus est adeundo locupletem hæreditatem : et quod fato contingit, cuivis patri familias, quamvis diligentissimo possit contingere. C. civ. 1306. Sed hæc res adferre potest restitutionem minoris, si adiit hæreditatem in quâ res erant multæ mortales, vel prædia urbana, æs autem alienum grave quod non prospexit, posse evenire ut demoriantur mancipia, prædia ruant, vel quod non citò distraxerit hæc, quæ multis casibus obnoxia sunt. l. 11. §. 5. C. civ. 1304, s. 776.

Hæreditatem pro minore non adit tutor sine inventario, et ideò beneficium inventarii semper habent minores. v. l. ult. C. de jure delib. C. civ. 461.

23. Item quæritur si minor adversùs minorem restitui desiderat, an sit audiendus. Et Pomponius simpliciter scribit non restituendum. Puto autem inspiciendum à prætore, quis captus sit. Proindè si ambo capti sunt : verbi gratiâ minor minori pecuniam dedit, et ille perdidit. Melior est causa secundùm Pomponium, ejus qui accepit, et vel dilapidavit, vel perdidit. l. 11. §. 6.

24. In causæ cognitione versabitur, utrùm soli ei succurrendum sit, an etiam aliis qui pro eo obligati sunt : ut putà fidejussoribus. Itaque si cùm scirem minorem, et ei fidem non haberem, tu fidejusseris pro eo, non est æquum fidejussori in necem meam subveniri; sed potiùs ipsi deneganda erit mandati actio. In summâ perpendendum erit prætori, cui potiùs subveniat, utrùm creditori, an fidejussori. Nam minor captus neutri tenebitur. Faciliùs in mandatore dicendum erit, non debere ei subvenire. Hic enim velut adfirmator fuit, et suasor, ut cum minore contraheretur. l. 13.

Fidejussor minoris, eo propter solam ætatem restituto, manet obligatus. Verùm si dolus intervenerit, tam fidejussori succurrendum, quàm minori. l. 2. Cod. de fidej. min. C. civ. 483, 1124, p. 406.

25. Interdùm autem restitutio et in rem datur minori, id est. adversùs rei ejus possessorem, licèt cum eo non sit contractum, Ut putà rem à minore emisti, et alii vendidisti : potest desiderare interdùm adversùs possessorem restitui, ne rem suam perdat, vel re suâ careat. l. 13. §. 1. p. 406.

26. Idem Pomponius ait, in pretio emptionis et venditionis naturaliter licere contrahentibus se circumvenire. l. 16. §. 4. C. civ. 1162, 1602, 1650.

27. Non solùm autem minoribus, verùm successoribus quoque minorem datur in integrum restitutio, et si sint ipsi majores. l. 18. §. ult. C. civ. 746, 750, s. 1124, 1305.

Interdùm successori plus quàm annum dabimus ut est edicto expressum : si fortè ætas ipsius subveniat. Nam post annum vicesimum quintum habebit legitimum tempus. Hoc enim ipso deceptus videtur, quod cùm posset restitui intrà tempus statutum ex personâ defuncti, hoc non fecit. l. 19. C. civ. 1304.

28. Planè si defunctus ad in integrum restitutionem modicum tempus ex anno utili habuit, huic hæredi minori post annum vicesimum quintum completum non totum statutum tempus dabimus ad in integrum restitutionem, sed id duntaxat tempus quod habuit is cui hæres exstitit. l. 19. §. 1. C civ. 1304, s.

29. Destitisse autem is videtur non qui distulit, sed qui liti renuntiavit in totum. l. 21. pr. 397, s.

30. In integrum verò restitutione postulatâ adversùs aditionem à minore factam, si quid legatis expensum est, vel pretia eorum, qui ad libertatem aditione ejus pervenerunt, à minore refundenda non sunt, quemadmodum per contrarium, cùm minor restituitur ad adeundam hæreditatem, quæ anteà gesta erant per curatorem bonorum, decreto prætoris ad distrahenda bona secundùm juris formam constitutum, rata esse habenda, Calpurnio Flacco Severus et Antoninus rescripserunt. l. 22. C. civ. 461, 462, 776.

31. Scævola noster aiebat, si quis juvenili levitate ductus omiserit, vel repudiaverit hæreditatem, vel bonorum possessionem : si quidem omnia in integro sint omnimodò audiendus est : si verò jam distractâ hæreditate, et negotiis finitis, ad paratam pecuniam laboribus substituti veniat repellendus est. Multòque partiùs ex hâc causâ hæredem minoris restituendum esse. l. 24. §. 2. C. civ. 1305.

32. Restitutio autem ità facienda est, ut unusquisque in integrum jus suum recipiat. Itàque, si in vendendo fundo circumscriptus restituetur : jubeat prætor *emptorem fundum cum fructibus reddere et pretium recipere* : nisi si tunc dederit, cùm eum perditurum non ignoraret : sicuti facit in eâ pecuniâ, quæ ei consumpturo creditur. l. 24. §. 4.

Qui restituitur in integrum, sicut in damno morari non debet, ità nec in lucro. Et ideò quidquid ad eum pervenit vel ex emp-

tione, vel ex venditione, vel ex alio contractu, hoc debet restituere. l. un C. de reput. quæ fiunt in jud. in int. restit.

Sed et cùm minor adiit hæreditatem, et restituitur, mox quidquid ad eum hæreditate pervenit, debet præstare. Verùm et si quid dolo ejus factum est, hoc eum præstare convenit. d. l. §. 2. C. civ. 1674, s.

33. Totum hoc pendet ex prætoris cognitione. l. 24. §. ult.

34. Si talis interveniat juvenis, cui præstanda sit restitutio; ipso postulante præstari debet, aut procuratori ejus, cui idipsum nominatìm mandatum sit. Qui verò generale mandatum de universis negotiis gerendis, alleget, non debet audiri. l. 25. §. 1. C. civ. 1988.

35. Si pecuniam quam mutuam minor accepit, dissipavit, denegare debet proconsul creditori adversùs eum actionem. Quod si egenti minor crediderit, ulteriùs procedendum non est, quàm ut jubeatur juvenis actionibus suis quas habet adversùs eum, cui ipse credidisset, cedere creditori suo. l. 27. §. 1.

36. Prædium quoque, si ex eâ pecuniâ pluris quàm oporteret emit, ità temperanda res erit, ut jubeatur venditor reddito pretio recuperare prædium : ità ut sine alterius damno, etiam creditor à juvene suum consequatur. Ex quo scilicet simul intelligimus quod observari oporteat, si suâ pecuniâ pluris quàm oportet emerit. Ut tamen hoc, et superiore casu venditor qui pretium reddidit, etiam usuras quas ex eâ pecuniâ percepit, aut percipere potuit, reddat, et fructus quibus locupletior factus est juvenis, recipiat. l. 27. §. 1. C. civ. 1124, 1125.

37. Si minor annis viginti quinque sine causâ debitori acceptum tulerit, non solùm in ipsum, sed et in fidejussores, et in pignora actio restitui debet. Et si ex duobus reis alteri acceptum tulerit, in utrumque restituenda est actio. Ex hoc intelligimus, si damnosam sibi novationem fecerit, fortè si ab idoneo debitore ad inopem, novandi causâ transtulerit obligationem, oportere eum in priorem debitorem restitui. l. 27. §. 2. et 3. C. civ. 481, s.

38. Etiam si patre, eodemque tutore auctore, pupillus captus probari possit, curatorem posteà ei datum nomine ipsius in integrum restitutionem postulare non prohiberi. l. 29.

39. Ex causâ curationis condemnata pupilla adversùs unum caput sententiæ restitui volebat : (et) quia videtur in cœteris litis speciebus relevata fuisse, actor major ætate, qui adquievit tunc temporis sententiæ, dicebat totam debere litem restaurare. Herennius Modestinus respondit. Si species in quâ pupilla in integrum restitui desiderat cœteris speciebus non cohæret, nihil proponi cur à totâ sententiâ recedi actor postulans audiendus est. l. 29. §. 1.

40. Si filius emancipatus contrà tabulas non acceptâ possessione, post inchoatam restitutionis quæstionem, legatum ex

testamento patris major vigintiquinque annis petiisset, liti renuntiare videtur. Cùm, et si bonorum possessionis tempus largiretur, electo judicio defuncti, repudiatum beneficium prætoris existimaretur. l. 30. v. l. 3. §. 1. C. civ. 1311.

41. Minor vigintiquinque annis adito præside, ex aspectu corporis falsò probavit perfectam ætatem. Curatores cùm intellexissent esse minorem, perseveraverunt in administratione : medio tempore, post probatam ætatem, antè impletum vicesimum quintum annum solutæ sunt adolescenti pecuniæ debitæ, easque malè consumpsit. Quæro cujus sit periculum? Et quid, si curatores quoque in eodem errore perseverassent, ut putarent majorem esse, et abstinuissent se ab administratione, curationem etiam restituissent: an periculum emptoris, quod post probatam ætatem cessit, ad eos pertineat.

Respondi, hi qui debita exsolverunt, liberari jure ipso non debent iterùm conveniri. Planè curatores qui scientes eum minorem esse, perseveraverunt in eodem officio, non debuerunt eum pati accipere pecunias debitas : et debebunt hoc nomine conveniri. Quod si et ipsi decreto præsidis crediderunt, et administrare cessaverunt, vel etiam rationem reddiderunt : similes erunt cœteris debitoribus : ideòque non convenientur. l. 32.

Si is qui minorem nunc se esse asseverat, fallaci majoris ætatis mendacio te deceperit, cùm juxtà statuta juris, errantibus non etiam fallentibus minoribus publica jura subveniant, in integrum restitui non debet. l. 2. C min. se maj. dix. Malitia supplet ætatem. l. 3. C. eod. C. civ. 1307.

42. Minores si in judicem compromiserunt, et tutore auctore stipulati sint, integri restitutionem adversùs talem obligationem jure desiderant. l. 34. §. 1. C. civ. 483, s.

43. Si in emptionem penes se collocatam minor adjectione ab alio superetur, implorans in integrum restitutionem audietur, si ejus interesse emptam ab eo rem fuisse, approbetur. Veluti quod majorum ejus fuisset : ità tamen, ut id quod ex licitatione accessit, ipse offerat venditori. l. 35.

Apud nos minor non restituitur adversùs venditionem in jure, post auctiones, ritè factam; nec adversùs lapsum temporis in redhibitione gentilitiâ.

44. Auxilium in integrum restitutionis executionibus pœnarum paratum non est. Ideòque injuriarum judicium semel omissum, repeti non potest. l. 37.

45. In delictis minor annis vigintiquinque non meretur in integrum restitutionem, utiquè atrocioribus. Nisi quatenùs interdùm miseratio ætatis ad mediocrem pœnam judicem produxerit. l. 37. §. 1. p. 66, s.

46. Non sit ætatis excusatio adversùs præcepta legum, ei qui dùm leges invocat, contrà eas committit. l. 37. in fine.

In criminibus ætatis suffragio minores non juvantur. Etenim malorum mores infirmitas animi non excusat. l. 1. C. si advers. delict. p. 66, s.

47. Æmilius Larianus ab Obinio fundum Rutilianum lege commissoriâ emerat, datâ parte pecuniæ: *ità ut si intrà duos menses ab emptione, reliqui pretii partem dimidiam non solvisset, inemptus esset. Item si intrà alios duos menses reliquum pretium non numeraxset, similiter esset inemptus.* Intrà priores duos menses Lariano defuncto, Rutiliana pupillaris ætatis successerat, cujus tutores in solutione cessaverunt. Venditor denuntiationibus tutoribus sæpè datis, post annum eamdem possessionem Claudio Telemacho vendiderat: pupilla in integrum restitui desiderabat. Victa tam apud prætorem, quàm apud præfectum urbi provocaverat? *putabam* benè judicatum, quod pater ejus, non ipsa contraxerat. *Imperator* autem motus est, quod dies committendi in tempus pupillæ incidisset, eaque effecisset ne paretur legi venditionis *Dicebam* posse magis eâ ratione restitui eam, quod venditor denuntiando post diem quo placuerat esse commissum, et pretium petendo recessisse à lege suâ videretur: non me moveri quod dies posteà transisset, non magis quàm si creditor pignus distraxisset post mortem debitoris die solutionis finitâ. *Quia tamen* lex commissoria displicebat ei, pronuntiavit in integrum restituendam. l. 38.

48. Vendentibus curatoribus minoris fundum, emptor exstitit Lucius Titius, et sex ferè annis possedit: et longè, longèque rem meliorem fecit. Quæro, cùm sint idonei curatores, an minor adversùs Titium emptorem in integrum restitui possit? respondi ex omnibus quæ proponerentur vix esse eum restituendum, nisi si maluerit omnes expensas, quas bonâ fide emptor fecisse approbaverit, ei præstare. l. 39. §. 1. V. tit. de red. eor. qui sub tut. C. civ. 457, s.

49. Prædia patris sui minor annis vigintiquinque, ob debita rationis tutelæ aliorum quam pater administraverat, in solutum inconsultè dedit. Ad suam æquitatem, per in integrum restitutionem revocanda res est. Usuris pecuniæ, quam constituerit ex tutelâ deberi, reputatis, et cum quantitate fructuum perceptorum compensatis. l. 40, §. 1. C. civ. 482, s.

50. Non omnia quæ minores annis vigintiquinque gerunt, irrita sunt: sed ea tantùm quæ causâ cognitâ ejusmodi deprehensa sunt: vel ab aliis circumventi, vel suâ facilitate decepti, aut quod habuerunt amiserunt: aut quod acquirere emolumentum potuerunt, omiserunt: aut se oneri quod non suscipere licuit, obligaverunt. l. 44. C. civ. 484.

51. Tutor urgentibus creditoribus rem pupillarem bonâ fide vendidit, denuntiante tamen matre emptoribus. Quæro, cùm urgentibus creditoribus distracta sit, nec de sordibus tutoris me-

ritò quippiam dici potest, an pupillus in integrum restitui potest? respondi, cognitâ causâ æstimandum : nec idcircò si justum sit restitui denegandum id auxilium, quod tutor delicto vacaret. l. 47. V. tit. de red. cor. qui sub tut. C. civ. 457, s.

52. Curator adolescentium prædia communia sibi, et iis quorum curam administrabat, vendidit. Quæro, si decreto prætoris adolescentes in integrum restituti fuerint, an catenùs venditio rescindenda sit, quatenùs adolescentium pro parte fundus communis fuit. Respondi catenùs rescindi, nisi si emptor à toto contractu velit discedi, quod partem empturus non esset. l. 47. §. 1.

53. Minoribus in integrum restitutio, in quibus se captos probare possunt, etsi dolus adversarii non probetur, competit. l. 5. C. de in integr. rest. min. C. civ. 1305.

54. Minoribus in his quæ vel prætermiserunt, vel ignoraverunt, innumeris auctoritatibus constat esse consultum. l. pen. C. eod. C. civ. 480, s, 1304, s.

55. Non videtur circumscriptus esse minor qui jure sit unus communi. l. ult. C. eod.

56. Minoribus annis vigintiquinque etiam in his quæ præsentibus tutoribus vel curatoribus, in judicio vel extrà judicium gesta fuerint, in integrum restitutionis auxilium superesse, si circumventi sunt, placuit. l. 2. C. si tut. vel. cur. interv. C. civ. 457, 458.

57. Minores vigintiquinque annis non tantùm in his quæ ex bonis propriis amiserunt, verùm etiam si hæreditatem sibi delatam non adierint, posse in integrum restitutionis auxilium postulare jamdudùm placuit. l. 1. C. si ut omiss. hæred. C. civ. 461, 776.

TITULUS V. — *De capite minutis.*

1. Nemo delictis exuitur, quamvis capite minutus sit. l. 2. § 3.

2. Injuriarum, et actionum ex delicto venientium obligationes cum capite ambulant. l. 7. §. 1.

3. Eas obligationes quæ naturalem præstationem habere intelguntur, palàm est capitis deminutione non perire : quia civilis ratio naturalia jura corrumpere non potest. l. 8. C. civ. 2046 ; I. 4; pr. 246.

4. Capitis deminutionis tria genera sunt. Maxima, media, minima. Tria enim sunt quæ habemus, libertatem, et civitatem, et familiam. Igitur cùm omnia hæc committimus, hoc est libertatem et civitatem, et familiam, *maximam* esse capitis deminutionem : cùm verò amittimus civitatem, libertatem retinemus, *mediam* esse capitis deminutionem : cùm et libertas, et civitas retinetur, familia tantùm mutatur, *minimam* esse capitis deminutionem constat. l. ult. C. civ. 9, 34, s. 102, s. Charte, 1.

TITULUS VI. — *Ex quibus causis majores vigintiquinque annis in integrum restituuntur.*

1. Hujus edicti causam nemo non justissimam esse confitebitur.

Læsum enim jus per id tempus, quo quis reipublicæ operam dabat, vel adverso casu laborabat, corrigitur : nec non et adversùs eos succurritur, ne vel obsit, vel prosit, quod evenit. Verba autem edicti talia sunt : *Si cujus quid de bonis, cùm is metu, aut sine dolo malo reipublicæ causâ abesset inve vinculis, servitute, hostiumque potestate esset, sive cujus actionis eorum cui dies exisse dicetur. Item si quis quid usu suum fecisset : aut, quod non utendo amisit, consecutus : actioneve quâ solutus ob id, quod dies ejus exierit, cùm absens non defenderetur, inve vinculis esset, secumve agendi potestatem non faceret.... Item si qua alia mihi justa causa esse videbitur, in integrum restituam : quod ejus per leges, plebiscita, senatusconsulta, edicta, decreta principum licebit. l.* 1. C. civ. 112. s.

2. *Metûs* autem *causâ abesse* videtur, qui justo timore mortis, vel cruciatus corporis conterritus, abest : et hoc ex affectu ejus intelligitur : sed non sufficit quolibet terrore abductum timuisse, sed hujus rei disquisitio judicis est. l. 3. V. l. 13. ff. quod met. caus. C. civ. 116, 117.

3. Item hi qui reipublicæ causâ sine dolo malo abfuissent. Dolum malum eo pertinere accepi, ut qui reverti potest, neque reverteretur in eo quod per id tempus adversùs eum factum est, non adjuvetur. Veluti, si alterius grandis commodi captandi gratiâ id egerit, ut reipublicæ causâ abesset, et revocatur ab isto privilegio. l. 4. C. civ. 132.

4. Succurritur etiam ei qui in vinculis fuisset. Quod non solùm ad eum pertinet, qui publicâ custodiâ coercetur, sed ad eum quoque qui à latronibus, aut prædonibus, vel potentiore vi oppressus, vinculis coercebatur. l. 9.

Item ei succurritur, qui in hostium potestate fuit, id est ab hostibus captus. l. 14. C. civ. 117.

5. Si inchoata sit bonæ fidei possessoris detentatio antè absentiam, finita autem reverso, restitutionis auxilium locum habeat, non quandòque, sed ità demùm si intrà modicum tempus quàm rediit, hoc contigit. Id est, dùm hospitium quis conducit, sarcinulas componit, quærit advocatum : nam eum qui differt restitutionem non esse audiendum, Neratius scribit. l. 15. §. 3. C. civ. 131, s.

6. Non enim negligentibus subvenitur, sed necessitate rerum impeditis. Totumque istud arbitrio prætoris temperabitur. Id est, ut ità demùm restituat, si non negligentiâ, sed temporis angustiâ non potuerunt litem contestari. l. 16. C. civ. 131, s.

7. Sciendum est quod in his casibus restitutionis auxilium majoribus damus, in quibus rei duntaxat persequendæ gratiâ quæruntur : non cùm et lucri faciendi ex alterius pœnâ, vel damno, auxilium sibi impertiri desiderant. Deniquè si emptor priusquàm per usum sibi acquireret, ab hostibus captus sit,

placet interruptam possessionem postliminio non restitui, quia hæc sine possessione non constitit. Possessio autem plurimùm facti habet : causa verò facti non continetur postliminio. l. 18. l. 19.

8. Item ait prætor, *si quis usu suum fecisset : aut, quod non utendo sit amissum, consecutus : actioneve quâ solutus ob id, quod dies ejus exierit, cùm absens non defenderetur.* Quam clausulam prætor inseruit, ut quemadmodùm succurrit suprà scriptis personis, ne capiantur : ità et adversùs ipsas succurrit, ne capiant. l. 21. C. civ. 2262.

9. Si feriæ extrà ordinem sint indictæ, ob res putà prosperè gestas, vel in honorem principis, et propterea magistratus jus non dixerit : Caius Cassius nominatìm edicebat, restituturum se : quia per prætorem dabatur factum. Solemnium enim feriarum rationem haberi non debere, quia prospicere eas potuerit, et debuerit actor, ne in eas incidat : quod verius est. l. 26. §. 7. pr. 8, 63, 1037, p. 25, 260.

10. Item (inquit prætor) *si qua alia mihi justa causa videbitur, in integrum restituam.* Hæc clausula edicto inserta est necessariò : multi enim casus evenire potuerunt, qui deferrent destitutionis auxilium, nec singulatìm enumerari potuerunt. Ut quoties æquitas restitutionem suggerit, ad hanc clausulam erit descendendum. Ut putà legatione quis pro civitate functus est, æquissimum est eum restitui, licèt reipublicæ causâ non absit : et sæpissimè constitutum est adjuvari eum debere, sive habuit procuratorem, sive non. Idem puto, et si testimonii causâ sit evocatus, ex quâlibet provinciâ vel in urbem, vel ad principem. Nam et hìc sæpissimè est rescriptum subveniri. l. 26. § 9.

11. Et generaliter quotiescunquè quis ex necessitate non ex voluntate abfuit : dici oportet, ei subveniendum. d. l. in fine.

12 Et sive quid amiserit, vel lucratus non sit : restitutio facienda est, etiam si non ex bonis quid amissum sit. l. 27. v. s. n. 7.

13. Ne cui officium publicum vel damno, vel compendio sit. l. 29.

Titulus vii. — *De alienatione judicii mutandi causâ factâ.*

1. Omnibus modis proconsul id agit, ne cui deterior causa fiat ex alieno facto. Et cùm intelligeret judiciorum exitum interdùm duriorem nobis constitui opposito nobis alio adversario : in eam quoque rem prospexit : *Ut si quis alienando rem, alium nobis adversarium suo loco substituerit, idque datâ operâ in fraudem nostram fecerit : tanti nobis in factum actione teneatur, quanti nostrâ intersit, alium adversarium nos non habuisse. l.* 1. C. civ. 1689, 1692, s.

2. Itaque si alterius provinciæ hominem, aut potentiorem nobis opposuerit adversarium, tenebitur : aut alium qui vexaturus sit adversarium. l. 1. §. 1. et l. 2. C. civ. 1700.

3. Non tamen ejus factum improbat prætor, qui tanti habuit re carere, ne propter eam sæpiùs litigaret. Hæc enim verecunda

cogitatio ejus, qui lites execratur, non est vituperanda : sed ejus duntaxat, qui cùm rem habere vult, litem ad alium transfert, ut molestum adversarium pro se subjiciat. l. 4. §. 1. in fine. C. civ. 1689, s.

4. Sed hæredem instituendo, vel legando, si quis alienet, huic edicto locus non erit. l. 8. §. 3. C. civ. 780, 1696.

5. Intelligis, si rem, ne secum ageretur, qui possidebat, venundedit, et emptori tradidit, quem elegeris conveniendi tibi tributam esse jure facultatem. l. 1. C. eod. C. civ. 1607, 1689, s. 2112.

TITULUS VIII. — *De receptis, qui arbitrium receperunt ut sententiam dicant.*

1. Compromissum ad similitudinem judiciorum redigitur : et ad finiendas lites pertinet. l. 1. C. civ. 1989. pr. 1003, s. co. 60.

2. Ex compromisso placet exceptionem non nasci, sed pœnæ petitionem. l. 2.

3. Tametsi neminem prætor cogat arbitrium recipere (quoniam hæc res libera et soluta est, et extrà necessitatem jurisdictionis posita :) attamen, ubi semel quis in se receperit arbitrium, ad curam et sollicitudinem suam hanc rem pertinere prætor putat : non tantùm quod studeret lites finiri : verùm quoniam non deberent decipi, qui eum, quasi virum bonum, disceptatorem inter se elegerunt. Finge enim, post causam jam semel, atque iterùm tractatam, post nudata utriusque intima, et secreta negotii aperta, arbitrum vel gratiæ dantem, vel sordibus corruptum, vel aliâ quâ ex causâ nolle sententiam dicere : quisquamne potest negare, æquissimum fore, prætorem interponere se debuisse, ut officium quod in se recepit, impleret. l. 3. §. 1. pr. 1007, 1016, 1018, s. co. 51, s.

4. Si plures sunt qui arbitrium receperunt : nemo unus cogendus erit sententiam dicere : sed aut omnes, aut nullus. l. 17. §. 2. pr. 1011.

5. Principaliter tamen quæramus, si in duos arbitros sit compromissum : an cogere eos prætor debeat, sententiam dicere : quia res ferè sine exitu futura est propter naturalem hominum ad dissentiendum, facilitatem. In impari enim numero idcircò compromissum admittitur : non quoniam consentire omnes facile est, sed quia etsi dissentiant, invenitur pars major, cujus arbitrio stabitur. Sed usitatum est etiam in duos compromitti. l. 17. §. 6. pr. 1017, 1018.

6. Celsus libro secundo Digestorum scribit, si in tres fuerit compromissum, sufficere quidem duorum consensum, si præsens fuerit et tertius : alioquin absente eo, licèt duo consentiant, arbitrium non valere : quia in plures fuit compromissum, et potuit præsentia ejus trahere eos in ejus sententiam. Sicuti tribus judicibus datis, quod duo ex consensu absente tertio judicaverunt, nihil valet. Quia id demùm, quod major pars omnium ju-

dicavit, ratum est, cùm et omnes judicasse palàm est. l. 17. §. ult. et l. 18. pr. 1016.

7. Undè videndum erit, an mutare sententiam possit : et aliàs quidem est agitatum : si arbiter jussit dari, mox vetuit, utrùm eo quod jussit, an eo quod vetuit, stari debeat. Et Sabinus quidem putavit posse. Cassius sententiam magistri sui benè excusat : et ait, Sabinum non de eâ sensisse sententiâ, quæ arbitrium finiat, sed de præparatione causæ : ut putà si jussit litigatores calendis adesse, mox idibus jubeat : nam mutare eum diem posse. Cæterùm si condemnavit, vel absolvit, dùm arbiter esse desierit, mutare se sententiam non posse. l. 19. §. 2. pr. 1007, s.

8. *Dicere sententiam* existimamus eum, qui eâ mente quid pronuntiat, ut secundùm id discedere eos à totâ controversiâ velit. Sed si de pluribus rebus sit arbitrium receptum : nisi omnes controversias finierit, non videbitur dicta sententia. l. 19. §. 1. pr. 1016, 1019.

9. Quia arbiter, et si erraverit in sententiâ dicendâ, corrigere eam non potest. l. 20. pr. 1010.

10. Plenum compromissum appellatur, quod de rebus omnibus, controversiisve compositum est : nam ad omnes controversias pertinet. l. 21. §. 6. pr. 1003, s.

11. Hæc autem clausula, *diem compromissi proferre*, nullam aliam dat arbitro facultatem, quàm diem prorogandi. Et ideò conditionem primi compromissi neque minuere, neque immutare potest. Et ideò cœtera quoque discutere, et pro omnibus unam sententiam ferre debebit. l. 25. §. 1. co. 58.

12. Si hæredis mentio, vel cœterorum facta in compromisso non fuerit, morte solvetur compromissum. l. 27. §. 1. pr. 1012.

13. Non distinguemus in compromissis, minor, an major sit pœna, quàm res de quâ agitur. l. 32. C. civ. 1226, 2047.

14. Julianus indistinctè scribit : si per errorem de famoso delicto ad arbitrum itum est : vel de eâ (re) de quâ publicum judicium sit constitutum, veluti de adulteriis, sicariis, et similibus : vetare debet prætor sententiam dicere : nec dare dictæ executionem. l. 32. §. 6. C. civ. 2046; I. 4.

15. De liberali causâ compromisso facto, rectè non compelletur arbiter sententiam dicere : quia favor libertatis est, ut majores judices habere debeat. Eadem dicenda sunt, sive de ingenuitate, sive de libertinitate quæstio sit : et si ex fideicommissi causâ libertas deberi dicatur. l. 32, §. 7. Charte, 1, s.

16. De officio arbitri tractantibus sciendum est, omnem tractatum ex ipso compromisso sumendum. Nec enim aliud illi licebit, quàm quod ibi, ut efficere possit, cautum est : non ergò quod libet statuere arbiter poterit, nec in quâ re libet : nisi de quâ re compromissum est, et quatenùs compromissum est. l. 32. §. 15. pr. 1006, 1027.

17. Arbiter nihil extrà compromissum facere potest : et ideò necessarium est adjici de die compromissi proferendâ. Cæterùm impunè jubenti non parebitur. Arbiter ità sumptus ex compromisso, ut et diem proferre possit, hoc quidem facere potest : referre autem contradicentibus litigatoribus non potest. l, 33. §. ult. et l. 33. pr. 1007, s. co. 54, 58.

18. Si duo rei sunt aut credendi, aut debendi, et unus compromiserit, isque vetitus sit petere, aut ne ab eo petatur : videndum est (an) si alius petat, vel ab alio petatur, pœna committatur. Idem in duobus argentariis, quorum nomina simul eunt : et fortassè poterimus ità fidejussoribus conjungere, si socii sunt, aliàs nec à te petitur, nec ego peto, nec meo nomine petitur, licèt à te petatur. l. 34.

19. Arbiter *intrà certum diem servos restitui jussit* : quibus non restitutis, pœnæ causâ fisco secundùm formam compromissi condemnavit, ob eam sententiam fisco nihil acquiritur. Sed nihilominùs stipulationis pœna committitur, quod ab arbitro statuto non sit obtemperatum. l. 42. C. civ. 1152, 1226, s. 2047.

20. De rebus controversiisque omnibus compromissum (in arbitrum) à Lucio Titio, et Mævio Sempronio factum est : sed errore quædam species in petitionem à Lucio Titio deductæ non sunt : nec arbiter de his quicquam pronuntiavit. Quæsitum est, an species omissæ peti possint. Respondit, peti posse, nec pœnam ex compromisso committi. Quod si malignè hoc fecit, petere quidem potest, sed pœnæ subjugabitur. l. 43. pr. 1006, 1027, s.

21. Si ultrà diem compromisso comprehensum judicatum est, sententia nulla est. l. 1. f. C. de recept. arb. co. 54, pr. 1007, 1012.

22. Definimus conventum inscriptis apud compromissarium judicem factum, ità temporis interruptionem inducere, quasi in ordinario judicio lis fuisset inchoata. l. 5. §. 1. in f. C. eod.

23. Fœminæ arbitrium suscipere non possunt. l. ult. C. eod. Contrairement au droit ancien et au droit actuel, le tribunal de commerce de Paris a admis la nomination d'une femme arbitre. V. Gazette des Tribunaux, année 1829.

TITULUS IX. — *Nautæ, caupones, stabularii, ut recepta restituant.*

1. Ait prætor : *Nautæ, caupones, stabularii, quod cujusque salvum fore receperint, nisi restituant, in eos judicium dabo. l.* 1. C. civ. 1952, 1953.

2. Maxima utilitas est hujus edicti : quia necesse est plerùmque eorum fidem sequi, et res custodiæ eorum committere. Ne quisquam putet graviter hoc adversùs eos constitutum : nam est in ipsorum arbitrio ne quem recipiant, et nisi hoc esset statutum, materia daretur cum furibus adversùs eos, quos recipiunt coeundi : cùm ne nunc quidem abstineant hujusmodi fraudibus. l. 1. §. 1. C. civ. 1782, s. 1952, s.

3. Nautam accipere debemus eum, qui navem exercet : quamvis nautæ appellantur omnes, qui navis navigandæ causâ in nave sint, sed de exercitore solummodò prætor sentit : nec enim debet (inquit Pomponius) per remigem, aut mesonautam obligari. l. 1. §. 2. C. civ. 1782, s.

4. Et sunt quidam in navibus, qui custodiæ gratiâ navibus præponuntur, ut ναυφύλακες, *id est*, *navium custodes*, et dictarii. Si quis igitur ex his receperit, puto in exercitorem dandam actionem : quia his, qui eos hujusmodi officio præponit, committi eis permittit. l. 1. §. 3. C. civ. 1783, s. 1797, 1953.

5. Caupones autem, et stabularios æquè eos accipiemus, qui cauponam, vel stabulum exercent, institoresve eorum. Cœterùm si qui operâ mediastini fungitur, non continetur : ut putà atriarii, et focarii, et his similes. l. 1. §. 5. C. civ. 1384.

6. *Recepit autem salvum fore*, utrùm si navem res missæ, ei adsignatæ sunt : an, et si non sint adsignatæ, hoc tamen ipso, quod in navem missæ sunt, receptæ videntur. Et puto, omnium eum recipere custodiam, quæ in navem illatæ sunt, et factum non solùm nautarum præstare debere, sed et vectorum. Sicut et caupoviatorum. Et ità de facto vectorum etiam Pomponius scribit. l. 1. §. ult. l. 2. et l. 3. C. civ. 1953. p. 386, §. 4.

7. Idem ait, etiamsi nondùm sint res in navem receptæ, sed in littore perierint, quas semel recepit, periculum ad eum pertinere. l. 3. C. civ. 1384, 1783, 1784; co. 95.

8. In locato conducto culpa, in deposito dolus duntaxat præstatur : at hoc edicto omnimodo, qui recepit tenetur, etiamsi sine culpâ ejus res periit, vel damnum datum est, nisi si quid damno fatali contingat. Indè Labeo scribit : si quid naufragio, aut per vim piratarum perierit, non esse iniquum, exceptionem ei dari. l. 3. §. 1. in fine V. l. 5. § 1 C. civ. 1954 ; co. 103, s.

9. Vivianus dixit etiam ad eas res, hoc edictum pertinere, quæ post impositas merces in navem, locatasque inferentur, et si earum vectura non debetur : ut vestimentorum, penoris quotidiani, quia hæc ipsa cœterarum rerum locationi accedunt. l. 4. §. 2. C. civ. 1782, s. 1952, s.

10. Nauta, et caupo, et stabularius mercedem accipiunt non pro custodiâ : sed nauta, ut trajiciat vectores : caupo, ut viatores manere in cauponâ patiatur : stabularius, ut permittat jumenta apud eum stabulari : et tamen custodiæ nomine tenentur. Nam et fullo, et sarcinator, non pro custodiâ, sed pro arte mercedem accipiunt, et tamen custodiæ nomine ex locato tenentur. l. 5. C. civ. 1787, s.

11. Quæcunque de furto diximus, eadem et de damno debent intelligi : non enim dubitari oportet, quin is qui salvum fore recipit, non solùm à furto, sed etiam damno recedere videatur. l. 5.§. 1. v. l. 3. §. 1. C. civ. 1915, s.

12. Debet exercitor omnium nautarum suorum, sive liberi, sive servi, factum præstare, nec immeritò factum eorum præstat, cùm ipse eos suo periculo adhibuerit. Sed non aliàs præstat, quàm si in ipsâ nave damnum datum sit : cœterùm si extrà navem, licèt à nautis, non præstabit. l. ult. C. civ. 1782, s. 1952, s.; co. 103, s.

LIBER QUINTUS.

Titulus I. — *De Judiciis et ubi quisque agere, vel convenire debeat.*

1. His datur multæ dicendæ jus quibus publicè judicium est, et non aliis : nisi hoc specialiter eis permissum est. l. 2. §. ult.

2. Si quis ex alienâ jurisdictione ad prætorem vocetur, debet venire, ut et Pomponius, et Vindius scripserunt. Prætoris est enim æstimare, an sua sit jurisdictio : vocati autem, non contemnere auctoritatem prætoris : nam et legati, cæterique, qui revocandi domum jus habent in eâ sunt causâ, ut in jus vocati veniant, privilegia sua allegaturi. l. 5. pr. 2, 3, s.

3. Si quis posteaquàm in jus vocatus est, miles, vel alterius fori esse cœperit : in eâ causâ jus revocandi forum non habebit, quasi præventus. l. 7. pr. 2.

4. Insulæ Italiæ, pars Italiæ sunt : et cujusque provinciæ. l. 9.

5. Destitisse is videtur, non qui distulit, sed qui liti renuntiavit in totum. l. 10. pr. 397, s.

6. Quidam lege impediuntur ne judices sint, quidam naturâ, quidam moribus. Naturâ, ut surdus, mutus, et perpetuò furiosus, et impubes, quia judicio carent. Lege impeditur qui senatu motus est. Moribus fœminæ, et servi. l. 12. §. 2. Qui possunt esse judices, nihil interest in potestate, an sui juris sint. d. l. in. f. C. civ. 215, 489, s. I. 333.

7. In tribus (istis) judiciis, familiæ erciscundæ, communi dividundo, et finium regundorum, quæritur, quis actor intelligatur. Quia par causa omnium videtur, sed magis placuit, eum videri actorem, qui ad judicium provocasset. l. 13. pr. 1. s. 48, s.

8. Judex tunc litem suam facere intelligitur, cùm dolo malo in fraudem legis sententiam dixerit. Dolo malo autem videtur hoc facere, si evidens arguatur ejus vel gratia, vel inimicitia, vel etiam sordes : ut veram æstimationem litis præstare cogatur. l. 15. §. 1. I. 479, s. 483, s. p. 121, s.

9. Si debitori meo velim actionem edere : probandum erit, si fateatur se debere, paratumque dicat solvere, audiendum eum : dandumque diem cum competenti cautelâ ad solvendam pecuniam. *Neque enim magnum damnum est in morâ modici temporis. l.* 21. C. civ. 1356, s. 1244.

10. Qui appellat, prior agit. l. 29.

11. Ubi acceptum est semel judicium, ibi et finem accipere debet. l. 30. pr. 2, 3, 59, s.

12. Humanum est propter fortuitos casus dilationem accipi, C. civ. 1148, veluti quod pater litigator filium, vel filiam, vel uxor virum, vel filius parentem amisit : et in similibus causis cognitionem ad aliquem modum sustineri. l. 36.

13. Si de vi, et possessione quæratur : priùs cognoscendum de vi, quàm de proprietate rei, Divus Hadrianus τῷ κοινῷ τῶν Θεσσαλῶν id est *communi seu Reipublicæ Thessalorum* (græcè) rescripsit.

14. Non quidquid judicis potestati permittitur, id subjicitur juris necessitati. l. 40.

15. In omnibus bonæ fidei judiciis, cùm nondùm dies præstandæ pecuniæ venit, si agat aliquis ad interponendam cautionem, ex justâ causâ condemnatio sit. l. 41. C. civ. 1235, s.

16. Observandum est, ne is judex detur, quem altera pars nominatim petat : (id enim iniqui exempli esse, Divus Hadrianus rescripsit) nisi hoc specialiter à principe ad verecundiam petiti judicis respiciente permittatur. l. 47. Charte, 62.

17. Per minorem causam majori cognitioni præjudicium fieri non oportet. Major enim quæstio minorem causam ad se trahit. l. 54.

18. Latrunculator de re pecuniariâ judicare non potest. l. 61. §. 1.

19. Inter litigantes non aliter lis expediri potest, quàm si alter petitor, alter possessor sit. Esse enim debet, qui onera petitoris sustineat et qui commodo possessoris fungatur. l. 62.

20. Si quis intentione ambiguâ, vel oratione usus sit : id, quod utilius ei est, accipiendum est. l. 66. C. civ. 1162, 1602.

21. Nonnunquàm autem hoc edictum (peremptorium) post tot numero edicta, quæ præcesserint datur : nonnunquàm post unum, vel alterum : nonnunquàm statim, quod appellatur *unum pro omnibus*. Hoc autem æstimare oportet eum, qui jus dixit (et) pro conditione causæ, vel personæ, vel temporis ità ordinem edictorum, vel compendium moderare. l. 72.

22. Et post edictum peremptorium, impetratum, cùm dies ejus supervenerit, tunc absens citari debet : et sive responderit, sive non responderit : agetur causa, et pronuntiabitur : non utiquè secundùm præsentem, sed interdùm vel absens, si bonam causam habuit vincet. l. 73. pr. 19, s.

23. Proponebatur, ex his judicibus, qui in eamdem rem dati essent, nonnullos causâ auditâ excusatos esse : inque eorum locum alios esse sumptos : et quærebatur, singulorum judicum mutatio eamdem rem, an aliud judicium fecisset? Respondi, non modò si unus, aut alter, sed etsi omnes judices mutati essent : tamen et rem eamdem, et judicium idem; quod anteà fuisset, permanere. Neque in hoc solùm evenire, ut partibus commutatis eadem res esse existimaretur, sed et in multis cæteris rebus. Nam et legionem eamdem haberi, ex quâ multi decessissent, quorum in locum alii subjecti essent : et populum eumdem hoc tem-

pore putari, qui abhinc centum annis fuissent, cùm ex illis nemo nunc viveret : itemque navem, si adeò sæpè refecta esset, ut nulla tabula eadem permaneret, quæ non nova fuisset, nihilominùs eamdem navem esse existimari. Quod si quis putaret partibus commutatis, aliam rem fieri : fore ut ex ejus ratione nos ipsi non iidem essemus qui abhinc anno fuissemus : propptereà quod, ut philosophi dicerent, ex quibus particulis minimis consisteremus, hæ quotidiè ex nostro corpore decederent, aliaque extrinsecùs in earum locum accederent. Quapropter, cujus rei species eadem consisteret, rem quoque eamdem esse existimari. l. 76. pr. 116, s.

24. Eum quem temerè adversarium (suum) in judicium vocasse constitit, viatica, litisque sumptus adversario suo reddere oportebit. l. 79.

Sive alterutrâ parte absente, sive utràque præsente, lis fuerit decisa, omnes judices, qui sub imperio nostro constituti sunt, sciant victum in expensarum causâ victori esse condemnandum. l. 13. §. 6. C. de jud. pr. 130, s.

25. Placuit in omnibus rebus præcipuam esse justitiæ æquitatisque, quàm stricti juris rationem. l. 8. C. de jud. C. civ. 5 p. 127.

26. Liceat ei qui suspectum judicem putat, antequàm lis inchoetur, eum recusare, ut ad alium curratur, libello recusationis ei porrecto. l. 16. C. eod. pr. 44, s. 378, s.

27. Lis tunc contestata videtur, cùm judex per narrationem negotii causam audire cœperit. l. un. C. de lit. contest.

28. Juris ordinem converti postulas, ut non actor rei forum, sed reus actoris sequatur. l. 2. C. de jurisd. omn. jud. et de foro compet.

Actor rei forum, sive in rem, sive in personam sit actio, sequitur. l. ult. C. ubi in rem actio exerceri debet. Illic fideicommissum petatur, ubi domicilium hæres habet. l. 50. §. ult. ff. h. t. pr. 2, 3, 59, s.

29. Ibi de crimine agendum, ubi admissum est. l. un. C. ubi de crim. agi oport. I. 29, s.

Titulus ii. — *De inofficioso testamento.*

1. Sciendum est, frequentes esse inofficiosi querelas, omnibus enim tam parentibus, quàm liberis de inofficioso licet disputare. Cognati enim proprii, qui sunt ultrà fratrem, meliùs facerent, si se sumptibus inanibus non vexarent, cùm obtinere spem non haberent. l. 1.

Fratris vel sororis filii, patrui vel avunculi, amitæ etiam et materteræ testamentum inofficiosum frustrà dicunt : cùm nemo eorum, qui ex transversâ lineâ veniunt, exceptis fratre et sorore ad inofficiosi querelam admittatur. l. 21. C. eod. V. t. 2, p. 624, s.

Fratres vel sorores uterini ab inofficiosi actione contrà testamentum fratris vel sororis penitùs arceantur : consanguinei autem

durante agnatione (vel non) contrà testamentum fratris sui vel sororis de inofficioso quæstionem movere possunt, si scripti hæredes infamiæ vel turpitudinis, vel levis notæ maculâ aspergantur. l. 27. C. eod.

2. Hoc colore inofficioso testamento agitur quasi non sanæ mentis fuerunt, ut testamentum ordinarent. Et hoc dicitur, non quasi verè furiosus, vel demens testatus sit : sed rectè quidem fecit testamentum, sed non ex officio pietatis. Nam si verè furiosus esset, vel demens, nullum est testamentum. l. 2.

3. *Inofficiosum testamentum dicere*, hoc est, allegare, quarè exhæredari, vel præteriri debuerit. Quod plerùmque accidit, cùm falsò parentes instimulati liberos suos, vel exhæredant, vel prætereunt. l. 3.

Hujus verbi *de inofficioso* vis illa est docere immerentem se, et ideò indignè præteritum, vel etiam exhæredatione submotum. l. 5.

4. Non est enim consentiendum parentibus, qui injuriam adversùs liberos suos testamento inducunt. Quod plerùmque faciunt, malignè circà sanguinem suum inferentes judicium, novercalibus delinimentis, instigationibusve corrupti. l. 4.

5. Si quis post rem inofficiosi ordinatam, litem dereliquerit, posteà non audietur. l. 8. §. 1.

6. Si imperator sit hæres institutus : posse inofficiosum dici testamentum sæpissimè rescriptum est. l. 8. §. 2.

7. Si conditioni parere testator hæredem jussit in personâ filii, vel alterius, qui eamdem querelam movere potest : et sciens is accepit : videndum ne ab inofficiosi querelâ excludatur. Agnovit enim judicium. Idem est, et si legatarius ei vel statuliber debit, et potest dici excludi eum, maximè si hæredem ei jusserat dare. l. 8. §. 18.

Qui agnovit judicium defuncti, eò quod debitum paternum pro hæreditariâ parte persolvit, vel alio legitimo modo satisfecit, etiamsi minùs quàm ei debebatur relictum est, si is major vigintiquinque annis est, accusare ut inofficiosam voluntatem patris quam probavit, non potest. l. 8. §. 1. C. de inoff. test.

8. Illud notissimum est, eum qui legatum perceperit non rectè de inofficioso testamento dicturum : nisi id totum alii administravit. l. 10. §. 1.

Si legatario hæres exstiterit exhæredatus, petieritque legatum, videbimus an sit submovendus ab hâc accusatione, certum est enim judicium defuncti et rursùs, nihil ei ex testamento relictum, verum est, tutius tamen fecerit, si se abstinuerit à petitione legati. l. ult. §. 1.

9. Et si parentibus non debetur filiorum hæreditas propter votum parentum, et naturalem erga filios caritatem, turbato tamen ordine mortalitatis, non minùs parentibus, quàm liberis, piè relinqui debet. l. 15.

Filio qui de inofficioso matris testamento contrà fratrem institutum de parte antè egit, et obtinuit, filia quæ non egit, aut non obtinuit, in hæreditate legitimâ fratri non concurrit. l. 16.

10. Qui repudiantis animo non venit ad accusationem inofficiosi testamenti, patrem non facit his, qui eamdem querelam movere volunt, undè si de inofficioso testamento patris, alter ex liberis exhæredatis ageret : quia, rescisso testamento, alter quoque ad successionem ab intestato vocatur, et ideò universam hæreditatem non rectè vindicasset : hic, si obtinuerit, uteretur rei judicatæ auctoritate, quasi centum viri hunc solum filium in rebus humanis esse nunc, cùm facerent intestatum, crediderint. l. 17.

11. Mater decedens, extraneum ex dodrante hæredem instituit, filiam unam ex quadrante, alteram præteriit : hæc de inofficioso egit, et obtinuit. Quæro, scriptæ filiæ quomodò succurrendum sit? Respondi filia præterita id vindicare debet, quod intestatâ matre habitura esset. l. 19. Cœterùm si quis putaverit, filiâ obtinente, totum testamentum infirmari, dicendum est, etiam institutam ab intestato posse adire hæreditatem. Nec enim quæ ex testamento adiit, quod putat valere, repudiare legitimam hæreditatem videtur, quam quidem nescit sibi deferri : cùm et hi, qui sciant, jus suum eligentes, id quod putant sibi competere, non amittant, quod evenit in patrono qui judicium defuncti, falsâ opinione motus, amplexus est : is enim non videtur bonorum possessionem contrà tabulas repudiasse. Ex quibus apparet, non rectè totam hæreditatem præteritam vindicare, cùm rescisso testamento, etiam institutæ salvum jus sit adeundæ hæreditatis. d. l. 19.

12. Si hæreditatem ab hæredibus institutis exhæredati emerunt, vel res singulas scientes eos hæredes (esse) : aut conduxerunt prædia, aliudve quid simile fecerunt : vel solverunt hæredi quod testatori debebant : judicium defuncti agnoscere videntur, et à querelâ excluduntur. l. 23. §. 1.

13. De inofficioso testamento nepos contrà patruum suum, vel alium scriptum hæredem, pro portione egerat, et obtinuerat. Sed scriptus hæres appellaverat, placuit interìm propter inopiam pupilli, alimenta pro modo facultatem, quæ per inofficiosi testamenti accusationem pro parte ei vindicabantur, decerni : eaque adversarium ei subministrare necesse habere usque ad finem litis. l. 27.

14. Quamvis institutâ inofficiosi testamenti accusatione, res transactione decisa sit : tamen testamentum in suo jure manet : et ideò datæ in eo libertates, atque legata, usquequò falcidia permittit, suam habent potestatem. l. 29. §. 2. v. 1. n. 23. C. civ. 913, s .920, s.

15. Si mater filiis duobus hæredibus institutis, tertio post testamentum suscepto, cùm mutare idem testamentum potuisset,

hoc facere neglexisset : meritò ut pote non justis rationibus neglectus, de inofficioso querelam instituere poterit. Sed cùm eam in puerperio vitâ decessisse proponas, repentini casûs iniquitas per conjecturam maternæ pietatis emendanda est. Quarè filio suo, cui nihil præter maternum fatum imputari potest, perindè virilem portionem tribuendam esse censemus, ac si omnes filios hæredes instituisset. Sin autem hæredes scripti extranei erant, tunc de inofficioso testamento actionem instituere non prohibetur. l. 3. C. de inoff. test. C. civ. 913, s.

16. Eum qui inofficiosi querelam delatam non tenuit, à falsi accusatione non submoveri placuit. Idem observatur, et si e contrario falsi crimine instituto, victus posteà de inofficioso actionem exercere maluerit. l. 14. C. eod.

17. Cùm te pietatis religionem non violasse, sed mariti conjugium quod fueras sortita, distrahere noluisse, ac propterea offensum atque iratum patrem ad exhæredationis notam prolapsum esse dicas, inofficiosi testamenti querelam inferre non vetaberis. l. 18. C. eod. C. civ. 913, s.

18. Si minùs legitimâ portione liberis testamento relictum sit, quod deerit supplebitur ex rebus hæreditariis, ut omninò legitima sine conditionis vel dilationis onere compleatur: in legitimam autem imputantur profectæ à testatore donationes, et dotes, quas conferre necesse fuit. Ex l. 29. l. 30. l. 31. et 32. 36. C. eod. v. n. seq. Quæ sit legitima v, 1. de suis et legit. hæred. n. 5. C. civ. 920, s.

19. *Si exhæredatus à patre antè querelam decesserit, relictis liberis, querelam ipsi poterunt instituere, nisi exhæredatus eorum pater testamentum probaverit.* Ex l. 34. C. eod. C. civ. 920, s.

Ad extraneos hæredes querela non transmittitur nisi præparata. l. 36. in f. C. eod.

Si quis institutâ accusatione inofficiosi decesserit : an ad hæredem suum querelam transferat? Papinianus respondit, (quod et quibusdam rescriptis significatur) si post agnitam bonorum possessionem decesserit, esse successionem accusationis. Et si non sit petita bonorum possessio, jam tamen cœpta controversia, vel præparata : vel si cùm venit ad movendam in officio querelam, decessit : puto ad hæredem transire. l. 6. §. ult. ff. h. tit.

20. Non licet patri vel matri cæterisque parentibus liberos exhæredare, vel præterire, nec si per quamlibet donationem, vel legatum, vel fideicommissum, vel alium quemcunque modum, eis dederint legibus debitam portionem : nisi probentur ingrati, et ipsas nominatìm ingratitudinis causas parentes suo inseruerint testamento. Nov. 115. c. 3. v. 1. de lib. et post. n. 7. et tit. de suis et leg. hær. n. 5. C. civ. 913, s. 953, s.

21. Propter ingratitudinem, cæterasque legitimas causas liberos exhæredare parentibus licitum. Nov. 115. c. 3. v. 1. de lib. et post. n. 7. C. civ. 953, s.

22. Ex justis causis possunt liberi parentes exhæredare. Nov. 115. c. 4. v. 1. de lib. et post. n. 7.

23. Si ex causâ de inofficiosi cognoverit judex et pronuntiaverit contrà testamentum, nec fuerit provocatum, ipso jure rescissum est : et suus hæres erit secundùm quem judicatum est. l. 8. §. 16. ff. h. t.

Rescisso, propter injustam exhæredationem, vel parentum, vel liberorum testamento, sola ruit hæredis institutio, legatis, cœterisque firmis manentibus. Ex Nov. 115. c. 3. in fine, et c. 4. in fine. C. civ. 1035, s.

24. Immodicæ et inofficiosæ donationes, et dotes sive in extraneas personas, sive in liberos collatæ, à testatis, aut intestatis licèt hæreditate se abstineant, quibus donatum est, ad eum modum minuuntur, ut integra sit legitima quibus debetur sive liberis aut parentibus. toto tit. C. de inoffic. donat. l. un. C. de inoffic. dotib. Nov. 92. C. civ. 913, s.

25. Si conditionibus quibusdam, vel dilationibus, aut aliquâ dispositione moram, vel modum, vel aliud gravamen introducente, eorum jura, qui ad memoratam actionem vocabantur, imminuta esse videantur, ipsa conditio, vel dilatio, vel alia dispositio moram vel quodcunque onus introducens, tollatur et ita res procedat, quasi nihil eorum in testamento additum esset. l. 32. C. de inoff. test. C. civ. 1040.

26. Contrà majores viginti quinque annis duplicem actionem inferentes primam quasi testamentum non sit jure perfectum, alteram quasi inofficiosum, licèt jure perfectum, præscriptio ex prioris judicii morâ quinquennalis temporis non nascitur, quæ officere non cessantibus non potest. l. 16. C. h. t.

Si quis et irritum dicat testamentum vel ruptum et inofficiosum conditio ei deferri debet, utrùm priùs movere volet. l. 8. §. 12. ff. eod. C. civ. 1046, 1047.

27. Si tutor nomine pupilli, cujus tutelam gerebat, ex testamento patris sui legatum acceperit, cùm nihil erat ipsi tutori relictum à patre suo : nihilominùs poterit nomine suo de inofficioso patris testamento agere. §. 4. inst. de inoff. test.

Sed si e contrario pupilli nomine, cui nihil relictum fuerat, de inofficioso egerit, et superatus est ipse tutor, quod sibi in testamento eodem legatum relectum est, non amittit. 8. 5. eod.

Tutoribus pupilli nomine sine periculo ejus, quod testamento datum est, agere posse de inofficioso, vel falso testamento, Divi Severus et Antoninus scripserunt. l. 30. §. 1. ff. h. t. v. 1. de his quæ ut ind. l. 22.

28. Adolescentiæ tempus non imputari in id quinquennium liberis, cujus præscriptio seram inofficiosi quæstionem moventibus opponi solet, manifestè antè rescripsimus. l. 2. C. in quib. caus. in integr. rest. necess. non est.

Nisi pater adhuc superstes vel repudiarit querelam, vel quinquennio tacuit. l. 34. in f. C. de inoff. test.

Planè si post quinquennium inofficiosum dici cœptum est, *ex magnâ et justâ causâ*, libertates non esse revocandas. l. 8. §. ult. ff. h. tit.

TITULUS. III. — *De hæreditatis petitione.*

1. Divus Pius rescripsit, prohibendum possessorem hæreditatis, de quâ controversiâ erit, antequàm lis inchoaretur, aliquid ex eâ distrahere : nisi maluerit pro omni quantitate hæreditatis vel rerum ejus restitutione satisdare, causâ autem cognitâ, etsi non talis data sit satisdatio, sed solida cautio, etiam post litem cœptam, deminutionem se concessurum prætor edixit : ne in totum diminutio impedita, in aliquo etiam utilitates alias impediat. Ut putà si ad funus sit aliquid necessarium : nam funeris gratia diminutionem permittit. Item si futurum est, ut nisi pecunia intrà diem solvatur, pignus distrahatur. (Sed) et propter familiæ cibaria necessaria erit diminutio. Sed et res tempore perituras permittere debet prætor distrahere. l. 5. C. civ. 793, 796, s.

2. Eorum judiciorum, quæ de hæreditatis petitione sunt ea auctoritas est, ut nihil in præjudicium ejus judicii fieri debeat. l. 5. §. ult.

3. Legitimam hæreditatem vindicare non prohibetur is, qui, cùm ignorabat vires testamenti, judicium defuncti secutus est. l. 8.

Patronus, qui deceptus falsum judicium testatoris secutus est, bonorum possessionem contrà tabulas testamenti liberti petere non prohibetur. l. 46. ff. de bon. libert.

4. Nemo prædo est qui pretium numeravit. l. 13. §. 8.

5. Fructus omnes augent hæreditatem sive antè aditam, sive post aditam hæreditatem accesserint. l. 20. §. 3.

Fructibus augetur hæreditas cum ab eo possidetur, à quo peti potest. l. 2. C. eod. C. civ. 803.

6. *Petitam hæreditatem :* id est, ex quo quis scit à se peti : nam ubi scit, incipit, esse malæ fidei possessor, id est, *cùm primùm aut denuntiatum esset.* l. 20. §. 11. C. civ. 549, 550.

7. Non puto hunc esse prædonem, qui dolo caret, quamvis in jure erret. l. 25. §. 6. in fine. C. civ. 550.

8. *Si antè litem contestatam*, inquit, *fecerint*, hoc ideò adjectum : quoniam post litem contestatam omnes incipiunt malæ fidei possessores esse. Quinimò post controversiam motam : quanquàm enim litis contestatæ mentio fiat in senatusconsulto, tamen et post motam controversiam omnes possessores pares fiunt, et quasi prædones tenentur. Et hoc jure hodiè utimur : cepit enim scire rem ab se non pertinentem possidere se is qui interpellatur. l. 25. §. 7. C. civ. 550.

9. Fructus intelliguntur deductis impensis, quæ quærendo-

rum, cogendorum, conservandorumque eorum gratiâ fiunt. Quod non solùm in bonæ fidei possessoribus naturalis ratio expostulat, verùm etiam in prædonibus, sicut Sabino quoque placuit. l. 36. §. ult. C. civ. 548, 555.

10. Quod si sumptum quidem fecit, nihil autem fructuum perceperit: æquissimum erit, rationem horum quoque in bonæ fidei possessoribus haberi. l. 37. C. civ. 548, 1381.

11. Planè in cæteris necessariis, et utilibus impensis posse separari: ut bonæ fidei quidem possessores has quoque imputent: prædo autem de se queri debeat, qui sciens in rem alienam impendit. Sed benignius est, in hujus quoque personâ haberi rationem impensarum. Non enim debet petitor ex alienâ jacturâ lucrum facere. Et id ipsum officio judicis continebitur. (Nam) nec exceptio doli mali desideratur. Planè potest in eo differentia esse, ut bonæ fidei quidem possessor omnimodo impensas deducat, licèt res non exstet, in quam fecit, sicut tutor vel curator consequuntur: prædo autem non aliter quàm si res melior sit. l. 38. C. civ. 548, s. 555, 1378, s.

12. Utiles necessariæque (*impensæ*) sunt: veluti quæ fiunt reficiendorum ædificiorum gratiâ: aut in novelletâ: aut cùm servorum gratiâ litis æstimatio solvitur, cùm id utilius sit, quàm ipsos dedi. Deniquè alias complures ejusdem generis esse impensas manifestum est. l. 39. C. civ, 548, s. 555, 1381.

13. Videamus tamen, ne et ad picturam quoque, et marmorum, et cæterarum voluptariarum rerum impensas æquè nobis proficiat doli exceptio, si modò bonæ fidei possessores simus. Nam prædoni probè dicetur, non debuisse in alienam rem supervacuas impensas facere: ut tamen potestas ei fieret tollendorum eorum, quæ sine detrimento ipsius rei tolli possunt. l. 39. §. 1. C. civ. 555.

14. Illud quoque quod in oratione Divi Hadriani est: *ut post acceptum judicium, id actori præstetur, quod habiturus esset, si eo tempore quo petit, restituta esset hæreditas*: interdùm durum est. Quid enim, si post litem contestatam mancipia, aut jumenta, aut pecora deperierint? Damnari debebit secundùm verba orationis: quia potuit petitor restitutâ hæreditate distraxisse ea. Et hoc justum esse in specialibus petitionibus Proculo placet. Cassius contrà sensit. In prædonis personâ Proculus rectè existimat. In bonæ fidei possessoribus Cassius. Nec enim debet possessor aut mortalitatem præstare, aut propter metum hujus periculi temerè indefensum jus suum relinquere. l. 40.

15. Prædonis loco intelligendus est is qui tacitam fidem interposuerit, ut non capienti restitueret hæreditatem. l. 46.

16. Hæreditas etiam sine ullo corpore juris intellectum habet. l. 50.

17. Fructuum post hæreditatem petitam perceptorum usuræ

non præstantur. Diversa ratio est eorum, qui antè actionem hæreditatis illatam percepti, hæreditatem auxerunt. l. 51. §. 1. C. civ. 130, 137, 771, 1696, 1697.

18. Si possessor ex hæreditate inhonestos habuerit quæstus, hos etiam restituere cogetur: ne honesta interpretatio non honesto quæstui lucrum possessori faciat. l. 52. C. civ. 549, s.

19. Cùm prædia urbana et rustica, negligentiâ possessorum pejora sint facta, veluti quia vineæ, pomaria, horti extrà consuetudinem patrisfamilias defuncti culta sunt : litis æstimationem earum rerum quantò pejores sint factæ, possessores pati debent. l. 54. §. ult. C. civ. 1379, 1738.

20. Cùm hæreditas petita sit eos fructus quos possessor percepit omnimodo restituendos, et si petitor eos percepturus non fuerat. l. 56. C. civ. 549, s. 1378.

21. Cogi possessorem, ab eo qui expetit, titulum suæ possessionis dicere, incivile est. l. 11. C. eod. C. civ. 1337, 2248.

Titulus iv. — *Si pars hæreditatis petatur.*

1. Illud sciendum est, si mulier prægnans non sit, existimetur autem prægnans esse, interim filium hæredem esse ex asse, quanquàm ignoret se ex asse hæredem esse. l. 5. C. civ. 745.

LIBER SEXTUS.

Titulus i. — *De rei vindicatione.*

1. Pomponius scribit, si ex melle meo, vino tuo factum sit mulsum, quosdam existimasse, id quoque communicari. Sed puto veriùs, ut et ipse significat, ejus potiùs esse qui fecit, quoniam suam speciem pristinam non continet. l. 5. §. 1. C. civ. 566, s.

2. Idem scribit, si equam meam equus tuus prægnantem fecerit, non esse tuum, sed meum quod natum est. l. 5. §. 2. C. civ. 566, 567.

3. De arbore quæ in alienum agrum translata coaluit, et radices immisit, Varus et Nerva utilem in rem actionem dabant. Nam si nondùm coaluit mea esse non desinet. l. 5. §. 3. C. civ. 551, s.

4. Octavenus ita definit quod infectæ quidem materiæ pondus, signatæ verò numerum, factæ autem speciem dici oportet : sed et mensura dicenda erit, cùm res mensurâ continebitur. l. 6. C. civ. 1791.

5. Si servus petitus, vel animal aliud demortuum sit, sine dolo malo et culpâ possessoris : pretium non esse præstandum plerique aiunt. Sed est veriùs si fortè distractus erat petitor, si accepisset, moram passo debere præstari. Nam si ei restituisset, distraxisset, et pretium esset lucratus. l. 15. §. ult. v. l. 40. s. de hæred. petit. C. civ. 1806, s.

6. Prætereà restituere debet possessor et quæ post acceptum judicium per eum non ex re suâ acquisivit. In quo hæreditates

quoque, legataque quæ per eum servum obvenerunt, continentur. Nec enim sufficit corpus ipsum restitui, sed opus est ut et causa rei restituatur. Id est, ut omne habeat petitor quod habiturus foret, si eo tempore quo judicium accipiebatur, restitutus illi homo fuisset. l. 20.

7. Si quis rei suæ alienum rem ita adjecerit, ut pars ejus fieret : veluti si quis statuæ suæ brachium aut pedem alienum adjecerit, aut scypho ansam vel fundum, vel candelabro sigillum, aut mensæ pedem, dominum totius ejus rei effici : verèque statuam suam dicturum, et scyphum plerique rectè dicunt. Sed et id quod in chartâ meâ scribitur, aut in tabulâ pingitur, statìm meum sit, licèt de picturâ quidam contrà senserint propter pretium picturæ. Sed necesse est ei rei cedi quod sine illâ esse non potest. In omnibus igitur istis in quibus mea res per prævalentiam alienam rem trahit, meamque efficit, si eam rem vindicem, per exceptionem doli mali cogar pretium ejus quod accesserit dare. l. 23. §. 2. 3. et 4. C. civ. 566, s.

Si quis in alienâ tabulâ pinxerit, quidam putant tabulam picturæ cedere : aliis videtur, picturam, qualiscunque sit, tabulæ cedere. Sed nobis videtur meliùs esse tabulam picturæ cedere. Ridiculum est enim picturam Apellis vel Parrhasii in accessionem vilissimæ tabulæ cedere. §. 34. inst. de rer. div. C. civ. 571.

8. Tignum alienum ædibus junctum nec vindicari potest, propter legem duodecim tabularum, nec eo nomine ad exhibendum agi, nisi adversùs eum qui sciens alienum junxit ædibus : sed est actio antiqua de tigno juncto, quæ in duplum ex. l. 12. tabularum descendit. l. 23. §. 6. C. civ. 657, 662.

9. Is qui destinavit rem petere, animadvertere debet, an aliquo interdicto possit nancisci possessionem. Quia longè commodius est ipsum possidere, et adversarium ad onera petitoris compellere, quàm alio possidente petere. l. 24.

10. In rem petitam si possessor antè litem contestatam sumptus fecit, per doli exceptionem ratio eorum haberi debet, si perseveret actor petere rem suam non redditis sumptibus. l. 27. §. 5. C. civ. 548, s.

11. Fructus non modò percepti, sed et qui percipi honestè potuerunt æstimandi sunt. Et ideò si dolo aut culpâ possessoris res petita perierit, veriorem putat Pomponius Trebatii opinionem putantis, eousquè fructuum rationem habendam, quousquè haberetur si non periisset. Id est, ad rei judicandæ tempus quod et Juliano placet. l. 33. C. civ. 1378, s.

12. Petitor possessori de evictione cavere non cogitur rei nomine cujus æstimationem accepit : sibi enim possessor imputare debet, qui non restituit rem. l. 35. §. 2.

13. In fundo alieno quem imprudens emeras ædificasti, aut conseruisti, deindè evincitur : bonus judex variè ex personis,

causisque constituet. Finge, et dominum eadem facturum fuisse: reddat impensam ut fundum recipiat, usquè eò duntaxat quò pretiosior factus est: et si plus pretio fundi accessit, solum quod impensum est. Finge pauperem, qui si id reddere cogatur, laribus, sepulcris avitis carendum habeat, sufficit tibi permitti tollere ex his rebus quæ possis, dùm ita ne deterior sit fundus, quàm si initio non foret ædificatum. l. 38. civ. 555.

14. Redemptores qui suis cæmentis ædificant statim cæmenta faciunt eorum in quorum solo ædificant. l. 39. C. civ. 555, 1778, s.

15. Fructus pendentes pars fundi videntur. l. 44. C. civ. 520.

16. Sumptus in prædium quod alienum esse apparuit, à bonæ fidei possessore facti, neque ab eo, qui prædium donavit, neque à domino peti possunt: verùm exceptione doli appositâ per officium judicis æquitatis ratione servantur: si fructuum antè litem contestatam perceptorum summam excedant. Etenim admissâ compensatione superfluum sumptum, meliore prædio facto, dominus restituere cogitur. l. 48. C. civ. 548, 1378.

17. Solum partem esse ædium existimo, nec alioquin subjacere, ut mare navibus. l. 49. C civ. 552.

18. Si fundi possessor eum excoluisset, sevissetve, et posteà fundus evincatur, consita non potest tollere. l. 53. C. civ. 548.

19. Inter officium advocationis, et rei suæ defensionem multùm interest: nec propterea quis, si posteà cognoverit rem ad se pertinere, quod alii eam vindicanti tunc ignorans suam esse, adsistebat, dominium suum amisit. l. 54.

20. Proprietas totius navis carinæ causam sequitur. l. 61 in fine.

21. Usura non naturâ pervenit, sed jure percipitur. l. 62.

22. Generaliter autem cùm de fructibus æstimandis quæritur, constat animadverti debere non an malæ fidei possessor fruiturus sit, sed an petitor frui potuerit, si ei possidere licuisset. Quam sententiam Julianus quoque probat. l. 62. §. 1. C. civ. 1381.

23. Qui restituere jussus judici non paret, contendens non posse restituere: siquidem habeat rem, manu militari officio judicis ab eo possessio transfertur, et fructuum duntaxat, omnisque causæ nomine condemnatio fit. l. 68. C. civ. 1378.

24. Si verò nec potest restituere, nec dolo fecit quominùs possit, non pluris quàm quanti res est, id est, quanti adversarii interfuit, condemnandus est. Hæc sententia generalis est, et ad omnia sive interdicta, sive actiones in rem, sive in personam sunt, ex quibus arbitratu judicis quid restituitur, locum habet. l. 68. in fine. C. civ. 549, 1379.

25. Si inferiorem partem ædificii, quæ solum contingit, ad te pertinere probare potes: eam quam vicinus tuus imposuit accessisse dominio tuo non ambigitur, sed et id quod in solo tuo ædificatum est, quoad in eâdem causâ manet, jure ad te pertinet. l. 2. C. eod. C. civ. 552, s.

Si quis sciens alienum agrum sevit, vel plantas imposuit, postquàm hæ radicibus terram fuerint amplexæ, solo cedere rationis est. Domini enim magis segetem vel plantas, quàm per hujusmodi factum, solum suum facit. Sanè eum qui bonâ fide possidens hoc fecerit, per doli mali exceptionem contrà vindicantem dominum servare sumptus, juris auctoritate significatum est. l. 11. C. eod. C. civ. 549, 555, 1381.

Si in areâ communi domum aliquis exstruxit hanc vobis communem juris fecit ratio : cujus portionem ab eo qui bonâ fide possidens ædificavit si velis vindicare, sumptus offerre debes, ne doli mali possis exceptione submoveri. l. 16. C. eod. C. civ. 555.

26. Adversùs eos qui à malæ fidei possessoribus fundum bonâ fine comparaverunt, ita tibi actio competit, si priusquàm usucapionem implerent, vel longæ possessionis præscriptionem adipiscerentur, dominium ad te pervenerit. l. 4. C. eod. C. civ. 1599.

27. Quoties duobus in solidum prædium jure distrahitur, manifesti juris est eum cui priori traditum est, in detinendo dominio esse potiorem. l. 15. C. eod. C. civ. 1141, 1606, s.

Si ex causâ donationis utrique dominium rei vindicetis, eum cui priori possessio soli tradita est, haberi potiorem convenit. d. l. 15. in fine.

Titulus II. — *De publicianâ in rem actione.*

1. Si duobus quis separatìm vendiderit bonâ fide ementibus, videamus quis magis publicianâ uti possit. Utrùm is cui priori res tradita est, an is qui tantùm emit. Et Julianus libro septimo Digestorum scripsit, ut si quidem ad eodem non domino emerint, potior sit cui priori res tradita est, quod si à diversis non dominis, melior causa sit possidentis, quàm petentis. Quæ sententia vera est. l. 9. §. 4. C. civ. 1141.

2. Hæres furis hanc actionem non habet, quia vitiorum defuncti successor est. l. 11. §. 2.

Titulus III. — *Si ager vectigalis, id est, emphyteuticarius petatur.*

1. Agri civitatum alii vectigales vocantur, qui in perpetuum locantur. Id est, hâc lege ut tamdiù pro his vectigal pendatur, quamdiù neque ipsis qui conduxerunt, neque his qui in locum eorum successerunt auferri eos liceat. Non vectigales sunt qui ita colendi dantur, ut privatìm agros nostros colendos dare solemus. l. 1. v. t. 1, p. 220, s.

2. Qui in perpetuum fundum fruendum conduxerunt à municipibus, quamvis non efficiantur domini, tamen placuit competere eis in rem actionem adversùs quemvis possessorem : sed et adversùs ipsos municipes, ita tamen si vectigal solvant. l. 1. §. 1. et l. 2.

3. Jus emphyteuticarium neque conductionis, neque alienationis esse titulis adjiciendum : sed hoc jus tertium esse consti-

tuimus ab utriusque memoratorum contractuum societate seu similitudine separatum. Conceptionem item definitionemque habere propriam, et justum esse validumque contractum : in quo cuncta quæ inter utrasque contrahentium partes super omnibus, vel etiam fortuitis casibus, pactionibus scripturâ interveniente habitis, placuerint, firma illibataque perpetuâ stabilitate modis omnibus debeant custodiri. l. 1. C. de jure emphyt. C. civ. 1912.

4. Si fundus emphyteuticarius perierit, domino perit : si damnum particulare contigerit, illud feret emphyteuta. d. l. 1. C. de jure emphyt. in f.

LIBER SEPTIMUS.

TITULUS 1. *De usufructu, et quemadmodùm quis utatur fruatur.*

1. Ususfructus est jus alienis rebus utendi fruendi, salvâ rerum substantiâ. l. 1. C. civ. 578.

2. Et sine testamento si quis velit usumfructum constituere, pactionibus et stipulationibus id efficere potest. l. 3. C. civ. 579.

3. Constitit autem ususfructus non tantùm in fundo et ædibus, verùm etiam in servis, et jumentis cæterisque rebus. l. 3. §. 1. C. civ. 581.

4. Per legem falcidiam minui potest ususfructus. l. 5. V. 1. ad leg. falc. l. 1. §. 7.

5. Usufructu legato, omnis fructus rei ad fructuarium pertinet : et aut rei soli, aut rei mobilis ususfructus legatur. l. 7. C. civ. 582.

6. Quoniam igitur omnis fructus rei ad eum pertinet : reficere quoque eum ædes per arbitrum cogi, Celsus scribit. Hactenùs tamen, ut sarta tecta habeat : si quâ tamen vetustate corruissent, neutrum cogi reficere. l. 7. §. 2.

Eum, ad quem ususfructus pertinet, sarta tecta suis sumptibus præstare debere, explorati juris est. Proindè si quid ultrà quàm impendi debeat, erogatum potes docere, solemniter reposces. l. 7. C. de usufr. et habit. C. civ. 605, s.

7. Si quæ vetustate corruerunt reficere non cogitur, modica igitur refectio ad eum pertineat : quoniam et alia onera adgnoscit usufructu legato : ut putà stipendium, vel tributum, vel salarium, vel alimenta ab eâ re relicta. Et ita Marcellus libro tertio decimo scribit. l. 7. §. 2. in fine. C. civ. 608.

8. Cassius quoque scribit libro octavo juris civilis, fructuarium per arbitrum cogi reficere, quemadmodùm adserere cogitur arbores. Et Aristo notat, hæc vera esse. Neratius autem libro quarto membranarum ait, non posse fructuarium prohiberi, quominùs reficiat : quia nec arare prohiberi potest, aut colere. Nec solùm necessarias refectiones facturum, sed etiam voluptatis causâ, ut tectoria, et pavimenta, et similia facere. Neque autem ampliare, nec inutile detrahere posse, quamvis melius repositurus sit, quæ sententia vera est. l. 7. §. ult. et l. 8. C. civ. 605, s.

9. Si fundi ususfructus sit legatus, quidquid in fundo nascitur, quidquid indè percipi potest, ipsius fructus est. l. 9. C. civ. 582.

10. Celsus libro octavo decimo Digestorum scribit, cogi eum posse rectè colere. l. 9. C. civ. 601, 618.

11. Sed si lapidicinas habeat, et lapidem cædere velit, vel cretifodinas habeat, vel arenas, omnibus his usurum Sabinus ait, quasi bonum patremfamilias. Quam sententiam puto veram. l. 9. §. 2. C. civ. 598.

12. Sed si hæc metalla post usumfructum legatum sint inventa, cùm totius agri relinquatur ususfructus, non partium, contineantur legato .l. 6. §. 3. C. civ. 598.

13. Placuit alluvionis quoque usumfructum ad fructuarium pertinere. l. 9. §. 4. C. civ. 596.

14. Sed si insula juxtà fundum in flumina nata sit, ejus usumfructum ad fructuarium non pertinere, Pegasus scribit. Licèt proprietati accedat, esse enim veluti proprium fundum, cujus ususfructus ad te non pertineat. Quæ sententia non est sine ratione. Nam ubi latiter incrementum, et ususfructus augetur: ubi autem apparet separatnm, fructuario non accedit. l. 9. §. 4.

15. Aucupiorum quoque, et venationum reditum, Cassius ait libro octavo juris civilis ad fructuarium pertinere. Ergò et piscationum. l. 9. §. 5. C. civ. 582, s.

16. Seminarii autem fructum, puto ad fructuarium pertinere: ita tamen ut et vendere ei et seminare liceat. Debet tamen conserendi agri causâ seminarium paratum semper renovare, quasi instrumentum agri, ut finito usufructu domino restituatur. l. 9, §. 6. C. civ. 590, s.

17. Si fundi ususfructus fuerit legatus: et sit ager, undè palo in fundum, cujus ususfructus legatus est, solebat paterfamilias uti, vel salice vel arundine, puto fructuarium hactenùs uti posse, ne ex eo vendat: nisi fortè salicti ei, vel silvæ palaris, vel arundineti ususfructus sit legatus: tunc enim et vendere potest. Nam et Trebatius scribit silvam cæduam, et arundinetum posse fructuarium cædere, sicut paterfamilias cædebat, et vendere, licèt paterfamilias non solebat vendere, sed ipse uti. Ad modum enim referendum est, non ad qualitatem utendi. l. 9. §. 7. C. civ. 590, s.

18. Ex silvâ cæduâ pedamenta, et ramos ex arbore usufructuarium sumpturum: ex non cæduâ in vineam sumpturum, dùm ne fundum deteriorem faciat. l. 10 C. civ 590, s.

19. Arboribus evulsis, vel vi ventorum dejectis, usquè ad usum suum, et villæ posse usufructuarium ferre, Labeo ait: nec materia eum pro ligno usurum, si habeat undè utatur ligno. Quam sententiam puto veram. Alioquin, et si totus ager sit hunc casum passus, omnes arbores auferret fructuarius. Materiam tamen ipsum succidere, quantùm ad villæ refectionem, putat posse: quemadmodùm calcem inquit coquere, vel arenam fo-

dere, aliudve quid ædificio necessarium sumere. l. 12. v. 1. l. 19. §. 1. C. civ. 590, s.

20. Usufructuarius vel ipse frui eâ re, vel alii fruendam concedere, vel locare, vel vendere potest. Nam et qui locat utitur, et qui vendit utitur. Sed et si alii precariò concedat, vel donet, puto eum uti, atque ideò retineri usumfructum. l. 12. §. 2. C. civ. 595.

21. Si cujus rei ususfructus legatus erit, dominus potest in eâ re satisdationem desiderare, ut officio judicis hoc fiat. Nam sicuti debet fructuarius uti frui, ita et proprietatis dominus securus esse debet de proprietate. Hæc autem ad omnem usumfructum pertinere, Julianus libro trigesimo octavo Digestorum probat. l. 13. C. civ. 601, s.

22. Fructuarius causam proprietatis deteriorem facere non debet, meliorem facere potest. Et aut fundi est ususfructus legatus, et non debet neque arbores frugiferas excidere, neque villam diruere, nec quicquam facere in perniciem proprietatis. Et si fortè voluptarium fuit prædium, viridaria, vel gestationes, vel deambulationes arboribus infructuosis opacas atque amœnas habens, non debebit dejicere, ut fortè hortos olitorios faciat, vel aliud quid, quod ad reditum spectat. l. 13. §. 4. C. civ. 599.

23. Indè est quæsitum an lapidicinas vel cretifodinas, vel arenifodinas ipse instituere possit. Et ego puto etiam ipsum instituere posse, si non agri partem necessariam huic rei occupaturus est. Proindè venas quoque lapidicinarum, et hujusmodi metallorum inquirere poterit. Ergo et auri, et argenti, et sulphuris, et æris, et ferri, et cæterorum fodinas : vel quas paterfamilias instituit exercere poterit : vel ipse instituere, si nihil agriculturæ nocebit. l. 13. §. 5. C. civ. 598.

24. Et si fortè in hoc quod instituit plus reditus sit quàm in vineis, vel arbustis, vel olivetis quæ fuerunt : forsitan etiam hæc dejicere poterit : siquidem ei permittitur meliorare proprietatem. l. 13. §. 5.

25. Si tamen quæ instituit usufructuarius aut cœlum corrumpant agri, aut magnum apparatum sint desideratura, opificum fortè, vel legulorum, quæ non potest sustinere proprietarius, non videbitur viri boni arbitratu frui. l. 13. §. 6.

26. Sed nec ædificium quidem positurum in fundo, nisi quod ad fructum percipiendum necessarium sit. l. 13. §. 6. in fine .C. civ. 555.

27. Sed si ædium ususfructus legatus sit, Nerva filius, et lumina immittere eum posse, ait. Sed et colores, et picturas, et marmora poterit, et sigilla, et si quid ad domûs ornatum. Sed neque diætas transformare, vel conjungere, aut separare ei permittetur : vel aditus posticasve, vertere, vel refugia aperire, vel atrium mutare, vel viridaria ad alium modum convertere. Excolere enim quod invenit potest, qualitate ædium non immutatâ. Item Nerva, eum cui ædium ususfructus legatus sit, altiùs tollere

non posse: quamvis lumina non obscurentur, quia rectum magis turbatur. Quod Labeo etiam in proprietatis domino scribit. Idem Nerva, nec obstruere eum posse. l. 13. §. 7. C. civ. 599.

28. Sed si quid inædificaverit, posteà neque eum tollere hoc, neque refigere posse. Refixa planè posse vindicare. l. 15.

29. Mancipiorum quoque usufructu legato, non debet abuti: sed secundùm conditionem eorum uti. Nam si librarium rus mittat: et qualum et calcem portare cogat: histrionem, balneatorem faciat, vel de symphoniaco atriensem: vel de palœstrâ stercorandis latrinis præponat: abuti videbitur proprietate; sufficienter autem alere, et vestire debet secundùm ordinem, et dignitatem mancipiorum. Et generaliter Labeo ait in omnibus rebus mobilibus modum eum tenere debere, ne suâ feritate, vel sævitiâ ea corrumpat: alioquin etiam lege Aquiliâ eum conveniri. l. 15. §. 1. 2 et 3. C. civ. 601.

30. Agri usufructu legato in locum demortuarum arborum aliæ substituendæ sunt: et priores ad fructuarium pertinent. l. 18. C. civ. 594.

31. Si arbores vento dejectas dominus non tollat, per quod incommodior sit ususfructus, vel iter, suis actionibus usufructuario cum eo experiundum. l. 19. §. 1. v. s. l. 12. C. civ. 592.

32. Si pendentes fructus jam maturos reliquisset testator, fructuarius eos feret, si die legati cedente adhuc pendentes deprehendisset. Nam et stantes fructus ad fructuarium pertinent. l. 27. C. civ. 585.

33. Si quid cloacarii nomine debeatur, vel si quid ob formam aquæ ductus quæ per agrum transit, pendatur, ad onus fructuarii pertinebit. Sed et si quid ad collationem viæ, puto hoc quoque fructuarium subiturum. Ergò et quod ob transitum exercitûs confertur ex fructibus. Sed et si quid municipio, nam solent possessores certam partem fructuum municipio viliori pretio addicere: solent et fisco fusiones præstare. Hæc onera ad fructuarium pertinebunt. l. 27. §. 3. C. civ. 608.

34. Numismatum aureorum, vel argenteorum veterum, quibus pro gemmis uti solent, ususfructus legari potest. l. 28.

35. Omnium bonorum usumfructum posse legari, nisi excedat dodrantis æstimationem: Celsus libro trigesimo secundo Digestorum, et Julianus libro sexagesimo primo scribit. Et est verius. l. 29. C. civ. 913, s.

36. Si is, qui binas ædes habeat, aliarum usumfructum legaverit: posse hæredem, Marcellus scribit, alteras altiùs tollendo, obscurare luminibus, quoniam habitari potest, etiam obscuratis ædibus. Quod usquè adeò temperandum est, ut non in totum ædes obscurentur, sed modicum lumen, quod habitantibus sufficit, habeant. l. 30. C. civ. 599.

37. Quoties duobus ususfructus legatur ita, ut alternis annis utantur fruantur: si quidem ita legatus fuerit, Titio, et Mævio:

potest dici priori Titio, deindè Mævio legatum datum. l. 34.

38. Universorum bonorum, an singularum rerum ususfructus legetur, hactenùs interesse puto : quod si ædes incensæ fuerint, ususfructus specialiter ædium legatus peti non potest : bonorum autem usufructu legato, areæ ususfructus peti poterit, quoniam qui bonorum suorum usumfructum legat : non solùm eorum, quæ in specie sunt, sed et substantiæ omnis usumfructum legare videtur : in substantiâ autem bonorum etiam area est. l. 34. §. ult. C. civ. 624.

39. Qui usumfructum areæ legaverat, insulam ibi ædificavit, ea vivo eo, decidit, vel deusta est : usumfructum deberi existimavit. Contrà autem non idem juris esse, si insulæ usufructu legato, area deindè insula facta sit. l. 36. C. civ. 624.

40. Qui pretio fruitur, non minùs habere intelligitur, quàm qui principali re utitur fruitur. l. 39.

41. Statuæ, et imaginis usumfructum posse relinqui, magis est : quia et ipsæ habent aliquam utilitatem, si quo loco opportuno ponantur. l. 41.

Licèt prædia quædam talia sint, ut magis in ea impendamus, quàm de illis acquiramus, tamen ususfructus eorum relinqui potest. d. l. §. 1. C. civ. 581.

42. Si alii usus, alii fructus ejusdem rei legetur : id percipiet fructuarius, quod usuario supererit. Nec minùs (et) ipse fruendi causâ usum habebit. l. 42. C. civ. 628, s.

43. Etiam partis bonorum ususfructus legari potest. Si tamen non sit specialiter facta partis mentio, dimidia pars bonorum continetur. l. 43.

44. Si extraneo scripto, et emancipato præterito, matri defuncti, deducto usufructu, proprietas legata sit, petitâ contrà tabulas bonorum possessione, plena proprietas pietatis respectu, matri præstanda est. l. 46.

45. Silvam cæduam, etiamsi intempestivè cæsa sit, in fructu esse constat : sicut olea immatura lecta, item fœnum immaturum cæsum in fructu est. l. 48. §. 1 .C. civ. 578.

46. Si cui insulæ ususfructus legatus est : quandiù quælibet portio ejus insulæ remanet, totius soli usumfructum retinet. l. 53. C. civ. 623.

47. An ususfructûs nomine actio municipibus dari debeat, quæsitum est. Periculum enim esse videatur, ne perpetuus fieret : quia neque morte, nec facile capitis diminutione periturus est, Quâ ratione proprietas inutilis esset futura, semper abscedente usufructu. Sed tamen placuit dandam esse actionem. Undè sequens dubitatio est, quousquè tuendi essent in eo usufructu municipes, et placuit centum annis tuendos esse municipes : quia is finis vitæ longævi hominis est. l. 56. v. 1. de usu et usufr. leg. l. 8. C. civ. 619.

Si reipublicæ ususfructus legetur, sive simpliciter, sive ad

ludos, triginta annorum computatio fit. l. 68. ff. ad leg. falcid.

48. Defunctâ fructuariâ mense decembri, jam omnibus fructibus, qui in his agris nascuntur, mense octobri per colonos sublatis : quæsitum est, utrùm pensio hæredi fructuariæ solvi deberet : quamvis fructuaria antè calendas Martias, quibus pensiones inferri debeant, decesserit : an dividi debeat inter hæredem fructuariæ, et rempublicam, cui proprietas legata est. Respondi, rempublicam quidem cum colono nullam actionem habere : fructuariæ verò hæredem suâ die, secundùm ea quæ proponerentur, integram pensionem percepturum g. l. 58.

49. Arbores vi tempestatis, non culpâ fructuarii, eversas, ab eo substitui non placet. l. 59. v. l. 18. C. civ. 592.

50. Quidquid in fundo nascitur, vel quidquid indè percipitur, ad fructuarium pertinet, pensiones quoque jam anteà locatorum agrorum, si ipsæ quoque specialiter comprehensæ sint. l. 59. §. 1.

51. Ad exemplum venditionis, nisi fuerint specialiter exceptæ pensiones, potest usufructuarius conductorem repellere. l. 59. §. 1. in fine.

52. Cùm fructuarius paratus est usumfructum derelinquere, non est cogendus domum reficere, in quibus casibus usufructuario hoc onus incumbit. Sed et post acceptum contrà eum judicium, parato fructuario derelinquere usumfructum, dicendum est absolvi eum debere à judice. l. 64. Sed cùm fructuarius debeat quob suo suorumque facto deterius factum sit, reficere : non est absolvendus, licèt usumfructum derelinquere paratus sit. Debet enim omne, quod diligens paterfamilias in suâ domo facit, et ipse facere. l. 65. C. civ. 600, s.

53. Planè, si gregis, vel armenti sit ususfructus legatus : debebit ex adgnatis gregem supplere : id est, in locum capitum defunctorum. l. 68. §. ult. C. civ. 615, s.

54. Sed, quod dicitur, debere eum submittere, toties verum est, quoties gregis, vel armenti, vel equitii, id est universitatis ususfructus legatus est. Cæterùm si singulorum capitum, nihil supplebit. l. 70. §. 3.C. civ. 615, s.

TITULUS II. — *De usufructu accrescendo.*

1. Quoties ususfructus legatus est, ita inter fructuarios est jus accrescendi, si conjunctìm sit ususfructus relictus. Cæterùm, si separatìm unicuique partis rei ususfructus sit relictus, sine dubio jus accrescendi cessat. l. 1. C. civ. 1044, s.

2. Interdùm tamen etsi non sint conjuncti, tamen ususfructus legatus alteri accressit, ut putà si mihi fundi ususfructus separatìm totius, et tibi similiter fuerit relictus. Nam concursu partes habemus. Quod et in proprietate contingeret : nam altero repudiante, alter totum fundum haberet. l. 1. §. 3. C. civ. 1044, s.

3. Si quis Attio, et hæredibus suis usumfructum legaverit : dimidiam Attius, dimidiam hæredes habebunt; quod si ita

scriptum sit, *Attio et Seio, cum hæredibus meis :* tres partes fient : ut unam habeant hæredes, tertiam Attius, tertiam Seius. Nec enim interest, ita legetur *illi, et cum Mævio.* An *ita illi, et illi : et Mævio.* l. 7.C. civ. 1044, s.

Titulus iii. — *Quandò dies ususfructûs legati cedat.*

1. Quanquàm ususfructus ex fruendo consistat, id est facto aliquo ejus, qui fruitur, et utitur, tamen semel cedit dies. Aliter atque si cui in menses, vel in dies, vel in annos singulos, quid legetur : tunc enim per dies singulos, vel menses, vel annos dies legati cedit. l. 1. V. 1. tit. quand. dies. leg. vel. fid. ced.

Titulus iv. — *Quibus modis ususfructus vel usus amittitur.*

1. Si legatum usumfructum legatarius alii restituere rogatus est : id agere prætor debet, ut ex fideicommissarii personâ magis, quàm ex legatarii, pereat ususfructus. l. 4.

2. Rei mutatione interire usumfructum placet. Veluti, ususfructus mihi ædium legatus est : ædes corruerunt, vel exustæ sunt : sine dubio extinguitur. An et areæ? Certissimum est, exustis ædibus, nec areæ cæmentorum usumfructum deberi. Et ita et Julianus. l. 5. §. 2. C. civ. 624.

3. Fundi usufructu legato, si villa diruta sit, ususfructus non extinguetur : quia villa fundi accessio est non magis, quàm si arbores deciderint. Sed et eo quoque solo, in quo fuit villa, utifrui potero. l. 8. et l. 9. C. civ. 624.

4. Si areæ sit ususfructus legatus, et in eâ ædificium sit positum, rem mutari, et usumfructum extingui, constat. Planè si proprietarius hoc fecit, ex testamento, vel de dolo tenebitur. l. 5. §. ult.

5. Agri vel loci ususfructus legatus : si fuerit inundatus, ut stagnum jam sit, aut palus, procul dubio extinguetur. Sed et si stagni ususfructus legetur et exaruerit sic, ut ager sit factus, mutatâ re, ususfructus extinguitur. l. 10. §. 2. et §. 3.

6. Non tamen, si arvi ususfructus legetur, et ibi vineæ sint positæ, vel contrà, puto extingui. l. 10 §. 4.

7. Certè, silvæ usufructo legato, si silvâ cæsâ, illic sationes fuerint factæ, sine dubio ususfructus extinguitur. l. 10. §. 4.

8. Si fructuarius messem fecit, et decessit : stipulam quæ in messe jacet, hæredis ejus esse Labeo ait : spicam quæ terrâ teneatur domini fundi esse ; fructumque percipi, spicâ, aut fœno cæso, aut uvâ ademptâ, aut excussâ oleâ, quamvis nondùm tritum frumentum, aut oleum factum, vel vindemia coacta sit. Sed, ut verum est, quod de oleâ excussâ scripsit, ita aliter observandum de eâ oleâ, quæ per se deciderit. Julianus ait fructuarii fructus tunc fieri, cùm eos perceperit : bonæ fidei autem possessoris mox cùm à solo separati sint. l. 13. C. civ. 585.

9. Caro, et corium mortui pecoris in fructu non est : quia mortuo eo, ususfructus extinguitur. l. 30. C. civ. 616.

TITULUS V. — *De usufructu earum rerum quæ usu consumuntur, vel minuuntur.*

1. Senatus censuit, ut omnium rerum, quas in cujusque patrimonio esse constaret, ususfructus legari possit. Quo senatusconsulto inductum videtur, ut earum rerum, quæ usu tolluntur, vel minuuntur, possit ususfructus legari. l. 1. C. civ. 581.

2. Sed de pecuniâ rectè caveri oportet his, à quibus ejus pecuniæ ususfructus legatus erit. Quo senatusconsulto non id effectum est, ut pecuniæ ususfructus propriè esset : nec enim naturalis ratio auctoritate senatûs commutari potuit : sed, remedio introducto, cœpit quasi ususfructus haberi. l. 2. C. civ. 587, 601, s.

3. Post quod omnium rerum ususfructus legari poterit. An et nominum? Nerva negavit. Sed est verius, quod Cassius et Proculus existimant, posse legari. Idem tamen Nerva ipsi quoque debitori posse usumfructum legari, scribit, et remittendas ei usuras. l. 3. C. civ. 581.

4. Si vini, olei, frumenti ususfructus legatus erit, proprietas ad legatarium transferri debet : et ab eo cautio desideranda est : ut, quandòque is mortuus, aut capite diminutus sit, ejusdem qualitatis res restituatur : aut æstimatis rebus certæ pecuniæ nomine cavendum est : quod et commodius est. Idem scilicet de cæteris quoque rebus, quæ usu continentur intelligemus. l. 7. C. civ. 600, 630, s.

TITULUS VI — *Si ususfructus petetur vel ad alium pertinere negetur.*

1. Ususfructus legatus adminiculis eget, sine quibus uti frui quis non potest. Et ideò, si ususfructus legetur necesse est tamen, ut sequatur eum aditus. l. 1. §. 1. C. civ. 579, 917.

2. Sed si ususfructus sit legatus, ad quem aditus non est, per hæreditarium fundum, ex testamento utiquè agendo, fructuarius consequetur, ut cum aditu sibi præstetur ususfructus. Utrùm autem aditus tantùm et iter, an verò et via, debeatur fructuario, legato ei usufructu, Pomponius dubitat. Et rectè putat, prout ususfructus perceptio desiderat, hoc ei præstandum. Sed an et alias utilitates et servitutes ei hæres præstare debeat, putà luminum, et aquarum, an verò non? et puto eas solas præstare compellendum, sine quibus omninò uti non potest : sed si cum aliquo incommodo utatur, non esse præstandas. l. 1. §. 2. 3. et 4. C. civ. 578.

3. Possessores sunt potiores, licèt nullum jus habeant. l. 5. V. l. ult. C. de rei vend. l. 128. ff. de regulis juris.

TITULUS VII. — *De operis servorum.*

1. Fructus, deductis necessariis impensis, intelligitur. l. 4.

TITULUS VIII. — *De usu et habitatione.*

1. Cui usus relictus est, uti potest, frui non potest. Et de singulis videndum. Domûs usus relictus est aut marito, aut

mulieri. Si marito, potest illic habitare, non solus, verùm cum familiâ quoque suâ. l. 2. C. civ. 632, s.

2. Sed an etiam inquilinum recipere possit : apud Labeonem memini tractatum libro posteriorum. Et ait Labeo, eum, qui ipse habitat, inquilinum posse recipere : idem et hospites. l. 2. in fine. C. civ. 633, 634.

3. Secundùm hæc et si pensionem percipiat, dùm ipse quoque inhabitat, non erit invidendum. l. 4. V. l. 8. C. civ. 634.

4. Mulieri autem si usus relictus sit : posse eam et cum marito habitare, Quintus Mutius primus admisit : ne ei matrimonio carendum foret, cùm uti vult domo. Nam per contrarium, quin uxor cum marito possit habitare, nec fuit dubitatum. Quid ergò, si viduæ legatus sit? an nuptiis contractis, post constitutum usum mulier habitare cum marito possit? et est verum, (ut et Pomponius libro quinto et Papinianus libro nono decimo quæstionum probat) posse eam cum viro et posteà nubentem habitare, hoc ampliùs Pomponius ait, et cum socero habitaturam. Imò et socer cum nuru habitabit : utiquè cum vir unà sit. l. 4. §. 1. et l. 5. C. civ. 632, s.

5. Sed neque locabunt seorsùm, neque concedent habitationem sine se, nec vendent usum. l. 8.

Si quidem habitationem quis reliquerit ad humaniorem declinare sententiam nobis visum est, et dare legatario etiam locationis licentiam. Quid enim distat, sive ipse legatarius maneat, sive alii cedat, ut mercedem accipiat. l. 13. C. de usufr. §. 5. inst. de usu et habit. C. civ. 631, 634.

6. Cæterarum quoque rerum usu legato, dicendum est uxorem cum viro in promiscuo usu eas res habere posse. l. 9. C. civ. 632.

7. Si usus fundi relictus : minùs utiquè esse, quàm fructum, longèque, nemo dubitat. Sed quid in eâ causâ sit, videndum. Et Labeo ait, habitare eum in fundo posse, dominumque prohibiturum illo venire : sed colonum non prohibiturum, nec familiam, (scilicet eam) quæ agri colendi causâ illic sit. Cæterùm, si urbanam familiam illo mittat : quâ ratione ipse prohibetur, et familiam prohibendam ejusdem rationis est. Idem Labeo ait, et cella vinaria, et olearia eum solum usurum : dominum verò invito eo non usurum. l. 10. §. ult. C. civ. 599.

8. Inque eo fundo hactenùs ei morari ut licet : neque domino fundi molestus sit : neque his, per quos opera rustica fiunt, impedimento sit. l. 11.

9. Præter habitationem, quam habet, cui usus datus est : deambulandi quoque, et gestandi jus habebit. Sabinus, et Cassius, et lignis ad usum quotidianum, et horto et pomis, et oleribus, et floribus, et aquâ usurum, non usque ad compendium, sed ad usum scilicet non usquè ad abusum. Idem Nerva : et adjicit, stramentis etiam usurum. Sed neque foliis, neque oleo, neque

frumento, neque frugibus usurum. Sed Sabinus, et Cassius, et Labeo, et Proculus, hoc ampliùs, (etiam) ex his quæ in fundo nascuntur, quod ad victum sibi, suis sufficiat, sumpturum et ex his, quæ Nerva negavit. Jubentiùs etiam cum convivis et hospitibus posse uti. Quæ sententia mihi vera videtur. Aliquo enim largiùs cum usuario agendum est, pro dignitate ejus, cui relictus est usus. Sed utetur is (ut puto) duntaxat in villâ. Pomis autem, et oleribus, et floribus, et lignis, videndum, utrùm eodem loco utatur duntaxat, an etiam in oppidum ei deferri possint. Sed meliùs est accipere, et in oppidum ei deferenda. Neque enim grave onus est horum, si abundent in fundo. Sed si pecoris ei usus relictus est, putà gregis ovilis: ad stercorandum usurum, duntaxat Labeo ait, sed neque lanâ, neque agnis, neque lacte usurum: hæc enim magis in fructu esse. Hoc ampliùs, etiam modico lacte usurum puto. Neque enim tam strictè interpretandæ sunt voluntates defunctorum. Sed si boum armenti usus relinquatur: omnem usum habebit et ad arandum et ad cætera, ad quæ boves apti sunt. l. 12. §. 1. 2. 3. C. civ. 578, s. 625, s.

10. Fundi usu legato, licebit usuario et ex penu, quod in annum duntaxat sufficiat, capere: licèt mediocris prædii eo modo fructus consumantur: quia et domo, et servo ita uteretur, ut nihil alii fructuùm nomine superesset. l. 15. C. civ. 630, s.

11. Si domûs usus legatus sit sine fructu: communis refectio est (rei) in sartis tectis, tam hæredis, quàm usuarii. Videamus tamen, ne, si fructum hæres accipiat, ipse reficere debeat. Si verò talis sit res, cujus usus relegatus est, ut hæres fructum percipere non possit, legatarius reficere cogendus est, quæ distinctio rationem habet. l. 18. C. civ. 632, s.

12. Usu legato, si plus usus sit legatarius, quàm oportet, officio judicis, qui judicat, quemadmodùm utatur, quid continetur? ne aliter, quàm debet, utatur. l. 22. §. ult. C. civ. 628, s.

13. Neratius: usuariæ rei speciem is, cujus proprietas est, nullo modo commutare potest. (Paulus) deteriorem enim causam usuarii facere non potest. Facit autem deteriorem, etiam in meliorem statum commutatâ. l. 23.

Titulus ix. — *Usufructuarius quemadmodùm caveat.*

1. Si cujus rei ususfructus legatus sit: æquissimum prætori visum est, de utroque legatarium cavere: et usurum se boni arbitratu: et cùm ususfructus ad eum pertinere desinet, restituturum quod indè exstabit. l. 1. C. civ. 600, s.

2. Rectè autem facient et hæres, et legatarius: qualis res sit, cùm frui incipit legatarius, si in testatum redegerint: ut indè possit apparere, an, et quatenùs rem pejorem legatarius fecerit. l. 1. §. 4. C. civ. 601, s.

3. Fructuarius custodiam præstare debet. l. 2. C. civ. 601.

13.

4. Sed si usus sine fructu legatus erit, ademptâ fructûs causâ, satisdari jubet prætor. Hoc merito, ut de solo usu non etiam de usufructu caveatur. l. 5. §. 1. C. civ. 626.

LIBER OCTAVUS.

Titulus i.— *De servitutibus.*

1. Servitutes aut personarum sunt, ut usus, et ususfructus : aut rerum, ut servitutes rusticorum prædiorum, et urbanorum. l. 1.

2. Unus ex dominis communium ædium servitutem imponere non potest. l. 2.

3. Modum adjici servitutibus posse constat : veluti quo genere vehiculi agatur, vel non agatur : veluti ut equo duntaxat : vel ut certum pondus vehatur : vel grex ille transducatur : aut carbo portetur. l. 4. §. 1. C. civ. 639, 686, s.

4. Usus servitutum temporibus secerni potest : fortè ut quis post horam tertiam usquè in horam decimam eo jure utatur, vel ut alternis diebus utatur. l. 5. § 1. C. civ. 686, s.

5. Si cui simpliciùs via per fundum cujuspiam cedatur, vel relinquatur : in infinito (videlicet per quamlibet ejus partem) ire agere licebit : civiliter modò. Nam quædam in sermone tacitè excipiuntur. Non enim per villam ipsam nec per medias vineas ire agere sinendus est : cùm id æquè commodè per alteram partem facere possit, minore servientis fundi detrimento. Verùm constitit, ut, quà primùm viam direxisset, eà demùm ire agere deberet, nec ampliùs mutandæ ejus potestatem haberet : sicuti Sabino quoque videbatur : qui argumento rivi utebatur : quem primò quàlibet ducere licuisset : posteaquàm ductus esset, transferre non liceret. Quod et in viâ servandum esse verum est. l. 9. C. civ. 683, 684.

6. Si iter legatum sit, quà, nisi opere facto, iri non possit : licere fodiendo, substruendo, iter facere, Proculus ait. l. 10. C. civ. 696.

7. Servitutum non ea natura est, ut aliquid faciat quis, (veluti viridaria tollat, aut ameniorem prospectum præstet, aut in hoc, ut in suo pingat), sed ut aliquid patiatur, aut non faciat. l. 15. §. 1. C. civ. 686.

Titulus ii. — *De servitutibus prædiorum urbanorum.*

1. Urbanorum prædiorum jura talia sunt : altiùs tollendi, et officiendi luminibus vicini, aut non extollendi : item stillicidium avertendi in tectum, vel aream vicini, aut non avertendi : item immittendi tigna in parietem vicini : et deniquè projiciendi, protegendive : cæteraque istis similia. l. 2. C. civ. 657, 681.

2. Est et hæc servitus, ne prospectui officiatur. l. 3. C. civ. 675.

3. *Luminum* (in) servitute constitutâ, id acquisitum videtur,

ut vicinus lumina nostra excipiat. Cùm autem servitus imponitur, ne luminibus officiatur hoc maximè adepti videmur, ne jus sit vicino, invitis nobis altiùs ædificare, atque ita minuere lumina nostrorum ædificiorum. l. 4. C. civ. 675, s.

4. Hæc autem jura similiter, ut rusticorum quoque prædiorum, certo tempore, non utendo, pereunt. Nisi quod hæc dissimilitudo est : quod non omnimodo pereunt non utendo : sed ita si vicinus simul libertatem usucapiat. Veluti si ædes tuæ ædibus meis serviant, ne altiùs tollantur, ne luminibus mearum ædium officiatur : et ego per statutum tempus fenestras meas præfixas habuero, vel obstruxero : ita demùm jus meum amitto, si tu per hoc tempus ædes tuas altiùs sublatas habueris; alioquin, si nihil novi feceris, retineo servitutem. Item si tigni immissi ædes tuæ servitutem debent, et ego exemero tignum : ita demùm amitto jus meum, si tu foramen, undè exemptum est tignum, obturaveris, et per constitutum tempus ita habueris. Alioquin si nihil novi feceris, integrum jus suum permanet. l. 6.

Non utens spatio temporis amittit servitutem. l. 10. C. de servit. et aquâ. Decennio scilicet, contrà præsentes, vicennio contrà absentes. l. 13. C. eod. C. civ. 706, s.

5. Parietem, qui naturali ratione communis est, alterutri vicinorum demoliendi eum, et reficiendi jus non est : quia non solus dominus est. l. 8. C. civ. 663, s.

6. Cum eo, qui tollendo obscurat vicini ædes, quibus non serviat : nulla competit actio. l. 9.

7. Gaurus Marcello : binas ædes habeo, alteras tibi lego. Hæres ædes alteras altiùs tollit : et luminibus tuis officit. Quid cum illo agere potes : Et an interesse putes, suas ædes altiùs tollat, an hæreditarias : et de illo quæro, an per alienas ædes accessum hæres ad eam rem, quæ legatur, præstare debet : sicut solet quæri, cùm ususfructus loci legatus est, ad quem locum accedi, nisi per alienum, non potest. Marcellus respondit : qui binas ædes habebat, si alteras legavit, non dubium est, quin hæres (alias) possit, altiùs tollendo, obscurare lumina legatarum ædium. Idem dicendum est, si alteri ædes, alteri aliarum usumfructum legaverit. Non autem semper simile est itineris argumentum : quia sine accessu nullum est fructûs legatum : habitare autem potest, et ædibus obscuratis. Cæterùm usufructu loci legato, etiam accessus dandus est. Quia et haustu relicto, iter quoque ad hauriendum præstaretur. Sed ita officere luminibus, et obscurare legatas ædes, conceditur : ut non penitùs lumen recludatur : sed tantùm relinquatur, quantùm sufficit habitantibus in usûs diurni moderatione. l. 10. C. civ. 696.

8. Qui luminibus vicinorum officere, aliudve quid facere contrà commodum eorum vellet, sciet se formam, ac statum antiquorum ædificiorum custodire debere. l. 11. C. civ. 675, s. 701.

9. Ædificia, quæ servitutem patiantur, ne quid altiùs tollatur, viridaria suprà eam altitudinem habere possunt. At si de prospectu est, eaque obstatura sunt, non possunt. l. 12. C. civ. 678. s.

10. Rem non permissam facit, tubulos secundùm communem parietem exstruendo. l. 13. C. civ. 674.

11. Parietem communem incrustare licet secundùm Capitonis sententiam : sicut licet mihi pretiosissimas picturas habere in pariete communi. Cæterùm, si demolitus sit vicinus, et ex stipulatu actione damni infecti agatur : non pluris quàm vulgaria tectoria æstimari debent. Quod observari et in incrustatione oportet. l. 13. §. 1. C. civ. 658.

12. Imperatores Antoninus, et Verus Augusti rescripserunt, in areâ, quæ nulli servitutem debet, posse dominum vel alium voluntate ejus ædificare, intermisso spatio à viciná insulâ. l. 14. C. civ. 678. s.

13. Servitutes, quæ in superficie consistunt, possessione retinentur. Nam, si fortè ex ædibus meis in ædes tuas tignum immissum habuero : hoc, ut immissum habeam, per causam tigni, possideo habendi consuetudinem. Idem eveniet, et si mænianum in tuum immissum habuero aut stillicidium in tuum projecero : quia in tuo aliquid utor, et sic quasi facto quodam possideo. l. 20. C. civ. 691, 705. s.

14. Stillicidium, quoquo modo acquisitum sit, altiùs tolli potest. Levior enim fit eo facto servitus : cùm quod ex alto cadet, lenius, et interdùm direptum, nec perveniat ad locum servientem. Inferiùs demitti non potest : quia fit gravior servitus : id est, pro stillicidio flumen. Eâdem causâ, retrò duci potest stillicidium : quia in nostro magis incipiet cadere : produci non potest : ne alio loco cadat stillicidium, quàm in quo posita servitus est. Leniùs facere poterimus : acriùs non. Et omninò sciendum est, meliorem vicini conditionem fieri posse, deteriorem non posse : nisi aliquid nominatìm, servitute imponendâ immutatum fuerit. l. 20. §. 5. C. civ. 681, 701, 702.

Titulus III. — *De servitutibus prædiorum rusticorum.*

1. Servitutes rusticorum prædiorum sunt hæ : iter, actus, via, aquæ ductus. l. 1. C. civ. 688.

2. Iter est jus eundi, ambulandi hominis, non etiam jumentum agendi. Actus est jus agendi vel jumentum vel vehiculum. Itaque qui iter habet, actum non habet : qui actum habet, et iter habet etiam sine jumento. Via est jus eundi, et agendi, et ambulandi. Nam et iter, et actum, in se via continet. l. 1.

3. Aquæ ductus est jus aquam ducendi per fundum alienum. l. 1. §. 1. C. civ. 689.

4. In rusticis computanda sunt aquæ haustus, pecoris ad aquam appulsus, jus pascendi, calcis coquendæ, arenæ fodiendæ. l. 1. §. 2. C. civ. 688.

5. Aquæ ductus, et haustus aquæ, per eumdem locum ut ducatur, etiam pluribus concedi potest : potest etiam, ut diversis diebus, vel horis ducatur. l. 2. §. 1. C. civ. 686.

6. Item sic possunt servitutes imponi, et ut boves, per quos fundus colitur, in vicino agro pascantur. Quam servitutem poni posse, Neratius libro secundo membranarum scribit. l. 3. C. civ. 688.

7. Idem Neratius, etiam ut fructus in vicini villâ cogantur, coactique habeantur, et pedamenta ad vineam ex vicini prædio sumantur, constitui posse scribit. l. 3. §. 1. C. civ. 593, 637.

8. Qui habet haustum, iter quoque habere videtur ad hauriendum. Et (ut ait Neratius libro tertio membranarum) sive ei jus hauriendi, et adeundi cessum sit, utrumque habebit : sive tantùm hauriendi, inesse et aditum : sive tantùm adeundi ad fontem, inesse, et haustum. l. 3. §. 3. C. civ. 696.

9. In rusticis prædiis impedit servitutem medium prædium quod non servit. l. 7. §. 1. C. civ. 682.

10. Viæ latitudo ex lege duodecim tabularum in porrectum octo pedes habet : in anfractum, id est, ubi flexum est, sedecim. l. 8. C. civ. 683, 684.

11. Si iter, actusve, sine ullâ determinatione legatus est : modo determinabitur : et, qua primùm iter determinatum est, eà servitus constitit : cæteræ partes agri liberæ sunt. Igitur arbiter dandus est qui utroque casu viam determinare debet. l. 13. §. 1. C. civ. 683, s. 700, 701.

12. Latitudo actûs itinerisque ea est, quæ demonstrata est. Quod si nihil dictum est, hoc ab arbitro statuendum est. In viâ aliud juris est : nam, si dicta latitudo non est, legitima debetur. l. 13. §. 2. V. s. l. 8. C. civ. 683, 684.

13. Imperatores Antoninus, et Verus Augusti rescripserunt, aquam de flumine publico, pro modo possessionum ad irrigandos agros dividi oportere : nisi proprio quis jure plus sibi datum ostenderit. Item rescripserunt, aquam ita demùm permitti duci, si sine injuriâ alterius id fiat. l. 17. C. civ. 645.

14. Servitus naturaliter, non manufacto, lædere potest fundum servientem. Quemadmodùm si imbri crescat aqua in rivo, aut ex agris in eum confluat, aut aquæ fons secundùm rivum, vel in eo ipso inventus posteà fuerit. l. 20. §. 1. C. civ. 639.

15. Si mihi concesseris iter aquæ per fundum tuum, non destinatâ parte per quam ducerem, totus tuus fundus serviet. Sed quæ loca ejus fundi tunc, cùm ea fieret cessio, ædificiis, arboribus, vineis vacua fuerint : ea sola eo nomine servient. l. 21. et l. 22. C. civ. 640, s.

16. Si fundus serviens, vel is cui servitus debetur, publicaretur : utroque casu durant servitutes : quia cum suâ conditione quisque fundus publicaretur. l. 23. §. 2. C. civ. 700.

17. Quæcunque servitus fundo debetur, omnibus ejus partibus debetur. Et idèo, quamvis particulatìm venierit, omnes partes servitus sequitur : et ita ut rectè singuli agant, jus sibi esse fundi. Si tamen fundus, cui servitus debetur, certis regionibus inter plures dominos divisus est : quamvis omnibus partibus servitus debeatur, tamen opus est, ut hi qui non proximas partes servienti fundo habebunt, transitum per reliquas partes fundi divisi jure habeant, aut, si proximi patiantur, transeant. l. 23. §. 3. C. civ. 682, 700.

18. Si partem fundi mei certam tibi vendidero : aquæ ductûs jus, etiam si alterius partis causâ plerumquè ducatur, te quoque sequetur. Neque ibi aut bonitatis agri, aut usûs ejus aquæ ratio habenda est. Ita ut eam solam partem fundi quæ pretiosissima sit[1], aut maximè usum ejus aquæ desideret, jus ejus ducendæ sequatur : sed pro modo agri detenti, aut alienati, fiat ejus aquæ divisio. l. 25. C. civ. 700, s.

19. Si via, iter, actus, aquæ ductus legetur simpliciter per fundum, facultas est hæredi per quam partem fundi velit constituere servitutem : si modò nulla captio legatario in servitute sit. l. 26. C. 682, s. 701.

20. Is qui duo prædia confinia habuerat, superiorem fundum vendiderat : in lege ita dixerat, *ut aquam, sulco aperto, emptori educere in fundum inferiorem rectè liceat.* Si emptor ex alio fundo aquam acciperet, et eam in inferiorem ducere vellet, quæsitum est an possit id suo jure facere, nec ne? Respondi, nihil ampliùs, quàm quod ipsius fundi siccandi causâ derivaret, vicinum inferiorem recipere debere. l. 29. C. civ. 640, 681.

21. Si fons exaruerit, ex quo ductum aquæ habeo : isque post constitutum tempus ad suas venas redierit : an aquæ ductus amissus erit, quæritur : Et Attilicinus ait, Cæsarem Statilio Tauro rescripsisse in hæc verba : hi, qui ex fundo supino aquam ducere soliti sunt, adierunt me : proposueruntque aquam, quâ per aliquot annos usi sunt, ex fonte qui est in fundo supino, ducere non potuisse, quod fons exaruisset : et posteà ex eo fonte aquam fluere cœpisse : petieruntque (à) me ut jus, quod non negligentiâ, aut culpâ suâ amiserant, sed quia ducere non potuerant, his restitueretur. Quorum postulatio cùm non iniqua mihi visa sit, succurrendum his putavi. Itaque quod jus habuerunt (tunc) cùm primùm ea aqua pervenire ad eos non potuit, id eis restitui placet. l. 34. §. 1. et l. 35. C. civ. 703, 704, 707.

22. Aquam, quæ in alieno loco oritur, sine voluntate ejus, ad quem usus ejusdem aquæ pertinet, prætoris edictum non permittit ducere. l. 4. C. de servit. et aquâ.

Præses provinciæ usu aquæ, quam ex fonte juris cui profluere allegas, contrà statutam consuetudinis formam carere te non permittet : cùm sit durum et crudelitati proximum, ex

tuis prædiis aquæ agmen ortum, sitientibus agris tuis, ad aliorum usum vicinorum injuriâ propagari. l. 6. C. eod. C. civ. 641, s.

Titulus iv. — *Communia prædiorum tam urbanorum, quàm rusticorum.*

1. Ideò servitutes prædiorum appellantur, quoniam sine prædiis constitui non possunt. Nemo enim potest servitutem acquirere vel urbani, vel rustici prædii, nisi qui habet prædium. l. 1. §. 1. Ædificia quoque fundis, et fundi ædificiis eâdem conditione serviunt. l. 12. in. f. C. civ. 637.

2. Refectionis gratiâ, accedendi ad ea loca, quæ non serviant, facultas tributa est his, quibus servitus debetur: quà tamen eis accedere sit necesse. Nisi in cessione servitutis nominatìm præfinitum sit, quà accederetur. l. 11. C. civ. 697, 698.

3. Nec secundùm rivum, nec suprà eum, si fortè sub terrâ aqua ducatur, locum religiosum dominus soli facere potest: ne servitus intereat, et id verum est. Sed et depressurum, vel adlevaturum rivum, per quem áquam jure duci potestatem habes: nisi si, ne id faceres cautum sit. l. 11. C. civ. 697, s.

4. Si propè tuum fundum jus est mihi aquam rivo ducere: tacita hæc jura sequuntur: ut reficere mihi rivum liceat: ut adire quà proximè possim ad reficiendum eum ego, fabrique mei: item ut spatium relinquat mihi dominus fundi, quo dextrâ, et sinistrâ, ad rivum ad eam, et quo terram, limum, lapidem, arenam, calcem jacere possim. l. 11. §. 1. C. civ. 696.

5. Cùm fundus fundo servit: vendito quoque fundo servitutes sequuntur. l. 12. C. civ. 651.

6. Venditor fundi Geroniani, fundo Botroiana, quem retinebat, legem dederat, *ne contrà eum piscatio Thynnaria exerceatur.* Quamvis mari, quod naturâ omnibus patet, servitus imponi privatâ lege non potest: quia tamen bona fides contractûs, legem servari venditionis exposcit: personæ possidentium, aut in jus eorum succedentium, per stipulationis, vel venditionis legem obligantur. l. 13. C. civ. 700.

7. Si constat in tuo agro lapidicinas esse: invito te, nec privato, nec publico nomine quisquam lapidem cædere potest, cui id faciendi jus non est: nisi talis consuetudo in illis lapidicinis consistat: ut si quis voluerit ex his cædere, non aliter hoc faciat, nisi priùs solitum solatium, pro hoc, domino præstat. Ita tamen lapides cædere debet, postquàm satisfaciat domino: ut neque usus necessarii lapidis intercludatur: neque commoditas rei, jure, domino adimatur. l. 13. §. 1. C. civ. 639, 649, s. 686, s.

8. Iter nihil prohibet sic constitui, ut quis interdiù duntaxat eat. Quod ferè circà prædia urbana etiam necessarium est. l. 14. C. civ. 687, s.

9. Qui per certum locum iter, aut actum alicui cessissset: eum pluribus, per eumdem locum, vel iter vel actum cedere

posse, verum est. Quemadmodùm, si quis vicino suas ædes servas fecisset : nihilominùs aliis, quot vellet, multis eas ædes servas facere potest. l. 15. C. civ. 682 s.

TITULUS V. — *Si servitus vindicetur, vel ad alium pertinere negetur.*

1. Loci corpus non est dominii ipsius, cui servitus debetur : sed jus eundi habet. l. 4. C. civ. 637, s. 697, s.

2. Si inter meas et Titii ædes, tuæ (ædes) intercedant : possum Titii ædibus servitutem imponere, ne liceat ei altiùs tollere, licet tuis non imponatur : quia, donec tu non extollis, est utilitas servitutis. l. 5. C. civ. 665.

3. Et si fortè, qui medius est, quia servitutem non debebat, altiùs extulerit ædificia sua, ut jam ego non videar luminibus tuis obstaturus, si ædificavero : frustrà intendes, *jus mihi non esse, ita ædificatum habere, invito te.* Sed si intrà tempus statutum rursùs deposuerit ædificium suum vicinus, renascetur tibi vindicatio. l. 6. C. civ. 551.

4. Etiam de servitute, quæ oneris ferendi causâ imposita erit, actio nobis competit : ut et onera ferat, et ædificia reficiat, ad eum modum qui servitute impositâ comprehensus est. l. 6. §. 2. C. civ. 655.

5. Labeo autem, hanc servitutem (oneris ferendi) non hominem debere sed rem. Deniquè licere domino rem derelinquere scribit. l. 6. §. 2 in fine. C. civ. 656, 699.

6. Sicut autem refectio parietis ad vicinum pertinet : ita fultura ædificiorum vicini, cui servitus debetur, quamdiù paries reficietur, ad inferiorem vicinum non debet pertinere. Nam si non vult superior fulcire, deponat et restituet, cùm paries fuerit restitutus. l. 8. C. civ. 658, s.

7. Aristo Cerellio Vitali respondit, non putare se, ex tabernâ Caseariâ fumum in superiora ædificia jure immitti posse, nisi ei rei servitus talis admittatur. Idemque ait : et ex superiore in inferiora non aquam, non quid aliud immitti licet. In suo enim alii hactenùs facere licet, quatenùs nihil in alienum immittat ; fumi autem, sicut aquæ, esse immissionem. Posse igitur superiorem cum inferiore agere, jus illi non esse id ita facere. l. 8. §. 5. C civ. 674.

8. Si quis diuturno usu, et longâ quasi possessione, jus aquæ ducendæ nactus sit : non est ei necesse docere de jure, quo aqua constituta est, veluti ex legato, vel alio modo : sed utilem habet actionem : ut ostendat, *per annos fortè tot usum se, non vi, non clàm, non precariò possedisse.* l. 10.

Longi temporis consuetudo vicem servitutis obtinet, modò si is qui pulsatur, nec vi, nec clàm, nec precariò possidet. l. 1. C. de servit. et aquâ. l. 2. l. 7. C. eod. C. civ. 690.

9. An unus ex sociis in communi loco, invitis cæteris jure

ædificare possit, id est, an, si prohibeatur à sociis, possit cum his ita experiri, *jus sibi esse ædificare* : et an et socii cum eo ita agere possint, *jus sibi prohibendi esse*, vel *illi (jus) ædificandi non esse* : et si ædificatum jam sit, non possit cum eo ita experiri, *jus tibi non esse ità ædificatum habere*, quæritur. Et magis dici potest prohibendi potiùs quàm faciendi esse jus socio : quia (magis) ille qui facere conatur, (ut dixi) quodam modo sibi alienum quoque jus præripit, si, quasi solus dominus, ad suum arbitrium uti jure communi velit. l. 11. C. civ. 1857, s.

10. Si paries communis, opere abs te facto, in ædes meas se inclinaverit : potero tecum agere, jus tibi non esse parietem illum ita habere. l. 14. §. 1. C. civ. 658, s.

Titulus vi. — *Quemadmodùm servitutes amittuntur.*

1. Servitutes prædiorum confunduntur, si idem utriusque prædii dominus esse cœperit. l. 1. C. civ. 705.

2 Qui iter, et actum habet, si statuto tantùm tempore ierit, non perisse actum, sed manere, Sabinus, Cassius, Octavenus aiunt : nam ire quoque per se eum posse, qui actum haberet. l. 2. C. civ. 687, s. 706, s.

3. Servitus et per socium, et fructuarium, et bonæ fidei possessorem nobis retinetur. Nam satis est fundi nomine itum esse. l. 5. et l. 6.

Usu retinetur servitus : cùm ipse cui debetur, utitur : quive in possessione ejus est : aut mercenarius : aut hospes : aut medicus : quive ad visitandum dominum venit : vel colonus, aut fructuarius. l. 20. C. civ. 704.

4. Si sic constituta sit aqua, ut vel æstate ducatur tantùm, vel uno mense : quæritur, quemadmodùm, non utendo, amittatur : quia non est continuum tempus : quo, cùm uti non potest, non sit usus. Itaque et si alternis annis, vel mensibus quis aquam habeat : duplicato constituto tempore amittitur. Idem et de itinere custoditur. l. 7. V. l. ult. C. de servit. C. civ. 641, s.

5. Si communem fundum ego, et pupillus haberemus : licet uterque non uteretur : tamen propter pupillum et ego viam retineo. l. 10. C. civ. 710.

6. Si is, qui nocturnam aquam habet, interdiù per constitutum ad amissionem tempus usus fuerit : amisit nocturnam servitutem, quâ usus non est. Idem est in eo, qui certis horis aquæ ductum habens aliis usus fuerit, nec ullâ parte earum horarum. l. 10. §. 1. C. civ. 641, s.

7. Si locus per quem via, aut iter, aut actus debebatur, impetu fluminis occupatus esset : et intrà tempus, quod ad amittendam servitutem sufficit, alluvione factâ, restitutus est : servitus quoque in præstinum statum restituitur. Quod si id tempus præterierit, ut servitus amittatur, revocare eam cogendus est. l. 14. C. civ. 665, 703, s.

8. Cùm via publica vel fluminis impetu, vel ruinâ amissa est, vicinus proximus viam præstare debet. l. 14. §. 1. C. civ. 949, s.

9. Aquam, quæ oriebatur in fundo vicini, plures per eumdem rivum jure ducere soliti sunt, ita ut suo quisque die à capite ducere : primò per eumdem rivum, eumque communem : deindè ut quisque inferior erat, suo quisque proprio rivo. (Et), unus statuto tempore quo servitus amittitur, non duxit. Existimo, eum jus ducendæ aquæ amisisse : nec per cæteros, qui duxerunt, ejus jus usurpatum esse, proprium enim cujusque eorum jus fuit : neque per alium usurpari potuit. Quod si plurium fundo iter aquæ debitum esset : per unum eorum omnibus his, inter quos is fundus communis fuisset, usurpari potuisset. Item si quis eorum, quibus aquæ ductûs servitus debebatur, et per eumdem rivum aquam ducebant, jus aquæ ducendæ, non ducendo eam, amisit : nihil juris eo nomine cæteris, qui rivo utebantur, adcrevit. Idque commodum jus est, per cujus fundum id iter aquæ, (quod) non utendo, pro parte unius amissum est : libertate enim hujus partis servitutis fruitur. l. 16. C. civ. 641, s.

10. Tempus : quo non est usus præcedens fundi dominus, cui servitus debetur, imputatur ei, qui (in) ejus loco successit. l. 18. §. 1. C. civ. 637, 2177.

LIBER NONUS.

Titulus I. — *Si quadrupes pauperiem fecisse dicatur.*

1. Si propter loci iniquitatem, aut propter culpam mulionis, aut si plus justo onerata quadrupes, in aliquem onus everterit : hæc actio cessabit : damnique injuriæ agetur. l. 1. §. 4. p. 479. § 2.

2. Sed et si canis, cùm duceretur ab aliquo, asperitate suâ, evaserit, et alicui damnum dederit : si contineri firmiùs ab alio poterit, vel (si) per eum locum induci non debuit : hæc actio cessabit : et tenebitur, qui canem tenebat. l. 1. §. 5. p. 475. § 7.

3. Si cùm equum permulsisset quis, vel palpatus est, (et) calce eum percusserit : erit actioni locus. l. 1. §. 7. in f. p. 475. § 4.

4. Et, si alia quadrupes aliam concitavit, ut damnum daret : ejus, quæ concitavit, nomine agendum erit. l. 1. §. 8. p. 475. § 7.

5. Cùm arietes vel boves commisissent, et alter alterum occidit : Quintus Mutius distinxit : ut, si quidem is perisset, qui aggressus erat, cessaret actio : si is, qui non provocaverat, competeret actio. Quamobrem eum sibi aut noxam sarcire, aut in noxam dedere oportere. l. 1. §. 11. p. 479, § 2.

6. Ex hâc lege, jam non dubitatur, etiam liberarum personarum nomine agi posse : fortè si patremfamilias, aut filiumfamilias vulneraverit quadrupes. Scilicet ut non deformitatis ratio habeatur, cùm liberum corpus æstimationem non recipiat : sed impensarum in curationem factarum : et operarum amissarum, quasque amissurus quis esset inutilis factus. l. 3. V. l. 7. eff. de his qui de jec. vel. eff. p. 475, § 3, 479, § 2.

TITULUS II. — *Ad legem Aquiliam.*

1. Præceptoris nimia sævitia culpæ adsignatur. l. 6.

2. Proculus ait, si medicus servum imperitè secuerit, vel ex locato, vel ex lege Aquiliâ competere actionem. Idem juris est, si medicamento perperàm usus fuerit. Sed et qui benè secuerit, et dereliquit curationem, securus non erit: sed culpæ reus intelligitur. l. 7. §. ult. et l. 8.

3. Mulionem quoque, si per imperitiam impetum mularum retinere non potuerit: si eæ hominem alienum obtriverint, vulgò dicitur culpæ nomine teneri. Idem dicitur et si propter infirmitatem, sustinere mularum impetum non potuerit. Nec videtur iniquum, si infirmitas culpæ adnumeretur: cùm affectare quisque non debeat, in quo vel intelligit, vel intelligere debet, infirmitatem suam alii periculosam futuram. Idem juris est in personâ ejus, qui impetum equi, quo vehebatur, propter imperitiam, vel infirmitatem, retinere non poterit. l. 8. §. 1. p. 475, § 3 et 7; 479, § 2.

4. Si per lusum à jaculantibus servus fuerit occisus, Aquiliæ locus est. l. 9. §. 4. p. 475, § 8.

Nam lusus quoque noxius in culpâ est. l. 10.

5. Dominus membrorum suorum nemo videtur. l. 13.

6. Si servus vulneratus mortiferè, posteà ruinâ, vel naufragio, vel alio ictu maturiùs perierit: de occiso agi non posse, sed quasi de vulnerato. l. 15. §. 1. p. 319, 320.

Sed si manumissus, vel alienatus, ex vulnere periit: (quasi) de occiso agi posse, Julianus ait, hæc ita tam variè, quia verum est, eum à te occisum tunc, cùm vulnerabas, quod, mortuo eo, demùm apparuit: in superiore non est passa ruina apparere, an sit occisus. l. 15. § 1.

7. Sed utrùm corpus ejus solùm æstimamus, quanti fuerit, cùm occideretur: an potiùs, quanti interfuit nostrâ, non esse occisum? et hoc jure utimur, ut ejus quod interest fiat æstimatio. l. 21. §. 2. C. civ. 1382, s.

8. Item causæ corpori cohærentes æstimantur, si quis ex comœdis, aut symphoniacis, aut gemellis, aut quadrigâ, aut ex pari mularum unum vel unam occiderit, non solùm (enim) perempti corporis æstimatio facienda est: sed et jus ratio haberi debet, quo cætera corpora depretiata sunt. l. 22. §. 1. C. civ. 1382, s.

9. Si infans sit occisus, nondùm anniculus: verius est, sufficere hanc actionem: ut æstimatio referatur ad id tempus, quo intrà annum vixit. l. 23. §. 7. p. 319, 320.

10. Nullæ partes sunt judicandi in confitentes. l. 25. in fin.

11. Si fornacarius servus coloni ad fornacem obdormisset, et villa fuerit exusta: Neratius scribit, ex locato conventum præstare debere, si negligens in eligendis ministeriis fuit. Cæterùm, si alius ignem subjecerit fornaci, alius negligenter custodierit: an tenebitur qui subjecerit? nam qui custodiit nihil fecit: qui

recte ignem subjecit, non peccavit. Quid ergò (est)? puto utilem competere actionem : tùm in eum, qui ad fornacem abdormivit, quàm in eum, qui negligenter custodiit. Nec quisquam dixerit in eo, qui obdormivit, rem eum humanam, et naturalem passum : cùm deberet vel ignem extinguere, vel ita munire, ne evagaretur. l. 27. §. 9. C. civ. 1733, s. p. 458.

12. Item Labeo scribit : si cùm vi ventorum navis impulsa esset in funes anchorarum alterius, (et) nautæ funes præcidissent : si nullo alio modo, nisi præcisis funibus, explicare se potuit: nullam actionem dandam. l. 29. §. 3.V. 1. l. 49. §. 1. Co. 407.

13. Si putator ex arbore ramum cùm dejiceret, vel machinarius hominem prætereuntem occidit : ita tenetur, si is in publicum decidat, nec ille proclamavit, ut casus ejus evitari possit. Sed Mucius etiam dixit, si in privato idem accidisset, posse de culpâ agi. Culpam autem esse, quod, cùm à diligente provideri poterit, non esset provisum : aut tùm denuntiatum esset, cùm periculum evitari non possit. Secundùm quam rationem non multùm refert, per publicum, an per privatum iter fieret, cùm plerumquè per privata loca vulgò iter fiat. Quod si nullum iter erit : dolum duntaxat præstare debet, ne immittat in eum, quem viderit transeuntem. Nam culpa ab eo exigenda non est : cùm divinare non potuerit, an per eum locum aliquis transiturus sit. l. 31. p. 319, s. 475, § 8.

14. Si servum meum occidisti : non affectiones æstimandas esse puto, (veluti si filium tuum naturalem quis occiderit, quem tu magno emptum velles) sed quanti omnibus valeret. Sextus quoque Pedius ait, pretia rerum, non ex affectione, nec utilitate singulorum, sed communiter fungi. Itaque eum, qui filium naturalem possidet, non eò locupletiorem esse, quod eum plurimo, si alius possideret, redempturus fuit. Nec illum, qui filium alienum possideat, tantùm habere, quanti eum patri vendere posset. In lege enim Aquiliâ (damnum) consequimur : et amisisse dicemur, quod aut consequi potuimus, aut erogare cogimur. l. 33.C. civ. 1382. s.

15. Quintus Mucius scribit. Equa, cùm in alieno pasceretur, in cogendo, quod prægnans erat, ejecit. Quærebatur, dominus ejus posset ne cum eo, qui coëgisset, lege Aquiliâ agere : quia equam injiciendo ruperat. Si percussisset, aut consultò vehementiùs egisset : visum est agere posse. Pomponius, quamvis alienum pecus in agro suo quis deprehendisset, sic illud expellere debet, quomodò, si suum deprehendisset : quoniam, si quid ex eâ re damnum cepit, habet proprias actiones. Itaque qui pecus alienum in agro suo deprehenderit, non jure id includit : nec agere illud aliter debet, quàm (ut suprà diximus) quasi suum : sed vel abigere debet sine damno, vel admonere dominum, ut suum recipiat. l. 39. *includere pecus, apud plures licet.* p. 453.

16. In lege Aquiliâ, et levissima culpa venit. l. 44. C. civ. 1382, s.

17. Quod dicitur damnum injuriâ datum Aquiliâ persequi,

sic erit accipiendum, ut videatur damnum injuriâ datum, quod cum damno injuriam attulerit : nisi, magnâ vi cogente, fuerit factum. Ut Celsus scribit circà eum, qui incendii arcendi gratiâ, vicinas ædes intercidit. Nam hîc scribit cessare legis Aquiliæ actionem. Justo enim metu ductus, ne ad se ignis perveniret, vicinas ædes intercidit. Et sive pervenit ignis, sive antè extinctus est : existimat, legis Aquiliæ actionem cessare. l. 49. §. 1. V. s. l. 29. §. 3. V. l. 3. §. 7. ff. de incend. l. 7. §. 4. ff. quod vi aut data. p. 64.

18. Multa jure civili, contrà rationem disputandi, pro utilitate communi recepta esse, innumerabilibus rebus probari potest. l. 51. §. 2. Charte 10. C. civ. 545.

Titulus iii. — *De his qui effuderint vel dejecerint.*

1. Prætor ait de his, qui dejecerint, vel effuderint, *Undè in eum locum, quo vulgò iter fiet, vel in quo consistetur, dejectum, vel effusum quid erit, quantum ex eâ re damnum datum factumve erit : in eum, qui ibi habitaverit, in duplum judiciumdabo.* l. 1. p. 475, § 8.

2. Summâ cum utilitate id prætorem edixisse, nemo est qui neget. Publicè enim utile est, sine metu, et periculo, pèr itinera commeari. l. 1. §. 1.

3. Parvi autem interesse debet, utrùm publicus locus sit, an verò privatus : dùm modò per eum vulgò iter fiat : quia iter facientibus prospicitur, non publicis viis studetur. Semper enim ea loca, per quæ vulgò iter solet fieri, eamdem securitatem debent habere. l. 1. §. 2.

4. Quod, cùm suspenderetur, decidit : (magis) dejectum videri. Sed et quod suspensum decidit, pro dejecto haberi magis est. Proindè et si quid pendens effusum sit, quamvis nemo hoc effuderit : edictum tamen locum habere dicendum est. l. 1. §. 3. p. 475, § 6.

5. Si plures in eodem cœnaculo habitent, undè dejectum est : in quemvis hæc actio dabitur (cùm sanè impossibile est scire quis dejecisset, vel effudisset) et quidem in solidum. l. 1. §. ult. l. 2. et l. 3.

6. Prætor ait : *Ne quis in suggrundâ protectove suprà eum locum, quà vulgò iter fiet, inve quo consistetur, id positum habeat, cujus casus nocere cui possit.* l. 5. §. 6.

Prætor ait, *cujus casus nocere posset.* Ex his verbis manifestatur : non omne quidquid positum est, sed quidquid sic positum est, ut nocere possit : hoc solum prospicere prætorem, ne possit nocere. Nec spectamus ut noceat : sed omninò si nocere possit, edicto locus sit. Coercetur autem, qui positum habuit : sive nocuit id, quod positum erat, sive non nocuit. l. 5. §. 11. p. 471, § 6.

7. Labeo ait locum habere hoc edictum, si interdiù dejectum sit, non nocte : sed quibusdam locis et nocte iter fit. l. 6. § 1.

8. Habitator suam, suorumque culpam præstare debet. l. 6. §. 2. C. civ. 1382, s.

Titulus iv. — *De noxalibus actionibus.*

1. Si ad libertatem proclamaverit is, cujus nomine noxale judicium susceptum est : sustineri debet id judicium, quoad de statu ejus judicetur. Et (sic) si quidem servus fuerit pronuntiatus, noxale judicium exercebitur : si liber, inutile videbitur. l. 42.

LIBER DECIMUS.

Titulus i. — *Finium regundorum.*

1. Finium regundorum actio in personam est, licet pro vendicatione rei est. l. 1. C. civ. 646; pr. 3, 38 ; p. 389, 456.

2. Judici finium regundorum permittitur, ut, ubi non possit dirimere fines, adjudicatione controversiam dirimat. Et si fortè, amovendæ veteris obscuritatis gratiâ, per aliam regionem fines dirigere judex velit, potest hoc facere, per adjudicationem, et condemnationem. Quo casu opus est, ut ex alterutrius prædio alii adjudicandum sit. Quo nomine is, cui adjudicatur, invicem pro eo, quod ei adjudicatur, certâ pecuniâ condemnandus est. l. 2. §. 1. et l. 3.

3. Post litem autem contestatam etiam fructus venient in hoc judicio : nam et culpa, et dolus exindè præstantur. Sed antè judicium percepti non omnimodo hoc in judicium venient. Aut enim bonâ fide percepit : et lucrari eum oportet, si eos consumpsit : aut malâ fide, et condici oportet. l. 4. §. 2. C. civ. 549.

4. Finium regundorum actio et in agris vectigalibus : et inter eos, qui usumfructum habent, vel fructuarium, et dominum proprietatis vicini fundi : et inter eos, qui jure pignoris possident competere potest. l. 4. §. 9.

5. Judicium communi dividundo, familiæ erciscundæ, finium regundorum, tale est, ut in eo singulæ personæ duplex jus habeant : agentis, et ejus quo cum agitur. l. 10. v. l. 2. §. 3. famil. ercisc. et l. 2. §. 1. ff. comm. divid.

6. In finalibus quæstionibus vetera monumenta, censûs auctoritas antè litem inchoatam ordinati, sequenda est : modò si non varietate successionum, et arbitrio possessorum fines, additis vel detractis agris, posteà permutatos probetur. l. 11.

7. Eos terminos, quantùm ad dominii quæstionem pertinet, observari oportere fundorum, quos demonstravit is, qui utriusque prædii dominus fuit, cùm alterum eorum venderet. Non enim termini qui singulos fundos separabant observari debent : sed demonstratio affinium novos fines inter fundos constituere. l. 12. l. 1. C. eod. C. civ. 693, s.

8. Sciendum est, in actione finium regundorum illud observandum esse, quod ad exemplum quodammodo ejus legis scriptum est, quam Athenis Solonem dicitur tulisse : nam illic ita est : Ἐὰν τις αἱμασίαν παρ' ἀλλοτρίῳ χωρίῳ ὀρύγῃ τὸν ὅρον μὴ παραβαίνειν, ἐὰν δὲ τειχίον, πόδα ἀπολειπεῖν, ἐὰν δὲ οἴκημα, δύο πόδας. — Ἐὰν τις τάφον ἢ βόθρον, παρ' ἀλλοτρίῳ χωρίῳ ὀρύττῃ, ὅσον τὸ βάθος αὐτοῦ ᾖ, τοσοῦτον

ἀπολειπεῖν. — Ἐὰν τις φρέαρ παρ' ἀλλοτρίῳ χωρίῳ ὀρύττῃ ὀργυιὰν ἀπολειπεῖν. — Ἐλαίαν δὲ καὶ συκῆν ἐννέα πόδας ἀπὸ τοῦ ἀλλοτρίου φυτεύειν, τὰ δὲ ἄλλα δένδρα πέντε πόδας. *Id est, si quis sepem ad alienum prædium fixerit, infoderitque terminum ne excedito. Si maceriam, pedem relinquito. Si verò domum, pedes duos. Si sepulcrum, aut scrobem foderit: quantùm profunditatis habuerint, tantùm spatii relinquito. Si puteum, passus latitudinem. At verò oleam, aut ficum, ab alieno ad novem pedes plantato: cœteras arbores ad pedes quinque.* l. 13. C. civ. 651, s.

9. Successionum varietas, et vicinorum novi consensus, additis vel detractis agris alterutro, determinationis veteris monumenta sæpè permutant. l. 2. C. eod. C. civ. 815, s.

10. Si quis super sui juris locis prior de finibus detulerit querimoniam, quæ proprietatis controversiæ cohæret, priùs possessionis quæstio finiatur. l. 3. C. eod. pr. 3, 23. s. C. civ. 2228, s. 2243.

11. Cunctis molitionibus et machinationibus amputatis, decernimus in finali quæstione non longi temporis, sed triginta tantummodò annorum præscriptionem locum habere. l. ult. C. eod. C. civ. 2262.

Titulus ii. — *Familiæ ersciscundæ.*

1. Mala medicamenta, et venena veniunt quidem in judicium: sed judex omninò interponere se in his non debet. Boni enim et innocentis viri officio eum fungi oportet. Tantumdem debebit facere et in libris improbatæ lectionis, magicis fortè, vel his similibus. Hæc enim omnia protinùs corrumpenda sunt. l. 4. §. 1.

2. Sed et si quid ex peculatu, vel ex sacrilegio acquisitum erit, vel vi, aut latrocinio, aut adgressurâ, hoc non dividetur. l. 4. §. 2. V. l. 7. §. 4 ff. comm. divid. C. civ. 1599; pr. 939.

3. Sed et tabulas testamenti debebit aut apud eum, qui ex majore parte hæres est, jubere manere, aut in æde deponi. Nam et Labeo scribit, venditâ hæreditate tabulas testamenti descriptas deponi oportere. Hæredem enim exemplum debere dare: tabulas verò authenticas ipsum retinere, aut in æde deponere. l. 4. §. ult. C. civ. 842, pr. 916, s. 983.

4. Si quæ sunt cautiones hæreditariæ: eas judex curare debet, ut apud eum maneant, qui majore ex parte hæres sit: cæteri descriptum, et recognitum faciant, cautione interpositâ, ut cùm res exegerit, ipsæ exhibeantur. Si omnes iisdem ex partibus hæredes sint, nec inter eos conveniat, apud quem potiùs esse debeant sortiri eos oportet: aut ex consensu, vel suffragio eligendus est amicus, apud quem deponantur: vel in æde sacrâ deponi debent. Nam ad licitationem rem deducere: ut, qui licitatione vicit, hic habeat instrumenta hæreditaria: non placet neque mihi, neque Pomponio. l. 5. et l. 6. C. civ. 842, p. 916, s. 983.

5. Si quid è pecoribus nostris à bestiâ ereptum sit, venire in familiæ erciscundæ judicium putat, si feram evaserit: nam ma-

gis esse ut non desinat nostrum esse, inquit, quod à lupo eripitur, vel aliâ bestiâ, tamdiù quamdiù ab eo fuerit consumptum. l. 8. §. 2.

6. Res quæ sub conditione legata est, interim hæredum est: et ideò venit in familiæ erciscundæ judicium, et adjudicari potest, cum suâ scilicet causâ: ut, existente conditione, eximatur ab eo, cui adjudicata est: aut, deficiente conditione, ad eos revertatur, à quibus relicta est. l. 12. §. 2.

7. Alienationes post judicium acceptum interdictæ sunt duntaxat voluntariæ: non quæ vetustiorem causam, et originem juris habent necessariam. l. 13.

8. Si usucapio fuerit cœpta ab eo, qui hæres non erat, antè litem contestatam: et posteà impleta fuerit, rem de judicio subducit. l. 14. C. civ. 2251, s.

9. Sumptuum, quos unus ex hæredibus bonâ fide fecerit, usuras quoque consequi potest à cohærede ex die moræ, secundùm rescriptum imperatorum Severi, et Antonini. l. 18. §. 3. C. civ. 862.

10. Inter (cohæredes) communicentur commoda et incommoda. l. 19. in fine. C. civ. 832, s. 870, s.

11. Sed etiam cùm (fundum judex) adjudicat, poterit imponere aliquam servitutem, ut alium (fundum) alii servum faciat ex iis, quos adjudicat. Sed si purè alii adjudicaverit fundum, alium adjudicando, ampliùs servitutem imponere non poterit. l. 22. §. 3. C. civ. 637, s.

12. Familiæ erciscundæ judicium ex duobus constat: id est, rebus, atque præstationibus: quæ sunt personales actiones. l. 22. §. 4.

13. Non tantùm dolum, sed et culpam in re hæreditariâ præstare debet cohæres: quoniam cum cohærede non contrahimus, sed incidimus in eum. Non tamen diligentiam præstare debet, qualem diligens paterfamilias: quoniam hic, propter suam partem, causam habuit gerendi: et ideò negotiorum gestorum ei actio non competit. Talem igitur diligentiam prœstare debet, qualem in suis rebus. Eadem sunt si duobus res legata sit: nam et hos conunxit ad societatem non consensus, sed res. l. 25. §. 16. C. civ. 887, s.

14. Judex familiæ erciscundæ nihil debet indivisum relinquere. Item curare debet, ut de evictione caveatur his, quibus adjudicat. l. 25. §. 20 et 21.

Si familiæ erciscundæ judicio, quo bona paterna inter te et fratrem tuum æquo jure divisa sunt, nihil super evictione rerum singulis adjudicatarum specialiter inter vos convenit, id est, ut unusquisque eventum rei suscipiat, rectè possessionis evictæ detrimentum fratrem et cohæredem tuum pro parte agnoscere, præses provinciæ, per actionem præscriptis verbis, compellet. l. 14. C. eod. C. civ. 815, s. 883, s.

15. Quæ pater filio emancipato studiorum causâ peregrè agenti

subministravit, si non credendi animo pater misisse fuerit comprobatus, sed pietate debitâ ductus in rationem portionis, quæ ex defuncti bonis ad eumdem filium pertinuit, computari æquitas non patitur. l. 50. C. civ. 852.

16. Si familiæ erciscundæ, vel communi dividundo judicium agatur : et divisio tam difficilis sit, ut penè impossibilis esse videatur : potest judex in unius personam totam condemnationem conferre, et adjudicare omnes res. l. 55. C. civ. 827; pr. 974, 987, s.

17. Non solùm in finium regundorum, sed et familiæ erciscundæ judicio, præteriti quoque temporis fructus veniunt. l. 56.

Non est ambiguum, cùm familiæ erciscundæ titulus inter bonæ fidei judicia numeretur, portionem hæreditatis, si qua ad te pertinet, incremento fructuum augeri. l. 9. C. eod. C. civ. 883.

18. Cohæredibus divisionem inter se facientibus, juri absentis et ignorantis minimè derogari, ac pro indiviso portionem eam, quæ initio ipsius fuit, in omnibus communibus rebus eum retinere certissimum est. Undè portionem tuam cum reditibus arbitrio familiæ erciscundæ percipere potes, ex factâ inter cohæredes divisione nullum præjudicium timens. l. 17. C. eod. C. civ. 112, s. 817, 819, 838, 840. pr. 59, 83, 859.

19. Inter filios et filias bona intestatorum parentum pro virilibus portionibus æquo jure dividi oportere, explorati juris est. l. 11. C. eod. C. civ. 745.

20. Ex causâ donationis vel aliundè tibi quæsita, si avi successionem respueris, conferre fratribus compelli non potes. l. 25. C. eod. C. civ. 784, s. 843, s.

De divisione bonorum à patre inter filios. V. tit. qui testam. fac. poss. n. 38. et 39.

Titulus III. — *Communi dividundo.*

1. Nihil interest, cum societate, an sine societate res inter aliquos communis sit : nam utroque casu locus est communi dividundo judicio. Cum societate res communis est, veluti inter eos, qui pariter eamdem rem emerunt. Sine societate communis est, veluti inter eos, quibus eadem res testamento legata est. l. 2. C. civ. 815, s. 1686, s. pr. 984, s.

2. In tribus istis duplicibus judiciis, familiæ erciscundæ, communi dividundo, finium regundorum, quæritur, quis actor intelligatur : quia par causa omnium videtur. Sed magis placuit, eum videri actorem, qui ad judicium provocasset. l. 2. §. 1. C. civ. 966, s.

3. Sicut autem ipsius rei divisio venit in communi dividundo judicio, ita etiam præstationes veniunt. Et ideò si quis impensas fecerit, consequatur. Sed si non cum ipso socio agat, sed cum hærede socii : Labeo rectè existimat, impensas, et fructus à defuncto perceptos venire. l. 4. §. 3,

Tam sumptuum, quàm fructuum (fieri divisionem). l. 4. C. eod. ut in omnibus æquabilitas servetur. d. l. in fine.

4. Sive autem locando fundum communem, sive colendo, de fundo communi quid socius consecutus sit, communi dividundo judicio tenebitur. Et si quidem communi nomine id fecit, neque lucrum, neque damnum, sentire eum oportet : si verò non communi nomine, sed ut lucretur solus magis esse oportet, ut et damnum ad ipsum respiciat. l. 6. §. 2.

5. Si debitor communis prædii partem pignori dedit, et à domino alterius partis provocatus creditor ejus, aut ab alio creditore alterius debitoris licendo superavit : et debitor ejus cui res fuit adjudicata velit partem suam prædii recuperare, soluto eo quod ipse debuit : eleganter dicitur, non esse audiendum, nisi et eam partem paratus sit recuperare, quam creditor per adjudicationem eruit. l. 7. §. 13.

6. Si conveniat *ne omninò divisio fiat :* hujusmodi pactum nullas vires habere manifestissimum est. Sin autem *intrà certum tempus,* quod etiam ipsius rei qualitati prodest, valet. l. 14. §. 2. C. civ. 815, s.

7. Arbor quæ in confinio nata est, item lapis qui per utrumque fundum extenditur, quamdiù cohæret fundo e regione cujusque finium, utriusque sunt. l. 9. C. civ. 670, 673.

8. Si is cum quo fundum communem habes, ad dilectum non respondit : et ob id motu judicis villa diruta est, aut arbusta succisa sunt : præstabitur tibi detrimentum judicio communi dividundo. Quidquid enim culpâ socii amissum est, eo judicio continetur. l. 20. C. civ. 1342, 1159.

9. Judicem in prædiis dividundis quod omnibus utilissimum est, vel quod malint litigatores, sequi convenit. l. 21. C. civ. 832, s.

10. Sabinus, in re communi neminem dominorum jure facere quicquam invito altero posse. Undè manifestum est, prohibendi jus esse. In re enim pari potiorem causam esse prohibentis constat. Sed et si in communi prohiberi socius à socio, ne quid faciat, potest : ut tamen factum opus tollat, cogi non potest, si cùm prohibere poterat, hoc prætermisit. Et ideò per communi dividundo actionem damnum sarciri poterit. Sin autem facienti consensit, nec pro damno habet actionem. Quod si quid, absente socio, ad læsionem ejus fecit : tunc etiam tollere cogitur. l. 28.

11. Cùm regionibus dividi commodè aliquis ager inter socios non potest, vel ex pluribus singuli, æstimatione justâ factâ unicuique sociorum adjudicantur, compensatione pretii invicem factâ, eoque cui res majoris pretii obvenit cæteris condemnato : ad licitationem non nunquàm etiam extraneo emptore admisso. Maximè si se non sufficere ad justa pretia alter ex sociis sanâ pecuniâ vincere viliùs licitantem profiteatur. l. 3. C. eod. C. civ. 1686, 1687; pr. 970, s.

12. In communione, vel societate nemo compellitur invitus detineri. Quapropter aditus præses provinciæ ea, quæ communia tibi cum sorore perspexerit, dividi providebit. l. ult. C. eod. C. civ. 815.

13. Divisionem prædiorum vicem emptionis obtinere placuit. l. 1. C. comm. utr. jud. tam. f. erc. q. c. d.

14. Majoribus etiam, per fraudem, vel dolum, vel perperàm sine judicio factis divisionibus, solet subveniri : quia in bonæ fidei judiciis, quod inæqualiter factum esse constiterit, in melius reformabitur. l. 3. C. comm. utr. jud. tam. f. erc. q. c. d. C. civ. 887, s.

Titulus iv. — *Ad exhibendum.*

1. Eleganter definit Neratius, judicem ad exhibendum hactenùs cognoscere, an justam et probabilem causam habeat actionis, propter quam exhiberi sibi desideret. l. 3. §. 11. in fin.

2. Sciendum est, adversùs possessorem hâc actione agendum : non solùm eum, qui civiliter, sed eum, qui naturaliter incumbat possessioni. l. 3. §. ult.

3. Mutata forma propè interemit substantiam rei. l. 9. §. 3. in fin. V. l. 6. §. 1. ff. de auro argento leg.

4. Ad exhibendum possunt agere omnes, quorum interest. Sed quidam consuluit, an possit efficere hæc actio, ut rationes adversarii sibi exhiberentur, quas exhiberi magni ejus interesset. Respondit, non oportere jus civile calumniari, neque verba captari : sed, quâ mente quid diceretur, animadvertere convenire. Nam illâ ratione etiam studiosum alicujus doctrinæ posse dicere, suâ interesse, illos, aut illos libros sibi exhiberi : quia, si essent exhibiti, cùm eos legisset, doctior et melior futurus esset. l. 19.

5. Quæstionis habendæ causâ ad exhibendum agitur ex delictis servorum, ad vindicandos conscios suos. l. ult.

LIBER UNDECIMUS.

Titulus i. — *De interrogationibus in jure faciendis, et interrogatoriis actionibus.*

1. Voluit prætor adstringere eum, qui convenitur, ex suâ in judicio responsione : ut vel confitendo, vel mentiendo sese onerat. l. 4. C. civ. 1356.

2. Quod autem ait prætor, *omninò respondisse*, posteriores sic exceperunt, ut omninò non respondisse videatur, qui ad interrogatum non respondit, id est, πρὸς ἔπος. l. 11. §. 5.

3. Nihil interest neget quis, an taceat interrogatus, an obscurè respondeat, ut incertum dimittat interrogatorem. l. 11. §. 7.

4. Et quæ posteà emergunt auxilio indigent. l. 11. §. 8.

5. Qui interrogatus responderit, sic tenetur, quasi ex contractu obligatus, pro quo pulsabitur. l. 11. §. 9. C. civ. 1356.

6. Celsus scribit licere responsi pœnitere, si nulla captio ex ejus pœnitentiâ sit actoris. Quod verissimum mihi videtur. Maximè si quis posteà pleniùs instructus quid faciat, instrumentis, vel epistolis amicorum juris sui edoctus. l. 11. §. ult. C. civ. 1356.

7. In totum autem confessiones ita ratæ sunt, si id, quod in confessionem venit, et jus et naturam recipere potest. l. 14. §. 1. C. civ. 1353.

8. Ubicunquè judicem æquitas moverit, æquè oportere fieri interrogationem, dubium non est. l. 21. C. civ. 1358, 1360.

Titulus ii. — *De quibus rebus ad eumdem judicem eatur.*

1. Cùm ex pluribus tutoribus unus, quod cæteri non sint idonei, convenitur postulante eo, omnes ad eumdem judicem mittuntur. Et hoc rescriptis principum continetur. l. 2. C. civ. 59.

Titulus iii. — *De Servo corrupto.*

1. Non oportet laudando augere malitiam. l. 1. §. 4.

2. Interest nostrâ, animum liberorum non corrumpi. l. 14. §. 1. in f.

Titulus iv. — *De Fugitivis.*

1. Diligens custodia etiam vincire permittit. l. 1. §. 7. Charte, 73.

2. Divus Pius rescripsit, eum qui fugitivum vult requirere in prædiis alienis, posse adire præsidem litteras ei daturum : et si ita res exegerit, apparitorem quoque, ut ei permittatur ingredi et inquirere. Et pœnam eumdem præsidem in eum constituere qui inquiri non permiserit. Sed et Divus Marcus oratione quam in senatu recitavit, facultatem dedit ingrediendi tam Cæsaris, quàm senatorum, et paganorum prædia volentibus fugitivos inquirere : scrutarique cubilia, atque vestigia occultantium. l. 3. V. l. 1. §. 2. eod.

Titulus v. — *De aleatoribus.*

1. Senatus consultum vetuit in pecuniam ludere : præterquàm si quis certet hastâ, vel pilo jaciendo, vel currendo, saliendo, luctando, pugnando, quod virtutis causâ fiat. In quibus rebus ex lege Titiâ (et Publiciâ) et Corneliâ etiam sponsionem facere licet. Sed ex aliis ubi pro virtute certamen non fit, non licet. l. 2. §. 1. et l. 3. V. tit. C. eod. C. civ. 1965, 1966; p. 410.

Titulus vi. — *Si mensor falsum modum dixerit.*

1. Adversùs mensorem agrorum prætor in factum actionem proposuit, à quo falli nos non oportet. Nam interest nostrâ, ne fallamur in modi renuntiatione : si fortè vel de finibus contentio sit, vel emptor scire velit, vel venditor, cujusmodi ager veneat. l. 1. C. civ. 1616, s.

Titulus vii. — *De religiosis, et sumptibus, funerum : et ut funus ducere liceat.*

1. Qui propter funus aliquid impendit cum defunctò contrahere creditur, non cum hærede. l. 1. C. civ. 2101, 2104.

2. Scriptus hæres priùs, quàm hæreditatem adeat, patremfa-

milias mortuum inferendo locum facit religiosum. Nec quis putet hoc ipso pro hærede eum gerere. l. 4. V. 1. l. 14. §. 7. et 8. C. civ. 779.

3. Liberis cujuscunque sexûs vel gradûs, etiam filiisfamilias et emancipatis, idem jus (sepulcri) concessum est : sive exstiterint hæredes, sive sese abstineant. l. 6.

4. Si quis sepulcrum habeat, viam autem ad sepulcrum non habeat, et à vicino ire prohibeatur, imperator Antoninus cum patre rescripsit, iter ad sepulcrum peti precariò, et concedi solere : ut quoties non debetur, impetretur ab eo qui fundum adjunctum habeat. l. 12.

Præses etiam compellere debet justo pretio iter ei præstari. Ita tamen ut judex etiam de opportunitate loci prospiciat, ne vicinus magnum patiatur detrimentum. d. l. 12. C. civ. 682, s:

5. Sumptus funeris arbitrantur pro facultatibus, vel dignitate defuncti. l. 12. §. 5.

Hæc actio quæ funeraria dicitur, ex bono et æquo oritur. Continet autem funeris causa tantùm impensam, non etiam cæterorum sumptuum. Æquum autem accipitur ex dignitate ejus qui funeratus est, ex causâ, ex tempore, et ex bonâ fide : ut neque plus imputetur sumptûs nomine quàm factum est : neque tantùm quantùm factum est, si immodicè factum est. Deberet enim haberi ratio facultatum ejus, in quem factum est : et ipsius rei quæ ultrà modum sine causâ consumitur. l. 14. §. 6.

6. Si colonus, vel inquilinus sit is qui mortuus est, nec sit undè funeretur, ex invectis illatis eum funerandum Pomponius scribit. Et si quid superfluum remanserit, hoc pro debitâ pensione teneri. l. 14. §. 1.

Impensa funeris semper ex hæreditate deducitur : quæ etiam omne creditum solet præcedere, cùm bona solvendo non sint. l. 45. C. civ. 2101, 2104.

7. Quid ergò si ex voluntate testatoris impensum est? Sciendum est nec voluntatem sequendam, si res egrediatur justam sumptus rationem : pro modo autem facultatem sumptum fieri. l. 14. §. 6 in fine.

8. Sed interdùm is qui sumptum in funus fecit, sumptum non recipit, si pietatis gratiâ fecit, non hoc animo quasi recepturus sumptum quem fecit (et ita) imperator noster rescripsit. Igitur æstimandum erit arbitro, et perpendendum quo animo sumptus factus sit : utrùm negotium quis vel defuncti vel hæredis gerit, vel ipsius humanitatis : an verò misericordiæ, vel pietati tribuens, vel affectioni. Potest tamen distingui et misericordiæ modus : ut in hoc fuerit misericors vel pius qui funeravit, ut eum sepeliret, ne insepultus jaceret : non etiam ut suo sumptu fecerit. Quod si judici liqueat, non debet eum qui convenitur absolvere : quis enim sine pietatis intentione alienum cadaver funerat? Oportebit igitur testari quem quo animo funerat : ne posteà patiatur quæstionem. l. 14. §. 7.

Plerique filii cùm parentes suos funerant, vel alii qui hæredes fieri possunt, licet ex hoc ipso neque pro hærede geritio, neque aditio præsumitur, tamen ne vel miscuisse necessarii, vel cæteri pro hærede gessisse videantur, solent testari, pietatis gratiâ facere se sepulturam. l. 14. §. 8.

9. Solutiùs æquitatem sequi, (debet judex) cùm hoc ei et actionis natura indulget. l. 14. §. 13. in fine.

10. In eum ad quem dotis nomine quid pervenerit, dat prætor funerariam actionem. Æquissimum enim visum est veteribus, mulieres quasi de patrimoniis suis, ita de dotibus funerari : et eum qui morte mulieris dotem lucratur, in funus conferre debere : sive pater mulieris est, sive maritus. l. 16.

Quoties mulier decedit, ex dote quæ penes virum remanet, et cæteris mulieris bonis, pro portione funeranda est. l. 22.

11. Funeris sumptus accipitur quidquid corporis causâ, veluti unguentorum, erogatum est : et pretium loci in quo defunctus humatus est : et si qua vectigalia sunt, vel sarcophagi, et vectura : et quidquid corporis causâ, antequàm sepeliatur, consumptum est, funeris impensam esse existimo. Monumentum autem sepulcri id esse Divus Hadrianus rescripsit, quod monumenti, id est, causâ muniendi ejus loci factum sit, in quo corpus impositum sit. Itaque, si amplum quid ædificari testator jusserit, veluti in circum porticationes : eos sumptus funeris causâ non esse. l. 37. d. l. §. 1. C. civ. 2101, 2104.

12. Monumentum generaliter res est memoriæ causâ in posterum prodita : in quâ si corpus vel reliquiæ inferantur, fiet sepulcrum : si verò nihil eorum inferatur, erit monumentum memoriæ causâ factum, quod Græci κενοτάφιον, inane sepulcrum appellant. l. 42.

13. Propter publicam utilitatem ne insepulta cadavera jacerent, strictam rationem insuper habemus : quæ nonnunquàm in ambiguis religionum quæstionibus omitti solet. Nam summam esse rationem quæ pro religione facit. l. 43. in fine. C. civ. 77, s. p. 358, s.

14. Principale (corporis humani) est caput, cujus imago fit, indè cognoscimur. l. 44.

TITULUS VIII. — *De mortuo inferendo, et sepulcro ædificando.*

1. Negat lex regia mulierem quæ prægnans mortua sit, humari antequàm partus ei excidatur. Qui contrà fecerit, spem animantis cum gravidâ peremisse videtur. l. 2. C. civ. 77 ; p. 319.

LIBER DUODECIMUS.

TITULUS I. — *De rebus creditis, si certum petetur, et de condictione.*

1. Credendi generalis appellatio est. Ideò est sub hoc titulo prætor, et de commodato, et de pignore edixit. Nam cuicun-

que rei adsentiamur, alienam fidem secuti, mox recepturi quid ex hoc contractu, credere dicimur. l. 1. C. civ. 1874, s.

2. Mutuum damus recepturi non eamdem speciem quam dedimus, (alioquin commodatum erit, aut depositum) sed idem genus. Nam si aliud genus, veluti, ut pro tritico vinum recipiamus: non erit mutuum. l. 2. C. civ. 1892, s.

3. Mutui datio consistit in rebus quæ pondere, numero, mensurâ consistunt. Quoniam eorum datione possumus in creditum ire: quia in genere suo functionem recipiunt per solutionem, quàm specie. Nam in cæteris rebus ideò in creditum ire non possumus, quia aliud pro alio invito creditori solvi non potest. l. 2. §. 1. C. civ. 1892, s.

4. Appellata autem est mutui datio ab eo, quod de meo tuum fit, et ideò si non fiat tuum, non nascitur obligatio. l. 2. §. 2. C. civ. 1893.

5. In mutui datione oportet dominum esse dantem. l. 2. §. 4.

6. Si socius propriam pecuniam mutuùm dedit, omnimodò creditam pecuniam fecit, licèt cæteri dissenserint. Quod si communem numeravit, non aliàs creditam efficit, nisi cæteri quoque consentiant: quia suæ partis tantùm alienationem habuit. l. 16. C. civ. 1862, s.

7. Cùm quid mutuum dederimus: et si non cavimus, ut æquè bonum nobis redderetur: non licet debitori deteriorem rem, quæ ex eodem genere sit, reddere, veluti vinum novum pro vetere. Nam in contrahendo quod agitur pro cauto habendum est. Id autem agi intelligitur, ut ejusdem generis, et eâdem bonitate solvatur, quâ datum sit. l. 3. C. civ. 1880, 1902, 1903.

8. Si quis nec causam, nec propositum fœnerandi habuerit: et tu empturus prædia, desideraveris mutuam pecuniam: nec volueris creditæ nomine, antequàm emisses, suscipere: atque ita creditor, quia necessitatem fortè proficiscendi habebat, deposuerit apud te hanc eamdem pecuniam, ut, si emisses, crediti nomine obligatus esses: hoc depositum periculo est, ejus qui suscepit. Nam et qui rem vendendam acceperit, ut pretio uteretur, periculo suo rem habebit. l. 4. C. civ. 1893, 1895.

9. Quod te mihi dare oporteat, si id posteà perierit, quàm per te factum erit, quo minùs id mihi dares, tuum fore id detrimentum constat. l. 5. C. civ. 1881.

10. Rogasti me, ut tibi pecuniam crederem: ego, cùm non haberem, lancem tibi dedi, vel massam auri: ut eam venderes, et nummis utereris. Si vendideris, puto mutuam pecuniam factam. Quod si lancem, vel massam sine tuâ culpâ perdideris priùs, quàm venderes: utrùm mihi, an tibi perierit, quæstionis est. Mihi videtur Nervæ distinctio verissima existimantis, multùm interesse, venalem habui hanc lancem, vel massam, nec ne: ut, si venalem habui, mihi perierit: quemadmodùm si alii dedissem

vendendam : quod si non fui proposito hoc, ut venderem, sed hæc causa fuit vendendi, ut tu utereris, tibi eam perisse : et maximè si sine usuris credidi. l. 11. C. civ. 1893.

11. Singularia quædam recepta sunt circà pecuniam creditam. Nam si tibi debitorem meum jussero dare pecuniam : obligaris mihi, quamvis meos nummos non acceperis. Quod igitur in duabus personis recipitur, hoc et in eâdem personâ recipiendum est : ut, cùm ex causâ mandati pecuniam mihi debeas : et convenerit, ut crediti nomine eam retineas : videatur mihi data pecunia et à me ad te profecta. l. 15. C. civ. 1984, s. Co. 110, s.

12. Cùm filiusfamilias viaticum suum mutuum dederit, cùm studiorum causæ Romæ ageret : Responsum est à Scævolâ, extraordinario judicio esse illi subveniendum. l. 17.

13. Quidam existimaverunt : neque eum, qui decem peteret, cogendum quinque accipere, et reliqua persequi : neque eum, qui fundum suum diceret, partem duntaxat judicio persequi. Sed in utrâque causâ humaniùs facturus videtur prætor, si actorem compulerit ad accipiendum id, quod offeratur : cùm ad officium ejus pertineat, lites deminuere. l. 21. C. civ. 1902, Co. 156.

14. Vinum quod mutuum datum erat, per judicem petitum est. Quæsitum est, cujus temporis æstimatio fieret : utrùm cùm datum esset, an cùm litem contestatus fuisset, an cùm res judicaretur. Sabinus respondit : si dictum esset quo tempore redderetur, quanti tunc fuisset : si non, quanti tunc cùm petitum esset, interrogavi, cujus loci pretium sequi oporteat. Respondit : si convenisset, ut certo loco redderetur : quanti eo loco esset : si dictum non esset : quanti, ubi esset petitum. l. 22. V. 1. de condict. trit. l. ult. C. civ. 1902, s. pr. 129.

15. Creditor, qui ob restitutionem ædificiorum crediderit, in pecuniam quam crediderit, privilegium exigendi habebit. l. 25. C. civ. 2103.

16. Civitas mutui datione obligari potest, si ad utilitatem ejus pecuniæ versæ sunt. Alioquin ipsi soli, qui contraxerunt, non civitas, tenebuntur. l. 27.

17. Cùm fundus, vel homo per conditionem petitus esset : puto, hoc jure uti, ut post judicium acceptum causa omnis restituenda sit : id est, omne, quod habiturus esset actor, si litis contestandæ tempore solutus fuisset. l. 31. C. civ. 1149, s. 1904.

18. Principalibus constitutionibus cavetur, ne hi, qui provinciam regunt, quive circà eos sunt, negotientur, mutuamve pecuniam dent, fœnusve exerceant. l. 33. p. 175, 176.

19. Cùm ad præsens tempus conditio confertur : stipulatio non suspenditur : et, si conditio vera sit, stipulatio tenet : quamvis tenere contrahentes conditionem ignorent. Veluti : si rex Parthorum vivit, centum (millia) dare spondes? eadem sunt, et cùm in præteritum conditio confertur. l. 37.

TITULUS II. — *De jurejurando sive voluntario, sive necessario, sive judiciali.*

1. Maximum remedium expediendarum litium in usum venit jurisjurandi religio : quâ vel ex pactione ipsorum litigatorum, vel ex auctoritate judicis deciduntur controversiæ. l. 1. C. civ. 1357.

2. Jusjurandum speciem transactionis continet : majoremque habet auctoritatem, quàm res judicata. l. 2. C. civ. 1363.

3. Ait prætor, *Si is, cum quo agetur, conditione delatâ juraverit.* Eum, cum quo agetur, accipere debemus ipsum reum. Nec frustrà adjicitur, *conditione delatâ* : nam si reus juravit, nemine ei jusjurandum deferente : prætor id jusjurandum non tuebitur : sibi enim juravit, alioquin facillimus quisque ad jusjurandum decurrens, nemine sibi deferente jusjurandum, oneribus actionum se liberabit. l. 3. C. civ. 1357, s.

4. Quâcunque autem actione quis conveniatur, si juraverit, proficiet ei jusjurandum : sive in personam, sive in rem, sive in factum, sive pœnali actione, vel quâvis aliâ agatur : sive de interdicto. l. 3. §. 1. C. civ. 1358, s.

5. Dato jurejurando, non aliud quæritur, quàm an juratum sit : remissâ quæstione, an debeatur : quasi satis probatum sit jurejurando. l. 5. §. 2. C. civ. 1358, s.

6. Remittit jusjurandum, qui, deferente se, cùm paratus esset adversarius jurare, gratiam ei facit, contentus voluntate suscepti jurisjurandi. Quod si non suscepit jusjurandum, licèt posteà parato jurare actor nolit deferre, non videbitur remissum. Nam, quod susceptum est, remitti debet. l. 6. C. civ. 1364.

7. Ait prætor : *ejus rei, de quâ jusjurandum delatum fuerit neque in ipsum, neque in eum, ad quem ea res pertinet : actionem dabo ejus rei.* l. 7. V. 1. l. 27.

8. Jurejurando dato, vel remisso, reus quidem acquirit exceptionem sibi, aliisque : actor verò actionem acquirit. In quâ hoc solùm quæritur, an juraverit dari sibi oportere : vel cùm jurare paratus esset, jusjurandum ei remissum sit. l. 9. §. 1. C. civ. 1365.

9. Sed et si quis in fraudem creditorum jusjurandum detulerit debitori, adversùs exceptionem jurisjurandi, replicatio fraudis creditoribus debet dari. l. 9. §. 5. C. civ. 1365.

10. Non deberet alii nocere, quod inter alios actum esset. l. 10.

11. Ad personas egregias, eosque, qui valetudine impediuntur, domum mitti oportet ad jurandum. l. 15. pr. 324, s. I. 510, s.

12. Si tutor, qui tutelam gerit : aut curator furiosi, prodigive, jusjurandum detulerit : ratum id haberi debet. Nam et alienare res, et solvi eis potest : et agendo, rem in judicium deducunt. l. 17. §. 2.

13. Procurator quoque quod detulit, ratum habendum est scilicet, si aut universorum bonorum administrationem substi-

net, aut si id ipsum nominatim mandatum sit, aut si in rem suam procurator sit. l. 17. §. ult.

Si itaque mandatum fuit procuratori, ut petat : ille jusjurandum detulit : aliud fecit, quàm quod mandatum est. l. 19. C. civ. 1984, s.

14. Jusjurandum loco solutionis cedit. l. 27.

Interposito (jurejurando) ab omni controversiâ disceditur. l. 40. in fin. V. 5. l. 7.

15. In duobus reis stipulandi, ab altero delatum jusjurandum etiam alteri nocebit. l. 28.

Ex duobus reis promittendi ejusdem pecuniæ alter juravit : alteri quoque prodesse debebit. l. 28. §. 3. C. civ. 1365.

16. Admonendi sumus, interdùm etiam post jusjurandum exactum permitti constitutionibus principum, ex integro causam agere, si quis nova instrumenta se invenisse dicat, quibus nunc solis usurus sit. Sed hæ constitutiones tunc videntur locum habere, cùm à judice aliquis absolutus fuerit. Solent enim sæpè judices in dubiis causis, exacto jurejurando, secundùm eum judicare, qui juraverit. Quod si aliàs inter ipsos jurejurando transactum sit negotium, non conceditur eamdem causam retractare. l. 31.

Causa jurejurando ex consensu utriusque partis, vel adversario inferente delato et præstito, vel remisso, decisa, nec parjurii prætextu retractari potest, nisi specialiter hoc lege excipiatur. l. 1. C. de reb. cred. et jurejur. C. civ. 2057, pr. 480.

Jurisjurandi contempta religio satis Deum ultorem habet. l. 2. C. eod.

Cùm quis legatum vel fideicommissum, ut potè sibi relictum exigeret, et testamento fortè non apparente, pro eo sacramentum ei ab hærede delatum esset, et is religionem suam præstasset, affirmans sibi legatum vel fideicommissum derelictum esse: et ex hujusmodi testamento id quod petebat consecutus esset, posteà autem manifestum esset factum, nihil ei penitùs fuisse derelictum : apud antiquos quærebatur; utrùm jurejurando standum esset, an restituere deberet quod accepisset. Nobis itaque meliùs visum est repeti ab eo legatum vel fideicommissum, nullumque ex hujusmodi perjurio ei lucrum accedere. l. ult. C. eod.

17. Ait prætor *eum, à quo jusjurandum petetur solvere, aut jurare cogam.* Alterum itaque eligat reus : aut solvat, aut juret : si non jurat, solvere cogendus erit à prætore. l. 34. §. 6.

Datur autem et alia facultas reo. Ut, si malit, referat jusjurandum. Et si is, qui petit conditione jurisjurandi non utetur, judicium ei prætor non dabit. Æquissimè enim hoc facit, cùm non deberet displicere conditio jurisjurandi ei, qui detulerit. l. 34. §. 7.

Manifestæ turpitudinis, et confessionis est, nolle nec jurare, nec jusjurandum referre. l. 38.

Delatâ conditione jusjurandi, reus solvere, vel jurare, nisi referat jusjurandum, necesse habet. l. 9. C. de reb. cred. et jurej. C. civ. 1361, s.

18. Non semper autem consonans est, per omnia referri jusjurandum, quale defertur : forsitan ex diversitate rerum, vel personarum, quibusdam emergentibus, quæ varietatem inducunt. Ideòque, si quid tale inciderit, officio judicis conceptio hujuscemodi jurisjurandi terminetur. l. 34. §. 8.

In bonæ fidei contractibus, nec non etiam in cæteris causis, inopiâ probationum, per judicem jurejurando causâ cognitâ : res decidi oportet. l. 3. C. de reb. cred. et jurej. C. civ. 1358, s.

19. Cum res in jusjurandum demissa sit : judex jurantem absolvit. Referentem audiet : et, si actor juret, condemnet reum : nolentem jurare reum, si solvat, absolvit : non solventem condemnat : ex relatione, non jurante actore, absolvit reum. l. 34. l. ult. C. civ. 1361, s.

Titulus iii. —*De condictione causâ datâ causâ non secutâ.*

1. Si ob rem non inhonestam data sit pecunia, ut filius emanciparetur, vel servus manumitteretur, vel à lite discedatur, causâ secutâ, repetitio cessat. l. 1.

Titulus iv. — *De condictione ob turpem, vel injustam causam.*

1. Omne quod datur, aut ob rem datur, aut ob causam. Et ob rem, aut turpem, aut honestam, turpem autem : aut ut dantis sit turpitudo, non accipientis : aut ut accipientis duntaxat, non etiam dantis : aut utriusque. l. 1. C. civ. 1108, 1131, s.

2. Ob rem igitur honestam datum ita repeti potest, si res propter quam datum est, secuta non est. l. 1. §. 1.

3. Quod si turpis causa accipientis fuerit, etiam si res secuta sit, repeti potest. l. 1. §. 2.

4. Ubi autem et dantis, et accipientis turpitudo versatur : non posse repeti, dicimus. l. 3. V. l. 8. in f.

5. Perpetuò Sabinus probavit veterum opinionem existimantium, id quod ex injustâ causâ apud aliquem sit posse condici. In quâ sententiâ etiam Celsus est. l. 6.

6. Si et dantis, et accipientis turpis causa sit, possessorem potiorem esse. Et ideò repetitionem cessare, tametsi ex stipulatione solutum est. l. 8. in fin.

Titulus v. — *De condictione indebiti.*

1. Si quis indebitum ignorans solvit, per hanc actionem condicere potest. Sed si sciens se non debere, solvit : cessat repetitio. l. 1. C. civ. 1235, s. 1376, s.

2. Si quid ex testamento solutum sit, quod posteà falsum, vel inofficiosum, vel irritum, vel ruptum apparuerit : repetetur. l. 2. §. 1.

De legatis ex testamento inofficioso. v. s. de inoff. test. n. 22. ex Nov. 115.

3. Si post multum temporis codicilli diù celati, prolati : [*sunt*] qui ademptionem contineant legatorum solutorum : vel diminutionem, per hoc, quia aliis quoque legata relicta sunt, (*solutum ex testamento repetetur.*) l. 2. §. 1.

4. Idem est, et si, solutis legatis, nova et inopinata causa hæreditatem abstulit : veluti nato posthumo, quem hæres in utero fuisse ignorabat, vel etiam ab hostibus reverso filio quem pater obisse falsò præsumpserat. Nam utiles actiones posthumo, vel filio, qui hæreditatem evicerat, dari oportere in eos, qui legatum perceperunt, imperator Titus Antoninus rescripsit. l. 3.

5. In diem debitor, adeò debitor est, ut antè diem solutum repetere non possit. l. 10.

Nam si, *cùm moriar* dare promisero, et anteà solvam : repetere me non posse, Celsus ait. Quæ sententia vera est. l. 17. C. civ. 1186.

6. Hoc naturâ æquum est, neminem cum alterius detrimento fieri locupletiorem. l. 14.

7. Indebiti soluti condictio naturalis est. Et ideò etiam quod rei solutæ accessit, venit in condictionem : ut putà, partus qui ex ancillâ natus sit : vel quod alluvione accessit. Imò et fructus, quos is, cui solutum est, bonâ fide percepit, in condictionem venient. l. 15.

Ei, qui indebitum repetit, et fructus et partus restitui debent, deductâ impensâ. l. 65. §. 5.

Si quid probare potueris patrem tuum, cui hæres exstitisti, ampliùs debito creditori suo persolvisse, repetere potes. Usuras autem ejus summæ præstari tibi frustrà desideras. Actione enim conditionis ea sola quantitas repetitur, quæ indebita soluta est. l. 1. C. eod. C. civ. 1235, 1376, s.

8. Sub conditione debitum, per errorem solutum pendente quidem conditione, repetitur. Conditione autem existente, repeti non potest. Quod autem sub incerto die debetur, die existente non repetitur. l. 16.

Quod si eâ conditione, debetur, quæ omnimodo exstatura est; solutum repeti non potest : licèt sub aliâ conditione, quæ an impleatur, incertum est : si antè solvatur, repeti possit. l. 18. C. civ. 1168, s. 1181, s.

9. Si pœnæ causâ ejus, cui debetur, debitor liberatus est : naturalis obligatio manet. Et ideò solutum repeti non potest. l. 19. V. l. 26. §. 3. et l. 40. v. 1. de Senat. Maced. l. 9. §. 4. C. civ. 1235, s.

10. Quamvis debitum sibi quis recipiat : tamen si is, qui dat, non debitum dat : repetitio competit. Veluti si is, qui hæredem se, vel bonorum possessorem falsò existimans, creditori hæreditario solverit. Hìc enim neque verus hæres liberatus erit : et is,

quod dedit, repetere poterit. Quamvis enim debitum sibi quis recipiat: tamen si is qui dat, non debitum dat: repetitio competit. l. 19 §. 1. V. l. 44. C. civ. 1235, 1377, s.

11. Si post rem judicatam quis transegit, et solverit: repetere poterit, id circò quia placuit, transactionem nullius esse momenti. Hoc enim imperator Antoninus cum divo patre suo rescripsit. Retineri tamen, atque compensari in causam judicati, quod ob talem transactionem solutum est, potest. Quid ergò si appellatum sit? vel hoc ipsum incertum sit, an judicatum sit, vel an sententia valeat? magis est, ut transactio vires habeat. Tunc enim rescriptis locum esse credendum est; cùm de sententiâ indubitatâ, quæ nullo remedio adtemperari potest, transigitur. l. 23. §. 1. V. l. 7. ff. de trans. l. 32. C. eod. C. civ. 2056.

12. Indebitum autem solutum accipimus, non solùm si omninò non debeatur, sed et si per aliquam exceptionem perpetuam peti non poterat. Quare hoc quoque repeti poterit: nisi sciens se tutum exceptione, solvit. l. 26. §. 3. C. civ. 2219, s.

13. Fundum indebitum dedi, et fructus condico, vel hominem indebitum, et hunc sine fraude modico distraxisti: nempè hoc solùm refundere debes, quod ex pretio habes. l. 26. §. 12. C. civ. 1380.

14. Cùm is qui Pamphilum aut Stichum debet, simul utrumque solverit: si posteaquam utrumque solverit, aut uterque, aut alter ex his desiit in rerum naturâ esse, nihil repetet. Id enim remanebit in soluto, quod superest. l. 32. C. civ. 1189, s.

15. Mulier, si in eâ opinione sit, ut credat se pro dote obligatam, quidquid dotis nomine dederit, non repetit. Sublatâ enim falsâ opinione, relinquitur pietatis causa ex quâ solutum repeti non potest. l. 32. §. 2. C. civ. 1235.

16. Repetitio nulla est ab eo, qui suum recepit: tametsi ab alio, quàm vero debitore, solutum est. l. 44. v. l. 65. §. ult. C. civ. 1236, 1239.

17. Ex quibus causis retentionem quidem habemus, petitionem autem non habemus: ea, si solverimus, repetere non possumus. l. 51.

18. Ex his omnibus causis, quæ jure non valuerunt, vel non habuerunt effectum, secutâ per errorem solutione, condictioni locus erit. l. 54.

Hæc condictio ex bono et æquo introducta, quod alterius apud alterum sine causâ deprehenditur, revocare consuevit. l. 66.

19. Quod transactionis nomine datur, licèt res nulla media fuerit, non repetitur. Nam si lis fuit: hoc ipsum, quod à lite disceditur, causa videtur esse. l. 65. §. 1.

Pro dubietate eorum, qui mente titubante indebitam solverint pecuniam, certamen legum latoribus incidit, idne quod ancipiti animo persolverint possint repetere an non. Quod nos deciden-

tes, sancimus, omnibus qui incerto animo indebitam dederint pecuniam, vel aliam quamdam speciem persolverint, repetitionem non denegari : et præsumptionem transactionis non contrà eos induci : nisi hoc specialiter ab alterâ parte approbetur. l. ult. C. de condict. indeb. C. civ. 2044, s.

20. Indebitum est non tantùm, quod omninò non debetur : sed et quod alii debetur, si alii solvatur : aut si, id quod alius debebat, alius quasi ipse debeat, solvat. l. 65. §. ult. v. l. 44.

21. Qui alterutrum debens, cum facultate præstandi quod voluerit, utrumque errore solvit, quod voluerit repetet manente electione recipiendi, quæ fuit dandi. l. penult. C. eod. v. l. 26. §. 13. in f. h. t. C. civ. 1189.

Titulus vi. — *De condictione sine causâ.*

1. Est et hæc species condictionis, si quis sine causâ promiserit, vel (si) solverit quis indebitum. Qui autem promisit sine causâ, condicere quantitatem non potest, quam non dedit : sed ipsam obligationem. l. 1. C. civ. 1131, 1132.

2. Nihil refert, utrùmne ab initio sine causâ quid datum sit, an causa, propter quam datum sit, secuta non sit. l. 4.

3. Avunculo nuptura, pecuniam in dotem dedit, neque nupsit. An eamdem repetere possit, quæsitum est. Dixi cùm ob turpem causam dantis et accipientis pecunia numeretur, cessare condictionem : et in delicto pari potiorem esse possessorem. Quam rationem fortassis aliquem secutum, respondere, non habituram mulierem condictionem. Sed rectè defendi, non tam turpem causam in proposito, quàm nullam fuisse : cùm pecunia, quæ daretur, in dotem converti nequiret. Non enim stupri, sed matrimonii gratiâ datam esse. l. ult. C. civ. 6, 163, 1131, s. 1172.

LIBER DECIMUS TERTIUS.

Titulus i. — *De condictione furtivâ.*

1. Si, ex causâ furtivâ, res condicatur : cujus temporis æstimatio fiat, quæritur. Placet tamen, id tempus spectandum, quo res unquàm plurimi fuit. l. 8. §. 1. C. civ. 549, 2279, s.

Titulus ii. — *De condictione triticariâ.*

1. Si merx aliqua, quæ certo die dari debebat, petita sit : veluti vinum, oleum, frumentum : tanti litem æstimandam Cassius ait, quanti fuisset eo die, quo dari debuit. Si de die nihil convenit : quanti tunc cùm judicium acciperetur. Idemque juris in loco esse : ut primùm æstimatio sumatur ejus loci, quo dari debuit : si de loco nihil convenit : is locus spectetur, quo peteretur. Quod et de cæteris rebus juris est. l. ult. v. s. de reb. cred. l. 22. C. civ. 1146, s. pr. 126, s.

Titulus iii. — *De eo quod certo loco dari oportet.*

1. Nunc de officio judicis hujus actionis loquendum est :

utrùm quantatiti contractus debeat servire, an vel excedere, vel minuere quantitatem debeat : ut si interfuisset rei, Ephesi potiùs solvere, quàm eo loci, quo conveniebatur : ratio ejus haberetur. Julianus Labeonis opinionem secutus, etiam actoris habuit rationem : cujus interdùm potuit interesse, Ephesi recipere. Itaque utilitas quoque actoris veniet. Quid enim, si trajectitiam pecuniam dederit, Ephesi recepturus, ubi sub pœnâ debebat pecuniam, vel sub pignoribus ? et distracta pignora sunt, vel pœna commissa morâ tuâ ? vel fisco aliquid debebatur, et res stipulatoris vilissimo distracta est ? in hanc arbitrariam, quod interfuit, veniet. Et quidem ultrà legitimum modum usurarum. Quid si merces solebat comparare ? et an et lucri ratio habeatur non solius damni ? puto et lucri habendam rationem. l. 2. §. ult. C. civ. 1149, s.

2. Ideò in arbitrium judicis refertur hæc actio : quia scimus quàm varia sint pretia rerum per singulas civitates, regionesque : maximè vini, olei, frumenti. Pecuniarum quoque licet videatur una et eadem potestas ubiquè esse : tamen aliis locis faciliùs, et levibus usuris inveniuntur, aliis difficiliùs, et gravibus usuris. l. 3.

3. In summâ æquitatem ante oculos habere debet judex, qui huic actioni addictus est. l. 4. in f.

4. Is, qui certo loco dare promittit, nullo alio loco, quàm in quo promisit, solvere invito stipulatore potest. l. 9. C. civ. 1247.

TITULUS IV. — *De pecuniâ constitutâ.*

1. Si sine die constituas : potest quidem dici, te non teneri, licèt verba edicti latè pateant. Alioquin et confestim agi tecum poterit, si statim, ut constituisti, non solvas. Sed modicum tempus statuendum est, non minùs decem dierum, ut exactio celebretur. l. 21. §. 1. C. civ. 1136, 1146.

2. Nemo dubitat modestiùs facere, qui referat (jusjurandum), quàm ut ipse juret. l. 25. §. 1. C. civ. 1358, s.

TITULUS V. — *Commodati vel contrà.*

1. Inter commodatum, et utendum datum Labeo quidem ait tantùm interesse, quantùm inter genus et speciem. Commodari enim rem mobilem, non etiam soli : utendam dari etiam soli. Sed ut apparet, propriè commodata res dicitur, et quæ soli est. Idque et Cassius existimat. Vivianus ampliùs, etiam habitationem commodari posse ait. l. 1. §. 1. C. civ. 1874, s. 1892.

2. Si reddita quidem sit res commodata, sed deterior reddita : non videbitur reddita (quæ deterior facta redditur) : nisi, quod interest, præstetur. Propriè enim dicitur res non reddita, quæ deterior redditur. l. 3. §. 1. C. civ. 1880, 1884.

3. Non potest commodari id, quod usu consumitur nisi fortè ad pompam, vel ostentationem quis accipiat. l. 3. §. ult. C. civ. 1875.

Sæpè etiam ad hoc commodantur pecuniæ, ut dicis gratiâ numerationis loco intercedant. l. 4.

4. Si, ut certo loco, vel tempore reddatur commodatum, convenit : officio judicis inest, ut rationem loci, vel temporis habeat. l. 5. C. civ. 1902, s.

5. Nunc videndum est, quid veniat in commodati actionem, utrùm dolus, an et culpa, an verò et omne periculum. Et quidem in contractibus interdùm dolum solum, interdùm et culpam præstamus. Dolum in deposito. Nam, quia nulla utilitas ejus versatur, apum quem deponitur, meritò dolus præstatur solus. Nisi fortè et merces accessit : tunc enim (ut est et constitutum) etiam culpa exhibetur. Aut si hoc ab initio convenit, ut et culpam, et periculum præstet is, penes quem deponitur. Sed ubi utriusque utilitas vertitur, (ut) in empto (ut) in locato(ut) in dote (ut) in pignore (ut) in socitate : et dolus, et culpa præstatur. Commodatum autem plerumquè solam utilitatem continet ejus, cui commodatur. Et ideò verior et Quinti Mucii sententia existimantis et culpam præstandam, et diligentiam. l. 5. §. 2.

Custodiam planè commodatæ rei etiam diligentem debet præstare. l. 5. §. 5. C. civ. 1880, s.

6. Et si fortè res æstimata data sit, omne periculum præstandum ab eo qui æstimationem se præstaturum recepit. l. 5. §. 3. C. civ. 1883.

7. Quod verò senectute contigit, vel morbo, vel vi latronum ereptum est, aut quid simile accidit : dicendum est, nihil eorum esse imputandum ei, qui commodatum accepit : nisi aliqua culpa interveniat. Proindè et si incendio, vel ruinâ aliquid contigit, vel aliquid damnum fatale : non tenebitur. Nisi fortè, cùm possit res commodatas salvas facere, suas prætulit. l. 5. §. 4. C. civ. 1882, 1884.

8. Sed interdùm et mortis damnum ad eum qui commodatum rogavit, pertinet. Nam si tibi equum commodavero ut ad villam adduceres, tu ad bellum duxeris : commodati teneberis. l. 5. §. 7. v. 1. l. 18.

Quinimò et qui aliàs re commodatâ utitur, non solùm commodati, verùm furti quoque tenetur. d. l. §. 8. C. civ. 1880, 1881.

9. Interdùm planè dolum solum in re commodatâ, qui rogavit, præstabit. Ut putà si quis ita convenit : vel si suâ duntaxat causâ commodavit, sponsæ fortè suæ, vel uxori, quò honestiùs culta ad se deduceretur. l. 5. §. 10.

10. In vehiculo commodato, vel locato *(duobus)*, pro parte quidem effectu me usum habere, quia non omnia loca vehiculi teneam : sed esse verius, ait *(Celsus filius)* et dolum, et culpam, et diligentiam, et custodiam in totum me præstare debere. Quare duo quodammodò rei habebuntur. l. 5. §. ult. in f. C. civ. 1887.

11. Rei commodatæ et possessionem, et proprietatem retinemus. l. 8. C. civ. 1877.

12. Si quem quæstum fecit is, qui experiundum quid accepit: veluti si jumenta fuerint, eaque locata sint : id ipsum præstabit, qui experiundum dedit. Neque enim ante eam rem quæstui cuique esse oportet, priùs quàm periculo ejus sit. l. 13. §. 1.

13. Plerumquè id accidit, ut extrà id, quod ageretur, tacita obligatio nascatur, veluti cùm per errorem indebitum solvendi causâ datur. l. 13. in fin. C. civ. 1135.

14. Commodare possumus etiam alienam rem, quam possidemus, tametsi scientes alienam possidemus. l. 15.

15. Sicut voluntatis, et officii magis, quàm necessitatis est commodare : ita modum commodati, finemque præscribere, ejus est, qui beneficium tribuit. Cùm autem id fecit, (id est, postquàm commodavit) tunc finem præscribere, et retrò agere, atque intempestivè usum commodatæ rei auferre, non officium tantùm impedit, sed et susceptâ obligatione inter dandum accipiendumque : geritur enim negotium invicem. Et ideò invicem propositæ sunt actiones : ut appareat, quod principio beneficii, ac nudæ voluntatis fuerat, converti in mutuas præstationes, actionesque civiles : ut accidit in eo, qui absentis negotia gerere inchoavit. Neque (enim) impunè peritura deseret. Suscepisset enim fortassis alius, si is non cœpisset. Voluntatis enim est, suscipere mandatum : necessitatis, consummare. l. 17. §. 3. C. civ. 1888.

16. Idemque est si ad fulciendam insulam tigna commodasti, deindè protraxisti : aut etiam sciens vitiosa, commodaveris. Adjuvari quippè nos, non decipi, beneficio oportet. Ex quibus causis etiam contrarium judicium utile esse dicendum est. l. 17. §. 3. in fine.

Item qui sciens vasa vitiosa commodavit : si ibi infusum vinum, vel oleum corruptum, effusumve est : condemnandus eo nomine est. l. 18. §. 3. C. civ. 1891, 1898.

17. In rebus commodatis talis diligentia præstanda est, qualem quisque diligentissimus paterfamilias suis rebus adhibet. Ita ut tantùm eos casus non præstet, quibus resisti non possit. Veluti mortis servorum, quæ sine dolo, et culpâ ejus accidunt : latronum, hostiumve incursus : piratarum insidias : naufragium : incendium : fugas servorum, qui custodiri non solent. l. 18. C. civ. 1880, s.

18. Si cui ideò argentum commodaverim, quod is amicos ad cœnam invitaturum se diceret, et id peregrè secum portaverit, sine ullâ dubitatione, etiam piratarum, et latronum, et naufragii casum præstare debet. l. 18. V. s. l. 5. §. 7. C. civ. 1880, s.

19. At si utriusque (*gratiâ commodata sit res*), veluti si communem amicum ad cœnam invitaverimus, tuque ejus rei curam suscepisses, et ego tibi argentum commodaverim : scriptum quidem apud quosdam invenio, quasi dolum tantùm præstare de-

beas, sed videndum est, ne et culpa præstanda sit : ut ita culpæ fiat æstimatio, sicut in rebus pignori datis, et dotalibus æstimari solet. l. 18.

20. Possunt justæ causæ intervenire, ex quibus cum eo, qui commodasset, agi deberet. Veluti de impensis in valetudinem servi factis, quæve post fugam requirendi, reducendique ejus factæ essent. Nam cibariorum impensæ, naturali scilicet ratione, ad eum pertinent, qui utendum accepisset. Sed et id quod de impensis valetudinis, aut fugæ diximus, ad majores impensas pertinere debet, modica enim impendia, verius est, ut, sicuti cibariorum ad eumdem pertineant. l. 18. §. 2. C. civ. 1886, 1890.

21. Ad eos, qui servandum aliquid conducunt, aut utendum accipiunt, damnum injuriâ ab alio datum non pertinere, procul dubio est. Quâ enim curâ aut diligentiâ consequi possumus, ne aliquis damnum nobis injuriâ det. l. 19. V. l. 25. §. 4. ff. locat. C. civ. 1880, s.

22. Si commodavero tibi equum, quo utereris usque ad certum locum : si nullâ culpâ tuâ interveniente, in ipso itinere deterior equus factus sit : non teneris commodati. Nam ego in culpâ ero, qui in tam longum iter commodavi, qui eum laborem sustinere non potuit. l. ult. C. civ. 1884.

23. Ea quidem, quæ vi majore auferuntur, detrimento eorum, quibus res commodantur, imputari non solent. Sed cùm is qui à te commodari sibi bovem postulabat, hostilis incursionis contemplatione periculum amissionis, ac formam futuri damni in se suscepisse proponatur : præses provinciæ, si probaveris eum indemnitatem tibi promisisse, placitum conventionis implere eum compellat. l. 1. C. de commod. C. civ. 1822, 1883.

Titulus VII. — *De pigneratitiâ actione, vel contrà.*

1. Pignus contrahitur non solâ traditione, sed etiam nudâ conventione, et si non traditum est. l. 1. C. civ. 2071, s.

2. Si non convenerit de distrahendo pignore : hoc tamen jure utimur ut liceat distrahere : si modò non convenit, ne liceat. Ubi verò convenit, ne distraheretur : creditor si distraxerit, furti obligatur : nisi ei ter fuerit denuntiatum, ut solvat et cessaverit. l. 4. C. civ. 2073, s.

3. Si creditor pluris fundum pignoratum vendiderit, si id fœneret, usuram ejus pecuniæ præstare debet ei, qui dederit pignus. Sed et si ipse usus sit eâ pecuniâ, usuram præstari oportet. Quod si eam depositam habuerit, usuras non debet. l. 6. §. 1. C. civ. 2073, s.

4. Si necessarias impensas fecerim in servum, aut in fundum, quem pignoris causâ acceperim, non tantùm retentionem, sed etiam contrariam pigneratitiam actionem habeo, finge enim medicis, cùm ægrotaret servus, dedisse me pecuniam, et eum decessisse. Item insulam fulsisse : vel refecisse : et posteà deustam

esse : nec habere, quod possem retinere. l. 8. C. civ. 2080, 2086.

5. Si unus ex hæredibus portionem suam solverit, tamen tota res pignori data venire poterit : quemadmodùm si ipse debitor portionem solvisset. l. 8. §. 2. C. civ. 2083.

6. Cùm pignus ex pactione venire potest : non solùm ob sortem non solutam venire poterit, sed ob cætera quoque, veluti usuras, et quæ in id impensa sunt. l. 8. in fin. C. civ. 2073, s.

7. Propriè pignus dicimus, quod ad creditorem transit, hipothecam, cùm non transit nec possessio ad creditorem. l. 9. §. 2. C. civ. 2071, s. 2114, s.

8. Novata autem debiti obligatio, pignus perimit, nisi convenit, ut pignus repetatur. l. 11. §. 1. C. civ. 1271, s.

9. Si creditori plures hæredes exstiterint, et uni ex his pars ejus solvatur : non debent cæteri hæredes creditoris injuriâ afflici : sed possunt totum fundum vendere. l. 11. §. 4. C. civ. 2083.

10. In eam duntaxat summam invecta mea et illata tenebuntur, in quam cœnaculum conduxi : non enim credibile est, hoc convenisse, ut ad universam pensionem insulæ frivola mea tenerentur. l. 11. §. 5. C. civ. 2073, s.

11. Venit autem in hâc actione, et dolus, et culpa, ut in commodato : venit et custodia : vis major non venit. l. 13. §. ult.

Quæ fortuitis casibus accidunt, cùm prævideri non potuerint, (in quibus etiam aggressura latronum est) nullo bonæ fidei judicio præstantur. Et ideò creditor pignora, quæ hujusmodi casu interierint, præstare non compellitur : nec à petitione debiti submovetur, nisi inter contrahentes placuerit, ut amissio pignorum liberet debitorem. l. 6. C. eod.

Ea igitur, quæ diligens paterfamilias in suis rebus præstare solet, à creditore exiguntur. l. 14. C. civ. 2080.

12. Si nuda proprietas pignori data sit : ususfructus, qui posteà adcreverit, pignori erit. Eadem causa est alluvionis. l. 18. §. 1. C. civ. 2081, 2085, s.

13. Domo pignori datâ, et area ejus tenebitur. Est enim pars ejus. Et contrà, jus soli sequetur ædificium. l. 21. C. civ. 546, 547, 552, 2073, s.

14. Sicut negligere creditorem dolus et culpa, quam præstat, non patitur ita nec talem efficere rem pignoratam, ut gravis sit debitori ad recuperandum. Putà saltem grandem pignori datum ab homine qui vix luere potest, nedùm excolere : tu acceptum pignori excoluisti sic, ut magni pretii faceres. Alioquin non est æquum, aut quærere me alios creditores, aut cogi distrahere, quod velim receptum, aut tibi penuriâ coactum derelinquere. (Mediè) igitur hæc à judice erunt dispicienda : ut neque delicatus debitor, neque onerosus creditor audiatur. l. 25. C. civ. 2080.

15. Non est mirum, si ex quâcunque causâ magistratus in possessionem aliquem miserit, pignus constitui. l. 26. V. l. ult. C. de præt. pign. C. civ. 2041, 2071, I. 118.

16. Cùm et sortis nomine, et usurarum, aliquid debetur ab eo, qui sub pignoribus pecuniam debet : quidquid ex venditione pignorum recipiatur : primùm usuris, quas jam tunc deberi constat : deindè, si quid superest, sorti accepto ferendum est. Nec audiendus est debitor, si, cùm parùm idoneum se esse sciat, eligit, quo nomine exonerari pignus suum malit. l. 35. C. civ. 1254.

17. Si quis in pignore pro auro æs subjecisset creditori, qualiter teneatur, quæsitum est. In quâ specie rectissimè Sabinus scribit : si quidem dato auro, æs subjecisset, furti teneri. Quod si in dando æs subjecisset, turpiter fecisse : non furem esse. Sed (et) hîc puto pigneraticium judicium locum habere. Et ita Pomponius scribit. Sed et extra ordinem stellionatûs nomine plectetur: ut est sæpissimè rescriptum. l. 36. C. civ. 2059, s.

18. Sed et si quis rem alienam mihi pignori dederit sciens prudensque : vel si quis alii obligatam, mihi obligavit, nec me de hoc certioraverit : eodem crimine plectetur. l. 36. §. 1. C. civ. 2059.

19. Planè si ea res ampla est, et ad modicum æris fuerit pignerata : dici debebit, cessare non solùm stellionatûs crimen, sed etiam pigneratitiam, et de dolo actionem : quasi in nullo captus sit, qui pignori secundo loco accepit. l. 36. in fin.

20. Gaius Seius ob pecuniam mutuam fundum suum Lucio Titio pignori dedit. Posteà pactum inter eos factum est, *ut creditor pignus suum in compensationem pecuniæ suæ certo tempore possideret.* Verùm ante expletum tempus creditor, cùm suprema sua ordinaret, testamento cavit, *ut alter ex filiis suis haberet, eum fundum :* et addidit, *quem de Lucio Titio emi :* cùm non emisset. Hoc testamentum inter cæteros signavit et Gaius Seius, qui fuit debitor. Quæro, an ex hoc quod signavit præjudicium aliquod sibi fecerit : cùm nullum instrumentum venditionis proferatur, sed solum pactum, ut creditor certi temporis fructus caperet. Herennius Modestinus respondit, contractui pignoris non obesse, quod debitor testamentum creditoris, in quo se emisse pignus expressit, signasse proponitur. l. 39.

21. Rem alienam pignori dedisti, deindè dominus rei ejus esse cœpisti, datur utilis actio pigneratitia creditori. l. 41.

22. Ex pignore percepti fructus imputantur in debitum : qui si sufficiunt ad totum debitum, solvitur actio, et redditur pignus : si debitum excedunt, qui supererunt redduntur. l. 1. C. eod.

Creditor qui prædium pignori nexum detinuit, fructus quos percepit vel percipere debuit, in rationem exonerandi debiti computare necesse habet. l. 3. C. eod. C. civ. 2081, 2085.

23. Si agrum deteriorem constituit (creditor) eo quoque nomine pigneratitiâ actione obligatur. d. l. 3.

Si dolo vel culpâ (creditor) rem suppositam deteriorem fecerit, eo quoque nomine pigneratitiâ actione tenebitur, ut talem

restituat, qualis fuerat tempore obligationis. l. 7. C. eod. C. civ. 2080.

24. Nec creditores, nec qui his successerunt, adversùs debitores pignori quondàm res nexas petentes, redditâ jure debiti quantitate, vel his non accipientibus oblata et consignata et deposita, longi temporis præscriptione muniri possunt. l. 10. C. eod. l. ult. eod. C. civ. 2078, 2079, 2236, s.

25. Pignoris causâ res obligatas, soluto debito restitui debere pigneratitiæ actionis natura declarat. l. pen. C. eod. C. civ. 2082, 2087.

LIBER QUATUORDECIMUS.

Titulus I. — *De exercitoriâ actione.*

1. Utilitatem hujus edicti patere, nemo est, qui ignoret. Nam cùm interdùm ignari, cujus sint conditionis, vel quales, cum magistris propter navigandi necessitatem contrahamus, æquum fuit, eum, qui magistrum navi imposuit, teneri : ut tenetur, qui institorem tabernæ, vel negotio præposuit, cùm sit major necessitas contrahendi cum magistro, quàm institore. Quippè res patitur, ut de conditione quis institoris dispiciat, et sic contrahat : in navis magistro non ita. Nam interdùm locus, tempus non patitur pleniùs deliberandi consilium. l. 1. co. 216.

2. Magistrum navis accipere debemus, cui totius navis cura mandata est. l. 1. §. 1. co. 221, s.

3. Sed si cum quolibet nautarum sit contractum, non datur actio in exercitorem, quanquàm ex delicto cujusvis eorum, qui navis navigandæ causâ in nave sint, detur actio in exercitorem. Alia enim est contrahendi causa, alia delinquendi. Si quidem qui magistrum præponit, contrahi cum eo permittit : qui nautas adhibet, non contrahi cum eis permittit : sed culpâ, et dolo carere eos, curare debet. l. 1. §. 2. co. 216, s.

4. Magistri autem imponuntur locandis navibus, vel ad merces, vel vectoribus conducendis, armamentisve emendis. Sed etiam si mercibus emendis, vel vendendis fuerit præpositus : etiam hoc nomine obligat exercitorem. l. 1. §. 3. co. 216, s.

5. Nec cujus ætatis sit, (magister) intererit sibi imputaturo, qui præposuit. l. 1. §. 4.

6. Magistrum autem accipimus, non solùm quem exercitor præposuit, sed et eum, quem magister : et hoc consultus Julianus in ignorante exercitore respondit. Cæterùm si scit, et passus est, eum in nave magisterio fungi, ipse enim imposuisse videtur. Quæ sententia mihi videtur probabilis. Omnia enim facta magistri debet præstare, qui eum præposuit : alioquin contrahentes decipientur, et faciliùs hoc in magistro, quàm institore, admittendum propter utilitatem. Quid tamen si sic magistrum præposuit, ne alium ei liceret pruponere ? an adhæc Juliani sententiam

admittimus, videndum est. Finge enim et nominatim eum prohibuisse, ne Titio magistro utaris. Dicendum tamen erit, eò usque producendam utilitatem navigantium. l. 1. §. 5. co. 216, s. C. civ. 1384, s.

7. Non autem ex omni causâ prætor dat in exercitorem actionem : sed ejus rei nomine, cujus ibi præpositus fuerit. Id est, (si) in eam rem præpositus sit. Ut putà si (ad) onus vehendum locatum sit : aut aliquas res emerit utiles naviganti : vel si quid, reficiendæ navis causâ contractum, vel impensum est : vel si quid nautæ operarum nomine petent. l. 1. §. 7.

Igitur præposito certam legem dat contrahentibus. Quare si eum præposuit navi ad hoc solùm, ut vecturas exigat, non ut locet, quod fortè ipse locaverat, non tenebitur exercitor, si magister locaverit : vel si ad locandum tantùm, non ad exigendum, idem erit dicendum : aut si ad hoc, ut vectoribus locet, non ut mercibus navem præstet, vel contra modum : egressus, non obligabit exercitorem. Sed et si, ut certis mercibus eam locet, præpositus est, putà legumini, cannabæ, ille marmoribus, vel aliâ materiâ locavit, dicendum erit non teneri. Quædam enim naves onerariæ, quædam (ut ipsi dicunt) ἐπιϐατηγοὶ, *id est, vectorum ductrices,* sunt. Et plerosque mandare scio, ne vectores recipiant. Et sic, ut certâ regione, et certo mari negotietur. Ut ecce, sunt naves, quæ Brundusium à Cassiopâ, vel à Dyrrachio vectores trajiciunt, ad onera inhabiles. Item quædam fluvii capaces, ad mare non sufficientes. l. 1. §. 12. co. 216, s. C. civ. 1384, s.

8. Si plures sint magistri non divisis officiis : quod cunque cum uno gestum erit, obligabit exercitorem. d. l. 1. §. 12. et 13. co. 216, s.

9. In re dubiâ meliùs est verbis edicti servire. l. 1. §. 20. V. l. 8. C. de jud. l. 13. §. 2. ff. de excus. tut. l. 56. ff. de reg. jur.

10. Si plures navem exerceant, cum quolibet eorum in solidum agi potest, ne in plures adversarios distringatur, qui cum uno contraxerit. l. 1. §. ult. et l. 2. C. civ. 1222, s. co. 216, s.

11. Si tamen plures per se navem exerceant, pro portionibus exercitionis conveniuntur. Neque enim invicem sui magistri videntur. l. 4.

12. Lucius Titius Stichum magistrum navis præposuit. Is pecuniam mutuatus, cavit, *se in refectionem navis eam accepisse.* Quæsitum est, an non aliter Titius exercitoriâ teneretur, quàm si creditor probaret, pecuniam in refectionem navis esse consumptam. Respondit, creditorem utiliter acturum, si, cùm pecunia crederetur, navis in eâ causâ fuisset, ut refici deberet. Etenim ut non oportet creditorem ad hoc adstringi, ut ipse reficiendæ navis curam suscipiat, et negotium domini gerat : (quod certè futurum sit, si necesse habeat probare, pecuniam in refectionem erogatam esse) ita illud exigendum, ut sciat, in hoc se credere,

cui rei magister quis sit præpositus. Quod certè aliter fieri non potest, quàm si illud quoque scierit necessariam refectioni pecuniam esse. Quare et si in eâ causâ fuerit navis, ut refici deberet, multò tamen major pecunia credita fuerit, quàm ad eam rem esset necessaria : non debere in solidum adversùs dominum navis actionem dari. l. ult. co. 232, s. 322.

Titulus ii. — *De lege Rhodiâ de jactu.*

1. Lege Rhodiâ cavetur, ut, si levandæ navis gratiâ jactus mercium factus est, omnium contributione sarciatur quod pro omnibus datum est. l. 1.

Æquissimum enim est, commune detrimentum fieri eorum, qui propter amissas res aliorum consecuti sunt : ut merces suas salvas haberent. l. 2. co. 410, s.

2. Si conservatis mercibus deterior facta sit navis, aut si quid exarmaverit : nulla facienda est collatio : quia dissimilis earum rerum causa sit, quæ navis gratiâ parentur, et earum pro quibus mercedem aliquis acceperit. Nam et si Faber incudem, aut malleum fregerit : non imputaretur ei, qui locaverit opus. Sed si voluntate vectorum, vel propter aliquem metum id detrimentum factum sit, hoc ipsum sarciri oportet. l. 2. §. 1. V. 1. l. 3. co. 417, s.

2. Cùm in eadem nave varia mercium genera complures mercatores coegissent : prætereàque multi vectores servi, liberique in eâ navigarent : tempestate gravi ortâ, necessariò jactura facta erat. Quæsita deindè sunt hæc : an omnes jacturam præstare oporteat, et si qui tales merces imposuissent : quibus navis non oneraretur, velut gemmas, margaritas : et quæ portio præstanda est : et an etiam pro liberis capitibus dari oporteat : et quâ actione ea res expediri possit. Placuit, omnes, quorum interfuisset jacturam fieri, conferre oportere : quia id tributum observatæ res deberent. Itaque dominum etiam navis pro portione obligatum esse. Jacturæ summam pro rerum pretio distribui oportet. Corporum liberorum æstimationem nullam fieri posse. l. 2. §. 2. co. 417, s.

4. Itidem agitatum est, an etiam vestimentorum cujusque, et annulorum æstimationem fieri oporteat. Et omnium visum est : nisi si quâ consumendi causâ imposita forent : quo in numero essent cibaria : eò magis, quod, si quandò ea defecerint in navigationem, quod quisque haberet, in commune conferret. l. 2. §. 2. in fin. co. 419, s.

5. Si navis à piratis redempta sit : Servius, Ofilius, Labeo, omnes conferre debere, aiunt. Quod verò prædones abstulerint : eum perdere, cujus fuerit, nec conferendum ei, qui suas merces redemerit. l. 2. §. 3. co. 302, 304.

6. Portio autem pro æstimatione rerum, quæ salvæ sunt, et earum, quæ amissæ sunt, præstari solet. Nec ad rem pertinet,

si hæ quæ amissæ sunt, pluris veniri poterunt : quoniam detrimenti, non lucri, fit præstatio. Sed in his rebus, quarum nomine conferendum est, æstimatio debeat haberi, non quanti emptæ sint, sed quanti venire possunt. l. 2. §. 4. co. 414, s.

7. Si res, quæ jactæ sunt apparuerint : exoneratur collatio. l. 2. §. 7.

8. Res jacta domini manet, nec fit apprehendentis : quia pro derelicto non habetur. l. 2. §. ult. V. t. 3, p. 156, s.

9. Cùm arbor, aut aliud navis instrumentum, removendi communis periculi causâ, dejectum est, contributio debetur. l. 3.

Arbore cæsâ, ut navis cum mercibus liberari possit, æquitas contributionis habebit locum. l. 5. §. 1.

Amissæ navis damnum, collationis consortio non sarcitur per eos qui merces suas naufragio liberaverunt. Nam hujus æquitatem tunc admitti placuit, cùm jactûs remedio, cæteris in communi periculo, salvâ navi, consultum est. l. 5. co. 422, s.

10. Navis onustæ levandæ causâ, (quia intrare flumen vel portum non potuerat cum onere) si quædam merces in scapham trajectæ sunt, ne aut extra flumen periclitetur, aut in ipso ostio, vel portu : eaque scapha submersa est : ratio haberi debet inter eos, qui in nave merces salvas habent, cum his, qui in scaphâ perdiderunt, perindè tanquàm si jactura facta esset. Idque Sabinus (quoque) libro secundo responsorum probat. Contrà, si scapha cum parte mercium salva est, navis periit : ratio haberi non debet eorum, qui in nave perdiderunt : quia jactus in tributum, nave salvâ venit. l. 4. co. 427.

11. Sed si navis, quæ in tempestate, jactu mercium unius mercatoris, levata est, in alio loco submersa est, et aliquorum mercatorum merces per urinatores extractæ sunt, datâ mercede : rationem haberi debere ejus, cujus merces in navigatione, levandæ navis causâ, jactæ sunt, ab his, qui posteà sua per urinatores servaverunt, Sabinus æquè respondit. l. 4. §. 1. co. 424.

12. Eorum verò, qui ita servaverunt, invicem rationem haberi, non debere ab eo, qui in navigatione jactum fecit, si quædam ex his mercibus per urinatores extractæ sunt. Eorum enim merces non possunt videri servandæ navis causâ jactæ esse, quæ periit. l. 4. §. 1. in fin. co. 423, s.

13. Cùm autem jactus de nave factus est, et alicujus res, quæ in navi remanserunt, deteriores factæ sunt : videndum, an conferre cogendus sit quia non debet duplici damno onerari, et collationis, et quod res deteriores factæ sunt. Sed defendendum est, hunc conferre debere pretio præsente rerum. l. 2. §. 2. co. 424.

14. Navis adversâ tempestate depressa, ictu fulminis deustis armamentis, et arbore, et antennâ, Hipponem delata est : ibique tumultuariis armamentis ad præsens comparatis, Hostiam navigavit : et onus integrum pertulit. Quæsitum est, an hi, quorum

onus fuit, nautæ pro damno conferre debeant? Respondit, non debere. Hic enim sumptus instruendæ magis navis, quàm conservandarum mercium gratiâ factus est. l. 6. co. 422.

15. Cùm depressa navis, aut dejecta esset, quot quisque ex eâ suum servasset, sibi servare respondit, tanquàm ex incendio. l. 7. co. 423.

16. Qui levandæ navis gratiâ res aliquas projiciunt, non hanc mentem habent, ut eas pro derelicto habeant. Quippè, si invenerint eas, ablaturos : et, si suspicati fuerint, in quem locum ejectæ sunt, requisituros. Ut perindè sint, ac si quis onere pressus, in viam rem abjecerit, mox cum aliis reversurus, ut eamdem auferret. l. 8. co. 429.

17. Si vehenda mancipia conduxisti : pro eo mancipio, quod in nave mortuum est, vectura tibi non debetur. Paulus : imò quæritur, quid actum est, utrùm (ut) pro his, qui impositi, an pro his, qui deportati essent, merces daretur. Quod si hoc apparere non potuerit : satis erit pro nautâ, si probaverit, impositum esse mancipium. l. 10.

TITULUS III. — *De institoriâ actione.*

1. Æquum prætori visum est, sicut commoda sentimus ex actu institorum, ita etiam obligari nos ex contractibus ipsorum, et conveniri. l. 1. co. 216, s.

2. Marcellus ait, debere dari actionem ei, qui institorem præposuit, in eos, qui cum eo contraxerint. l. 1. in. fin.

3. Institor appellatus est ex eo, quod negotio gerendo instet. Nec multùm facit, tabernæ sit præpositus, an cuilibet alii negotiationi. l. 3. C. civ. 1984, s.

4. Non omne, quod cum institore geritur, obligat eum qui præposuit : sed ita, si ejus gratiâ, cui præpositus fuerit contractum est : (id est duntaxat ad id, quod eum præposuit.) l. 5. §. 12. et seq. C. civ. 1998.

5. Parvi refert, quis sit institor : masculus, an fœmina : liber, aut servus : proprius vel alienus : item quisquis præposuit. Nam et si mulier præposuit, competet institoria, exemplo exercitoriæ actionis. l. 7. §. 1.

Pupillus institor obligat eum qui eum posuit, institoriâ actione : quoniam sibi imputare debet, qui eum præposuit. Nam (et) plerique pueros, puellasque tabernis præponunt. l. 7. §. 2. et l. 8. C. civ. 1990.

6. De quo palàm proscriptum fuerit, *ne cum eo contrahatur*, is præpositi loco non habetur. Non enim permittendum erit cum institore contrahere : sed, si quis nolit contrahi, prohibeat : cæterùm, qui præposuit, tenebitur ipsâ præpositione. l. 11. §. 2. C. civ. 1988, 1989, 1998.

7. Lucius Titius mensæ numulariæ, quam exercebat, habui libertum præpositum. Is Gaio, Seio cavit in hæc verba : *Octavius*

terminalis, rem agens Octavii Felicis, Domitio Felici salutem. Habes penès mensam patroni mei denarios mille, quos denarios vobis numerare debebo pridiè Calendas Maias. Quæsitum est, Lucio Titio defuncto sine hærede, bonis ejus venditis, an ex epistolâ jure conveniri terminalis possit. Respondit, nec jure his verbis oligatum, nec æquitatem conveniendi eum superesse: cùm id, institoris officio ad fidem mensæ protestandam scripsisset. l. ult. C. civ. 1998, s.

Titulus iv. — *De tributoriâ actione.*

1. Si qui contrahebant, ipsam mercem pignori acceperint? Puto debere dici, præferendos domino jure pignoris. l. 5. §. 8. C. civ. 2073, s.; co. 536, s.

2. Si dedi mercem meam vendendam, et exstat: videamus, ne iniquum sit, in tributum me vocari. Et si quidem in creditum ei abiit, tributio locum habebit. Enim verò, si non abiit: quia res venditæ non aliàs desinunt esse meæ, quamvis vendidero, nisi ære soluto, vel fidejussore dato, vel aliàs satisfacto, dicendum erit vindicare me posse. l. 5. §. 18. co. 576, s.

3. Tributio autem fit pro ratâ ejus, quod cuique debeatur. Et ideò, si unus creditor veniat desiderans tribui integram portionem, consequitur. Sed quoniam, fieri potest, ut alius quoque, vel alii existere possint mercis peculiaris creditores: cavere debet creditor iste, pro ratâ se refusurum, si fortè alii emserint creditores. l. 5. §. ult. pr. 656, s. co. 532, s.

4. Illud quoque cavere debet (creditor) si quid aliud domini debitum emerserit, refusurum se ei pro ratâ. Finge enim conditionale debitum imminere, vel in occulto esse. Hoc quoque admittendum est. Nam injuriam dominus pati non debet, licèt in tributum vocatur. l. 7.

Titulus v. — *Quod cum eo qui in alienâ potestate est, negotium gestum esse dicetur.*

1. Omnia proconsul agit, ut, qui contraxit cum eo, qui in alienâ potestate sit, etiam si deficient superiores actiones, (id est, exercitoria, institoria, tributoriave) nihilominùs tamen, in quantum ex bono et æquo res patitur, suum consequatur. Sive enim jussu ejus, cujus in potestate sit, negotium gestum fuerit, in solidum eo nomine judicium pollicetur: sive non jussu, sed tamen in rem jus versum fuerit, eatenùs introducit actionem, quatenùs in rem versum fuerit: sive neutrum eorum fit, de peculio actionem constituit. l. 1. v. l. 1. §. 1. ff. de pecul. C. civ. 1241, 1312, 1926, 1990, co. 114.

Titulus vi. — *De Senatusconsulto Macedoniano.*

1. Filiifamilias in castrensi peculio vice patrumfamilias funguntur. l. 2. C. civ. 488.

2. Si quis patremfamilias esse credidit, non vanâ simplicitate deceptus, nec juris ignorantiâ, sed quia publicè paterfamilias

plerisque videbatur, sic agebat, sic contrahebat, sic muneribus fungebatur: cessabit senatusconsultum. l. 3.V.l. 3. ff. de off. præt.

3. Quod dicitur in eo, qui studiorum causâ absens mutuum acceperat, cessare senatusconsultum : ita locum habet, si probabilem modum in mutuâ non excessit. Certè eam quantitatem, quam pater solebat subministrare. l. 7. §. 13. C. civ. 1312.

4. Hoc ampliùs, cessabit senatusconsultum, si pater solvere cœpit quod filiusfamilias mutuum sumpserit : quasi ratum habuerit. Si paterfamilias factus, solverit partem debiti, cessabit senatusconsultum : nec solutum repetere potest. l. 7. §. penult. et ult. C. civ. 1134, 1235, 1311.

5. Hi demùm solutum non repetunt, qui ob pœnam creditorum actione liberantur, non quoniam exonerare eos lex voluit. l. 9. §. 4. in fin. Quia naturalis obligatio manet. l. 10. v. s. de condict. indeb. l. 19.

6. Si jusserit pater filio credi, deindè, ignorante creditore, mutaverit voluntatem : locus senatusconsulto non erit : quoniam initium contractûs spectandum est. l. 12. C. civ. 2008.

LIBER QUINDECIMUS.

Titulus i. — *De peculio*

1. Peculium Tubero sic definit, quod servus domini permissu, separatum à rationibus dominicis habet, deducto indè, si quid domino debetur. l. 5. §. ult.

2. Si nondùm quicquam domino absit, (Marcellus ait) meliùs esse præstare creditori : ut caveat (ille) refusurum se, si quid præstiterit dominus hoc nomine conventus : quàm ab initio deduci : ut medii temporis interusurium magis creditor consequatur. l. 9. §. ult.

3. Licet creditori vigilare ad suum consequendum. l. 21.

4. Iniquum in plures adversarios distringi qui cum uno contraxerit. l. 27. §. ult. v. tit. de duob. reis.

5. Fidejussor futuræ quoque actionis accipi potest. l. 50. C. civ. 1130, 2011, s.

Titulus ii. — *De in rem verso.*

1. Regulariter dicimus, toties de in rem verso esse actionem : quibus casibus procurator mandati, vel qui negotia gessit, negotiorum gestorum haberet actionem. l. 3. §. 2. C. civ. 1375, 1998. Illud in summâ admonendi sumus, id quod jussu patris contractum fuerit, quodque in rem ejus versum erit : directò quoque posse à patre dominove condici, tanquàm si principaliter cum ipso negotium gestum esset. §. ult. inst. Quod cum eo qui in al. pot. e. n. g. e. d. Si in rem eorum quod acceptum est, conversum sit : quasi cum ipsis potiùs contractum videatur. l. 1. h. t.

2. Neque spectamus : an bono domini cesserit, quod consump-

tum est : sed an in negotium domini. Undè rectè dicitur : et si frumentum comparavit servus ad alendam domini familiam, et in horreo dominico reposuit, et hoc periit, vel corruptum est vel arsit : viderit versum. l. 3. §. 6. in fin. et §. 7. C. civ. 1999.

3. Curiosus debet esse creditor quò vertatur. l. 3. §. 9. in fin.

4. In rem autem versum videtur, pro ut aliquid versum est. Proindè si pars versa est, de parte erit actio. l. 10. §. 4.

TITULUS III. — *Quod jussu.*

1. Meritò ex jussu domini in solidum adversùs eum judicium datur. Nam quodammodò cum eo contrahitur, qui jubet. l. 1. C. civ. 1998.

2. Jussum autem accipiendum est : sive testato quis, sive per epistolam, sive verbis, aut per nuntium : sive specialiter in uno contractu jusserit, sive generaliter. l. 1. §. 1 .C. civ. 1985.

3. Sed ego quæro, an revocare hoc jussum, antequàm credatur, possit, et puto, posse : quemadmodùm si mandasset, et posteà ante contractum contrariâ voluntate mandatum revocasset, et me certiorasset. l. 1. §. 2. C. civ. 2003, s.

LIBER SEXDECIMUS.

TITULUS I. — *Ad senatusconsultum velleianum.*

1. Civilia officia adempta sunt fœminis. l. 1. §. 1.

2. Solvit et qui reum delegat. l. 8. §. 3. in fin. C. civ. 1273, 1275, 1277, 1295, 1690, 2112.

TITULUS II. — *De compensationibus.*

1. Compensatio, est debiti et crediti inter se contributio. l. 1. C. civ. 1289.

2. Unusquisque creditorem suum, eumdemque debitorem, petentem, submovet, si paratus est compensare. l. 2.

Ideò compensatio necessaria est, quia interest nostrâ potiùs non solvere, quàm solutum repetere. l. 3. C. civ. 1290, 1291.

3. Etiam quod naturâ debetur, venit in compensationem. l. 6. v. l. 14. C. civ. 1291, 1293, pr. 581, 1004.

4. Quod in diem debetur, non compensabitur, antequàm dies venit, quanquàm dari oporteat. l. 7. C. civ. 1186, 1291, 1292.

5. Quoties ex maleficio oritur actio, ut putà ex causâ furtivâ exterorumque maleficiorum, si de eâ pecuniarrè agitui, compensatio locum habet. l. 10. §. 2. C. civ. 1293, 1885, 2379.

6. Cùm alter alteri pecuniam sine usuris, alter usurariam debet, constitutum est à Divo Severo, concurrentis apud utrumque quantitatis usuras non esse præstandas. l. 11. C. civ. 1291.

7. Quæcunque per exceptionem perimi possunt, in compensationem non veniunt. l. 14. C. civ. 2219, s. 2228, s. 2262, s.

8. Pecuniam certo loco à Titio dari stipulatus sum : is petit à me, quam ei debeo, pecuniam. Quæro, an hoc quoque compensandum sit, quanti meâ interfuit certo loco dari. Respondit : si

Titius petit : eam quoque pecuniam, quam certo loco dare promisit, in compensationem deduci oportet, sed cum suâ causâ, id est ut ratio habeatur, quanti Titii interfuerit, eo loco, quo convenerit, pecuniam dari. l. 15.

9. Ob negotium copiarum, expeditionis tempore mandatum, curatorem condemnatum, pecuniam jure compensationis retinere non placuit : quoniam ea non compensantur. l. 20.

In ea quæ reipublicæ te debere fateris, compensari ea quæ invicem ab eadem tibi debentur, is cujus de eâ re notio est ; jubebit : si neque ex calendario, neque ex vectigalibus, neque ex frumenti vel olei publici pecuniâ, neque tributorum, neque alimentorum, neque ejus qui statutis sumptibus servit, neque fideicommissi civitatis debitor sis. l. 3. C. eod. v. l. 46. §. 5. ff. de jur. fisci.

10. Placuit inter omnes, id, quod invicem debetur, ipso jure compensari. l. 21.

Si constat pecuniam invicem deberi, ipso jure pro soluto compensationem haberi oportet, ex eo tempore ex quo ab utrâque parte debetur, utiquè quo ad concurrentes quantitates : ejusque solius quod ampliùs apud alterum est usuræ debentur, si modò petitio earum subsistit. l. 4. C. eod. C. civ. 1289, s.

11. Id, quod pupillorum nomine debetur, si tutor petat : non posse compensationem objici ejus pecuniæ, quam ipse tutor suo nomine adversario debet. l. 23.

12. Ita compensationes objici jubemus, si causa ex quâ compensatur liquida sit, et non multis ambagibus innodata : sed possit judici facilem exitum sui præstare. l. ult. C. de compens. C. civ. 1291.

13. Si quis vel pecunias, vel res quasdam per depositionis acceperit titulum, eas volenti ei qui deposuit reddere illicò modis omnibus compellatur, nullamque compensationem opponat. l. 11. C. depos. l. ult. C. de compens.. C. civ. 1293.

14. Prætextu debiti restitutio commodati non probabiliter recusatur. l. ult. C. de commod. C. civ. 1293.

Titulus iii. — *Depositi vel contrà.*

1. Depositum est, quod custodiendum alicui datum est. Dictum ex eo, quod ponitur. Præpositio enim *de* auget depositum : ut ostendat totum fidei ejus commissum, quod ad custodiam rei pertinet. l. 1. C. civ. 1915.

2. Si convenit ut in deposito et culpa præstetur : rata est conventio. Contractus enim legem ex conventione accipiunt. l. 1. §. 6. C. civ. 1927, s.

3. Dolum duntaxat præstare debere puto : (*eum qui depositi tenetur*). l. 1. §. 8. in fin.

Quod Nerva diceret, latiorem culpam dolum esse, Proculo displicebat : mihi verissimum videtur. Nam et si quis non ad eum modum, quem hominum natura desiderat, diligens est : nisi ta-

men ad suum modum curam in deposito præstat, fraude non caret. Nec enim salvâ fide minorem iis, quàm suis rebus, diligentiam præstabit. l. 32. C. civ. 1927, s. co. 593.

4. Si rès deposita deterior reddatur: quasi non reddita agi depositi potest, cùm enim deterior redditur: potest dici, dolo malo redditam non esse. l. 1. §. 16. C. civ. 1933.

5. Si rem depositam vendidisti, eamque posteà redemisti in causâ depositi: etiamsi sine dolo malo posteà perierit: teneri te depositi: quia semel dolo fecisti, cùm venderes. l. 1. §. 25. C. civ. 1930, 1935.

6. Si pecunia apud te, ab initio, hâc lege, deposita sit, ut si voluisses utereris: priusquàm utaris, depositi teneberis. l. 1. §. 34. C. civ. 1892, s. 1930, s.

7. Sæpè evenit, ut res deposita, vel nummi periculo sint ejus, apud quem deponuntur: ut putà si hoc nominatìm convenit. Sed et si se quis deposito obtulit: idem Julianus scribit, periculo se depositi illigasse: ita tamen, ut non solùm dolum, sed etiam culpam, et custodiam præstet: non tamen casus fortuitos. l. 1. §. 35. C. civ. 1927, s.

8. Si pecunia in succulo signato deposita sit: et unus ex hæredibus ejus, qui deposuit: veniat repetens: quemadmodùm ei satisfiat, videndum est. Promenda pecunia est vel coràm prætore, vel intervenientibus honestis personis: et exsolvenda pro parte hæreditariâ. Sed etsi resignetur, non contra legem depositi fiet: cùm vel prætore auctore, vel honestis personis intervenientibus hoc eveniet: residuo vel apud eum remanente, si hoc voluerit: sigillis videlicet priùs ei impressis, vel à prætore, vel ab his quibus coràm signacula remota sunt: vel si hoc recusaverit, in æde deponendo. Sed si res sunt, quæ dividi non possunt: omnes debebit tradere, satisdatione idoneâ à petitore ei præstandâ in hoc, quod supra ejus partem est. Satisdatione autem non interveniente, rem in ædem deponi, et omni actione depositarium liberari. l. 1. §. 36. C. civ. 1939.

9. Ei apud quem depositum esse dicetur, contrarium judicium depositi datur. l. 5. De indemnitate ejus qui depositum suscepit. d. l. C. civ. 1922, s. 1944, s.

10. Si velit sequester officium deponere, quid ei faciendum sit? Et ait Pomponius: adire eum, prætorem oportere: et ex ejus auctoritate denuntiatione factâ his, qui eum elegerant, ei rem restituendam qui præsens fuerit. Sed hoc non semper verum puto. Nam plerumquè non est permittendum, officium, quod semel suscepit, contra legem depositionis deponere: nisi justissimâ causâ interveniente. Et cùm permittitur, raro ei res restituenda est, qui venit: sed oportet eam, arbitratu judicis apud ædem aliquam deponi. l. 5. §. 2. C. civ. 1960; pr. 605, s.

11. Propriè in sequestre est depositum quod à pluribus in so-

lidum certâ conditione custodiendum reddendumque traditur. l. 6. V. 1. l. 17. C. civ. 1956, 1961, 2060.

12. Si hominem apud se depositum ut quæstio de eo haberetur, ac propterea vinctum, vel ad malam mansionem extensum, sequester solverit, misericordiâ ductus : dolo proximum esse, quod factum est arbitror : quia cùm sciret cui rei pareretur, intempestivè misericordiam exercuit, cùm posset non suscipere talem causam, quàm decipere. l. 7.

13. Datur actio depositi in hæredem ex dolo defuncti in solidum. Quanquam enim aliàs ex dolo defuncti non solemus teneri nisi pro eâ parte, quæ ad nos pervenit : tamen hic dolus ex contractu, reique persecutione descendit. Ideòque in solidum unus hæres tenetur : plures verò pro eâ parte, quâ quisque hæres est. l. 7. §. 1.

14. Quoties foro cedunt nummularii, solet primo loco ratio haberi depositariorum : hoc est eorum, qui depositas pecunias habuerunt, non quas fœnore apud nummularios, vel cum nummulariis, vel per ipsos exercebant. Et antè privilegia igitur, si bona venierint, depositariorum ratio habetur. Dummodò eorum qui vel posteà usuras acceperunt ratio non habeatur quasi renuntiaverint deposito. l. 7. §. 2. V. 1. l. 24. §. 2. de reb. aut jud. possid.

15. Item quæritur utrùm ordo spectetur eorum, qui deposuerunt : an verò simul omnium depositariorum ratio habeatur. Et constat, simul admittendos. Hoc enim rescripto principali significatur. l. 7. §. ult.

16. Quod privilegium exercetur non in eâ tantùm quantitate, quæ in bonis argentarii, ex pecuniâ depositâ, reperta est : sed in omnibus fraudatoris facultatibus. Idque propter necessarium usum argentariorum ex utilitate publicâ receptum est. Planè sumptûs causâ, qui necessariè factus est, semper præcedit. Nam deducto eo, bonorum calculus subduci solet. l. 8.

17. Depositum eo loco restitui debet, in quo sine dolo malo ejus est, apud quem depositum est. Ubi verò depositum est, nihil interest. Eadem dicenda sunt communiter, et in omnibus bonæ fidei judiciis. l. 12. §. 1. C. civ. 194, s.

18. Quemadmodùm quod ex stipulatu, vel ex testamento dari oporteat, post judicium acceptum cum detrimento rei periret : sic depositum quoque eo die, quo depositi actum sit, periculo ejus apud quem depositum fuerit, est, si judicii accipiendi tempore potuit id reddere reus, nec reddidit. l. 12. §. ult. C. civ. 1929.

19. Si plures hæredes exstiterint ei, qui deposuerit : dicitur, si major pars adierit, restituendam rem præsentibus. Majorem autem partem non ex numero utiquè personarum, sed ex magnitudine portionum hæreditariarum intelligendam, cautelâ idoneâ reddendâ. l. 14.

20. Licèt deponere tam plures, quàm unus possunt : attamen apud sequestrem non nisi plures deponere, possunt. Nam tùm id fit, cùm aliqua res in controversiam deducitur. Itaque hoc casu in solidum unusquisque videtur deposuisse. Quod aliter est, cùm rem communem plures deponunt. l. 17. V. s. l. 6. C. civ. 1956.

21. In bonæ fidei judiciis, quod ad usuras attinet tantumdem potest officium arbitri quantùm stipulatio. l. 24.

22. Qui pecuniam apud se non obsignatam, ut tantumdem redderet, depositam, ad usus proprios convertit : post moram in usuras quoque, judicio depositi condemnandus est. l. 35. §. 1. Si depositi experiaris, non immeritò etiam usuras tibi restitui flagitabis : cùm tibi debeat gratulari, quod furti eum actione non facias obnoxium. Si quidem qui rem depositam invito domino sciens prudensque in usus suos converterit, etiam furti delicto succedit. l. 3. C. eod. C. civ. 1930, 1936.

23. Bona fides, quæ in contractibus exigitur, æquitatem summam desiderat. Sed eam utrùm æstimamus ad merum jus gentium, an verò cum præceptis civilibus, et prætoriis? veluti reus capitalis judicii deposuit apud te centum : is deportatus est : bona ejus publicata sunt. Utrùmne ipsi hæc reddenda, an in publicum deferenda sint? si tantùm naturale, et gentium jus intuemur : ei, qui dedit restituenda sunt. Si civile jus, et legum ordinem, magis in publicum deferenda sunt. Nam malè meritus publicè, ut exemplo aliis ad deterrenda maleficia sit, etiam egestate laborare debet. l. 31. C. civ. 1220, s. 1939.

24. Incurrit hìc et alia inspectio : bonam fidem inter eos tantùm, quos contractum est, nullo extrinsecùs adsumpto, æstimare debemus : an respectu etiam aliarum personarum, ad quas id, quod geritur pertinet? exempli loco, latro spolia (quæ) mihi abstulit, posuit apud Seium inscium de malitià deponentis : utrùm latroni, an mihi restituere Seius debeat? si per se dantem, accipientemque intuemur, hæc est bona fides, ut commissam rem recipiatis, qui dedit. Si totius rei æquitatem, quæ ex omnibus personis, quæ negotio isto continguntur impletur : mihi reddenda sunt : quo facto scelestissimo adempta sunt. Et probo *hanc esse justitiam, quæ suum cuique ita tribuit, ut non distrahatur ab ullius personæ justiore repetitione*. l. 31. §. 1. C. civ. 1938.

25. Si depositi à defuncto partem suam unus hæredem receperit, ac deindè quod supererat in deposito perierit, vel casu, vel culpâ depositarii, cohæredibus non conferet, qui partem suam recepit ne industria pœnas desidiæ solvat. l. ult. C. eod. C. civ. 1927, s. 1939.

LIBER DECIMUS SEPTIMUS.

Titulus i. — *Mandati vel contrà.*

1. Obligatio mandati consensu contrahentium consistit. Ideò

per nuntium quoque, vel per epistolam mandatum suscipi potest. l. 1. d. l. §. 1. C. civ. 1984, s.

2. Item, sive *rogo*, sive *volo*, sive *mando*, sive alio quocunque verbo scripserit mandati actio est. l. 1. §. 2. C. civ. 1985.

3. Mandatum, nisi gratuitum, nullum est. Nam originem ex officio, atque amicitiâ trahit. Contrarium ergo est officio merces. Interveniente enim pecuniâ, res ad locationem et conductionem potiùs respicit. l. 1. §. ult. C. 1986.

4. Mandatum inter nos contrahitur : sive meâ tantùm gratiâ tibi mandem : sive alienâ tantùm : sive meâ, et alienâ : sive mêâ et tuâ : sive tuâ, et alienâ. Quod si tuâ tantùm gratiâ tibi mandem, supervacuum est mandatum : et ob id nulla ex eo obligatio nascitur. l. 2. C. civ. 1984.

5. Tuâ autem gratiâ intervenit mandatum : veluti si mandem tibi, ut pecunias tuas potiùs in emptiones prædiorum colloces, quàm fœneres : vel ex diverso, ut fœneres potiùs, quàm in emptiones prædiorum colloces. Cujus generis mandatum, magis consilium est, quàm mandatum : et ob id non est obligatorium : quia nemo ex consilio obligatur, etiam si non expediat ei cui dabatur. Quia liberum est cuique, apud se explorare, an expediat sibi consilium. l. 2. §. ult.

Si quis ea, quæ procurator suus, et servi gerebant, ita demùm rata esse mandavit, si interventu Sempronii gesta essent, et malè pecunia credita sit, sempronium, qui nihil dolo fecit, non teneri. Et est verum, eum, qui non animo procuratoris intervenit, sed affectionem amicalem promisit in monendis procuratoribus, et actoribus, et in regendis consilio, mandati non teneri : sed si quid dolo fecerit, non mandati, sed magis de dolo teneri. l. 10. §. 7.

6. Prætereà in causâ mandati etiam illud vertitur : ut interim nec melior causa mandantis fieri possit, interdùm melior, deterior verò nunquàm. l. 3. C. civ. 1991. s. 1998, s.

7. Quòd si pretium statui, tuque pluris emisti : quidam negaverunt te mandati habere actionem : etiam si paratus esses, id, quod excedit remittere. Namque iniquum est, non esse mihi cum illo actionem, si nolit : illi verò, si velit, mecum esse. Sed Proculus rectè eum usque ad pretium statutum acturum existimat. Quæ sententia sanè benignior est. l. 3. §. ult. et l. 4. C. civ. 1989, 1998.

8. Diligenter igitur fines mandati custodiendi sunt. Nam qui excessit, aliud quid facere videtur. l. 5. C. civ. 1989.

9. Si susceptum (mandatum) non impleverit tenetur. l. 5. §. 1, C. civ. 1991.

10. Si mandavero tibi, *ut fundum meum centum venderes ;* tuque eum nonaginta vendideris, et petam fundum : non obstabit mihi exceptio : nisi et reliquum mihi, quod deest mandatu

meo, præstes : et indemnem me per omnia conserves. l. 5. §. 3. C. civ. 1989, 1992.

11. Si passus sim, aliquem pro me fidejubere, vel aliàs intervenire : mandati teneor. Et nisi pro invito quis intercesserit, aut donandi animo, aut negotium gerens : erit mandati actio. l. 6. §. 2. C. civ. 1371, s. 1984, s. 1998, s.

12. Rei turpis nullum mandatum est : et ideò hâc actione non agetur. l. 6. §. 3. C. civ. 1131, 1133.

13. Uniuscujusque contractûs initium spectandum, et causa. l. 8.

14. Mandati actio tunc competit cùm cœpit interesse ejus qui mandavit. Cæterùm, si nihil interest, cessat mandati actio. l. 8. §. 6. C. civ. 1131.

15. Bonæ fidei hoc congruit ne de alieno lucrum sentiat (procurator.) Quod si non exercuit pecuniam, sed ad usus suos convertit, in usuras convenietur. l. 10. §. 3. C. civ. 1996.

16. Labeo ait, et verum est, reputationes quoque hoc judicium admittere, et sicuti fructus cogitur restituere is, qui procurat : ita sumptum, quem in fructus percipiendos fecit, deducere eum oportet. Sed etsi ad vecturas suas, dùm excurrit in prædia sumptum fecit : puto hos quoque sumptus reputare eum oportere, nisi (si) salariarius fuit : et hoc convenit, ut sumptus de suo faceret ad hæc itinera (hoc est de salario.) l. 10. §. 9. C. civ. 1993, 1999, s.

17. Si quid procurator citra mandatum in voluntatem fecit, permittendum ei auferre, quod sine damno domini fiat, nisi rationem sumptûs illius dominus admittit. l. 10. §. 10. C civ. 1998, s.

18. Si fidejussor ex suâ personâ omiserit exceptionem, quâ reus uti non potuit : si quidem minùs honestam, habere eum mandati actionem : quod si eam, quâ reus uti potuit, si sciens id fecit, non habiturum mandati actionem : si modò habuit facultatem rei convienendi, desiderandique, ut ipse susciperet potiùs judicium vel suo, vel procuratorio nomine. l. 10. §. 12.

19. Si fidejussori donationis causâ acceptum factum sit à creditore : puto si fidejussorem remunerari voluit creditor habere eum mandati actionem. Multò magis si mortis causâ accepta tulisset creditor, vel si eam liberationem legavit. l. 10. §. ult.

Si verò non remunerandi causâ, sed principaliter donando, fidejussori remisit actionem, mandati eum non acturum. l. 12. C. civ. 1301.

20. Cùm quidam talem epistolam scripsisset amico suo, *rogo te commendatum habeas Sextilium Gescentem amicum meum :* non obligabitur mandati. Quia commendandi magis hominis, quàm mandandi causâ, scripta est. l. 12. §. 12.

21. Si ut exspectares, nec urgeres debitorem ad solutionem, mandavero tibi, ut ei des intervallum, periculoque meo pecuniam fore dicam : verum puto, omne nominis periculum debere ad mandatorem pertinere. l. 12. §. 14. C. civ. 2011, s.

22. Si mandavero tibi, ut pro me in diem fidejubeas : tuque purè fidejusseris, et solveris : utiliùs respondebitur, interim non esse tibi mandati actionem : sed cùm dies venerit. l. 22.

Fidejussor, quamvis per errorem ante diem pecuniam solverit, petere tamen ab eo non potest. Ac ne mandati, quidem actionem antequàm dies solvendi veniat, cum reo habebit. l. 51. C. civ. 1185, 1989.

23. Sicut liberum est mandatum non suscipere : ita susceptum consummari oportet, nisi renuntiatum sit. Renuntiari autem, ita potest, ut integrum jus mandatori reservetur, vel per se, vel per alium eamdem rem commodè explicandi : aut si redundet in eum captio qui suscepit mandatum. l. 22. §. ult.

Sanè si valetudinis adversariæ, vel capitalium inimicitiarum seu ob inanes rei actiones, seu (ob) aliam justam causam excusationes alleget : audiendus est. l. 23. l. 24. l. 25.

Qui mandatum suscepit, si potest id explere, deserere promissum officium non debet. Alioquin, quanti mandatoris intersit, damnabitur. Si verò intelligit explere se id officium non posse; id ipsum cùm primùm poterit debet mandatori nuntiare : ut is, si velit, alterius operâ utatur. Quod, si cùm possit nuntiare, cessaverit : quanti mandatoris intersit, tenebitur. Si aliquâ ex causâ non poterit nuntiare securus erit. l. 27. §. 2. C. civ. 1984, 1991, 2003, s.

24. Inter causas omittendi mandati etiam mors mandatoris est. Nam mandatum solvitur morte. Si tamen per ignorantiam impletum est, competere actionem utilitatis causâ dicitur. l. 26.

Mandatum re integrâ domini morte finitur. l. 15. C. eod. C. civ. 2003, 2008.

25. Abesse intelligitur pecunia fidejussori, etiam si debitor ab eo delegatus sit creditori : licèt is solvendo non fuerit. Quia bonum nomen facit creditor, qui admittit debitorem delegatum. l. 26. §. 2.

26. Non omnia, quæ impensurus non fuit, mandatori imputabit : veluti quod spoliatus sit à latronibus : aut naufragio res amiserit : vel languore suo, suorumque apprehensus, quædam erogaverit. Nam hæc magis casibus, quàm mandato imputari oportet. l. 26. §. 6. V. l. 61. §. 5. ff. de furt. et l. 52. §. 4. ff. pro socio. C. civ. 1999, s.

27. Morte quoque ejus, cui mandatum est, si is adhuc integro mandato decesserit, solvitur mandatum. Et ob id hæres ejus, licèt executus fuerit mandatum, non habet mandati actionem. l. 27. §. 3. C. civ. 2008, s.

28. Impendia, mandati exsequendi gratiâ facta, si bonâ fide facta sunt, restitui omninò debent. Nec ad rem pertinet, quod is qui mandasset, potuisset, si ipse negotium gereret, minùs impendere. l. 27. §. 4. C. civ. 1999.

29. Si fidejussor conventus, cùm ignoraret, non fuisse debi-

tori numeratam pecuniam, solverit ex causâ fidejussionis, an mandati judicio persequi possit id, quod solverit, quæritur. Et si quidem sciens prætermiserit exceptionem vel doli, vel non numeratæ pecuniæ, videtur dolo versari. Dissoluta enim negligentia propè dolum est, ubi verò ignoravit, nihil quod ei imputetur. Pari ratione : et si aliqua exceptio debitori competebat, pacti fortè conventi, vel cujus alterius rei : ei ignarus hanc actionem non exercebit, dici oportet, ei mandati actionem competere. Potuit enim, atque debuit reus promittendi certiorare fidejussorem suum, ne fortè ignarus solvat indebitum. l. 29. C. civ. 2031.

30. Si cùm debitor solvisset, ignarus fidejussor solverit, puto eum mandati habere actionem. Ignoscendum est enim ei, si non divinavit debitorem solvisse. Debitor enim debuit notum facere fidejussori, jam se solvisse : ne fortè creditor obrepat, et ignorantiam ejus circumveniat, et excutiat ei summam, in quam fidejussit. Hoc idem tractari et in fidejussore potest : si, cùm solvisset, non certioravit reum : sic deindè reus solvit, quod solvere eum non oportebat. Et credo : si, cùm posset (eum) certiorare, non fecit, oportere mandati agentem fidejussorem repelli. Dolo enim proximum est si post solutionem non denuntiaverit debitori. l. 29. §. 2. et §. 3. C. civ. 2031.

31. Quædam tamen etsi sciens omittat fidejussor, caret fraude. Ut putà si exceptionem procuratoriam omisit sive sciens, sive ignarus. De bonâ fide enim agitur, cui non congruit de apicibus juris disputare : sed de hoc tantùm, debitor fuerit, nec ne. l. 29. § 4.

32. Non adsimilis illa, quæ frequentissimè agitari solet, fidejussor an et priùs, quàm solvat agere possit, ut liberetur. Nec tamen semper exspectandum est, ut solvat, aut judicio accepto condemnetur, si diù in solutione reus cessabit, aut certè bona sua dissipabit, præsertìm si domi pecuniam fidejussor non habebit : quâ numeratâ creditori, mandati actione conveniat. l. 38. §. 1.

33. Et Aristoni, et Celso patri placuit, posse rem hâc conditione deponi, mandatumque suscipi, ut res periculo ejus sit, qui depositum, vel mandatum suscepit, quod et mihi verum esse videtur. l. 39. C. civ. 1927, s. 1992, 1999.

34. Commodissimè illa forma in mandatis servanda est : ut, quotiens mandatum certum sit, recedi à formâ non debeat. At quotiens incertum, vel plurium causarum : tunc licèt aliis præstationibus exsoluta sit causa mandati, quàm quæ ipso mandato inerant, si tamen hoc mandatori expedierit, mandati erit actio. l. 46. C. civ. 1998, s.

35. Qui mutuam pecuniam dari mandavit : omisso reo promittendi, et pignoribus non distractis, eligi potest. Quod uti liceat, si litteris exprimatur : distractis quoque pignoribus, ad eum creditor redire poterit. Etenim *quæ dubitationis tollendæ causâ contractibus inseruntur, jus commune non lædunt.* l. 56. C. civ. 1135.

Fidejussor, vel alius intercessor, aut mandator non convenitur, nisi post reum eo præsente. Si is absit, datur tempus ut eum deducat : quo elapso solvere cogitur fidejussor, aut mandator cessis à creditore actionibus. Nov. 4. c. 1. C. civ. 2021, s.

36. Sumptus bonâ fide necessariò factos, etsi negotio finem adhibere procurator non potuit, judicio mandati restitui necesse est. l. 56. §. ult. C. civ. 1999.

37. Non oportet eum qui certi hominis fidem elegit, ob errorem aut imperitiam hæredum, affici damno. l. 17. in fin. C. civ. 2010.

38. Duobus quis mandavit negotiorum administrationem : quæsitum est an unusquisque mandati judicio in solidum teneatur. Respondi unumquemque pro solido conveniri debere : dummodò ab utroque non ampliùs debito exigatur. l. 60. §. 2. C. civ. 1995.

39. Procuratorem non tantùm pro his quæ gessit, sed etiam pro his quæ gerenda suscepit, et tam propter exactam ex mandato pecuniam, quàm non exactam, tam dolum quàm culpam, sumptuum ratione bonâ fide habitâ, præstare necesse est. l. 11. C. eod.

A procuratore dolum et omnem culpam, non etiam improvisum casum præstandum esse, juris auctoritate manifestè declaratur. l. 13. C. eod.

In re mandatâ non. Pecuniæ solùm, cujus est certissimum mandati judicium, verùm etiam existimationis periculum est. Nam suæ quidem quisque rei moderator atque arbiter, non omnia negotia, sed pleraque ex proprio animo facit : aliena verò negotia exacto officio geruntur : nec quicquam in eorum administratione neglectum ac declinatum culpâ vacuum est. l. 21. C. eod. C. civ. 1992.

40. Alienarum litium redemptores coercendi. l. 22. et l. 23. C. eod. C. civ. 1597, 1699, s.

Titulus II. — *Pro socio.*

1. Societas coiri potest vel in perpetuum, id est, dùm vivunt : vel ad tempus, vel ex tempore, vel sub conditione. l. 1. C. civ. 1832, 1843, s.

2. In societate omnium bonorum omnes res, quæ coeuntium sunt, continuò communicantur. Quia, licèt specialiter traditio non interveniat, tacita tamen creditur intervenire. l. 1. §. 1. et l. 2. C. civ. 1837.

3. Cùm specialiter omnium bonorum societas coita est : tunc et hæreditas, et legatum, et quod donatum est, aut quaquâ ratione acquisitum, communioni acquiretur. l. 3. §. 1. C. civ. 1837.

4. Societatem coire et re, et verbis, et per nuntium posse nos dubium non est. l. 4. C. civ. 1834, 1866, co. 20, 23, 39, s.

5. Dissociamur renuntiatione, morte, capitis minutione, et egestate. l. 4. §. 1. C. civ. 1865.
6. Societates contrahuntur sive universorum bonorum, sive negotiationis alicujus, sive vectigalis, sive etiam rei unius. l. 5. C. civ. 1835, s. 1841, s.
7. Societas autem coiri potest et valet etiam inter eos, qui non sunt æquis facultatibus : cùm plerumquè pauperior opera suppleat, quantùm ei per comparationem patrimonii deest. l. 5. §. 1. C. civ. 1833.
8. Si societatem (mecum) coieris eâ conditione, ut partes societatis constitueres : ad boni viri arbitrium ea res redigenda est, et conveniens est viri boni arbitrio, ut non utiquè ex æquis partibus socii simus : veluti si alter plus operæ, industriæ, pecuniæ in societatem collaturus sit. l. 6. C. civ. 1854.
9. Coiri societatem et simpliciter licet. Et, si non fuerit distinctum, videtur coita esse universorum, quæ ex quæstu veniunt, hoc est, si quod lucrum ex emptione, venditione, locatione, conductione, descendit. Quæstus enim intelligitur, qui ex operâ cujusque descendit. Nec adjecit Sabinus hæreditatem, vel legatum, vel donationes mortis causâ, sive non mortis causâ. Fortassis hæc ideò, quia non sine causâ obveniunt, sed ob meritum aliquod accedunt. l. 7. l. 8. l. 9. C. civ. 1837, s.
10. A parente quasi debitum nobis hæreditas obvenit. l. 10.
11. Nec æs alienum, nisi quod ex quæstu pendebit, veniet in rationem societatis. l. 12. C. civ. 1836, s.
12. Etsi non convenit (ne abeatur à societate) si tamen intempestivè renuntietur societati, esse pro socio actionem. Sed et si convenit, ne intra certum tempus societate abeatur, et ante tempus renuntietur : potest rationem habere renuntiatio. Nec tenebitur pro socio, qui ideò renuntiavit, quia conditio quædam, quâ societas erat coita, ei non præstatur. Aut quid si ita (injuriosus et) damnosus socius sit, ut non expediat eum pati. l. 14. C. civ. 1865, s.
13. Si absenti renuntiata societas sit : quoad is scierit, quod is acquisivit, qui renuntiavit, in commune redigi : detrimentum autem solius ejus esse, qui renuntiaverit. Sed quod absens acquisiit, ad solum eum pertinere, detrimentum ab eo factum commune esse. l. 17. §. 1. C. civ. 1865, s.
14. Qui admittitur socius : ei tantùm socius est, qui admisit. Et rectè. Cùm enim societas consensu contrahatur, socius mihi esse non potest, quem ego socium esse nolui. Quid ergo, si socius meus eum admisit? ei soli socius est. Nam socii mei socius, meus socius non est. l. 19. et l. 20. C. civ. 1861.
15. Non ob eam rem minùs ad periculum socii pertinet, quod negligentiâ ejus perisset, quod in plerisque aliis industriâ ejus societas aucta fuisset. Et hoc ex appellatione Imperator pronun-

tiavit. Et ideò si socius quædam negligenter in societate egisset, in plerisque autem societatem auxisset; non compensatur compendium cum negligentiâ, ut Marcellus scripsit. l. 25. l. 26. C. civ. 1850.

16. Si non fuerint partes societati adjectæ : æquas eas esse constat. l. 29. C. civ. 1853.

17. Si placuerit, ut quis duas partes, vel tres habeat, alius unam : an valeat? placet valere : si modò aliquid plus contulit societati, vel pecuniæ, vel operæ, vel cujuscunque alterius rei (causâ). l. 29. C. civ. 1853, s.

18. Ita coiri societatem posse, ut nullius partem damni alter sentiat, lucrum verò commune sit, Cassius putat. Quod ita demùm valebit (ut et Sabinus scribit) si tanti sit opera quanti damnum est. Plerumquè enim tanta est industria socii, ut plus societati conferat quàm pecunia. Item si solus naviget, si solus peregrinetur, periculo subeat solus. l. 29. §. 1. C. civ. 1855.

19. Mucius scribit non posse societatem coiri ut aliam damni, aliam lucri partem socius ferat. Servius in notatis Mucii ait nec posse societatem ità contrahi. Neque enim lucrum intelligitur nisi omni damno deducto, neque damnum nisi omni lucro deducto. Sed potest coiri societas ita, ut ejus lucri quod reliquum in societate sit, omni damno deducto, pars alia feratur : et ejus damni quod similiter relinquatur pars alia capiatur. l. 30.

20. Ut sit pro socio actio societatem intercedere oportet. Nec enim sufficit rem esse communem, nisi societas intercedit. Communiter autem res agi potest etiam citra societatem, (ut) putà cùm non affectione societatis incidimus in communionem : ut evenit in re duobus legatâ, item si à duobus simul empta res sit, aut si hæreditas, vel donatio communiter nobis obvenit, aut si à duobus separatìm emimus partes eorum, non socii futuri. l. 31.

21. In conductionibus publicorum, item in emptionibus qui nolunt inter se contendere, solent per nuntium rem emere in commune, quod à societate longè remotum est. l. 33.

22. Nemo potest societatem hæredi suo sic parere, ut ipse hæres socius sit. l. 35.

Adeò morte socii solvitur societas, ut nec ab initio pacisci possimus, ut hæres etiam succedat societati. l. 59.

Planè si hi qui sociis hæredes exstiterint, animum inierint societatis in eâ hæreditate novo consensu, quod posteà gesserit, efficitur ut in pro socio actionem deducatur. l. 37. C. civ. 1868.

23. In hæredem autem socii proponitur actio ut bonam fidem præstet et acti etiam culpam quam is præstaret in cujus locum successit, licèt socius non sit. l. 35. et l. 36.

Hæres socii, quamvis socius non est, tamen ea quæ per defunctum inchoata sunt, per hæredem explicari debent, in quibus dolus ejus admitti potest. l. 40.

24. Si tecum societas mihi sit, et res ex societate communes: quam impensam in eas fecero, quosve fructus ex his rebus cœperis, vel pro socio, vel communi dividundo me consecuturum. l. 38. §. 1. l. 52. §. 15. C. civ. 1849, 1852.

25. Meritò adjectum est ita demùm furti actionem esse, si per fallaciam et dolo malo amovit (socius) quia cùm sine dolo malo fecit, furti non tenetur. Et sanè plerumquè credendum est, eum qui partis dominus est, jure potiùs suo (re) uti, quàm furti consilium inire. l. 51. C. civ. 1860.

26. Venit ergò in hoc judicium pro socio bona fides. Utrùm ergò tantùm dolum, an etiam culpam præstare socium oporteat quæritur: et Celsus ita scripsit, socios inter se dolum et culpam præstare oportet. Si in coeundâ societate, inquit, artem operamve pollicitus est alter, veluti cùm pecus in commune pascendum, aut agrum politori damus in commune quærendis fructibus: nimirùm ibi etiam culpa præstanda est. l. 52. §. 1. et 2. C. civ. 1847, 1850.

27. Damna quæ imprudentibus accidunt, hoc est damna fatalia, socii non cogentur præstare. Ideòque si pecus æstimatum datum sit, et id latrocinio aut incendio perierit, commune damnum est: si nihil dolo aut culpâ acciderit ejus qui æstimatum pecus acceperit. Quod si à furibus subreptum sit, proprium ejus detrimentum est, quia custodiam præstare debuit qui æstimatum accepit. Hæc vera sunt, et pro socio erit actio, si modo societatis contrahendæ causâ pascenda data sunt, quamvis æstimata. l. 52. §. 3. C. civ. 1850, 1867.

28. Quidam sagariam negotiationem coierunt. Alter ex his ad merces comparandas profectus in latrones incidit: (suamque) pecuniam perdit: servi ejus vulnerati sunt: resque proprias perdidit. Julianus dicit damnum esse commune: ideòque actione pro socio damni partem dimidiam agnoscere debere tam pecuniæ, quàm rerum cæterarum, quas secum non tulisset socius, nisi ad merces communi nomine comparandas proficisceretur. Sed et si quid in medicos impensum est: pro parte socium agnoscere debere, rectissimè Julianus probat. Proindè et si naufragio quid periit, cùm non alias merces quàm navi, solerent advehi: damnum ambo sentient. Nam sicuti lucrum, ita damnum quoque commune esse oportet, quod non culpâ socii contingit. l. 52. §. 4. C. civ. 1852.

29. Socium universa in societatem conferre debere, Neratius ait, si omnium bonorum socius sit. Et ideò: sive ob injuriam sibi factam, vel ex lege Aquiliâ, sive ipsius, sive filii corpori nocitum sit: conferre debere, respondit. l. 52. §. 16.

30. Per contrarium quoque apud veteres tractatur, an socius omnium bonorum, si quid ob injuriarum actionem damnatus præstiterit, ex communi consequatur, ut præstet. Et Atilicinus,

Sabinus, Cassius responderunt : si injuriâ judicis damnatus sit, consecuturum : si ob maleficium suum, ipsum tantùm damnum sentire debere. Cui congruit, quod Servium respondisse Aufidius refert, si socii bonorum fuerint : deindè unus, cùm ad judicium non adesset, damnatus sit : non debere eum de communi consequi : si verò præsens injuriam judicis passus sit, de communi sarciendum. l. 52. §. ult. C. civ. 1424, s. 1837.

31. Si maleficii societas coita sit, constat nullam esse societatem. Generaliter enim traditur, rerum inhonestarum nullam esse societatem. l. 57. C. civ. 1833.

32. Si id quod quis in societatem contulit, extinctum sit : videndum, an pro socio agere possit. Tractatum ita est apud Celsum ad epistolam Cornelii Felicis : cùm tres equos haberes, et ego unum : societatem coimus : ut accepto equo meo quadrigam venderes : et ex pretio quartam mihi redderes. Si igitur ante venditionem equus meus mortuus sit : non putare se, Celsus ait societatem manere : nec ex pretio equorum tuorum partem deberi. Non enim habendæ quadrigæ, sed vendendæ coitam societatem. Cæterùm si id actum dicatur ut quadriga fieret, eaque communicaretur, tuque in eâ tres partes haberes, ego quartam : non dubiè adhuc socii sumus. l. 58. C. civ. 1832, s. 1842.

33. Celsus tractat, si pecuniam contulissemus ad mercem emendam, et mea pecunia perisset, cui perierit ea ? Et ait : Si post collationem evenit, ut pecunia periret, quod non fieret, nisi societas coita esset : utrique perire. Ut putà si pecunia, cùm peregrè portaretur ad mercem emendam, periit. Si verò antè collationem posteaquam eam destinasses, tunc perierit : nihil eo nomine consequeris, inquit : quia non societati periit. l. 58. §. 1. C. civ. 1851, 1867.

34. In privatis societatibus (morte socii solvitur societas) at in societate vectigalium nihilominùs manet societas, et post mortem alicujus. Sed ita demùm si pars defuncti ad personam hæredis ejus adscripta sit, ut hæredi quoque conferri oporteat. Quod ipsum ex causâ æstimandum est. Quid enim si is mortuus sit, propter cujus operam maximè societas coita sit ? Aut sine quo societas administrari non possit. l. 59.

Circa societates vectigalium cæterorumque idem observamus : ut hæres socius non sit, nisi fuerit adscitus. l. 63. §. 8. C. civ. 1865, 1868.

35. Socium : qui in eo, quod ex societate lucri faceret reddendo moram adhibuit cùm eâ pecuniâ ipse usus sit, usuras quoque (eum) præstare debere, Labeo ait : sed non quasi usuras : sed quod socii intersit, moram eum non adhibuisse. Sed si aut usus eâ pecuniâ non sit, aut moram non fecerit : contrà esse. Item post mortem socii nullam talem æstimationem ex

facto hæredis faciendam, quia morte socii dirimatur societas. l. 60. C. civ. 1846.

36. Socius cùm resisteret communibus servis venalibus ad fugam erumpentibus, vulneratus est. Impensam, quam in curando se fecerit, non consecuturum pro socio actione Labeo ait : quia id non in societatem, quamvis propter societatem impensum sit, sicuti si propter societatem eum hæredem quis instituere desiisset, aut legatum prætermisisset, aut patrimonium suum negligentiùs administrasset. Nam nec compendium, quod propter societatem ei contigisset, veniret in medium : veluti si propter societatem hæres fuisset institutus, aut quid ei donatum esset. Secundùm Julianum tamen, et quod medicis pro se datum est, recipere potest. Quod verum est. l. 60. §. 1. et l. 61. C. civ. 1852.

37. Verum est, quod Sabino videtur : etiamsi non universorum bonorum socii sunt, sed unius rei, attamen in id quod facere possunt, quodve dolo malo fecerint, quo minùs possint, condemnari oportere. Hoc enim summam rationem habet : cùm societas jus quodammodò fraternitatis in se habeat. l. 63.

38. In hæredem quoque socii pro socio actio competit : quamvis hæres socius non sit. Licèt enim socius non sit, attamen emolumenti successor est. Et circa societates vectigalium, cæterorumque idem observamus : ut hæres socius non sit, nisi fuerit adscitus, verùm tamen omne emolumentum societatis ad eum pertineat : simili modo et damnum agnoscat, quod contingit, sive adhuc vivo socio vectigalis, sive posteà. Quod non similiter in voluntariâ societate observatur. l. 63. §. 8.

Si in rem certam emendam, conducendamve coita sit societas; tunc etiam post alicujus mortem quidquid lucri detrimentive factum sit, commune esse Labeo ait. l. 65. §. 2. C. civ. 1868.

39. Societas solvitur ex personis, ex rebus, ex voluntate. l. 63. §. ult.

Ideòque sive homines, sive res, sive voluntas, sive actio interierit : distrahi videtur societas. Intereunt autem homines quidem maximâ, aut mediâ capitis deminutione, aut morte. Res verò cùm aut nullæ relinquantur, aut conditionem mutaverint. Neque (enim) ejus rei quæ jam nullo sit, quisquam socius est, neque ejus quæ consecrata publicatave sit. Voluntate distrahitur societas renuntiatione. Itaque cùm separatìm socii agere cœperint, et unusquisque eorum sibi negotietur : sine dubio jus societatis dissolvitur. d. §. ult. et l. 64. C. civ. 1865.

40. Diximus, dissensu solvi societatem : hoc ita est, si omnes dissentiunt, quid ergo, si unus renuntiet? Cassius scripsit, eum qui renuntiaverit societati, à se quidem liberare socios suos, se autem ab illis non liberare. Quod utiquè observandum est, si dolo malo renuntiatio facta sit. Veluti si, cùm omnium bonorum

societatem inissemus, deindè cùm obvenisset uni hæreditas : propter hoc renuntiavit. Ideòque si quidem damnum attulerit hæreditas : hoc ad eum, qui renuntiavit, pertinebit : commodum autem communicare cogetur actione pro socio. Quod si quid post renuntiationem acquisierit, non erit communicandum, quia nec dolus admissus est in eo. l. 65. §. 3.

Item qui societatem in tempus coit : eam ante tempus renuntiando, socium à se, non se à socio liberat. Itaque, si quid compendii posteà factum erit, ejus partem non fert. At si dispendium, æquè præstabit portionem, nisi renuntiatio ex necessitate quâdam facta sit. Quod si tempus finitum est, liberum est recedere, quia sine dolo malo id fiat. d. l. §. 6. C. civ. 1865, 1869. s.

41. Item si societatem ineamus ad aliquam rem emendam : deindè solus volueris eam emere : ideòque renuntiaveris societati, ut solus emeres : teneberis, quanti interest meâ. Sed si ideò renuntiaveris, quia emptio tibi displicebat : non teneberis, quamvis ego emero : quia hìc nulla fraus est. Eaque et Juliano placent. l. 65. §. 4. C. civ. 1870.

42. Labeo autem posteriorum libris scripsit : si renuntiaverit societati unus ex sociis eo tempore, quo interfuit socii non dirimi societatem : committere eum in pro socio actione. Nam si emimus mancipia, initâ societate : deindè renunties mihi eo tempore, quo vendere mancipia non expedit : hoc casu, quia deteriorem causam meam facis, teneri te pro socio judicio. l. 65. §. 5. C. civ. 1869, s.

43. Non id, quod privatìm interest unius ex sociis, servari solet, sed quod societati expedit. l. 5. §. 5. in f. C. civ. 1869. s.

44. Renuntiare societati etiam per alios possumus. Et ideò dictum est, procuratorem quoque posse renuntiare societati. Sed utrùm de eo dictum sit, cui omnium bonorum administratio concessa est : an de eo cui hoc ipsum nominatìm mandatum est, videamus : an verò per utrumque rectè renuntietur. Quod est verius : nisi (si) prohibuerit eum dominus specialiter renuntiare. l. 65. §. 7. C. civ. 1865, s. 1984, s.

45. Morte unius societas dissolvitur, etsi consensu omnium coita sit, plures verò supersint : nisi in coeundâ societate aliter convenerit, nec hæres socii succedit. Sed quod ex re communi posteà quæsitum est, item dolus, et culpa in eo, quod ex antè gesto pendet, tam ab hærede, quàm hæredi præstandum est. l. 65. §. 9. C. civ. 1865, s.

46. Si alicujus rei societas sit, et finis negotio impositus : finitur societas. l. 65. §. 10. C. civ. 1865.

47. Si quid unus ex sociis necessario suo de impendit in communi negotio judicio societatis servabit : et usuras. l. 67. §. 2. C. civ. 1852.

48. Nemo ex sociis plus parte suâ potest alienare, etsi totorum bonorum socii sint. l. 68.

49. Duo colliberti societatem coierunt *lucri, quæstûs, compendii.* Posteà unus ex his à patrono hæres institutus est : alteri legatum datum est. Neutrum horum in medium referre debere respondit. l. 71. §. 1. C. civ. 1837, s.

50. Socius socio etiam culpæ nomine tenetur : id est desidiæ, atque negligentiæ. Culpa autem non ad exactissimam diligentiam dirigenda est. Sufficit etenim, talem diligentiam communibus rebus adhibere, qualem rebus suis adhibere solet. Quia qui parùm diligentem sibi socium acquirit, de se queri debet. l. 72. C. civ. 1850.

51. Si societatem universarum fortunarum coierint : id est, earum quoque rerum, quæ posteà cuique acquirentur : hæreditatem cuivis eorum delatam, in commune redigendam. l. 73. C. civ. 1839.

52. Si societatem universarum fortunarum ita coierint : *ut quidquid erogetur, vel quæreretur : communis lucri, atque impendii esset :* ea quoque, quæ in honorem alterius liberorum, erogata sint, utrinquè imputanda. l. 73. §. 1.C. civ. 1837. s. 1409.

53. Societatem mecum coisti eâ conditione, *ut Nerva amicus communis partem societatis constitueret.* Nerva constituit : *ut tu ex triente socius esses, ego ex besse.* Quæris, utrùm ratum id jure societatis sit, an nihilominùs ex æquis partibus socii simus. Existimo autem meliùs te quæsiturum fuisse : utrùm ex his partibus socii essemus, quas is constituisset : an ex his quas virum bonum constituere oportuisset. *Arbitrorum enim genera sunt duo.* Unum ejusmodi : ut : sive æquum sit, sive iniquum : parere debeamus. Quod observatur, cùm ex compromisso ad arbitrum itum est. Alterum ejusmodi, ut ad boni viri arbitrium redigi debeat : etsi nominatim persona sit comprehensa, cujus arbitratu fiat. Veluti cùm lege locationis comprehensum est, ut opus arbitrio locatoris fiat. In propositâ autem quæstione, arbitrium viri boni existimo sequendum esse. Eò magis quod judicium pro socio bonæ fidei est.

Undè si Nervæ arbitrium ita pravum est, ut manifesta iniquitas ejus appareat, corrigi potest per judicium bonæ fidei. l. 76. 77. 78 et 79. C. civ. 1854, 1855.

54. Illud potest conveniens esse viri boni arbitrio ut non utiquè ex æquis partibus socii simus : veluti si alter plus operæ, industriæ, gratiæ, pecuniæ in societatem collaturus erat. l. 80. C. civ. 1853, s.

55. Si convenisset inter socios, ut de communi dos constitueretur. Dixi, pactum non esse iniquum. Utiquè si non de alterius tantùm filiâ convenit. Nam si commune hoc pactum fuit : non interesse quod alter solus filiam habuit. l.81.C.civ.1438, s. 1833, 1837.

56. Jure societatis per socium ære alieno socius non obligatur, nisi in communem arcam pecuniæ versæ sunt. l. 82. V. l. 14. ff. de pact.

57. Illud quærendum est : arbor, quæ in confinio nata est : item lapis, qui per utrumque fundum extenditur : an cùm succisa arbor est, vel lapis exemptus (ejus sit), cujus fundus pro eâ quoque parte singulorum esse debeat, pro quâ parte in fundo fuerat : an quâ ratione duabus massis duorum dominorum flatis, tota massa communis est : ita arbor hoc ipso, quo separatur à solo, propriamque substantiam in unum corpus redactam accipit, multò magis pro indiviso communis sit, quàm massa. Sed naturali convenit rationi, et posteà tantam partem utrumque habere tam in lapide, quàm in arbore, quantam et in terrâ habebat. l. 83. C. civ. 666, s.

58. Quoties jussu alicujus, vel cum filio ejus, vel cum extraneo societas coitur : directo cum illius personâ agi posse, cujus persona in contrahendâ societate spectatasit. l. ult.

LIBER DECIMUS OCTAVUS.

Titulus I. — *De contrahendâ emptione : et de pactis inter emptorem, et venditorem compositis : et quæ res venire non possunt.*

1. Origo emendi vendendique à permutationibus cœpit. Olim enim non ita erat nummus : neque aliud merx, aliud pretium, vocabatur. Sed unusquisque secundùm necessitatem temporum, ac rerum, utilibus inutilia permutabat. Quandò plerumquè evenit, ut, quod alteri superest, alteri desit. Sed quia non semper, nec facilè concurrebat, ut, cùm tu haberes, quod ego desiderarem, invicem haberem, quod tu accipere velles : electa materia est, cujus publica, ac perpetua æstimatio difficultatibus permutationum, æqualitate quantitatis subveniret. Ea (quæ) materia formâ publicâ percussa usum dominiumque non tam ex substantiâ præbet, quàm ex quantitate. Nec ultra merx utrumque : sed alterum pretium vocatur. l. 1. V. t. 3, p. 232, s.

2. Aliud est vendere, aliud emere, aliud emptor, alius venditor : sic aliud est pretium, aliud merx, quod in permutatione discerni non potest, uter emptor, uter venditor sit. l. 1. §. 1. in fine. C. civ. 1582, 1702.

3. Sine pretio nulla venditio est. Non autem pretii numeratio, sed conventio perficit sine scriptis habitam emptionem. l. 2. C. civ. 1583.

Emptionem rebus fieri non posse pridem placuit. l. pen. C. de rer. perm.

4. Si res ita distracta sit, ut, si displicuisset, inempta esset : constat, non esse sub conditione distractam, sed resolvi emptionem sub conditione. l. 3. C. civ. 1181, 1584, s.

5. Sacra, et religiosa loca : aut quorum commercium non sit : ut publica, quæ non in pecuniâ populi, sed in publico usu ha-

beantur: ut est Campus Martius. (Emi non possunt.) l. 6. C. civ. 1598.
6. In emptis et venditis potiùs id quod actum, quàm id, quod dictum sit, sequendum est. l. 6. §. 1. C. civ. 1156, s. 1602.
7. Hujusmodi emptio, *quanti tu eum emisti, quantùm pretii in arcâ habeo*, valet. Nec enim incertum est pretium tam evidenti venditione. Magis enim ignoratur, quanti emptus sit, quàm in rei veritate incertum est. l. 7. §. 1.
8. Aliquandò et sine re venditio intelligitur: veluti cùm quasi alea emitur. Quod fit, cùm captus piscium, vel avium, vel missilium emitur. Emptio enim contrahitur, etiam si nihil inciderit: quia spei emptio est. Et quod missilium nomine eo casu captum est, si evictum fuerit: nulla eo nomine ex empto obligatio contrahitur: quia id actum intelligitur. l. 8. §. 1. C. civ. 1126, s.
9. Si in nomine dissentiamus, verùm de corpore constet: nulla dubitatio est, quin valeat emptio et venditio; nihil enim facit error nominis, cùm de corpore constat. l. 9. §. 1. C. civ. 1129.
10. Quod vendidi, non aliter fit accipientis: quàm si aut pretium nobis solutum sit, aut satis eo nomine factum, vel etiam fidem habuerimus emptori, sine ullâ satisfactione. l. 19. V. l. 53. eod. C. civ. 1583.
11. Sabinus respondit: si quam rem nobis fieri velimus (etiam): veluti statuam, vel vas aliquod, seu vestem, ut nihil aliud, quàm pecuniam, daremus: emptionem videri. Nec posse ullam locationem esse, ubi corpus ipsum non detur ab eo, cui id fieret. Aliter atque si aream darem, ubi insulam ædificares: quoniam tunc à me substantia proficiscitur. l. 20. V. l. 2. §. 1. ff. loc.
12. Labeo scripsit, obscuritatem pacti nocere potiùs debere venditori, qui id dixerit, quàm emptori: quia potuit, re integrâ, apertiùs dicere. l. 21.
Cùm in lege venditionis ita sit scriptum, *flumina, stillicidia: uti nunc sunt, ut ita sint*: nec additur, quæ flumina, vel stillicidia: primùm spectari oportet, quid acti sit: si non id appareat, tunc id accipitur, quod venditori nocet, ambigua enim oratio est. l. 33. V. l. 39. ff. de pact. l. 172. ff. de reg. jur. l. 69. §. 5. ff. de evict. C. civ. 1602.
13. Si ita distrahatur, illa aut illa res: utram eliget venditor, hæc erit empta. l. 25. V. l. 109. ff. verb. obl. l. 10. in fine. de jur. dot. C. civ. 1189, 1584, s.
14. Qui à quolibet rem emit, quam putat ipsius esse: bonâ fide emit. l. 27. C. civ. 1599, 2059, pr. 692.
15. Rem alienam distrahere quem posse, nulla dubitatio est. Nam emptio est et venditio: sed res emptori auferri potest. l. 28. C. civ. 1599.
16. Qui tabernas argentarias, vel cæteras, quæ in solo publico sunt, vendit: non solum, sed jus vendit: cùm istæ tabernæ publicæ sunt, quarum usus ad privatos pertinet. l. 32. C. civ. 1598.

17. Plerasque res aliquandò propter accessiones emimus : sicut cùm domus propter marmora, et statuas, et tabulas pictas ematur. l. 34.

18. Omnium rerum : quas quis habere, vel possidere, vel persequi potest : venditio rectè fit. Quas verò natura, vel gentium jus, vel mores civitatis commercio exuerunt, earum nulla venditio est. l. 34. §. 1. C. civ. 1598.

19. Liberum hominem scientes emere non possumus. Sed nec talis emptio, aut stipulatio admittenda est, *cùm servus erit* : quamvis dixerimus, futuras res emi posse. Nec enim fas est, hujusmodi casus exspectare. l. 34. §. 2. C. civ. 1131, s.

20. Alia causa est degustandi, alia metiendi. Gustus enim ad hoc proficit, ut improbare liceat. Mensura verò non eo proficit, ut aut plus, aut minùs veneat, sed ut appareat, quantùm ematur. l. 34. §. 5. C. civ. 1585, s.

21. Si emptio ita facta fuerit, *est mihi emptus Stichus aut Pamphilus* : in potestate est venditoris, quem velit dare : sicut in stipulationibus. Sed uno mortuo, qui superest, dandus est. Et ideò prioris periculum ad venditorem, posterioris ad emptorem respicit. Sed etsi pariter decesserunt, pretium debebitur : unus enim utiquè periculo emptoris vixit. Idem dicendum est, etiam si emptoris fuit arbitrium, quem vellet habere. l. 34. §. 6. C. civ. 1189, s.

22. Quod sæpè arrhæ nomine pro emptione datur non eo pertinet, quasi sine arrhâ conventio nihil proficiat. Sed ut evidentius probari possit convenisse de pretio. l. 35. C. civ. 1589, s.

Qui vendere pollicitus est, venditionem recusans, in duplum eas reddere cogatur : et qui emere pactus est, ab emptione recedens datis à se arrhis cadat, repetitione earum denegandâ. l. 17. in fine. C. de fid. inst.

23. Si res vendita, per furtum perierit : priùs animadvertentum erit, quid inter eos de custodiâ rei convenerat : si nihil appareat convenisse, talis custodia desideranda est à venditore, qualem bonus paterfamilias suis rebus adhibet. Quam si præstiterit, et tamen rem perdidit : securus esse debet. l. 35. §. 4. C. civ. 1138, s. 1182, 1624.

Custodiam autem venditor talem præstare debet quam præstant hi quibus res commodata est, ut diligentiam præstet exactiorem, quàm in suis rebus adhiberet. l. 3. ff. de com. et per. rei. vend.

Si venditor eam diligentiam adhibuisset, in insulâ custodiendâ, quam debent homines frugi, et diligentes præstare, si quid accidisset, nihil ad eum pertinebit. l. 11. eod.

Dolum et culpam (recipiunt) mandatum, commodatum, venditum. l. 33. ff. de reg. jur. C. civ. 1880, s. 1992.

Ubi utriusque utilitas vertitur ut in empto....... et dolus, et culpa præstatur. l. 5. §. 2. ff. commod.

24. Si omne vinum, vel oleum, vel frumentum, vel argentum, quantumcunque esset, uno pretio venierit: idem juris est, quod in cæteris rebus. Quod si vinum ita venierit, ut in singulas amphoras: item oleum, ut in singulas metretas: item frumentum, ut in singulos modios: item argentum, ut in singulas libras certum pretium diceretur: quæritur quandò videatur emptio perfici. Quod similiter scilicet quæritur et de his, quæ numero constant, si pro numero corporum pretium fuerit statutum. Sabinus et Cassius tunc perfici emptionem existimant, cùm adnumerata, admensa, adpensave sint: quia venditio sub hâc conditione videtur fieri: ut in singulas metretas, aut in singulos modios, quos, quasve, admensus eris: aut in singulas libras quas adpenderis: aut in singula corpora quæ adnumeraveris. l. 35. §. 5. C. civ. 1585, s.

25. Si ex doleario pars vini venierit, veluti metretæ centum: verissimum est, (quod et constare videtur) antequàm admetiatur, omne periculum ad venditorem pertinere. Nec interest, unum pretium omnium centum metretarum an semel dictum sit, an in singulos eos. l. 35. §. 7. C. civ. 1585.

26. Ea, quæ commendandi causâ, in venditionibus dicuntur si palàm appareant, venditorem non obligant. Veluti si dicat servum speciosum, domum benè ædificatam. At si dixerit hominem litteratum, vel artificem, præstare debet. Nam hoc ipso pluris vendit. l. 43. C. civ. 1641, s.

27. Quædam etiam pollicitationes venditorem non obligant, si ita in promptu res sit, ut eam emptor non ignoraverit. Veluti si quis hominem luminibus effossis, emat, et de sanitate stipuletur. Nam de cæterâ parte corporis potiùs stipulatus videtur, quàm de eo, in quo se ipse decipiebat. l. 43. §. 1. C. civ. 1642.

28. Dolum malum à se abesse præstare venditor debet, qui non tantùm in eo est qui fallendi causâ obscurè loquitur: sed etiam qui insidiosè, obscurè dissimulat. l. 43. §. 2. C. civ. 1602, 1641, s.

29. Labeo scripsit si vestimenta interpola quis pro novis emerit. Trebatio placere ita emptori præstandum, quod interest, si ignorans interpola emerit: quam sententiam et Pomponius probat, in quâ et Julianus est: qui ait si quidem ignorabat venditor, ipsius rei nomine teneri: si sciebat, etiam damni quod ex eo contingit. l. 45. V. l. 13. ff. de act. emp. et vend. l. 1. C. de ædil. act. C. civ. 1641, s.

30. Non licet ex officio quod administrat quis emere quid vel per se, vel per aliam personam, alioquin non tantùm rem amittit, sed et in quadruplum convenitur, secundùm constitutionem Severi et Antonini. Et hoc ad procuratorem quoque Cæsaris pertinet. Sed hoc ita se habet, nisi specialiter quibusdam hoc consensum est. l. 46.

Qui officii causâ in provinciâ agit, vel militat, prædia com-

parare in eâdem provinciâ non potest : præterquàm si paterna ejus à fisco distrahantur. l. 62. V. l. 46. §. 2. ff. de jur. fisc. et l. un. C. de contr. jud. C. civ. 1596, s.

31. Si aquæ ductus debeatur prædio, (et) jus aquæ transit ad emptorem, etiamsi nihil dictum sit. Sicut et ipsæ fistulæ, per quas aqua ducitur. l. 47. Licèt extra ædes sint. l. 48. C. civ. 546, 1018.

32. Res bonâ fide vendita, propter minimam causam inempta fieri non debet. l. 54.

33. Res in aversione empta, si non dolo venditoris factum sit ad periculum emptoris pertinebit : etiam si res adsignata non sit. l. 62. §. 2. V. 1. de per. et comm. r. u. n. 1. C. civ. 1583, 1647.

34. Convenit mihi tecum, *ut certum numerum tegularum mihi dares certo pretio :* quod ut faceres utrùm emptio sit, an locatio? Respondit : si ex meo fundo tegulas tibi factas ut darem convenit, emptionem puto esse, non conductionem. Toties enim conductio alicujus rei est, quoties materia, in quâ aliquid præstatur, in eodem statu ejusdem manet : quoties verò et immutatur, et alienatur : emptio magis quàm locatio intelligi debet. l. 65. C. civ. 1582, 1709.

35. In vendendo fundo quædam, etiam si non condicantur præstanda sunt veluti *ne fundus evincatur, aut ususfructus ejus :* quædam ita demùm, si dicta sint : veluti viam, iter, actum, aquæ ductum præstatum iri. Idem et in servitutibus urbanorum prædiorum. l. 66. C. civ. 1135, 1603.

36. Si cùm servitus venditis prædiis deberetur, nec commemoravit venditor, sed sciens esse reticuerit, et ob id per ignorantiam rei emptor non utendo per statutum tempus eam servitutem amiserit, quidam rectè putant venditorem teneri ex empto ob dolum. l. 66. §. 1. C. civ. 1638.

37. Alienatio cùm fit cum suâ causâ dominium ad alium transferimus, quæ esset futura, si apud nos ea res mansisset. Idque toto jure civili se habet, præterquàm si quid nominatim sit constitutum. l. 67.

38 Imperatores Antoninus, et Verus Augusti Sextio Vero in hæc verba rescripserunt : quibus mensuris, aut pretiis negotiatores vina compararent, in contrahentium potestate esse. Neque enim quisquam cogitur vendere, si aut pretium, aut mensura displiceat. Præsertìm si nihil contrà consuetudinem regionis fiat. l. 71. C. civ. 1108, 1134, 1582.

39. Dolia in horreis defossa, si non sint nominatìm in venditione excepta, horreorum venditioni cessisse videri. l. 76.

40 Eum qui in locum emptoris successit, iisdem defensionibus uti posse, quibus venditor (ejus) uti potuisset : sed et longæ possessionis præscriptione, si utriusque possessio impleat tempora constitutionibus statuta. l. 76. §. 1. C. civ. 2235.

41. Frumenta, quæ in herbis erant, cùm vendidisses : dixisti

te, *si quid vi, aut tempestate factum esset, præstaturum*. Ea frumenta nives corruperunt : si immoderatæ fuerunt, et contrà consuetudinem tempestatis, agi tecum ex empto poterit. l. 78 §. ult.

42. Si fundum parentes tui eâ lege vendiderunt, *ut sive ipsi, sive hæredes eorum emptori pretium quandocunquè, vel intrà certa tempora obtulissent, restitueretur :* teque parato satisfacere conditioni dictæ, hæres emptoris non paret : ut fides contractûs servetur, actio tibi dabitur, habitâ ratione eorum, quæ post oblatam ex pacto quantitatem, ex eo fundo ad adversarium pervenerunt. l. 2. C. de pact. int. empt. et vend. comp. C. civ. 1659, s.

43. Qui alienâ pecuniâ comparat, non ei cujus nummi fuerunt, sed sibi tam actionem empti, quàm dominium, si ei tradita fuerit possessio, quærit. Cùm itaque de rebus communibus fratrem patruelem tuum quædam comparasse contendas de tuâ pecuniâ, hunc conveniendo facies consultiùs. Nam in rebus ab eo comparatis, tibi contrà eum petitio non competit. l. 8. C. si quis alt. vel. sibi sub alt. n. v. al. p. em.

Titulus ii. — *De in diem addictione.*

1. In diem addictio ita sit : *ille fundus centum esto tibi emptus, nisi si quis intra Calendas januarias proximas meliorem conditionem fecerit, quo res à domino abeat.* l. 1. C. civ. 1584.

2. Quoties fundus in diem addicitur : utrùm pura emptio est, sed sub conditione resolvitur : an verò conditionalis sit magis emptio, quæstionis est. Et mihi videtur veriùs interesse, quid actum sit. Nam siquidem hoc actum est, ut meliore allatâ conditione, discedatur : erit pura emptio, quæ sub conditione resolvitur. Sin autem hoc actum est, ut perficiatur emptio, nisi melior conditio offeratur : erit emptio conditionalis. l. 2. C. civ. 1181, s. 1584.

3. Ubi igitur, secundùm quod distinximus, pura venditio est, Julianus scribit, hunc, cui res in diem addicta est, et usucapere posse : et fructus, et accessiones lucrari : et periculum ad eum pertinere, si res interierit. l. 2. §. 1.

Titulus iii. — *De lege commissoriâ.*

1. Si fundus commissoriâ lege venierit : magis est, ut sub conditione resolvi emptio, quàm sub conditione contrahi videatur. l. 1. C. civ. 1659, s.

2. Cùm venditor fundi in lege ita caverit, *si ad diem pecunia soluta non sit (ut) fundus inemptus sit :* ita accipitur inemptus esse fundus, si venditor eum inemptum esse velit : quia id venditoris causâ caveretur. Nam si aliter acciperetur : exustâ villâ, in potestate emptoris futurum, ut, non dando pecuniam, inemptum faceret fundum, qui ejus periculo fuisset. Nam legem commissoriam, quæ in venditionibus adjicitur, si volet, venditor exercebit : non etiam invitus. l. 2. et l. 3.

Titulus iv. — *De hæreditate, vel actione venditâ.*

1. Venditor hæreditatis satisdare de evictione non debet : cùm (id) inter ementem, et vendentem agatur, ut neque ampliùs, neque minùs juris emptor habeat, quàm apud hæredem futurum esset. Planè de facto suo venditor satisdare cogendus est. l. 2. C. civ. 1628, 1696, s.

2. Sicuti lucrum omne ad emptorem hæreditatis respicit, ita damnum quoque debet ad eumdem respicere. l. 2. §. 9.

3. Cùm quis debitori suo hæres exstitit, confusione creditor esse desinit. Sed si vendidit hæreditatem : æquissimum videtur, emptorem hæreditatis, vicem hæredis obtinere, et idcircò teneri venditori hæreditatis l. 2. §. 18.

4. Si nomen sit distractum. Celsus scribit, locupletem esse debitorem non debere præstare, debitorem autem esse, præstare, nisi aliud convenit. Et quidem sine exceptione quoque, nisi in contrarium actum sit. l. 4. et l. 5.

5. Cùm hæreditatem aliquis vendidit : esse debet hæreditas, ut sit emptio. Nec enim alea emitur, ut in venatione, et similibus : sed res quæ si non est : (non) contrahitur emptio : et ideò pretium condicetur. l. 7.

Quanta autem hæreditas est, nihil interest. Nisi de substantiâ ejus affirmaverit. l. 14. in fin. et l. 15. C. civ. 1696.

Æs alienum, hæreditate fisci nomine venditâ, ad onus emptoris bonorum pertinere, nec fiscum creditoribus hæreditariis respondere, certum et absolutum est. l. 1. C. eod.

6. Qui tibi hæreditatem vendidit, antequàm res hæreditarias traderet dominus earum perseveravit : et ideò vendendo eas aliis, dominium transferre potuit. Sed quoniam contractûs fidem fregit, ex empto actione conventus, quanti tuâ interest, præstare cogetur. l. 6. C. eod. l. 11. C. de act. empt. et vend.

Titulus v. — *De rescindendâ venditione, et quandò licet ab emptione discedere.*

1. Quod Aristo dixit, posse ita pacisci, ut unus maneat obligatus : non est verum : quia pro unâ parte contrahentium abiri pacto ab emptione non possit. Et ideò si ab unâ parte renovatus sit contractus : dicitur, non valere ejusmodi pactionem. l. 1.

2. Potest dùm res integra est, conventione nostrâ, infecta fieri emptio. l. 2.

Emptio et venditio, sicut consensu contrahitur, ita contrario consensu resolvitur, antequàm fuerit res secuta. l. 3. l. 5. §. 1. V. l. 7. §.6. et l. 58. ff. de pact.

Re quidem integrâ ab emptione et venditione, utriusque partis consensu recedi potest. Etenim quod consensu contractum est, contrariæ voluntatis adminiculo dissolvitur. At enim post traditionem interpositam nuda voluntas non resolvit emptionem si non actus quoque priori similis retrò agens venditionem intercesserit. l. 1. C. quandò lic. ab. empt. disc.

Nec enim, licèt incontinenti facta pœnitentiæ contestatio, consensu finita rescindit. l. 12. in f. C. de contr. empt.

3. Rem majoris pretii si tu vel pater tuus minoris distraxerit: humanum est, ut vel pretium te restituente emptoribus, fundum venundatum recipias, auctoritate judicis intercedente: vel, si emptor elegerit, quod deest justo pretio, recipias. Minùs autem pretium esse videtur, si nec dimidia pars (veri) pretii soluta sit. l. 2. C. de resc. vend.

Hoc solum, quod paulò minore pretio fundum venditum significas, ad rescindendam venditionem invalidum est. l. 8. C. eod. C. civ. 1674, s.

Titulus vi. — *De periculo, et commodo rei venditæ.*

1. Si vinum venditum acuerit, vel quid aliud vitii sustinuerit: emptoris erit damnum: quemadmodùm si vinum esset effusum, vel vasis contusis, vel quâ aliâ ex causâ. l. 1. C. civ. 1647.

Post perfectam venditionem omne commodum et incommodum, quod rei venditæ contingit, ad emptorem pertinet. l. 1. C. eod. C. civ. 1582, s. 1614, co. 100.

Cùm inter emptorem et venditorem de pretio convenit, moraque venditoris in traditione non intercessit, periculo emptoris rem distractam esse in dubium non venit. l. C. de per. et com. l. 14. ff. de furt. V. s. de contr. empt. n. 33. C. civ. 1610, s.

2. Sed si venditor se periculo subjecit, in id tempus periculum sustinebit, quoad se subjecit. Quod si non designavit tempus: eatenùs periculum sustinere debet, quoad degustetur vinum. Videlicet quasi tunc plenissimè veneat cùm fuerit degustatum. Aut igitur convenit, quoad periculum vini sustineat, et eatenùs sustinebit: aut non convenit, et usquè ad degustationem sustinebit. Sed si nondùm sunt degustata, signata tamen ab emptore vasa, vel dolia, consequenter dicetur, adhùc periculum esse venditoris, nisi (si) aliud convenit. l. 1.

Magis enim ne summutetur, signari solere, quàm ut tradere tùm videatur. l. 1. §. 2. C. civ. 1585, 1587.

3. Custodiam autem venditor talem præstare debet, quam præstant hi, quibus res commodata est, ut diligentiam præstet exactiorem, quàm in suis rebus adhiberet. l. 3.

Materia empta si furto perisset postquàm tradita esset: emptoris esse periculo respondit: si minùs, venditoris. l. 14. §. 1. V. l. 11. eod. C. civ. 1136, s.

4. Vino per aversionem vendito, finis custodiæ est avehendi tempus. Quod ita erit accipiendum, si adjectum tempus est. Cæterùm, si non sit adjectum, videndum, ne infinitam custodiam non debeat venditor. Et est verius, (secundùm ea quæ suprà ostendimus) aut interesse, quid de tempore actum sit, aut denuntiare ei, ut tollat vinum. l. 4. §. 2.

5. Si per emptorem steterit, quominùs ad diem vinum tolleret.

Posteà, nisi quod dolo malo venditoris interceptum esset, non debet ab eo præstari. l. 5.

Lectos emptos ædilis, cùm in viâ publicâ positi essent, concidit. Si traditi essent emptori, aut per eum stetisset quominùs traderentur : emptoris periculum esse placet. l. 12.

Illud sciendum est, cùm moram emptor adhibere cœpit, jam non culpam, sed dolum (malum) tantùm præstandum à venditore. l. 17. C. civ. 1138.

6. Necessariò sciendum (est) quandò perfecta sit emptio : tunc enim sciemus, cujus periculum sit. Nam, perfectâ emptione, periculum ad emptorem respiciet. Et si id, quod venierit appareat, quid, quale, quantum sit, (sic) et pretium, et purè venit, perfecta est emptio. l. 8.

Cùm universum, quod in horreis erat positum, venisse sine mensurâ, et claves emptoribus traditas alleges : post perfectam venditionem quod vino mutato damnum accidit, ad emptorem pertinet. l. 2. C. eod. C. civ. 1138, 1582, s.

7. Si sub conditione res venierit, si quidem defecerit conditio, nulla est emptio : sicuti nec stipulatio. Quod si exstiterit, Proculus, et Octavenus, emptoris esse periculum aiunt. l. 8. C. civ. 1181, s.

8. Si vendita insula combusta esset, cùm incendium sine culpâ fieri non possit, quid juris sit? respondit : quia sine patrisfamilias culpâ fieri potest : neque si servorum negligentiâ factum esset, continuò dominus in culpâ erit. Quamobrem si venditor eam diligentiam adhibuisset : in insulâ custodiendâ quam debent homines frugi et diligentes præstare, si quid accidisset, nihil ad eum pertinebit. l. 11. V. l. 11. ff. de incendio. V. l. 3. §. 1. ff. de offi. præf. vig. C. civ. 1137.

9. Quod si per venditorem, et emptorem mora fuerit : Labeo quidem scribit, emptori potiùs nocere, quàm venditori, moram adhibitam. Sed videndum est, ne posterior mora damnosa ei sit. Quid enim si interpellavero venditorem, et non dederit id, quod emeram : deindè, posteriore offerente illo, ego non acceperim? sanè hoc casu nocere mihi deberet. Sed si per emptorem mora fuisset, deindè cùm omnia in integro essent, venditor moram adhibuit, cùm posset se exsolvere : æquum est, posteriorem moram venditori nocere. l. 17.

10. Ante pretium solutum dominii quæstione motâ, pretium emptor solvere non cogetur : nisi fidejussores idonei, à venditore ejus evictionis offerantur. l. 18. §. 1. C. civ. 1653.

11. Venditori, si emptor in pretio solvendo moram fecerit, usuras duntaxat præstabit : non omne omninò, quod venditor, morâ non factâ, consequi potuit : veluti si negotiator fuit : et, pretio soluto, ex mercibus plus, quàm ex usuris, quærere potuit. l. ult. C. civ. 1153, 1652.

12. Dolum auctoris, bonæ fidei emptori non nocere certi juris est. l. 3. C. eod. C. civ. 1599.

TITULUS VII. — *De servis exportandis : vel si ita mancipium venierit, ut manumittatur, vel contrà*

1. Si minor viginti annis servum tibi in hoc vendiderit, (et) tradiderit, ut eum manumitteres; nullius momenti est traditio : quanquàm eâ mente tradiderit, ut cùm viginti annos ipse explesset, manumitteres. Non enim multùm facit, quod distulit libertatis præstationem. Lex quippè consilio ejus, quasi parùm firmo, restitit. l. 4.

2. Viro bono non convenit credere venditoris interesse, quod animo sævientis satisfactum non fuisset. l. 6. §. 1.

3. Beneficio affici hominem interest hominis : enimverò pœnæ non irrogatæ indignatio solam duritiam continet. l. 7. in fin.

LIBER DECIMUS NONUS.

TITULUS I. — *De actionibus empti et venditi.*

1. Si res vendita non tradatur, in id quod interest, agitur : hoc est, quod rem interest habere emptoris. Hoc autem interdùm pretium egreditur : si pluris interest, quàm res valet, vel empta est. l. 1. C. civ. 1146, s. 1611.

2. Venditor, si cùm sciret deberi servitutem celavit : non evadet ex empto actionem : si modò eam rem emptor ignoravit. Omnia enim quæ contrà bonam fidem fiunt, veniunt in empti actionem. l. 1. §. 1. C. civ. 1638, 1642.

3. Si per venditorem vini mora fuerit, quo minùs traderet : condemnari eum oportet : utro tempore pluris vinum fuit, vel quo venit, vel quo lis in condemnationem deducitur : item quo loco pluris fuit, vel quo venit, vel ubi agatur. l. 3. §. 3.

Vinum quod mutuum datum erat, per judicem petitum est. Quæsitum est, cujus temporis æstimatio fieret : utrum cùm datum esset, an cùm litem contestatus fuisset, an cùm res judicaretur. Sabinus respondit : si dictum esset, quo tempore redderetur, quanti tunc fuisset : (si, non quanti tunc), quùm petitum esset. l. 22. ff. de reb. cred.

Si merx aliqua, quæ certo die dari debebat, petita sit, veluti vinum, oleum, frumentum : tanti litem æstimandam Cassius ait, quanti fuisset eo die, quo dari debuit. Si de die nihil convenit : quanti tunc cùm judicium acciperetur. l. ult. ff. de cond. trit. C. civ. 1146, s. 1610, s.

4. Non oportet ejus loci pretia spectari, in quo agatur : sed ejus ubi vina tradi oportet. l. 3. §. ult.

5. In primis sciendum in hoc judicio id demùm deduci quod præstare convenit; cùm enim sit bonæ fidei judicium, nihil magis bonæ fidei congruit, quàm id præstari quod inter contrahentes

actum est. Quod si nihil convenit, tunc ea præstabuntur quæ naturaliter insunt hujus judicii potestate. l. 11. §. 1. C. civ. 1146, s.

6. In primis ipsam rem præstare venditorem oportet : id est, tradere, quæ res. Si quidem dominus fuit venditor, facit et emptorem dominum : si non fuit, tantùm evictionis nomine venditorem obligat : si modò pretium est numeratum, aut eo nomine satisfactum, emptor autem nummos venditoris facere cogitur. Redhibitionem quoque contineri empti judicio, (et) Labeo et Sabinus putant, et nos probamus. l. 11. §. 2. et 3. C. civ. 1582, 1599, 1603, 1650.

7. Animalium quoque venditor cavere debet, ea sana præstari. Et qui jumenta vendidit, solet ita promittere esse, bibere, ut oportet. l. 11. §. 4. C. civ. 1641, s.

8. Qui *habere licere* vendidit videamus, quid debeat præstare. Et multùm interesse arbitror : utrùm (hoc) polliceatur, *per se, venientesque à se personas non fieri, quominùs habere liceat : an verò per omnes.* Nam si per se : non videtur id præstare, ne alius evincat. Proindè si evicta res erit, sive stipulatio interposita est, ex stipulatu non tenebitur : sive non est interposita, ex empto non tenebitur. Sed Julianus scribit : etiam si apertè venditor pronuntiet : *per se, hæredemque suum non fieri, quominùs habere liceat :* posse defendi : ex empto eum in hoc quidem non teneri, quod emptoris interest : verùmtamen ut pretium reddat teneri. Ibidem ait idem esse dicendum; et si apertè in venditione comprehendatur, *nihil evictionis nomine præstatum iri :* prætium quidem deberi re evictâ : utilitatem non deberi. Neque enim bonæ fidei contractus hanc patitur conventionem, ut emptor rem amitteret, et pretium venditor retineret, C. civ. 1626, s. nisi fortè (inquit) sic quis omnes istas suprà scriptas conventiones recipiet, quemadmodùm recipitur ut venditor nummos accipiat, quamvis merx ad emptorem non pertineat. Veluti cùm futurum jactum retis à piscatore emimus, aut indaginem plagis positis à venatore, vel pantheram ab aucupe. Nam etiamsi nihil capit, nihilominùs emptor pretium præstare necesse habebit. C. civ. 1129, s. Sed in suprà scriptis conventionibus contrà erit dicendum : nisi fortè sciens alienum vendit. Tunc enim secundùm suprà à nobis relatam Juliani sententiam, dicendum est, ex empto eum teneri : quia dolo fecit. l. 11. §. ult. C. civ. 1599.

9. Julianus inter eum, qui sciens quid, aut ignorans vendidit, differentiam facit in condemnatione ex empto. Ait enim : qui pecus morbosum, aut tignum vitiosum vendidit : siquidem ignorans fecit, id tantùm ex empto actione præstaturum, quantò minoris essem empturus, si id ita esse scissem : si vero sciens reticuit, et emptorem decepit : omnia detrimenta, quæ ex eâ emptione emptor traxerit, præstaturum ei Sive igitur ædes vitio tigni corruerunt ædium æstimationem : sive pecora contagione morbosi pe-

coris perierunt, quod interfuit idoneè venisse erit præstandum. l. 13. C. civ. 1641 , s.

10. Non debuit facilè, (venditor) quæ ignorabat, asseverare. Inter hunc igitur, et qui scit, (rei vitium) interest. Qui scit præmonere debuit : hic non debuit facilis esse ad temerariam indicationem. l. 13. §. 3.

11. Venditor quasi pignus, retinere potest eam rem, quam vendidit. l. 13. §. 8. C. civ. 1612.

12. Si fructibus jam maturis, ager distractus sit : etiam fructus emptori cedere, nisi aliud convenit, exploratum est. l. 13. §. 10. C. civ. 1614.

13. Veniunt autem in hoc judicium infrà scripta : in primis pretium quanti res venit : item usuræ pretii post diem traditionis. Nam cùm re emptor fruatur : æquissimum est eum usuras pretii pendere. l. 13. §. 20. V. l. 5. C. de act. empt. et vend. C. civ. 1650, s.

14. Prætereà, ex vendito agendo, consequetur etiam sumptus, qui facti sunt in re distractâ. Ut putà si quid in ædificia distracta erogatum est. l. 13. §. 22.

Consequeris, (à venditore) quanti tuâ interest. In quo continetur etiam eorum persecutio, quæ in rem emptam, à te, ut melior fieret, erogata sunt. l. 9. C. de evict.

Super empti agri quæstione disceptabit præses provinciæ : etsi portionem diversæ partis esse cognoverit, impensas quas ad meliorandam rem vos erogasse constiterit, habitâ fructuum ratione restitui vobis jubebit. l. 16. C. de evict.

Illud expeditius videbatur : si mihi alienam aream vendideris, et in eam ego ædificavero, atque ita eam dominus evincit. Nam : quia possim petentem (dominum), nisi impensam ædificiorum solvat, doli mali exceptione submovere : magis est, ut ea res ad periculum venditoris non pertineat. l. 45. §. 1. h. Tit. C. civ. 1626, s.

15. Si quis à pupillo sine tutoris auctoritate emerit : ex uno latere constat contractus. Nam qui emit, obligatus est pupillo, pupillum sibi non obligat. l. 13. §. 29. C. civ. 1125.

16. Ædibus distractis, vel legatis : ea esse ædium solemus dicere, quæ quasi pars ædium, vel propter ædes habentur. Ut putà puteal. Id est, quò puteum operitur. Lines (et) labra, salientes : fistulæ quoque, quæ salientibus junguntur, quamvis longè excurrant, extrà ædificium, ædium sunt. Item canales, l. 13. §. ult. l. 14. l. 15.

Labeo generaliter scribit, ea quæ perpetui usûs causâ in ædificiis sunt, ædificii esse : quæ verò ad præsens, non esse ædificii. l. 17. §. 7. C. civ. 517, s.

17. Fundi nihil est, nisi quod terrâ se tenet. Ædium autem multa esse : quæ ædibus adfixa non sunt, ignorari non oportet : ut putà seras, claustra. l. 17. C. civ. 517.

18. Ea, quæ ex ædificio detracta sunt, ut reponantur, ædificii sunt. At, quæ parata sunt, ut imponantur, non sunt ædificii. l. 17. §. 10. d. l. §. 5. C. civ. 517, s. 528.

19. Si prædii venditor non dicat de tributo sciens, tenetur ex empto; quod si ignorans non prædixerit, quod fortè hæreditarium prædium erat, non tenetur. l. 21. §. 1. V. l. 39.

20. Cùm per venditorem steterit, quominùs rem tradat: omnis utilitas emptoris in æstimationem venit, quæ modò circà rem ipsam consistit. Neque enim, si potuit ex vino (putà) negotiari, et lucrum facere, id æstimandum est: non magis, quàm si triticum emerit, et ob eam rem, quod non sit traditum, familia ejus fame laboraverit. Nam pretium tritici, non servorum fame necatorum consequitur. l. 21. §. 3. C. civ. 1146, s. 1610, s.

21. Quidquid venditor accessurum dixerit: id integrum ac sanum tradi oportet. Veluti si fundo dolia accessura dixisset: non quassa, sed integra dare debet. l. 37. C. civ. 1135.

22. Si sciens alienam rem ignoranti mihi vendideris: etiam priùs, quàm evincatur, utiliter me ex empto acturum putavit in id, quanti meâ intersit, meam esse factam. Quamvis enim alioquin verum sit venditorem hactenùs teneri, ut rem emptori habere liceat: non etiam, ut ejus faciat: quia tamen dolum malum abesse præstare debet, teneri eum, qui sciens (alienam) non suam ignoranti vendidit. l. 30. §. 1. C. civ. 1599, 1653, s.

23. Si ea res, quam ex empto præstare debebam, vi mihi adempta fuerit: quamvis eam custodire debuerim: tamen propiùs est, ut nihil ampliùs, quàm actiones persequendæ ejus præstari à me emptori oporteat: quia custodia adversùs vim parùm proficit. l. 31. C. civ. 1148.

24. Uterque nostrûm eamdem rem emit à non domino, cùm emptio venditioque sine dolo malo fieret: traditaque est. Sive ab eodem emimus: sive ab alio, atque alio: is ex nobis tuendus est, qui prior jus ejus apprehendit: hoc est, cui primùm tradita est. Si alter ex nobis à domino emisset, is omnimodo tuendus est. l. 31. §. ult. V. l. 9. §. 4. ff. de publ. in rem act. l. 15. C. de rei vind. C. civ. 1140, s.

25. Venditor domûs, antequàm eam tradat, damni infecti stipulationem interponere debet. Quia antequàm vacuam possessionem tradat, custodiam et diligentiam præstare debet: et pars est custodiæ diligentiæque, hanc interponere stipulationem. Et ideò, si id neglexerit, tenebitur emptori. l. 36.

26. Quæro: si quis fundum ita vendiderit *uti venundatum esse videatur, quod intrà terminos ipse possedit*: sciens tamen aliquam partem certam se non possidere, non certioraverit emptorem: an ex empto judicio teneatur: cùm hæc generalis adjectio ad ea, quæ specialiter novit, qui vendidit, nec excepit, pertinere non debeat: ne alioquin emptor capiatur, qui fortassè, si hoc cogno-

visset, vel empturus non esset, vel minoris empturus esset, si certioratus de loco certo fuisset : cùm et hoc apud veteres sit relatum in ejus personâ, qui sic exceperat, *servitutes, si quæ debentur, debebuntur.* Etenim juris auctores responderunt si certus venditor quibusdam personis certas servitutes debere non admonuisset emptorem, ex empto eum teneri debere : quandò hæc generalis exceptio non ad ea pertinere debeat, quæ venditor novit, quæ (que) specialiter excipere et potuit et debuit : sed ad ea, quæ ignoravit, et de quibus emptorem certiorare nequivit, Herennius Modestinus respondit : si quid circumveniendi emptoris causâ venditor in specie, de quâ quæritur fecit : ex empto actione conveniri posse. l. 39. C. civ. 1626, s.

27. In venditione suprà annuâ pensitatione pro aquæ ductu infrà domum Romæ constitutam nihil commemoratum est : deceptus ob eam rem ex empto actionem habebit; itaque si conveniatur ob pretium ex vendito, ratio improvisi oneris habetur. l. 41. C. civ. 1638.

28. De sumptibus quos in erudiendum hominem emptor fecit, videndum est, nam empti judicium ad eam quoque speciem sufficere existimo. Non enim pretium continet tantùm, sed omne quod interest emptoris, servum non evinci. Planè si in tantùm pretium excidisse proponas, ut non sit cogitatum à venditore de tantâ summâ, veluti si ponas agitatorem posteà factum, vel pantomimum, evictum esse eum qui minimo veniit pretio : iniquum videtur in magnam quantitatem obligari venditorem. Cùm (et) fortè idem mediocrium facultatum sit. l. 43. in fine. et l. 44. V. l. 38. ff. de rei vindic. C. civ. 1633, s.

29. Minuitur præstatio si servus deterior apud emptorem effectus sit, cùm evincitur. l. 45. C. civ. 1631.

30. Illud expeditius videbatur, si mihi alienam aream vendideris, et in eam ego ædificavero, atque ita eam dominus evincit, nam quia possim petentem (dominum) nisi impensam ædificiorum solvat, doli mali exceptione submovere : magis est ut ea res ad periculum venditoris non pertineat. l. 45. §. 1. C. civ. 555, 1634.

31. Debet venditor et instrumenta fundi et fines ostendere, hoc etenim contractui bonæ fidei consonat. l. 48. in fine C. civ. 1605.

32. Si et per emptorem et venditorem mora fuisset, quominùs vinum præberetur et traderetur, perindè esse ait, quasi si per emptorem solum stetisset : non enim potest videri mora per venditorem emptori facta esse, ipso moram faciente emptore. l. 51. C. civ. 1612.

Titulus II. — *Locati conducti.*

1. Locatio et conductio cùm naturalis sit, et omnium gentium, non verbis, sed consensu contrahitur : sicut emptio et venditio. l. 1.

2. Locatio et conductio proxima est emptioni et venditioni,

hisdemque juris regulis consistit. Nam ut emptio et venditio (ita) contrahitur, si de pretio convenerit, sic et locatio et conductio contrahi intelligitur, si de mercede convenerit. l. 2. C. civ. 1709, 1710.

3. Adeò autem familiaritatem aliquam habere videntur emptio et venditio, item locatio et conductio, ut in quibusdam quæri soleat utrùm emptio et venditio sit, an locatio et conductio. Ut ecce si cum aurifice (mihi) convenerit, ut is ex auro suo annulos mihi faceret certi ponderis certæque formæ, et acceperit (verbi gratiâ) trecenta : utrùm emptio et venditio sit, an locatio et conductio? Sed placet unum esse negotium, et magis emptionem et venditionem esse. Quod si ego aurum dedero, mercede pro operâ constitutâ, dubium non est quin locatio et conductio sit. l. 2. §. 1. V. l. 22. §. 2. C. civ. 1787.

4. Cùm fundus locetur, et æstimatum instrumentum colonus accipiat, Proculus ait id agi ut instrumentum emptum habeat colonus, sicuti fieret cùm quid æstimatum in dotem daretur. l. 3. C. civ. 1551, 1552, 1564.

5. Locatio precariive rogatio ita facta, quoad is qui eam locasset dedissetve vellet, morte ejus qui locavit tollitur. l. 4.

6. Si quis domum bonâ fide emptam vel fundum locaverit mihi, isque sit evictus, sine dolo malo culpâque ejus, Pomponius ait nihilominùs eum teneri ex conducto ei qui conduxit, *ut ei præstetur, frui, quod conduxit, licere.* Planè si dominus non patitur, et locator paratus sit aliam habitationem non minùs commodam præstare, æquissimum esse ait absolvi locatorem. l. 9.

7. Si quis fundum locaverit, ut etiam si quid vi majore accidisset, hoc ei præstaretur, pacto standum esse. l. 9. §. 2.

Si vis tempestatis calamitosæ contigerit, an locator conductori aliquid præstare debeat, videamus. Servius omnem vim cui resisti non potest dominum colono præstare debere, ait : ut putà fluminum, graculorum, sturnorum, et si quid simile acciderit : aut si incursus hostium fiat. Si qua tamen vitia ex ipsâ re oriantur, hæc damno coloni esse : veluti si vinum coacuerit, si raucis aut herbis segetes corruptæ sint. Sed et si labes facta sit, omnemque fructum tulerit : damnum coloni non esse, ne suprà damnum seminis (amissi) mercedes agri præstare cogatur. Sed etsi uredo fructum oleæ corruperit, aut solis fervore non adsueto id acciderit, damnum domini futurum. Si verò nihil extrà consuetudinem acciderit, damnum coloni esse. Idemque dicendum, si exercitus præteriens per lasciviam aliquid abstulit. Sed (et) si ager terræ motu ita corruerit, ut nusquàm sit, damno domini esse : oportere enim agrum præstari conductori ut frui possit. l. 15. §. 2. V. l. 78. in f. ff. de contr. emp.

Vis major, quam Græci Θεοῦ βίαν, id est vim divinam appellant, non debet conductori damnosa esse, si plus quàm tolerabile est,

læsi fuerint fructus. Alioquin modicum damnum æquo animo ferre debet colonus, cui immodicum lucrum non aufertur. Apparet autem de eo nos colono dicere, qui ad pecuniam numeratam conduxit : alioquin partiarius colonus, quasi societatis jure damnum et lucrum cum domino fundi partitur. l. 25. §. 6.

Si uno anno remissionem quis colono dederit ob sterilitatem, deindè sequentibus annis contigit ubertas, nihil obesse domino remissionem, sed integram pensionem etiam ejus anni, quo remisit, exigendam. l. 15. §. 4.

Licèt certis annuis quantitatibus fundum conduxeris, si tamen expressum non est in locatione (ut mos regionis postulabat) ut si qua lue tempestatis, vel alio cœli vitio damna accidissent, ad onus tuum pertinerent, et quæ evenerunt sterilitates ubertate aliorum annorum repensatæ non probabuntur, rationem tui juxtà bonam fidem haberi rectè postulabis, eamque formam qui ex appellatione cognoscet, sequetur. l. 8. C. de locato. C. civ. 1769, s.

8. Qui impleto tempore conductionis remansit in conductione, non solùm reconduxisse videbitur, sed etiam pignora videntur durare obligata. Sed hoc ita verum est, si non alius pro eo in priore conductione res obligaverat. Hujus enim novus consensus erit necessarius. l. 13. §. 11.

Si tempus in quo locatus fundus fuerat, sit exactum : et in eâdem locatione conductor permanserit, tacito consensu eamdem locationem unà cum vinculo pignoris renovare videtur. l. 16. C. de locato. C. civ. 1738, s. 1774, s.

9. Cùm quidam de fructuum exiguitate quereretur, non esse rationem ejus habendam, rescripto divi Antonini continetur. Item alio rescripto ita continetur : novam rem desideras, ut propter vetustatem vinearum remissio tibi detur. l. 15. C. civ. 1769, s.

10. Ubicunquè tamen remissionis ratio habetur ex causis suprà relatis, non id quod suâ interest conductor consequitur, sed mercedis exonerationem pro ratâ, suprà deniquè damnum seminis ad colonum (pertinere) declaratur. l. 15. §. 7.

11. Si quis dolia vitiosa ignarus locaverit, deindè vinum effluxerit, tenebitur in id quod interest : nec ignorantia ejus erit excusata. Et ita Cassius scripsit, aliter atque si saltum pascuum locasti, in quo herba mala nascebatur : hìc enim si pecora vel demortua sunt, vel etiam deteriora facta, quod interest præstabitur, si scisti : si ignorasti, pensionem non petes, et ita Servio, Labeoni, Sabino placuit. l. 19. §. 1. C. civ. 1721.

12. Si quis mulierem vehendam navi conduxisset, deindè in navi infans natus fuisset, probandum est pro infante nihil deberi : cùm neque vectura ejus magna sit, neque his omnibus utatur quæ ad navigantium usum parantur. l. 19. §. 7.

13. Sicut emptio ita et locatio sub conditione fieri potest. l. 20. C. civ. 1168, s.

14. Quotiens faciendum aliquid datur locatio est. l. 22. §. 1. C. civ. 1710, s.

15. Cùm insulam ædificandam loco ut sua impensa conductor omnia faciat, proprietatem quidem eorum ad me transfert, et tamen locatio est. Locat enim artifex operam suam, id est, faciendi necessitatem. l. 22. §. 2. C. civ. 1787, s.

16. Quemadmodùm in emendo et vendendo naturaliter concessum est quod pluris sit minoris emere, quod minoris sit pluris vendere, et (ita) invicem se circumscribere : ita in locationibus quoque, et conductionibus juris est. Et ideò prætextu minoris pensionis, locatione factâ, si nullus dolus adversarii probari possit, rescindi locatio non potest. l. 22. §. ult. et l. 23.

17. Si in lege locationis comprehensum sit, ut arbitratu domini opus adprobetur, perindè habetur ac si viri boni arbitrium comprehensum fuisset. Idemque servatur si alterius cujuslibet arbitrium comprehensum sit. Nam fides bona exigit, ut arbitrium tale præstetur, quale viro bono convenit. l. 24.

18. Si colonus locaverit fundum, res posterioris conductoris domino non obligantur : sed fructus in causâ pignoris manent, quemadmodùm essent, si primus colonus eos percepisset. l. 24. §. 1.

Nemo prohibetur rem quam conduxit, fruendam alii locare, si nihil aliud convenit. l. 6. C. de locato. C. civ. 1717.

19. Si domus vel fundus in *quinquennium pensionibus locatus sit*, potest dominus si deseruerit habitationem vel fundi culturam colonus vel inquilinus, cum eis statìm agere. Sed et de his quæ præsenti die præstare debuerunt, (velut opus aliquod efficerent, propagationes facerent) agere similiter potest. l. 24. §. 2. et 3. C. civ. 1752, 1766.

20. Colonus si ei frui non liceat, totiùs quinquennii nomine statìm rectè aget : etsi reliquis anni fundi dominus frui patiatur. Nec enim semper liberabitur dominus, eo quod vel secundo, vel tertio anno patietur fundo frui. Nam et qui expulsus à conductione in aliam se coloniam contulit, non suffecturus duabus, neque ipse pensionum nomine obligatus erit, et quantùm per singulos annos compendii facturus erat consequetur.

Sera est enim patientia fruendi, quæ offertur eo tempore quo frui colonus aliis rebus illigatus non potest. Quod si paucis diebus prohibuit, deindè pœnitentiam agit, omniaque colono in integro sunt, nihil ex obligatione paucorum dierum mora minuet. Item utiliter ex conducto agit is cui secundùm conventionem non præstantur quæ convenerant : sive prohibeatur frui à domino vel ab extraneo quem dominus prohibere potest. l. 24. §. 4.

21. Qui fundum fruendum vel habitationem alicui locavit, si aliquâ ex causâ fundum vel ædes vendat, curare debet apud emptorem, ut quoque eâdem pactione, et colono frui et inquilino habitare liceat : alioquin prohibitus is aget cum eo ex conducto. l. 25. §. 1.

Emptorem quidem fundi necesse non est stare colono, cui prior dominus locavit: nisi eâ lege emit. l. 9. C. de locato. C. civ. 1743, s.

22. Si vicino ædificante obscurentur lumina cœnaculi, teneri locatorem inquilino. Certè quin liceat colono vel inquilino relinquere conductionem, nulla dubitatio est. De mercedibus quoque si cum eo agatur, reputationis ratio habenda est. Eadem intelligemus, si ostia fenestrasve nimiùm corruptas locator non restituat. l. 25. §. 2 C. civ. 1719, s.

23. Conductor omnia secundùm legem conductionis facere debet. Et antè omnia colonus curare debet, ut opera rustica suo quæque tempore, faciat: ne intempestiva cultura deteriorem fundum faceret. Prætereà villarum curam agere debet, ut eas incorruptas habeat. l. 25. §. 3. C. civ. 1728.

24. Culpæ conductoris illud adnumeratur si propter inimicitias ejus, vicinus arbores exciderit. l. 25. §. 4. V. 1. solut. matr. l. 66. C civ. 1725; p. 445, s.

25. Vis major, quam Græci θεοῦ βίαν *id est vim divinam* appellant, non debet conductori damnosa esse, si plus quàm tolerabile est, læsi fuerint fructus. Alioquin modicum damnum æquo animo ferre debet colonus, cui immodicum lucrum non aufertur. Apparet autem nos de eo colono dicere; qui ad pecuniam numeratam conduxit: alioquin partiarius colonus, quasi societatis jure, et damnum et lucrum cum domino fundi partitur. l. 25. §. 6. C. civ. 1722, 1730, s. 1827. s.

26. Qui columnam transportandam conduxit, si ea dùm tollitur, aut portatur, aut reponitur, fracta sit, ita id periculum præstat, si qua ipsius, eorumque quorum operâ uteretur, culpa acciderit. Culpa autem abest, si omnia facta sunt quæ diligentissimus quisque observaturus fuisset. Idem scilicet intelligemus, et si dolia, vel tignum transportandum aliquis conduxerit. Idemque ad cœteras res transferri potest. l. 25. §. 7. C. civ. 1782, s.

27. Habitatores non si paulò minùs commodè aliquâ parte cænaculi uterentur, statìm deductionem ex mercede facere oportet. Eâ enim conditione habitatorem esse, ut si quid transversarium incidisset, quamobrem dominum aliquid demoliri oporteret, aliquam partem parvulam incommodi sustineret. Non ita tamen, ut eam partem cœnaculi dominus aperuisset, in quâ magnam partem usûs habitator haberet. l. 27. C. civ. 1724.

28. Iterùm interrogatus (est) si quis timoris causâ emigrasset, deberet mercedem, necne? respondit, si causa fuisset cur periculum timeret, quamvis periculum verè non fuisset, tamen non debere mercedem. Sed si causa timoris justa non fuisset, nihilominùs debere. l. 27. §. 1.

Qui contrà legem conductionis fundum ante tempus, sine justâ ac probabili causâ, deseruerit, ad solvendas totius temporis pensiones ex conducto conveniri potest. Quatenùs locatori in id quod

ejus interest indemnitas servetur. l. 55. §. 2. C. civ. 1752, 1760, 1766.

29. Qui insulam triginta conduxerat, singula cœnacula ita conduxit, ut quadraginta ex omnibus colligerentur. Dominus insulæ, quia ædificia vitium facere diceret, demolierat eam: quæsitum est, quanti lis æstimari deberet, si is qui totam conduxerat, ex conducto ageret. Respondit, si vitiatum ædificium necessariò demolitus esset, pro portione, quanti dominus prædiorum locasset, quod ejus temporis habitatores habitare non potuissent, rationem duci: et tanti litem æstimari. Sin autem non fuisset necesse demoliri, sed quia meliùs ædificare vellet, id fecisset, quanti conductoris interesset, habitatores ne migrarent, tanti condemnari oportere. l. 30.

30. Colonus villam hâc lege acceperat ut incorruptam redderet, præter vim et vetustatem. Coloni servus villam incendit, fortuito casu. Non videri eam vim exceptam respondit: nec id pactum esse, ut si aliquis domesticus eam incendisset, ne præstaret: sed extrariam vim utrosque excipere voluisse. l. 30. §. ult. C. civ. 1733, s.

In judicio tam locati quàm conducti dolum et custodiam, non etiam casum cui resisti non potest, venire constat. l. 28. C. de locato.

31. Qui fundum colendum in plures annos locaverat, decessit: et eum fundum legavit. Cassius negavit posse cogi colonum, ut eum fundum coleret, quia nihil hæredis interesset. Quod si colonus vellet colere, et ab eo cui legatus esset fundus prohiberetur, cum hærede actionem colonum habere: et hoc detrimentum ad hæredem pertinere sicuti si quis rem quam vendidisset, necdùm tradidisset, alii legasset: hæres ejus emptori, et legatario esset obligatus. l. 32. C. civ. 1742.

32. Si colonus tuus fundo frui à te, aut ab eo prohihetur quem tu prohibere ne id faciat possis, tantùm ei præstabis, quanti ejus interfuerit frui: in quo etiam lucrum ejus continebitur. Sin verò ab eo interpellabitur quem tu prohibere propter vim majorem, aut potentiam ejus non poteris, nihil ampliùs ei quàm mercedem remittere: aut reddere debebis. l. 33. in fin. C. civ. 1148, s. 1722.

33. Opus quod aversione locatum est, donec approbetur, conductoris periculum est. Quod verò ita conductum sit, *ut in pedes mensurasve præstetur,* eatenùs conductoris periculo est, quatenùs admensum non sit. Et in utrâque causâ nociturum locatori, si per eum steterit quominùs opus approbetur, vel admetiatur. Si tamen vi majore opus priùs interciderit, quàm approbaretur, locatoris periculo est: nisi si aliud actum sit. Non enim ampliùs præstari locatori oporteat, quàm quod suâ curâ atque operâ consecutus esset. Si priùs quàm locatori opus probaretur, vi aliquâ consumptum est, detrimentum ad locatorem ita pertinet, si tale opus fuit ut probari deberet. l. 36. et l. 37.

Marcius domum faciendam à Flacco conduxerat: deindè operis parte effectâ, terræ motu concussum erat ædificium. Massurius Sabinus, si vi naturali, veluti terræ motu, hoc acciderit, Flacci esse periculum. l. 59.

Si rivum quem faciendum conduxeras, et feceras, antequàm eum probares, labes corrumpit, tuum periculum est. *Paulus* imò, si soli vitio id accidit, locatoris erit periculum: si operis vitio id accidit, tuum erit detrimentum. l. ult. C. civ. 1787, s.

34. Qui operas suas locavit, totius temporis mercedem accipere debet, si per eum non stetit quominùs operas præstet. Advocati quoque si per eos non steterit quominùs causam agant, honoraria reddere non debent. l. 38. d. l. §. 1. C. civ. 1787, s.

35. Qui mercedem accipit pro custodiâ alicujus rei, is hujus periculum custodiæ præstat.

Sed de damno ab alio dato agi cum eo non posse, Julianus ait. Quâ enim custodiâ consequi potuit, ne damnum injuriâ ab alio dari possit? Sed Marcellus, interdùm esse posse ait: sive custodiri potuit, ne damnum daretur, sive ipse custos damnum dedit. Quæ sententia Marcelli probanda est. l. 40. et 41. C. civ. 1782, s. 1952, s.

36. Locare servitutem nemo potest. l. 44. C. civ. 637.

37. Cùm apparebit emptorem, conductoremve pluribus vendentem, vel locantem, singulorum in solidum intuitum personam: ita demùm ad præstationem partis singuli sunt compellendi, si constabit omnes esse solvendo. Quanquàm fortassè justius sit, etiam si solvendo omnes erunt, electionem conveniendi quem velit non auferendam actori, si actiones suas adversùs cæteros præstare non recuset. l. 47. Sublata est hæc electio Novellâ. 99. v. 1. de duob. reis n. 13. C. civ. 1200, s.

38 Paulus respondit, si in omnem causam conductionis etiam fidejussor se obligavit, eum quoque exemplo coloni tardiùs illatarum per moram coloni pensionum præstare debere usuras. l. 54. C. civ. 1153.

39. In conducto fundo si conductor sua opera aliquid necessariò, vel utiliter auxerit, vel ædificaverit, vel instituerit, cùm id non convenisset: ad recipienda ea quæ impendit, ex conducto fundi experiri potest. l. 55. §. 1.

Colonus cùm lege locationis non esset comprehensum, ut vineas poneret, nihilominùs in fundum vineas instituit: et propter earum fructum, denis ampliùs aureis annuis ager locari cœperat. Quæsitum est, si dominus istum colonum fundi ejectum pensionum debitarum nomine conveniat, an sumptus utiliter factos in vineis instituendis reputare possit, oppositâ doli mali exceptione? Respondit, vel expensas consecuturum, vel nihil ampliùs præstaturum. l. 61.

40. Cùm domini horreorum insularumque desiderant, diù non

apparentibus, nec ejus temporis pensiones exsolventibus conductoribus, aperire, et ea quæ ibi sunt describere à publicis personis, quorum interest audiendi sunt. l. 56. pr. 907, s. co, 449, s.

41. In operis locatione erat dictum, *antequàm diem effici deberet:* deindè *si ita factum non esset, quanti locatoris interfuisset, tantam pecuniam conductor promiserat.* Eatenùs eam obligationem contrahi puto, quatenùs vir bonus de spatio temporis æstimasset: quia id actum apparet esse, ut eo spatio absolveretur sine quo fieri non possit. l. 58. §. 1.

42. Si sine definitione personæ Mulionem à me conduxisti: et ego eum tibi dedissem, cujus negligentiâ jumentum perierit, illam culpam me tibi præstaturum aio, quod eum elegissem qui ejusmodi damno te adficeret. l. 60. §. 7.

43. Vehiculum conduxisti *ut onus tuum portaret, et secum iter faceret.* Id cùm pontem transiret, redemptor ejus pontis portorium ab eo exigebat. Quærebatur an etiam pro ipsâ (solâ) redâ portorium daturus fuerit? Puto, si mulio non ignoravít eà se transiturum, cùm vehiculum locaret, mulionem præstare debere. l. 60. §. 8. C. civ. 1724, 1728, s. 1761, s.

44. Æde quam reconductam habere dicis, et pensionem domino in solidum solvisti, invitam te repelli non oportet: nisi propriis usibus dominus eam necessariam esse probaverit, aut corrigere domum maluerit, aut tu malè in re locatâ versata es. l. 3. C. de locato.

45. Viam veritatis ignoras in conductionibus non succedere hæredes existimans: cùm sive perpetua conductio est, etiam ad hæredes transmittatur: sive temporalis, intrà tempora locationis hæredi quoque contractus incumbat. l. 10. C. eod. C. civ. 1742.

TITULUS III. — *De æstimatoriâ.*

1. Æstimatio periculum facit ejus qui suscepit. Aut igitur ipsam rem debebit incorruptam reddere, aut æstimationem de quâ convenit. l. 1. §. 1. V. l. 5. §. 3. ff. commod. C. civ. 1822.

TITULUS IV. — *De rerum permutatione.*

1. Sicut aliud est vendere, aliud emere: alius emptor, alius venditor: ita pretium aliud, aliud merx. At in permutatione discerni non potest uter emptor, vel uter venditor sit. l. 1. C. civ. 1702.

Nec ratio patitur ut una eademque res et veneat, et pretium sit emptionis. d. l. 1.

2. Permutatio vicina est emptioni. l. 2. C. civ. 1702, s.

TITULUS. V. — *De præscriptis verbis.*

1. Naturâ rerum conditum est ut plura sint negotia, quàm vocabula. l. 4.

2. In his competit speciebus totius ob rem dati tractatus: aut enim do tibi ut des: aut do ut facias: aut facio ut des: aut facio ut facias. l. 5. C. civ. 1101.

3. Supplet prætor in eo quod legi deest. l. 11. C. civ. 1135.

4. Si margarita tibi æstimata dedero, *ut aut eadem mihi adferres, aut pretium eorum :* deindè hæc perierint ante venditionem : cujus periculum sit? Et ait Labeo, quod et Pomponius scripsit, siquidem ego te venditor rogavi, meum esse periculum : si tu me, tuum : si neuter nostrum, sed duntaxat consensimus, teneri te hactenùs ut dolum et culpam mihi præstes. l. 17. §. 1. C. civ. 1927, s.

5. Si cùm mihi vestimenta venderes, rogavero ut ea apud me relinquas, ut peritioribus ostenderem : mox hæc perierint vi ignis, aut aliâ majore : periculum me minimè præstaturum, ex quo apparet utiquè custodiam ad me pertinere. l. 17. §. 4.

Item apud Melam quæritur : si mulas tibi dedero, ut experiaris : et si placuissent emeres : si displicuissent, ut in dies singulos aliquid præstares : deindè mulæ à grassatoribus fuerint ablatæ intra dies experimenti. Quid esset præstandum? Utrùm pretium, et merces : an merces tantùm. Et ait Mela, interesse utrùm emptio jam erat contracta, an futura : ut si facta, pretium petatur : si futura, merces petatur. l. 20. §. 1. C. civ. 1584, s.

LIBER VIGESIMUS.

TITULUS I. — *De pignoribus et hypothecis : (et) qualiter ea contrahantur : et de pactis eorum.*

1. Conventio generalis in pignore dando, bonorum vel posteà quæsitorum recepta est. l. 1.

Et quæ nondùm sunt, futura tamen sunt, hypothecæ dari possunt. l. 15. C. civ. 2122, 2129.

2. Non plus habere creditor potest, quàm habet, qui pignus dedit. l. 3. §. 1.

Quid in eâ re quæ pignori data est, debitor habuerit, considerandum est. d. §. in f. C. civ. 2073, 2093.

3. Res hypothecæ dari posse sciendum est pro quâcunque obligatione : sive mutua pecunia datur, sive dos, sive emptio vel venditio contrahatur, vel etiam locatio et conductio, vel mandatum : et sive pura est obligatio, vel in diem, vel sub conditione : et sive in præsenti contractu, sive etiam præcedat. Sed et futuræ obligationis nomine dari possunt. Sed et non solvendæ omnis pecuniæ causâ, verùm etiam de parte ejus : et vel pro civili obligatione, vel honorariâ, vel tantùm naturali. Sed et in conditionali obligatione non aliàs obligantur, nisi conditio exstiterit. l. 5.

Ex quibus causis naturalis obligatio consistit, pignus perseverare constitit. l. 14. §. 1. C. civ. 2074, 2092.

4. Inter pignus autem et hypothecam tantùm nominis sonus differt. l. 5. §. 1. C. civ. 2072, 2114.

5. Dare autem quis hypothecam potest sive pro suâ obligatione, sive pro alienâ. l. 5. §. 2. C. civ. 2011, 2092.

6. Obligatione generali rerum quas quis habuit, habiturusve sit, ea non continebuntur, quæ verisimile est quemquam specialiter obligaturum non fuisse : ut putà supellex : item vestis relinquenda est debitori. l. 6. C. civ. 2074, 2092, s. pr. 592.

7. Quod emptionem venditionemque recipit, etiam pignorationem recipere potest. l. 9. §. 1.

8. Si debitor res suas duobus simul pignori obligaverit, ita ut utrique in solidum obligatæ essent, singuli in solidum adversùs extraneos Servianâ utentur. Inter ipsos autem si quæstio moveatur, possidentis meliorem esse conditionem, dabitur enim possidenti hæc exceptio, *si non convenit ut eadem res mihi quoque pignori esset.* Si autem id actum fuerit, ut pro partibus res obligarentur, utilem actionem competere, et inter ipsos, et adversùs extraneos, per quam dimidiam partis possessionem adprehendant singuli. l. 10 C. civ. 1197, s.

9. Si is qui bona reipublicæ jure administrat, mutuam pecuniam pro eâ accipiat, potest rem ejus obligare. l. 11.

10. Cùm pignori rem pignoratam accipi posse placuerit, quatenùs utraque pecunia debetur, pignus secundo creditori tenetur. Et tam exceptio quàm actio utilis ei danda est. Quod si dominus solverit pecuniam, pignus quoque perimitur. l. 13. §. 12.

Qui res suas jam obligaverint, et alii secundo obligant creditori, ut effugiant periculum quod solent pati, qui sæpiùs easdem res obligant, prædicere solent, *alii nulli rem obligatam esse, quàm fortè Lucio Titio : ut in id quod excedit priorem obligationem, res sit obligata* : ut sit pignori hypothecæve id quod pluris est, aut solidum, cùm primo debito liberata res fuerit. De quo videndum est, utrùm hoc ita se habeat, si et conveniat. An et si simpliciter convenerit de eo quod excedit, ut sit hypothecæ, et solida res inesse conventioni videtur, cùm à primo creditore fuerit liberata, an adhùc pars. Sed illud magis, quod priùs diximus. l. 15. §. 2.

11. Si sub conditione debiti nomine obligata sit hypotheca, dicendum est ante conditionem non rectè agi : cùm nihil interim debeatur. Sed si sub conditione debiti conditio venerit, rursùs agere poterit. Sed si præsens sit debitum, hypotheca verò sub conditione, et agatur ante conditionem hypothecariam : verum quidem est pecuniam solutam non esse, sed auferri hypothecam iniquum est. Ideòque arbitrio judicis cautiones interponendæ sunt, *si conditio exstiterit, nec pecunia solvatur, restitui hypothecam, si in rerum naturâ sit.* l. 13. §. 5.

Aliena res utiliter potest obligari sub conditione *si debitoris facta fuerit.* l. 16. §. 7. C. civ. 1168, s.

12. Quæsitum est si nondùm dies pensionis venit, an et medio

tempore persequi pignora permittendum sit? Et puto dandam pignoris persecutionem : quia interest meâ. l. 14.

13. Quod dicitur, creditorem probare debere, *cùm conveniebat, rem in bonis debitoris fuisse*, ad eam conventionem pertinet, quæ specialiter facta est, non illam quæ quotidiè inseri solet cautionibus, *ut specialiter rebus hypothecæ nomine datis, cætera etiam bona teneantur debitoris quæ nunc habet, et quæ posteà acquisierit, perindè atque si specialiter hæres fuissent obligatæ.* l. 15. §. 1. C. civ. 2124, s.

14. Si fundus hypothecæ datus sit, deindè alluvione major factus sit, totus obligabitur. l. 16. C. civ. 2133.

Grege pignori obligato, quæ posteà nascuntur tenentur. Sed et si prioribus capitibus decedentibus, totus grex fuerit renovatus, pignori tenebitur. l. 13. v. 1. n. 23.

15. Si nesciente domino res ejus hypothecæ data sit, deindè posteà dominus ratum habuerit, dicendum est hoc ipsum quod ratum habet, voluisse eum retrò recurrere ratihabitionem ad illud tempus quo convenit. l. 16. §. 1.

16. Si res hypothecæ data posteà mutata fuerit, æquè hypothecaria actio competit. Veluti de domo datâ hypothecæ, et horto factâ. Item si de loco convenit, et domus facta sit. Item de loco dato, deindè vineis in eo depositis. l. 16. §. 2. C. civ. 2131, 2133.

17. Si duo pariter de hypothecâ paciscantur: in quantùm quisque obligatam hypothecam habeat, utrùm pro quantitate debiti, an pro partibus dimidiis, quæritur. Et magis est, ut pro quantitate debiti pignus habeant obligatum. Sed uterque, si cum possessore agat, quemadmodùm? Utrùm de parte quisque, an de toto, quasi utrique in solidum res obligata sit? Quod erit dicendum, si eodem die pignus utrique datum est separatim. Sed si simul illi et illi, si hoc actum est, uterque rectè in solidum aget : si minùs, unusquisque pro parte. l. 16. §. 8.

18. Qui pignori plures res accipit, non cogitur unam liberare, nisi accepto universo, quantùm debetur. l. 19.

Actio quidem personalis inter hæredes pro singulis portionibus quæsitis scinditur, pignoris autem jure multis obligatis rebus quas diversi possident, cùm ejus vindicatio non personam obliget, sed rem sequatur, qui possident, tenentes non pro modo singularum rerum substantiæ conveniuntur, sed in solidum : ut vel totum debitum reddant, vel eo quod detinent cedant. l. 2. C. si unus ex plur. hæred. cred. C. civ. 2082, s. 2114.

19. Quidquid pignori commodi, sive incommodi fortuitò accessit : id ad debitorem pertinet. l. 21. §. 2.

20. In quorum finibus emere quis prohibetur, pignus accipere non prohibetur. l. 24.

21. Pater Seio emancipato filio facilè persuasit, ut, quia mu-

tuam quantitatem acciperet à Septitio creditore, chirographum perscriberet suâ manu filius (ejus) quod ipse impeditus esset scribere, sub commemoratione domûs ad filium pertinentis pignori dandæ. Quærebatur, an Seius inter cætera bona, etiam hanc domum jure optimo possidere possit, cùm patris se hæreditate abstinuerit: nec metuiri ex hoc solo, quod mandante patre, manu suâ perscripsit instrumentum chirographi: cùm neque consensum suum accommodaverat patri, aut signo suo, aut aliâ scripturâ Modestinus respondit, cùm suâ manu pignori domum suam futuram Seius scripserat, consensum ei obligationi dedisse manifestum est. l. 26. §. 1.

22. Paulus respondit, generalem quidem conventionem sufficere ad obligationem pignorum: sed ea, quæ ex bonis defuncti non fuerunt, sed posteà ab hærede ejus ex aliâ causâ acquisita sunt, vindicare non posse à creditore testatoris. l. 29.

23. Si mancipia in causam pignoris ceciderunt: ea quoque, quæ ex his nata sunt, eodem jure habenda sunt. l. 29. §. 1. v. s. n. 14.

24. Domus pignori data exusta est: eamque aream emit Lucius Titius et exstruxit. Quæsitum est de jure pignoris. Paulus respondit, pignoris persecutionem perseverare: et ideò jus soli superficiem secutam videri, id est cum jure pignoris: sed bonâ fide possessores non aliter cogendos creditoribus ædificium restituere, quàm sumptus in exstructione erogatos, quatenùs pretiosior res facta est, reciperent. l. 29. § 2. C. civ. 555, 2114.

25. Lex vectigali fundo dicta erat (ut) *si post certum tempus vectigal solutum non esset, is fundus ad dominum redeat.* Posteà is fundus à possessore pignori datus est. Quæsitum est, an rectè pignori datus est. Respondit, si pecunia intercessit, pignus esse. Item quæsiit: si, cùm in exsolutione vectigalis tam debitor, quàm creditor cessassent, et propterea pronuntiatum esset, *fundum secundùm legem, domini esse*: cujus potior causa esset. Respondit, si (ut proponeretur) vectigali non soluto, jure suo dominus usus esset, etiam pignoris jus evanuisse. l. 31. V. 1. qui potior. n. 11. C. civ. 2102.

26. Creditores qui non redditâ sibi pecuniâ, conventionis legem, ingressi possessionem, exercent, vim quidem facere non videntur: attamen auctoritate præsidis possessionem adipisci debent. l. 3. C. de pign. et hyp.

27. Sicut vim majorem pignorum creditor præstare non habet necesse: ita dolum et culpam, sed et custodiam exhibere cogitur. l. 19. C. de pig. et hyp. C. civ. 2080.

28. Si res suas supponere debitor dixerit, non adjecto, *tam præsentes, quàm futuras*, jus tamen generalis hypothecæ etiam ad futuras res producatur. l. ult. C. quæ res pig. obl. C. civ. 2129, s.

29. Quoniam inter alias captiones præcipuè commissoriæ (pignorum) legis crescit asperitas, placet infirmari eam, et in poste-

rùm omnem ejus memoriam aboleri. Si quis igitur tali contractu laborat, hâc sanctione respiret, quæ cum præteritis præsentia quoque repellit, et futura prohibet. Creditores enim re amissâ jubemus recuperare quod dederunt. l. ult. C. de pactis. pign.

30. Si prætorium pignus quicunque judices dandum alicui perspexerint : non solùm super mobilibus rebus et immobilibus, et se moventibus, sed etiam super actionibus debitori competunt, præcipimus et de eis licere decernere. l. 1. C. de prætor. pign.

Titulus ii. — *In quibus causis pignus, vel hypotheca tacitè contrahitur.*

1. Senatusconsulto, quod sub Marco Imperatore factum est, pignus insulæ, creditori datum, qui pecuniam ob restitutionem ædificii exstruendi mutuam dedit, ad eum quoque pertinebit, qui redemptori, domino mandante, nummos ministravit. l. 1. v. 1. qui potior. n. 3. C. civ. 2103.

2. Non solùm pro pensionibus, sed etsi deteriorem habitationem fecerit culpâ suâ inquilinus, pro nomine ex locato cum eo erit actio, invecta et illata pignori erunt obligata. l. 2. C.civ. 2102.

3. Si horreum fuit conductum, vel diversorium, vel area, tacitam conventionem de invectis illatis, etiam in his locum habere, putat Neratius, quod verius est. Eo jure utimur, ut quæ in prædia urbana *inducta illata* sunt pignori esse credantur quasi id tacitè convenerit. In rusticis prædiis contrà observatur. Stabula quæ non sunt in continentibus ædificiis, quorum prædiorum ea numero habenda sint, dubitari potest. Et quidem urbanorum sine dubio non sunt, cùm à cæteris ædificiis separata sint. Quod ad causam tamen (talis) taciti pignoris pertinet, non multùm ab urbanis prædiis differunt. l. 3. l. 4. d. l. §. 1.

Videndum est, ne non omnia illata, vel inducta, sed ea sola quæ utibi sint, illata fuerint, pignori sint, quod magis est. l. 7. §. 1.

4. In prædiis rusticis fructus qui ibi nascuntur, tacitè intelliguntur pignori esse domino fundi locati, etiamsi nominatìm id non convenerit. l. 7. C. 2102.

5. Universa bona eorum qui censentur vice pignorum tributis obligata sunt. l. 1. C. eod.

Certùm est ejus, qui cum fisco contrahit, bona velati pignoris titulo obligari, quamvis specialiter id non exprimatur. l. 2. C. eod. C. civ. 2098, 2121.

6. Si mater legitimè liberorum tutelâ susceptâ, ad secundas... aspiraverit nuptias, antequàm eis tutorem alium fecerit ordinari, eisque quod debetur ex ratione tutelæ gestæ, persolverit : mariti quoque ejus præteritæ tutelæ gestæ ratiociniis, bona jure pignoris tenebuntur obnoxia. l. 6. c. eod. Bona ejus primitùs qui tutelam gerentis affectaverit, nuptias, in obligationem venire et teneri obnoxia, rationibus parvulorum præcipimus : ne quid incuriâ, ne quid fraude depereat. l. 2. C. quand. mul. tut. off. fung. pot. C. civ. 395, s. 2121.

TITULUS III. — *Quæ res pignori, vel hypothecæ datæ, obligari non possunt.*

1. Etsi ita contractum sit, ut *antecedens dimitteretur*, non aliter in jus pignoris succedet, nisi convenerit, *ut sibi eadem res esset obligata.* Neque enim in jus primi succedere debet, qui ipse nihil convenit de pignore, quo casu emptoris causa melior efficietur. Deniquè si antiquior creditor *de pignore vendendo*, cum debitore pactum interposuit, posterior autem creditor de distrahendo omisit, non per oblivionem, sed cùm hoc ageretur, *ne posset vendere :* videamus, an dici possit sive usquè transire ad eum jus prioris, ut distrahere pignus huic liceat? Quod admittendum existimo. Sæpè enim quod quis ex suâ personâ non habet, hoc per extraneum petere potest. l. 3. in fin. V. l. ff. quemad. serv. amitt.

2. Titius, cùm mutuam pecuniam accipere vellet à Mævio, cavit ei : et quasdam res hypothecæ nomine dare distinavit : deindè postquàm quasdam ex his rebus vendidisset, accepit pecuniam. Quæsitum est an et priùs res venditæ creditori tenerentur? respondit, cùm in potestate fuerit debitoris post cautionem interpositam, pecuniam non accipere, eo tempore pignoris obligationem contractam videri, quo pecunia numerata est. Et ideò inspiciendum, quas res in bonis debitor numeratæ pecuniæ tempore habuerit. l. 4. V. l. 1. §. 1. tit. seq. l. 11. qui potior.

3. Executores à quocunque judice dati ad exigenda debita ea, quæ civiliter poscuntur, servos aratores, aut boves aratorios (aut instrumentum aratorium) pignoris causâ de possessionibus non abstrahant, ex quo tributorum illatio retardetur. Si quis igitur intercessor, aut creditor, vel præfectus pagi (vel vici) vel decurio in hâc re fuerit detectus : æstimando à judice supplicio subjugetur. l. 7. C. eod.

Pignorum gratiâ aliquid quod ad culturam agri pertinet, auferri non convenit. l. 8. C. eod. pr. 592, s.

TITULUS IV. — *Qui potiores in pignore, vel hypothecâ habeantur, et de his qui in priorum creditorum locum succedunt.*

1. Qui dotem pro muliere promisit, pignus sive hypothecam de restituendâ sibi dote accepit : subsecutâ deindè pro parte numeratione, maritus eamdem rem pignori alii dedit : mox residuæ quantitatis numeratio impleta est. Quærebatur de pignore, cùm ex causâ promissionis ad universæ quantitatis exsolutionem qui dotem promisit compellitur, non utiquè solutionum observanda sunt tempora : sed dies contractæ obligationis. Nec (probè) dici, in potestate ejus esse, ne pecuniam residuam redderet, ut minùs dotata mulier esse videatur. Alia causa est ejus, qui pignus accepit ad eam summam, quam intrà diem certum numerasset, ac fortè priùs quàm numeraret, alii res pignori data est. l. 1. d. l. §. 1. C. civ. 2121.

2. Qui generaliter bona debitoris pignori accepit, eo potior est, cui posteà prædium ex his bonis datur : quamvis ex cæteris pecuniam suam redigere possit. Quod si ea conventio prioris fuit, *ut ita demùm cætera certa bona pignori haberentur, si pecunia de his, quæ generaliter accepit, servari non potuisset* : deficiente secundâ conditione, secundus creditor in pignore posteà dato non tam potior, quàm solus invenietur. l. 2.

Quamvis constet specialiter quædam, et universa bona generaliter adversarium tuum pignori accepisse, et æquale ejus in omnibus habere : jurisdictio tamen temperanda est. Ideòque, si certum est posse eum ex his quæ nominatìm ei pignori obligata sunt, universum redigere debitum : ea, quæ posteà ex eisdem bonis pignori accepisti, interim tibi non auferri præses (provinciæ) jubebit. l. 2. C. de pig. et hyp.

Quæ specialiter vobis obligata sunt, debitoribus detrectantibus solutionem, bonâ fide debetis, et solemniter vendere. Ita enim apparebit, an ex pretio pignoris, debito satisfieri possit. Quod si quid deerit : non prohibemini cætera etiam bona jure conventionis consequi. l. 9. C. de distract. pig. C. civ. 2134, s.

3. Interdùm posterior potior est priori. Ut putà si in rem istam conservandam impensum est, quod sequens credidit, veluti si navis fuit obligata, et ad armandam eam (rem) vel reficiendam eam ego credidero. l. 5. hujus enim pecunia salvam fecit pignoris causam. Quod poterit quis admittere, et si in cibaria nautarum fuerit creditum, sine quibus navis salva pervenire non poterat. Item si quis in merces (sibi) obligatas crediderit, vel ut salvæ fiant, vel ut naulum exsolvatur : potentior erit, licet posterior sit. Nam et ipsum naulum potentius est. Tantumdem dicetur etsi merces horreorum vel areæ, vel vecturæ jumentorum debetur. Nam et hic potentior erit. l. 6. d. l. §. 1. et 2. C. civ. 2103, co. 190, s. 280.

4. Idemque est, si ea nummis pupilli fuerit res comparata, quarè si duorum pupillorum nummis res fuerit comparata, ambo in pignus concurrent pro his portionibus, quæ in prætium rei fuerint expensæ. l. 7. V. l. ult. §. 1.

Quamvis ea pecunia, quam à te mutuo frater tuus accepit, comparaverit prædium : tamen nisi specialiter, vel generaliter hoc tibi obligaverit, tuæ pecuniæ numeratio in causam pignoris non deduxit. l. 17. C. de pig. et hyp. V. l. 6. c. qui pot. C. civ. 2103.

5. Si pignus specialiter respublica acceperit, dicendum est præferri eam fisco debere, si posteà fisco debitor obligatus est : quia et privati præferuntur. l. 8. v. 1. de jure fisci. n. 14.

Titius Seiæ ob summam quâ ex tutelâ ei condemnatus erat, obligavit pignori omnia bona sua quæ habebat, quæque habiturus esset : posteà mutuatus à fisco pecuniam, pignori ei res suas omnes obligavit, et intulit Seiæ partem debiti, et reliquam sum-

mam novatione factâ eidem promisit, in quâ obligatione similiter, ut suprà, de pignore convenit. Quæsitum est an Seia præferenda sit fisco, et in aliis rebus quas Titius tempore prioris obligationis habuit, item in his rebus quas post priorem obligationem acquisiit, donec universum suum debitum consequatur. Respondit nihil proponi cur non sit præferenda. l. ult. V. l. 4. C. eod. l. 2. in f. C. de privil. fisci. C. civ. 2098.

6. Si hæres ob ea legata quæ sub conditione data erant, de pignore rei suæ convenisset, et posteà eadem ipsa pignora ob pecuniam creditam pignori dedit, ac post conditio legatorum exstitit, hic quoque tuendum eum cui priùs pignus datum esset, existimavit. l. 9. §. 2.

Videamus, an idem dicendum sit, si, sub conditione stipulatione factâ, hypotheca data sit : quâ pendente alius credidit purè, et accepit eamdem hypothecam : tunc deindè prioris stipulationis existat conditio : ut potior sit, qui posteà credidisset. Sed vereor num aliud sit dicendum. Cùm enim semel conditio exstitit, perindè habetur ac si illo tempore, quo stipulatio interposita est, sine conditione facta esset. Quod et melius est. l. 11. §. 1.

Ampliùs etiam sub conditione creditorem tuendum putabat adversùs eum? cui posteà quicquam deberi cœperit : si modò non ea venditio sit, quæ invito debitore impleri non possit. l. 9. §. 1. C. civ. 2132.

7. Si paratus est posterior creditor priori creditori solvere, quod ei debetur : videndum est, an competat ei hypothecaria actio, nolente priore creditore pecuniam accipere. Et dicimus priori creditori inutilem esse actionem : cùm per eum fiat, ne ei pecunia solvatur. l. 11. §. ult.

Planè cùm tertius creditor primum de suâ pecuniâ dimisit, in locum ejus substituitur in eâ quantite, quam superiori exsolvit. l. 16.

Si tertius creditor pignora sua distrahi permittit, ad hoc, ut priori pecuniâ solutâ, in aliud pignus priori succedat, successurum eum Papinianus scripsit. Et omninò secundus creditor nihil aliud juris habet, nisi ut solvat priori, et loco ejus succedat. l. 12. §. 9.

Eum qui à debitori suo prædium obligatum comparavit, eatenùs tuendum, quatenùs ad priorem creditorem ex pretio pecuniâ pervenit. l. 17.

Qui pignus secundo loco accepit, ita jus suum confirmare potest, si priori creditori debitam pecuniam solverit : aut cùm obtulisset, isque accipere noluisset, eam obsignavit, et deposuit, nec in usus suos convertit. l. 1. C. eod.

Res obligatas exterus debito soluto liberando, datum petere, non earum dominium adipisci potest. l. 21. C. de pign. C. civ. 1249, s.

8. Sciendum est, secundo creditori rem teneri, etiam invito

debitore, tam in suum debitum, quàm in primi creditoris, et in usuras suas, et quas primo creditori solvit. Sed tamen usurarum, quas creditori primo solvit, usuras non consequetur, non enim alterius negotium gessit, sed magis suum. l. 12. §. 6. l. 22. C. de pig. et hyp. V. 1. n. 12.

9. Si priori hypotheca obligata sit, nihil verò de venditione convenerit, posterior verò de hypothecâ vendendâ convenerit : verius est priorem potiorem esse. Nam et in pignore placet, si prior convenerit de pignore, licèt posteriori res tradatur, adhuc potiorem esse priorem. l. 12. §. ult. C. civ. 2076, 2134.

10. Insulam tibi vendidi : et dixi, *prioris anni pensionem mihi, sequentium tibi accessurum, pignorumque ab inquilino datorum jus utrumque secuturum.* Nerva, Proculus, nisi ad utramque pensionem pignora sufficerent, jus omnium pignorum primùm ad me pertinere : quia nihil apertè dictum esset, an communiter ex omnibus pignoribus summa pro ratâ servetur : si quid superesset, ad te. *Paulus*, facti quæstio est. Sed verisimile est id actum, ut primam quamque pensionem pignorum causa sequatur. l. 13.

11. Etiam superficies in alieno solo posita pignori potest. Ita tamen, ut prior sit causa domini soli, si non solvatur ei solarium. l. 15.

12. Lucius Titius mutuam pecuniam dedit sub usuris, acceptis pignoribus : eidemque debitori Mævius sub iisdem pignoribus, pecuniam dedit. Quæro, an Titius non tantùm sortis, et earum usurarum nomine quæ accesserunt, antequàm Mævius crederet, sed etiam earum quæ posteà accesserunt, potior esset. Respondit, Lucium Titium in omne quod ei debetur potiorem esse. l. 18. C. civ. 2134.

13. Cùm de pignore, utraque pars contendit, prævalet jure qui prævenit tempore. l. 2. in f. C. qui potior. C. civ. 2134.

14. Eos qui acceperunt pignora, cùm in rem actionem habeant, privilegiis omnibus quæ personalibus actionibus competunt, præferri constat. l. 9. C. qui potior.

15. Non omninò succedunt in locum hypothecarii creditoris hi quorum pecunia ad creditorem transit. Hoc enim tunc observatur, cùm is qui pecuniam posteà dat, sub hoc pacto credat, ut idem pignus ei obligetur, et in locum ejus succedat. Quod cùm in personâ tuâ factum non sit (judicatum est enim te pignora non accepisse) frustrà putas tibi auxilio opus esse constitutionis nostræ, ad eam rem pertinentis. l. 1. C. de his qui in pr. cr. loc. suc. C. civ. 1249, s.

16. Cùm pro patre, in cujus potestate non eras, pecuniam fisco intuleris, et jure privilegio ejus successisti, et ejur locum, cui pecuniam numerasti, consecutus es. l. 2. C. de his qui in prior. cred. loc. succ.

Si cùm pecuniam pro marito solveres, neque jus fisci in te transferri impetrasti, neque pignoris causâ domum vel aliud quid ab eo accepisti, habes personalem actionem. l. 3. C. de priv. fisci.

Si in te jus fisci, cùm reliqua solveres debitoris pro quo satisfaciebas, tibi competens judex adscripsit et transtulit, ab his creditoribus quibus fiscus potior habetur, res quas eo nomine tenes, non possunt inquietari. l. ult. C. eod.

17. Si potiores creditores pecuniâ tuâ dimissi sunt, quibus obligata fuit possessio quam emisse te dicis, ita ut pretium perveniret ad eosdem priores creditores, in jus eorum successisti : et contrà eos qui illis inferiores fuerunt, justâ defensione te tueri potes. l. 3. C. de his qui in prior. C. civ. 2178, s. 2181, s.

Titulus v. — *De distractione pignorum, et hypothecarum.*

1. Creditoris arbitrio permittitur, ex pignoribus sibi obligatis, quibus velit, distractis, ad suum commodum pervenire. l. 8.

2. Quæsitum est, si creditor ab emptore pignoris, pretium servare non potuisset, an debitor liberatus esset? putavi, si nulla culpa imputari creditori possit, manere debitorem obligatum. l. 9. C. civ. 2082, 2087.

3. Persecutione pignoris promissâ, debitores actione personali convenire creditor urgeri non potest. l. 24. C. de pign.

Priùs in personam debitoris et fidejussorum agere debet creditor, quàm in tertium pignoris possessorem : et priùs in pignus debitoris, quàm fidejussoris. Nov. 4. cap. 2. C. civ. 2021, s. 2166.

4. Quamdiù non est integra pecunia creditori numerata, etiamsi pro parte majore eam consecutus sit, distrahendi rem obligatam non amittit facultatem. l. 6. C. eod. C. civ. 2082.

5. Si in hoc quod jure tibi debetur, satisfactum non fuerit, debitoribus res obligatas tenentibus, aditus præses provinciæ, tibi distrahendi facultatem jubebit fieri. l. 14. C. eod. C. civ. 2204, s. pr. 673, s.

6. Unus ex multis debitoris, qui pignora tradiderat, hæredibus, quod ab eo personali actione peti potuit, solvendo, res obligatas distrahendi creditori facultatem non adimit. l. 16. C. de distr. pign.

Qui pro parte hæres exstitit, nisi totum debitum exsolvat, suam portionem ex pignoribus recipere non potest. l. 1. C. de luit. pig. l. 2. C. si unus ex plurib. C. civ. 1218, s. 1222, s. 2083.

Titulus iv. — *Quibus modis pignus vel hypotheca solvitur.*

1. Si res distracta fuerit sic, *nisi intrà certum diem meliorem conditionem invenisset*, fueritque tradita, et fortè emptor, antequàm melior conditio offerretur hanc rem pignori dedisset : Marcellus ait, finiri pignus, si melior conditio fuerit allata. Quanquàm ubi sic res distracta est, *nisi emptori displicuisset*, pignus finiri non putet. l. 3. C. civ. 2125.

2. Si debitor cujus res pignori obligatæ erant, servum quem

emerat redhibuerit, an desinat Servianæ locus esse? Et magis est ne desinat: nisi ex voluntate creditoris hoc factum est. C. civ. 1167.

3. Liberatur pignus sive solutum est debitum, sive eo nomine satisfactum (est); sed etsi tempore finitum pignus est, idem dicere debemus, vel si quâ ratione obligatio ejus finita est. l. 6. C. civ. 1234, 2082.

Si deferente creditore, juravit debitor se dare non oportere, pignus liberatur : quia perindè habetur atque si judicio absolutus esset. Nam etsi à judice, quamvis per injuriam absolutus sit debitor, tamen pignus liberatur. l. 13. C. civ. 1357, s. 2074.

4. Si consensit venditioni creditor, liberatur hypotheca. l. 7. l. 12.

Si in venditione pignoris consenserit creditor, vel ut debitor hanc rem permutet, vel donet, vel in dotem det, dicendum erit pignus liberari : nisi salvâ causâ pignoris sui consensit. l. 4. §. 1.

Si probaveris te fundum mercatum, possessionemque ejus tibi traditam, *sciente et consentiente* eâ quæ sibi eum à venditore obligatum dicit : exceptione eam removebit. Nam obligatio pignoris consensu et contrahitur, et dissolvitur. l. 2. C. de rem pign. C. civ. 2157, s.

5. Paulus respondit, Sempronium antiquiorem creditorem consentientem, cùm debitor eamdem rem tertio creditori obligaret, jus suum pignoris remisisse videri. l. 12. C. civ. 2076.

6. Non videtur consensisse creditor, si, sciente eo, debitor rem vendiderit, cùm ideò passus est venire, quod sciebat ubiquè pignus sibi durare. Sed si subscripserit fortè in tabulis emptionis, consensisse videtur : nisi manifestè appareat deceptum esse. l. 8. §. 15.

Titius Seio pecuniam sub pignore fundi dederat, qui fundus cùm esset reipublicæ antè obligatus, secundus creditor pecuniam reipublicæ (eam) solvit: sed Mævius exstitit qui dicebat antè rempublicam sibi fundum obligatum fuisse. Inveniebatur autem Mævius instrumento cautionis cum republicâ facto à Seio interfuisse, et subscripsisse, quo caverat Seius, fundum nulli alii esse obligatum. Quæro, an actio aliqua in rem Mævio competere potest? Modestinus respondit, pignus cui is de quo quæritur consensit, minimè eum retinere posse. l. 9. §. 1. V. s. de pign. act. n. 20. 1. de reg. jur. n. 134.

7. Voluntate creditoris pignus debitor vendidit, et posteà placuit inter eum et emptorem, ut à venditione discederent. Jus pignorum salvum erit creditori. Nam sicut debitori, ita et creditori pristinum jus restituitur : neque omnimodo creditor pignus remittit : sed ita demùm si emptor rem retineat, nec reddat venditori. Et ideò, si judicio quoque accepto venditor absolutus sit, vel, quia non tradebat, in id quod interest condemnatus, salvum fore pignus creditori dicendum est. Hæc enim accidere potuissent, etiam si non voluntate creditoris vendidisset. l. 10.

Bellè quæritur, si fortè venditio rei specialiter obligatæ non valeat, an nocere hæc res creditori debeat, quod consentit: ut putà si qua ratio juris venditionem impediat? Dicendum est, pignus valere. l. 4. §. 2.

Si voluntate creditoris fundus alienatus est, inverecundè applicari sibi eum creditor desiderat: si tamen effectus sit secutus venditionis. Nam si non venierit, non est satis ad repellendum creditorem, quod voluit venire. l. 8. §. 6.

Venditionis autem appellationem generaliter accipere debemus, ut etsi legare permisit, valeat quod concessit. Quod ita intelligemus, ut etsi legatum repudiatum fuerit, convalescat pignus. d. l. 8. §. 11.

LIBER UNUS ET VIGESIMUS.

Titulus i. — *De ædilitio edicto, et redhibitione, et quanti minoris.*

1. Labeo scribit, edictum ædilium curulium de venditionibus rerum, esse tam earum quæ soli sint, quàm (earum) quæ mobiles, aut se moventes. l. 1. V. 1. n. 16.

2. *Qui (jumenta) vendunt certiores faciant emptores quid morbi vitiive cuique sit. Eademque omnia, cùm ea (jumenta) venibunt, palàm rectè pronuntianto. Quod si (jumenta) adversùs ea venisset, sive adversùs quod dictum promissumve fuerit, cùm veniret, fuisset: quod ejus præstari oportere dicetur emptori, omnibusque, ad quos ea res pertinet, judicium dabimus, ut id (jumentum) redhibeatur.* l. 1. §. 18.

Qui jumenta vendunt palàm rectè dicunto quid in quoque eorum morbi, vitiique sit. l. 3. C. civ. 1641, s.

3. Causa ejus edicti proponendi est, ut occurratur fallaciis vendentium, et emptoribus succurratur, quicunque decepti à venditoribus fuerint: dummodò sciamus venditorem, etiamsi ignoraverit ea quæ ædiles præstari jubent, tamen teneri debere. Nec est hoc iniquum: potuit enim ea nota habere venditor: neque enim interest emptoris cur fallatur, ignorantiâ venditoris, an calliditate. l. 1. §. 2. C. civ. 1643.

4. Illud sciendum est, edictum hoc non pertinere ad venditiones fiscales. l. 1. §. 3. C. civ. 1649.

5. Si intelligatur vitium, morbusque (jumenti) ut plerumquè signis quibusdam solent demonstrare vitia, potest dici, edictum cessare: hoc enim tantùm intuendum est, ne emptor decipiatur. l. 1. §. 6. C. civ. 1642.

6. Proindè si quid tale fuerit vitii, sive morbi quod usum (jumenti) impediat, id dabit redhibitioni locum: dummodò meminerimus, non utiquè quodlibet quàm levissimum efficere, ut morbosum vitiosumve habeatur. l. 1. §. 8. C. civ. 1641.

7. Si quid venditor de (jumento) affirmaverit, idque non ita

esse emptor queratur, aut redhibitorio, aut æstimatorio, id est, quanto minoris judicio agere potest. l. 18. C. civ. 1641, s.

8. Sciendum est quædam etsi dixerit, præstare eum non debere : scilicet ad quæ, ea nudam laudem pertinent : ut enim Pedius scribit, multùm interest, commendandi causâ quid dixerit, an verò præstaturum se promiserit quod dixit. l. 19. d. l. §. 2.

Ea autem sola dicta, sive promissa admittenda sunt, quæcunque sic dicantur, ut præstentur, non ut jactentur. d. l. §. 3.

9. Redhibere, est facere ut rursùs habeat venditor quod habuerit, et quia reddendo id fiebat, idcircò redhibitio est appellata, quasi redditio. l. 21. C. civ. 1641, s.

10. Jubent ædiles restitui et quod venditioni accessit, et si quas accessiones ipse præstiterit : ut uterque resolutâ emptione nihil ampliùs consequatur, quam (non) haberet si venditio facta non esset. l. 23. §. 1. d. l. §. 7. l. 60. Indemnis emptor debet discedere. l. 27. in fin. C. civ. 1644, s.

11. Judici statìm atque judex factus est, omnium rerum officium incumbit, quæcunque in judicio versantur. Ea autem, quæ antè judicium contingunt, non valdè ad eum pertinent : nisi fuerint ei nominatìm injuncta. l. 25. §. 8. in fin.

12. In causæ cognitione hoc versabitur, si aut mora fuit per venditorem, aut non fuit præsens, cui redderetur : aut aliqua justa causa intercessit, cur intrà diem redhibitum (jumentum) non est, quod ei (magis) displicuerat. l. 31. §. 33.

13. Interdùm etsi in singula capita pretium constitutum, tamen una emptio est : ut propter unius vitium omnes redhiberi (possint) vel debeant : scilicet cùm manifestum erit (non) nisi omnes quem empturum, vel venditurum fuisse, ut plerumquè circa quadrigas, vel mulas pares accidere solet, ut neutri non nisi omnes habere expediat. l. 34. §. 1. v. l. 38. §. 14. C. civ. 1641, s.

14. (Jumenta) quæ optimè ornata vendendi causâ fuerint, ita emptoribus tradentur. l. 38.

Vendendi autem causâ ornatum jumentum videri Cœcilius ait, non si sub tempus venditionis : hoc est biduo ante venditionem (ornatum) sit, sed si in ipsâ venditione ornatum sit : aut ideò, (inquit) venale cùm esset, sic ornatum inspiceretur : semperque cùm de ornamentis agitur (et) in actione, et in edicto adjectum est, *vendendi causâ ornata ducta esse* : poterit enim jumentum ornatum itineris causâ duci, deindè venire. l. d. 38. §. 11.

15. Aiunt ædiles *ne quis canem, verrem, (vel minorem aprum) lupum, ursum, pantheram, leonem*, et generaliter *aliudve, quod noceret, animal, sive soluta sint, sive alligata, ut contineri vinculis, quominùs damnum inferant, non possint. Quà vulgò iter fiet, ita habuisse velit, ut cuiquam nocere, damnumve dare possit.* l. 40. §. 1. l. 41. l. 42. C. civ. 1385; p. 471, 475, 479.

16. Etiam in fundo vendito redhibitionem procedere, nequa-

quàm incertum est, veluti si pestilens fundus distractus sit : nam redhibendus erit. l. 49.

Si pestibilis fundus, id est pestibiles herbas vel lethiferas habens ignorante emptore distractus sit, eum quoque redhibendum esse constat. l. 4. C. de Ædil. act. C. civ. 1628, 1641, s. 1891.

17. Quoties de servitute agitur, victus tantùm debet præstare, quanti minoris emisset emptor, si scisset hanc servitutem impositam. l. 61. C. civ. 1638.

18. De dolo donator obligare se debet et solet : ne, quod benignè contulerit, fraudis consilio revocet. l. 62 in fin.

Titulus ii. — *De evictionibus, et duplæ stipulatione.*

1. Sive tota res evincatur, sive pars, habet regressum emptor in venditorem : sed cùm pars evincatur, si quidem pro indiviso (evincatur) regressum habet pro quantitate evictæ partis : quod si certus locus sit evictus non pro indiviso portio fundi, pro bonitate loci erit regressus. Quid enim si quod fuit in agro pretiosissimum, hoc evictum est, aut quod fuit in agro vilissimum, æstimabitur loci qualitas, et sic erit regressus. l. 1. C. civ. 1626, s.

2. Si fundus venierit, ex consuetudine ejus regionis in quâ negotium gestum est, pro evictione caveri oportet. l. 6.

3. Lucius Titius prædia in Germaniâ trans Rhenum emit, et partem pretii intulit : cùm in residuam quantitatem hæres emptoris conveniretur, quæstionem retulit, dicens has possessiones ex præcepto principali partìm distractas, partìm veteranis in præmia adsignatas : *Quæro* an hujus rei periculum ad venditorem pertinere possit? *Paulus respondit*, futuros casus evictionis, post contractam emptionem ad venditorem non pertinere. Et ideò secundùm ea quæ proponuntur, pretium prædiorum peti posse. l. 11.

4. Evictâ re venditâ, ex empto erit agendum de eo quod accessit : quemadmodùm ea quæ empto fundo nominatim accesserunt, si evicta sint, simplum præstatur. l. 16. C. civ. 1633, s.

5. Hoc jure utimur, ut, exceptiones ex personâ emptoris objectæ si obstant, venditor ei non teneatur. l. 27.

6. Quolibet tempore venditori renuntiari potest, ut de eâ re agendâ adsit : quia non præfinitur certum tempus in eâ stipulatione : dùm tamen ne propè ipsam condemnationem id fiat. l. 29. §. ult.

Si cùm possit emptor auctori denuntiare, non denuntiasset, idemque victus fuisset : quoniam parùm, instructus esset, hoc ipso videtur dolo fecisse, et ex stipulatu agere non potest. l. 53. §. 1. C. civ. 1640.

7. Cùm (fundus) *(uti optimus maximusque) (est)* emptus est, et alicujus servitutis evictæ nomine, aliquid emptor à venditore consecutus est : deindè totus fundus evincitur, ob eam evictionem

id præstari debet, quod reliquum est : nam si aliud observabimus, servitutibus aliquibus, et mox proprietate evictâ, ampliùs emptor, quàm (quanti) emit, consequetur. l. 48. C. civ. 1626, s.

8. Si fundo tradito, pars evincatur, si singula jugera venierint quæ evicta fuerint præstandum, etiamsi ea quæ meliora fuerunt evicta sint. l. 53.

Cæterum, cùm pro diviso pars aliqua fundi evincitur, tametsi certo pretio, tunc non pro bonitate, sed quanti singula venierint certus numerus jugerum traditus sit, tamen non pro modo, sed pro bonitate regionis præstatur evictio. l. 64. §. 3. C. civ. 1626, s.

9. Si ideò contrà emptorem judicatum est, quod defuit, non committitur stipulatio : magis enim propter absentiam victus videtur, quàm quod malam causam habuit. l. 55. C. civ. 1640.

10. Si compromisero, et contrà me data fuerit sententia, nulla mihi actio de evictione danda est adversùs venditorem : nullâ enim necessitate cogente id feci. l. 56. §. 1. C. civ. 1627, s.

11. Si in venditione dictum non sit quantùm venditorem pro evictione præstare oporteat, nihil venditor præstabit præter simplam evictionis nomine, est ex naturâ ex empto actionis hoc quod interest. l. 60. v. l. 9. et l. 16. v. s. de act. empt. et vend. l. 13. §. 22.

Si evictum fuerit *(quod venditum est)* à venditore, successoreve ejus consequeris, quanti tuâ interest. In quo continetur etiam eorum persecutio, quæ in rem emptam à te, ut melior fieret, erogata sunt. l. 9. C. eod.

Impensas quas ad meliorandam rem vos erogasse constiterit, habitâ fructuum ratione, restitui vobis (præses) jubebit. l. 16. C. eod. C. civ. 1146, s. 1626, s.

12. Si ei qui mihi vendidit plures hæredes exstiterunt, una de evictione obligatio est, omnibusque denuntiari, et omnes defendere debent : si de industriâ non venerint in judicium, unus tamen ex his liti substitit, propter denuntiationis vigorem, et prædictam absentiam, omnibus vincit aut vincitur, rectèque cum cæteris agam quod evictionis nomine victi sint. l. 62. §. 1. C. civ. 1222, s.

13. Ex mille jugeribus traditis ducenta flumen abstulit : si posteà pro indiviso ducenta evincantur, stipulatio pro parte quintâ non quartâ præstabitur : nam quod perit, damnum emptori, non venditori attulit. l. 64.

14. Divisione inter cohæredes factâ, si procurator absentis interfuit, et dominus ratam habuit, evictis prædiis, in dominum actio dabitur quæ daretur in eum qui negotium absentis gessit, ut quanti suâ interest, actor consequatur : scilicet ut melioris aut deterioris agri facti causâ, finem pretii quo fuerat tempore divisionis æstimatus, diminuat vel excedat. l. 66. §. ult.

Evictâ re, ex empto actio non ad pretium duntaxat recipiendum, sed ad id quod interest competit. Ergò si minor esse cœpit damnum emptoris erit. l. 70. v. s. n. 11. C. civ. 1633.

15. Qui nomen *quale fuit* vendidit, duntaxat ut sit, non ut exigi aliquid etiam possit, et dolum præstare cogitur. l. 74. §. 3. V. l. 4. ff. de hæred. vel act. vend. C. civ. 1693.

16. Emptor hæreditatis rem à possessoribus sumptu, ac periculo suo persequi debet. Evictio quoque non præstatur in singulis (rebus) cùm hæreditatem jure venisse constet, nisi aliud nominatìm inter contrahentes convenit. l. 1. C. de evict. C. civ. 1696.

17. Quoniam avus tuus, cùm prædia tibi donaret, de evictione eorum cavit, potes adversùs cohæredes tuos ex causâ stipulationis consistere ob evictionem prædiorum, pro portione scilicet hæreditariâ. l. 2. C. de evict.

18. Qui rem emit, et post possidet quamdiù evicta non est, auctorem suum propterea quod aliena, vel obligata res dicatur, convenire non potest. l. 3. C. de evict. V. l. 24. C. eod. v. s. de act. emp. et vend. n. 22. C. civ. 1599, 1653.

19. Non dubitatur, etsi specialiter venditor evictionem non promiserit, re evictâ ex empto competere actionem. l. 6. C. de evict. C. civ. 1626, s.

LIBER VIGESIMUS SECUNDUS.

Titulus i. — *De usuris, et fructibus, et causis, et omnibus accessionibus, et morâ.*

1. Socius, si ideò condemnandus erit, quod pecuniam communem invaserit, vel in suos usus converterit : omnimodo etiam morâ non interveniente, præstabuntur usuræ. l. 1. §. 1. C. civ. 1848.

2. Circà tutelæ restitutionem pro favore pupillorum latior interpretatio facta est : nemo enim ambigit hodiè, sive judex accipiatur, in diem sententiæ, sive sine judice tutela restituatur, in eum diem quo restituit, usuras præstari. Planè si tutelæ judicio nolentem experiri, tutor ultrò convenerit, et pecuniam obtulerit, eamque obsignatam deposuerit, ex eo tempore non præstabit usuras. l. 1. §. 3. C. civ. 474, 1257, s.

3. In his quoque judiciis quæ non sunt arbitraria nec bonæ fidei, post litem contestatam actori causa præstanda est. l. 3. §. 1. Lite contestatâ usuræ currunt. l. 35. C. civ. 1146, s.

4. Cùm Pollidius à propinquâ suâ hæres institutus rogatus fuisset filiæ mulieris *quidquid ex bonis ejus ad se pervenisset*, *cùm certam ætatem puella complesset*, *restituere* : idque sibi (mater) ideò placuisse testamento comprehendisset, *ne filiæ tutoribus*, *sed potiùs necessitudini res committerentur* : eumdemque Pollidium, fundum retinere jussisset. Præfectis prætorii suasi, fructus qui bonâ fide à Pollidio ex bonis defunctæ percepti essent, restitui debere : sive quod fundum ei tantùm prælegaverat, sive quod lubrico tutelæ fideicommissi remedium mater prætulerat. l. 3. §. 3.

5. Debitor usurarius creditori pecuniam obtulit, et eam cùm

accipere noluisset, obsignavit ac deposuit : ex eo die ratio non habebitur usurarum. l. 7. C. civ. 1257, s.

6. Neque eorum fructuum, qui post litem contestatam officio judicis restituendi sunt, usuras præstari oportere : neque eorum, qui priùs percepti quasi malæ fidei possessori condicuntur. l. 15. C. civ. 1155.

7. Usuræ non propter lucrum petentium, sed propter moram solventium infliguntur. l. 17. §. 3. in fin. C. civ. 1139, 1146.

8. Eos qui ex administratione rerum civitatum conveniuntur, usuris obnoxios esse satis notum est. Idem observatur in operum curatoribus, si pecunia apud eos remansit. l. 17. §. 7.

9. Videamus an in omnibus rebus petitis, in fructus quoque condemnatur possessor. Quid enim si argentum, aut vestimentum, aliamve similem rem : quid prætereà si usumfructum, aut nudam proprietatem, cùm alienus ususfructus sit, petierit? Neque enim nudæ proprietatis, quod proprietatis nomen attinet fructus ullus intelligi potest. Neque ususfructus rursùs fructus eleganter computabitur. Quid enim si nuda proprietas petita sit? Ex quo perdiderit fructuarius usumfructum æstimabuntur in petitione fructus. Item si ususfructus petitus sit : Proculus ait, in fructus condemnari. Prætereà Gallus Ælius putat, si vestimenta, aut scyphus petita sint, in fructu hæc numeranda esse, quod locatâ eâ re, mercedis nomine capi potuerit. l. 19. C. civ. 548, s. 555, 1378, s.

10. Cùm reus moram facit, et fidejussor tenetur. l. 24. §. 1. C. civ. 2011, 2021, s.

11. Omnis fructus non jure seminis, sed jure soli percipitur. l. 25. C. civ. 548, 552, s.

12. Bonæ fidei possessor in percipiendis fructibus id juris habet, quod dominis prædiorum tributum est. l. 25. §. 1. C. civ. 549.

13. In pecudum fructu etiam fœtus est, sicut lac, et pilus, et lana. Itaque agni, et hædi, et vituli statim pleno jure sunt bonæ fidei possessoris et fructuarii. l. 28. C. civ. 547, 549, 582, s.

14. Mora fieri intelligitur non ex re, sed eâ personâ, id est, si interpellatus opportuno loco non solverit. l. 32. C. civ. 1139, 1230.

15. In bonæ fidei contractibus ex morâ usuræ debentur. l. 32. §. 2. C. civ. 1146, s.

In bonæ fidei judiciis fructus omnimodo præstantur. l. 38. §. 15. C. civ. 549.

16. Si duo rei promittendi sint, alterius mora alteri non nocet. l. 32. §. 4.

17. Prospicere reipublicæ securitati debet præses provinciæ : dummodò non acerbum se exactorem, nec contumeliosum præbeat, sed moderatum et cum efficaciâ benignum, et cum instantiâ humanum : nam inter insolentiam incuriosam, et diligentiam non ambitiosam multùm interest. l. 33.

18. Prædiorum urbanorum pensiones pro fructibus accipiuntur. l. 36. C. civ. 584.

19. Si indebitum fundum solvi, et repeto, fructus quoque repetere debeo. l. 38. §. 2. C. civ. 547, s. 1235.

20. In Favianâ quoque actione, et Paulianâ, per quam quæ in fraudem creditorum alienata sunt revocantur, fructus (quoque) restituuntur. Nam prætor id agit, ut perindè sint omnia atque si nihil alienatum esset : quod non est iniquum. Nam et verbum *restituas*, quod in hâc re prætor dixit, plenam habet significationem, ut fructus quoque restituantur. l. 38. §. 4. C. civ. 549, s. 1165, s. 1630.

21. Quod in fructus redigendos impensum est, non ambigitur ipsos fructus deminuere debere. l. 46.

Hoc fructuum nomine continetur, quod justis sumptibus deductis superest. l. 1. C. de fruct. et lit. exp. C. civ. 548.

22. Fructus rei est vel pignori dare licere. l. ult. C. civ. 2081, 2085, s.

23. Usuras emptor, cui possessio rei tradita est, si pretium venditori non obtulerit, quamvis pecuniam obsignatam in depositi causam habuerit æquitatis ratione præstare cogitur. l. 2. C. de usur. C. civ. 1652.

24. Eos qui principali actione per exceptionem triginta, vel quadraginta annorum, sive personali, sive hypothecariâ ceciderunt, jubemus, non posse super usuris vel fructibus futuris temporis movere aliquam quæstionem, dicendo ex iisdem temporibus eas velle sibi persolvi quæ non ad triginta vel quadraginta præteritos annos referuntur, asserendo singulis annis earum actiones nasci, principali enim actione non subsistente, satis supervacuum est super usuris vel fructibus adhuc judicem cognoscere. l. 26. C. de usuris. C. civ. 1234, 2219, s.

25. Ut nullo modo *usuræ usurarum* à debitoribus exigantur et veteribus quidem legibus constitutum fuerat, sed non perfectissimè cautum : si enim usuras in sortem redigere fuerat concessum, et totius summæ usuras stipulari : quæ differentia erat debitoribus, à quibus reverà usurarum usuræ exigebantur? Hoc certè erat *non rebus, sed verbis tantummodò legem ponere*. Quapropter hoc apertissimâ lege definimus, nullo modo licere cuiquam usuras præteriti temporis, vel futuri in sortem redigere, et earum iterùm usuras stipulari. Sed etsi hoc fuerit subsecutum, usuras quidem semper usuras manere, et nullum usurarum aliarum incrementum sentire : sorti autem antiquæ tantummodò incrementum usurarum accedere. l. 28. C. de usuris. C. civ. 1154, s.

26. Duplicatis ad sortis summam usuris, sive unâ solutione, sive pluribus, evanescit omne debitum : ita ut creditor nihil ampliùs quàm sortem, et tantumdem pro omnibus usuris exigat. Nov. 121 et Nov. 138. V. l. 10. et l. 27. §. 1. C. de usur.

Titulus ii. — *De probationibus et præsumptionibus.*

1. Quoties quæreretur, genus vel gentem quis haberet, necne, eum probare oportet. l. 1.

2. Ei incumbit probatio, qui dicit, non qui negat. l. 2. Semper necessitas probandi incumbit illi qui agit. l. 21 in fin. V. l. 4. l. 5. C. civ. 1315.

3. Cùm tacitum fideicommissum ab eo datur qui tam in primo, quàm in secundo testamento, pro eâdem parte, vel posteà pro majore hæres scribitur, probatio mutatæ voluntatis ei debet incumbere, qui convenitur : cùm secreti suscepti ratio plerumquè dominis rerum persuadeat, eos ita hæredes scribere, quorum fidem elegerunt. l. 3. v. l. 22.

4. Si filius in potestate patris se esse neget, prætor cognoscit, ut prior doceat filius : quia est pro pietate quam patri debet (præstare) hoc statuendum est : et quia se liberum esse quodammodo contendit. l. 8.

5. Si pactum factum sit, in quo hæredis mentio non fiat, quæritur, an id factum sit, ut ipsius duntaxat persona eo statueretur? Sed quamvis verum est, quod qui excipit, probare debeat, quod excipitur, attamen de ipso duntaxat, ac non de hærede ejus quoque convenisse petitor, non qui excipit, probare debet : quia plerumquè tam hæredibus nostris quàm nobismetipsis cavemus. l. 9. C. civ. 1122.

6. Census et monumenta publica potiora testibus esse Senatus censuit. l. 10. C. civ. 1319, 1341.

7. Non est necesse pupillo probare fidejussores pro tutore datos, cùm accipiebantur, idoneos non fuisse : nam probatio exigenda est ab his, quorum officii fuit providere, ut pupillo caveretur. l. 11.

8. Etiam matris professio filiorum recipitur, sed et avi recipienda est. l. 16.

9. In exceptionibus dicendum est reum partibus actoris fungi oportere, ipsumque exceptionem, velut intentionem, implere, ut putà, si pacti conventi exceptione utatur, docere debet pactum conventum factum esse. l. 19.

Ut creditor qui pecuniam petit numeratam implere cogitur, ita rursùm debitor qui solutam affirmat ejus rei probationem præstare debet. l. 1. C. de probat. C. civ. 1315.

10. Si chirographum cancellatum fuerit, licèt præsumptione debitor liberatus esse videtur, in eam tamen quantitatem, quam manifestis probationibus creditor sibi adhùc deberi ostenderit, rectè debitor convenitur. l. 24.

11. Præsumptionem pro eo esse qui accepit nemo dubitat. Qui enim solvit, nunquàm ita resupinus est, ut facilè suas pecunias jactet, et indebitas effundat : et maximè, si ipse qui indebitas dedisse dicit, homo diligens est, et studiosus paterfamilias, cujus

personam incredibile est in aliquo facilè errasse : et ideò eum qui dicit indebitas solvisse, compelli ad probationes, quod per dolum accipientis, vel aliquam justam ignorantiæ causam indebitum ab eo solutum est. Et nisi (hoc) ostenderit, nullam eum repetitionem habere. l. 25. C. civ. 1235.

12. Procula magnæ quantitatis fideicommissum à fratre sibi debitum, post mortem ejus in ratione cum hæredibus compensare vellet, ex diverso autem allegaretur, *nunquàm id à fratre quamdiù vixit, desideratum, cùm variis ex causis sæpè in rationem fratris pecunias ratio Proculæ solvisset*: Divus Commodus cùm super eo negotio cognosceret, non admisit compensationem, quasi tacitè fratri fideicommissum fuisset remissum. l. 26.

13. Qui testamentum faciebat, ei qui usquè ad certum modum capere potuerat, legavit licitam quantitatem, deindè ita locutus est : *Titio centum lego quæ mihi pertulit, quæ ideò ei non cavi, quod omnem fortunam et substantiam, si quam à matre susceperat, in sinu meo habui, sine ullâ cautione. Item eidem Titio reddi et solvi volo de substantiâ meâ centum quinquaginta quæ ego ex reditibus prædiorum ejus, quorum ipse fructum percepi et distraxi : Item de Calendario si qua à matre receperat Titius, in rem meam converti*, Quæro an Titius ea exigere potest? *Respondit*, si Titius suprascripta ex ratione sua ad testatorem pervenisse probare potuerit, exigi : videtur enim eo, quod illi plus capere non potuerat, in fraudem legis hæc in testamento adjecisse. l. 27.

14. Mulier gravida repudiata, filium enixa absente marito, (ut) spurium in actis professa est. *Quæsitum est*, an in potestate patris sit, et matre intestatâ mortuâ jussu ejus hæreditatem matris adire possit, nec obsit professio à matre iratâ factâ? Respondit, veritati locum superfore. l. 29. §. 1.

15. Commemorationem in chirographo pecuniarum quæ ex aliâ causâ deberi dicuntur, factam, vim obligationis non habere. l. ult.

16. Possessiones, quas ad te pertinere dicis, more judiciorum persequere : non enim possessori incumbit necessitas probandi eas ad se pertinere, cùm te in probatione cessante dominium apud eum remaneat. l. 2. C. de probat. pr. 23, s.

17. Frustrà veremini, ne ab eo qui lite pulsatur probatio exigatur. l. 8. C. civ. 1315.

18. Sciant cuncti accusatores eam se rem deferre in publicam notionem debere, quæ munita sit idoneis testibus, vel (instructa apertissimis) documentis, vel indiciis ad probationem indubitatis, et luce clarioribus expedita. l. ult. C. de probat.

19. Indicia certa, quæ jure non respuuntur, non minorem probationis, quàm instrumenta continent fidem. l. 19. C. de rei vindic. C. civ. 1353.

Titulus III. — *De fide instrumentorum, et amissione eorum.*

1. Instrumentorum nomine ea omnia accipienda sunt, quibus causa instrui potest : et ideò tam testimonia, quàm personæ, instrumentorum loco habentur. l. 1.

2. Quicunque à fisco convenitur, non ex indice et exemplo alicujus scripturæ, sed ex authentico conveniendus est, ita si contractûs fides possit ostendi : cæterùm calumniosam scripturam vim in judicio obstinere non convenit. l. 2.

3. Sine (scripturis) valet quod actum est, si habeat probationem : sicut et nuptiæ sunt, licèt testatio sine scriptis habita est. l. 4. in fin. C. civ. 1341, s.

Si res gesta, sine literarum quoque consignatione, veritate factum suum præbeat : non ideò minus valebit, quod instrumentum nullum de eâ intercessit. l. 5. C. civ. 1371, s. 1985.

Proprietatis dominium, non tantùm instrumento emptionis, sed et quibuscunque aliis legitimis probationibus ostenditur. l. 4. C. de probat. C. civ. 2219, s.

4. Si de tabulis testamenti deponendis agatur, et dubitetur cui eas deponi oportet, semper seniorem juniori, et amplioris honoris inferiori, et marem fœminæ præferemus. l. ult.

5. Rationes defuncti quæ in bonis ejus inveniuntur, ad probationem sibi debitæ quantitatis solas sufficere non posse sæpè rescriptum est. Ejusdem juris est, et si in ultimâ voluntate defunctus certam pecuniæ quantitem, aut etiam res certas sibi deberi significaverit. l. 6. C. de probat. Nov. 48. cap. 1.

Exemplo perniciosum est, ut ei scripturæ credatur, quâ unusquisque sibi adnotatione propriâ debitorem constituit. Undè neque fiscum, neque alium quemlibet ex suis (subnotationibus debiti probationem præbere) posse oportet. l. 7. C. de probat. C. civ. 1331, s.

6. Sicut iniquum est, instrumentis vi ignis consumptis debitores quantitatum debitarum renuere solutionem, ita non statim casum conquerentibus facilè credendum est. Intelligere itaque debetis, non existentibus instrumentis, vel aliis argumentis, probare debere fidem vestris precibus adesse. l. 5. C. de fid. inst. C. civ. 1341, s.

7. Instrumentis etiam non intervenientibus semel divisio rectè facta non habetur irrita. l. 9. C. de fid. instr.

8. Scripturæ diversæ fidem sibi invicem derogantes, ab unâ eâdemque parte prolatæ, nihil firmitatis habere poterunt. l. 14. C. de fid. instr.

9. Contractus venditionum vel permutationum, vel donationum, quas intimari non est necessarium dationis etiam arrharum, vel alterius cujuscunque causæ (quas tamen) in scriptis fieri placuit, transactionum etiam, quas in instrumento recipi convenit, non aliter vires habere sancimus, nisi instrumenta in

mundum recepta, subscriptionibusque partium confirmata, et si per tabellionem conscribantur, etiam ab ipso completa, et postremò à partibus absoluta sint. l. 17. C. de fid. instr.

10. Judices sive in hâc inclytâ urbe, sive in provinciis, secundùm ea quæ disposuimus, ut possint si hoc perspexerint, occasione testium in aliis locis degentium litigantes vel procuratores eorum ibi destinare, ut depositionibus sub utriusque partis præsentiâ factis res ad eas referatur, etiam in illis servare volumus, qui prolatis instrumentis fidem adbibere exiguntur, ut si poposcerint, in aliis locis id eis facere permittatur : et hoc si justè peti judex invenit, similis proferatur sententia : ut postquàm in locis opportunis fides instrumento data vel minùs data fuerit, referatur negotium ad priorem judicem. l. 18. C. de fid. instr. pr. 266, 1035; co. 16.

11. Si voluerit is qui apocham conscripsit, vel exemplar cum suscriptione ejus qui apocham suscepit ab eo accipere, vel antapocham suscipere, omnis ei licentia hoc facere concedatur, necessitate imponendâ apochæ susceptori antapocham reddere. l. 19. de fid. instr. C. civ. 1321.

TITULUS IV. — *De Testibus.*

1. Testimoniorum usus frequens, ac necessarius est : et ab his præcipuè exigendus, quorum fides non vacillat. l. 1.

2. Adhiberi quoque testes possunt, non solùm in criminalibus causis, sed etiam in pecuniariis litibus, sicubi res postulat : et hi quibus non interdicitur testimonium, nec ullâ lege à dicendo testimonio excusantur. l. 1. §. 1. C. civ. 1341, s. pr. 34, s. i. 32, s. 71, s.

3. Quanquàm quibusdam legibus amplissimus numerus testium definitus sit, tamen ex constitutionibus principum hæc licentia ad sufficientem numerum testium coarctatur, ut judices moderentur : et eum solum numerum testium, quem necessarium esse putaverint evocari patiantur : ne effrænatâ potestate ad vexandos homines, superflua multitudo testium protrahatur. l. 1. §. 2.

4. In testimoniis autem dignitas, fides, mores, gravitas examinanda est : et ideò testes qui adversùs fidem suam testationis vacillant, audiendi non sunt. l. 2.

Eos testes ad veritatem juvandam adhiberi oportet, qui omni gratiæ et potentatui fidem religioni judiciariæ debitam possint præponere. l. 5. c. eod. C. civ. 37, 71, 975, 980, i. 71, s.

5. Testium fides diligenter examinanda est : ideòque in personâ eorum exploranda erunt in primis conditio cujusque, utrùm quis decurio, an plebeius sit : et an honestæ et inculpatæ vitæ, an verò notatus quis, et reprehensibilis : an locuples vel egens sit, ut lucri causâ quid facilè admittat : vel an inimicus ei sit advsersùs quem testimonium fert : vel amicus ei sit pro quo testimonium dat : nam si careat suspicione testimonium, vel propter personam à quâ fertur, quod honesta sit, vel propter causam quod neque lucri, neque

gratiæ, neque inimicitiæ causa sit admittendus est. Ideòque D. Hadrinus Vivio Varo legato provinciæ Ciliciæ rescripsit, eum qui judicat, magis posse scire quanta fides habenda sit testibus. Verba epistolæ hæc sunt. *Tu magis scire debes quanta fides habenda sit testibus, qui et cujus dignitatis, et cujus æstimationis sint: et qui simpliciter visi sint dicere: unum eumdemque meditatum sermonem attulerint, an, ad ea, quæ interrogaveras, ex tempore, verisimilia responderint.* l. 3.

6. Ejusdem quoque principis exstat rescriptum ad Valerium Verum de excutiendâ fide testium in hæc verba, *Quæ argumenta ad quem modum probandæ cuique rei sufficiant, nullo certo modo satis definiri potest: sicut non semper ita sæpè sine publicis monumentis cujusque rei veritas deprehenditur: alias numerus testium, alias dignitas et auctoritas, alias veluti consentiens fama confirmat rei de quâ quæritur, fidem. Hoc ergò solùm tibi rescribere possum summatìm. Non utiquè ad unam probationis speciem, cognitionem statim alligari debere, sed ex sententiâ animi tui te æstimare oportere, quid aut credas, aut parùm probatum tibi opinaris.* l. 3. §. 2.

Si testes omnes ejusdem honestatis, et existimationis sint, et negotii qualitas, ac judicis motus cum his concurrit, sequenda sunt omnia testimonia: si verò ex his quidam (eorum) aliud dixerint, licèt impari numero, credendum est, sed, quod naturæ negotii convenit et quod inimicitiæ, aut gratiæ suspicione caret, confirmabitque judex motum animi sui ex argumentis et testimoniis, et quæ rei aptiora, et vero proximiora esse compererit: non enim ad multitudinem respici oportet, sed ad sinceram testimoniorum fidem, et testimonia quibus potiùs lux veritatis assistit. l. 21. §. 3. C. civ. 1353.

7. Idem Divus Hadrianus junio Rufino proconsuli Macedoniæ rescripsit. *Testibus, non testimoniis crediturum* verba epistolæ ad hanc partem pertinentia hæc sunt. *Quod crimina objecerit apud me Alexander Apro, et (quia) non probabat nec testes producebat, sed testimoniis uti volebat, quibus apud me locus non est, nam ipsos interrogare soleo: quem remisi ad provinciæ præsidem, ut is de fide testium quæreret, et nisi implesset quod intenderat, relegaretur.* l. 3. §. 3. d. l. §. 4.

8. Lege Juliâ de vi cavetur, *ne hâc lege in reum testimonium dicere liceret, qui se ab eo parenteve ejus liberaverit: quive impuberes erunt: quique judicio publico damnatus erit, qui eorum in integrum restitutus non erit: quive in vinculis custodiâve publicâ erit: quive ad bestias ut depugnaret, se locaverit: quæve palàm quæstum faciet, feceritve: quive ob testimonium dicendum vel non dicendum pecuniam accepisse judicatus, vel convictus erit.* Nam quidam propter reverentiam personarum, quidam propter lubricum consilii sui, alii verò propter notam, et infamiam vitæ

suæ admittendi non sunt ad testimonii fidem. l. 3. §. 5. pr. 34, s. i. 71, s. 315, s. p. 28.

9. Evocandi (sunt testes) quos necessarios in ipsâ cognitione deprehenderit qui judicat. l. 3. §. ult. in fin.

10. Lege Juliâ judiciorum publicorum cavetur, *ne invito denuntietur ut testimonium (litis) dicat adversùs socerum, generum, vitricum, privignum, sobrinum, sobrinam, sobrino natum, eosve qui priore gradu sint.* l. 4. I. 322.

11. In legibus quibus excipitur *ne gener aut socer, invitus testimonium dicere cogeretur, generi* appellatione sponsum quoque filiæ contineri placet, item *soceri* sponsæ patrem. l. 5.

12. Idonei non videntur esse testes, quibus imperari potest, ut testes fiant. l. 6.

Quæ autem in testamento diximus super perhibendis testimoniis eorum, qui in potestate sunt, in omnibus testimoniis accipias, ubi aliquid negotii geritur per quod acquiratur. l. 20. §. 3. ff. qui test. fac. poss. V. 1. n. 27.

13. Inviti testimonium dicere non coguntur senes, valetudinarii, vel milites, vel qui cum magistratu reipublicæ causâ absunt, vel quibus venire non licet. l. 8. I. 80, s. 304.

14. Ubi numerus testium non adjicitur, etiam duo sufficient: pluralis enim locutio duorum numero contenta est. l. 12.

15. Quæsitum scio an in publicis judiciis calumniæ damnati testimonium judicio publico perhibere possunt. Sed neque lege Remmiâ prohibentur: et Julia lex de vi et repetundarum et peculatûs, eos homines testimonium dicere non vetuerunt: verùmtamen quod legibus omissum est, non omittetur religione judicantium: ad quorum officium pertinet, ejus quoque testimonii fidem quod integræ frontis homo dixerit, perpendere. l. 13.

16. Scio quidem tractatum esse an ad testamentum faciendum adhiberi possit adulterii damnatus? Et sanè justè testimonii officio ei interdicitur. Existimo ergò neque jure civili testamentum valere, ad quod hujusmodi testis processit, neque jure prætorio quod jus civile subsequitur, ut neque hæreditas adiri, neque bonorum possessio dari possit. l. 14.

17. Repetundarum damnatus nec ad testamentum, nec ad testimonium adhiberi potest. l. 15.

18. Hermaphroditus an ad testamentum adhiri possit qualitas sexûs incalescentis ostendit. l. 15. §. 1. C. civ. 980.

19. Pater et filius qui in potestate ejus est, item duo fratres qui in ejusdem patris potestate sunt testes utrique in eodem testamento, vel eodem negotio fieri possunt. Quoniam nihil nocet ex domo unâ plures testes alieno negotio adhiberi. l. 17.

20. Ex eo quod prohibet lex Julia de adulteriis, testimonium dicere condemnatam mulierem, colligitur etiam mulieres testimonii in judicio dicendi jus habere. l. 18. I. 71, 322.

21. Ob carmen famosum damnatus, intestabilis fit. l. 21. C. civ. 25, s.

22. Illud quoque incunctabile est, ut si res exigat, non tantùm privati, sed etiam magistratus, si in præsenti sint, testimonium dicant. Item senatus censuit, prætorem testimonium dare debere judicio adulterii causâ. l. 21. §. 1.

23. Produci testis is non potest, qui antè in eum reum testimonium dixit. l. 23.

24. Testes eos quos accusator de domo produxerit interrogari non placuit. l. 24. I. 317.

25. Mandatis cavetur ut præsides attendant ne patroni in causâ cui patrocinium præstiterunt, testimonium dicant. Quod et in executionibus negotiorum observandum est. l. ult.

26. Contrà scriptum testimonium, non scriptum testimonium non fertur. l. 1. C. de testibus.

27. Etiam jure civili domestici testimonii fides improbatur. l. 3. C. de testib.

Parentes et liberi invicem adversùs se nec volentes ad testimonium admittendi sunt. l. 6. C. eod. C. civ. 251, 307.

28. Jurisjurandi religione testes, priusquàm perhibeant testimonium, jamdudùm arctari præcipimus: et ut honestioribus potiùs testibus fides adhibeatur. l. 9. C. de testib. pr. 35, 262, I. 75, 317.

29. Simili modo sanximus, ut unius testimonium nemo judicium in quâcunque causâ facilè patiatur admitti. Et nunc manifestè sancimus, ut unius omninò testis responsio non audiatur, etiamsi præclaræ curiæ honore præfulgeat. l. 9. §. 1. C. de testib.

Titulus v. — *De juris et facti ignorantiâ.*

1. Ignorantia vel facti, vel juris est· l. 1.

Si quis nesciat decessisse eum cujus bonorum possessio defertur, non cedit ei tempus. Sed si sciat quidem defunctum esse cognatum, nesciat autem proximitatis nomine bonorum possessionem sibi deferri, aut se sciat scriptum hæredem, nesciat autem quod scriptis hæredibus bonorum possessionem prætor promittit, cedit ei tempus : quia in jure errat. l. 1. §. 2.

2. In omni parte error in jure non eodem loco, quo facti ignorantia, haberi debebit : cùm jus finitum et possit esse, et debeat : facti interpretatio plerumquè etiam prudentissimos fallat. l. 2.

3. Plurimùm interest utrùm quis de alterius causâ et facto non sciret, an de jure suo ignorat. Sed Cassius ignorantiam Sabinum ita accipiendam existimasse refert, non deperditi, et nimiùm securi hominis. l. 3.

4. Juris ignorantiam in usucapione prodesse negatur : facti verò ignorantiam prodesse constat. l. 4.

5. Iniquissimum videtur cuiquam scientiam alterius quàm suam nocere : vel ignorantiam alterius alii profuturam. l. 5.

6. Nec supina ignorantia ferenda est factum ignorantis, ut nec scrupulosa inquisitio exigenda: scientia enim hoc modo æstimanda est, ut neque negligentia crassa, aut nimia securitas satis expedita sit, neque delatoria curiositas exigatur. l. 6. V. l. 9. §. 2.

7. Juris ignorantia non prodest acquirere volentibus : suum verò petentibus non nocet. l. 7.

8. Error facti ne maribus quidem in damnis vel compendiis obest : juris autem error nec fœminis in compendiis prodest : cæterùm omnibus juris error in damnis amittendæ rei suæ non nocet. l. 8. C. civ. 119, s. 1356.

9. Regula est juris quidem ignorantiam cuique nocere : facti verò ignorantiam non nocere. l. 9.

Cùm ignorantiâ juris facilè excusari non possis, si major annis (viginti quinque) hæreditati matris tuæ renuntiasti, serâ prece subveniri tibi desideras. l. 2. C. eod. l. 3. eod.

Cùm falsâ demonstratione mutari substantia veritatis minimè possit, respondendo id, quod paternum erat, ex maternis esse bonis, nihil egisti. l. 5. C. eod.

Si non transactionis causâ, sed indebitam, errore facti olei materiam vos Archantico stipulanti spopondisse rector provinciæ animadverterit, reddito quod debetis, residui liberationem condicentes audiet. l. 6. C. eod.

Error facti necdùm finito negotio nemini nocet: nam causa decisa velamento tali non instauratur. l. 7. C. eod.

10. Minoribus viginti quinque annis (jus) ignorare permissum est. Quod et (in) fœminis in quibusdam causis, propter sexûs infirmitatem dicitur. Et ideò, sicubi non est delictum, sed juris ignorantia, non læduntur. Hâc ratione, si minor viginti quinque annis filiofamilias crediderit, subvenitur ei, ut non videatur filiofamilias credidisse. l. 9.

Quamvis in lucro nec fœminis jus ignorantibus subveniri soleat, attamen contrà ætatem adhuc imperfectam locum hoc non habere, retrò principum statuta declarant. l. 11. C. eod. C. civ. 1304, s.

11. Si quis jus ignorans lege falcidiâ usus non sit : nocere ei dicit Epistola divi Pii. l. 9. §. 5. d. l. in fin.

12. Ignorantia facti non juris prodest : nec stultis solet succurri, sed errantibus. l. 9. §. 5.

Si post divisionem factam, testamenti vitium in lucem emerserit, ex his quæ per ignorantiam confecta sunt præjudicium tibi non comparabitur. Ostende igitur hoc apud correctorem virum clarissimum amicum nostrum, testamentum vel fide veri deficere, vel juris ratione stare non posse : ut infirmata scriptura quæ testamenti vice prolata est, solidam successionem obtineas. l. 4. C. eod.

13. Constitutiones principum nec ignorare quemquam, nec dissimulare permittimus. l. 12. C. eod.

LIBER VIGESIMUS TERTIUS.

TITULUS I. — *De sponsalibus.*

1. Sponsalia sunt mentio et repromissio nuptiarum futurarum. l. 1.

2. Si puellæ tutores ad finienda sponsalia nuntium miserunt, non putarem suffecturum ad dissolvendam nuptiarum spem, hunc nuntium : non magis quàm sponsalia posse eos solos constituere : nisi fortè omnia ista ex voluntate puellæ facta sint. l. 6.

3. In sponsalibus etiam consensus eorum exigendus est, quorum in nuptiis desideratur. l. 7. §. 1.

4. Furor quin sponsalibus impedimento sit plus quàm manifestum est. Sed posteà interveniens, sponsalia non infirmat. l. 8.

5. Tutor factam pupillam suam nec ipse uxorem ducere, nec filio suo in matrimonio adjungere potest : scias tamen, quod de nuptiis tractamus et ad sponsalia pertinere. l. 15. C. civ. 160, s.

6. Alii desponsatæ renuntiare conditioni, et nubere alii non prohibentur. l. 1. C. eod.

TITULUS II. — *De ritu nuptiarum.*

1. Nuptiæ sunt conjunctio maris et fœminæ : (et) consortium omnis vitæ : divini et humani juris communicatio. l. 1.

Uxor socia rei humanæ atque divinæ domûs suscipitur. l. 4. C. de crim. exp. hæred.

2. Nuptiæ consistere non possunt nisi consentiant omnes, id est, qui coeunt, quorumque in potestate sunt. l. 2. C. civ. 148, s.

Nuptias non concubitus, sed consensus facit. l. 15. ff. de condit. et dem. C. civ. 146.

3. Furor contrahi matrimonium non sinit, quia consensu opus est : sed rectè contractum non impedit. l. 16. §. 2. C. civ. 489, s.

4. Capite trigesimo quinto legis Juliæ, qui liberos quos habent in potestate, injuriâ prohibuerint ducere uxores, vel nubere (vel qui dotem dare non volunt ex constitutione Divorum Severi et Antonini) per proconsules præsidesque provinciarum coguntur in matrimonium collocare, et dotare. l. 19.

5. Cùm pater curator suæ filiæ juris sui effectæ dotem pro eâ constituisset, magis eum quasi patrem id quàm quasi curatorem fecisse videri. l. 5. §. 12. ff. de jur. dot.

Sancimus siquidem (pater) nihil addendum existimaverit, sed simpliciter dotem dederit, vel promiserit, ex suâ liberalitate hoc fecisse intelligi, debito in suâ figurâ remanente. Neque enim leges incognitæ sunt, quibus cautum est, omninò paternum esse officium dotem pro suâ dare progenie. l. ult. C. de dot. prom. V. Nov. 115. c. 3. §. 11.

Neque mater pro filiâ dotem dare cogitur, nisi ex magnâ et

probabili causâ, vel lege specialiter expressâ : neque pater de bonis uxoris suæ invitæ ullam dandi habet facultatem. l. 14. C. de jur. dot. V. l. 82. ff. hoc. t. C. civ. 204, 1438, s. 1544, s.

Si patre cogente (filiusfamilias) ducit uxorem, quam non duceret si sui arbitrii esset, contraxit tamen matrimonium, quod inter invitos non contrahitur : maluisse hoc videtur. l. 22. C. civ. 180, s.

6. Quæsita dignitas liberis : propter crimen patris auferenda non est. l. 34. § ult.

7. Semper in conjunctionibus non solùm quid liceat considerandum est, sed et quid honestum sit. l. 42. C. civ. 176.

8. Affectionis causa suspicionem fraudis amovet. l. 67. §. 1. C. civ. 148, s.

Titulus III. — *De jure dotium.*

1. Dotis causa perpetua est : (et) cum voto ejus qui dat, ita contrahitur, ut semper apud maritum sit. l. 1. C. civ. 1540, 1549, s.

2. Reipublicæ interest mulieres dotes salvas habere propter quas nubere possunt. l. 2. C. civ. 1554, s.

3. Profectitia dos est, quæ à patre, vel parente profecta est, de bonis vel facto ejus. l. 5.

4. Jure succursum est patri, ut filia amissa solatii loco cederet, si redderetur ei dos ab ipso profecta : ne et filiæ amissæ, et pecuniæ damnum sentiret. l. 6.

Dos à patre profecta si in matrimonio decesserit mulier filiafamilias, ad patrem redire debet. l. 4. C. sol. matr. l. 2. C. de bon. quæ lib.

Si pater pro filiâ emancipatâ dotem dederit, profectitiam nihilominùs dotem esse, nemini dubium est. Quia non jus potestatis, sed parentis nomen dotem profectitiam facit. l. 5. §. 11. ff. de jure dot. C. civ. 951, s. 1564, s.

Si dotem marito libertæ vestræ dedistis, nec eam reddi soluto matrimonio vobis incontinenti pacto vel stipulatione prospexistis, hanc culpâ uxoris dissoluto matrimonio, penes maritum remansisse constitit : licèt eam ingratam circà vos fuisse ostenderitis. l. 24. C. de jur. dot. v. l. un. §. 13. C. de rei ux. act.

5. Dotis fructum ad maritum pertinere debere æquitas suggerit : cùm enim ipse onera matrimonii subeat, æquum est eum etiam fructus percipere. l. 7. l. 56. §. 1. l. 20. C. eod. l. 65. §. ult. ff. pro socio. C. civ. 1540, 1549.

6. Si res in dotem dentur, puto in bonis mariti fieri. l. 7. §. 3. Quamvis in bonis mariti dos sit, mulieris tamen est. l. 75.

Res (dotales) ab initio uxoris fuerunt, et naturaliter in ejus permanserunt dominio. Non enim quod legum subtilitate transitus earum in patrimonium mariti videatur fieri, ideò rei veritas deleta vel confusa est. l. 30. C. de jur. dot. C. civ. 1549, s.

7. Dotis causâ data accipere debemus ea quæ in dotem dantur. Cæterùm si res dentur in ea quæ Græci παράφερνα, *parapherna* dicunt, quæque Galli peculium appellant, videamus an statìm efficiuntur mariti...... Planè, si rerum libellus marito detur, ut Romæ vulgò fieri videmus, nam mulier res quas solet in usu habere in domo mariti, neque in dotem dat, in libellum solet conferre, eumque libellum marito offerre, ut is subscribat, quasi res acceperit, et velut chirographum ejus uxor retinet, res, quæ libello retinentur, in domum ejus se intulisse : hæ igitur res an mariti fiant videamus. Et non puto, non quod ei traduntur, quid enim interest, inferantur volente eo in domum ejus, an ei tradantur? Sed quia non puto hoc agi inter virum et uxorem, ut dominium ad eum transferatur, sed magis, ut certum sit in domum ejus illatas : ne, si quandoquè separatio fiat, negetur. Et plerumquè custodiam earum maritus repromittit, nisi mulieri commissæ sint. l. 9. §. 3.

Hâc lege decernimus, ut vir in his rebus quas extra dotem mulier habet, quas Græci parapherna dicunt, nullam uxore prohibente habeat communionem : nec aliquam ei necessitatem imponat. Quamvis enim bonum erat mulierem, quæ se ipsam marito committit, res etiam ejusdem pari arbitrio gubernari : attamen, quoniam conditores legum æquitatis convenit esse fautores, nullo modo (ut dictum est) muliere prohibente, virum in paraphernis se volumus immiscere. l. 8. Cod. de pact. conv.

Si mulier marito suo nomina quæ extra dotem sunt, dederit, *ut loco paraphernorum apud maritum maneant*, et hoc dotali instrumento fuerit adscriptum : utrùmne habeat aliquas ex his actiones maritus, sive directas, sive utiles, an penes uxorem omnes remaneant, et in quem eventum dandæ sint marito actiones, quærebatur. Sancimus itaque, si quid tale evenerit, actiones quidem omninò apud uxorem manere, licentiam autem marito (dari) easdem actiones movere apud competentes judices, nullâ ratihabitione ab eo exigendâ : et usuras quidem eorum circà se et uxorem expendere : pecunias autem sortis, quas exegerit, servare mulieri, vel in causas (ad) quas ipsa voluerit, distribuere. Et siquidem in dotali instrumento hypothecæ (pro his) nominatìm à marito scriptæ sint, is esse mulierem ad cautelam suam contentam.

Sin autem minimè hoc scriptum inveniatur, ex præsenti nostrâ lege habeat hypothecam contra res mariti, ex quo pecunias ille exegit. Antè enim habeat mulier ipsa facultatem si voluerit, sive per maritum, sive per alias personas easdem movere actiones, et suas pecunias (percipere) et ipsas cautiones à marito recipere, securitate ei competente faciendâ. Dùm autem apud maritum remanent cædem cautiones : et dolum et diligentiam maritus circa eas præstare debet, qualem et circa suas res habere

invenitur : ne ex ejus malignitate vel desidiâ, aliqua mulieri accedat jactura. Quòd si evenerit : ipse eamdem de proprio resarcire compellitur. l. ult. C. de pact. conv. C. civ. 1574, s.

8. Plerumquè interest viri, res non esse æstimatas, idcircò ne periculum rerum ad eum pertineat. l. 10.

Quia æstimatio venditio est. l. 10. §. 5. in f.

Quoties res æstimatæ in dotem dantur, maritus dominium consecutus, summæ velut pretii debitor efficitur. l. 5. C. de jur. dot. d. l. 10. §. 4.

Æstimatarum rerum, maritus quasi emptor, et commodum sentiat, et dispendium subeat, et periculum exspectet. l. un. §. 9. in fin. C. de rei ux. act. C. civ. 1551, s.

9. Quoties non æstimatæ res in dotem dantur, et meliores et deteriores mulieri fiunt. Si prædiis inæstimatis aliquid accessit, hoc ad compendium mulieris pertinet, si aliquid decessit, mulieris damnum est. l. 10. d. l. §. 1. l. 10. C. eod.

10. In rebus dotalibus virum præstare oportet tam dolum, quàm culpam : quia causâ suâ dotem accipit. Sed etiam diligentiam præstabit, quam in suis rebus exhibet. l. 17. l. ult. C. de pact. conv. C. civ. 1562.

11. Si re æstimatâ datâ nuptiæ secutæ non sint : videndum est quid repeti debeat, utrùm res an æstimatio. Sed id agi videtur, ut ità demùm æstimatio rata sit, si nuptiæ sequantur : quia nec aliâ causâ contrahendi fuerit. Res igitur repeti debeat non pretium. l. 17. §. 1.

Stipulationem quæ propter causam dotis fiat, constat habere in se conditionem hanc *si nuptiæ fuerint secutæ:* et ita demùm ex eâ agi posse, quamvis non sit expressa conditio *si nuptiæ*, constat. Quarè si nuntius remittatur, defecisse conditio stipulationis videtur. l. 21.

Omnis dotis promissio futuri matrimonii tacitam conditionem accipit. l. 68.

12. Ita, constante matrimonio, permutari dotem posse dicimus, si hoc mulieri utile sit : si ex pecuniâ in rem, aut ex re in pecuniam, idque probatum est. Quod si fuerit factum : fundus, vel res dotalis efficitur. l. 26. l. 27. V. l. 21 in fin. ff. de pact. dotal. C. civ. 1559.

13. Post nuptias pater non potest deteriorem causam filiæ facere. Quia nec reddi ei dos invita filia potest. l. 28. C. civ. 1440, 1547, s.

14. Si ex lapidicinis dotalis fundi lapidem, vel arbores, quæ fructus non essent, sive superficiem ædificii dotalis voluntate mulieris vendiderit, nummi ex eâ venditione recepti sunt dotis. l. 32.

15. Si extraneus sit, qui dotem promisit, isque defectus sit facultatibus, imputabitur marito cur eum non convenerit : maximè

si ex necessitate, non ex voluntate, dotem promiserat. Nam si donavit, utcunquè parcendum marito, qui eum non præcipitavit ad solutionem, qui donaverat : quemque in id, quod facere posset, si convenisset condemnaverat. Hoc enim Divus Pius rescripsit, eos, qui ex liberalitate conveniuntur, in id quod facere possunt condemnandos. Sed si pater vel ipsa promiserunt : Julianus quidem scribit, etiamsi pater promisit, periculum respicere ad maritum. Quod ferendum non est. Debebit igitur mulieris esse periculum. Nec enim quicquam judex propriis auribus audiet mulierem dicentem, cur patrem qui de suo dotem promisit non urserit ad exsolutionem. Multò minùs, cur ipsam non convenerit. Rectè itaque Sabinus disposuit, ut diceret, quod pater, vel ipsa mulier promisit viri periculo non esse : quod debitor, id viri esse. Quod alius, scilicet donaturus, ejus periculo ait cui acquiritur, acquiri autem mulieri accipiemus, ad quam rei commodum respicit. l. 33. C. civ. 1547, s. 1569.

16. Dotem à patre, vel à quovis alio promissam, si vir novandi causâ stipuletur, cœpit viri esse periculum, cùm antè mulieris fuisset. l. 35.

17. Res in dotem datæ, quæ pondere, numero, mensurâ, constant, mariti periculo sunt, quia in hoc dantur : ut eas maritus ad arbitrium suum distrahat : et quandoquè soluto matrimonio, ejusdem generis et qualitatis alias restituat, vel ipse vel hæres ejus. l. 42. C. civ. 1551, 1564, s.

18. Tali factâ stipulatione *decem in anno proximo dotis nomine dare spondes?* Quæsitum est, annus ex quo tempore esset numerandus, utrùm ex die stipulationis factæ, an ex eo die quo dos esse potuisset, id est nuptiarum. Et responsum est ex die nuptiarum annum esse numerandum. l. 48. C. civ. 1548.

19. Res quæ ex dotali pecuniâ comparatæ sunt dotales videntur. l. 54.

Ex pecuniâ dotali fundus à marito tuo comparatus, non tibi quæritur, cùm neque maritus uxori actionem empti possit acquirere, at dotis tantùm actio tibi competit. Undè aditus præses provinciæ, si non (te) transegisse repererit, sed ex majore parte dotem consecutam, residuum restitui providebit. l. 12. C. eod.

Sive cùm nupsisses, mancipia in dotem dedisti, sive post datam dotem de pecuniâ dotis maritus tuus quædam comparavit : justis rationibus dominia eorum ad eum pervenerunt. l. ult. C. de ser. pign. dat. man. C. civ. 1553.

20. Quod dicitur, necessarias impensas ipso jure dotem minuere : non eò pertinet, ut si fortè fundus in dote sit, desinat aliquâ ex parte dotalis esse : sed nisi impensa reddatur, aut pars fundi, aut totus retineatur. l. 56. §. 3. V. tit. de impensis in res dot. C. civ. 1558.

21. Titia cùm esset major viginti quinque annis, quartam hære-

ditatis matris suæ communem sibi cum fatribus mutavit, et accepit pro eâ parte fundum quasi emptione inter se factâ : hunc fundum cum aliis rebus doti dedit. Quæro, si in integrum restituatur, et partem suam accipiat quartam, et reddat fundum, quid debeat maritus facere? An contentus esse debeat aliis rebus in dotem datis. Item quæro, si hæc decesserit, et hæredes ejus in integrum restitutionem ex personâ ejus petierint, et ipsi petant quartam partem, et illi fundum, an maritus cogatur restituere fundum, contentus in retentione lucri dotis cæteris rebus. Modestinus respondit, nihil proponi cur marito dos auferenda sit. Sed in meram æstimationem prædii mulier, vel ejus hæredes condemnandi sunt, in hoc tempus referendam, quo in dotem datus est. l. 62.

22. Gener à socero dotem *arbitratu soceri certo die dari*, non demonstratâ (re vel) quantitate stipulatus fuerat. Arbitrio quoque detracto, stipulationem valere placuit. Nec videri simile quod, fundo non demonstrato, nullum esse legatum vel stipulationem fundi constaret. Cùm inter modum constituendæ dotis, et corpus ignotum differentia magna sit. Dotis enim quantitas pro modo facultatum patris, et dignitate mariti constitui potest. l. 69. §. 4.

23. Patrona dotem pro libertâ jure promissam, quod exstiterit ingrata, non retinebit. l. 69. §. 6. C. civ. 959.

24. In ambiguis pro dotibus respondere melius est. l. 70.

Si sponsa dotem dederit, nec nupserit, vel minor duodecim annis ut uxor habeatur : exemplo dotis condictioni, favoris ratione; privilegium quod inter personales actiones vertitur, tribui placuit. l. 74. V. l. 17. §. ult. l. 18. et l. 19. ff. de reb. auct. jud. possid.

Scire debes, privilegium dotis, quo mulieres utuntur in actione de dote, ad hæredem non transire. l. un. C. de privil. dot.

25. Cùm dotem mulieris nomine extraneus promisit : mulieris periculum est. (Sed) si maritus nomen secutus, usuras exegerit, periculum ejus futurum respondetur. l. 71.

26. Mulier bona sua omnia in dotem dedit : quæro an maritus quasi hæres, oneribus respondere cogatur. Paulus respondit : eum quidem, qui tota ex repromissione dotis bona mulieris retinuit, à creditoribus conveniri ejus non posse. Sed non plus esse in promissione bonorum, quàm quod superest deducto ære alieno. l. 72.

Nullâ lege prohibitum est, universa bona in dotem marito fœminam dare. l. 4. C. de jur. dot. C. civ. 1542.

27. Manente matrimonio, non perdituræ uxori ob has causas dos reddi potest : ut sese suosque alat, ut fundum idoneum emat, ut in exilium, ut in insulam relegato parenti præstet alimonia, aut ut egentem virum, fratrem, sororemve sustineat. l. 73. §. 1. v. 1. sol. matr. n. 8. C. civ.. 1554, s.

28. Avus neptis nomine filio natæ genero dotem dedit : et moritur. Negat Servius dotem ad patrem reverti, et ego cum Servio sentio. Quia non potest videri ab eo profecta, quia nihil ex his sui habuisset. l. 79. V. 1. l. 6. de collat. cap. 53. C. civ. 951, s. 1081, s.

29. Pater, filiæ nomine centum doti ipsa promisit, *cùm commodissimum esset :* Ateius scripsit Servium respondisse, cùm primùm sine turpitudine et infamiâ dari possit, deberi. l. 79. §. 1.

30. Si qua pacta intercesserint pro restitutione dotis, vel pro tempore, vel pro usuris, vel pro aliâ quâcunque causâ, quæ nec contra leges nec constitutiones sunt, ea observentur. l. un. §. ult. C. de rei ux. act. C. civ. 1133.

31. Mulier in minori ætate constituta, dotem marito, consentiente generali vel speciali curatore dare potest. l. 28. C. de jure dot. C. civ. 1398.

32. Evictâ re quæ fuerat in dotem data, si pollicitatio vel promissio fuerit interposita, gener contra socerum, vel mulierem, seu hæredes eorum condictione, vel ex stipulatione, agere potest. l. 1. C. de jur. dot. l. 1. §. 1. C. de rei. ux. act. C. civ. 1547.

Titulus iv. — *De pactis dotalibus.*

1. Si ita conveniat, *ut si vivo socero mortua sit filia, ipsi socero : si mortuo, filio ejus : si filio quoque defuncto, totum suo hæredi reddatur.* Benignâ interpretatione potest defendi, utilem stipulationem esse. l. 9.

2. Si pater dotem dederit, et pactus sit, *ut mortuâ in matrimonio filiâ, dos apud virum remaneret :* puto pactum servandum, etiam si liberi non interveniant. l. 12. l. 2. eod.

Si decesserit mulier constante matrimonio, dos non in lucrum mariti cedat, nisi ex quibusdam pactionibus. l. un. §. 6. C. de rei ux. act. C. civ. 1081, s.

3. Inter socerum et generum convenit, ut *si filia mortua superstitem anniculum filium habuisset, dos ad virum pertineret : quod si vivente matre filius obisset, vir dotis portionem, uxore in matrimonio defunctâ retineret :* mulier naufragio cum anniculo filio periit, quia verisimile videbatur, ante matrem infantem perisse, virum partem dotis retinere placuit. l. 26. C. civ. 720, s.

Titulus v. — *De fundo dotali.*

1. Fiscus semper idoneus est, et solvendo. l. 2. in f.

2. Toties non potest alienari fundus, quoties mulieri actio de dote competit, aut omnimodo competitura est. l. 3. §. 1.

Fundum dotalem non solùm hypothecæ titulo dare, nec consentiente muliere, maritus possit : sed nec alienare, ne fragilitate naturæ suæ, in repentinam deducatur inopiam. l. un. §. 15. C. de rei ux. act. C. civ. 1554, s.

3. Julianus scripsit, neque servitutes fundo debitas posse maritum amittere, neque ei alias imponere. l. 5. C. civ. 1562.

4. Vir in fundo dotali, uxoris rogatu, olivetum succiderat, hoc (ut) novellum reponeret: posteà vir mortuus erat, et uxori dotem relegaverat: ligna quæ ex oliveto excisa essent, oportere mulieri reddi respondit. l. 8.

5. Hæredi quoque mulieris idem auxilium præstabitur, quod mulieri præstabatur. l. 13. §. 3. C. civ. 1569, s.

6. Si fundum, quem Titius possidebat bonâ fide, longi temporis possessione poterat sibi quærere, mulier ut suum marito dedit in dotem, eumque petere neglexerit vir, cùm id facere posset, rem periculi sui fecit. Nam, licèt lex Julia quæ vetat fundum dotalem alienari, pertineat etiam ad hujusmodi acquisitionem, non tamen interpellat eam possessionem, quæ per longum tempus fit, si antequàm constitueretur dotalis fundus, jam cœperat. Planè si paucissimi dies ad perficiendam longi temporis possessionem superfuerunt, nihil erit, quod imputabitur marito. l. 16. C. civ. 1562.

7. Fundum dotalem maritus vendidit, et tradidit: si in matrimonio mulier decesserit, et dos lucro mariti cessit, fundus emptori avelli non potest. l. 17.

8. Vir in fundo dotali lapidicinas marmoreas aperuerat: divortio facto, quæritur, marmor quod cæsum, neque exportatum esset, cujus esset, et impensam in lapidicinas factam mulier an vir præstare deberet: Labeo, marmor viri esse ait: cæterùm viro negat quidquam præstandum esse à muliere: quia nec necessaria ea impensa esset, et fundus deterior esset factus. Ego non tantùm necessarias, sed etiam utiles impensas præstandas à muliere existimo: nec puto fundum deteriorem esse, si tales sunt lapidicinæ, in quibus lapis crescere possit. l. ult. V. tit. de imp. in res dot.

9. Si æstimata prædia in dotem data sunt, et convenit, ut electio mulieri serveur: nihilominùs lex Julia locum habet. Est autem alienatio, omnis actus per quem dominium transfertur. l. 1. C. eod. C. civ. 1552, s.

LIBER VIGESIMUS QUARTUS.

Titulus i. — *De donationibus inter virum et uxorem.*

1. Moribus apud nos receptum est, ne inter virum et uxorem donationes valerint. Hoc autem receptum est, ne mutuato amore invicem spoliarentur, donationibus non temperantes: sed profusâ ergà se facilitate. Nec esset eis studium liberos potiùs educendi. Sextus Cœcilius et illam causam adjiciebat, quia sæpè futurum esset, ut discuterentur matrimonia, si non donaret is, qui posset: atque eà ratione eventurum, ut venalicia essent matrimonia. Hæc ratio ex oratione imperatoris nostri Antonini (Augusti) electa est. Nam ita ait, majores nostri inter virum et uxorem donationes prohibuerunt, amorem honestum solis animis æstiman-

tes, famæ etiam conjunctorum consulentes, ne concordia pretio conciliari videretur, neve melior in paupertatem incideret, deterior ditior fieret. l. 1 2. 3.

Non amarè, nec tanquàm inter infestos jus prohibitæ donationis tractandum est : sed ut inter conjunctos maximo affectu, et solam inopiam timentes. l. 28. §. 2.

Ne amore alterius alter despoliaretur, non quasi malevolos, *ne alter locupletior fieret.* l. 31. §. 7. in fin. C. civ. 1091, s.

2. Si debitorem suum (maritus uxori) solvere jusserit... celeritate conjungendarum inter se actionum, unam actionem occultari. l. 3. §. 12.

3. Generaliter tenendum est, quod inter ipsos, aut qui ad eos pertinent, aut per interpositas personas, donationis causâ agatur non valere : quod si aliarum extrinsecùs rerum personarumve causâ commixta sit, si separari non potest, nec donationem impediri : si separari possit, cætera valere, id quod donatum sit non valere. l. 5. §. 2. C. civ. 1099, s.

4. Si maritus hæres institutus repudiet hæreditatem donationis causâ, Julianus scripsit, donationem valere : neque enim pauperior fit, qui non acquirit, sed qui de patrimonio suo deposuit. Repudiatio autem mariti mulieri prodest, si vel substituta sit mulier, vel etiam ab intestato hæres futura. Simili modo, et si legatum repudiet, placet nobis valere donationem, si mulier substituta sit in legato, vel etiam si proponas eam hæredem institutam. l. 5. §. 13. et 14.

5. Ambulatoria voluntas usque ad vitæ supremum exitum. l. 32. §. in fin. C. civ. 1035, s.

6. Quintus Mucius ait, cùm in controversiam venit undè ad mulierem quid pervenit, et verius et honestius est, quod non demonstratur undè habeat, existimari à viro ad eam pervenisse. Evitandi autem turpis quæstûs gratiâ circà uxorem hoc videtur Quintus Mucius probasse. l. 51.

Nec est ignotum quod cùm probari non possit, undè uxor matrimonii tempore honestè quæsierit, de mariti bonis eam habuisse veteris juris auctores meritò crediderint. l. 6. C. eod. C. civ. 934, 1402.

Titulus ii. — *De divortiis et repudiis.*

1. Quidquid in calore iracundiæ, vel fit, vel dicitur, non priùs ratum est, quàm (si) perseverantia apparuit judicium animi fuisse. l. 3. C. civ. 234, s. 272, s. 306, s.

2. Licèt neque nostrâ, neque divorum parentum nostrorum ullâ constitutione caveatur, ut per sexum liberorum inter parentes divisio celebretur, competens tamen judex æstimabit, utrùm apud patrem, an apud matrem matrimonio separato, filii morari ac nutriri debeant. l. un. C. divort. fact. ap. quem lib. mor. vel educ. deb. v. 1. de lib. exhib. l. 1. §. 3. C. civ. 302, s. 306, s.

TITULUS III. — *Soluto matrimonio dos quemadmodum petatur.*

1. Dotium causa semper et ubiquè præcipua est : nam et publicè interest, dotes mulieribus conservari. l. 1.

2. De divisione anni ejus quo (solutum est matrimonium) quæritur, ex die matrimonii. An ex die traditi (marito) fundi maritus sibi computet tempus? Et utiquè in fructibus à viro retinendis, neque dies dotis constitutæ; neque nuptiarum observabitur : sed quo primùm dotale prædium constitutum est, id est traditâ possessione. l. 5.

(Soluto matrimonio) fructus dividi ait, non ex die locationis, sed habitâ ratione præcedentis temporis, quo mulier in matrimonio fuit. l. 7. §. 1. l. 78. §. 2. ff. de jur. dot.

De pensionibus quoque prædiorum urbanorum idem est, quod in fructibus rusticorum. l. 7. §. 11.

Novissimi anni in quo matrimonium solvitur fructus pro ratâ temporis portione utrique parti debere assignari. l. un. §. 9. C. de rei. ux. act. C. civ. 1571.

3. Fructus (eos) esse constat qui deductâ impensâ supererunt. l. 7. Impendi autem *fructuum percipiendorum causâ*, Pomponius, ait, quod in arando serendoque agro impensum est, quodque in tutelam ædificiorum. d. l. 7. §. 16.

Quod in *sementem* erogatur, si non responderent messes, ex vindemiâ deducetur : quia totius anni unus fructus est. l. 8. §. 1.

Sumptus verò necessarios et utiles in prædia quæ dotalia videbantur factos, compensatis fructibus perceptis, ad finem superflui servari convenit. l. 42. §. 1. C. civ. 600, s. 1562.

4. Si arbores cæduæ fuerunt vel gremiales, dici oportet, in fructus cedere : si minùs, quasi deteriorem fundum fecerit maritus, tenebitur. Sed et si vi tempestatis ceciderunt, dici oportet pretium earum restituendum mulieri, nec in fructum cedere. l. 7. §. 12. C. civ. 590, s. 1403, 1562.

5. Si vir in fundo mulieris dotali lapidicinas marmoreas invenerit, et fundum fructuosiorem fecerit, marmor quod cæsum neque exportatum, est mariti, et impensa non est ei præstanda, quia nec in fructu est marmor, nisi tale sit ut lapis ibi renascatur, quales sunt in Galliâ, sunt et in Asiâ. l. 7. §. 13. l. 8. eod. C. civ. 598, 1403, 1562.

6. Planè si novam villam necessariò exstruxit, vel veterem totam sine culpâ suâ collapsam restituerit, erit ejus impensæ petitio : simili modo et si pastina instituit. Hæc enim impensæ aut in res necessarias, aut utiles cedunt, pariuntque marito actionem. l. 7. §. ult. V. l. 7. §. 1. ff. de imp. in res dot. C. civ. 605, 1562.

7. Maritum in id quod facere potest condemnari exploratum est : sed hoc hæredi non esse præstandum. Quia tale beneficium personale est, et cum personâ extinguitur. l. 12. l. 13. C. civ. 1428.

8. Quamvis mulier non in hoc accipiat constante matrimonio dotem, *ut æs alienum solvat, aut prædia idonea emat, sed ut liberis ex alio viro egentibus, aut fratribus, aut parentibus consuleret*, vel *ut eos ex hostibus redimeret*: quia justa et honesta causa est, non videtur malè accipere : et ideò rectè ei solvitur : idque et in filiàfamilias observatur. Sed et si ideò maritus ex dote expendit ut à latronibus redimeret necessarias mulieri personas, vel ut mulier vinculis vindicet de necessariis suis aliquem, reputatur ei id quod expensum est, sive pars dotis sit pro eâ parte, sive tota dos sit, actio dotis evanescit. Et multò magis idem dicendum est, si socer agat de dote, debere rationem haberi ejus quod in ipsum impensum est : sive ipse maritus hoc fecit, sive filiæ ut faciat dedit. Sed et si pater non experiretur, sed post mortem ejus filia sola de dote ageret, idem erit dicendum, cùm enim doli exceptio insit de dote actioni, ut (in) cæteris bonæ fidei judiciis, potest dici (ut et Celso videtur) inesse hunc sumptum actioni de dote : maximè, si ex voluntate filiæ factus sit. l. 20. l. 21. v. s. de jure dot. n. 27. C. civ. 1555, s.

9. Quid tam humanum est, quàm (ut) fortuitis casibus mulieris maritum, vel uxorem viri participem esse. l. 22. §. 7.

10. Si constante matrimonio, propter inopiam mariti, mulier agere volet, undè exactionem dotis initium accipere ponamus? Et constat exindè dotis exactionem competere, ex quo evidentissimè apparuerit mariti facultates ad dotis exactionem non sufficere. l. 24. l. 22. §. 8.

Ubi adhùc matrimonio constituto maritus ad inopiam sit deductus, et mulier sibi prospicere velit, resque sibi suppositas pro dote, et ante nuptias donatione, rebusque extra dotem constitutis tenere : non tantùm mariti res ei tenenti, et super his ad judicium vocatæ, exceptionis præsidium ad expellendum ab hypothecâ secundum creditorem præstamus : sed etiam si ipsa contra detentatores rerum ad maritum suum pertinentium, super iisdem hypothecis aliquam actionem secundùm legum distinctionem moveat, non obesse ei matrimonium adhùc constitutum sancimus, sed ita eam posse easdem res vindicare, vel à creditoribus posterioribus, vel ab aliis qui non potiora jura legibus habere noscuntur, ut potuisset, si matrimonium eo modo dissolutum esset, quod dotis et ante nuptias donationis exactio ei competere poterat : ita tamen ut eadem mulier nullam habeat licentiam eas res alienandi vivente marito, et matrimonio inter eos constituto : sed fructibus earum ad sustentationem tam sui quàm mariti filiorumque, si quos habet, abutatur. l. 29. C. de jur. dot. l. 30. in fin. C. eod. V. Nov. 9. C. 6. C. civ. 1563, 1572, s.

11. Viro atque uxore mores invicem accusantibus causam repudii dedisse utrumque, pronuntiatum est : id ita accipi debet, ut eâ lege quam ambo contempserunt, neuter vindicetur. Paria enim delicta mutuâ pensatione dissolvuntur. l. 39.

12. In his rebus quas præter numeratam pecuniam doti vir habet : dolum malum et culpam eum præstare oportere Servius ait. Ea sententia Publii Mutii est. Nam is in Licinniâ Gracchi uxore statuit, quod res dotales in eâ seditione, quâ Gracchus occisus erat, perissent, ait, quia Gracchi culpâ, ea seditio facta esset, Licinniæ præstari opportere. l. 66.

13. Dotis actione successores mariti super eo quod ei dotis nomine fuerat datum, convenire debes. Ingrediendi enim possessionem rerum dotalium, hæredibus mariti non consentientibus, sine auctoritate competentis judicis nullam habes facultatem. l. 9. C. eod.

LIBER VIGESIMUS QUINTUS.

Titulus i. — *De impensis in res dotales factis.*

1. Impensarum quædam sunt necessariæ, quædam utiles, quædam (verò) voluptariæ. l. 1.

2. Necessariæ hæc dicuntur, quæ habent in se necessitatem impendendi, cæterùm si nulla fuit necessitas, alio jure habentur. l. 1. §. 1.

3. Inter necessarias impensas esse Labeo ait moles in mare vel flumen projectas : sed et si pistrinum, vel horreum necessariò factum sit, in necessariis impensis habendum ait. Proindè Fulcinius inquit : si ædificium ruens, quod habere mulieri utile erat refecerit, ait si oliveta rejecta restauraverit, vel ex stipulatione damni infecti, ne committatur præstiterit, vel si vires propagaverit, vel arbores curaverit, vel seminaria pro utilitate agri fecerit, necessarias impensas fecisse videbitur. l. 1. §. 3. l. 3. V. l. 14. C. civ. 600, s. 1562.

4. Nos generaliter definiemus multùm interesse, ad perpetuam utilitatem agri, vel ad eam quæ non ad præsentis temporis pertineat, an verò ad præsentis anni fructum : si in præsentis, cum fructibus hoc compensandum : si verò non fuit ad præsens tantùm apta erogatio necessariis impensis computandum. l. 3. §. 1. l. ult. v. l. 7. §. ult. ff. sol. matr.

Neque stipendium neque tributum, ob dotalem fundum præstita, exigere vir à muliere potest, onus enim fructuum hæc impendia sunt. l. 13. l. ult. C. civ. 608.

5. Et in totum id videtur necessariis impensis contineri, quod si à marito omissum sit, judex tanti eum damnabit, quanti mulieris interfuerit eas impensas fieri. l. 4.

6. Necessariæ impensæ dotem minuunt. l. 5. v. s. l. 56. §. 3. de jur. dot.

Quod dicitur, *impensas quæ in res dotales necessariò, factæ sunt, dotem minuere,* ita interpretandum est, ut si quid extra tutelam necessariam in res dotales impensum est, id (est) in eâ

causâ sit : nam tueri res dotales vir suo sumptu debet. Alioquin quævis modica ædificiorum dotalium refectio, et agrorum quoque cultura dotem minuent : omnia enim hæc in specie necessariarum impensarum sunt. Sed ipsæ res ita præstare intelliguntur, ut non tam impendas in eas, quàm, deducto eo, minùs ex his percepisse videaris ? Quæ autem impendia, secundùm eam distinctionem, ex dote deduci debeant, non tam facilè in universum definiri, quàm per singula ex genere et magnitudine impendiorum æstimari possunt. l. 15. C. civ. 1437.

7. Utiles impensæ sunt, quas maritus utiliter fecit, remque meliorem uxoris fecerit, hoc est dotem. Veluti si novelletum in fundo factum sit, aut si in domo pistrinum aut tabernam adjecerit. l. 5. §. ult. l. 6.

8. Voluptariæ autem impensæ sunt quas maritus ad voluptatem fecit, et quæ species exornant. l. 7.

9. Utiles impensæ non minuunt ipso jure dotem, verùmtamen habent exactionem. l. 7. §. 1. v. s. de fund. dot. n. 8.

Cùm necessariæ quidem expensæ dotis minuant quantitatem, utiles autem non alter in rei uxoriæ actione detinebantur, nisi ex voluntate mulieris : non abs re est, si quidem mulieris voluntas intercedat, mandati actionem à nostrâ auctoritate marito contra uxorem indulgeri : quatenùs possit per hanc quod utiliter impensum est adservari : vel si non intercedat mulieris voluntas, utiliter tamen res gesta est, negotiorum gestorum adversùs eam sufficere actionem. l. un. §. 5. C. de rei ux. act. C. civ. 1375.

10. Pro voluptariis impensis, nisi parata sit mulier pati maritum tollentem, exactionem patitur : nam si vult habere mulier, reddere ea, quæ impensa sunt, debet marito : aut si non vult, pati debet tollentem, si modò recipiant se parationem : cæterùm si non recipiant, relinquendæ sunt. Ita enim permittendum est marito auferre ornatum quem posuit, si futurum est ejus quod abstulit. l. 9.

In voluptariis autem Aristo scribit, nec si voluntate mulieris factæ sunt, exactionem parere. l. 11.

Quod si voluptariæ sint licèt ex voluntate ejus expensæ , deductio operis quod fecit, sine læsione tamen prioris speciei, marito relinquatur. l. un. §. 5. C. de rei ux. act. C. civ. 525.

11. Omninò et in ædificandis ædibus, et in reponendis propagandisque vineis modicas impensas non debet arbiter curare : alioquin negotiorum gestorum potiùs quàm de dote judicium videbitur. l. 12.

Titulus II. — *De actione rerum amotarum.*

1. Rerum amotarum judicium singulare introductum est adversùs eam quæ uxor fuit : quia non placuit cum eâ furti agere posse quibusdam existimantibus, ne quidem furtum eam facere, ut Nerva Cassio, quia societas vitæ quodammodò dominam eam

faceret : aliis (ut Sabino et Proculo) furto quidem eam facere, sicuti filia patri faciat, sed furti non esse actionem constituto jure : in quâ sententiâ et Julianus rectissimè est. Nam in honorem matrimonii turpis actio adversùs uxorem negatur. l. 1. l. 2. l. 3. C. eod. C. civ. 1460, 1477, co. 555.

2. Non æquum est invitum suo pretio res suas vendere. l. 9. v. l. 11. ff. de evict. l. 12. ff. de religios. Charte, 10; C. civ. 545.

Titulus iii. — *De agnoscendis et alendis liberis, vel parentibus, vel patronis, vel libertis.*

1. Negare videtur non tantùm is qui partum perfocat, sed et is qui adjicit, et qui alimonia denegat, et is qui publicis locis misericordiæ causâ exponit quam ipse non habet. l. 4.

2. Si quis à liberis ali desideret : vel (si) liberi, ut à parente exhibeantur, judex de eâ re cognoscet. l. 5.

Utrùm autem tantùm patrem, avumque paternum, proavumve paterni avi patrem, cæterosque virilis sexûs parentes (alere cogamur), an verò etiam matrem, cæterosque parentes (et) per illum sexum contingentes cogamur alere, videndum ? et magis est ut utrobiquè se judex interponat, quorumdam necessitatibus faciliùs succursurus, quorumdam ægritudini : et cùm ex æquitate hæc res descendat, charitateque sanguinis, singulorum desideria perpendere judicem oportet. Idem in liberis quoque exhibendis à parentibus dicendum est. Ergò et matrem cogemus, præsertìm vulgò quæsitos liberos alere : nec non ipsos eam. l. 5. §. 2. 3. et 4.

Non tantùm alimenta, verùm etiam cætera quoque onera liberorum patrem ab judice cogi præbere, rescriptis continentur. d. l. §. 12.

Alimenta autem pro modo facultatum erunt præbenda egentibus. d. 1. §. 13.

Iniquissimum quis meritò dixerit, patrem egere, cùm filius sit in facultatibus. l. 5. §. 13.

Filia tua non solùm reverentiam, sed etiam subsidium vitæ ut exhibeat tibi, rectoris provinciæ auctoritate compelletur. l. 5. C. de patr. pot.

Ipsum autem filium vel filiam, filios vel filias, et deinceps alere patri necesse est, non propter hæreditatem, sed propter ipsam naturam, et leges quæ à parentibus alendos esse liberos imperaverunt, et ab ipsis liberis parentes, si inopia ex utrâque parte vertitur. l. ult. §. 5. C. de bon. quæ. lib. V. tit. tot. C. de alend. lib. ac. parent. C. civ. 25, 203, s. 762, s.

3. Parens quamvis ali à filio ratione naturali debeat, tamen æs alienum ejus non esse cogendum exsolvere filium rescriptum est. d. l. 5. §. 16. v. Nov. 115. c. 3. §. 8.

4. Si mater alimenta quæ fecit in filium à patre repetat, cum modo eam audiendam ita Divus Marcus rescripsit Antoniæ Montanæ, in hæc verba : *sed et quantùm tibi alimentorum nomine,*

quibus necessariò filiam tuam exhibuisti à patre ejus præstari oporteat, judices æstimabunt. Nec impetrare debes ea quæ exigente materno affectu, in filiam tuam erogatura esset, etiamsi à patre suo educeretur. d. l. 5. §. 14. C. civ. 203, s.

5. Non quemadmodùm masculorum liberorum nostrorum liberi ad nostrum onus pertinent, ita et in fœminis est. Nam manifestum est, id quod filia parit, non avo, sed patri suo esse oneri, nisi pater aut non sit superstes, aut egens est. l. 8. C. civ. 203. s.

6. Quod de alendis matre et filiis indigentibus definivimus, hoc quoque in omnibus ascendentibus, descendentibusque personis utriusque naturæ valere pæcipimus. Nov. 117. c. 7. in f. C. civ. 203, s.

TITULUS IV. — *De inspiciendo ventre custodiendoque partu.*

1. Partus antequàm edatur mulieris portio est, vel viscerum. l. 1. §. 1. C. civ. 393.

TITULUS V. — *Si mulier ventris nomine in possessione, calumniæ causâ, esse dicatur.*

1. Alteri nec prodest nec nocet jusjurandum inter alios factum. l. 1. C. civ. 1365.

LIBER VIGESIMUS SEXTUS.

TITULUS I. — *De tutelis.*

1. Tutela est vis ac potestas in capite libero, ad tuendum eum, qui propter ætatem suam sponte se defendere nequit, jure civili data ac permissa. l. 1. C. civ. 389, s.

2. Tutores sunt qui eam vim ac potestatem habent : exque re ipsâ nomen cœperunt. Itaque appellantur tutores quasi tutores atque defensores. l. 1. §. 1. C. civ. 450, s.

3. Mutus tutor dari non potest, quoniam auctoritatem præbere non potest. Surdum non posse dari tutorem plerique et Pomponius probant, quia non tantùm loqui, sed et audire tutor debet. l. 1. §. 2. et 3.

Minùs autem audiens potest dari tutor. l. ult. ff. de legit. tut. C. civ. 434.

4. Si minor vigintiquinque annis furiosus sit, curatorem ei non ut furioso, sed ut adolescenti dari, quasi ætatis esset impedimentum : et ita definiemus, ei quem ætas curæ vel tutelæ subjicit, non esse necesse quasi dementi quæri curatorem, et ita imperator Antoninus Augustus rescripsit : cùm magis ætati quàm dementiæ tantisper sit consulendum. l. 3. §. 1.

5. Si pupillus pupillave cum justo tutore, tutorve cum eorum quo litem agere vult, curator in eam rem petitur. l. 3. §. 2. C. civ. 420.

6. Curator substantiæ dari debet (ei cujus pater in hostium potestate est) ne in medio pereat. l. 6. §. ult. C. civ. 112.

7 Quæsitum est, an hi qui in locum absentis reipublicæ causâ tutores perseverent? An alii petendi essent. *Paulus* respondit, eos qui in locum absentis dati sunt, non reverso eo, in eâdem causâ perseverare usque ad tempus pubertatis. l. 12. C. civ. 424.

8. Solet etiam curator dari aliquandò tutorem habenti, propter adversam tutoris valetudinem, vel senium ætatis, qui magis administrator rerum, quàm curator esse intelligitur. l. 13. C. civ. 420, s.

9. Est etiam adjutor tutelæ, quem solet prætor permittere tutoribus constituere, qui non possunt sufficere administrationi tutelæ: ita tamen, ut suo periculo eum constituant. l. 13. §. 1.

Decreto prætoris actor constitui periculo tutoris solet, quotiescunquè aut diffusa negotia sint, aut dignitas, vel ætas, aut valetudo tutoris id postulet. l. 24. ff. de adm. et per. tut. C. civ. 417.

10. Tutela plerumquè virile officium est. l. 16.

Fœminæ tutores dari non possunt: quia id munus masculorum est: nisi à principe filiorum tutelam specialiter postulent. l. ult.

Tutelam administrare virile munus est, et ultrà sexum fœmineæ infirmitatis tale officium est. l. 1. C. quandò mulier tut. off. f. p.

Mulieribus nos interdicimus tutelæ subire officium, nisi mater aut avia fuerit. Nov. 118. C. 5. V. Nov. 94. C. 2. C. civ. 442.

11. Si sororis tuæ filius tutore legitimo patruo constituto, nec ullo excusato privilegio, tutor datus es: cùm habenti tutorem alium dari jura prohibeant, necessitatem administrationis ad eum pertinere, nec te datione teneri non ambigitur. Curatorem habenti neque adjungi, nisi causâ cognitâ, neque in locum ejus alium substitui, nisi antè priore remoto ambigui juris non est. l. 9. et l. 10. C. qui dare tut. vel cur. poss.

Si in locum ejus tutoris ad tempus dati estis, qui reipublicæ causâ aberat: isque jam finito munere, quod ei injunctum est, abesse desiit; quin ad ejus officium curamque pertineant negotia pupillæ ambigere non debetis, sed consultiùs feceritis, si præsidem provinciæ virum clarissimum adieritis, ut is ad administrationem tutelæ compellatur. l. 1. C. in quib. casib. tut. vel cur. hab.

Propter latè diffusum, id est in diversis locis constitutum patrimonium, vel quod solus administrationi non sufficias, an tibi tutelam administranti adjungi aliquos curatores oporteat, præses provinciæ, si te non sufficientem deprehenderit, æstimabit. l. 13. C. eod.

Licèt tutorem habenti tutor dari non potest, tamen certis ex causis alius idoneus substitui sententiâ competentis judicis solet in locum suspecti, qui convictus ac remotus est, et in locum excusati vel defuncti, vel relegati tutoris. l. 4. C. eod.

Cùm ob augmentum facultatum curatores adjungi soleant, non priùs dati tutores ab administratione eorum liberantur. l. ult. C. eod. C. civ. 405, 427, s. 442, s.

Titulus II. — *De testamentariâ tutelâ.*

1 Personæ, non rei vel causæ datur (tutor.) Si tamen tutor detur rei Africanæ vel rei Siriacæ, utilis datio est. Hoc enim jure utimur. l. 14. l. 15. C. civ. 417.

2. Non omnimodo autem is qui satisdat, præferendus est : quid enim si suspecta persona sit, vel turpis, cui tutela committi nec cum satisdatione debeat? Vel quid si jam multa flagitia in tutelâ admisit? Nonne magis repelli, et rejici à tutelâ, quàm solus administrare debeat. Nec satis non dantes temerè repèlluntur, quia plerumquè benè probati et idonei atque honesti tutores, etiamsi satis non dent, non debent rejici : quinimò nec jubendi sunt satisdare. l. 17. §. 1. C. civ. 444, s.

3. Si cui major pars tutorum decernat, is gerat quem major pars eligat. l. 19. §. 1. V. 1. l. 3. §. 7. ff. de adm. et per. tut.

4. Tutorem habenti tutor dari non potest. l. 27. C. civil. 454.

5. Quæro an non ejusdem civitatis cives testamento quis tutores dare possit? Paulus respondit posse. l. 32.

Divi Marcus et Verus Cornelio Proculo : Si quandò desint in civitate ex quâ pupilli oriundi sunt, qui idonei videantur esse tutores, officium sit magistratuum inquirere ex vicinis civitatibus honestissimum quemque : et nomina præsidi provinciæ mittere non ipsos arbitrium dandi sibi vindicare. l. 24. ff. de tut. et cur. dat.

Qui in testamento dati sunt tutores, renuent secundùm leges administrationem earum quæ in aliâ provinciâ sunt possessionum. l. 10. §. 4. ff. de excusat.

Sed et hoc genus excusationis est, si quis se dicit ibi domicilium non habere, ubi ad tutelam datus est. l. ult. §. ult. ff. de excusat. C. civ. 432.

Titulus IV. — *De legitimis tutoribus.*

1 Legitimæ tutelæ lege duodecim tabularum agnatis delatæ sunt, et consanguineis. Id est, his qui ad legitimam hæreditatem admitti possint. Hoc summâ providentiâ, ut qui sperarent hanc successionem iidem tuerentur bona, ne dilapidarentur. l. 1.

Sublatâ agnationis et cognationis differentiâ, ad tutelam vocantur cognati, quemadmodum ad successionem. Nov. 118. c. 5. C. civ. 402, s.

2 Interdùm alibi est hæreditas, alibi tutela. l. 1. §. 1.

Titulus V. — *De tutoribus et curatoribus datis ab his qui jus dandi habent : et qui et in quibus causis specialiter dari possunt.*

1. His qui in eâ causâ sunt ut superesse rebus suis non possint, dare curatorem proconsulem oportebit. Nec dubitabit filium quoque patri curatorem dare : quamvis enim contrà sit apud Celsum et apud alios plerosque relatum, quasi indecorum sit patrem à filio regi, attamen Divus Pius Justo Celeri, item Divi Fratres rescripserunt, filium si sobriè vivat patri curatorem dandum, magis quàm extraneum. l. 12. d. l. §. 1. V. 1. tit. de cur. fur. C. civ. 489, s.

2 Divus Pius matris querelam de filiis prodigis admisit, ut curatorem accipiant, in hæc verba, *non est novum quosdam, etsi mentis suæ videbuntur ex sermonibus compotes esse, tamen sic tractare bona ad se pertinentia, ut nisi subveniatur his, deducantur in egestatem : eligendus itaque erit, qui eos consilio regat: nam æquum est, prospicere nos etiam eis qui quod ad bona ipsorum pertinet, furiosum faciunt exitum.* l. 12. §. 2. V. t. tit. de cur. fur. C. civ. 513, s.

3. Fides inquisitionis pro vinculo cedet cautionis. l. 13. in f.

4. Cum reliquis oportet magistratum et mores creandorum investigare : neque facultates enim, neque dignitas ita sufficiens est ad fidem, ut bona electio vel voluntas, et benigni mores. l. 21. §. 5.

5 Simul plures tutores dari possunt. l. 23. V. tit. seq. n. 4. et. seq. C. civ. 417, 454.

Titulus vii.—*De administratione et periculo tutorum et curatorum qui gesserint vel non : et de agentibus, vel conveniendis vel uno vel pluribus.*

1· Gerere atque administrare tutelam extrà ordinem tutor cogi solet. l. 1. C. civ. 450.

2. Ex quo scit se tutorem datum, si cesset tutor, suo periculo cessat. Id enim à Divo Marco constitutum est, ut qui scit se tutorem datum, nec excusationem si quam habet allegat, intra tempora præstituta suo periculo cesset. l. 1. §. 1. l. 5. §. ult. C. civ. 438, s.

3. Cæteri tutores (præter eum qui gerit) non administrabunt, sed erunt hi quos vulgò honorarios appellamus : nec quisquam putet ad hos periculum nullum redundare : constat enim, hos quoque excussis priùs facultabitus ejus qui gesserit, conveniri oportere : dati sunt enim quasi observatores actùs ejus, et custodes. Imputabiturque eis quandoquè cur, si malè eum conversari videbant, suspectum (eum) non fecerunt. Assiduè igitur et rationem ab eo exigere eos oportet, et sollicitè curare, qualiter conversetur : et si pecunia sit quæ deponi possit, curare ut deponatur ad prædiorum comparationem. Blandiuntur enim sibi, qui putant honorarios tutores omninò non teneri. Tenentur enim secundùm ea quæ suprà ostendimus. l. 3. §. 2. C. civ. 420, s.

4. Id agit (prætor) ut per unum (tutela) administretur, quippè et si pater non destinaverit quis gerere debeat, attamen id agit, ut per unum administretur : sanè enim faciliùs unus tutor et actiones exercet, et excipit, ne per multos tutela spargatur. l. 3. §. 6. l. 1. C. si ex plur. tut.

Si duobus simul tutela gerenda permissa est, vel à parente, vel à contutoribus, vel à magistratibus, benignè accipiendum est etiam uni agere permissum : quia duo simul agere non possunt. l. 24. §. 1.

5. Is gerat cui major pars tutorum tutelam decreverit. Prætor igitur jubebit eos convocari : aut si non coibunt aut coacti non

decernent, causâ cognitâ ipse statuet quis tutelam geret. l. 3. §. 7.

6. Planè si non consentiant tutores prætori, sed velint omnes gerere, quia fidem non habeant electo, nec patiuntur succedanei esse alieni periculi, dicendum est, prætorem permittere eis omnibus gerere. Item, si dividi inter se tutelam velint tutores, audiendi sunt, ut distribuatur inter eos administratio, vel in partes, vel in regiones : et si ita fuerit divisa, unusquisque exceptione submovebitur pro eâ parte vel regione quam non administrat.

Tutorum periculum commune est in administratione tutelæ, et in solidum universi tenentur. l. 55.

Si divisio administrationis inter tutores, sive curatores in eodem loco, seu provinciâ constitutos facta necdùm fuerit, licentiam habet adolescens, et unum eorum eligere, et totum debitum exigere : cessione videlicet ab eo adversùs cæteros tutores seu curatores actionum ei competentium faciendâ. In divisionem autem administratione deductâ sive à præside, sive testatoris voluntate, unumquemque pro suâ administratione convenire potest, periculum invicem tutoribus (seu curatoribus) non sustinentibus : nisi per dolum aut culpam suspectum non removerunt, vel tardè suspicionis rationem moverunt, cùm alter eorum non solvendo effectus sit, vel suspicionis causam agendo sua spontè jura pupilli prodiderunt. Nec prodest eis dicentibus eum contutorem suum non administrasse res pupillares. Sin verò ipsi inter se res administrationis diviserunt non prohibetur adolescens unum ex his in solidum convenire, ita ut actiones quas adversùs alios habet ad electum transferat. l. 2. C. de divid. tur. C. civ. 417, 454.

7. Quidam decedens suis filiis dederat tutores, et adjecerat, *eos anellogistos esse volo :* et ait Julianus, tutores, nisi bonam fidem in administratione præstiterint damnari debere, quamvis testamento comprehensum sit, *ut anellogisti essent :* nec eo nomine ex causâ fideicommissi quicquam consequi debebunt, ut ait Julianus : et est vera ista sententia : *nemo enim jus publicum remittere potest hujusmodi cautionibus, nec mutare formam antiquitùs constitutam*. l. 5. §. 7. C. civ. 469.

8. Pater tutelam filiorum *consilio matris geri* mandavit et eo nomine tutores liberavit. Non idcircò minùs officium tutorum integrum erit, sed viris bonis conveniet, salubre consilium matris admittere : tametsi neque liberatio tutoris, neque voluntas patris, aut intercessio matris tutoris officium infringat. l. 5. §. 8. C. civ. 391, s.

9. Usque adeò autem licet tutoribus patris præceptum negligere, ut si pater caveret, *ne quid rei suæ distraheretur :* vel *ne mancipia distrahantur :* (vel) *ne vestis* (vel) *ne domus* (vel) *ne aliæ res periculo subjectæ,* liceat eis contemnere hanc patris voluntatem. l. 5. §. 9.

Si tutor cessaverit in distractione earum rerum quæ tempore

depereunt, suum periculum facit : debuit enim suo confestim officio fungi. l. 7. §. 1.

Non quidem præcipiti festinatione, sed nec moratoriâ cunctatione. d. §. in fin. C. civ. 452, s.

10. Tutor qui repertorium non fecit, quod vulgò *inventarium* appellatur, dolo fecisse videtur. Nisi fortè aliqua necessaria, et justissima causa allegari possit, cur id factum non sit. Si quis igitur dolo inventarium non fecerit, in eâ conditione est, ut teneatur in id quod pupilli interest. l. 7. Nihil itaque gerere ante inventarium factum eum oportet, nisi id quod dilationem nec modicam exspectare possit. d. l. 7.

Tutores vel curatores mox quàm fuerint ordinati, sub presentiâ publicarum personarum inventarium rerum omnium, et instrumentorum solemniter facere curabunt. l. 24. C. de adm. tut. V. l. ult. §. 1. C. arbitr. tut. C. civ. 451; pr. 931, s. 941, s.

11. Usuræ à tutoribus non statìm exiguntur, sed interjecto tempore ad exigendum, et ad collocandum. l. 7. §. 11.

Si tutor constitutus quos invenerit debitores non convenerit, ac per hoc minùs idonei efficiantur, vel intrà sex primos menses pupillares pecunias non collocaverit, ipse in debitam pecuniam, et in usuras ejus pecuniæ quam non fœneravit, convenitur. l. 15. C. civ. 455, s.

12. Sciendum est tutorem et post officium finitum usuras debere in diem quo tutelam restituit. l. 7. §. 15. C. civ. 474.

13. Generaliter quotiescunquè non fit nomine pupilli quod quivis paterfamilias idoneus facit non videtur defendi : sive igitur solutionem, sive judicium, sive stipulationem, detrectat defendi non videtur. l. 10. l. 33.

Tutor qui tutelam gerit, quantùm ad providentiam pupillarem domini loco haberi debet. l. 27.

Tutores debita pupillaria, seu deposita reposcentes, ad satisdationem compelli non posse manifestum est. l. 13. C. de adm. tut. C. civ 450, s.

14. Nimium est licere tutori, respectu existimationis pupilli, erogare ex bonis ejus quod ex suis non honestissimè fuisset erogaturus. l. 12. §. 2. V. 1. l. 1. de tutel. et rat. C. civ. 450.

15. Cùm tutor non rebus duntaxat, sed etiam moribus pupilli præponatur, in primis mercedes præceptoribus, non quas minimas poterit, sed pro facultate patrimonii, pro dignitate natalium constituet. l. 12. §. 3. C. civ. 454.

16. Ex duobus tutoribus, si cum altero actum fuerit, alter non liberabitur. l. 18. §. 1.

Hæredibus quoque pupillorum electio eadem adversùs tutores, in quo potissimùm consistere velint competit, quæ ipsis quorum tutela administrata sit. l. 33. §. 2.

Licèt tutorum conventione mutuum periculum minimè finia-

tur : tamen eam qui administravit, si solvendo sit, primo loco, ejusque successores conveniendos esse, non ambigitur. l. 3. C. de divid. tut.

17. Tutor, vel curator cujus injusta appellatio pronuntiata erit, cujusve excusatio recepta non sit, ex quo accedere ad administrationem debuit, erit obligatus. l. 20.

Tutor datus adversùs ipsam creationem provocavit : hæres ejus posteà victus, præteriti temporis periculum præstabit : quia non videtur levis culpa, contrà juris auctoritatem mandatum tutelæ officium detrectare. l. 39. §. 6. C. civ. 438, s.

18. Tutor ad utilitatem pupilli et novare, et rem in judicium deducere potest. Donationes autem ab eo factæ pupillo non nocent. l. 22. l. 46. §. ult. C. civ. 457, s.

19. Tutoris præcipuum est officium, ne in defensum pupillum relinquat. l. 30.

Si bonam causam ea, cujus tutor es, habuit, et adversùs latam sententiam non appellasti, seu post appellationem provocationis solemnia implere cessaveris : tutelæ judicio indemnitatem pupillæ præstare debes. l. 11. C. de adm. tut. C. civ. 464, s.

20. Sumptuum qui bonâ fide in tutelam, non qui in ipsos tutores fiunt ratio haberi solet : nisi ab eo qui eum dat certum salarium ei constitutum est. l. 33. §. ult. C. civ. 471.

21. In eum qui tutelam gerere noluit, post cæteros qui gesserunt, actionem (utilem) tutelæ dari placuit. Quod tamen ex tutelâ non pervenit ad eos qui se negotiis miscuerunt, sed communi negligentiâ periit, citrà substitutionis ordinem, æqualiter omnium periculum spectat. l. 39 §. 11.

Licèt tutorum conventione mutuum periculum minimè finiatur : tamen eum qui administravit, si solvendo sit primo loco ejusque successores conveniendos esse. l. ult. C. de divid. tut.

22. Tutelæ judicium ideò differri non oportet, quod fratris et cohæredis impuberis idem tutelam sustineat. l. 39. §. 17.

23. *Paulus respondit* propter ea quæ post pubertatem, nullâ necessitate cogente, sed ex voluntate suâ tutor administravit, fidejussorem, qui *salvam rem fore* cavit, non teneri. l. 46. §. 4.

24. Tutoribus concessum est à debitoribus pupilli pecuniam exigere, ut ipso jure liberentur. l. 46. §. ult. C. civ. 1239.

25. *Quantùm filio meo diurnum sufficiat marina et januaria æstimabunt.* Quæro an contenti esse debeant tutores arbitrio mulierum? Respondi, sumptum boni viri arbitrio faciendum. l. 47. §. 1. v. l. 76. et seq. ff. pro soc. l. 24. ff. locat. l. 30. §. de oper. libert.

26. Inter bonorum ventrisque curatorem, et inter curatorem furiosi itemque prodigi pupillive magna est differentia : quippè cum illis quidem planè rerúm administratio, duobus autem superioribus sola custodia, et rerum quæ deteriores futuræ sunt, venditio committitur. l. 48.

27. Si res pupillaris incursu latronum pereat, vel argentarius cui tutor pecuniam dedit, cùm fuisset celeberrimus, solidum reddere non possit, nihil eo nomine tutor præstare cogitur l. 50. C. civ. 450, s.

28. Chirographis debitorum incendio exustis, ex inventario tutores convenire eos possunt ad solvendam pecuniam, aut novationem faciendam. l. 57.

29. Lucrum facere ex tutelâ non debet (tutor). l. 58. in fin. princ.

30. Quod à debitore (pupilli) nomine usurarum cum sorte datur : (tutori) qui accipit, totum sortis vice fungitur, vel fungi debet. l. 58. §. 1. in fin.

Omnis pecuniæ quæ ad curatorem transit, parem causam esse : quia omnis sors efficitur. d. l. 58. §. ult. in f. C. civ. 455, s.

31. Cùm hæreditas patris ære alieno gravaretur, et res in eo statu videretur, ut pupilla (ab) hæreditate paternâ abstineretur, unus ex tutoribus cum plerisque creditoribus ita decidit, ut certâ crediti portione contenti essent acciperentque. Idem curatores jam viri potenti accepti, cum plerisque creditoribus deciderunt. Quæsitum est, an si aliquis tutorum creditor patris pupillæ, solidam pecuniam expensam sibi ex re pupillæ cum usuris fecerit, revocari à curatoribus pupillæ ad portiones eas possit, quas cæteri quoque creditores acceperunt? Respondit, eum tutorem qui cæteros ad portionem vocaret, eâdem parte contentum esse debere. l. 59. v. l. 44. ff. de pact. C. civ. 451, 461, s.

32. Pro officio administrationis tutoris vel curatoris bona, si debitores existant, tanquàm pignoris titulo obligata minores sibimet vindicare minimè prohibentur, idem est, et si tutor vel curator quis constitutus, res minorum non administraverit. l. 20. C. de adm. tut. C. civ. 2121.

Titulus viii. — *De auctoritate et consensu tutorum et curatorum.*

1. Regula est juris civilis, in rem suam auctorem tutorem fieri non posse. l. 1.

Titulus ix. — *Quandò ex facto tutoris, vel curatoris minores agere, vel conveniri possunt.*

1. Si tutor vel curator pecuniâ ejus, cujus negotia administrat, mutuâ datâ, ipse stipulatus fuerit, vel prædia in nomen suum emerit, utilis actio ei cujus pecunia fuit datur ad rem vindicandam, vel mutuam pecuniam exigendam. l. 2.

2. Dolus tutorum puero neque nocere neque prodesse debet. Quod autem vulgò dicitur, *tutoris dolum pupillo non nocere*, tunc verum est, cùm ex illius fraude locupletior pupillus factus non est. l. 3.

Titulus x. — *De suspectis tutoribus et curatoribus.*

1. Omnes tutores possunt (suspecti fieri) sive testamentarii

sint, sive non sint, sed alterius generis tutores. l. 1. §. 5. V. l. 3. §. 2. et 3.

2. Sciendum est, aut ob dolum in tutelâ admissum, suspectum licere postulare, si fortè grassatus in tutelâ est, aut sordidè egit, vel perniciosè pupillo, vel aliquid intercepit ex rebus pupillaribus jam tutor. l. 3. §. 5. C. civ. 442, s.

3. Si tutor inimicus pupillo, parentibusve ejus sit, et generaliter si qua justa causa prætorem moverit, cur non debeat in eâ tutelâ versari, rejicere eum debebit. l. 3. §. 12. C. civ. 442, s.

4. Qui ob segnitiem, vel rusticitatem, inertiam, simplicitatem, vel ineptiam remotus sit, in hâc causâ est ut integrâ existimatione tutelâ, vel curâ abeat. l. 3. §. ult.

Suspectos tutores ex dolo, non etiam eos qui ob negligentiam remoti sunt, infames fieri manifestum est. l. ult. C. eod. C. civ. 442, s.

5. Suspectus fieri is quoque qui satisdederit, vel nunc offerat, potest : expedit enim pupillo, rem suam salvam fore, quàm tabulas rem salvam fore cautionis habere. l. 5.

Quia satisdatio propositum tutoris malevolum non mutat, sed diutiùs grassandi in re familiari facultatem præstat. l. 6.

6. Suspectum tutorem eum putamus, qui moribus talis est ut suspectus sit : enimverò tutor, quamvis pauper est, fidelis tamen, et diligens removendus non est quasi suspectus. l. 8.

In postulandis suspectis tutoribus seu curatoribus non vires patrimoniorum principaliter, sed an (nihil segniter, nihil) fraudulenter geratur perpendi oportet. l. 5. C. de suspect. tut. vel cur. C. civ. 444.

LIBER VIGESIMUS SEPTIMUS.

Titulus i. — *De Excusationibus.*

1. Non potest curator esse sponsæ sponsus, ut senatus dicit : creatus autem talis, absolvetur. l. 1. §. ult. v. 1. de curat. fur. n. 8.

2. Excusantur à tutelâ et curatoriâ qui septuaginta annos compleverunt. Excessisse autem oportet septuaginta annos tempore illo, quo creantur. l. 2. l. ùn. C. qui ætate. C. civ. 433.

3. Ætas autem probatur aut ex nativitatis scripturâ, aut aliis demonstrationibus legitimis. l. 2. §. 1. C. civ. 45, s.

4. Remittit à tutelâ, vel curatoriâ et liberorum multitudo. Legitimos autem liberos esse oportet omnes, etsi non sint in potestate. Oportet autem liberos vivos esse, quandò tutores patres dantur : qui enim anteà decesserunt, his non connumerantur : neque rursùs nocent, qui posteà moriuntur. l. 2. §. 2. 3. 4.

Qui ad tutelam vel curam vocantur, Romæ quidem trium liberorum incolumium numero, de quorum etiam statu non ambigitur, in Italiâ verò quatuor, in provinciis autem quinque, habent excusationem. l. 1. C. qui. num. lib. se exc. C. civ. 436.

5. Qui in ventre est, et si in multis partibus legum comparatur jam natis, tamen neque in præsenti quæstione, neque in reliquis civilibus muneribus prodest patri. l. 2. §. 6. C. civ. 437.

6. Non solùm autem filii remissionem tutelæ tribuunt, et filiæ, sed etiam nepotes ex filiis masculis nati, masculi et fœminæ auxiliantur autem tùm, quandò patre eorum mortuo, illius locum supplent avo. Quotcunque autem nepotes fuerint ex uno filio, pro uno filio numerantur. l. 2. §. 7. l. 2. C. qui num. lib. C. civ. 436.

7. Numerum autem liberorum determinatum constitutionibus, esse oportet unicuique, tunc cùm creatur : nam si post creationem generantur, non auxiliantur. l. 2. §. 8. C. civ. 437.

8. Ampliùs autem, et qui habet tres tutelas, aut tres curatorias, aut commixtìm tres curatorias, et tres tutelas, et adhùc manentes, hoc est, nondùm excedentibus ætatem minoribus, hi excusantur ad tutelam vel curatoriam vocati. l. 2. §. ult. l. un. C. qui num. tut.

Cæterùm putarem, rectè facturum prætorem, si etiam unam tutelam sufficere crediderit, si tam diffusa et negotiosa sit ut pro pluribus cedat. l. 31. §. 4. C. civ. 435.

9. Tria autem onera sic sunt accipienda, ut non numerus pupillorum plures tutelas faciat, sed patrimoniorum separatio : et ideò qui tribus fratribus tutor datus est, qui indivisum patrimonium haberent, vel quibusdam tutor quibusdam curator unam tutelam suscepisse creditur. l. 3. §. 1.

10. Si pater in tribus fuerit muneribus aut tutelarum, aut curatoriarum, filius ejus non vexabitur : et ita constitutum est à Divo Severo, et Antonino. Hoc autem et è contrario est, quod oportet filii tutelas remissionem patri dare : et rursùs utrisque communes, id est, unam filii, et duas patris aut è converso. Tunc autem hæc ita se habent, cùm onus uni domui, non separatis contingit. l. 4. §. 1.

11. Roma communis patria est. l. 6. §. 11. Charte, 1; C. civ. 1. s.

12. Dat remissionem tutelæ et capitalis inimicitia à creato facta adversùs patrem pupillorum. l. 6. §. 17. C. civ. 442.

13. Paupertas sanè dat excusationem, si quis imparem se oneri injuncto possit probare. l. 7. l. 40. §. 1.

14. Adversa quoque valetudo excusat, sed ea quæ impedimento est, quominùs quis suis rebus superesse possit. l. 10. §. ult. Et non tantùm, ne incipiant, sed et à cœptâ excusari debent. l. 11. Luminibus captus, aut surdus, aut mutus, aut furiosus, aut perpetuâ valetudine tentus, tutelæ seu curæ excusationem habet. l. un. C. qui morb. C. civ. 434, 442.

15. In paucissimis distant curatores à tutoribus. l. 13.

16. Et si maximè verba legis hunc habeant intellectum, tamen mens legislatoris aliud vult. l. 13. §. 2. C. civ. 450, s. 480, s.

17. Si quis propter ægritudinem, vel aliam necessitatem (putà maris, vel hyemis, vel incursus latronum, aut aliam quam similem) constituto tempore non poterit venire, ignoscendum ei est : cujus fidem tametsi sufficit firmare ex ipsâ naturali justitiâ, tamen et constitutio imperatorum Veri et Antonini hæc dicit. l. 13. §. 7.

18. Non justè dati sunt tutores (qui dati sunt) à quibus non oportet, aut quos non oportet, aut quibus non oportet, aut quo non oportet modo. l. 13. §. 12.

19. Si civitatis princeps, id est, magistratus, incidente ei creatione obnoxius fuerit periculo tutelæ, hanc non connumerabit aliis tutelis : quemadmodùm nec fidejussores tutelæ, sed neque qui ob honorem tutores conscripti sunt. l. 15. §. 9. C. civ. 472, s.

20. Qui jura multa poterit dicere, quorum unum quodque per seipsum satis validum non est, an possit excusari quæsitum est : putà septuaginta quis annorum non est, neque tres habet tutelas, sed neque quinque filios, aut aliquod aliud jus remissionis : habet nimirùm duas tutelas et duos filios, et sexaginta annorum est, aut alia quædam talia dicit, per se ipsa quidem perfectum auxilium non præbentia, quæ tamen si invicem conjuncta sint, justa appareant : sed visum est, hunc non excusari. l. 15. §. 11. l. un. in f. C. qui num. tutel.

21. Qui dixerit se ipsum ignotum esse patri, vel matri pupilli, eâ de causâ liberandus non est. l. 15. §. 14. C. civ. 432.

22. Qui jam se miscuerint administrationi, (non excusantur.) l. 17. §. 5.

Tutores quos, posteaquàm bona pupillorum administraverunt, à præside provinciæ, quasi re integrâ, excusari se impetrasse adseveras, periculum administrationis evitare minimè posse manifestum est. l. 2. C. si tut. vel cur. fals. alleg. excus. C. civ. 438.

23. Propter litem, quam quis cum pupillo habet, excusare se à tutelâ non potest, nisi fortè de omnibus bonis, aut plurimâ parte eorum controversia sit. l. 2. V. l. 6. §. 18. C. civ. 442.

Si (ut allegas) tutor his datus es, cum quibus disceptationem hæreditatis tibi esse proponis, et tempora antiquitùs excusationibus præstituta etiam nunc opitulantur, adire præsidem provinciæ potes, formæ super eâ (re) statutorum principalium obtemperari, pro suâ gravitate, jussurum. l. 16. C. eod.

Humanitatis ac religionis ratio non permittit, ut adversùs sororem, vel filios sororis actionum necessitates, tutelæ occasione suscipias : cùm et ipsius etiam pupilli cui tutor datus es, aliud videatur exigere utilitas : scilicet ut eum tutorem potiùs habeat, qui ad defensionem ejus non inhibeatur affectu. Juxtà formam igitur quam consulti dedimus, prætorem adiri oportet : ut et

justo tuo desiderio, et pupilli ipsius commodo consulatur. l. 23. C. eod.

24. Qui privilegio subnixus est, fratris curationem suscipere non cogitur. l. 30. §. 2.

25. Qui non jure datus (sit) vel tutor vel curator à patre, confirmatus à prætore, excusationis beneficio uti maluit, repellendus est à legato. l. 32.

Non semper tamen existimo eum qui onus tutelæ recusavit, repellendum à legato : sed ita demùm si legatum ei ideò adscriptum appareat, quod eidem tutelam filiorum injunxit, non quod alioquin daturus esset etiam sine tutelâ. d. l.

26. Amicissimos quidem et fidelissimos parentes liberis tutores eligere solere, et ideò ad suscipiendum onus tutelæ etiam honore legati eos prosequi : sed cùm proponatur is de quo quæritur, in testamento legatum meruisse, et idem pupillo substitutus, non est verisimile, hunc demùm eum testatorem substituere voluisse, si et tutelam suscepisset : et ideò eum de quo quæritur à legato quidem, si adhùc viveret pupillus, repellendum fuisse : à substitutione autem non esse submovendum, cùm eo casu etiam suscepta tutela finiretur. l. 36.

27. Post susceptam tutelam, cæcus, aut surdus, aut mutus, aut furiosus, aut valetudinarius deponere tutelam potest. l. 40. V. l. 3. C. qui dare tut. C. civ. 434, 442.

28. Generaliter sancimus omnes vivos reverendissimos episcopos, necnon presbyteros, diaconos et subdiaconos...... immunitatem ipso jure omnes habere tutelæ sive testamentariæ, sive legitimæ, sive dativæ : et non solùm tutelæ eos esse expertes, sed etiam curæ non solùm pupillorum, et adultorum, sed et furiosi, et muti, et surdi, et aliarum personarum quibus tutores vel curatores à veteribus legibus dantur. l. 52. C. de episc. et cler. Propter hoc ipsum beneficium indulgemus, ut aliis omnibus derelectis, Dei omnipotentis ministeriis inhæreant. d. l.

Deo autem amabiles episcopos.... ex nullâ lege tutores aut curatores cujuscunque personæ fieri permittimus. Presbyteros autem, et diaconos, et subdiaconos jure et lege cognationis tutelam aut curam suscipere hæreditatis permittimus. etc. Nov. 123. c. 5. C. civ. 427.

TITULUS II. — *Ubi pupillus educari, vel morari debeat : et de alimentis ei præstandis.*

1. Solet prætor frequentissimè adiri, ut constituat, ubi filii vel alantur vel morentur, non tantùm in posthumis, verùm omninò in pueris. Et solet ex personâ, ex conditione, (et) ex tempore statuere, ubi potiùs alendus sit : et non nunquàm à voluntate patris recedit prætor. Deniquè cùm quidam testamento suo cavisset, ut filius apud substitutum educaretur, imperator Severus rescripsit, prætorem æstimare debere, præsentibus cæteris

propinquis liberorum : id enim agere prætorem oportet, ut sine ullâ malignâ suspicione alatur partus, et educetur. l. 1. d. l. §. 1.

Educatio pupillorum tuorum nulli magis quàm matri eorum, si non vitricum eis induxerit, committenda est. Quandò autem inter eam et cognatos et tutores super hoc orta fuerit dubitatio, aditus præses provinciæ, inspectâ personarum qualitate et conjunctione, perpendet ubi puer educari debeat. Sin autem æstimaverit apud quem educari debeat, is necessitatem habebit hoc facere, quod præses jusserit. l. 1. C. eod.

Utrùm nepos tuus ex filiâ apud te, an apud patruum suum morari debeat, ex singulorum affectione, et qui magis ad suspicionem ex spe successionis propior sit, æstimabitur. l. 2. C. eod. C. civ. 108, 454.

2. Jus alimentorum decernendorum pupillis prætori competit, ut ipse moderetur, quam summam tutores vel curatores ad alimenta pupillis vel adolescentibus præstare debeant. Modum autem patrimonii spectare debet cùm alimenta decernit: et debet statuere tam moderatè ut non universum reditum patrimonii in alimenta decernat, sed semper sit, ut aliquid ex reditu supersit. l. 3. d. l. §. 1.

Si pater statuit alimenta liberis, quos hæredes scripserit, ea præstando tutor reputare poterit: nisi fortè ultra vires facultatum statuerit: tunc enim imputabitur ei, cur non adito prætore desideravit alimenta minui. l. 2. §. ult.

Quod plerùmque postulatur, ut arbitrio prætoris alimenta pro modo facultatum pupillis vel juvenibus constituantur, pro officio suo, qui aliena negotia gerunt, ne apud judicem controversiam habeant, faciunt. Cæterùm si bonus vir et innocens tutor arbitrio suo aluit pupillos (quod interdùm etiam necesse est fieri, ne secreta patrimonii et suspectum æs alienum pandatur : quod melius est interim taceri, quàm cùm de modo bonorum quæritur, ultrò proferri, et apud acta jus dicentis contrà utilitatem pupillorum designari) non dubiè accepto ferre debebunt ea quæ vir bonus arbitratur meritò ad exhibitionem educationis, ministeria studiaque erogata esse. Nec ferendus est juvenis, qui cùm præsens esset, studiisque eruditus atque alitus esset, si ea per alium se consecutum non probet, sumptus recuset, quasi vento vixerit, aut nullo liberi hominis studio imbui meruerit. l. 2. C. de alim. pup. præst. C. civ. 454.

3. Sed si egeni sunt pupilli, de suo eos alere tutor non compellitur, et si fortè post decreta alimenta ad egestatem fuerit pupillus perductus, deminui debent quæ decreta sunt : quemadmodùm solent augeri, si quid patrimonio accesserit. l. 3. §. ult.

Titulus III. — *De tutelæ et rationibus distrahendis, et utili curationis causâ actione.*

1. In omnibus quæ fecit tutor cùm facere non deberet, item

in his quæ non fecit, rationem reddet hoc judicio : præstando dolum, culpam, et quantam in rebus suis diligentiam. l. 1.

Quidquid tutoris dolo vel latâ culpâ, aut levi, seu curatoris, minores amiserint, vel cùm possent, non acquisierint, hoc in tutelæ, seu negotiorum gestorum utile judicium venire non est incerti juris. l. 7. C. arb. tut. C. civ. 450.

2. Non nullos casus posse existere (Julianus scripsit) quibus sine reprehensione tutor auctor sit pupillo ad deminuendum, decreto scilicet interveniente : veluti si matri, aut sorori, quæ aliter se tueri non possunt, tutor alimenta præstiterit. Nam cùm bonæ fidei judicium sit, nemo feret (inquit) aut pupillum, aut substitutum ejus quærentes, quod tam conjunctæ personæ alitæ sint. Quinimò per contrarium putat posse cum tutore agi tutelæ, si tale officium prætermiserit. l. 1. §. 2.

Prætereà si matrem aluit pupilli tutor, putat Labeo, imputare eum posse : sed est verius, non, nisi perquàm egenti dedit, imputare eum oportere de largis facultatibus pupilli : utrumque igitur concurrere oportet ut et mater egena sit, et filius in facultatibus positus. d. l. 1. §. 4. C. civ. 457, s.

3. Officio tutoris incumbit, etiam rationes actûs sui conficere, et pupillo reddere. l. 1. §. 3.

4. Sumptus litis tutor reputabit, et viatica, si ex officio necesse habuit aliquò excurrere : vel proficisci. l. 1. §. 9. C. civ. 471.

5. Si omnes (tutores) simul gesserunt tutelam, et omnes solvendo sunt, æquissimum erit, dividi actionem inter eos, pro portionibus virilibus, exemplo fidejussorum. Sed et si non omnes solvendo sint, dividitur actio, sed prout quisque solvendo est, poterunt conveniri. l. 1. §. 11. et 12.

6. Et si fortè quis ex facto alterius tutoris condemnatus præstiterit, vel communi gestu, nec ei mandatæ actiones, constitutum est à Divo Pio, et ab Imperatore nostro, et Divo patre ejus, utilem actionem tutoris adversùs contutorem dandam. l. 1. §. 13.

7. Usquè adeò autem ad contutores non venitur, si sint solvendo contutores, ut priùs ad fidejussores veniatur. l. 1. §. 15.

8. Finitur tutela non solùm pubertate, sed etiam morte tutoris, vel pupulli. l. 4. C. civ. 419, 476, s. 488.

9. Imperatores Severus et Antoninus rescripserunt in hæc verba: *cùm hoc ipsum quæratur, an aliquid tibi à turoribus vel curatoribus debeatur, non habet rationem postulatio tua volentis in sumptum litis ab his tibi pecuniam subministrari.* l. 17. C. civ. 420.

TITULUS IV. — *De contrariâ tutelæ et utili actione.*

1. Contrariam tutelæ actionem prætor proposuit, induxitque in usum, ut faciliùs tutores ad administrationem accederent, scientes pupillum quoque sibi obligatum fore ex suâ administratione. l. 1. C. civ. 471.

2. Si tutelæ judicio quis convenietur, reputare potest id quod in rem pupilli impendit. l. 1. §. 4. C. civ. 471.

3. Ego, et si ex causâ quæ tempore finitur, obligatio aliqua fuit, tutelæ contrarium judicium esse ei opinor. l. 1. §. 7. V. l. 8. et l. 19. ff. de neg. gest.

4. Quid ergò, si plus in eum impendit, quàm est in facultatibus : videamus, an possit hoc consequi? Et Labeo scribit, posse. Sic tamen accipiendum est, si expedit pupillo ita tutelam administrari : Cæterùm si non expedit, dicendum est, absolvi pupillum oportere : neque enim in hoc administrantur tutelæ, ut mergantur pupilli : judex igitur qui contrario judicio cognoscit, utilitatem pupilli spectabit, et an tutor ex officio sumptus fecit. l. 3.

Sumptus in tuum pupillum necessarios, et ex justis honestisque causis judici, qui super eâ re cogniturus est, si probabuntur (facti) accepto ferentur : etiamsi prætoris decretum de dandis eis non sit interpositum. Id namque quod à tutoribus sive curatoribus bonâ fide erogatur, potiùs justitiâ, quàm alienâ auctoritate firmatur. l. 3. C. de adminis. tut. vel curat. C. civ. 454, 471.

5. Consequitur (tutor) pecuniam, si quam de suo consumpsit etiam cum usuris. l. 3. §. 2.

Si tamen fuit in substantiâ pupilli, undè consequeretur, dicendum est, non oportere eum usuras à pupillo exigere. d. l. §. 5. C. civ. 2001.

6. Sufficit tutori, benè et diligenter negotia gessisse, etsi eventum adversum habuit quod gestum est. l. 3. §. 7. C. civ. 1999.

Titulus v. — *De eo qui pro tutore, prove curatore negotia gessit.*

1. Pro tutore negotia gerit qui munere tutoris fungitur in re impuberis, sive se putet tutorem, sive scit non esse, finget tamen (esse.) l. 1. §. 1.

2. Qui pro tutore negotia gerit eamdem fidem et diligentiam præstat, quam tutor præstaret. l. pen. C. civ. 454, 1371, s.

3. Et qui pro tutore negotia gessit, contrarium judicium competit. l. ult.

Titulus vi. — *Quod falso tutore auctore gestum esse dicatur.*

1. Scienti non subvenit (prætor) meritò, quoniam ipse se decepit. l. 1. §. 6.

Titulus vii. — *De fidejussoribus, et nominatóribus, et hæredibus tutorum et curatorum.*

1. Quamvis hæres tutoris tutor non est, tamen ea qua per defunctum inchoata sunt, per hæredem, si legitimæ ætatis et masculus sit, explicari debent, in quibus dolus ejus admitti potest. l. 1. C. civ. 419.

Si post mortem tutoris hæres ejus negotia pupilli gerere perseveraverit, aut in arcâ tutoris pupilli pecuniam invenerit et consumpserit, vel pecuniam quam tutor stipulatus fuerat exegerit, tutelæ judicio eum teneri suo nomine. l. 4.

2. Hæredes tutorum ob negligentiam quæ non latæ culpæ comparari possit, condemnari non oportet, si non contrà tutorem lis inchoata est, neque ex damno pupilli lucrum captatum, aut gratiâ præstitum sit. l. 1. C. de hæred. tut. vel cur.

3. Etiam fidejussorem, et hæredes fidejussoris ad rationem eamdem usurarum revocandos esse constat, ad quam et tutor revocatur l. 3.

4. Si cum fidejussoribus tutoris ex stipulatione *rem salvam fore* agetur, easdem reputationes habebunt, quas tutor. l. 5.

5. Eadem causa videtur adfirmatorem : qui scilicet, cùm idoneos esse tutores adfirmaverint, fidejussorum vicem sustinent. l. 4. in fine.

6. Hæredes eorum qui tutelam vel curam administraverunt, si quid ad eos ex re pupilli vel adulti pervenerit, restituere coguntur. In eo etiam quod tutor vel curator administraverit, rationem reddere eos debere non est ambigendum. l. ult. C. de hæred. tut. C. civ. 419.

Pater vester tutor vel curator datus si se non excusavit non ideò vos minùs hæredes ejus tutelæ vel utili judicio conveniri potestis, quòd eum tutelam seu curam non administrasse dicitis. Nam et cessationis ratio reddenda est. l. 2. eod.

Titulus ix. — *De rebus eorum qui sub tutelâ vel curâ sunt, sine decreto non alienandis, vel supponendis.*

1. Imperatoris Severi oratione prohibiti sunt tutores, et curatores prædia rustica, vel suburbana distrahere. l. 1.

Non solùm per venditionem rustica prædia, vel suburbana pupilli vel adolescentes alienare prohibentur, sed neque transactionis ratione, neque permutatione, et multò magis donatione, vel alio quoquo modo ea transferre, sine decreto, à dominio suo possunt. Igitur et tu si fratribus tuis per transactionem fundum dedisti, vindicare eum potes. Sed et si quid invicem ab eis ex eodem pacto consecutus es, id mutuò restituere debes. l. 4. C. de præd. et al. reb. min. C. civ. 457, s.

2. Quod si fortè æs alienum tantum erit, ut ex rebus cæteris non possit exsolvi, tunc prætor urbanus vir clarissimus adeatur, qui pro suâ religione æstimet, quæ possint alienari, obligarive debeant, manente pupillo actione, si posteà potueris probare, obreptum esse prætori. Si communis res erit, et socius ad divisionem provocet, aut si creditor, qui pignori agrum à parente pupilli acceperit, jus exsequetur, nihil novandum. l. 1. §. 2.

Ob æs alienum tantùm, causâ cognitâ præsidali decreto, prædium rusticum minoris provinciale distrahi permittitur. l. 12. C. de præd. et al. reb. min. C. civ. 457, s.

3. Non passim tutoribus sub obtentu æris alieni permitti debuit venditio : namque non esse viam eis distractionis tributam. Et ideò prætori arbitrium hujus rei senatus dedit : cujus officio in primis hoc convenit excutere, an aliundè possit pecunia ad extenuandum æs alienum expediri. Quærere ergò debet, an pecuniam

pupillus habeat vel in numerato, vel in nominibus quæ conveniri possunt, vel in fructibus conditis, vel etiam redituum spe, atque obventionum. Item requirat, nùm aliæ res sint præter prædia, quæ distrahi possunt : ex quorum pretio æri alieno satisfieri possit. Si igitur deprehenderit non posse aliundè exsolvi, quàm ex prædiorum distractione, tunc permittet distrahi, si modò urgeat creditor, aut usurarum modus parendum æri alieno suadeat. l. 5. §. 9.

Quoties desideratur à *prætore*, ut remittat distrahi, requirere debet eum qui se instruat de fortunis pupilli : nec nimiùm tutoribus vel curatoribus credere, qui nonnunquàm lucri sui gratiâ adseverare prætori solent, necesse esse distrahi possessiones, vel obligari. Requirat ergò necessarios pupilli. d. l. §. 11. Jubere debet edi rationes, itemque synopsim bonorum pupillarium. d. §. 11.

Non passim distrahi jubere prætori tributum est, sed ita demùm si urgeat æs alienum. d. l. §. 14. in f. C. civ. 457, s.

4. Manet actio pupillo, si posteà poterit probari, obreptum esse prætori. Sed videndum est utrùm in rem aut in personam dabimus ei actionem? Et magis est ut in rem detur, non tantùm in personam adversùs tutores, sive curatores. l. 5. §. 15.

Etsi præses provinciæ decreverit alienandum, vel obligandum pupilli suburbanum, vel rusticum prædium, tamen actionem pupillo, si falsis allegationibus circumventam religionem ejus probare possit, senatus reservavit : quam exercere tu quoque non vetaberis. l. 5. C. de præd. et al. reb. min. C. civ. 464.

5. Si prædia minoris viginti quinque annis distrahi desiderentur, causâ cognitâ, præses provinciæ debet id permittere. Idem servari oportet, et si furiosi vel prodigi, vel cujuscunque alterius prædia curatores velint distrahere. l. 11. C. civ. 509, 513.

6. Si fundus sit sterilis, vel saxosus, vel pestilens, videndum est alienare eum non possit? Et imperator Antoninus et D. pater ejus in hæc verba rescripserunt. Quod allegatis, infructuosum esse fundum, quem vendere vultis, movere nos non potest : cùm utiquè pro fructuum modo pretium inventurus sit. l. 13. C. civ. 457, s.

Titulus x. — *De curatoribus furioso, et aliis extrà minores dandis.*

1. Lege duodecim tabularum prodigo interdicitur bonorum suorum administratio, quod moribus quidem ab initio introductum est. Sed solent hodiè prætores vel præsides si talem hominem invenerint, qui neque tempus, neque fidem expensarum habet, sed bona sua dilacerando et dissipando profudit, curatorem ei dare exemplo furiosi. Et tamdiù erunt ambo in curatione, quamdiù vel furiosus sanitatem, vel ille sanos mores receperit : quod si evenerit, ipso jure desinunt esse in potestate curatorum. l. 1. C. civ. 489, s. 513, s.

2. Curatio autem ejus cui bonis interdicitur, filio negabatur

permittenda. Sed exstat D. Pii rescriptum, filio potiùs curationem permittendam in patre furioso, si tam probus sit. l. 1. §. 1.

Furiosæ matris curatio ad filium pertinet : pietas enim parentibus, etsi inæqualis est eorum potestas, æqua debebitur. l. 4. C. civ. 508.

3. Sed et aliis dabit proconsul curatores, qui rebus suis superesse non possunt : vel dari jubebit : nec dubitabit filium quoque patri curatorem dari. l. 2.

4. Dùm deliberant hæredes instituti adire, bonis à prætore curator datur. l. 3.

5. Consilio et operâ curatoris tueri debet non solùm patrimonium, sed et corpus, ac salus furiosi. l. 7. C. civ. 509.

6. Bonorum ventris nomine curatorem dari oportet. l. 8. C. civ. 393.

7. Julianus scribit, eos quibus per prætorem bonis interdictum est, nihil transferre posse ad aliquem, quia in bonis non habeant, cùm eis deminutio sit interdicta. l. 10. C. civ. 509.

8. Virum uxori mente captæ curatorem dari non oportet. l. 14. Maritus etsi rebus uxoris suæ debet affectionem, tamen curator ei creari non potest. l. 2. C. qui dare. tut. vel cur. p. C. civ. 506.

9. Et mulieri quæ luxuriosè vivit bonis interdici potest. l. 15.

10. Sancimus (cùm incertum est in hujusmodi furiosis hominibus quandò resipuerint, sive ex longo sive ex propinquo spatio, et impossibile est et in confinio furoris et sanitatis eum sæpiùs constitui, et post longum tempus sub eâdem esse varietate, ut in quibusdam videatur etiam penè furor esse remotus) curatoris creationem non esse finiendam, sed manere quidem eum donec talis furiosus vivit, quia non est penè tempus in quo hujusmodi morbus desperatur, sed per intervalla quò perfectissima sunt, nihil curatorem agere, sed ipsum posse furiosum, dùm sapit, et hæreditatem adire, et omnia alia facere quæ sanis hominibus competunt. Sin autem furor stimulis suis iterùm eum accenderit, curatorem in contractu suo conjungi : ut nomen quidem curatoris in omne tempus habeat, effectum autem quoties morbus redierit : ne crebra vel quasi ludibriosa fiat curatoris creatio, et frequenter tam nascatur, quàm desinere videatur. l. 6. C. de cur. fur. vel prod. C. civ. 489, 512.

LIBER VIGESIMUS OCTAVUS.

Titulus 1. — *Qui testamenta facere possunt, et quemadmodùm testamenta fiant.*

1. Testamentum est voluntatis nostræ justa sententia, de eo quod quis post mortem suam fieri vult. l. 1. C. civ. 895.

2. In eo qui testatur, ejus temporis quo testamentum facit integritas mentis, non corporis sanitas exigenda est. l. 2.

Senium quidem ætatis, vel ægritudinem corporis, sinceritatem mentis tenentibus, testamenti factionem certum est non auferre. l. 3. C. qui test. fac. poss. C. civ. 901.

3. Testamenti factio non privati, sed publici juris est. l. 3.

4. Si quæramus an valeat testamentum, inprimis animadvertere debemus; an is qui fecerit testamentum habuerit testamenti factionem; deindè si habuerit, requiremus an secundùm regulas juris civilis testatus sit. l. 4. C. civ. 25, 725, s. 902.

5. Quâ ætate testamentum vel masculi vel fœminæ facere possunt, videamus. Verius est in masculis quidem quartum decimum annum spectandum : in fœminis verò duodecimum completum. Utrùm autem excessisse debeat quis quartum decimum annum, ut testamentum facere possit, an sufficit complesse ? Propone aliquem calendis januariis natum, testamentum ipso natali suo fecisse quartodecimo anno an valeat testamentum? Dico valere. l. 5.

Si hanc ætatem egressus licèt vigoris nondùm emersissent vestigia, suum solemniter ordinavit judicium, hoc evellere frustrà conaris. l. 4. C. eod. V. l. 134. ff. de verb. sign. l. 1. in f. ff. de manum. l. 2. ff. de excus. l. un. C. qui ætate. l. 3. §. 3. ff. de min. C. civ. 903, s.

6. Qui in potestate parentis est, testamenti faciendi jus non habet : adeò ut quamvis pater ei permittat, nihilò magis tamen jure testari possit. l. 6. l. 3. §. 1. C. eod.

Nemo ex lege quam nuper promulgavimus, in rebus quæ parentibus acquiri non possunt, existimet aliquid esse innovandum : aut permissum esse filiisfamilias cujuscunque gradûs vel sexûs testamenta facere, sive sine patris consensu bona possideant, secundùm nostræ legis distinctionem, sive cum eorum voluntate. Nullo etenim modo hoc eis permittimus. l. penult. C. eod.

Omnes omninò quibus quasi castrensia peculia habere ex legibus concessum est, habeant licentiam in ea tantummodò ultimas voluntates condere secundùm nostræ constitutionis tenorem, quæ talibus testamentis de inofficiosi querelâ immunitatem præstitit. l. ult. C. eod. C. civ. 488.

7. Surdus, mutus, testamentum facere non possunt. Sed si quis post testamentum factum valetudine, aut quolibet alio casu mutus, aut surdus esse cœperit, ratum nihilominùs permanet testamentum. l. 6. §. 1.

Discretis surdo et muto, quia non semper hujusmodi vitia sibi concurrunt, sancimus, si quis utroque morbo simul laboret, id est, ut neque audire, neque loqui possit, et hoc ex ipsâ naturâ habeat, neque testamentum facere, neque codicillos, neque fideicommissum relinquere, neque mortis causâ donationem celebrare concedatur. l. 10. C. qui testamenta facere poss.

Ubi autem et hujusmodi vitii non naturalis, sive masculo sive fœminæ, accidit calamitas, sed morbus posteà superveniens et

vocem abstulit, et aures conclusit : si ponamus hujusmodi personam litteras scientem : omnia quæ priori interdiximus hæc ei suâ manu scribenti permittimus. l. 10. C. qui test. fac. poss. C. civ. 979.

8. Sin autem infortunium discretum est, quod ita rarò contingit : et surdis, licèt naturaliter hujusmodi sensus variatus est, tamen omnia facere et in testamentis, et in codicillis, et in mortis causâ donationibus, et in libertatibus, et in omnibus aliis permittimus. Si enim vox articulata ei à naturâ concessa est, nihil prohibet eum omnia quæ voluerit facere : quia scimus quosdam jurisperitos, et hoc subtiliùs cogitasse, et nullum esse exposuisse qui penitùs non exaudiat, si quis suprà cerebrum illius loquatur, secundùm quod Jubentio Celso placuit. In eo autem cui morbus posteà superveniens auditum tantummodò abstulit, nec dubitari potest quin possit omnia sine aliquo obstaculo facere. Sin verò aures quidem apertæ sint, et vocem recipientes, lingua autem ejus penitùs præpedita : licèt à veteribus auctoribus sæpiùs de hoc variatum est : attamen si hunc peritum litterarum esse proponamus, nihil prohibet eum scribentem hæc omnia facere, sive naturaliter, sive per interventum morbi hujus infortunium ei accesserit : nullo discrimine neque in masculis, neque in fœminis in omni istâ constitutione servando. l. 10. C. qui test. fac. poss. C. civ. 979.

9. Si cui aquâ et igni interdictum sit, ejus nec illud testamentum valet, quod antè fecit, nec id quod posteà fecerit. l. 8. §. 1.

Irritum fit testamentum quoties ipsi testatori aliquid contigit : ut putà si civitatem amittat. l. 6. §. 5. ff. de inj. rup. itr. f. t.

Sed etsi quis fuerit capite damnatus, vel ad bestias, vel ad gladium, vel aliâ pœnâ quæ vitam adimit, testamentum ejus irritum fiet. d. l. 6. §. 6.

Sed et ne eorum quidem testamenta rata sunt, sed irrita fiunt, quorum memoria post mortem damnata est : ut putà ex causâ majestatis, vel aliâ tali causâ. d. l. 6. §. 11. C. civ. 25.

Si quis damnatus capite, in integrum indulgentiâ principis sit restitutus, testamentum ejus convalescet. d. l. 6. §. pen. Charte, 67, i. 633.

10. Si quis post accusationem in custodiâ fuerit defunctus indemnatus, testamentum ejus valebit. l. 9.

Si quis in capitali crimine damnatus appellaverit, et medio tempore pendente appellatione fecerit testamentum, et ita decesserit, valet ejus testamentum. l. 13. §. 2.

Neque testamenta quæ antè fecerant irrita fient. l. 6. §. 8. ff. de inj. rupt. C. civ. 26, s.

11. De statu suo dubitantes, vel errantes, testamentum facere non possunt. l. 15.

Nam qui incertus de statu suo est, certam legem testamento dicere non potest. l. 14. in fin.

Si miles incertus an sui juris sit, testamentum fecerit, in eâ conditione est testamentum ejus, ut valeat. Nam etsi incertus, an pater suus vivat, testamentum fecerit, testamentum ejus valebit. l. 11. §. 1. ff de testam. mil.

12. Is cui lege bonis interdictum est, testamentum facere non potest : et si fecerit, ipso jure non valet. Quod tamen interdictione vetustius habuerit testamentum, hoc valebit. Meritò ergò nec testis ad testamentum adhiberi poterit, cùm neque testamenti factionem habeat. l. 18. C. civ. 502, s. 901.

13. Si filiusfamilias, aut pupillus tabulas testamenti fecerit, signaverit, secundùm eas bonorum possessio dari non potest, licèt filiusfamilias, sui juris : aut pupillus pubes factus decesserit : quia nullæ sunt tabulæ testamenti, quas is fecit, qui testamenti faciendi facultatem non habuerit. l. 19. C. civ. 903, 904, 907.

14. Qui testamento hæres instituitur, in eodem testamento testis esse non potest. Quod in legatario, et in eo qui tutor scriptus est, contrà habetur : hi enim testes possunt adhiberi, si aliud eos nihil impediat. Ut putà si impubes, si in potestate sit testatoris. l. 20.

Quæ autem in testamento diximus super perhibendis testimoniis eorum, qui in potestate sunt, in omnibus testimoniis accipias, ubi aliquid negotii geritur, per quod acquiratur. d. l. §. 3.

Dictantibus testamenta, vel aliam quamlibet ultimam voluntatem, legatum, vel fideicommissum, vel quodcunque aliud, quolibet legitimo titulo testatorem posse relinquere minimè dubitandum est. Testibus etiam ad efficiendam voluntatem adhibitis, pro suo libito quod voluerit testator relinquere non prohibetur. l. 22. C. de testam. C. civ. 975, 1001.

15. Per contrarium quæri potest, an pater ejus qui de castrensi peculio potest testari, adhiberi ab eo ad testamentum testis possit : et Marcellus libro decimo Digestorum scribit posse, et frater ergò poterit. d. l. 20. §. 2.

Sed si filiusfamilias de castrensi peculio post missionem faciat testamentum, nec pater ejus rectè adhibetur testis, nec is qui in potestate ejusdem patris est. Reprobatum est enim in eâ re domesticum testimonium. §. 9. inst. de test. ord. C. civ. 975.

16. Mulier testimonium dicere in testamento quidem non poterit, alias autem posse testem esse mulierem argumento est lex Julia de adulteriis, quæ adulterii damnatam testem produci, vel dicere testimonium vetat. l. 20. §. 6. C. civ. 980.

17. Si quid post factum testamentum mutari placuit, omnia ex integro facienda sunt. Quod verò quis obscuriùs in testamento vel nuncupat, vel scribit an post solemnia explanare possit, quæritur. Ut putà, sthicum legaverat, cùm plures haberet, nec declaravit de quo sentiret : Titio legavit, cùm multos Titios

amicos haberet : erraverat in nomine vel prænomine vel cognomine, cùm in corpore non errasset : poterit ne posteà declarare, de quo senserit? Et puto posse : nihil enim nunc dat, sed datum significat. Sed et si notam posteà adjecerit legato vel suâ voce, vel litteris, vel summam, vel nomen legatarii, quod non scripserat, vel nummorum qualitatem an rectè fecerit? Et puto etiam qualitatem nummorum posse posteà addi : nam etsi adjecta non fuisset, utiquè placeret conjectionem fieri ejus quod reliquit, vel ex vicinis scripturis, vel ex consuetudine patrisfamilias, vel regionis. l. 21. §. 1. C. civ. 976, s. 1035, s.

18. In testamentis quibus testes rogati adesse debent ut testamentum fiat, alterius rei causâ fortè rogatos ad testandum non esse idoneos placet. Quod sic accipiendum est, ut licèt ad aliam rem sint rogati, vel collecti, si tamen ante testimonium certiorentur ad testamentum se adhibitos, posse eos testimonium suum rectè perhibere. l. 21. §. 2. C. civ. 971, s.

19. Uno contextu actûs testari oportet, est autem *uno contextu*, nullum actum alienum testamento intermiscere. Quod si aliquid pertinens ad testamentum faciat, testamentum non vitiatur. l. 21. §. ult. C. civ. 971, s.

20. Ad testium numerum simul adhiberi possumus (ut) ego et pater, et plures qui fuimus in ejusdem potestate. l. 22. C. civ. 975, 980.

21. Conditionem testium tunc inspicere debemus cùm signarent, non mortis tempore. Si igitur (tunc) cùm signarent tales fuerint, ut adhiberi possint, nihil nocet si quid posteà eis contigerit. l. 22. §. 1.

22. Si signa turbata sint ab ipso testatore, non videtur signatum. l. 22. §. 3. C. civ. 970, s.

23. Posse et nocte signari testamentum, nulla dubitatio est. l. 22. §. 6.

24. Unum testamentum pluribus exemplis consignare quis potest : idque interdùm necessarium est : fortè si navigaturus, et secum ferre, et relinquere judiciorum suorum testationem velit. l. 24. C. civ 990, s.

25. Ex eâ scripturâ, quæ ad faciendum testamentum parabatur, si nullo jure testamentum perfectum esset, nec ea quæ fideicommissorum verba habent peti posse. l. 29.

Quoties quis exemplum testamenti præparat, et priùs decedat, quàm testetur, non valent quasi ex codicillis, quæ in exemplo scripta sunt : licèt verba fideicommissi scriptura habeat. l. 11. §. 1. ff de leg. 3.

Ex his verbis quæ scripturæ paterfamilias addidit, ταύτην τὴν διαθήκην βούλομαι εἶναι κυρίαν ἐπὶ πάσης ἐξουσίας, *hoc testamentum volo esse ratum, quâcunque ratione poterit*, videri eum voluisse,

omnimodo valere ea quæ reliquit, etiam si intestatus decessisset. l. 29. §. 1.

Ex testamento quod jure non valet, nec fideicommissum quidem, si non ab intestato quoque succedentes rogati probentur, peti potest. l. 29. C. de fideicomm. V. 1. de jure codicill. l. 1. et de leg. 2. l. 88. §. ult. C. civ. 1001.

26. Eunuchis licet facere testamentum, componere postremas exemplo omnium voluntates, conscribere codicillos, salvâ testamentorum observantiâ. l. 5. C. qui test. fac. poss.

27. Cùm hæredes instituuntur Imperator seu Augusta, jus commune cum cæteris habeant. Quod et in codicillis et fideicommissariis epistolis jure scriptis observandum erit. l. 7. C. qui testam. fac. poss.

Ex imperfecto testamento nec imperatorem hæreditatem vindicare posse, sæpè constitutum est. Licèt enim lex imperii solemnibus juris imperatorem solverit : nihil tamen tam proprium imperii est, quàm legibus vivere. l. 3. C. de testam. C. civ. 910, 937.

28. Cœcus adhibitis septem testibus, et tabulario testari potest. l. 8. C. qui test. fac. poss.

29. Furiosum in suis judiciis ultimum, condere elogium posse, licèt ab antiquis dubitabatur, tamen et retrò principibus, et nobis placuit. l. 9. C. eod.

30. Si in nomine, vel prænomine, seu cognomine, seu agnomine testator erraverit, nec tamen de quo senserit, incertum sit, error hujusmodi nihil officit veritati. l. 4. C. de testam. V. 1. l. 4. de leg. 1. C. civ. 1110.

31. Errore scribentis testamentum, juris solemnitas mutilari nequaquàm potest : quandò minùs scriptum plus nuncupatum videtur. Et ideò rectè testamento condito, quanquàm desit, *hæres esto* : consequens est, existente hærede legata seu fideicommissa juxtà voluntatem testatoris oportere dari. l. 7. C. de testam. V. 1. l. 15. C. de testam. n. 33.

32. Casûs majoris ac novi contingentis ratione, adversùs timorem contagionis quæ testes deterret, licèt aliquid de jure laxatum est, non tamen prorsùs reliqua testamentorum solemnitas perempta est. Testes enim hujusmodi morbo oppressos eo tempore jungi atque sociari remissum est : non etiam conveniendi numeri eorum observatio sublata est. l. 8. C. de testam. C. civ. 985, s.

33. Quoniam indignum est ob inanem observationem irritas fieri tabulas et judicia mortuorum : placuit ademptis his quorum imaginarius usus est, institutioni hæredis, verborum non esse necessariam observantiam, utrùm imperativis et directis verbis fiat, aut inflexis. Nec enim interest si dicatur, *hæredem facio*,

vel instituo, vel volo, vel mando, vel cupio, vel est, vel erit : sed quibuslibet confecta sententiis, vel in quolibet genere formata institutio valeat, si modò per eam liquebit voluntatis intentio. l. 15. de C testam.

Semper vestigia voluntatis sequimur testatorum. l. 5. C. de necess. serv. hæred. inst.

Cùm manifestissimus est sensus testatoris, verborum interpretatio nusquàm tantum valeat, ut melior sensu existat. l. 3. C. de lib. præt. vel exhæred.

Voluntatis defuncti quæstio in æstimatione judicis est. l. 7. C. de fideic. C. civ. 967.

34. Qui ex testamento vel ab intestato hæres exstiterit : etsi voluntas defuncti circà legata vel fideicommissa, seu libertates legibus non sit subnixa : tamen si suâ sponte agnoverit, implendi eam necessitatem habeat. l. 16. §. 1. C. de testam. C. civ. 783.

35. Testamentum non ideò infirmari debebit, quod diversis hoc deficiens nominibus appellavit, cùm superflua non noceant. Namque necessaria prætermissa imminuunt contractus, et testatoris officiunt voluntati, non abundans cautela. l. 17. C. de testam.

36. Hâc consultissimâ lege sancimus, licere per scripturam conficientibus testamentum, si nullum scire volunt (ea) quæ in eo scripta sunt, consignatam, vel ligatam, vel tantùm clausam involutamque proferre scripturam, vel ipsius testatoris, vel cujuslibet alterius manu conscriptam, eamque rogatis testibus septem numero, civibus romanis, puberibus, omnibus simul offerre signandam et subscribendam : dùm tamen testibus præsentibus testator suum esse testamentum dixerit quod offertur, eique ipse coram testibus suâ manu in reliquâ parte testamenti subscripserit : quo facto, et testibus uno eodemque die ac tempore subscribentibus et consignantibus testamentum valere : nec ideò infirmari, quod testes nesciant quæ in eo scripta sunt testamento. l. 21. C. de testam. C. civ. 976, s.

37. In omnibus autem testamentis, quæ præsentibus vel absentibus testibus dictantur, superfluum est uno eodemque tempore exigere testatorem et testes adhibere et dictare suum arbitrium, et finire testamentum. Sed licèt alio tempore dictatum, scriptumve proferatur testamentum, sufficit uno (tempore) eodemque die nullo actu (extraneo) interveniente testes omnes, videlicet simul, nec diversis (temporibus) scribere signareque testamentum. Finem autem testamenti subscriptiones et signacula testium esse decernimus. d. l. 21. C. de testam. C. civ. 971, s.

38. Ex imperfecto testamento voluntatem tenere defuncti, nisi inter solos liberos à parentibus utriusque sexûs habeatur, non volumus. Si verò in hujusmodi voluntate liberis alia sit extranea mixta persona : certum est eam voluntatem defuncti quantùm ad illam duntaxat permixtam personam pro nullo haberi, sed liberis

accrescere. l. 21. §. 1. C. de testam. V. Nov. 107. c. 1. et 2. C. civ. 1001.

39. Divisio bonorum inter filios vel à patre subscripta, vel ab ipsis rata habebitur. Nov. 18. c. 7. Nov. 107. c. 3. V. l. 16. l. 21. et l. 26. C. fam. ercisc. C. civ. 1075, s.

40. Si quis testamento jure perfecto, posteà ad aliud venerit testamentum, non aliàs quod antè factum est, infirmari decernimus, quàm si id quod secundò facere testator instituit, jure fuerit consummatum : nisi fortè in priore testamento scriptis his, qui ab intestato ad testatoris hæreditatem vel successionem venire non poterant, in secundâ voluntate testator eos scribere instituit, qui ab intestato ad ejus hæreditatem vocantur. Eo enim casu licèt imperfecta videatur scriptura posterior, infirmato priore testamento, secundam ejus voluntatem non quasi testamentum, sed quasi voluntatem ultimam intestati valere sancimus. In quâ voluntate quinque testium juratorum depositiones sufficiunt : quo non facto valebit primum testamentum, licèt in eo scripti videantur extranei. l. 21. §. 3. C. de testam. V. s. l. 1. de inj. rupt. C. civ. 1035, s.

41. Sancimus si quis legitimo modo condidit testamentum, et post ejus confectionem decennium profluxerit : siquidem nulla innovatio, vel contraria voluntas testatoris apparuerit, hoc esse firmum. Quod enim non mutatur, quare stare prohibetur. l. 27. C. de testam. C. civ. 1035, s.

42. *Si quis suâ manu totum testamentum, vel codicillum conscripserit, et hoc specialiter in scripturâ reposuerit, quod hæc suâ manu confecit, sufficiat ei totius testamenti scriptura*, et non alia subscriptio requiratur, neque ab eo, neque pro eo ab alio : sed sequantur hujusmodi scripturam, et litteræ testium, et omnis quæ exspectatur observatio : et sic testamentum validum, et codicillus, si quinque testium litteræ testatoris scripturæ coadunentur, in suâ firmitate remaneant, et nemo callidus machinator hujusmodi iniquitatis in posterum inveniatur. l. 28. in f. C. de testam. C. civ. 970; pr. 916.

43. Si testator linum vel signacula inciderit, vel abstulerit, ut pote ejus voluntate mutatâ, testamentum non valere (*sancimus*) sin autem ex aliâ quàcunque causâ hoc contigerit : durante testamento scriptos hæredes ad hæreditatem vocari. l. 30. C. de testam. V. 1. de his quæ in test. delect. C. civ. 1035, s.

Titulus ii. — *De liberis et posthumis hæredibus instituendis vel exhæredandis.*

1. Nominatìm exhæredatus filius et ita videtur, *filius meus, exhæres esto,* si nec nomen ejus expressum sit, si modò unicus sit : nam si plures sunt filii, benignâ interpretatione potiùs à plerisque respondetur, nullum exhæredatum esse. l. 2. V. 1. l. 30. C. civ. 913. s.

2. Placet omnem masculum posse posthumum hæredem scribere, sive jam maritus sit, sive nondùm uxorem duxerit : nam et maritus uxorem repudiare potest, et qui non duxit uxorem, posteà ma-

ritus effici : nam et cùm maritus posthumum hæredem scribit, non utiquè is solus posthumus scriptus videtur, qui ex eâ, quam habet uxorem, ei natus est, vel (is) qui tunc in utero est, verùm is quoque qui ex quâcunque uxore nascatur. Ideòque qui posthumum hæredem instituit, si post factum testamentum mutavit matrimonium, is institutus videtur, qui ex posteriore matrimonio natus est. l. 4. et l. 5. V. l. 27.

3. In suis hæredibus evidentiùs apparet continuationem dominii eò rem perducere, ut nulla videatur hæreditas fuisse, quasi olìm hi domini essent, qui etiam vivo patre quodammodo domini existimantur. Undè etiam filiusfamilias appellatur, sicut paterfamilias, solâ notâ hâc adjectâ, per quam distinguitur genitor ab eo, qui genitus sit : itaque post mortem patris non hæreditatem percipere videntur : sed magis liberam bonorum administrationem consequuntur : hâc ex causâ licèt non sint hæredes instituti, domini sunt. l. 11. penè ad propria bona veniunt (parentes liberique.) l. 1. §. 12. ff. de succ. ed. C. civ. 724.

4. Si ita scriptum sit, *si filius mihi natus fuerit, ex besse hæres esto, ex reliquâ parte uxor mea hæres esto, si verò filia mihi nata fuerit, ex triente hæres esto, ex reliquâ parte uxor hæres esto.* Et filius et filia nati essent dicendum est, assem distribuendum esse in septem partes, ut ex his filius quatuor, uxor duas, filia unam partem habeat. Ita enim secundùm voluntatem testantis, filius altero tanto ampliùs habebit, quàm uxor : item uxor altero tanto ampliùs quàm filia : licèt enim subtili juris regulæ conveniebat, ruptum fieri testamentum, attamen cùm ex utroque nato testator voluerit uxorem aliquid habere, ideò ad hujusmodi sententiam humanitate suggerente decursum est. l. 13. C. civ. 913, s.

5. Institutiones benignè accipiuntur : exhæredationes autem non adjuvandæ. l. 19. in. f.

6. Lucius Titus, cùm suprema sua ordinaret in civitate, et haberet neptem ex filiâ prægnantem rure agentem, scripsit, *id quod in utero haberet ex parte hæredem* : Quæro, cùm ipsâ die quâ Titius ordinaret testamentum in civitate, horâ diei sextâ, eâdem die albescente cœlo rure sit enixa Mævia masculum, an institutio hæredis valeat, cùm quo tempore scriberetur testamentum, jam editus esset partus ? *Paulus respondit*, verba quidem testamenti ad eum pronepotem directa videri qui post testamentum factum nasceretur : sed si (ut proponitur) eâdem die quâ testamentum factum est, neptis testatoris antequàm testamentum scriberetur, enixa esset, licèt ignorante testatore, tamen institutionem jure factam videri (rectè) responderi. l. 25. §. 1. C. civ. 1181.

7. Gallus sic posse institui posthumos nepotes induxit : *si filius meus, vivo me, morietur, tunc si quis mihi ex eo nepos, sive quæ neptis, post mortem meam in decem mensibus, proximis, quibus filius meus moreretur, natus nata erit hæredes sunto.* l. 29.

8. Inter cætera, quæ ad ordinanda testamenta necessariò desi-

derantur, principale jus est de liberis hæredibus instituendis, vel exhæredandis: ne præteritis istis, rumpatur testamentum: namque filio, qui in potestate est præterito, inutile est testamentum. l. 30.

Sancimus non licere penitùs patri vel matri, aut avo vel aviæ, proavo vel proaviæ, suum filium vel filiam vel cæteros liberos præterire, aut exhæredes in suo facere testamento, nec si per quamlibet donationem, vel legatum, vel fideicommissum, vel alium quemcunque modum eis dederit legibus debitam portionem : nisi forsan probabuntur ingrati? et ipsas nominatim ingratitudinis causas parentes suo inseruerint testamento. Nov. 115. C. 3. *Ibidem enumerantur causæ exhæredationis liberorum*, quibus alias adjicere non vetitum, si quæ evenerint, ex quibus stare possit exhæredatio.

Sancimus non licere liberis parentes suos præterire, aut quolibet modo à rebus propriis in quibus habent testandi licentiam, eos omninò alienare : nisi causas, quas enumeravimus in suis testamentis specialiter nominaverint. Nov. 115. C. 4. *Ibidem enumerantur causæ exhæredationis parentum*, quibus non iniquè adjiciantur et aliæ si quæ contigerint non rejiciendæ. C. civ. 913, s.

9. Neque professio neque adseveratio nuncupantium filios, qui non sunt, veritati præjudicat. Et quæ ut filiis testamento relinquuntur, juxtà ea quæ à principibus statuta sunt, non deberi, certi juris est. l. 5. C. de testam.

10. Uxoris ab ortu testamentum mariti non solvi: posthumo verò præterito, quamvis natus illicò decesserit, non restitui ruptum, juris evidentissimi est. l. 2. C. de post. hæred. inst.

Quod dicitur filium natum rumpere testamentum, natum accipe, et si exsecto ventre editus sit. Nam et hic rumpi testamentum, scilicet si nascatur in potestate. Quid tamen si non integrum animal editum sit, cum spiritu tamen : an adhùc testamentum rumpat? et hoc rumpit. l. 12. d. l. §. 1. ff. de lib. et post. hæred. inst.

Quod certatum est apud veteres nos decidimus, cùm igitur qui in ventre portabatur præteritus fuerit, qui si ad lucem fuerit redactus, suus hæres patri existeret, si non alius eum antecederet, et nascendo ruptum testamentum faceret, si posthumus in hunc quidem orbem devolutus est, voce autem non emissâ ab hâc luce subtractus est : dubitabatur si is posthumus ruptum facere testamentum posset. Et veterum animi turbati sunt quid de paterno elogio statuendum sit. Cùmque Sebianiani existimabant si vivus natus esset, etsi vocem non emisit, rumpi testamentum : apparetque quod et si mutus fuerat, hoc ipsum faciebat. Eorum etiam nos laudamus sententiam : et sancimus, si vivus perfectè natus esset, licèt illicò postquàm in terram cecidit, vel in manibus obstetricis decessit, nihilominùs testamentum rumpit. Hoc tantummodò requirendo, si vivus ad orbem totus processit, ad nullum declinavit monstrum vel prodigium. l. 3. C. de post. hæred. inst.

TITULUS III. — *De injusto, rupto, irrito facto testamento.*

1. Testamentum aut non jure factum dicitur, ubi solemnia juris

defuerunt : aut nullius esse momenti, cùm filius qui fuit in patris potestate, præteritus est : aut rumpitur alio testamento ex quo hæres existere poterit : vel agnatione sui hæredis : aut in irritum constituitur, non aditâ hæreditate. l. 1. C. civ. 1001, 1035, 1043.

2. Tunc prius testamentum rumpitur, cùm posterius ritè perfectum est. Nisi fortè posterius vel jure militari sit factum, vel in eo scriptus est, qui ab intestato venire potest. Tunc enim et posteriore non perfecto superius rumpitur. l. 2. V. s. qui test fac. poss. l. 21. §. 3.

3. Si seditio prærupta, factioque cruenta, vel alia justa causa, quam mox præses litteris excusavit, moram non recipiat : non pœnæ festinatione, sed præveniendi periculi causâ punire permittitur, deindè scribere. l. 6. §. 9.

4. Posthumus præteritus, vivo testatore natus decessit : licet juris scrupulositate, nimiâque subtilitate testamentum ruptum videatur, attamen si signatum fuerit testamentum, bonorum possessionem secundùm tabulas accipere hæres scriptus potest, remque obtinebit, ut et Divus Hadrianus, et imperator noster rescripserunt : idcircòque legatarii et fideicommissarii habebunt ea quæ sibi relicta sint, securi. l. 12.

Titulus. iv. — *De his quæ in testamento delentur, inducuntur, vel inscribuntur.*

1. Quæ in testamento legi possunt, ea inconsultò deleta et inducta, nihilominùs valent : consultò non valent. Id verò quod non jussu domini scriptum, inductum, deletumve est, pro nihilo est. l. 1.

Quod igitur incautè factum est, pro non facto est, si legi potuit. l. 1. §. 1.

2. In re dubiâ benigniorem interpretationem sequi non minùs justius est, quàm tutius. l. 3.

In ambiguis rebus humaniorem sententiam sequi oportet. l. 10. circa finem. ff. de reb. dub. C. civ. 1156, s.

3. De his quæ interleta, sive suprascripta dicis, non ad juris solemnitatem, sed ad fidei pertinent quæstionem, ut appareat, utrùm testatoris voluntate emendationem meruerint, vel ab altero inconsultò deleta sint, an ab aliquo falsò hæc fuerint commissa. l. 12. C. de testam. V. s. qui test. fac. poss. n. 43.

Titulus v. — *De hæredibus instituendis.*

1. Solemus dicere *media tempora non nocere* : ut puta civis romanus hæres scriptus, vivo testatore factus peregrinus, mox civitatem romanam pervenit : *media tempora non nocent.* l. 6. §. 2.

2. Hæredes juris successores sunt : et si plures restituantur dividi inter eos jus à testatore oportet : quod si non fiat : omnes æqualiter hæredes sunt. l. 9. §. 12. C. civ. 724.

3. *Titius et Seius uter eorum vivet, hæres mihi esto* : existimo si uterque vivat ambo hæredes esse : altero mortuo, eum qui superit ex asse hæredem fore. Quia tacita substitutio inesse vi-

deatur institutioni. Idque et in legato eodem modo relicto senatus censuit. l. 24. l. 25. l. 26. C. civ. 898.

4. Illa institutio, *quos Titius voluerit*, ideò vitiosa est, quòd alieno arbitrio permissa est : nam satis constanter veteres decreverunt, testamentorum jura ipsa per se firma esse oportere, non ex alieno arbitrio pendere. l. 32.

5. Hæreditas ex die, vel ad diem non rectè datur : sed vitio temporis sublato, manet institutio. l. 34.

Illud quoque quod de legatis vel fideicommissis temporalibus, ut pote irritis à legum conditoribus definitum est, emendare prospeximus : sancientes talem etiam legatorum vel fideicommissorum speciem valere, et firmitatem habere. Cùm enim jam constitutum sit, fieri posse temporàles donationes, et contractus, consequens est etiam legata et fideicommissa, quæ ad tempus relicta sunt, ad eamdem similitudinem confirmari : post completum videlicet tempus ad hæredem iisdem legatis, vel fideicommissis remeantibus, necessitatem habente legatario vel fideicommissario cautionem in personam exponere, ut (ei) post transactum tempus, res non culpâ ejus deterior facta restituatur. l. ult. C. de legat. C. civ. 711, 1015.

6. Ex facto proponebatur quidam duos hæredes scripsisse, unum rerum provincialium, alterum rerum Italicarum : et cùm merces in Italiâ devehere soleret, pecuniam misisse in provinciam ad merces comparandas quæ comparatæ sunt, vel vivo eo, vel post mortem : nondùm tamen in Italiam devectæ. Quærebatur merces utrùm ad eum pertineant qui rerum Italicarum hæres scriptus erat, an verò ad eum qui provincialium.... Rerum autem Italicarum vel provincialium significatione, quæ res accipiendæ sint, videndum est. Et facit quidem totum voluntas defuncti. Nam quid senserit spectandum est. Verumtamen hoc intelligendum erit, *rerum Italicarum* significatione eas contineri, quas perpetuò quis ibi habuerit, atque ita disposuit, ut perpetuò haberet. Cæteroquin, si tempore in quo transtulit in alium locum, non ut ibi haberet, sed ut denuò ad pristinum locum revocaret, neque augebit, quò transtulit : neque minuet, undè transtulit.... Quæ res in proposito suggerit ut Italicarum rerum esse credantur hæ res, quas in Italiâ esse testator voluit.

Proindè et si pecuniam misit in provinciam ad merces comparandas, et necdùm comparatæ sint, dico pecuniam, quæ idcircò missa est, ut per eam merces in Italiam adveherentur (in) Italico patrimonio injungendam : nam et si dedisset in provinciâ de pecuniis quas in Italiâ exercebat, ituras et redituras, dicendum est hanc quoque Italici patrimonii esse rationem.

Igitur efficere dici, ut merces quoque istæ quæ comparatæ sunt, ut Romam veherentur, sive profectæ sunt eo vivo, sive nondùm, et sive scit, sive ignoravit, ad eum hæredem pertinere :

cui Italicæ res sunt adscriptæ. l. 35. d. l. §. 3. in princ. et in f. et §. penult. et ult.

7. Si in patre, vel patriâ, vel aliâ simili adsumptione falsum scriptum est, dùm de eo qui demonstratus sit constet, institutio valet. l. 48. §. ult. C. civ. 1110, 1156, s.

8. In extraneis hæredibus illa observantur, ut sit cum eis testamenti factio. Sive ipsi hæredes instituantur : sive hi qui in potestate eorum sunt. Et id duobus temporibus inspicitur : testamenti facti, ut constiterit institutio, et mortis testatoris, ut effectum habeat. Hoc ampliùs et cùm adibit hæreditatem, esse debet cum eo testamenti factio, sive purè, sive sub conditione hæres institutus sit : nam jus hæredis eo vel maximè tempore inspiciendum est, quo acquirit hæreditatem. Medio autem tempore inter factum testamentum, et mortem testatoris, vel conditionem institutionis existentem, mutatio juris hæredi non nocet : quia ut dixi tria tempora inspicimus. l. 49, §. 1. V. s. l. 6. §. 2. et 1. de leg. 2. l. 52.

In tempus capiendæ hæreditatis institui hæredem posse benevolentiæ est : veluti *Lucius Titius, cùm capere potuerit, hæres esto.* Idem et in legato. l. 62.

Si deportati servo fideicommissum fuerit adscriptum, ad fiscum pertinere, dicendum est : nisi si eum deportatus vivo testatore alienaverit, vel fuerit restitutus, tunc enim ad ipsum debebit pertinere. l. 7. ff. de leg. 3. C. civ. 25, 725, s. 902.

9. *Hæreditas* plerumquè dividitur in duodecim uncias, quæ assis appellatione continentur, habent autem et hæ partes propria nomina ab unciâ usque ad assem (putà) hæc, *sextans, quadrans, triens, quincunx, semis, septunx, bes, dodrans, deunx, dextans*, (as.) l. 50. §. 2.

10. Cùm quis ex institutis, qui cum aliquo conjunctìm institutus sit, hæres non est, pars ejus omnibus pro portionibus hæreditariis adcrescit neque refert, primo loco quis institutus, an alicui substitutus hæres sit. l. 59. §. 3. V. 1. l. 63. l. 2. C. eod. 1. n. 17. l. 53. §. 1. de acquir. vel. om. hær. C. civ. 1044, 1045.

11. Quoties non apparet quis hæres institutus sit, institutio non valet : quippè evenire potest, si testator complures amicos eodem nomine habeat, et ad designationem nominis singulari nomine utatur, nisi ex aliis apertissimis probationibus fuerit revelatum, pro quâ personâ testator senserit. l. 62. §. 1. V. 1. n. 19. C. civ. 967, 1156. s.

12. Hæredes sine partibus utrùm conjunctìm, an separatìm scribantur, hoc interest : quod si quis ex conjunctis decessit, hoc non ad omnes, sed ad reliquos, qui conjuncti erant, pertinet : sin autem ex separatis, ad omnes qui testamento eodem scripti sunt hæredes, portio ejus pertinet. l. 63.

Si quidam ex hæredibus institutis, vel substitutis permixti

sunt, et alii conjunctim, alii disjunctim nuncupati : tunc siquidem ex conjunctis aliquis deficiat, hoc omnimodo ad solos conjunctos cum suo veniat onere, id est, pro parte hæreditatis quæ ad eos pervenit. Sin autem ex his qui disjunctim scripti sunt, aliquid evanescat : hoc non ad solos disjunctos, sed ad omnes tam conjunctos, quàm etiam disjunctos similiter cum suo onere pro portione hæreditatis perveniat. Hoc ita tam variè, quia conjuncti quidem, propter unitatem sermonis quasi in unum corpus redacti sunt : et partem conjunctorum sibi hæredum quasi suam præoccupant. Disjuncti verò ab ipso testatoris sermone apertissimè sunt discreti, ut suum quidem habent, alienum autem non soli appetant, sed cum omnibus cohæredibus suis accipiant. l. un. §. 10. C. de caduc. toll. C. civ. 1044, 1045.

13. Captatorias institutiones non eas senatus improbavit, quæ mutuis affectionibus judicia provocaverunt : sed quarum conditio confertur ad secretum alienæ voluntatis. l. 70. l. 64. ff. de leg. 1. l. 11. C. de test. mil.

Illæ autem institutiones captatoriæ non sunt : veluti si ita hæredem quis instituat, *quâ ex parte Titius me hæredem instituit, ex eâ parte Mævius hæres esto*, quia in præteritum non in futurum institutio collata est. l. 71.

Sed illud quæri potest, an idem servandum sit, quod senatus censuit, etiam si in aliam personam captionem direxerit. Veluti si ita scripserit : *Titius, si Mævium tabulis testamenti sui hæredem à se scriptum ostenderit, probaveritque, hæres esto* : quod in sententiam senatusconsulti incidere non est dubium. d. l. 71. §. 1. V. 1. de leg. 1. l. 64.

14. Clemens patronus testamento caverat ut *si sibi filius natus fuisset, hæres esset : si duo filii, ex æquis partibus hæredes essent : si duæ filiæ, similiter : si filiis et filiâ, filio duas partes, filiæ tertiam dederat.* Duobus filiis et filiâ natis, quærebatur quemadmodùm in propositâ specie partes faciemus : cùm filii debeant pares, vel etiam singuli duplo plus quàm soror accipere. Quinque igitur partes fieri oportet, ut ex his binas masculi, unam fœmina accipiat. l. 81. C. civ. 913, s.

15. Pactumeius Androsthenes Pactumeïam Magnam filiam Pactumeii Magni ex asse hæredem instituerat : eique patrem ejus substituerat. Pactumeio Magno occiso, et rumore perlato quasi filiâ quoque ejus mortuâ, mutavit testamentum, Noviumque Rufum hæredem instituit, hâc præfatione : *Quia hæredes, quos volui habere mihi continere non potui, Novius Rufus hæres esto.* Pactumeia Magna supplicavit imperatores nostros : et cognitione susceptâ, licèt modus institutione contineretur, quia falsus non solet obesse, tamen ex voluntate testantis putavit imperator ei subveniendum : igitur pronuntiavit, *hæreditatem ad Magnam pertinere.* Sed legata ex posteriore testamento eam præstare

debere, perindè atque si in posterioribus tabulis ipsa fuisset hæres scripta. l. ult. C. civ. 1036.

16. Qui deportantur si hæredes scribantur, tanquàm peregrini capere non possunt : sed hæreditas in eâ causa est, in quâ esset, si scripti non fuissent. l. 1. C. eod. C. civ. 25; p. 18.

17. Pater tuus si ex residuâ parte hæres institutus est quam alter hæres scriptus capere non poterat, isque ad nullam partem hæreditatis per conditionem suam admitti potuit, ex asse hæres exstitit : nam residui commemoratio etiam totum admittit. l. 2. C. eod. C. civ. 1043.

18. Quoties certi quidem ex certâ re scripti sunt hæredes, vel certis rebus pro suâ institutione contenti esse jussi sunt, quos legatariorum loco haberi certum est : alii verò ex certâ parte, vel sine parte, qui pro veterum legum tenore ad certam unciarum institutionem referuntur : eos tantummodò omnibus hæreditariis actionibus uti, vel conveniri decernimus, qui ex certâ parte, vel sine parte scripti fuerint : nec aliquam deminutionem earumdem actionum occasione hæredum ex certâ re scriptorum fieri. l. 13. C. eod. V. l. 11. et l. 35. s. eod.

19. Extraneum etiam penitùs ignotum hæredem quis instituere potest. l. 11. C. de hæred. instit.

Ii quos nunquàm testator vidit, hæredes institui possunt : veluti si fratris filios peregrinantes, ignorans qui essent, hæredes instituerit. Ignorantia enim testantis inutilem institutionem non facit. §. ult. inst. eod. V. s. l. 62. §. 1.

Titulus vi. — *De vulgari, et pupillari substitutione.*

1. Hæredes aut instituti dicuntur, aut substituti : instituti primo gradu : substituti secundo, vel tertio. l. 1.

2. Hæredis substitutio duplex est, aut simplex : veluti, *Lucius Titius hæres esto : si mihi Lucius Titius hæres non erit, tunc Seius hæres mihi hesto : si hæres non erit, sive erit, et intrà pubertatem decesserit, tunc Caius Seius mihi hæres esto.* l. 1. §. 1.

Jam hoc jure utimur ex Divi Marci et Veri constitutione : *Ut cùm pater impuberi filio in alterum casum substituisset, in utrumque casum substituisse intelligatur.* Sive filius hæres non exstiterit, sive exstiterit et impubes decesserit. l. 4.

Si modò non contrariam defuncti voluntatem exstitisse probetur. l. 4. C. de impub. et al. subst. C. civ. 896, s.

3. Moribus introductum est, *ut quis liberis impuberibus testamentum facere possit, donec masculi ad quatuordecim annos perveniant, fœminæ ad duodecim.* Quod sic erit accipiendum, si sint in potestate. Cæterùm emancipatis non possumus. Posthumis planè possumus : nepotibus etiam possumus : et deinceps si qui non recasuri sunt in patriam potestatem. l. 2. C. civ. 1048, s.

4. *Ad exemplum pupillaris substitutionis possunt parentes liberis et nepotibus mente captis*, salvâ eorum legitimâ, substituere : ita tamen ut si ipsi mente capti liberos habeant, aut sine liberis

fratres, extranei non substituantur : et evanescat substitutio, si resipiscant. Ex. l. 9. C. de impub. et al. substit.

5. Quod jus ad tertium quoque genus substitutionis tractum esse videtur. Nam si pater duos filios impuberes hæredes instituat, eosque invicem substituat, in utrumque casum reciprocam substitutionem factam videri, D. Pius constituit. Sed si alter pubes, alter impubes, hoc communi verbo, *eosque invicem substituo*, sibi fuerint substituti, in vulgarem tantummodò casum factam videri substitutionem Severus et Antoninus constituit. Incongruens enim videbatur, ut in altero esset duplex substitutio, in altero sola vulgaris. l. 4. §. 1 et 2.

Ita in altero utraque substitutio intelligitur, si voluntas parentis non refragetur. d. l. §. 2. C. civ. 1048, s.

6. Si in testamento hæredes scripti ita alicui substitui fuerint, *ut si is hæres non esset, quisquis sibi hæres esset, is in parte quoque deficientis esset hæres* : pro quâ parte quisque hæres exstitisset, pro eâ parte eum in portione quoque deficientis vocari placet. Neque interesse, jure institutionis quisque ex majore parte hæres factus esset, an quod per legem alteram partem alicujus vindicasset. l. 5.

Partes eædem ad substitutos pertinent, quas in ipsius patris familiæ habuerunt hæreditatæ. l. 8. in f.

Si plures sint instituti ex diversis partibus, et omnes invicem substituti, plerumquè credendum et ex iisdem partibus substitutos, ex quibus instituti sint : ut si fortè unus ex unciâ, secundus ex octo, tertius ex quadrante sit institutus : repudiante tertio, in novem partes dividatur quadrans, feratque octo partes qui ex besse institutus fuerat, unam partem qui ex unciâ (scriptus est), nisi fortè alia mens fuerit testatoris, quod vix credendum est, nisi evidenter fuerit expressum. l. 24.

Cùm hæredes ex disparibus partibus instituti, et invicem substituti sunt, nec in substitutione facta est ullarum partium mentio, verum est non alias partes testatorem substitutioni tacitè inseruisse, quàm quæ manifestè in institutione expressæ sint. l. 1. C. de impub. et al. subst. C. civ. 896, s.

7. Filio impuberi hæredi ex asse instituto substitutus quis est : exstitit patri filius hæres : an possit substitutus separare hæreditates, ut filii habeat, patris non habeat? Non potest. Sed aut utriusque debet hæreditatem habere, aut neutrius. Juncta enim hæreditas cœpit esse. l. 10. §. 2. V. l. 28. ff. de reb. auth. jud. poss.

8. Qui plures hæredes instituit, ita scripsit : *eosque omnes invicem substituo* : post aditam à quibusdam ex his hæreditatem, uno eorum defuncto, si conditio substitutionis exstitit, alio hærede partem suam repudiante, ad superstites tota portio pertinebit. Quoniam invicem in omnem causam singuli substituti videbuntur : ubi enim quis hæredes instituit, et ita scribit, *eosque*

invicem substituo, hi substituti videbuntur, qui hæredes exstiterunt. l. 23.

Paulus respondit, si omnes instituti hæredes omnibus invicem substituti essent, ejus portionem, qui quibusdam defunctis posteà portionem suam repudiavit, ad eum solum, qui eo tempore supervixit, ex substitutione pertinere. l. 45. §. 1.

Sed si plures sint ita substituti : *Quisquis mihi ex suprascriptis hæres erit*, deindè quidam ex illis, posteaquam hæredes exstiterunt patri, obierunt : soli superstites ex substitutione hæredes existent, pro ratâ partium, ex quibus instituti sunt : nec quicquam valebit ex personâ defunctorum. l. 10. C. civ. 896, s.

9. Si Titius cohæredí suo substitutus fuerit, deindè ei Sempronius : veriùs puto in utramque partem Sempronium substitutum esse. l. 27.

10. Quidam testamento Proculum ex parte quartâ, et Quietum ex parte dimidiâ et quartâ hæredem instituit : deindè Quieto Florum, Proculo Sosiam hæredes substituit : deindè si neque Florus neque Sosia hæredes essent, tertio gradu ex parte dimidiâ et quartâ coloniam Leptitanorum, (et) ex quartâ complures hæredes substituit in plures quàm tres uncias. Quietus hæreditatem adiit : Proculus et Sosia vivo testatore decesserunt. *Quæritur* quadrans Proculo datus ad Quietum, an ad substitutos tertio gradu pertineat? *Respondi*, eam videri voluntatem patrisfamilias fuisse, ut tertio gradu scriptos hæredes ita demùm substituerit, si tota hæreditas vacasset, idque apparere evidenter ex eo quod plures quàm duodecim uncias inter eos distribuisset, et idcircò partem quartam hæreditatis de quâ quæritur ad Quietum pertinere. l. 30.

11. Ex duobus impuberibus ei qui supremus moreretur, hæredem substituit : si simul morerentur utrique hæredem esse respondit. Quia supremus non is demùm qui post aliquem, sed etiam post quem nemo sit intelligatur : sicut et è contrario proximus non solùm is, qui ante aliquem, sed etiam is ante quem nemo sit, intelligitur. l. 34. V. 1. de bon. poss. sec. tab. l. 11.

12. Potest quis in testamento plures gradus hæredum facere : putà, si ille hæres non erit, ille hæres esto et deinceps plures. l. 36.

Et vel plures in unius locum possunt substitui, vel unus in plurium, vel singulis singuli, vel invicem ipsi qui hæredes instituti sunt. l. 36. §. 1. C. civ. 898.

13. Ea scriptura quam testamentum esse voluit (testator) codicillos non faciet, nisi hoc expressum est. l. 41. §. 3. V. de jure codicill. l. 1.

14. In plerisque quæritur, an ipse sibi substitui possit ? Et respondetur causâ institutionis mutatâ substitui posse. l. ult. §. 1. Si sub conditione quis hæres scriptus sit purè autem substitutus est, causa immutatur. d. §.

15. Testamento jure facto multis institutis, hæredibus, et invi-

cem substitutis, adeuntibus suam portionem etiam invitis, cohæredum repudiantium accrescit portio. l. 6. C. de impub. et al. sub.

16. Cùm quidam duobus impuberibus filiis suis hæredibus institutis adjecit, *Si uterque impubes decesserit, illum sibi hæredem esse.* Dubitabatur apud antiquos legum auctores utrùm ne tunc voluerit substitutum admitti, cùm uterque ejus in primâ ætate decesserit : an alterutro decedente, illicò substitutum in ejus partem succedere. Et placuit Sabino substitutionem tunc locum habere, cùm uterque decesserit. Cogitasse enim patrem, primo filio decedente, fratrem suum in ejus portionem succedere. Nos ejusdem Sabini veriorem sententiam existimantes, non aliter substitutionem admittendam esse censemus, nisi uterque eorum in primâ ætate decesserit. l. 10. C. eod. C. civ. 896, s.

17. Ex contractu paterno actum est cum pupillâ tutore auctore, et condemnata est: posteà tutores abstinuerunt eam bonis paternis: et ita bona defuncti ad substitutum, vel cohæredes pervenerunt. Quæritur, an hi ex causâ judicati teneatur? Rescripsit, dandam in eos actionem nisi culpâ tutorum pupilla condemnata est. l. 44. ff. de re judic.

Titulus vii. — *De conditionibus institutionum.*

1. Sub impossibili conditione, vel alio mendo factam institutionem placet non vitiari. l. 1. l. 6. eod. C. civ. 900.

2. Si ita hæres institutus sim, *si decem dedero* : et accipere nolit, cui dare jussus sum, pro impletâ conditione habetur. l. 3.

Non videtur defectus conditione, si parere conditioni non possit. Implenda est enim voluntas, si potest. l. 8. §. 7. in fin. C. civ. 900, 1168, s.

3. Si hæredi plures conditiones conjunctìm datæ sint omnibus parendum est : quia unius loco habentur. Si disjunctìm sint, cuilibet. l 5. C. civ. 1023, 1189, s. 1146.

4. Quæ sub conditione *jurisjurandi* relinquuntur, à prætore reprobantur. l. 8.

5. Conditiones quæ contra bonos mores inseruntur, remittendæ sunt, veluti *si ab hostibus patrem suum non redemerit, si parentibus suis patronove alimenta non præstiterit.* l. 9. V. l. 14. eod. l. 27. eod.

Quæ facta lædunt pietatem, existimationem, verecundiam nostram, et (ut generaliter dixerim) contra bonos mores fiunt, nec nos facere posse credendum est. l. 15. in fin. C. civ. 900.

6. Si ita scripserit (testator) *cujus nomen codicillis scripsero, ille mihi hæres esto* : dicendum erit institutionem valere nullo jure impediente. l. 10. C. civ. 967.

7. Nulla est conditio quæ in præteritum confertur, vel quæ in præsens. Veluti si rex Parthorum vivit : si navis in portu stat. l. 10. in fine.

8. *Uter ex fratribus meis consobrinam nostram duxerit uxorem,*

ex dodrante : qui non duxerit, ex quadrante hæres esto. Aut nubit alteri, aut non vult nubere. Consobrinam qui ex his duxit (uxorem) habebit dodrantem : erit alterius quadrans. Si neuter eam duxerit uxorem, non quia ipsi ducere noluerunt, sed quia illa nubere noluerit, ambo in partes æquales admittuntur. Plerumquè enim hæc conditio, *si uxorem duxerit, si dederit, si fecerit,* ita accipi oportet, quod per eum non stet, quò minùs ducat, det, aut faciat. l. 23.

Qui ex fratribus meis Titiam consobrinam uxorem duxerit, ex besse hæres esto : qui non duxerit ex triente hæres esto. Vivo testatore consobrinâ defunctâ, ambo ad hæreditatem venientes, semisses habebunt : qui verum est, eos hæredes institutos, sed emolumento portionum eventu nuptiarum discretos. l. 24. C. civ. 1168, s.

Titulus viii. — *De jure deliberandi.*

1. Ait prætor, *si tempus ad deliberandum petet, dabo.* Cùm dicit tempus, nec adjicit diem, sine dubio ostendit esse in jus dicentis potestate, quem diem præstituat. l. 1 §. 1. et 2.

Illud sciendum est, nonnunquàm semel, nonnunquàm sæpiùs diem ad deliberandum datum esse, dum prætori suadetur, tempus quod primùm aditus præstituerat, non suffecisse. l. 3. C. civ. 795, s.

2. Aristo scribit, non solùm creditoribus, sed et hæredi instituto prætorem subvenire debere : hisque copiam instrumentorum inspiciendorum facere, ut perindè instruere se possint, expediet, necne, agnoscere hæreditatem. l. 5. C. civ. 795, s.

3. Si major sit hæreditas, et deliberat hæres, et res sunt in hæreditate, quæ ex tractu temporis deteriores fiunt, adito prætore potest is, qui deliberat, sine præjudicio eas justis pretiis vendere : qui possit etiam ea quæ nimiùm sumptuosa sint, veluti jumenta, aut venalitia, item ea quæ morâ deteriora fiant, vendere : quique præthereà curaturus sit, ut æs alienum quod sub pœnâ, vel sub pretiosis pignoribus debeatur, solvatur. l. 5. §. 1.

Igitur si quidem in hæreditate sit vinum, oleum, frumentum, numerata pecunia, indè fieri debebunt impendia : si minùs, à debitoribus hæreditatis exigenda pecunia. Quod si nulli sunt debitores, aut judicem provocent, venire debent res supervacuæ. l. 6.

Ex aliis quoque justis causis prætor aditus deminutionem permittet : neque enim sine permissu ejus debet deminutio fieri. l. 7. in fin. C. civ. 796.

4. Filius dùm deliberat, alimenta habere debet ex hæreditate. l. 9.

5. Si plures gradus sint hæredum institutorum, per singulos observaturum se, ait prætor, id quod præfiniendo tempore deliberationis edidit : videlicet ut à primo quoque ad sequentem translatâ hæreditate, quamprimùm inveniat successorem, qui possit defuncti creditoribus respondere. l. 10.

6. Sancimus si quis vel ex testamento, vel ab intestato vocatus, deliberationem meruerit : vel si hoc quidem non fecerit, non tamen successioni renuntiaverit, ut ex hâc causâ deliberare vide-

atur : sed nec aliquid gesserit quod aditionem, vel pro adere gestionem inducat, prædictum arbitrium in successionem suam transmittat...... et siquidem ipse qui sciens hæreditatem vel ab intestato vel ex testamento sibi esse delatam, deliberatione minimè petitâ, intrà tempus decessit, hoc jus ad suam successionem intrà tempus extendat. Si enim ipse postquàm ei cognitum sit hæredem eum vocatum fuisse, tempore translapso nihil fecerit, ex quo vel adeundam, vel renuntiandam hæreditatem manifestaverit : is cum successione suâ ab hujusmodi beneficio excludatur. Sin autem instante tempore decesserit, reliquum tempus pro adeundâ hæreditate suis successoribus sine aliquâ dubietate relinquat. Quo completo nec hæredibus ejus alius regressus in hæreditatem habendam servabitur. l. 19. C. eod.

V. 1. de acquir. vel omitt. hæred. n. 28. ex l. un. §. 5. C. de cad. toll.

7. Si dubius est (hæres sive ex testamento sive ab intestato) utrùmne admittenda sit, necne defuncti hæreditas : non putet sibi esse necessariam deliberationem, sed adeat hæreditatem, vel sese immisceat : omni tamen modo inventarium ab ipso conficiatur. l. ult. §. 2. C. eod.

Et si præfatam observationem inventarii faciendi (hæredes) solidaverint : hæreditatem sine periculo habeant, et legis falcidiæ adversùs legatarios utantur beneficio : ut in tantùm hæreditariis creditoribus teneantur, in quantùm res substantiæ ad eos devolutæ valeant. d. l. §. 4. Et nihil ex suâ substantiâ penitùs hæredes amittant, ne dùm lucrum facere sperant in damnum incidant. d. §. 4. C. civ. 802, s.

(*Hoc inventarium*) Uno modis omnibus impleatur, sub præsentiâ tabulariorum, cæterorumque qui ad hujusmodi confectionem necessarii sunt. Subscriptionem tamen supponere hæredem necesse est, significantem et quantitatem rerum, et *quod nullâ malignitate circà ea, ab eo facta vel facienda, res apud eum remaneant*. d. l. §. 2. pr. 941, s.

8. In computatione autem patrimonii damus ei (licentiam) excipere et retinere quidquid in funus expendit, vel in testamenti insinuationem, vel in inventarii confectionem, vel in alias necessarias causas hæreditatis approbaverit sese persolvisse. l. ult. §. 9. C. eod. V. 1. l. 17. de reb. aut. jud. poss. C. civ. 810, 2101.

9. Si verò et ipse aliquas contra defunctum habebat actiones, non hæ confundantur : sed similem (cum) aliis creditoribus per omnia habeat fortunam : temporum tamen prærogativa inter creditores servanda. d. l. ult. §. 9. in fin. C. eod.

10. Licentia danda creditoribus, seu legatariis, vel fideicommissariis, si majorem putaverint esse substantiam à defuncto derelictam, quàm hæres in inventario scripsit : quibus voluerint legitimis modis, quod superfluum est approbare. d. l. ult. §. 10. Ut undiquè veritate exquisitâ, neque lucrum, neque damnum ali-

quod hæres ex hujusmodi sentiat hæreditate. d. §. C. civ. 801; pr. 988; p. 380.

11. Si quis autem temerario proposito deliberationem quidem petierit, inventarium autem minimè conscripserit, et vel adierit hæreditatem, vel minimè repudiaverit : non solùm creditoribus in solidum teneatur, sed etiam legis falcidiæ beneficio minimè utatur. d. l. ult. §. 4. C. eod.

LIBER VIGESIMUS NONUS.

Titulus i. — *De testamento militis.*

1. Plerique solent, cùm testamenta faciunt, per scripturam, adjicere, *velle hoc etiam vice codicillorum valere.* l. 3. V. 1. de jure codic. l. 1.

2. Id privilegium quod militantibus datum est, ut quoquo modo facta ab his testamenta rata sint, sic intelligi debet, ut utiquè priùs constare debeat testamentum esse. l. 24.

Cœterùm si (ut plerumquè sermonibus fieri solet) dixi alicui, *Ego te hæredem facio*, aut *tibi bona mea relinquo* : non oportet hoc pro testamento observari. Nec ullorum magis interest, quàm ipsorum quibus ad privilegium datum est, ejusmodi exemplum non admitti. Alioquin non difficulter post mortem alicujus militis testes existerent, qui adfirmarent se audisse dicentem aliquem, relinquere se bona cui visum sit, et per hoc judicia vera subvertuntur. d. l. 24.

Lucius Titius miles notario (suo) testamentum scribendum notis dictavit et antequàm litteris perscriberetur, vitâ defunctu est : Quæro an hæc dictatio valere possit ? Respondi militibus quoquo modo velint, et quoquo modo possint, testamentum facere concessum esse : ita tamen, ut hoc ita subsecutum esse legitimis probationibus ostendatur. C. civ. 981, s.

3. Mulier in quam turpis suspicio cadere potest, nec ex testamento militis aliquid capere potest, ut Divus Hadrianus rescripsit. l. 41. §. 1.

4. Rescripta principum ostendunt, omnes omninò qui ejus sunt gradûs, ut jure militari testari non possint, si in hostico deprehendantur, et illic decedant, quomodò velint, et quomodò possint testari. Sive præses sit provinciæ, sive quis alius qui jure militari testari non potest. l. ult. C. civ. 981, s.

5. Ne quidam putarent in omni tempore licere militibus testamenta, quoquo modo voluerint, componere : sancimus his solis qui in expeditionibus occupati sunt, memoratum indulgeri circa ultimas voluntates conficiendas beneficium. l. 17. C. eod. C. civ. 983.

6. Licèt antiquis legibus permittebatur pupillis, si tribunatum numerorum merebantur, ultimum elogium conficere posse : attamen indignum nostris temporibus esse videtur, eum qui sta-

bilem mentem nondùm adeptus est, propter privilegia militum sapientium jura pertractare : et in tam tenerâ ætate ex tali licentiâ parentibus fortè suis, vel aliis propinquis nocere, propriam substantiam extraneis relinquendo. l. ult. C. eod. l. 4. C. eod. l. 3. ff. de manum. test. C. civ. 901, s.

Titulus ii. — *De acquirendâ vel omittendâ hæreditate.*

1. Qui totam hæreditatem acquirere potest, his pro parte eam scindendo adire non potest. Sed et si quis ex pluribus partibus in ejusdem hæreditate institutus sit, non potest quasdam partes repudiare, quasdam agnoscere. l. 1. et 2. Vel omnia admittantur, vel omnia repudientur. l. 20. C. de jure delib.

Si ex asse hæres destinaverit partem habere hæreditatis, videtur in assem pro hærede gessisse. l. 10. C. civ. 774, s.

2. Quamdiù prior hæres institutus hæreditatem adire potest, substitutus non potest. l. 3. l. 69.

3. Nolle adire hæreditatem non videtur, qui non potest adire. l. 4.

4. Mutum nec non surdum, etiam ita natos, pro hærede gerere, et obligari hæreditati posse, constat. l. 5.

Eum qui lege bonis interdicitur, hæredem institutum posse adire hæreditatem constat. d. l. §. 1. C. civ. 509.

5. In omni successione, qui ei hæres exstitit, qui Titio hæres fuit, Titio quoque hæres videtur esse. Nec potest Titii omittere hæreditatem. l. 7. §. 2. Hæres hæredis testatoris est hæres, l. ult. C. de hæred. inst. l. 194. ff. de reg. jur. C. civ. 739, s.

6. Hæreditas quin obliget nos æri alieno, etiamsi non sit solvendo, plus quàm manifestum est. l. 8. C. civ. 870, s.

7. Is qui hæres institutus est, vel is cui legitima hæreditas delata est, repudiatione hæreditatem amittit. l. 13.

Recusari hæreditas non tantùm verbis, sed etiam re potest : et alio quovis indicio voluntatis. l. 95. C. civ. 784, s; pr. 997.

8. Hæres institutus, idemque legitimus, si quasi institutus repudiaverit : quasi legitimus non amittit hæreditatem. l. 17. §. 1. V. 1. Tit. Si quis omn. caus. test.

9. Is potest repudiare qui et acquirere potest. l. 18.

10. Qui hæreditatem adire, vel bonorum possessionem petere volet, certus esse debet, defunctum esse testatorem. l. 19.

Neminem pro hærede gerere posse, vivo eo cujus in bonis gerendum sit, Labeo ait. l. 27. C. civ. 718.

11. Pro hærede gerere videtur is, qui aliquid facit quasi hæres. Et generaliter Julianus scribit, eum demùm pro hærede gerere, qui aliquid quasi hæres gerit : pro hærede autem gerere, non esse facti quàm animi : nam hoc animo esse debet, ut velit esse hæres : cæterùm si quid pietatis (causâ fecit), si quid custodiæ causâ fecit, si quid quasi non hæres egit, sed quasi alio jure dominus, apparet non videri pro hærede gessisse. l. 20.

Gerit pro hærede qui animo agnoscit successionem, licèt nihil attingat hæreditarium. l. 88. C. civ. 778, s.

12. Et ideò solent testari liberi, qui necessarii existunt, non animo hæredis se gerere, quæ gerunt, sed aut pietatis aut custodiæ causâ, aut pro suo : ut putà patrem, *sepelivit* vel *justa ei fecit* : si animo hæredis, pro hærede gessit. Enim verò, si pietatis causâ hoc fecit, non videtur hoc pro hærede gessisse. l. 20. §. 1. Aut si non ut hæres, sed ut custodiat, aut putavit sua, aut dùm deliberat, quid fecit, consulens, ut salvæ sint res hæreditariæ, si fortè ei non placuerit pro hærede gerere, apparet non videri pro hærede gessisse. d. §. 1.

Non hoc, an tenuerit quis res hæreditarias, necne, (sine voluntate acquirendæ sibi hæreditatis) quærendum est, sed an admiserit hæreditatem, vel bonorum possessionem. l. 4. C. undè legit. et undè cogn. C. civ. 778, s.

13. Tunc pro hærede geri dicendum esse ait (*Papinianus*), quoties accipit, quod citra nomen et jus hæredis accipere non poterat. l. 20. §. 4. inf.

Cùm debitum paternum te exsolvisse alleges : pro portione hæreditariâ agnovisse te hæreditatem defuncti non ambigitur. l. 2. C. de jur. delib. C. civ. 778, s.

14. Ut quis pro hærede gerendo obstringat se hæreditati, scire debet, quâ ex causâ hæreditas ad eum pertineat. Veluti adgnatus proximus justo testamento scriptus hæres, antequàm tabulæ proferantur, cùm existimaret intestato patremfamilias mortuum, quamvis omnia pro domino fecerit, hæres tamen non erit. Et idem juris erit, si non justo testamento hæres scriptus, prolatis tabulis, cùm putaret justum esse, quamvis omnia pro domino administraverit, hæreditatem tamen non acquiret. l. 22.

15. In repudiandâ hæreditate, vel legato certus esse debet de suo jure, is qui repudiat. l. 23.

16. Fuit quæstionis, an pro hærede gerere videatur, qui pretium hæreditatis omittendæ causâ capit? Et obtinuit hunc pro hærede non gerere qui ideò accepit ne hæres sit : in edictum tamen prætoris incidere. l. 24. v. 1. Si quis om. caus. test. l. 2. C. civ. 780.

17. Hæres in omne jus mortui, non tantùm singularum rerum dominium succedit : cùm et ea quæ in nominibus sint, ad hæredem transeant. l. 37. C. civ. 724.

18. Quamdiù potest ex testamento adiri hæreditas, ab intestato non defertur. l. 39.

In plurium hæredum gradibus hoc servandum est, ut si testamentum proferatur, priùs à scriptis incipiatur : deindè transitus fiat ad eos ad quos legitima hæreditas pertinet. l. 70.

19. Cùm quæstûs et compendii societas initur, quidquid ex

operis suis socius acquisierit, in medium conferet, sibi autem hæreditatem quisque acquirit. l. 45. §. 2. C. civ. 1836, s.

20. Qui semel aliquâ parte hæres exstiterit, deficientium partes etiam invitus excipit, id est, tacitè ei deficientium partes etiam invito adcrescunt. l. 35. §. 1.

Si quis hæres institutus ex parte, mox Titio substitutus, antequàm ex causâ substitutionis ei deferatur hæreditas, pro hærede gesserit, erit hæres ex causâ quoque substitutionis : quoniam invito quoque ei adcrescit portio. l. 35. eod. C. civ. 786, 1044.

21. Hæres quandoquè adeundo hæreditatem, jam tunc à morte successisse defuncto intelligitur. l. 54. V. 1. de reg. jur. l. 138. et l. 193. C. civ. 777.

22. Minoribus viginti quinque annis si temerè damnosam hæreditatem parentis appetierint, ex generali edicto quod est de minoribus viginti quinque annis succurrit (proconsul), cùm et si extranei damnosam hæreditatem adierint, ex eâ parte edicti in integrum eos restituit. l. 57. §. 1. C. civ. 776.

23. Si minor annis, posteaquam ex parte hæres exstitit, in integrum restitutus est, D. Severus constituit, ut ejus partis onus cohæres suscipere non cogatur : sed bonorum possessio creditoribus detur. l. 61.

24. Si quis suus se dicit retinere hæreditatem nolle, aliquid autem ex hæreditate amoverit, abstinendi beneficium non habebit. l. 71. §. 4. C. civ. 792.

25. Hæc verba edicti ad eum pertinent, qui antè quid amovit, deindè se abstinet : cæterùm si antè se abstinuit, deindè tunc amovit, aut videamus an edicto locus sit? magisque est ut putem, istic Sabini sententiam admittendam, scilicet, ut furti potiùs actione creditoribus teneatur. Etenim qui semel se abstinuit, quemadmodùm ex post delicto obligatur. l. 71. §. ult. p. 380.

26. Duo fratres fuerant, bona communia habuerant : eorum alter intestato mortuus, suum hæredem non reliquerat, frater qui supererat nolebat ei hæres esse : consulebat, num ob eam rem : quod communibus, cùm sciret eum mortuum esse, usus esset, hæreditati se alligasset. Respondit, nisi eo consilio usus esset, quod vellet se hæredem esse, non astringi. Itaque cavere debet, ne quâ in re plus suâ parte dominationem interponeret. l. 78.

27. Toties videtur hæres institutus etiam in causâ substitutionis adisse, quoties acquirere sibi possit : nam si mortuus esset, ad hæredem non transferret substitutionem. l. 81. V. s. de jure delib. n. 6.

28. In novissimo autem articulo ubi propriè caduca fiebant secundùm quod prædiximus, etiam clausis tabulis tam existere hæredes quàm posse adire, sive ex parte sint, sive ex asse instituti, censemus, et dies legatorum et fideicommissorum (secun-

dùm quod prædiximus) à morte defuncti cedere. Hæreditatem etenim, nisi fuerit adita, transmitti, nec concedebant veteres, nec nos patimur : exceptis videlicet liberorum personis, de quibus Theodosiana lex super hujusmodi casibus introducta loquitur : his nihilominùs quæ super his qui deliberantes ab hâc luce migrant, à nobis constituta sunt, in suo robore mansuris. l. un. §. 5. C. de ead. toll. l. 7. C. de jure delib. V. s. de jure delib. n. 6. ex. l. 19. C. de jure delib.

Per hanc jubemus sanctionem in posterum (valituram) filios seu filias, nepotes aut neptes, pronepotes aut proneptes, à patre vel matre, avo vel aviâ, proavo vel proaviâ scriptos hæredes, licèt non sint invicem substituti, seu cum extraneis, seu soli sint instituti, et antè apertas tabulas defuncti (sive se noverint scriptos hæredes, sive ignoraverint) in liberos suos cujuscunque sint sexûs vel gradûs, derelictam sibi hæreditariam portionem posse transmittere : memoratasque personas (si tamen hæreditatem non recusant) nullâ hujusmodi præscriptione sibi obstante, eam tanquam debitam vindicare. Quod scilicet etiam super legatis seu fideicommissis à patre vel à matre, avo vel aviâ, proavo vel proaviâ derelictis, locum habet. Siquidem perindignum est fortuitas ob causas, vel casus humanos, nepotes aut neptes, pronepotes aut proneptes, avita vel proavita successione fraudari : aliosque adversùs avitum vel proavitum desiderium vel institutum, insperato legati commodo vel hæreditatis gaudere. Habeant verò solatium tristitiæ suæ, quibus est meritò consulendum. l. un. C. de his qui antè apert. tab. V. 1. Tit. quand. dies leg. ced. C. civ. 777, 781.

29. Si totam an partem, ex quâ quis hæres institutus est, tacitè rogatus sit restituere, apparet nihil ei debere accrescere : quia rem non videtur habere. l. 83.

30. Si metûs causâ adeat aliquis hæreditatem, fiet, ut quia invitus hæres existat, detur abstinendi facultas. l. 85. C. civ. 1111, s.

31. Pannonius avitus cùm in Ciliciâ procuraret, hæres institutus, antè vitâ decesserat, quàm hæredem se institutum cognosceret : quia bonorum possessionem, quam procurator ejus petierat, hæredes Aviti ratam habere non potuerunt, ex personâ defuncti restitutionem in integrum implorabant, quæ Avito jure non competit, quia intra diem aditionis Avitus obisset. Divum tamen Pium contrà restituisse Mæcianus libro quæstionum refert in eo, qui legationis causâ Romæ erat, et filium, qui matris delatam possessionem absens amiserat, sine respectu ejus distinctionis restitutionem (locum) habere : quod et hic humanitatis gratiâ obtinendum est. l. 86. V. s. n. 28. C. civ. 789, 2262.

32. Eum bonis paternis se miscere convenit, qui remoto familiæ vinculo, pro hærede gerere videretur : et ideò filius, qui tanquam ex bonis matris cujus hæreditatem suscepit agrum ad

hæreditatem patris pertinentem, ut maternum ignorans possedit, abstinendi consilium, quod in bonis patris tenuit, amisisse non videtur. l. 87.

33. Sicut major viginti quinque annis, antequàm adeat delatam repudians successionem, post quærere non potest : ita quæsitam renuntiando nihil agit, sed jus quod habuit retinet. l. 4. C. de rep. vel abst. hæred.

Si major viginti quinque annis hæreditatem fratris tui repudiasti, nulla sibi facultas ejus adeundæ relinquitur. l. 7. C. de dolo. C. civ. 783.

34. Quamvis hæres institutus hæreditatem vendiderit, tamen legata et fideicommissa ab eo peti possunt : et quod eo nomine datum fuerit, venditor ab emptore, vel fidejussoribus ejus petere poterit. l. 2. C. de legat. C. civ. 780.

35. Gerit pro hærede, qui animo agnoscit successionem, licèt nihil attingat hæreditarium, undè et si domum pignori datam sicut hæreditariam retinuit, cujus possessio qualis qualis fuit in hæreditate, pro hærede gerere videtur : idemque est; et si alienam rem ut hæreditariam, possedisset. l. 88. C. civ. 778, s.

TITULUS III. — *Testamenta quemadmodùm aperiantur, inspiciantur, et describantur.*

1. Tabularum testamenti instrumentum non est unius hominis, hoc est hæredis, sed universorum, quibus quid illic adscriptum est : quin potiùs publicum est instrumentum. l. 2.

2. Cùm ab initio aperiendæ sint tabulæ, prætoris id officium est, ut cogat signatores convenire, et sigilla suâ recognoscere, vel negare se signasse. Publicè enim expedit, suprema hominum judicia exitum habere. Sed si major pars signatorum fuerit inventa, poterit ipsis intervenientibus resignari testamentum, et recitari. l. 4. 5. 6. C. civ. 1007; pr. 916, s.

TITULUS IV. — *Si quis omissâ causâ testamenti, ab intestato, vel alio modo possideat hæreditatem.*

1. Prætor voluntates defunctorum tuetur, et eorum calliditati occurrit, qui omissâ causâ testamenti, ab intestato hæreditatem partemve ejus possident, ad hoc ut eos circumveniant, quibus quid ex judicio defuncti deberi potuit, si non ab intestato possideretur hæreditas : et in eos actionem pollicetur. l. 1.

Toties igitur edictum prætoris locum habebit, quoties aut quasi hæres legitimus possidet, aut quia bonorum possessionem accipit ab intestato, aut si fortè quasi prædo possideat hæreditatem, fingens sibi aliquem titulum ab intestato possessionis : quocunque enim modo hæreditatem lucri facturus quis sit, legata præstabit. d. l. §. 9. in fin.

Si Proculiana patri vestro, cujus estis hæredes testamento quid reliquit, et scripti jure secundùm ejus judicium, vel omissâ causâ testamenti successerunt ab intestato, aditus competens judex,

quatenùs legis falcidiæ modus patitur, vobis relicta restitui jubebit. l. 3. C. si omiss. sit caus. testam.

2. Si quis per fraudem omiserit hæreditatem, ut ad legitimum perveniat, legatorum petitione tenebitur. l. 1. §. ult.

3. Licèt pro hærede gerere non videatur, qui pretio accepto prætermisit hæreditatem, tamen dandam in eum actionem, exemplo ejus, qui omissâ causâ testamenti ab intestato possidet hæreditatem, Divus Hadrianus rescripsit : proindè legatariis et fideicommissariis tenebitur. Sed utrùm ab eo erit incipiendum, et sic ad hæredem veniendum, an convertemus ordinem? mihi videtur humanior esse hæc sententia, ut possessor hæreditatis prior excutiatur, maximè si lucrativam habet possessionem. l. 2. d. l. §. 1.

Si pecuniâ acceptâ (hæres) omisit aditionem, legata et fideicommissa præstare cogitur. l. 1. C. si om. sit caus. test. Cod. civ. 780.

4. Si pecuniam à substituto acceperis, ut prætermitteres, isque adierit, an danda sit legatariis actio, dubitari potest? et puto, si ipse quoque prætermiserit, et, quod lege ad se rediret, possidebit hæreditatem, in utrumque vestrûm dandam. l. 3.

5. Si quis omissâ causâ testamenti, omninò eam hæreditatem non possideat, excluduntur legatarii : nam liberum cuique esse debet, etiam lucrosam hæreditatem omittere, licèt eo modo legata libertatesque intercidunt. l. 17.

Si jure facto testamento, cessante hærede scripto alter ab intestato adiit hæreditatem : neque libertates, neque legata ex testamento posse præstari manifestum est. l. 2. in f. C. si om. sit causa test.

6. Admonendi sumus, huic in quem ex hâc parte edicti legatorum actio datur, beneficium legis falcidiæ concedendum. l. 18. §. 1.

TITULUS V. — *De senatusconsulto Silaniano et Claudiano, quorum testamenta ne aperiantur.*

1. Domini appellatione continetur, qui habet proprietatem, etsi ususfructus alienus sit. l. 1. §. 1 C. civ. 578.

2. Impuberi utrùm in supplicio tantùm parcimus, an verò etiam in quæstione? et magis est, ut de impubere nec quæstio habeatur, et aliàs solet hoc in usu observari, ut impuberes non torqueantur : terreri tantùm solent, et habenâ vel ferulâ cædi. l. 1. §. 33. licet.

TITULUS VI. — *Si quis aliquem testari prohibuerit, vel coegerit.*

1. Qui dùm captat hæreditatem legitimam, vel ex testamento prohibuit testamentarium introire, volente eo facere testamentum, vel mutare, Divus Hadrianus constituit, denegari ei debere actiones. l. 1.

Si quis dolo malo fecerit ut testes non veniant, et per hoc deficiatur facultas testamenti faciendi, denegandæ sunt actiones ei,

qui dolo fecerit, sive legitimus hæres sit, sive priore testamento scriptus. l. 2.

Eos qui ne testamentum ordinaretur, impedimento fuisse monstrantur, velut indignas personas à successionis compendio removeri, celeberrimi juris est. l. 2. C. eod. C. civ. 727, s.

2. Virum, qui non per vim, nec dolum, quominùs uxor contra eum, mutatâ voluntate, codicillos faceret intercesserat, sed ut fieri adsolet offensam ægræ mulieris maritali sermone placaverat, in crimen non incidisse respondi: nec ei quod testamento fuerat datum auferendum. l. ult.

Judicium uxoris postremum in se provocare maritali sermone, non est criminosum. l. ult. C. eod.

3. Civili disceptationi crimen adjungitur, si testator non suâ sponte testamentum fecit: sed compulsus ab eo qui hæres est institutus, vel à quolibet alio, quos noluerit scripsit hæredes. l. 1. C. eod. C. civ. 111; p. 400.

TITULUS VII. — *De jure codicillorum.*

1. Sæpissimè rescriptum et constitutum est, eum qui facere testamentum opinatus est, nec voluit quasi codicillos id valere, videri nec codicillos fecisse. Ideòque quod in illo testamento scriptum est, licèt quasi in codicillis poterit valere, tamen non debetur. l. 1.

Illud quoque pari ratione servandum est, ut testator, qui decrevit facere testamentum, si id adimplere nequiverit, intestato videatur esse defunctus: nec transducere liceat ad fideicommissi interpretationem, velut ex codicillis ultimam voluntatem, nisi id ille complexus sit, ut vim etiam codicillorum scriptura debeat obtinere. l. 8. §. 1. C. de codic. V. s. de testam. mil. l. 1. de jure codic. l. 1. C. civ. 967, s. 981, s.

2. Hæreditas testamento inutiliter data, non potest codicillis quasi hæreditas confirmari, sed ex fideicommisso petitur, salvâ ratione legis falcidiæ. l. 2. §. ult.

Hæreditatem quidem neque dari, neque adimi codicillis posse, manifestum est. Verbis tamen precariis, per hujusmodi etiam novissimi judicii ordinationem, jura non faciunt irritas voluntates. Undè inefficaciter te codicillis rogatam esse, ut quibusdam rebus contenta, portionem quam testamento fueras consecuta, aliis restitueres, falsò tibi persuasum est. l. 2. C. de codicill. l. 7. C. eod.

3. Codicillos is demùm facere potest, qui et testamentum facere potest. l. 6. §. 3.

4. Conficiuntur codicilli quatuor modis: aut enim in futurum confirmantur, aut in præteritum, aut per fideicommissum testamento facto, aut sine testamento. l. 3.

Non idcircò minùs quod intestato, te absente, codicillos mater tua fecit: hi quibus precariis verbis adscripta sunt, relicta capiunt. l. 4. C. eod.

5. Ideò fideicommissa dari possunt ab intestato succedentibus, quoniam creditur paterfamilias sponte suâ his relinquere legitimam hæreditatem. l. 8. §. 1.

6. In omni ultimâ voluntate, excepto testamento, quinque testes vel rogati, vel qui fortuitu venerint, in uno eodemque tempore debent adhiberi. l. ult. §. ult. C. eod.

LIBER TRIGESIMUS.

Titulus i. — *De legatis et fideicommissis.*

1. Per omnia exæquata sunt legata fideicommissis. l. 1.

Omnia quæ naturaliter insunt legatis, et fideicommissis inhærere intelligantur : et contrà quidquid fideicommittimus hoc intelligatur esse legatum : et si quid tale est quod non habet naturam legatorum hoc ei ex fideicommissis accomodetur. l. 2. C. comm. de legat. Et si specialiter legati tantùm faciat testator mentionem, hoc et legatum et fideicommissum intelligatur.

Etsi fidei hæredis vel legatarii aliquid committatur, hoc et legatum esse videatur. Nos enim *non verbis, sed ipsis rebus leges imponimus*. d. l. in f. C. civ. 1002.

2. Si quis in fundi vocabulo erravit, et Cornelianum pro Semproniano nominavit, debebitur Sempronianus. Sed si in corpore erravit, non debebitur. l. 4. V. l. 4. C de test. C. civ. 1110.

3. Electione legatâ semel duntaxat optare possumus. l. 5. l. 11. in fin. ff. de leg. 2. V. 1. l. 84. §. 9. C. civ. 1189, s.

4. Cùm fundus communis legatus sit, non adjectâ portione, sed *meum* nominaverit, portionem deberi constat. l. 5. §. 2.

5. Si ex toto fundo legato testator partem alienasset, reliquam duntaxat partem deberi placet : quia etiamsi adjecisset aliquid ei fundo, augmentum legatario cederet. l. 8. l. 24. §. 2. eod. V. l. 11. §. 12. de leg. 3.

Cùm fundus nominatim legatus sit, si quid ei post testamentum factum adjectum est, id quoque legato cedit, etiamsi illa verba adjecta non sint, *qui meus erit*, si modo testator eam partem non separatìm possidet, sed universitati prioris fundi adjunxit. l. 10. ff. de leg. 2.

Si areæ legatæ domus imposita sit, debebitur legatario, nisi testator mutavit voluntatem. l. 44. §. 4. l. 39. ff. de leg. 2. C. civ. 1018, 1019, 1036.

6. Si Titio et posthumis legatum sit, non nato posthumo, totum Titius vindicabit. l. 16. §. 2.

In primo itaque ordine, ubi *pro non scriptis* efficiebantur ea quæ personis jam ante testamentum mortuis testator donasset, statutum fuerat, ut ea omnia bona manerent apud eos à quibus fuerant derelicta : nisi vacuatis vel substitutus suppositus, vel conjunctus fuerat aggregatus. Tunc enim non deficiebant, sed ad

illos perveniebant, nullo gravamine (nisi perrarò) in hoc *pro non scripto* superveniente. Quod et nostra majestas quasi antiquæ benevolentiæ consentaneum, et naturali ratione subnixum, intactum atque illibatum præcepit custodiri in omne ævum valiturum. l. un. §. 3. C. de cad. toll.

Pro secundo verò ordine in quo ea vertuntur quæ *in causâ caduci* fieri contingebant (*scilicet ubi legatarius vivo testatore decedebat*) si eo casu supersit conjunctus, ei accrescet legatum cum onere. d. l. §. 4. V. 1. l. 34. §. 9. de leg. 1. et l. 80. de leg. 3. C. civ. 1044, s.

7. Si uni ex hæredibus fuerit legatum : hoc deberi ei officio judicis familiæ erciscundæ manifestum est : sed etsi abstinuerit se hæreditate, consequi eum hoc legatum posse, constat. l. 17. §. 2.

8. In legato pluribus relicto, si partes adjectæ non sunt, æquæ servantur. l. 19. §. ult. C. civ. 1044, s.

9. Qui duos servos haberet, unum ex his legasset, ut non intelligeretur quem legasset, legatarii est electio. l. 20.

Si quis plures stichos habens, stichum legaverit : si non apparet, de quo sticho sensit; quem elegerit debet præstare. l. 32. §. 1. V. l. 37. eod. d. l. 37. §. 1. l. 39. §. 6. eod. l. 2. §. 1. ff. de opt. legat. C. civ. 1022, 1189, s.

10. Grege legato, et quæ posteà accedunt ad legatarium pertinent. Si grege legato aliqua pecora, vivo testatore, mortua essent, in eorumque locum aliqua essent substituta, eumdem gregem videri : et si diminutum ex eo grege pecus esset, et vel unus bos superesset, eum vindicari posse, quamvis grex desisset esse. Quemadmodùm insula legata, si combusta esset, area possit vindicari. l. 21. l. 22. C. civ. 1018, 1044.

11. Si quis bonorum partem legaverit, ut hodiè fit, sine fructibus restituitur : nisi mora intercesserit hæredis. l. 23.

Equis per fideicommissum legatis post moram hæredis fœtus quoque debentur. Equitio autem legato etiamsi mora non intercedat, incremento gregis fœtus accedunt. l. 39. ff. de usur. V. 1. de leg. 3. l. 26.

Suprà omne tempus quo distulerint facere disposita scripti hæredes : eos cogi solvere et fructus et reditus et omnem legitimam accessionem à tempore ejus qui disposuit, mortis, sancimus : non inspectâ morâ à litis contestatione aut conventione, sed ipso jure intellectâ (quod dicitur vulgò) morâ præcessisse et locum habente, fructuum et aliarum rerum accessione. Hoc eodem obtinente : et si non ab hærede, sed à fideicommissario, aut legatario relictum fuerit hujusmodi pium legatum. l. 46. §. 4. et 5. C. de episc. et cler.

Fructus autem hi deducuntur in petitionem, non quos hæres percepit, sed quos legatarius percipere potuit. l. 39. §. 1. hoc. tit.

Si autem legatum ab aliquo ad pias relinquitur causas jubemus

intra sex menses ab insinuatione testamenti numerandos, hoc modis omnibus præberi quibus relictum est. Si autem distulerint qui in hoc onerati sunt, hujusmodi præbere legatum : et fructus, et usuræ, et omne legitimum exigatur augmentum à tempore mortis ejus qui hoc reliquit. Nov. 131. C. 12. C. civ. 1005, 1014, s.

12. Quod in rerum naturâ adhuc non sit, legari posse, veluti quidquid illa ancilla perperisset, constitit. l. 24.

Etiam ea quæ futura sunt legari possunt. l. 17. ff. de leg. 3. C. civ. 1128, s.

13. Si navem legavero et specialiter meam adscripsero, eamque per partes totam refecero, carinâ eâdem manente, nihilominùs rectè à legatario vindicaretur. l. 24. §. ult. V. l. 76. ff. de jud.

14. *Si certum corpus* hæres dare damnatus sit : nec fecerit quominùs ibi, ubi id esset, traderet : si id posteà, sine dolo et culpâ hæredis perierit, deterior fit legatarii conditio. l. 26. §. 1.

15. Si pluribus eadem res legata fuerit : siquidem conjunctìm, etiamsi alter vindicet, alter ex testamento agat : non plus quàm partem habebit is qui ex testamento aget. Quod si separatìm, siquidem evidentissimè apparuerit, ademptione à priore legatario factâ, ad secundum legatum testatorem convolasse, solum posteriorem ad legatum pervenire placet. l. 33.

Si conjunctìm res legetur constat partes ab initio fieri : nec solùm hi partem faciunt in quorum personâ constitit legatum : verùm hi quoque in quorum personâ non constitit legatum. l. 34 §. 9.

Ubi pluribus legatariis vel fideicommissariis conjunctìm relinquitur, omnes partem capiunt. Partes deficientium cœteris accrescunt cum suo onere. Ex l. un. §. 11. C. de caduc. toll. V. l. 3. ff. de usufr. accresc.

Si disjunctìm pluribus relictum sit, et concurrant, non habebunt singuli solidum, ut olim, sed quisque partem, nisi apertissimè et expressìm testator solidum quemque habere voluerit, ut alteri res, alteri præstetur æstimatio. Si disjunctorum aliqui deficiant, cæteri totum habebunt, non jure accrescendi, sed jure proprio, cùm solidum singulis legatum esset. Et ideò si quæ sint onera quisque tenebitur, non de ejus onere qui defecit. Ex d. l. un. §. 11. de caduc. toll. V. s. l. 16. §. 2. l. 80. de legat. 3. C. civ. 1044, s.

16. Legato generaliter relicto, veluti *hominis* : Gaius Cassius scribit, id esse observandum ne optimus, vel pessimus accipiatur : quæ sententia rescripto imperatoris nostri, et Divi Severi juvatur : qui rescripserunt homine legato, actorem posse eligi. l. 37.

Si de certo fundo sensit testator, nec appareat de quo cogitavit, electio hæredis erit, quem velit dare : aut, si appareat, ipse fundus vindicabitur. Sed et si lancem legaverit, nec appareat quam, æquè electio est hæredis, quam velit dare. d. l. §. 1. C. civ. 1022.

Si domus alicui simpliciter sit legata neque adjectum, quæ do-

mus : cogentur hæredes, quam vellet domum ex his quas testator habebat, legatario dare. Quod si nullas ædes reliquerit, magis derisorium est quàm utile legatum. l. 71. V. s. l. 20. inf. l. 39. §. 6. l. 110. C. civ. 900.

17. Cùm servus legatus in fugâ (esset) vel longinquo absens exigatur : operam præstare hæres debet, ut eam rem requirat, et præstet. Et ita Julianus scribit. Nam et sumptum an in hanc rem facere hæres deberet, Africanus (libro vicesimo epistolarum) apud Julianum quærit, putatque sumptum præstandum, quod et ego arbitror sequendum. l. 39.

Si servus legatus vivo testatore fugisse dicatur : et impensa, et periculo ejus, qui legatus sit, reddi debet. Quoniam rem legatam eo loco præstare hæres debeat, in quo à testatore sit relicta. l. 108. V. l. 8. de leg. 2.

18. Ipsius quoque rei interitum post moram (debet) sicut in stipulatione, si post moram res interierit, æstimatio ejus præstatur. l. 39. §. 1. V. l. 47. §. 6. l. 3. C. de usur. et fr. leg.

Si servus legatus sit, et moram hæres fecerit, periculo ejus et vivit et deterior fit, ut si debilem fortè tradat, nihilominùs teneatur. l. 108. §. 11. C. civ. 1042.

19. Si quis alicui legaverit, *licere lapidem cædere*, quæsitum est : ad hæredem hoc legatum transeat : et Marcellus negat ad hæredem transmitti : nisi nomen hæredis adjectum legato fuerit. l. 39. §. 4. C. civ. 1014.

20. Hæres cogitur legati prædii solvere vectigal præteritum, vel tributum, vel solarium, vel cloacarium, vel pro aquæ formâ. l. 39. §. 5. C. civ. 1024.

21. Scio ex facto tractatum, cùm quidam duos fundos ejusdem nominis habens, legasset *fundum Cornelianum* : et esset alter pretii majoris, alter minoris : et hæres diceret minorem legatum, legatarius majorem. Vulgò fatebitur, utiquè minorem eum legasse, si majorem non potuerit docere legatarius. l. 39. §. 6. V. s. l. 32. §. 1. n. 9. C. civ. 1189, s.

22. Constat etiam res alienas legari posse, utiquè si parari possint : etiamsi difficilis earum paratio sit. l. 39. §. 7. V. l. 67. §. 8. de leg. 2. l. 10. C. de legat. §. 4. inst. eod.

Si verò *Salustianos hortos*, qui sunt Augusti, vel fundum *Albanum*, qui principalibus usibus deservit, legaverit quis, furiosi est, talia legata testamento adscribere. d. l. §. 8. C. civ. 1021.

23. Cùm res legata est, siquidem propria fuit testatoris, et copiam ejus habet hæres, moram facere non debet, sed eam præstare. Sed si res alibi sit, quam ubi petitur, primùm quidem constat, ibi esse præstandam, ubi relicta est : nisi alibi testator voluit, nam si alibi voluit, ibi præstanda est, ubi testator voluit, vel ubi verisimile est eum voluisse. Et ita Julianus scripsit tam in propriis quàm in alienis legatis. l. 47. C. civ. 1604.

24. Si Stichus aut Pamphilus legetur, et alter ex his vel in fugâ sit, vel apud hostes, dicendum erit præsentem præstari, aut absentis æstimationem : toties enim electio est hæredi committenda quoties moram non est facturus legatario. l. 47. §. 3. C. civ. 1189, s.

25. Si res aliena vel hæreditaria, sine culpâ hæredis perierit vel non compareat, nihil ampliùs quàm cavere eum oportebit : sed si culpâ hæredis res perierit, statim damnandus est. *Culpa* autem qualiter sit æstimanda, videamus : an non solùm ea quæ dolo proxima (sit) verùm etiam quæ levis est : an numquid et diligentia quoque exigenda est ab hærede : quod verius est. Item si fundus chasmate perierit, Labeo ait utiquè æstimationem non deberi. Quod ita verum est, si non post moram factam id evenerit. Potuit enim eum acceptum legatarius vendere. l. 47. §. 4. et seq. C. civ. 1042.

26. Si cui legetur, *cùm quatuordecim annorum erit*, certo jure utimur, ut tunc sit quatuordecim annorum, cùm impleverit. l. 49. V. l. 74. §. 1. ff. ad Senatuscons. Trebell. C. civ. 1040.

27. Si numerus nummorum legatus sit, neque apparet quales sunt legati, ante omnia ipsius patrisfamilias consuetudo, deindè regionis, in quâ versatus est, exquirenda est. Sed et mens patrisfamiliæ, et legatarii dignitas, vel caritas, et necessitudo : item earum quæ præcedunt, vel sequuntur summarum scripta sunt spectanda. Sed si certos nummos, veluti quos in arcâ habet, aut certam lancem legavit, non numerata pecunia, sed ipsa corpora nummorum, vel rei legatæ continentur, neque permutationem recipiunt : et exemplo cujuslibet corporis æstimanda sunt. l. 50. §. ult. et l. 51. C. civ. 1156, s.

28. Si pars hæredum nominata sit in legando, viriles partes hæredes debent; si verò omnes, hæreditarias. l. 54. §. ult.

Si hæredes nominatìm enumerati dare quid damnati sunt propius est, ut viriles partes debeant, quia personarum enumeratio hunc effectum habet, ut exæquentur in legato præstando, qui si nominati non essent, hæreditarias partes debituri essent. l. 124. V. 1. l. 67. §. 1.

Sive à certis personis hæredum nominatìm legatum esset, sive ab omnibus, excepto aliquo : Attilicinus, Sabinus, Cassius, pro hæreditariis partibus totum eos legatum debituros aiunt, quia hæreditas eos obligat. Idem est cùm omnes hæredes nominantur. l. 17. ff. de duob. reis const. C. civ 1009, 1012, 1017.

29. Nemo potest in suo testamento cavere, ne leges in suo testamento locum habeant. l. 55. C. civ. 900.

30. Domus hæreditarias exustas, et hæredis nummis exstructas, ex causâ fideicommissi post mortem hæredis restituendas, viri boni arbitratu sumptuum rationibus deductis, et ædificiorum ætatibus examinatis, respondi. l. 58. C. civ. 1018, 1034, 1375.

31. Captatoriæ scripturæ simili modo neque in hæreditatibus, neque in legatis valent. l. 64. V. l. 70. s. de hæred. inst.

32. Si domus fuerit legata, licèt particulatìm ita refecta sit ut nihil ex pristinâ materiâ supersit: tamen dicemus utile manere legatum. At si eâ domu destructâ, aliam eodem loco testator ædificaverit, dicemus interire legatum : nisi aliud testatorem sensisse fuerit approbatum. l. 65. §. ult. C. civ. 1019, 1038, 1042.

33. Si ex pluribus hæredibus ex diversis partibus institutis, *duobus eadem res legata sit*, hæredes non pro hæreditariâ portione, sed pro virili id legatum habere debent. l. 67. §. 1. V. s. l. 54. §. ult. C. civ. 1044, 1045.

34. De evictione an cavere debeat is, qui servum præstat ex causâ legati, videamus ? Et regulariter dicendum est quoties sine judicio præstita res legata evincitur; posse eam ex testamento peti : cœterùm si judicio petita est, officio judicis cautio necessaria est, ut sit ex stipulatu actio. l. 71. §. 1.

Si hæres tibi, servo generaliter legato, stichum tradiderit, isque à te evictus fuisset, posse te ex testamento agere, Labeo scribit. Quia non videtur hæres dedisse quod ita dederat, ut habere non possis. Et hoc verum puto. l. 29. §. 3. de legat. 3.

Si verò certus homo legatus est, talis dari debet qualis est. l. 45. §. 1. h. t. de leg. 1.

Hæres servum non nominatìm legatum tradidit, et de dolo repromisit, posteà servus evictus est. Agere cum hærede legatarius ex testamento poterit, quamvis hæres alienum esse servum ignoraverit. l. 58. ff. de evict. V. l. 77. §. 8. de legat. 2. C. civ. 1017, s.

35. In pecuniâ legatâ confitenti hæredi modicum tempus ad solutionem dandum est : nec urgendum ad suscipiendum judicium: quod quidem tempus ex bono et æquo prætorem observare oportebit. l. 71. §. 2. C. civ. 1011, 1014, s.

36. Si sic legatum, vel fideicommissum sit relictum, *si æstimaverit hæres, si comprobaverit, si justum putaverit* : et legatum, et fideicommissum debebitur : quoniam quasi viro potiùs bono ei commissum est, non in meram voluntatem hæredis collatum. l. 75. V. 1. l. 11. §. 7. de leg. 3. C. civ. 1174.

37. Falsa demonstratio non perimit legatum. l. 75. §. 1. in. fin. *Hæres meus Titio dato, quod ex testamento Sempronii debetur mihi* cùm jure novationis, quam legatarius idemque testator antè fecerat, legatum ex testamento non debeatur : placuit falsam demonstrationem legatario non obesse, nec in totum falsum videri, quod veritatis primordio adjuvaretur. l. 76. §. 3. ff. de legat. 2. Certo corpore legato, demonstratio falsa posita non perimit legatum, veluti si ita sit scriptum, *stichum quem ex venditione Titii emi*. Nam si neque emit, aut ex aliâ venditione emit, legatum nihilominùs valet. l. 10. ff. de auro arg. C. civ. 1110.

38. *Stichum aut Pamphilum, utrùm hæres meus volet, Titio dato* : si dixerit hæres Stichum se velle dare, Sticho mortuo libe-

rabitur : cùm autem semel dixerit hæres, utrùm dare velit, mutare sententiam non poterit. l. 84. §. 9. V. s. l. 5. v. l. 11. §. 1. de leg. 2. C. civ. 1193.

39. Filio pater quem in potestate retinuit, hæredi pro parte instituto, legatum quoque relinquit : durissima sententia est existimantium denegandum ei legati petitionem, si patris abstinuerit hæreditate : non enim impugnatur judicium ab eo, qui justis rationibus noluit negotiis hæreditariis implicari l. 87. l. 12. C. de legat.

40. Quidam testamento, vel codicillis, ita legavit, *aureos quadringentos Pamphilæ dari volo ita, ut infrà scriptum est : ab Julio auctore aureos tot, et in castris quos habeo, tot, et in numerato quos habeo, tot.* Post multos annos eâdem voluntate manente, decessit. Cùm omnes summæ in alios usus essent translatæ. *Quæro*, an debeatur fideicommissum? *Respondi*, verosimiliùs est, patrem familias demonstrare potiùs hæredibus voluisse, undè aureos quadringentos sine incommodo rei familiaris contrahere possint, quàm conditionem fideicommisso injecisse, quod initio purè datum esset : et ideò quadringenti Pamphilæ debebuntur l. 96.

Firmo Heliodoro fratri meo dari volo quinquaginta ex reditu prædiorum meorum futuri anni. Posteà propterea non videri conditionem additam, sed tempus solvendæ pecuniæ prolatum videri, respondit. Fructibus fini relictæ pecuniæ non perceptis, ubertatem esse necessariam anni secundi. l. 26. ff. quandò dies legat. C. civ. 1164.

41. In tacitis fideicommissis fraus legi fieri videtur, quoties quis neque testamento, neque codicillis rogaretur, sed domesticâ cautione, vel chirographo obligaret se ad præstandum fideicommissum ei qui capere non potest. l. 103.

42. Cùm quid tibi legatum, fideive tuæ commissum sit, ut mihi restituas, si quidem nihil præterea ex testamento capias, dolum malum duntaxat in exigendo legato : alioquin etiam culpam et mihi præstare debere existimavit. Sicut in contractibus fidei bonæ servatur, ut si quidem utriusque contrahentis commodum versetur, etiam culpa : sin unius solius, dolus malus tantummodò præstetur. l. 108. §. 12. V. l. 5. §. 2. ff. commod. C. civ. 896.

43. Si hæres generaliter servum, *quem ipse voluerit*, dare jussus, sciens furem dederit, isque furtum legatario fecerit, de dolo malo agi posse ait. Sed quoniam illud *verum est hæredem in hoc teneri, ut non pessimum det*, ad hoc tenetur ut et alium hominem præstet, et hunc pro noxæ deditione relinquat. l. 110. V. s. l. 37. C. civ. 1022.

44. Ineptas voluntates defunctorum circa sepulturam ; (veluti vestes aut si qua alia supervacua ut in funus impendantur) non valere, Papinianus scribit. l. 113. §. ult. C. civ. 900.

45. Placet non plus posse rogari quem restituere, quàm quantùm ei relictum est. l. 114. §. 3. in fin.

46. Ut quis hæredem instituat aliquem, rogari non potest :

planè senatus censuit perindè habendum, atque si rogasset hæreditatem restitui. l. 114. §. 6. C. civ. 896.

47. Divi Severus, et Antoninus rescripserunt, eos, qui testamento vetant, quid alienari, nec causam exprimunt propter quam id fieri velint, nisi invenitur persona cujus respectu hoc à testatore dispositum est, nullius esse momenti scripturam : quasi nudum præceptum relinquerint : quia talem legem testamento non possunt dicere. Quod si liberis, aut posteris, aut libertis, aut hæredibus, aut aliis quibusdam personis consulentes, ejusmodi voluntatem significarent, eam servandam esse. l. 114. §. 14. C. civ. 896.

48. Cùm pater filio hærede instituto, ex quo tres habuerat nepotes, fideicommisit, *ne fundum alienaret, et ut in familiâ relinqueret*, et filius decedens duos hæredes, instituit, tertium exhæredavit, fundum extraneo legavit. Divi Severus et Antoninus rescripserunt, verum esse non paruisse voluntati defuncti filium. l. 114. §. 15. Verum est in familiâ reliquisse, licèt uni reliquisset. d. l. 114. §. 17. in f. V. l. 94. de leg. 3.

49. Etiam hoc modo *cupio des*, *opto des*, *credo te daturum*, fideicommissum est. l. 115. V. l. 118.

In legatis vel fideicommissis necessaria non sit verborum observantia : ita ut nihil prorsùs intersit, quis talem voluntatem verborum casus exceperit, aut quis loquendi usus, effuderit. l. 21. C. de legat.

Omne verbum significans testatoris legitimum sensum legare vel fideicommittere volentis, utile atque validum est. Sive directis verbis, quale est, *jubeo* fortè, sive precariis utatur testator, quale est, *rogo, volo, mando, fideicommitto*. l. 2. C. comm. de legat. et fideicomm. C. civ. 1002.

50. *Legatum* est delibatio hæreditatis, quâ testator ex eo quod universum hæredis foret, alicui quod collatum velit. l. 116.

Legatum est donatio testamento relicta. l. 36. ff. de leg. 2. C. civ. 895, 967.

51. Hæreditas personæ defuncti qui eam reliquit, vice fungitur. l. 116. §. 3. C. civ. 724.

52. Fundus legatus talis debet dari, qualis relictus est : itaque sive ipse fundo hæredis servitutem debuit, sive ei fundus hæredis, licèt confusione dominii servitus extincta sit, pristinum jus restituendum est, et nisi legatarius imponi servitutem patiatur, petenti ei legatum exceptio doli mali opponetur. Si verò fundo legato servitus non restituetur, actio ex testamento superest. l. 116. §. ult. C. civ. 1018, 1038.

53. Si quid relictum sit civitatibus, omne valet, sive in distributionem relinquatur, sive in opus, sive in alimenta, vel in eruditionem puerorum, sive quid aliud. l. 117.

Civitatibus legari potest etiam quod ad honorem ornatumque civitatis pertinet. *Ad ornatum* putà quod ad instruendum forum,

theatrum, studium, legatum fuerit. *Ad honorem* putà, quod ad munus edendum, venationemve, ludos scenicos, ludos circenses (relictum fuerit), aut quod ad divisionem singulorum civium, vel epulum relictum fuerit: hoc ampliùs quod in alimenta infirmæ ætatis putà (senioribus, vel pueris, puellisque) relictum fuerit, ad honorem civitatis pertinere respondetur. l. 122. C. civ. 910.

54. Si servus *vetitus est à testatore rationes reddere*, non hoc consequitur, ut ne quod apud eum sit, reddat, et lucri faciat: sed ne scrupulosa inquisitio fiat, hoc est, ut negligentiæ ratio non habeatur, sed tantùm fraudium. l. 119.

55. Fructus ex fundo purè legato post aditam hæreditatem à legatario perceptos ad ipsum pertinere: colonum autem cum hærede ex conducto habere actionem. l. 120. §. 2. V. l. 32. ff. locat.

LIBER TRIGESIMUS UNUS.

Titulus I. — *De legatis et fideicommissis.*

1. In arbitrium alterius conferri legatum, veluti conditio potest. Quid enim interest, *si Titius Capitolium ascenderit*, mihi legetur, an *si voluerit*?

Sed cùm ita legatum sit pupillo sive pupillæ, *arbitrio tutorum*, neque conditio inest legato, neque mora. Cùm placeat, in testamentis legatum in alterius arbitrium collatum, pro viri boni arbitrio, quod injectum legato velut certam quantitatem exprimit, pro viribus videlicet patrimonii. l. 1. d. l. §. 1.

2. Neminem ejusdem rei legatæ sibi partem velle, partem nolle verius est. Sed duobus legatis relictis, unum quidem repudiare, alterum verò amplecti posse, respondetur. Sed si unum ex legatis onus habet, et hoc repellatur, non idem dicendum est. l. 4. l. 5. d. l. 5. §. 1.

3. Si quis servum hæredis, vel alienum legaverit et is fugisset, cautiones interponendæ sunt de reducendo eo: sed si quidem vivo testatore fugerit, expensis legatarii reducitur, si post mortem sumptibus hæredis. l. 8.

4. Si quis legaverit ex illo dolio amphoras decem, et sinon decem, sed pauciores inveniri possint, non extinguitur legatum, sed hoc tantummodò accipit, quod invenitur. l. 8. §. 2.

5. Si pecunia legata in bonis legantis non sit, solvendo tamen hæreditas sit, hæres pecuniam legatam dare compellitur, sive de suo, sive ex venditione rerum hæreditariarum, sive undè voluerit. l. 12. C. civ. 870, s.

6. Si hæres damnatus esset, decem uni ex libertis dare, et non constituerit cui daret, hæres omnibus eadem decem præstare cogendus est. l. 17. §. 1. V. inf. l. 67. §. 2. d. l. §. 7.

7. Onus probandi mutatam esse defuncti voluntatem ad (hæredem) pertinet, qui fideicommissum recusat. l. 22. in fin. C. civ. 1035, s. 1315.

8. Omnia quæ testamentis sine die, vel conditione ascribuntur, ex die aditæ hæreditatis præstantur. l. 32. C. civ. 1004, s. 1011, 1014, s.

9. Species nominatìm legatæ, si non reperiantur, nec dolo hæredis deesse probentur, peti ex eodem testamento non possunt. l. 32. §. 5. V. l. 6. ff. de aur. arg. mund. d. l. §. 1. C. civ. 1042.

10. In fideicommissum, quod familiæ relinquitur, hi ad petitionem ejus admitti possunt, qui nominati sunt, aut post omnes eos extinctos, qui nomine defuncti fuerint eo tempore quo testator moreretur, et qui ex his primo gradu procreati sint, nisi specialiter defunctus ad ulteriores voluntatem suam extenderit. l. 32. §. ult. V. l. 69. §. 3.

11. Legatorum petitio adversùs hæredes pro partibus hæreditariis competit : nec pro his qui solvendo non sunt, onerari cohæredes oportet. l. 33.

Pro hæreditariis partibus hæredes onera hæreditaria agnoscere, etiam in fisci rationibus, placuit : nisi intercedat pignus vel hypotheca. Tunc enim possessor obligatæ rei conveniendus est. l. 2. C. de hæred. act. C. civ. 1017.

12. Si ita sit scriptum, *filiabus meis centum aureos do* : an et masculini generis et fœminini liberis legatum videatur? Nam, si ita scriptum esset, *filiis meis hosce tutores do,* responsum est, etiam filiabus tutores datos esse : quod non est ex contrario accipiendum, ut filiarum nomine etiam masculi contineantur : *exemplo* enim *pessimum* est fœminino vocabulo etiam masculos contineri. l. 45.

Semper sexus masculinus etiam fœmininum sexum continet. l. 62. in f. de leg. 3.

13. Sempronius Proculus nepoti suo salutem. Binæ tabulæ testamenti eodem tempore exemplàrii causâ scriptæ, ut vulgò fieri solet, ejusdem patrisfamilias proferuntur. In alteris centum in alteris quinquaginta aurei legati sunt Titio : Quæris, utrùm et quinquaginta aureos, an centum duntaxat habiturus sit? Proculus respondit. In hoc casu (magis) hæredi parcendum est, ideòque utrumque legatum nullo modo debetur, sed tantummodò quinquaginta aurei. l. 47. C. civ. 1035, s.

14. Ut hæredibus substitui potest, ita etiam legatariis. l. 50. C. civ. 896.

15. Non oportet priùs de conditione cujusdam quæri, quàm hæreditas, legatumve ad eum pertineat. l. 52.

16. Sæpè confines fundos etiam suprà justam æstimationem interest nostrâ acquirere. l. 54.

17. Quod principi relictum est, qui antequàm dies legati cedat, ab hominibus ereptus est, ex constitutione Divi Antonini, successori ejus debetur. Si Augustæ legaveris, et ea inter homines esse desierit : deficit quod ei relictum est, sicut Divus Adrianus

in Plotinæ, et proximè imperator Antoninus in Faustinæ Augustæ personâ constituit, cùm ea antè inter homines esse desiit. Quàm testator decederet. l. 56 et l. 57.

18. Julianus ait, si alter ex legitimis hæredibus repudiasset portionem, cùm essent ab eo fideicommissa relicta : cohæredem ejus non esse cogendum fideicommissa præstare. Portionem enim ad cohæredem sine onere pertinere : sed post rescriptum Severi, quo fideicommissa ab instituto relicta à substitutis debentur, et hic quasi substitutus cum suo onere consequetur accrescentem portionem. l. 61. §. 1. C. civ. 785, s. 1044.

19. Unum ex familiâ, propter fideicommissum à se cùm moreretur relictum, hæres eligere debet : ei quem elegit frustrà testamento suo legat, quod posteaquàm electus est, ex alio testamento petere potest. l. 67.

Non enim facultas necessariæ electionis, propriæ liberalitatis beneficium est : quid est enim quod de suo videtur reliquisse, qui quod relinquit omnimodò reddere debuit. d. l. 67. §. 1.

20. Si cùm fortè tres ex familiâ essent ejus qui (*uni ex familiâ*) fideicommissum reliquit, eodem vel dispari gradu : satis erit uni reliquisse. Nam postquàm paritum est voluntati, cæteri conditione deficiunt. l. 67. §. 2.

21. *Rogo fundum cùm morieris restituas ex libertis cui voles*, quod ad verba attinet, ipsius erit electio : nec petere quisquam poterit, quamdiù præferri alius potest. Defuncto eo, priusquàm eligat, petent omnes. Itaque eveniet, ut quod uni datum est, vivis pluribus, unus petere non possit : sed omnes petant, quod non omnibus datum est. Et ita demùm petere possit unus, si solus moriente eo superfuit. l. 67. §. 7. C. civ. 896, s.

22. Si rem tuam, quam existimabam meam, te hærede instituto, Titio legem, non est Neratii Prisci sententiæ, nec constitutioni locus quâ cavetur, non cogendum præstare legatum hæredem. Nam succursum est hæredibus, ne cogerentur redimere quod testator suum existimans reliquit. Sunt enim magis in legandis suis rebus, quàm in alienis comparandis, et onerandis hæredibus faciliores voluntates : quod in hâc specie non evenit, cùm dominium rei sit apud hæredem l. 67. §. 8. V. s. de leg. 1. l. 39. §. 7. §. 4. inst. de legat.

Hæredum etiam res proprias per fideicommissum relinqui posse non ambigitur. l. 25. C. de fideic.

23. Si omissa fideicommissi verba sunt, et cætera quæ leguntur, cùm his, quæ scribi debuerant, congruant, rectè datum, et minùs scriptum, exemplo institutionis legatorumque intelligitur, quam sententiam optimus quoque imperator noster Severus secutus est. l. 67. §. 9.

Verbum *volo* licèt desit, tamen quia additum perfectum sensum facit, pro adjecto habendum est. l. 10. C. de fidei. C. civ. 967.

24.

24. Item *Marcus imperator* rescripsit, verba quibus testator ita caverat, *non dubitare se quodcunque uxor ejus cepisset, liberis suis se reddituram*, pro fideicommisso accipienda. Quod rescriptum summam habet utilitatem, ne scilicet honor benè transacti matrimonii, fides etiam communium liberorum decipiat patrem, qui meliùs de matre præsumpserat. Et ideò princeps providentissimus, et juris religiosissimus, cùm fideicommissi verba cessare animadverteret, eum sermonem pro fideicommisso rescripsit accipiendum. l. 67. §. ult. V. s. de leg. 1. l. 115. C. civ. 1091, s.

25. Fratre hærede instituto petit, *ne domus alienaretur, sed ut in familiâ relinqueretur*, si non paruerit hæres voluntati, sed domum alienaverit, vel extero hærede instituto decesserit, omnes fideicommissum petent qui in familiâ fuerunt. Quid ergò, si non sint ejusdem gradûs? Ita res temperari debet : ut proximus quisque primo loco videatur invitatus. l. 69. §. 3. V. l. 32. §. ult.

26. Pro parte hæres institutus cui præceptiones erant relictæ, post diem legatorum cedentem, ante aditam hæreditatem vitâ decessit partem hæreditatis ad cohæredes substitutos pertinere placuit, præceptionum autem portiones, quæ pro parte cohæredum constiterunt, ad hæredes ejus transmitti. l. 75. §. 1. l. 19. ff. de opt. leg. V. 1. l. 80. et tit. quand. dies leg. ced.

27. Dominus, hærede fructuario scripto, fundum sub conditione legavit, voluntatis ratio non patitur, ut hæres ex causâ fructûs emolumentum retineat : diversum in cæteris prædiorum servitutibus, quas hæres habuit, responsum est, quoniam fructus portionis instar obtinet. l. 76. §. 2.

28. Pater cum filiâ pro semisse hærede institutâ, sic testamento locutus fuerat : *peto, cùm morieris, licèt alios quoque filios susceperis, Sempronio nepoti meo plus tribuas in honorem nominis mei*, necessitas quidem restituendi nepotibus viriles partes præcedere videbatur : sed moderandæ portionis, quam majorem in unius nepotis personam conferri voluit, arbitrium filiæ datum. l. 76. §. 5.

29. Non jure tutori dato mater legavit, si consentiat, ut decreto prætoris confirmetur, et prætor non idoneum existimet, actio legati (non) denegabitur. l. 76. §. 6. V. l. 8. C. de legat.

30. Eorùm quibus mortis causâ donatum est, fideicommitti quoquo tempore potest. Quod fideicommissum hæredes salvâ falcidiæ ratione, quam in his quoque donationibus exemplo legatorum locum habere placuit, præstabunt. l. 77. §. 1.

31. Si pars donationis fideicommisso teneatur, fideicommissum quoque munere falcidiæ fungetur. Si tamen alimenta præstari voluit collationis totum onus in residuo donationis esse respondendum erit ex defuncti voluntate, qui de majore pecuniâ præstari non dubiè voluit integra. l. 77. §. 1. in fine.

32. Evictis prædiis, quæ pater, qui se dominum esse credi-

derit, verbis fideicommissi filio reliquit, nulla cum fratribus et cohæredibus actio erit. Si tamen inter filios divisionem fecit arbiter, conjecturâ voluntatis non patietur eum partes cohæredibus prælegatas restituere, nisi parati fuerint, et ipsi patris judicium fratri conservare. d. l. 77. §. 8. V. l. 71. §. 1. de legat. 1. C. civ. 883, s.

33. A filiâ pater petierat, ut, *cui vellet ex liberis suis prædia cùm moreretur restitueret*, uni ex liberis suis prædia fideicommissa viva donavit : non esse electionem, propter incertum diem fideicommissi, certæ donationis videbatur. Nam in eum destinatio dirigi potest, qui fideicommissum inter cæteros habiturus est, remotâ matris electione. l. 77. §. 10. V. 1. de leg. 3. l. 41. §. 12 et l. 12. C. de fideic.

34. Hæreditatem post mortem suam rogati restituere, nominum periculo, quæ per divisionem obtigerunt, inter cohæredes interpositis delegationibus, non adstringuntur : non magis quàm prædiorum, cùm permutatio rerum discernens communionem interveniet. l. 77. §. 18. V. l. 4. ff. de hæred. vel act. vend. l. 74. in. f. ff. de evict.

35. Filius matrem hæredem scripserat, et fideicommissa tabulis data cum jurisjurandi religione præstari rogaverat, cùm testamentum nullo jure factum esset, nihilominùs matrem legitimam hæredem cogendam præstare fideicommissa respondi, nam enixæ voluntatis preces ad omnem successionis speciem porrectæ videbantur. l. 77. §. 23. V. 1. l. 81. et s. qui test. fac. poss. l. 29.

36. Cùm post mortem emptoris, venditionem reipublicæ prædiorum optimus maximusque princeps noster Severus Augustus rescindi, hæredibus pretio restituto, jussisset : de pecuniâ legatario, cui prædium emptor ex eâ possessione legaverat, conjecturâ voluntatis, pro modo æstimationis, partem solvendam esse respondi. l. 78. §. 1. C. civ. 1017.

37. Legatum ita dominium rei legatarii facit, ut hæreditas hæredis res singulas : quod eò pertinet, ut si purè res relicta sit, et legatarius non repudiavit defuncti voluntatem, rectâ viâ dominium, quod hæreditatis fuit, ad legatarium transeat, nunquàm factum hæredis. l. 80.

Ea quæ legantur rectâ viâ ab eo qui legavit ad eum cui legata sunt transeunt. l. 64. in fine ff. de furt. V. s. l. 75. §. 1. C. civ. 1014, s.

38. Si quis testamento facto, à filiis suis, quos hæredes instituisset, fideicommissa reliquisset, non ut à legitimis hæredibus, sed ut à scriptis, et testamentum aliquo casu irritum factum sit filii ab intestato venientes fideicommissa ex testamento præstare compelli non possunt. l. 81.

39. *Gaius Seius pronepos meus hæres mihi esto ex semisse bonorum meorum, exceptâ domo meâ et paternâ in quibus habito*,

cum omnibus quæ ibi sunt. Quæ omnia scias ad portionem hæreditatis, quam tibi dedi non pertinere. Quæro, cùm sit in his domibus argentum, nomina debitorum, supellex mancipia, an hæc omnia, quæ illic inveniuntur, ad alios hæredes institutos debeant pertinere? Paulus respondit, nomina debitorum non contineri, sed omnium esse communia : in cæteris verò nullum pronepoti locum esse. l. 86. C. civ. 536.

40. Titia Seio tesseram frumentariam comparari voluit post diem trigesimum à morte ipsius. Quæro cùm Seius vivâ testatrice tesseram frumentariam ex causâ lucrativâ habere cœpit, nec possit id quod habet petere, an ei actio competat? Paulus respondit, ei de quo quæritur pretium tesseræ præstandum, quoniam tale fideicommissum magis in quantitate, quàm in corpore consistit. l. 87.

Quæro, cùm corpora legata etiam nunc ex lucrativâ causâ possideantur, an à substitutis peti possint? Respondi, non posse. l. 88. §. 7. in fin. V. l. 34. §. 1. et seq. de leg. 1.

Fideicommissum relictum, et apud eum cui relictum est, ex causâ lucrativâ inventum, extingui placuit, nisi defunctus æstimationem quoque ejus præstari voluit. l. 21. §. 1. de leg. 3.

41. *Lucius Titius hoc meum testamentum scripsi sine ullo jurisperito, rationem animi mei potiùs secutus, quàm nimiam et miseram diligentiam : et si minùs aliquid legitimè, minùsve peritè fecero, pro jure legitimo haberi debet hominis sani voluntas.* Deindè hæredes instituit. Quæsitum est, intestati ejus bonorum possessione petitâ, an portiones adscriptæ ex causâ fideicommissi peti possunt? Respondi, secundùm ea quæ proponerentur posse. l. 88. §. ult.

LIBER TRIGESIMUS SECUNDUS.

Titulus 1. — *De legatis et fideicommissis.*

1. Sciendum est autem, eorum fideicommitti (quem) posse, ad quos aliquid perventurum est morte ejus, vel dùm eis datur, vel dùm eis non adimitur. Nec tantùm proximi bonorum possessoris, verùm inferioris quoque fideicommittere possumus, sed et ejus qui nondùm natus est (fideicommitti posse), si modò nobis successurus sit. l. 1. §. 6. 7. et 8.

2. Si ita adscriptum fuerit, *si fueris arbitratus, si putaveris, si æstimaveris, si utile tibi fuerit visum, vel videbitur*, debebitur. Non enim plenum arbitrium voluntatis hæredi dedit, sed quasi viro bono commissum relictum. l. 11. §. 7. V. s. l. 75. de leg. 1.

In testamentis legatum in alterius arbitrium collatum, pro viri boni arbitrio accipi. l. 1. §. 1. de legat. 2.

3. Si rem suam testator legaverit, eamque necessitate urgente alienaverit, fideicommissum peti posse, nisi probetur adimere ei

testatorem voluisse : probationem autem mutatæ voluntatis ab hæredibus exigendam. l. 11. §. 12.

Si rem suam legaverit testator, posteàque eam alienaverit, Celsus putat, si non adimendi animo vendidit, nihilominùs deberi. Idemque Divi Severus et Antoninus rescripserunt. §. 12. inst. de leg. C. civ. 1038.

Cur non incumbet legatario onus probandi, non mutatam voluntatem, cùm ipsa alienatio sit argumentum mutationis ? Cæterùm non admitterentur jure nostro hujuscemodi probationes. V. l. 8. de legat. 1.

4. Qui post testamentum factum prædia quæ legavit, pignori vel hypothecæ dedit, mutasse voluntatem circà legatariorum personam non videtur. Et ideò (etiam) si in personam actio electa est, rectè placuit, ab hærede prædia liberari. l. 3. C. de leg.

Prædia obligata per legatum vel fideicommissum relicta, hæres luere debet maximè cùm testator conditionem eorum non ignoravit : aut si scisset, legaturus tibi aliud quod non minùs esset, fuisset. Si verò à creditore distracta sunt, pretium hæres exsolvere cogitur, nisi contraria voluntas defuncti ab hærede ostendatur. l. 6. C. de fideic. C. civ. 1020.

5. Cùm per fideicommissum aliquid relinquitur, ipsum præstandum quod relictum est : cùm verò ipsum præstari non potest, æstimationem esse præstandam. l. 11. §. 17.

Sed si cui legatum relictum est, *ut alienam rem redimat, vel præstet* : si redimere non possit, quod dominus non vendat, vel immodico pretio vendat, justam æstimationem inferat. l. 14. §. 2.

Si ædes alienas ut dares damnatus sis, neque eas ullâ conditione emere possis, æstimare judicem oportere, Ateius scribit, quàm ædes sint, ut pretio soluto hæres, liberetur. Idemque juris est, et si potuisses emere, non emeres. l. 30. in f. eod.

6. In fideicommissis præcipuè spectanda, servandaque testatoris voluntas. l. 11. §. 19. in f.

7. Ex imperfecto testamento legata, vel fideicommissa imperatorem vindicare, inverecundum est : decet enim tantæ majestati eas servare leges quibus ipse solutus esse videtur. l. 23. Charte, 1.

8. Cùm in verbis nulla ambiguitas est, non debet admitti voluntatis quæstio. l. 25. §. 1. V. 1. l. 69.

9. Is qui fideicommissum debet, post moram non tantùm fructus : sed etiam omne damnum quo adfectus est, fideicommissarius præstare cogitur. l. 26.

Legatorum seu fideicommissorum usuras ex eo tempore quo lis contestata est, exigi posse manifestum est : sed et fructus rerum similiter præstari solent. l. 1, C. de usur. et fr. legat.

In legatis et fideicommissis fructus post litis contestationem,

non ex die mortis consequuntur : sive in rem, sive in personam agatur. l. ult. C. eod. C. civ. 1011, 1014, s.

10. Nec fideicommissa ab intestato data debentur ab eo cujus de inofficioso testamento constitisset, quia crederetur quasi furiosus testamentum facere non potuisse : ideòque nec aliud quid pertinens ad suprema ejus judicia valet. l. 36.

Si contigerit in quibusdam talibus testamentis quædam legata vel fideicommissa relinqui, vel quælibet alia capitula concessa legibus nominari, ea omnia jubemus adimpleri. Nov. 115. C. 3. in f. et cap. 4. in f.

11. Fideicommisit ejus cui duo millia legavit, in hæc verba : *à te Petroni peto uti ea duo (millia) solidorum reddas collegio cujusdam templi* : *quæsitum est* cùm id collegium posteà dissolutum sit, utrùm legatum ad Petronium pertineat, an verò apud hæredem remanere debeat. Respondit Petronium jure petere, utiquè si per eum non stetit parere defuncti voluntati. l. 38. §. 6.

12. Seium maritum scripsit hæredem, eique substituit Appiam alumnam, fideique hæredis commisit, *ut post mortem suam hæreditatem eidem alumnæ restitueret : aut si quid antè contigisset alumnæ, tunc Valeriano fratris filio restitueret eamdem hæreditatem. Quæsitum est*, si Seius vivus quidquid ad eum ex hæreditate pervenisset, alumnæ restituisset, an secundùm voluntatem defunctæ id fecisse videretur, præsertìm cùm hæc eidem substituta esset? Respondit, si vivo Seio Appia decessisset, non esse liberatum à fideicommisso Valeriano relicto. l. 41. §. 12. V. s. de leg. 2. l. 77. §. 10.

13. Si filiæ pater dotem arbitratu tutorum dari jussisset, Tubero perindè hoc habendum ait, ac si viri boni arbitratu legatum sit. Labeo quærit, quemadmodùm apparet, quantam dotem cujusque filiæ boni viri arbitratu constitui oportet? Ait id non esse difficile ex dignitate, ex facultatibus, ex numero liberorum testamentum facientis æstimare. l. 43.

14. Si fundus legatus sit *cum his quæ ibi erunt*, quæ ad tempus ibi sunt, non videntur legata. Et ideò pecuniæ quæ fœnerandi causâ ibi fuerunt, non sunt legatæ. l. 44.

Nec quod casu abesset minùs esse legatum, nec quod casu ibi sit magis esse legatum. l. 86. C. civ. 517, s. 536.

15. Quod in usu frequentissimè versatur, ut in legatis uxoris adjiciatur, *quod ejus causâ parata sint*, hanc interpretationem obtinuit, quod magis uxoris (causâ) quàm communis promiscuique usûs causâ paratum foret. l. 45.

16. Non aliter à significatione verborum recedi oportet, quàm cùm manifestum est aliud sensisse testatorem. l. 69. V. s. l. 25. §. 1.

Cùm enim manifestissimus est sensus testatoris, verborum interpretatio nusquàm tantùm valeat, ut melior sensu existat. l. 3. in f. C. de lib. præter. vel. exhæred. C. civ. 967, 1156, s.

17. Conjunctim hæredes institui, aut conjunctim legari, hoc est, totam hæreditatem, et tota legata singulis data esse : partes autem concursu fieri. l. 80. V. s. l. 16. de legat. 1. l. 34. §. 9. eod. et l. 3. ff. de usufr. accresc. C. civ. 1044, s.

18. Et fideicommissum, et mortis causâ donatio appellatione legati continentur. l. 87. C. civ. 967.

19. Lanâ legatâ vestem, quæ ex eâ facta sit deberi non placet. Sed et materiâ legatâ, navis, armariumve ex eâ factum, non vindicitur. *Nave* autem legatâ dissolutâ, neque materia, neque navis debetur. l. 88. d. l. §. 1. et 2.

Mortuo bove, qui legatus est, neque corium, neque caro debetur. l. 49. ff. de leg. 2.

20. Re conjuncti videntur non etiam verbis, cùm duobus separatìm eadem res legatur. Item verbis, non etiam re, *Titio et Seio fundum æquis partibus do, lego.* l. 89. V. l. 142. de verb. signif. C. civ. 1044, s.

21. *Titio Seiana prædia sicuti comparata sunt, do, lego,* cùm essent Gabiniana quoque simul uno pretio comparata, non sufficere solum argumentum emptionis respondit : sed inspiciendum an litteris et rationibus appellatione Seianorum, Gabiniana quoque continentur, et utriusque possessionis confusi reditus, titulo Seianorum accepto lati essent. l. 91. §. 3.

22. Qui domum possidebat, hortum vicinum ædibus comparavit, ac posteà domum legavit. Si hortum domus causâ comparavit, ut amæniorem domum ac salubriorem possideret, aditumque in eum per domum habuit et ædium hortus additamentum fuit, domûs legato continebitur. l. 95. §. 5. C. civ. 1019.

23. Collegio fabrorum *fundum cum sylvis quæ ei cedere solent, uti optimus maximusque esset,* legavit : quæro an, ea quoque, quæ in diem mortis ibi fuissent (id est fœnum, papulum, palea, item machinæ, vasa vinaria, id est, cuppæ, et dolia quæ in cellâ defixa sunt, item granaria) legata essent? Respondit, non rectè peti quod legatum non esset. l. 93. §. 4. C. civ. 517, s.

24. Si alii vernæ, alii cursores legati sunt, siquidem et cursores sint, cursoribus cedent. Semper enim species generi derogat. l. 99. §. ult. V. l. 80. de reg. jur. V. l. 15. inf. de pecul. leg.

25. Alumno præcepit militiam his verbis : *Sempronio alumno meo illud et illud, et cùm per ætatem licebit, militiam illam cum introitu comparari volo, huic quoque omnia integra.* Quæsitum est, si Sempronius eam militiam sibi comparaverit, an pretium ejus, sed et id, quod pro introitu erogari solet, ex causâ fideicommissi ab hæredibus consequi possit? Respondit, secundùm ea quæ proponerentur, posse. l. 102. §. 2.

Quæro, cùm corpora legata etiam nunc ex lucrativâ causâ possideantur, an substituto peti possint? Respondi, non posse. l. 88. §. 7. in f. h. t.

Fideicommissum relictum, et apud eum, cui relictum est, ex causâ lucrativâ inventum, extingui placet, nisi defunctus æstimationem quoque ejus præstari voluit. l. 21. §. 1. h. c.

26. Filia legatorum non habet actionem, si ea quæ ei (in) testamento reliquit (vivus) pater posteà in dotem dederit. l. 11. C. de legat. C. civ. 843, s.

27. Etsi inutiliter fideicommissum relictum sit, tamen si hæredes compertâ voluntate defuncti prædia ex causâ fideicommissi avo tuo præstiterunt, frustrà ab hæredibus ejus de eâ re quæstio tibi movetur : cùm non ex eâ solâ scripturâ, sed ex conscientiâ relicti fideicommissi, defuncti voluntati satisfactum esse videatur. l. 2. C. de deic. C. civ. 783.

28. Post mortem suam rogatam restituere hæreditatem defuncti judicio, et antequàm fati munus impleat, posse satisfacere, id est, restituere hæreditatem quartâ parte vel retentâ, vel omissâ, si voluerit, explorati juris est. l. 12. C. de fideic. V. s. l. 41. §. 12. et l. 77. §. 10. de leg. 2.

29. Quæ ex fideicommisso, sive puro, sive conditionali restituenda sunt, nec alienare potest hæres, nec pignori dare. l. 3. §. 2. et 3. c. comm. de leg.

Minuitur fideicommissum, quo filii onerantur, retentione propter legitimam, et ex causâ dotis et antenuptialis donationis. Ex Nov. 39. in Præfat. et c. 1. V. 1. l. 22. §. 4. ad Senat. Trebell.

LIBER TRIGESIMUS TERTIUS.

TITULUS 1. — *De annuis legatis et fideicommissis.*

1. Si *in singulos annos* alicui legatum sit, Sabinus (cujus sententia vera est) plura legata esse ait, et primi anni purum, sequentium conditionale : videri enim hanc inesse conditionem, *si vivat*, et ideò, mortuo eo, ad hæredem legatum non transire. l. 4.

In annalibus legatis vel fideicommissis, quæ testator non solùm certæ personæ, sed et ejus hæredibus præstari voluit, eorum exactionem omnibus hæredibus, et eorum hæredum hæredibus servari, pro voluntate testoris præcipimus. l. 22. C. de legat.

2. *A vobis quoque cæteri hæredes peto, ut uxori meæ præstetis, quoad vivet, annuos decem aureos.* Uxor supervixit marito quinquennio, et quatuor mensibus. Quæro, an hæredibus ejus sexti anni legatum integrum debeatur? Modestinus respondit, integri sexti anni legatum deberi. l. 5. l. 8. l. 22. eod. l. 11. ff. de usu et usufr. et red.

Si competenti judici annua legata vel fideicommissa tibi relicta probaveris, ab initio cujusque anni exigendi ea habebis facultatem. l. 1. C. quand. dies legat. vel fid. ced. C. civ. 1969, 1977.

3. In testamentis quædam scribuntur, quæ ad auctoritatem duntaxat scribentis referuntur, nec obligationem pariunt. Hæc autem

talia sunt: si te hæredem solum instituam, et scribam, *uti monumentum mihi certâ pecuniâ facias*: nullam enim obligationem ea scriptura recipit, sed ad auctoritatem meam conservandam poteris, si velis, facere: aliter atque si, cohærede tibi dato, idem scripsero. Nam sive te solum damnavero *uti monumentum facias*, cohæres tuus agere tecum poterit familiæ erciscundæ, uti facias : quoniam interest illius. Quin etiamsi utrique jussi estis hoc facere, invicem actionem habebitis. l. 7. V. l. 21. §. 4. h. tit.

Si quis Titio decem legaverit, et rogaverit, *ut ea restituat Mævio*, Mæviusque fuerit mortuus, Titii commodo cedit, non hæredis, nisi duntaxat *ministrum* Titium elegit. l. 17. ff. de leg. 2. V. l. 96. §. 3. de leg. 1. l. 107. eod. l. 7. ff. Si cui plus quàm per leg. falc. l. 8. ff. de alim. vel cib. leg.

Si testator designaverit per quem desiderat redemptionem fieri captivorum, is qui specialiter designatus est, legati vel fideicommissi habeat exigendi licentiam, et pro suâ conscientiâ votum adimpleat testatoris. l. 28. §. 1. C. de episc. et cler. V. Nov. Leon. 68. C. civ. 1025, s.

4. Non semper voluntas aut jussum (*testatoris*) conservari debet : veluti si prætor doctus sit, non expedire, pupillum eò morari, ubi pater jusserit, propter vitium, quod pater fortè ignoravit in eis personis esse, apud quas morari jussit. Si autem pro cibariis eorum in annos singulos aurei decem relicti sint, sive hoc sermone significantur apud quos morari mater pupillos voluerit : sive ita acceperimus hunc sermonem significantur apud quos morari mater pupillos voluerit : sive ita acceperimus hunc sermonem ut ipsis filiis id legatum debeatur utile erit, et magis enim est, ut providentiâ filiorum suorum hoc fecisse videatur. Et in omnibus ubi auctoritas sola testatoris est, neque omnimodò spernenda, neque omnimodò observanda est : sed interventu judicis hæc omnia debent, si non ad turpem causam feruntur, ad effectum perduci. l. 7. in fin.

5. *Seio amico fidelissimo, si voluerit; sicut meis negotiis interveniebat, eodem modo filiorum meorum intervenire, annuos senos aureos, et habitationem quâ utitur, præstari volo.* Non ideò minùs annua Seio pro parte hæreditariâ viventis filiæ deberi placuit, quod ex tribus filiis Titiæ duo aliis hæredibus institutis vitâ decesserunt, cùm tam labor, quàm pecunia divisionem reciperent. l. 10.

6. Mævia nepotem ex Mævio puberem hæredem instituit, et Lucio Titio ita legavit: *Lucio Titio viro bono cujus obsequio gratias ago, dari volo annuos quandiù vivat aureos decem, si rebus nepotis mei interveniat, omnemque administrationem rerum nepotis mei ad sollicitudinem suam revocarit.* Quæro cùm Lucius Titius aliquo tempore Mævii negotia gesserit, et per eum non stet quominùs gerat; Publius autem Mævius nollet eum administrare, an fideicommissum debeat præstari : Respondi, si non propter fraudem,

aliamve quam justam causam, improbandæ operæ causâ remotus esset à negotiis quæ administrare, secundùm defuncti voluntatem, vellet, percepturum legatum. l. 13. C. civ. 900.

7. Si cui annuum fuerit relictum, sine adjectione summæ, nihil videri huic adscriptum Mela ait, sed est verior Nervæ sententia, quod testator præstare solitus fuerat, id videri relictum : si minùs ex dignitate personæ statui oportebit. l. 14. C. civ. 1161.

8. Javolenus, eum qui rogatus *post decem annos restituere pecuniam*, ante diem restituerat : Respondit, si propter capientis personam, quod rem familiarem tueri non posset, in diem fideicommissum relictum probetur, et perdituro ei id hæres ante diem restituisset, nullo modo liberatum esse. Quod si tempus hæredis causâ prorogatum esset, ut commodum medii temporis ipse sentiret, liberatum eum intelligi : nam et plus eum præstitisse, quàm debuisset. l. 15.

9. Legatum ita est : *Atticæ donec nubat quinquaginta damnas esto hæres meus dare*, neque adscriptum est, in *annos singulos*, Labeo Trebatius præsens legatum deberi putat. Sed rectiùs dicetur, in legatum in annos singulos deberi. l. 17. V. l. 19. §. 1. C. civ. 1156, s.

10. *Vini falerni, quod domi nascetur, quot annis in annos singulos binos culcos hæres meus Attio dato.* Etiam pro eo anno quo nihil vini natum est, deberi duos culeos : si modò ex vindemiâ cæterorum annorum dari possit. l. 17. §. 1.

Ex eo vino quod in illo fundo nascetur, hæres meus amphoras decem quot annis in annos singnlos dato, quo anno natum non fuisset, ex superiore anno ejus fundi eum numerum amphorarum hæredem daturum, Sabinus existimat : quæ sententia, si voluntas non adversetur, mihi quoque placet. l. 13. ff. de trit. vin. vel. ol. leg.

11. Annua his verbis legavit, *Si morarentur cum matre meâ quam hæredem ex parte institui.* Quæsitum est, an, mortuâ matre, conditio adposita defecisse videatur, ac per hoc neque cibaria, neque vestiaria his debeantur? Respondit, secundùm ea quæ proponerentur, deberi. l. 20.

Imperator Antoninus Pius libertis Sextiæ Basiliæ : quamvis verba testamenti, ita se habeant : *ut, quoad cum Claudio justo morati essetis, alimenta et vestiarium legata sint :* tamen hanc fuisse defunctæ cogitationem interpretor, ut et post mortem justi eadem vobis præstari voluerit, respondit. Ejusmodi scripturam ita accipi, ut necessitas alimentis præstandis perpetuò maneat. l. 13. §. 1. ff. de alim. vel cib. legat. l. 20. in f. eod. l. 1. C. de legat. C. civ. 1175.

12. Liberto suo ita legavit : *prestari volo Philoni, usquè dùm vivet, quinquagesimam omnis reditûs, quæ prædiis à colonis vel emptoribus fructûs ex consuetudine domûs meæ præstantur :* hæredes prædia vendiderunt, ex quorum reditu quinquagesima relicta est. Quæsitum est, an pretii usuræ quæ ex consuetudine in pro-

vinciá præstarentur, quinquagesima debeatur? respondit, reditûs duntaxat quinquagesimas legatas, licèt prædia vindita sunt. l. 21. C. civ. 599, 621.

13. A liberto, cui fundum legaverat ferentem annua sexaginta, per fideicommissum dederat Pamphilæ annua dena. Quæsitum est, si lex falcidia liberto legatum minuerit, an Pamphilæ annua dena, Quæsitum est, si lex falcidia liberto legatum minuerit, an Pamphilæ quoque annuum fideicommissum minutum videatur, cùm ex reditu legata sint, qui largitur, etiamsi falcidia partem dimidiam fundi abstulerit, annuam Pamphilæ præstationem? Respondit, secundùm ea quæ proponerentur, non videri minutum : nisi si alia mens testatoris probaretur. l. 21. §. 1. V. l. 32. §. 4. ff. ad. leg. falc.

14. Pater duos filios æquis ex partibus instituit hæredes, majorem, et minorem, qui etiam impubes erat. Et in partem ejus certa prædia reliquit : et cùm quatuordecim annos impleverit, certam pecuniam ei legavit, idque fratris ejus fideicommisit, à quo petit in hæc verba : *à te peto Sei, ut ab annis duodecim ætatis ad studia liberalia fratris tui inferas matri ejus annua tot usque ad annos quatuordecim: eo ampliùs tributa fratris tui pro censu ejus dependas, donec bona restituas, et ad te reditus prædiorum illorum pertineant, quoad perveniat frater tuus ad annos quatuordecim.* Quæsitum est, defuncto majore fratre, hærede alio relicto : utrùm omnis conditio percipiendi reditûs fundorum anniversaria præstetur, et alia quæ præstaturus esset, si viveret Seius, ad hæredem ejus transierint : an verò id omne protinùs ad pupillum, et tutores transferri debeat? Respondit, secundùm ea quæ proponerentur, intelligitur testator quasi cum tutore locutus, ut tempore, quo tutela restituenda est, hæc quæ pro annuis præstari jussisset, percipiendisque fructibus, finiantur. Sed cùm major frater morte præventus est, omnia quæ relicta sunt, ad pupillum, et tutores ejus confestìm post mortem fratris transisse. l. 21. §. ult. C. civ. 620.

15. Cùm quidam decurionibus divisiones dari voluisset die natalis sui : Divi Severus et Antonnius rescripserunt, non esse verisimile, testatorem de uno anno sensisse, sed de perpetuo legato. l. 23.

TITULUS II. — *De usu et usufructu (et reditu,) et habitatione, et operis, per legatum, vel fideicommissum datis.*

1 Si ususfructus municipibus legatus erit, quæritur, quousquè in eo usufructu tuendi sint : nam si quis eos perpetuò tuetur, nulla utilitas erit nudæ proprietatis, semper abscedente usufructu. Undè centum annos observandos esse constat, qui finis vitæ longissimus esset. l. 8. V. l. 68. ff. ad leg. falc. V. s. de usurf. et quemadm. l. 56. C. civ. 619.

2. Si ab eo, cui legatus esset ususfructus, fideicommissum fuerit relictum : licèt ususfructus ad legatarium non pervenerit, hæres tamen penès quem ususfructus remanet, fideicommissum præstat. l. 9.

3. Qui duos fundos habebat, unum legavit, et alterius fundi usumfructum alii legavit : Quæro si fructuarius ad fundum aliundè viam non habeat, quàm per illum fundum, qui legatus est, an fructuario servitus debeatur? Respondit, quemadmodùm si in hæreditate esset fundus, per quem fructuario potest præstari via, secundùm voluntatem defuncti videtur id exigere ab hærede, ita et in hâc specie non aliter concedendum esse legatario fundum vindicare nisi priùs jus transeundi usufructuario præstet : ut hæc forma in agris servetur, quæ vivo testatore obtinuerit, sive donec ususfructus permanet, sive dùm ad suam proprietatem redierit. l. 15. §. 1. C. civ. 682, s.

4. Legatum civitati relictum est, *ut ex reditibus quot annis in eâ civitate, memoriæ conservandæ defuncti gratiâ, spectaculum celebretur*, quod illic celebrari non licet. Quæro, quid de legato existimes? Modestinus respondit : cùm testator spectaculum edi voluerit in civitate, sed tale, quod ibi celebrari non licet, iniquum esse, hanc quantitatem quam in spectaculum defunctus destinaverit, in lucro hæredum cedere : igitur adhibitis hæredibus, et primoribus civitatis dispiciendum est, in quam rem debeat converti fideicommissum, ut memoria testatoris alio et licito genere celebretur. l. 16. C. civ. 900.

5. Quæro si ususfructus fundi legatus est, et eidem fundo indictiones temporariæ indictæ sint, quid juris sit? Paulus respondit, idem juris esse, et in his speciebus quæ posteà indicuntur, quod in vectigalibus dependendis responsum est : ideòque hoc onus ad fructuarium pertinet. l. 28. C. civ. 608, s.

6. *Uxori usumfructum domuum, et omnium rerum quæ in his omnibus erant, excepto argento, legaverat, item usumfructum fundorum, et salinarum.* Quæsitum est, an lanæ cujusque coloris, mercis causâ paratæ, item purpuræ, quæ in domibus erant, ususfructus ei deberetur? Respondit, excepto argento, et his quæ mercis causâ comparata sunt, cæterorum omnium usumfructum legatariam habere. l. 32. §. 2.

7. Sticho testamento manumisso fundi ususfructus erat legatus : et, cùm is uti, fruique desiisset, fidei hæredum testator commisit, uti eum fundum darent Lucio Titio : sed Stichus testamento suo ejusdem fundi proprietatem nepotibus suis legavit : et hæredes Stichi ex testamento ejus legatariis nepotibus eum fundum tradiderunt. Quæsitum est, cùm nepotes legatarii ignoraverint conditionem fundi suprà scripti priore testamento datam, et plus quàm tempore statuto possederint, an eum fundum sibi acquisierint. Respondit secundùm ea quæ proponerentur, legatarios sibi acquisisse. l. 36. C. civ. 2219, s.

8. In fructu id esse intelligitur, quod ad usum hominibus inductum est : neque enim maturitas naturalis hìc spectanda est : sed id tempus, quo magis colono dominove eum fundum tollere

expedit. Itaque cùm olea immatura plus habeat reditus, quàm si matura legatur, non potest videri si immatura lecta est, in fructu non esse. l. 42. C. civ. 578.

Titulus III. — *De servitute legatâ.*

1. Si is qui duas ædes habebat una, mihi, alteras tibi legavit, et medius paries, qui utrasque ædes distinguat, intervenit : eo jure eum communem nobis esse existimo. l. 4. C. civ. 653, s.

2. Pater filiæ domum legavit, *eique per domus hæreditarias jus transeundi præstari voluit.* Si filia domum suam habitet, viro quoque jus transeundi præstabitur : alioquin filiæ præstari non videbitur. Quod si quis non usum transeundi personæ datum, sed legatum servitutis esse plenum intelligat : tantumdem juris ad hæredem quoque transmittetur : quod hic nequaquàm admittendum est : ne quod affectu filiæ datum est, et hoc ad exteros ejus hæredes transire videatur. l. 6.

Titulus IV. — *De dote prælegatâ.*

1. Ei quæ dotem nullam habebat, vir sic legaverat : *quanta pecunia dotis nomine, et reliqua pro ea quinquaginta hæres dato:* deberi ei legatum Ofilius, Cascellius, item et Servii auditores retulerunt, perindè habendum esse, ac si servus alicui mortuus, aut pro eo centum legata essent. Quod verum est, quia his verbis non dos ipsa, sed pro dote pecunia legata videtur. l. 6. §. 1.

Titulus V. — *De optione vel electione legatâ.*

1. Quoties servi electio vel optio datur, legatarius optabit quem velit. Sed et homine generaliter legato, arbitrium eligendi quem acciperet ad legatarium pertinet. l. 2. d. l. §. 1. V. l. 20. de legat. 1. l. 37. eod. d. l. 37. §. 1. l. 39. §. 6. eod. C. civ. 1022, 1189, s.

2. Sciphi electione datâ, si non omnibus sciphis exhibitis legatarius elegisset, integram ei optionem manere placet, nisi ex his duntaxat eligere voluisset, cùm sciret et alios esse. Nec solùm si fraude hæredis, sed etiamsi aliâ quâlibet causâ id evenerit. l. 4 et l. 5.

3. Mancipiorum electio legata est, ne venditio quandoquè eligente legatario interpelletur, decernere debet prætor, nisi intrà tempus ab ipso præfinitum elegisset, actionem legatorum ei non competere. l. 6. l. 8.

4. Optione legatâ, placet, non posse antè aditam hæreditatem optari, et nihil agi si optaretur. l. 16.

5. Cùm optio duorum servorum Titio data sit, reliqui Mævio legati sint, cessante primo in electione, reliquorum appellatione omnes ad Mævium pertinent. l. 17.

6. *Illud aut illud, utrùm elegerit legatarius.* Nullo à legatario electo, decedente eo post diem legati cedentem ad hæredem transmitti placuit. l. 19 C. civ. 1005, 1011, 1014, s.

7. Apud Aufidium libro primo rescriptum est, cùm ita lega-

tum est, *vestimenta, quæ volet, triclinaria sumito, sibique habeto:* si is dixisset quæ vellet, deïndè, antequàm ea sumeret, alia se velle dixisset, mutare voluntatem eum non posse, ut alia sumeret : quia omne jus legati primâ testatione, quâ sumere se dixisset, consumpsit: quoniam res continuo ejus fit, simul ac si dixerit eam sumere. l. 20. C. civ. 1189, 1196.

TITULUS VI. — *De tritico, vino, vel oleo legato.*

1. Si cui vinum sit legatum centum amphorarum, cùm nullum vinum reliquisset, vinum hæredem empturum, et præstaturum. l. 3.

2. Cùm certum pondus olei, non adjectâ qualitate, legatur, non solet quæri, cujus generis oleo uti solitus fuerit testator, aut cujus generis oleum istius regionis homines in usu habeant. Et ideò liberum est hæredi, cujus velit generis oleum legatario solvere. l. 4. C. civ. 1022.

3. Cùm certus numerus amphorarum vini legatus esset ex eo quod in fundo Semproniano natum esset, et minùs natum esset, non ampliùs deberi placuit : et quasi taxationis vicem obtinere hæc verba, *quod natum erit.* l. 5.

4. Cui vinum hæres dare damnatus est, quod in amphoris, et cadis diffusum est, dari debet : etiamsi vasorum mentio facta non est. l. 6.

Vino legato, ea demùm vasa sequuntur, quæ ita diffusa sunt, ut non ad perpetuum usum (vasa) reservarentur, veluti amphoræ et cadi. l. 14.

Nam quod liquidæ materiæ sit, quia per se esse non potest, rapit secum in accessionis locum, id sine quo esse non potest. l. 4. ff. de pen. leg.

Si tradat hæres vasa cum vino, nec expressìm legata sint, sed tot vini mensuræ, cur vino consumpto, non restituet vasa legatarius, si adhuc usui sint. V. l. 15. C. civ. 1018.

5. Si hæres damnatus sit dare vinum quod in doliis esset, et per legatarium stetit quo minùs accipiat: periculosè hæredem facturum, si id vinum effundat : sed legatarium petentem vinum ab hærede doli mali exceptione placuit submoveri, si non præstet id quod propter moram ejus damnum passus sit hæres. l. 8.

TITULUS VII. — *De instructo, vel instrumento legato.*

1. Sive *cum instrumento* fundus legatus est, sive *instructus:* duo legata intelliguntur. Fundo *cum instrumento* legato, et alienato, instrumentum non vindicabitur ex sententiâ defuncti. l. 1. d. l. §. 1.

2. Dotes prædiorum, quæ græco vocabulo ἐνθῆκαι appellantur, cùm non instructa legantur, legatario non præstantur. l. 2. §. 1.

3. Instrumentum est apparatus rerum diutiùs mansurarum, sine quibus exerceri nequiret possessio. l. 12. V. l. 18. §. 12.

Prædiis instructis legatis, quamvis ex fructibus vinum et oleum

in eodem fundo habuit : tamen si id venale fuit, item ea, quæ ad tempus propter incursionem latronum tutelæ causâ in prædium translata sunt, legato non cedere juris auctoribus placuit. Vinum verò quod in apothecis fuit, si ideò illic habuit, ut cùm in prædium venisset materfamilias, eo uteretur, legato cedere ignorare non debes. l. 1. C. de verb. et rer. sign. l. 2. eod. C. civ. 536.

4. Si quis *fundum ita ut instructus est* legaverit, et adjecerit, *cum supellectili, vel mancipiis, vel unâ aliquâ re*, quæ nominatìm expressa non erat, utrùm minuit legatum adjiciendo speciem, an verò non, quæritur? et Papinianus respondit, non videri minutum, sed potiùs ex abundanti adjectum. l. 12. §. 46.

Cui fundum instructum legaverat, nominatìm mancipia legavit: quæsitum est an reliqua mancipia quæ non nominasset, instrumento cederent? Cassius ait, responsum esse, tametsi mancipia instructi fundi sint, tamen videri eos solos legatos esse qui nominati essent, quod appareret non intellexisse paterfamilias instrumento quoque servos adnumerandos esse. l. 18. §. 11.

Legatâ supellectili, cùm species ex abundanti per imperitiam enumerentur, generali legato non derogatur: si tamen species certi numeri demonstratæ fuerint modus generi datus in his speciebus intelligitur. l. 9. inf. de supell. leg. C. civ.. 1156, s.

5. In infinitum primis quibusque proxima copulata procedunt. Optimum ergò esse Pedius ait, non propriam verborum significationem scrutari, sed in primis, quid testator demonstrare voluerit: deindè in quâ præsumptione sunt qui in quâque regione commorantur. l. 18. §. 3. in fin. C. civ. 1156, s.

6. Cùm fundus sine instrumento legatus sit, dolia, molæ olivariæ, et prælum, et quæcumque infixa inædificataque sunt, fundo legato continentur. l. 21. C. civ. 517, s.

TITULUS VIII. — *De peculio legato.*

1. Servo legato cum peculio, et alienato vel manumisso, vel mortuo legatum etiam peculii extinguitur. Nam quæ accessionum locum obtinent, extinguuntur, cùm principales res peremptæ fuerint. l. 1. et l. 2. C. civ. 1042.

2. In conjunctionibus ordinem nullum esse, neque quidquam interesse utrùm primum diceretur: aut scriberetur. l. 14. V. l. 34. ff. de usufr. et quemad. quæst. ult. f.

TITULUS IX. — *De penu legatâ.*

1. Urbes ferè omnes muro tenus finiri, Romam continentibus et urbem Romam æquè continentibus. l. 4. §. 4. in fin. l. 87. ff. de verb. sign.

TITULUS X. — *De supellectile legatâ.*

1. Servius fatetur sententiam ejus qui legaverit aspici oportere, in quam rationem ea solitus sit referre. Verùm si ea, de quibus non ambigeretur, quin in alieno genere essent, (ut putà escarium, argentum, aut penulas et togas) supellectili quis adscribere soli-

tus sit, non idcircò existimari oportere, supellectili legata ea quoque contineri. Non enim ex opinionibus singulorum, sed ex communi usu nomina exaudiri debere. Id Tubero parum sibi liquere ait : nam quorsùm nomina (inquit) nisi ut demonstrarent voluntatem dicentis? Equidem non arbitror quemquam dicere quod non sentiret, ut maximè nomine usus sit, quo id appellari solet. Nam vocis ministerio utimur. Cæterùm nemo existimandus dixisse, quod non mente agitaverit. Sed etsi magnoperè me *Tuberonis* et ratio et auctoritas movet, non tamen à *Servio* dissentio non videri quemquam dixisse, cujus non suo nomine usus sit, nam etsi *prior atque potentior est quàm vox, mens dicentis : tamen nemo sine voce dixisse existimatur.* l. 7. §. 2. C. civ. 1156, s.

2. Fundo legato instrumentum ejus non aliter legato cedit, nisi specialiter id expressum sit. Nam et domo legatâ, neque instrumentum ejus, neque supellex aliter legato cedit, quàm si id ipsum nominatìm expressum à testatore fuerit. l. ult. C. civ. 536.

LIBER TRIGESIMUS QUARTUS.

Titulus 1. — *De alimentis vel cibariis legatis.*

1. Legatis alimentis, cibaria, et vestitus, et habitatio debebitur : quia sine his ali corpus non potest. Cætera quæ ad disciplinam pertinent, legato non continentur, nisi aliud testatorem sensisse probetur. l. 6. et l. 7. l. ult. eod. C. civ. 208, s.

2. Verbis fideicommissi purè manumisso præteriti quoque temporis alimenta reddenda sunt, quamvis tardiùs libertatem recuperaverit, nec hæres moram libertati fecerit : tunc enim explorari moram oportet cùm de usuris fideicommissi quæritur, non de ipsis fideicommissis. l. 10. §. 1. V. l. 18. §. 1.

3. Mela ait, si puero vel puellæ alimenta relinquantur, usquè ad pubertatem deberi. Sed hoc verum non est. Tamdiù enim debebitur, donec testator voluit : aut si non paret quid sentiat : per totum tempus vitæ debebuntur. l. 14.

4. Certè si *usquè ad pubertatem* alimenta relinquantur, si quis exemplum alimentorum quæ dudùm pueris et puellis dabantur velit sequi, sciat Hadrianum constituisse, ut pueri usquè ad decimum octavum, puellæ usquè ad quartum decimum annum alantur : et hanc formam ab Hadriano datam observandam esse imperator noster rescripsit. Sed etsi generaliter pubertas non sic definiatur, tamen pietatis intuitu in solà specie alimentorum hoc tempus ætatis esse observandum non est incivile. l. 14. §. 1.

5. Sed si alimenta, *quæ vivus præstabat,* reliquerit, ea demùm præstabuntur, quæ mortis tempore præstare solitus erat. Quare si fortè variè præstiterit, ejus tamen temporis præstatio spectabitur, quod proximum mortis ejus fuit. Quid ergò si cùm testaretur, minùs præstabat, plus mortis tempore, vel contrà? Adhuc

erit dicendum, eam præstationem sequendam quæ novissima fuit. l. 14. §. 2.

6. Qui societatem omnium bonorum suorum cum uxore suâ per annos ampliùs quadraginta habuit, testamento eamdem uxorem, et nepotem ex filio, æquis partibus hæredes reliquit : et ita cavit : *item libertis meis quos vivos manumisi, ea quæ præstabam.* Quæsitum est, an et qui eo tempore quos societas inter eos permansit manumissi ab utriusque, et communes liberti facti sunt ea quæ à vivente percipiebant, solida ex fideicommisso petere possint? Respondit, non ampliùs quàm quod vir pro suâ parte præstabat, deberi. l. 16. §. ult.

7. Cùm alimenta per fideicommissum relicta sunt, non adjectâ quantitate, antè omnia inspiciendum est, quæ defunctus solitus fuerat ei præstare : deindè quid cæteris ejusdem ordinis reliquerit : si neutrum apparuerit, tùm ex facultatibus defuncti, et caritate ejus cui fideicommissum datum erit, modus statui debebit. l. 22.

TITULUS II. — *De auro, argento, mundo, ornamentis, unguentis, veste, vel vestimentis, et statuis legatis.*

1. Si ita esset legatum *vestem meam, argentum meum damnas esto dare* : id legatum videtur quod testamenti tempore fuisset : quia præsens tempus semper intelligeretur, si aliud comprehensum non esset : nam cùm dicit, *vestem meam, argentum meum*, hâc demonstratione, meum, præsens, non futurum, tempus ostendit. l. 7.

2. Cùm certum auri vel argenti pondus legatum est, si non species designata sit, non materia, sed pretium præsentis temporis præstari debet. l. 9.

3. Semper cùm quærimus quid cui cedat; illud spectamus, quid cujus rei ornandæ causâ adhibetur : ut accessio cedat principali. Cedent igitur gemmæ phialis, vel lancibus inclusæ auro argentove. l. 19. §. 13. V. l. 6. §. 1. eod.

Quoniam hoc spectamus quæ res cujus rei ordinandæ causa fuerit adhibita, non quæ sit pretiosior. d. l. 19. §. ult. in fin.

Utra autem utrius materiæ sit accessio, visu atque usu rei, consuetudine patrisfamilias æstimandum est. l. 29. §. 1.

TITULUS III. — *De liberatione legatâ.*

1. Omnibus debitoribus ea quæ debent rectè legantur : licèt domini eorum sint. l. 1.

2. Si quis decedens chirographum Seii Titio dederit : *ut post mortem suam Seio det, aut, si convaluisset, sibi redderet* : deindè Titius, defuncto donatore, Seio dederit, et hæres ejus petat debitum, Seius doli exceptionem habet. l. 3. §. 2.

Advertendum ne id fiat in fraudem creditorum. V. 1. quæ in fraud. cred. l. 1. §. 2.

3. Si cum alio sim debitor, putà, duo rei fuimus promittendi,

et mihi soli testator consultum voluit: agendo consequar, non ut accepto liberer, ne etiam conreus meus liberetur contra testatoris voluntatem: sed pacto liberabor. Sed quid, si socii fuimus, videamus, ne per acceptilationem debeam liberari: alioquin dùm à conreo meo petitur, ego inquietor? Et ita Julianus libro trigesimo secundo digestorum scripsit: si quidem socii non simus, pacto me debere liberari: si socii, per acceptilationem. Consequenter quæritur, an et ille socius pro legatario habeatur, cujus nomen in testamento scriptum non est: licèt commodum ex testamento ad utrumque pertineat, si socii sunt: Et est verum, non solùm eum, cujus nomen in testamento scriptum est legatarium habendum, verùm eum quoque, qui non est scriptus, si et ejus contemplatione liberatio relicta esset. Utrique autem legatarii habentur et in hoc casu. l. 3. §. 3. 4 et 5.

Titia quæ duos tutores habuerat, ita cavit: *Rationem tutelæ meæ quam egit Publius Mævius cum Lucio Titio, reposci ab eo nolo.* Quæritur, an si qua pecunia apud eum ex tutelâ remansit, peti ab eo possit? Respondit, nihil proponi, cur non pecunia, quæ pupillæ esset, et apud tutorem remaneret legata videretur. Item quæritur, an contutor liberatus videretur? Respondit, contutorem non liberari. l. ult. §. 2 et 3. C. civ. 1285.

4. Liberatio autem debitori legata ita demùm effectum habet, si non fuerit exactum id à debitore, dùm vivat testator. Cæterùm si exactum est, evanescit legatum. l. 7. §. 4.

5. Illud videndum est, an ejus temporis intrà quod petere hæres vetitus sit, vel usuras, vel pœnas petere possit. Et Priscus Neratius existimabat, committere eum adversùs testamentum, si petisset. Quod verum est. l. 8. §. 2.

6. Quoties cohæret personæ id quod legatur, veluti personalis servitus, ad hæredem ejus non transit, si non cohæret, transit. l. 8. §. 3. in f.

7. Tutor decedens, aliis hæredibus scriptis pupillo suo cujus tutelam gessit, tertiam partem bonorum dari voluit, *si hæredibus suis tutelæ causâ controversiam non fecerit, sed eo nomine omnes liberaverit.* Pupillus legatum protulit, et posteà nihilominùs petit quidquid ex distractione aliâve causâ ad tutorem suum ex tutelâ pervenerit. Quæro, an verbis testamenti ab his actionibus excludatur? Respondit, si priusquàm conditioni pareret, fideicommissum percepisset, et pergeret petere id in quo contrà conditionem faceret, doli mali exceptionem obstaturam: nisi paratus esset quod ex causâ fideicommissi percepisset, reddere, quod ei ætatis beneficio indulgendum est. l. 26.

8. Titius testamento facto, et filiis hæredibus institutis, de patre suo tutore quondàm facto ita locutus est. *Seium patrem meum liberatum esse volo ab actione tutelæ.* Quæro, hæc verba quatenùs accipi debent, id est, an pecunias quas vel ex vendi-

tionibus rerum factis, aut ex nominibus exactis in suos usus convertit, vel nomine suo fœneravit, filiis et hæredibus testatoris nepotibus suis debeat reddere? Respondit eum cujus notio est, æstimaturum. *Præsumptio enim propter naturalem affectum facit omnia patri videri concessa :* nisi aliud sensisse testatorem ab hæredibus ejus approbetur. l. 28. §. 3.

TITULUS IV. — *De adimendis, vel transferendis legatis, vel fideicommissis.*

1. Si duobus Titiis separatìm legaverit, et uni ademerit, nec appareat cui ademptum sit, utrique legatum debetur : quemadmodùm et in dando, si non appareat, cui datum sit, dicemus neutri legatum. l. 3. §. 7.

2. Non solùm autem legata, sed et fideicommissa adimi possunt : et quidem nudâ voluntate. Undè quæritur, an etiam inimicitiis interpositis fideicommissum non debeatur? Et si quidem capitales, vel gravissimæ inimicitiæ intercesserint, ademptum videri quod relictum est. Sin autem levis offensa, manet fideicommissum. Secundùm hæc et in legato tractamus, doli exceptione oppositâ. Quod si iterùm in amicitiam redierunt, et pænituit testatorem prioris offensæ, legatum vel fideicommissum relictum redintegratur. Ambulatoria enim est voluntas defuncti usquè ad vitæ supremum exitum. l. 3. §. ult. et l. 4. l. 22. V. l. 9. ff. de his quæ ut indign. auf. d. l. §. 1. C. civ. 727, 1046, 1047.

3. Si vivo testatore mortuus fuerit is in quem translatum fuerit, nihilò magis ad eum, à quo translatum fuerit pertinebit. l. 8.

4. Si legatum purè datum Titio, adimatur sub conditione, et pendente conditione Titius decesserit : quamvis conditio defecerit, ad hæredem Titii legatum non pertinebit : nam legatum cùm sub conditione adimitur perindè est, ac si sub contrariâ conditione datum fuisset. l. 10.

Quod purè datum est, si sub conditione adimatur, quasi sub conditione legatum habetur. l. 6. ff. quand. dies legat. ced. C. civ. 1040, 1041.

5. Nihil prohibet, priorem scripturam posteriore corrigere commutare, rescindere. l. 17. C. civ. 1035.

6. Rem legatam si testator vivus alii donaverit, omnimodo extinguitur legatum. Nec distinguimus utrùm propter necessitatem rei familiaris, an merâ voluntate donaverit : ut, si necessitate donaverit, legatum debeatur : si nudâ voluntate, non debeatur : hæc enim distinctio in donantis munificentiam non cadit, cùm nemo in necessitatibus liberalis existat. l. 18. V. s. de leg. 3. l. 11. §. 12.

Pater hortos instructos filiæ legavit : posteà quædam ex mancipiis hortorum uxori donavit : sive donationes confirmavit, sive non confirmavit, posterior voluntas filiæ legato potior erit. Sed

etsi non valeat donatio, tamen minuisse filiæ legatum pater intelligitur. l. 24. §. 1. C. civ. 1020, 1038.

7. Seia testamento suo legavit auri pondo quinque. Titius accusavit eam quod patrem suum mandasset interficiendum. Seia post institutam accusationem codicillos confecit : nec ademit Titio privigno legatum : et ante finem accusationis decessit : actâ causâ, pronuntiatum est patrem Titii scelere Seiæ non interceptum. Quæro, cùm codicillis legatum, quod testamento Titio dederat non ademerit, an ab hæredibus Seiæ Titio debeatur ? Respondit, secundùm ea quæ proponerentur, non deberi. l. 31. § 2. C. civ. 727, s.

TITULUS V. — *De rebus dubiis.*

1. Civibus civitatis legatum vel fideicommissa datum, civitati relictum videtur. l. 2.

2. In ambiguo sermone non utrumque dicimus, sed id duntaxat quod volumus : itaque qui aliud dixit quàm vult, neque id dicit quod vox significat, quia non vult : neque id quod vult, quia id non loquitur. l. 3. C. civ. 1156, s.

3. Quidam relegatus facto testamento post hæredis institutionem, et post legata quibusdam data subjecit. *Si quis ex hæredibus, cæterisve amicis, quorum hoc testamento mentionem habui, sive quis alius restitutionem mihi impetraverit ab Imperatore, et antè decessero, quàm ei gratias agerem, volo dari ei qui id egerit aureos tot.* Unus ex his quos hæredes scripserat, impetravit ei restitutionem, et antequàm sciret decessit. Cùm de fideicommisso quæreretur, an deberetur? Consultus Julianus respondit, deberi. Sed etiam si non hæres vel legatarius : sed alius ex amicis curavit eum restitui, et ei fideicommissum præstari. l. 5. V. tit. C. de incert. pers.

4. Si tibi et posthumo suo vel alieno hæreditatem restituere quis rogaverit vel ex parte (te et ex parte) posthumum hæredem instituisset, legatumve similiter vel fideicommissum dedisset, utrùm ita posthumus partem faciat, si natus sit : an et si natus non sit, quæritur ? Ego commodiùs dici puto, si quidem natus non est, minimè eum partem facere, sed totum ad te pertinere, quasi ab initio tibi solido relicto. Sin autem natus fuerit, utrosque accipere, quantùm cuique relictum est : ut uno nato pars tibi dimidia debeatur, duobus natis, tertia tibi debeatur. l. 5. §. 1. l. 6. et l. 7.

5. Cùm quidam, pluribus hæredibus institutis, unius fideicommisisset, ut *cùm moreretur uni ex cohæredibus cui ipse vellet, restitueret eam partem hæreditatis, quæ ad eum pervenisset :* verissimum esse utile esse fideicommissum. Nec enim in arbitrio ejus, qui rogatus est, positum est an omninò velit restituere, sed cui potiùs restituat. Plurimum enim interest, utrum in potestate ejus quem testator obligari cogitat, faciat, si velit dari, an post

necessitatem dandi, solius distribuendi liberum arbitrium concedat. l. 7. §. 1. V. l. 67. ff. de leg. 2. d. l. §. 1. C. civ. 896, s.

6. Si inter virum et uxorem donatio facta fuerit, priore defuncto cui donatum est, an eum res redit qui donaverat : quod si simul tam is, cui donatum est, quàm is qui donaverit, quæstionis decidendæ gratiâ, magis placuit valere donationem : eo maximè, quod donator non supervivat, qui rem condicere possit. l. 8. C. civ. 720, s.

7. Qui duos impuberes filios habebat, ei qui supremus moritur, Titium substituit : duo impuberes simul in nave perierunt. Quæsitum est, an substituto, et cujus hæreditas deferatur. Dixi, si ordine vitâ decessissent, priori mortuo frater ab intestato hæres erit, posteriori substitutus. In eâ tamen hæreditate etiam antè defuncti filii habebit hæreditatem. In propositâ autem quæstione, ubi simul perierunt : utrùm, quia neutri frater superstes fuit, quasi utrique ultimi decessisse (sibi) videantur, an verò neutri, quia comparatio posterioris decedentis ex facto prioris mortui sumatur, quæritur? Sed superior sententia magis admittenda est, ut utrique hæres sit. Nam et qui unicum filium habet si supremum morienti substituit, non videtur inutiliter substituisse, et proximus agnatus intelligitur etiam qui solus est, quique neminem antecedit et hìc utrique, quia neutri eorum alter superstes fuit, ultimi primique obierunt. l. 9. C. civ. 720, s; 896, s.

8. Cùm bello pater cum filio periisset, materque filii, quasi posteà mortui, bona vindicaret, adgnati verò patris, quasi filius antè periisset : Divus Hadrianus credidit, patrem priùs mortuum. l. 9. §. 1. ad Senat. Trebell. l. 17. §. pen. et l. 34.

Si cum filio suo libertus simul perierit, intestati patrono legitima defertur hæreditas, si non probatur supervixisse patri filius : hoc enim reverentiâ patronatûs suggerente dicimus. l. 9. §. 1 et 2. C. civ. 720, s.

9. Si maritus et uxor simul perierint, stipulatio de dote ex capitulo, *si in matrimonio mulier decessisset*, habebit locum : si non probatur illa superstes viro fuisse. l. 9. §. 3. l. 16. C.civ. 720, s.

10. Si Lucius Titius cum filio pubere, quem solum testamento scriptum hæredem habebat, perierit, intelligitur supervixisse filius patri, et ex testamento hæres fuisse, et filii hæreditas successoribus ejus defertur, nisi contrarium approbetur. Quod si impubes, cum patre filius perierit, creditur pater supervixisse, nisi et hìc contrarium approbetur. l. 9. §. ult.

Cum pubere filio mater naufragio periit : cùm explorari non possit, uter prior extinctus sit, humanitùs est credere, filium diutiùs vixisse. Si mulier cum filio impubere naufragio periit, priorem filium necatum esse intelligitur. l. 22. et l. 23. C. civ. 720, s.

11. Si ita libertatem acceperit ancilla, *si primum marem peperit, libera esto*, et hæc uno utero marem et fœminam peperisset :

si quidem certum est, quid priùs edisset, non debet de ipsius statu ambigi, utrùm libera esset, necne. Sed nec filiæ : nam si posteà edita est, erit ingenua. Sin autem hoc incertum est, nec potest, nec per subtilitatem judicialem manifestari : in ambiguis rebus humaniorem sententiam sequi oportet : ut tam ipsa libertatem consequatur, quàm filia ejus ingenuitatem, quasi per præsumptionem priore masculo edito. l. 10. §. 1.

Finge legatam sub eâdem conditione pecuniam, numquid similiter præsumetur pro legatariâ? Sed et si posterior mas natus fuerit. Numquid sufficiet natum esse eodem partu, de quo nunc futuro testator senserat?

12. Quoties libertis ususfructus legatur, et ei, qui novissimus supervixerit, proprietas, utile est legatum : existimo enim omnibus libertis proprietatem sub hâc conditione, *si novissimus supervixerit*, dari. l. 11.

13. Quoties in actionibus aut in exceptionibus ambigua oratio est, commodissimum est id accipi, quo res de quâ agitur magis valeat quàm pereat. l. 12.

Ubi est verborum ambiguitas, valet, quod acti est, veluti cùm stichum stipuler, et sint plures stichi, vel hominem, vel Carthagini, cum sint duæ Carthagines. Semper in dubiis id agendum est, ut quàm tutissimo loco res sit bonâ fide contracta, nisi cùm aperte contrà leges scriptum est. l. 21. C. civ. 1156, s.

14. Quædam sunt in quibus res dubia est, sed ex post facto retroducitur, et apparet quod actum est : ut ecce, si res legata fuerit, et deliberante legatario eam rem hæres alii tradiderit : nam siquidem voluerit legatarius habere legatum, traditio nulla est : si verò repudiaverit, valet. Tantumdem, et si pecuniam hæreditariam legatam credideris hæres : nam siquidem non repudiaverit legatarius, alienam pecuniam crediderit : si verò repudiaverit, suam pecuniam credidisse videtur. Quid ergò si consumpta fuerit pecunia? Utiquè idem erit ex eventu dicendum. l. 15.

15. Quod de pariter mortuis tractamus, et in aliis agitatum est. Ut ecce, si mater stipulata est, dotem à marito, mortuâ filiâ in matrimonio, sibi reddi : et simul cum filiâ perit, an ad hæredem matris actio ex stipulatu competeret? Et Divus Pius rescripsit, non esse commissam stipulationem : quia mater filiæ non supervixit. l. 16.

Item quæritur, si extraneus, qui dotem stipulatus est, simul cum marito decesserit, vel cum eâ, propter quam stipulatus esset, an ad hæredem suum actionem transmittat. d. l. 16. §. 1.

Idem est, si dos uxori prælegata sit, et simul cum marito perierit. l. 17.

Sed et in illo quæritur, si pariter pupillus et qui ei substitutus erat frater necessarius decesserit, an frater fratris existat hæres, an contrà? vel si duo invicem necessarii substituti sunt, et unà

perierint, an hæredes exstitisse videantur, vel alter alteri : (hoc est) si invicem hæreditatem rogati fuerint restituere ? In quibus casibus si pariter decesserint, nec appareat quis antè spiritum emisit, non videtur alter alteri supervixisse. l. 18.

Sed et circa legem Falcidiam, si dominus cum servis simul vitâ functus sit, servi, quasi in bonis ejus mortis tempore fuerint, non computantur. d. l. 18. §. 1. C. civ. 720, s.

16. Cùm senatus temporibus Divi Marci permiserit collegiis legare, nulla dubitatio est, quod si corpori cui licet coire, legatum sit, debeatur : cui autem non licet, si legetur non valebit, nisi singulis legetur : hi enim non quasi collegium, sed quasi certi homines admittentur ad legatum. l. 20.

17. Cùm in testamento ambiguè, aut etiam perperàm scriptum est, benignè interpretari, et secundùm id quod credibile est cogitatum, credendum est. l. 24. C. civ. 1156, s.

18. Cùm quæritur in stipulatione, quid acti sit, ambiguitas contra stipulatorem est. l. 26. V. l. 38. §. 18. ff. de verb. obl. V. l. 33. ff. de contr. empt. l. 39. ff. de act. empt. et vend. C. civ. 1162.

19. Qui habebat Flaccum fullonem, et Philonicum pistorem, uxori Flaccum pistorem legaverat. Qui eorum, et num uterque deberetur? Placuit primò eum legatum esse quem testator legare sensisset : quod si non appareret : primùm inspiciendum esse, an nomina servornm dominus nota habuisset : quod si habuisset, eum deberi qui nominatus esset, tametsi in artificio erratum esset, sin autem ignorata nomina servorum essent pistorem legatum videri, perindè ac (si) nomen ei adjectum non esset. l. 28. C. civ. 1156, s.

Titulus vi. — *De his quæ pœnæ causâ relinquuntur.*

1. Pœnam à conditione voluntas testatoris separat : et an pœna, an conditio, an translatio sit, ex voluntate defuncti apparet. l. 2.

Supervacuam observationem veterum legum, per quam testatorum voluntates ad effectum duci impediebantur, amputavimus : præcipientes nullum valere dicendo, pœnæ nomine quædam esse relicta, vel adempta in supremis testantium voluntatibus, eas infirmare. Sed licere testanti pro implendâ suâ voluntate, vel pecunias dari præcipere, vel aliam pecuniariam pœnam inferre quibus voluerit, tam in adimendis hæreditatibus vel legatis, vel fideicommissis, vel libertatibus, quàm in præcipiendo ad alias personas eas transferri ab eo, cui relicta ab initio sunt, vel aliquid ab eo dari, si minùs dispositionibus suis hæres, vel legatarius, vel libertate donatus paruerit. Quod si aliquid facere, vel legibus interdictum, vel aliàs probrosum, vel etiam impossibile jussus aliquis eorum fuerit, tunc sine ullo damno, etiam neglecto testatoris præcepto servabitur. l. un. C. eod. C. civ. 900.

TITULUS VII. — *De regulâ Catonianâ.*

1. Catoniana regula sic definitur, *quod, si testamenti facti tempore decessisset testator, inutile foret, id legatum, quandocunquè decesserit, non valere.* Quæ definitio in quibusdam falsa est. l. 1. V. 1. tit. Quandò dies legat. ced. l. 29. de reg. jur.

Si tibi legatus est fundus, qui scribendi testamenti tempore tuus est : si eum vivo testatore alienaveris, legatum tibi debetur, quod non deberetur, si testator statìm decessisset. l. 1. §. 2.

Si quidem ab initio non constitit legatum, ex post facto non convalescet. Quemadmodùm nec res mea legata mihi, si post testamentum factum fuerit alienata : quia vires ab initio legatum non habuit. Sed si sub conditione legetur, poterit legatum valere, si existentis conditionis tempore mea non sit. l. 41. §. 2. ff. de leg. 1.

2. Placet Catonis regulam ad conditionales institutiones non pertinere. l. 4.

Purum legatum Catoniana regula impediet : conditionale non. Quia ad conditionalia Catoniana non pertinet. l. 41. §. 2. inf. ff. de leg. 1.

TITULUS VIII. — *De his quæ pro non scriptis habentur.*

1. Quæ in testamento scripta essent, neque intelligerentur quid significarent, ea perindè sunt, ac si scripta non essent : reliqua autem per seipsa valent. l. 2. C. civ. 900.

2. Si in metallum damnato quid extra causam alimentorum relictum fuerit, pro non scripto est, nec ad fiscum pertinet : nam pœnæ servus est, non Cæsaris. Et ita Divus Pius rescripsit. l. 3. C. civ. 25.

3. Quæ in eam causam pervenerunt : à quâ incipere non poterant, pro non scriptis habentur. l. 3. §. 2.

4. Si eo tempore quo alicui legatum adscribebatur, in rebus humanis non erat, pro non scripto hoc habebitur. l. 4.

TITULUS IX. — *De his quæ ut indignis auferuntur.*

1. Indignum esse Divus Pius illum decrevit, *ut et Marcellus refert, qui manifestissimè comprobatus est id egisse, ut per negligentiam et culpam suam mulier, à quâ hæres institutus erat, moreretur* l. 3. C. civ. 727, s.

2. Post legatum acceptum, non tantùm licebit falsum arguere testamentum, sed et non jure factum contendere : inofficiosum autem dicere non permittitur. Ille qui non jure factum contendit, nec obtinuit, non repellitur ab eo, quod meruit. Ergò qui legatum secutus, posteà falsum dixit, amittere debebit quod consecutus est. De eo verò qui legatum accepit, si neget jure factum esse testamentum, Divus Pius ita rescripsit : *Cognati Sophronis, licèt ab hærede instituto acceperant legata, tamen si is ejus conditionis fuerit visus, ut obtinere hæreditatem non possit, et jure intestati ad eos cognatos pertinet, petere hæreditatem ipso jure po-*

terunt, prohibendi autem sint, an non, ex cujusque personâ, conditione, ætate, cognitâ causâ à judice, constituendum erit. l. 5. d. l. §. 1. V. d. l. §. 9.

3. Qui accusavit falsum, hæres legatario exstitit, vel hæredi scripto, nihil huic nocere dicendum est. Similis est ei et qui inofficiosum dicit. l. 5. §. 7. et 8.

Qui Titii testamentum falsum dixit, nec obtinuit, hæredi ejus hæres existere prohibendus non est : quia non principaliter in Titii hæreditatem succedit. l. 7.

4. Si inimicitiæ capitales intervenerunt inter legatarium et testatorem, et verisimile esse cœperit, testatorem noluisse legatum, sive fideicommissum præstari ei cui adscriptum relictum est : magis est, ut legatum ab eo peti non possit : sed et si palàm et apertè testatori maledixerit, et infaustas voces adversùs eum jactaverit, idem erit dicendum. Si autem statûs ejus controversiam movit, denegatur ejus quod testamento accepit, persecutio. l. 9. d. l. §. 1. et 2. C. civ. 727, s.

5. In fraudem juris fidem accommodat, qui vel id quod relinquitur, vel aliud tacitè promittit, restituturum se personæ, quæ legibus ex testamento capere prohibetur, sive chirographum eo nomine dederit, sive nudâ pollicitatione repromiserit. l. 10.

In eâ parte quâ fraudem adhibuit, falcidiâ non utitur : et ita senatus censuit. Sed si major modus institutionis quàm fraudis fuerit, quod ad falcidiam attinet, de superfluo quarta retinebitur. l. 11.

6. Hæredem qui sciens defuncti vindictam insuper habuit, fructus omnes restituere cogendum existimavi. l. 17.

Hæredes quos necem testatoris inultam omisisse constiterit, fructus integros cogantur reddere. Neque enim bonæ fidei possessores ante controversiam illatam videntur fuisse, qui debitum officium pietatis scientes omiserunt. l. 1. C. eod.

Minoribus viginti quinque hæredibus non obesse crimen inultæ mortis placuit. l. 6. C. eod. C. civ. 549, 727, s.

7. Eum qui tacitum fideicommissum in fraudem legis suscepit, eos quoque fructus quos antè litem motam percepit, restituere cogendum respondi : quod bonæ fidei possessor fuisse non videtur. l. 18 C. civ. 549, 896, s.

8. Tutorem qui pupilli sui nomine, falsum vel inofficiosum testamentum dixit, non perdere sua legata, si non obtinuerit, optimâ ratione defenditur. l. 22.

Quia officii necessitas, et tutoris fides excusata esse debet. d. l. v. s. de inoff. testam. n. 26.

9. Taciti fideicommissi suspicionem sola ratio paternæ affectionis non admittit. l. 25.

10. Si legatarius (vel fideicommissarius) celaverit testamentum, et posteà hoc in lucem emerserit, an posset legatum sibi relictum is,

qui celaverit, ex (eo) testamento vindicare, dubitabatur: quod omnimodo inhibendum esse censemus, ut non accipiat fructum suæ calliditatis, qui voluit hæreditate suâ defraudare. Sed hujusmodi legatum illi quidem auferatur, maneat autem quasi pro non scripto apud hæredem, ut qui alii nocendum esse existimavit, ipse suam sentiat jacturam. Quemadmodùm si legatarius, cui propter tutelam gerendam aliquid relictum sit, non subierit tutelam, ei quidem legatum aufertur: pupillo autem adsignatur, cui ille utilis esse noluit. l. 25. c. de legat.

LIBER TRIGESIMUS QUINTUS.

Titulus I. — *De conditionibus, et demonstrationibus, et causis, et modis eorum, quæ in testamento scribuntur.*

1. Legatis quæ relinquuntur aut dies incertus, aut conditio adscribitur, aut si nihil horum factum sit, præsentia sunt, nisi si vi ipsa conditio insit. l. 1.

Inest conditio legati veluti cùm ita legamus, *fructus qui ex fundo percepti fuerint, hæres dato.* l. 1. §. ult.

2. Dies autem incertus est, cùm ita scribitur: *hæres meus cùm morietur decem dato.* Nam diem incertum mors habet ejus: et ideò, si legatarius antè decesserit, ad hæredem ejus legatum non transit: quia nón cessit dies vivo eo, quamvis certum fuerit moriturum hæredem. l. 1. §. 2. V. inf. l. 75. et inf. quandò dies leg. vel fideic. ced. l. 4. ibid n. 6. ex l. un. c. de cad. toll. Cod. civ. 1168, s.

3. Conditionum quædam sunt, quandoquè impleri possunt, etiam vivo testatore: ut putà, *si navis ex Asiâ venerit:* nam quandoquè venerit navis, conditioni paritum videtur. Quædam quæ non nisi post mortem testatoris, *si decem dederit, si capitolium ascenderit.* l. 2.

4. Ut paruisse quis conditioni videatur, etiam scire debet hanc conditionem insertam: nam si fato fecerit, non videtur obtemperasse voluntati. l. 2. in f.

5. Obtinuit impossibiles conditiones testamento adscriptas pro nullis habendas. l. 3. C. civ. 900.

Si ita scriptum sit: *si in quinquennio proximo Titio filius natus non erit, tum decem Seiæ hæres dato,* si Titius antè mortuus sit, non statìm Seiæ decem deberi: quia hic articulus *tum* extremi quinquennii tempus significat. l. 4. §. 1. C. civ. 1185.

7. Mucianæ cautionis utilitas consistit in conditionibus, quæ in non faciendo sunt conceptæ, ut putà, *si in capitolium non ascenderit, si stichum non manumiserit,* et in similibus. Et ita Aristoni et Neratio et Juliano visum est. Quæ sententia et constitutione Divi Pii comprobata est. Nec solùm in legatis placuit, verùm in hæreditatibus quoque idem remedium admissum est. Undè, si

uxor maritum suum, cui dotem promiserat, ita hæredem scripserit ex parte, *si dotem quam ei promisi, neque petierit, neque exegerit:* denuntiare eum posse cohæredi, paratum se accepto facere dotem, vel cavere: et ita adire posse hæreditatem. Sed si ex asse sit institutus maritus sub eâ conditione, quoniam non est cui caveat, non impediri eum quominùs adeat hæreditatem, nam jure ipso videtur impleta conditio, eo quod non est quem possit de dote convenire ipse adeundo hæreditatem. l. 7. d. l. §. 1.

Is cui sub conditione non faciendi aliquid relictum est, ei scilicet cavere debet Mucianâ cautione, ad quem jure civili, deficiente conditione, hoc legatum, eàve hæreditas pertinere potest. l. 18. V. nov. 22. c. 44.

8. Si jam facta sint quæ conditionis loco ponuntur, et sciat testator, quæ iterùm fieri possunt, exspectentur ut fiant: si verò nesciat, præsenti debeantur. l. 11.

9. Causa in præteritum, pœna in futurum confertur. l. 12. in f. V. l. 43. §. 1. C. civ. 1108, 1146.

10. *Titius, si statuas in municipio posuerit, hæres esto:* si paratus est ponere, sed locus à municipibus ei non datur, Sabinus Proculus hæredem eum fore: et in legato idem juris esse dicunt. l. 14. C. civ. 900.

11. Nuptias non concubitus, sed consensus facit. l. 15. C. civ. 146.

12. In his quæ extra testamentum incurrerent, possunt res ex bono et æquo interpretationem capere, ea verò quæ ex ipso testamento orirentur, necesse est secundùm scripti juris rationem expediri. l. 16.

13. Demonstratio falsa est, veluti si ita scriptum sit, *stichum quem de Titio emi: fundum Tusculanum qui* mihi à Seio donatus est. Nam si constat de quo homine, de quo fundo senserit testator, ad rem non pertinet si is, quem emisse significavit, donatus esset: aut quem donatum sibi esse significaverat, emerit. l. 17. l. 33. l. 34. Cod. l. 2. C. de fals. caus. adject. legat. C. civ. 1156, s.

14. Si in personâ legatarii designandi, aliquid erratum fuerit, constat autem cui legare voluerit: perindè valet legatum, ac si nullus error intervenerit. l. 17. §. 1. in f. l. 4. c. de testam. l. 4. de legat. 1. C. civ. 1156, s.

15. Quod juris est in falsâ demonstratione, hoc vel magis est in falsâ causâ. Veluti ita: *Titio fundum do, quia negotia mea curavit.* Item *fundum Titius filius meus præcipito, qui frater ejus (ipse) ex arcâ tot aureos sumpsit.* Licèt enim frater hujus pecuniam ex arcâ non sumpsit, utile legatum est. l. 17. §. 2.

Falsam causam legato non obesse verius est, quia ratio legandi legato non cohæret: sed plerumquè doli exceptio locum habebit, si probetur alias legaturum non fuisse. l. 72. §. 6.

16. At si conditionaliter concepta sit causa, veluti hoc modo,

Titio si negotia mea curavit fundum do, Titius filius meus, si frater ejus centum ex arcâ sumpsit fundum præcipito: ita utile erit legatum, si et ille negotia curavit, et hujus frater centum ex arcâ sumpsit. l. 17. §. 3. C. civ. 1181, s.

17. Quod si cui in hoc legatum sit, ut ex eo aliquid faceret, veluti monumentum testatori, vel opus aut epulum municipibus faceret, vel ex eo ut partem alii restitueret, sub modo legatum videtur. l. 17. §. ult.

In legatis et fideicommissis etiam modus adscriptus pro conditione observatur. l. 1. C. de his quæ sub modo.

18. In conditionibus primum locum voluntas defuncti obtinet, eaque regit conditiones: deniquè et in eâ conditione, *si filia mea cum Titio nupta erit*, placuit non semper mortis tempus observari, sed voluntate patrocinante tardiùs produci. l. 19.

In conditionibus testamentorum voluntatem potiùs quàm verba considerari oportet. l. 101. C. civ. 1156.

19. Non dubitamus quin turpes conditiones remittendæ sunt. Quo in numero plerumquè sunt etiam jurisjurandi. l. 20. C. civ. 900.

20. Multùm interest conditio facti an juris esset. Nam hujusmodi conditiones, *si navis ex Asiâ venerit, si Titius consul factus erit,* quamvis impletæ essent impedient hæredem circa adeundam hæreditatem, quamdiù ignoraret eas impletas esse. Quæ verò ex jure venient, in his nihil ampliùs exigendum, quàm ut impletæ sint: veluti, si quis se filiumfamilias existimat, cùm sit paterfamilias, poterit acquirere hæreditatem. l. 21. C. civ. 1181, s.

21. *Qui duobus hæredibus decem dare jussus est, et fundum sibi habere,* verius est ut conditionem scindere non possit, ne etiam legatum scindatur. Igitur quamvis alteri quinque dederit, nullam partem fundi vindicabit, nisi alteri quoque adeunti hæreditatem, reliqua quinque numeravit, aut illo omittente hæreditatem, ei qui solus adierit hæreditatem, tota decem dederit. l. 23. V. inf. l. 56.

22. Jure civili receptum est, quoties per eum cujus interest conditionem impleri, fit quominùs impleatur, ut perindè habeatur ac si impleta conditio fuisset. Quod plerique et ad legata, et ad hæredum institutiones perduxerunt, quibus exemplis stipulationes quoque committi quidam rectè putaverunt, cùm per promissorem factum esset quominùs stipulator conditioni pareret. l. 24. V. inf. l. 81. §. 1. et inf. quand. dies legat. vel fid. ced. l. 5. §. 5. l. 161. de reg. jur. C. civ. 1178.

23. In testamento quidam scripserat *ut sibi monumentum ad exemplum ejus quod in viâ Salariâ esset Publii Septimii Demetrii, fieret: nisi factum esset, hæredes magnâ pecuniâ multare.* Et cùm id monumentum Publii Septimii Demetrii nullum reperiabatur, sed Publii Septimii Damæ erat, ad quod exemplum suspicabatur eum qui testamentum fecerat, monumentum sibi

fieri voluisse : quærebant hæredes cujusmodi monumentum se facere oporteret : et si ob eam nullum monumentum fecissent, quia non reperirent, ad quod exemplum facerent, num pœnâ tenerentur? Respondit, si intelligeretur, quod monumentum demonstrare voluisset is qui testamentum fecisset, tametsi in scripturâ non tum esset, tamen ad id quod ille se demonstrare animo sensisset, fieri debere. Sin autem voluntas ejus ignoraretur, pœnam quidem nullam vim habere, quoniam ad quod exemplum fieri jussisset, id nusquàm exstaret. Monumentum tamen omnimodo secundùm substantiam et dignitatem defuncti exstruere debere. l. 27. C. civ. 1156, s.

24. Hæc conditio, *si in capitolium ascenderit*, sic recipienda est (si) cùm primùm potuerit capitolium ascendere. l. 29.

25. In testamento ita erat scriptum, *Stichus et Pamphila liberi sunto : et si in matrimonium coierint, hæres meus bis centum dare damnas esto :* Stichus antè apertas tabulas decessit. Respondit, partem Stichi defectam esse, sed et Pamphilam defectam conditione videri, ideòque partem ejus apud hæredem remansuram. Sed et si uterque viveret, et Stichus nollet eam uxorem ducere, cùm mulier parata esset nubere? illi quidem legatum deberetur : Stichi autem portio inutilis fiebat. Nam cùm uni ita legatum sit, *Titio, si Seiam uxorem duxerit, hæres meus, centum dato,* si quidem Seia moriatur, defectus conditione intelligitur : at si ipse decedat, nihil ad hæredem suum eum transmittere, quia morte ejus conditio defecisse intelligitur. Utroque autem vivente, si quidem ipse nolit uxorem ducere, quia ipsius facto conditio defecit, nihil ex legato consequitur : muliere autem nolente nubere, cùm ipse paratus esset, legatum ei debetur. l. 31. l. 4. C. de cond. insert. tam. leg. q. fid.

26. *Demonstratio plerumquè vice nominis fungitur.* Nec interest falsa, an vera sit, si certum sit quem testator demonstraverit. l. 34. C. civ. 1156, s.

27. Inter demonstrationem et conditionem hoc interest, quod demonstratio plerumquè factam rem ostendit, conditio futuram. l. 34. §. 1.

28. Toties secundùm voluntatem testatoris facere compellitur *hæres vel legatarius*, quoties contra legem nihil sit futurum. l. 37. C. civ. 900.

29. Legata sub conditione relicta non statim, sed cùm conditio exstiterit, deberi incipiunt : ideòque interim delegari non poterunt. l. 41. C. civ. 1181.

Intercidit legatum si ea persona decesserit, cui legatum est sub conditione. l. 59.

30. Nonnunquàm contingit, ut quædam nominatim expressa officiant, quamvis omissa tacitè intelligi potuissent, nec essent obfutura. Quod evenit, si alicui ita legatur : *Titio decem do, lego,*

si Mævius capitolium ascenderit. Nam quamvis in arbitrio Mævii sit, an capitolium ascendat, et velit efficere, ut Titio legatum debeatur, non tamen poterit aliis verbis utiliter legari, *si Mævius voluerit, Titio decem do :* nam in alienam voluntatem conferri legatum non potest. Indè dictum est, expressa nocent, non expressa non nocent. l. 52.

31. Cui fundus legatus est, *si decem dederit,* partem fundi consequi non potest, nisi totam pecuniam numerasset. Dissimilis est causa, cùm duobus eadem res sub conditione legata est. In hâc enim quæstione, statìm à testamento, quo pluribus conditio apposita est, divisa quoque in singulas personas videri potest. Et ideò singuli cum suâ parte et conditioni parere, et legatum capere possunt. Nam quamvis summa universæ conditionis sit adscripta, enumeratione personarum potest videri esse divisa. In eo verò, quod uni sub conditione legatum est, scindi ex accidenti conditio non debet, et omnis numerus eorum, qui in locum ejus substituuntur, pro singulari personâ est habendus. l. 56. v. s. l. 23.

32. In facto consistentes conditiones varietatem habent, et quasi tripartitam recipiunt divisionem : *ut quid detur, ut quid fiat, ut quid obtingat :* vel retrò, *ne detur, ne fiat, ne obtingat.* Ex his dandi faciendique conditiones in personas collocantur, aut ipsorum, quibus quid relinquitur, aut aliorum : tertia species in eventu ponetur. l. 60. C. civ. 1126.

33. Fiscus iisdem conditionibus parere debet, quibus persona à quâ ad ipsum, quod relictum est, pervenit : sicut etiam cum suo onere hoc ipsum vindicat. l. 60. §. 1. C. civ. 910.

34. Lex utilis reipublicæ interpretatione adjuvanda est. l. 64. in f. Ea quæ communiter omnibus prosunt, iis quæ specialiter quibusdam utilia sunt, præponimus. Nov. 39. c. 1.

35. Titio centum relicta sunt ita *ut à monumento meo nòn recedat,* vel *ut in illâ civitate domicilium habeat :* potest dici, non esse locum cautioni per quam jus libertatis infringitur. l. 71. §. 2. C. civ. 900.

36. Dies incertus conditionem in testamento facit. l. 75.

Hæres meus cùm ipse morietur, centum Titio dato. Legatum sub conditione relictum est. Quamvis enim hæredem moriturum certum sit, tamen incertum est, an legatario vivo dies legati non cedat, et non est certum ad eum legatum perventurum. l. 79. §. 1. V. s. l. 1. §. 2. l. un. §. 7. C. de cad. toll. C. civ. 896, s. 1161.

37. Tunc demùm pro impletâ habetur conditio, cùm per eum stat, qui, si impleta esset, debiturus erat. l. 81. §. 1. V. inf. quandò dies leg. V. fid. ced. l. 5. §. 5. C. civ. 1178.

38. Rationes reddere, id est, legendas offerre rationes primùm, deindè computandas, ut explorari possit imputationes probè, an improbè referantur, accepta rectè relata, an non rectè. Ita enim incipit res à facto, pervenit autem ad pecuniam. l. 82.

39. Legatum sub conditione relictum, et ad alium translatum, si non conditio personæ cohæreat, sub eâdem conditione translatum videtur. l. 95.

40. Conditiones extrinsecùs non ex testamento venientes, id est, quæ tacitè inesse videantur, non faciunt legata conditionalia. l. 99. V. s. l. 1. §. ult. C. civ. 1135.

41. Cùm avus filium, ac nepotem ex altero filio hæredes instituisset, à nepote petiit, ut *si intrà annum trigesimum moreretur, hæreditatem patruo suo restitueret.* Nepos liberis relictis, intrà ætatem suprà scriptam vitâ decessit : fideicommissi conditionem, conjecturâ pietatis respondi defecisse, quod minùs scriptum, quàm dictum fuerat inveniretur. l. 102.

Cùm acutissimi ingenii vir, et meritò ante alios excellens Papinianus, in suis statuerit responsis, si quis filium suum hæredem instituit, et restitutionis post mortem oneri subegit, non aliter hoc videri disposuisse, nisi cùm filius ejus sine sobole vitam suam reliquerit : nos hujus sensum meritò mirati plenissimum ei donamus eventum : ut si quis hæc disposuerit, non tantùm filium hæredem instituens, sed etiam filiam, vel ab initio nepotem vel neptem, pronepotem vel proneptem, vel aliam deinceps posteritatem et eam restitutionis post obitum gravamini subjugaverit : non aliter hoc sensisse videatur, nisi ii qui restitutione onerati sunt, sine filiis vel filiabus, nepotibus vel neptibus, pronepotibus vel proneptibus fuerint defuncti : ne videatur testator alienas successiones propriis anteponere. l. 30. C. de fideic.

42. De illo quoque quæritur, fundus quibusdam legatur, si pecuniam certam in funus impensamque perferendi corpori in aliam regionem dedissent : nam, nisi uterque dederit neutri sit legatum, quoniam conditio nisi per utrumque expleri non potest. Sed hæc humanitùs interpretari solemus : ut cùm duobus fundus legatus sit, si decem dedissent, et alteri dando partem, legatum quoque debeatur. l. 112. §. 2. l. 6. C. de cond. insert. tam. leg. q. fid.

TITULUS II. — *Ad legem falcidiam.*

1. *Quicunque civis romanus post hanc legem rogatam testamentum faciet, is quantam cuique civi romano pecuniam jure publico dare, legare volet, jus potestasque esto. Dum ita detur legatum, ne minus, quàm partem quartam hæreditatis eo testamento hæredes capiant.* l. 1.

Lex falcidia inducta est à Divo Pio etiam in intestatorum successione, propter fideicommissa. l. 18. C. civ. 913. Voyez sur la Falcidie, t. 2, page 722, s.

2. Ad municipium quoque legata, vel etiam ea quæ Deo relinquuntur, lex falcidia pertinet. l. 1. §. 5.

Ex Novellâ 131. *c.* 12, *plures arbitrantur cessare falcidiam in*

legatis ad pias causas : sed alius videtur sensus hujus Novellæ, ut scilicèt falcidiâ ex legatis ad pias causas privetur hæres cunctator. Et ita sentiunt eruditiores. C. civ. 920, s.

3. Omne quod ex bonis defuncti erogatur, refertur ad hanc legem, sive in corpore constet certo, incertove, sive pondere, numero, mensurâ valeat, aut etiam si jus legatum sit, ut ususfructus, aut quod in nominibus est. l. 1. §. 7. C. civ. 913, s. 920, s.

Si ususfructus legatus sit, qui et dividi potest, non sicut cæteræ servitutes individuæ sunt : veteres quidem æstimandum totum usumfructum putabant, et ita constituendum, quantùm sit in legato. Sed Aristo à veterum opinione recessit. Ait enim posse quartam partem ex eo, sicut ex corporibus, retineri. Idque Julianus rectè probat, sed operis servi legatis, cùm neque usus, neque ususfructus in eo legato esse videtur, necessaria est veterum sententia, ut sciamus, quantùm est in legato : quia necessariò ex omnibus, quæ sint facti, pars decedere debet : nec pars operæ intelligi potest. Imò et in usufructu, si quæratur quantùm hic capiat, cui ususfructus datus est, quantùm ad cæterorum legatorum æstimationem, aut etiam hujus ipsius, ne dodrantem excedat legatum, necessariò ad veterum sententiam revertendum est. d. l. §. 9.

Si *in annos singulos* legatum sit Titio : quia multa legata et conditionalia sunt : cautioni locus est, quæ in edicto proponitur, *quantò ampliùs accipit reddi.* d. l. §. 16.

Lex falcidia, si interveniat, in omnibus pensionibus locum habet. Sed hoc ex post facto apparebit. Ut putà in annos singulos legatum relictum est. Quamdiù falcidia nondùm locum habet, integræ pensiones annuæ dabuntur. Sed enim si annus venerit, quo fit, ut contra legem falcidiam ultrà dodrantem aliquid debeatur : eveniet, ut retrò omnia legata singulorum annorum imminuantur. l. 47.

Cùm Titio in annos singulos dena legata sunt, et judex legis falcidiæ rationem inter hæredem et alios legatarios habeat : vivo quidem Titio, tanti litem æstimare debeat, quanti venire id legatum potest, in incerto posito, quamdiù victurus sit Titius : mortuo autem Titio, non aliud spectari debet, quàm quid hæres ex eâ causâ debuerit. l. 55. Hæreditatium.

Computationi in alimentis faciendæ hanc formam esse Ulpianus scribit : ut *à primâ ætate* usque ad annum vicesimum, quantitas alimentorum triginta annorum computetur, ejusque quantitatis falcidia præstetur : *ab annis verò viginti* usque ad annum vicesimum quintum, annorum viginti octo : *ab annis viginti quinque* usque ad annos triginta, annorum viginti quinque : *ab annis triginta* usque ad annos triginta quinque, annorum viginti duo : *ab annis triginta quinque* usque ad annos quadraginta annorum vi-

ginti : *ab annis quadraginta* usque ad annos quinquaginta, tot annorum computatio fit, quot ætati ejus ad annum sexagesimum deerit, remisso uno anno : *ab anno verò quinquagesimo* usque ad annum quinquagesimum quintum, annorum novem : *ab annis quinquaginta quinque* usque ad annum sexagesimum, annorum septem : *ab annis sexaginta*, cujuscunque ætatis sit, annorum quinque. Eoque nos jure uti, Ulpianus ait, et circa computationem ususfructus faciendam. Solitum est tamen à primâ ætate usque ad annum trigesimum, computationem annorum triginta fieri : ab annis verò triginta : tot annorum computationem inire, quot ad annum sexagesimum deesse videntur. Nunquàm ergo ampliùs quàm triginta annorum computatio initur. l. 68.

4. Si quis creditori suo, quod debet legaverit, aut inutile legatum erit, si nullum commodum in eo versabitur : aut si propter repræsentationis (putà) commodum utile erit, lex quoque falcidia in commodo locum habebit. l. 1. §. 10.

5. Interdùm omnimodo necessarium est, solidum solvi legatario, interpositâ stipulatione, *quantò ampliùs quàm per legem falcidiam cœperit, reddi* : veluti, si testamento quædam sub conditione legata sunt, quæ an debeantur, incertum est : et ideò si hæres sine judice solvere paratus sit, prospiciet sibi per hanc stipulationem. l. 1. §. 12.

6. Id quod ex substitutione cohæredis ad cohæredem pervenit, proficit legatariis. Is enim similis est hæres, ex parte purè, ex parte sub conditione hæredi instituto. l. 1. §. 13. C. civ. 896, s.

7. Si cohæredis mei portio exhausta sit meâ integrâ, et illam vindicavero : Cassius confundendas esse partes existimat : Proculus contrà : in quâ specie et Julianus Proculo adsensit, quam sententiam probabiliorem esse puto. Sed et Divus Antoninus judicasse dicitur non commiscendas esse utrasque partes in computatione legis falcidiæ. l. 1. §. 14.

In legem falcidiam æris alieni rationem in hæreditate relicti; quod unus ex hæredibus solvere damnatus sit, ipse solus habebit. l. 8.

In singulis hæredibus rationem legis falcidiæ componendam esse non dubitatur : et ideò si Titio et Seio hæredibus institutis, semis hæreditatis Titii exhaustus est, Seio autem quadrans totorum bonorum relictus sit, competit Titio beneficium legis falcidiæ. l. 77.

Quod si alterutro eorum deficiente, alter hæres solus exstiterit, utrùm perindè ratio legis falcidiæ habenda sit, ac si statìm ab initio is solus hæres institutus esset, an singularum portionum separatìm causæ spectandæ sunt ? et placet, si ejus pars legatis exhausta sit, qui hæres exstiterit, adjuvari legatarios per deficientem partem : quia ea non est legatis onerata, quia et legata quæ apud hæredem remanent efficiunt, ut cæteris legatariis aut

nihil, aut minùs detrahatur. Si verò defecta pars fuerit exhausta, perindè in eâ ponendam rationem legis falcidiæ, atque si ad eum ipsum pertineret à quo defecta fieret. l. 78.

8. Marcellus consultus, an funeris monumentique impensa, quantùm testator fieri jussit, in ære alieno deduci debeat, Respondit, non ampliùs eo nomine quàm quod funeris causâ consumptum est, deducendum. l. 1. §. ult.

9. Si hæres institutus eam hæreditatem quæ solvendo non est, vendiderit, vix quidem poterit persuaderi non fuisse eam hæreditatem solvendo, quæ emptorem invenerit : verâ autem ratione nihil legatariis debetur, quia magis ex stultitiâ emptoris habere videtur hæres institutus, quàm ex bonis defuncti. Nam et è contrariò, si malè vendiderit res hæreditarias, non erit hoc legatariorum detrimentum : ita ergò commodum debet esse hæredis, si benè res administraverit. l. 3. C. civ. 780, s. 1017.

10. Sed et si is qui solvendo non est legaverit, et hæres cum creditoribus deciderit, ne solidum solveret, et ob eam decisionem factum sit, ut aliquid retineret, nihil tamen legatariis debiturum : quia eam pecuniam non ex hæreditate, sed ex decisione habet. l. 3. §. 1.

11. Fundo legato mihi sub conditione, pendente legati conditione, hæres me hæredem instituit, ac posteà legati conditio exstitit. In falcidiæ ratione fundus non jure hæreditario, sed legati, meus esse intelligitur. l. 4.

12. Si vir uxori hæres exstiterit, et in funus ejus impenderit, non videbitur totum quasi hæres impendere, sed deducto eo, quod quasi dotis nomine, quam lucrifacit, conferre debuerit. l. 6.

13. Lege falcidiâ interveniente legata servitus, quoniam dividi non potest, non aliter in solidum restituetur, nisi partis offeratur æstimatio. l. 7.

14. In falcidiâ placuit, ut fructus posteà percepti, qui maturi mortis tempore fuerunt, augeant hæreditatis æstimationem fundi nomine, qui videtur illo in tempore fuisse pretiosior. l. 9. C. civ. 856, 928.

15. In ratione legis falcidiæ retentiones omnis temporis hæredi in quadrantem imputantur. l. 11.

Incrementum pleniorem faciet hæreditatem. l. 56. §. 1. in f. eod.

Non est dubium quin ea legata à quibus hæres submovere exceptione petitorem potest, in quartam ei imputentur, nec cæterorum legata minuant. Nec interest utrùm ab initio quasi inutile fuerit, an ex accidenti posteà in eum casum pervenisset legatum, ut actio ejus denegaretur. l. 50. et 51.

Quâcunque ex causâ legata non præstantur, imputantur hæredi in quartam partem, quæ propter legem falcidiam remanere apud eum debet. l. 52. §. 1.

16. Si debitor, creditore hærede instituto, petisset, *ne in ra-*

tione legis falcidiæ ponendâ creditum suum legatariis reputaret : sine dubio ratione doli mali exceptionis, apud arbitrum falcidiæ, defuncti voluntas servatur. l. 12.

17. Frater, cùm hæredem sororem scriberet, alium ab eâ cui donatum volebat, stipulari curavit, *ne falcidiâ uteretur, et ut certam pecuniam, si contrà fecisset, præstaret.* Privatorum cautione legibus non esse refragandum constitit : et ideò sororem jure publico retentionem habiturum et actionem ex stipulatu denegandam. l. 15. §. 1. C. civ. 843, s.

Si expressìm designaverit (testator) *non velle hæredem retinere falcidiam*, necessarium et testatoris valere sententiam : et aut volentem eum parere testatori, forsan etiam quædam justè et piè relinquenti : lucrum non in percipiendo, sed solummodò piè agendo habentem : et non videri sine lucro hujusmodi esse hæreditatem. Aut si parere noluerit, eum quidem recedere ab hujusmodi institutione. Locum verò fieri (sicut dudùm prædiximus) substitutis, et cohæredibus, et fideicommissariis, et legatariis, et servis, et iis qui ab intestato sunt, et aliis secundùm priùs à nobis inventam in talibus viam. Nov. 1. C. 2. in f.

Cessat etiam falcidia in iis quorum alienationem testator prohibuerit. Nov. 119. cap. ult.

Fiat inventarium ab hærede metuente ne fortè non habeat post debita et legata falcidiam. Nov. 1. c. 2. §. 1.

Si verò non fecerit inventarium, non retinebit falcidiam, sed complebit legatarios et fideicommissarios, licèt puræ substantiæ morientis transcendat mensuram legatorum datio. d. c. 2. §. 2. C. civ. 793, s. 819, s.

18. Ex die mortis fructus quadrantis apud hæredem relinqui necesse est. l. 15. §. 6. in fin. C. civ. 856, 928.

19. Quarta, quæ per legem falcidiam retinetur, æstimatione, quam testator fecit, non magis minui potest, quàm auferri. l. 15. §. ult.

In falcidiâ æstimatio pretii rerum, ex veritate facienda est. l. 42. V. inf. l. 62. §. 1.

20. Si ex pluribus rebus legatis hæres quasquam solverit, ex reliquis falcidiam plenam per doli exceptionem retinere potest : etiam pro his, quæ jam data sunt. Sed etsi una res sit legata, cujus pars soluta sit, ex reliquo potest plena falcidia retineri. l. 16. d. l. §. 1.

21. Quod à cohærede legatorum nomine percipitur, non solet legatariis proficere, quominùs falcidiam patiantur : sed cùm is qui legatum præstaturus est, ab eodem aliquid in testamento petit, non est audiendus, desiderans uti adversùs eum falcidiæ beneficio, si id quod percepturus est ex voluntate testatoris, suppleat, quod deducere desiderat. l. 22.

Quod autem dicitur, *si ex judicio defuncti quartam habeat hæres*,

solida præstanda esse legata, ita accipere debemus, si hæreditario jure habeat. Itaque quod quis legatorum nomine à cohærede accipit, in quadrantem ei non imputatur. l. 74.

In quartam hæreditatis, quam per legem falcidiam hæres habere debet, imputantur res, quas jure hæreditario capit, non quas jure legati, vel fideicommissi, vel implendæ conditionis causâ accipit. Nam hæc in quartam non imputantur. l. 91.

Fundo legato mihi sub conditione, pendente legati conditione, hæres me hæredem instituit, ac posteà legati conditio exstitit : in falcidiæ ratione fundus non jure hæreditario, sed legati, meus esse intelligitur. l. 4.

22. Si debitori liberatio legata sit, quamvis solvendo non sit, totum legatum computetur, licèt nomen hoc non augeat hæreditatem, nisi ex eventu. Igitur, si falcidia locum habeat, hoc plus videbitur legatum, quod huic legatum esset : cætera quoque minuentur legata per hoc, et ipsum hoc per alia : capere enim videtur, eò quod liberatur. Sed si alii hoc nomen legetur, nullum legatum erit, nec cæteris contribuetur. l. 22. §. 3. et 4.

23. In ratione legis falcidiæ mortes servorum, cæterorumque animalium, furta, rapinæ, incendia, ruinæ, naufragia, vis hostium, prædonum, latronum, debitorum facta pejora nomina, in summâ quodcunque damnum, si modò culpâ legatarii careant, hæredi pereunt. Quemadmodùm ad hæredis lucrum pertinent fructus, partus ancillarum, et quæ per servos acquisita sunt, item servitutes quibus liberata prædia prætiosiora fierint, actionesque acquisitæ ut furti, damni, injuriæ, similesque, quorum nihil in rationem legis falcidiæ cadit. l. 30. V. 1. l. 56. C. civ. 855, 1302, 1573.

24. Is cui fideicommissum solvitur, sicut is cui legatum est, satisdare debet, quod ampliùs cœperit, quàm per legem falcidiam ei licuerit, reddi : veluti cùm propter conditionem aliorum fideicommissorum vel legatorum legis falcidiæ causa pendebit. l. 31.

25. Ea demùm obligatio rei bonis diminutionem præstat, quæ in hæredem transit. l. 32.

26. Si Titio viginti legatis, portio per legem falcidiam detracta esset, cùm ipse quoque quinque Seio rogatus esset restituere. Vindius noster tantùm Seio pro portione ex quinque detrahendum ait, quantùm Titio ex viginti detractum esset : quæ sententia et æquitatem et rationem magis habet : quia exemplo hæredis legatarius ad fideicommissa præstanda obligabitur : nec, quia ex suâ personâ legatarius inducere legem falcidiam non possit, idcircò, quod passus esset, non imputaturum. Nisi fortè testator ita fidei ejus commisisset, ut totum quidquid ex testamento cepisset, restitueret. l. 32. §. 4. V. 1. l. 47. §. 1.

27. In lege falcidia non habetur pro puro quod in diem relictum est : medii enim temporis commodum computatur. l. 45.

Tantò minùs erogari ex bonis intelligendum est, quantùm intereà, donec dies obtingit, hæres lucraturus est ex fructibus vel usuris. l. 73. §. 4.

28. In his legatis, quæ sub conditione relicta sunt, Proculus putabat, cùm quæritur de lege falcidiâ, tantùm esse in legato, quanti venire possunt: quod si est, et deductio sic potest fieri, ut tantùm videatur vi deberi, quanti nomen venire potest: sed hæc sententia non probatur. Cautionibus ergò meliùs res temperabitur. l. 45. §. 1. V. 1. l. 53. et l. 73. §. 2.

29. Lex falcidia si interveniat, in omnibus pensionibus locum habet. l. 47. V. l. 68. C. civ. 917, s.

30. Nunquàm legatarius, vel fideicommissarius, licèt ex Trebelliano senatusconsulto restituitur ei hæreditas, utitur legis falcidiæ beneficio. l. 47. §. 1. V. s. l. 32. §. 4. C. civ. 857, 921, 923.

31. Si propterea, quæ sub conditione legata sunt, pendet legis falcidiæ ratio, præsenti die data, non tota vindicabuntur. l. 53. V. s. l. 45. §. 1.

32. Pater filium, ex quo tres habebat nepotes, hæredem instituit, fideique ejus commisit, *ne fundum alienaret, et ut in familiâ eum relinqueret:* filius decedens tres filios scripsit hæredes. Quærendum est, an omninò quasi creditores unusquisque in ratione legis falcidiæ aliquid possit deducere? Quia in potestate suâ habuit pater cui ex his potiùs relinqueret: sed hâc ratione nemo in falcidiæ ratione quicquam deduceret: quod videndum, ne durè constituatur: utiquè enim in alieno ære habuit fundum: necessitate quippè obstrictus fuisset filius eum relinquendi. l. 54.

33. Mortis tempus in ratione legis falcidiæ ineunda placuit observari. l. 56.

In quantitate patrimonii exquirendâ visum est mortis tempus spectari. Quâ de causâ, si quis centum in bonis habuerit, tota ea legaverit, nihil legatariis prodest, si ante aditam hæreditatem per servos hæreditarios, aut ex partu ancillarum hæreditariarum, ex fœtu pecorum tantùm accesserit hæreditati, ut centum legatorum nomine erogatis, habiturus sit hæres quartam partem, sed necesse est, ut nihilominùs quarta pars legatis detrahatur. Et ex diverso, si ex centum, septuaginta quinque legaverit, et ante aditam hæreditatem in tantùm decreverint bona (incendiis fortè, aut naufragiis, aut morte servorum) ut non plus: quàm septuaginta quinque, vel etiam minùs relinquatur, solida legata debentur. Nec ea res damnosa est hæredi, cui liberum est non adire hæreditatem. Quæ res efficit, ut necesse sit legatariis, ne destituto testamento nihil consequantur, cum hærede in portionem legatorum pacisci. l. 73. C. civ. 922.

34. Legis falcidiæ beneficium hæres etiam post longum tempus mortis testatoris implorare non prohibetur. l. 58.

35. Beneficio legis falcidiæ indignus esse videtur qui id egerit ut fideicommissum intercidat. l. 59.

36. Corpora, si qua sunt in bonis defuncti, secundùm rei veritatem æstimanda erunt, hoc est, secundùm præsens pretium: nec quicquam eorum formali pretio æstimandum esse sciendum est. l. 62. §. 1.

Pretia rerum non ex affectu, nec utilitate singulorum, sed communiter funguntur. l. 63. V. s. l. 15. §. ult. C. civ. 922.

37. Præposterum *est* ante nos locupletes dici, quàm acquisierimus. l. 63.

38. Nonnullam pretio varietatem loca temporaque adferunt: nec enim tantidem Romæ, et in Hispaniâ oleum æstimabitur. Nec continuis sterilitatibus tantidem, quanti secundis fructibus: dùm hic quoque non ex momentis temporum, nec ex eâ quæ rarò accidat caritate: pretia constituantur. l. 63. §. 2.

39. Sicuti legata non debentur, nisi deducto ære alieno aliquid supersit, nec mortis causâ donationes debebuntur, sed infirmantur per æs alienum. l. 66. §. 1. C. civ. 1009, 1013, 1024.

40. Magna dubitatio fuit de his, quorum conditio mortis tempore pendet, id est, in quod sub conditione debetur, in stipulatoris bonis adnumeretur, et promissoris bonis detrahatur? Sed hoc jure utimur, ut quanti ea spes obligationis venire possit, tantùm stipulatoris quidem bonis accedere videatur, promissoris verò decedere: aut cautionibus res explicari potest, ut duorum alterum fiat, aut ita ratio habeatur tanquàm purè debeatur: deindè hæredes et legatarii inter se caveant, ut existente conditione, aut hæres reddat quantò minus solverit, aut legatarii restituant quantò plus consecuti sint. l. 73. §. 1.

41. Sed etsi legata quædam purè, quædam sub conditione relicta efficiant, (ut) existente conditione, lex falcidia locum habeat, purè legata cum cautione redduntur. Quo casu magis in usu est, solvi quidem purè legata perindè ac si nullâ aliâ sub conditione legata fuissent: cavere autem legatarios debere, ex eventu conditionis quod ampliùs accepissent, redditum iri. l. 73. §. 2. V. s. l. 45. §. 1.

42. Quædam legata divisionem non recipiunt, ut ecce legatum viæ, itineris, actûsve: ad nullum enim ea res pro parte potest pertinere. Sed etsi opus municipibus hæres facere jussus est, individuum videtur legatum, neque enim ullum balineum, aut (ullum) theatrum, aut stadium fecisse intelligitur, qui ei propriam formam, quæ ex consummatione contingit, non dederit. Quorum omnium legatorum nomine, etsi plures hæredes sint, singuli in solidum tenentur. Hæc itaque legata quæ dividuitatem non recipiunt, tota ad legatarium pertinent. Sed potest hæredi hoc remedio succurri, ut æstimatione factâ legati, denuntiet le-

gatario, ut partem æstimationis inferat : si non inferat, utatur adversùs eum exceptione doli mali. l. 80. §. 1.

43. Divi Severus et Antoninus rescripserunt pecuniam relictam ad alimenta puerorum falcidiæ subjectam esse : et ut, idoneis nominibus collocetur pecunia, ad curam suam revocaturum præsidem provinciæ. l. 89.

44. Divi Severus et Antoninus generaliter rescripserunt Bononio maximo, usuras præstaturum eum, qui frustrationis causâ beneficium legis falcidiæ imploravit. l. 89. §. 1.

45. In fideicommissariâ hæreditate restituendâ, sive legatum vel fideicommissum datum sit hæredi, sive præcipere, vel deducere, vel retinere jussus est, in quartam id ei imputatur. l. 91. §. 1.

Filium quem habentem fundum portionem hæreditatis fratribus et quibusdam aliis sub conditione verbis precariis restituere sanxit testator, post ejus eventum, hæreditariâ parte prædii in quartæ ratione retentâ, compensato prætereà quod à cohæredibus vice mutuâ percipit. Et si quid deest, in supplementum deducto quod à cæteris in eo fundo solvitur, suprà quartam habens, reddere compellitur. l. 24. C. fam. erc.

Aliud in legatis et fideicommissis particularibus. V. s. n. 21.

46. Scire debes, omissâ falcidiâ, quò pleniorem fidem restituendæ portionis exhiberes, non videri plus debito solutum esse. l. 1. C. eod.

Error facti quartæ ex causâ fideicommissi non retentæ, repetitionem non impedit. Is autem, qui sciens se posse retinere, universum restituit, condictionem non habet : quin etiam si jus ignoraverit, cessat repetitio. l. 9. C. eod. Sive solverit, sive super hoc cautionem fecerit, æquitatis ratio familia suadere videtur. l. ult. in f. C. eod.

47. In imponendâ ratione legis falcidiæ omne æs alienum deducitur : etiam quod ipsi hæredi mortis tempore debitum fuerit, quamvis aditione hæreditatis confusæ sint actiones. l. 6. C. eod.

Titulus III. — *Si cui plus quàm per legem falcidiam licuerit, legatum esse dicetur.*

1. Cùm dicitur lex falcidia locum habere, arbiter dari solet, *ad ineundam quantitatem bonorum :* tametsi unus aliquid modicum fideicommissum persequatur. Quæ computatio præjudicare non debet cæteris, qui ad arbitrium missi non sunt. Solet tamen ab hærede etiam cæteris denuntiari fideicommissariis, *ut veniant ad arbitrum ibique causam suam agant.* Plerumquè et creditoribus, *ut de ære alieno probent.* l. 1. §. 6. C. civ. 920, s.

LIBER TRIGESIMUS SEXTUS.

Titulus I. — *Ad senatusconsultum trebellianum.*

1. *Cùm esset æquissimum in omnibus fideicommissariis hære-*

ditatibus, si qua de his bonis judicia penderent, ex his eos subire, in quos jus fructusque transferetur, potiùs quàm cuique periculosam esse fidem suam : placet ut actiones, quæ in hæredem hæredibusque dari solent, eas neque in eos, neque iis dari qui fidei suæ commissum sicuti rogati essent, restituissent, sed his et in eos, quibus ex testamento fideicommissum restitutum fuisset : quò magis in reliquum confirmentur supremæ defunctorum voluntates. l. 1. §. 2.

Sed quia hæredes scripti : cùm aut totam hæreditatem aut penè totam plerumquè restituere rogabantur, adire hæreditatem ob nullum vel minimum lucrum recusabant atque ob id extinguebantur fideicommissa : posteà Vespasiani, Augusti temporibus Pegaso et Pusione consulibus, senatus censuit : ut ei, qui rogatus esset hæreditatem restituere, perindè liceret quartam partem retinere, atque ex lege falcidiâ ex legatis retinere conceditur. Ex singulis quoque rebus, quæ per fideicommissum relinquuntur, eadem retentio permissa est. §. 5. inst de fideicom. hæred. C. civ. 896, s. Voyez sur la Trébellianique, t. 2, page 783, s.

2. Indè Neratius scribit : si hæres rogatus restituere *totam hæreditatem, non deductâ falcidiâ, rogato et ipsi* (ut) *alii restituat :* non utiquè debere eum detrahere fideicommissario secundo quartam, nisi liberalitatem tantùm ad priorem fideicommissarium hæres voluit pertinere. l. 1. §. 19. V. 1. l. 55. §. 2. V. s. ad leg. falc. l. 47. §. 1.

3. Quod ad jus publicum attinet (filiusfamilias) non sequitur jus potestatis. l. 14.

4. Ex facto tractatum est, an per fideicommissum rogari quis possit, ut aliquem hæredem faciat? Et senatus censuit rogari quidem quem, ut aliquem hæredem faciat, non posse : verùm videri per hoc rogasse, ut hæreditatem suam ei restituat : id est, quidquid ex hæreditate suâ consecutus est, ut ei restitueret. l. 17.

5. Si quis (rogatus, *ut si sine liberis decessisset, restitueret hæreditatem*) susceperit quidem filium, verùm vivus omiserit : videbitur sine liberis decessisse. l. 17. §. 7. d. l. §. 5.

6. Sed si naufragio, vel ruinâ, vel aggressu, vel quo alio modo (*filius*) simul cum pàtre perierit, an conditio (*si sine liberis pater decederet*) defecerit, videamus? Et magis non defecisse arbitror, quia non est verum filium ejus supervixisse. Aut igitur filius supervixit patri et extinxit conditionem fideicommissi : aut non supervixit, et exstitit conditio. Cùm autem quis antè, et quis posteà decesserit, non apparet : exstitisse conditionem fideicommissi magis dicendum est. l. 17. §. penult.

Cur non hìc præsumitur supervixisse filius patri? Ut in l. 9. §. 1. ff. de reb. dub. V. 1. h. t. l. 34. C. civ. 720, s.

7. Si quis ita fideicommissum reliquerit, *fidei tuæ fili committo, ut si alieno hærede moriaris, restituas Seio hæreditatem.*

Videri eum de liberis sensisse, D. *Pius* rescripsit : et ideò, cùm quidam sine liberis decederet, avunculum ab intestato bonorum possessorem habens, exstitisse conditionem fideicommissi rescripsit. l. 17. §. ult.

8. In fideicommissariâ hæreditatis restitutione constat non venire fructus, nisi mora facta est : aut cùm quis specialiter fuerit rogatus et fructus restituere. l. 18.

Quoties quis rogatur hæreditatem restituere, id videtur rogatus reddere, quod fuit hæreditatis. Fructus autem non hæreditati, sed ipsis rebus accepto feruntur. d. l. §. 2.

9. Fructus in quartam imputantur. l. 18. §. 1.

Ante diem fideicommissi cedentem fructus et usuræ, quas debitores hæreditarii, cùm posteà cessisset dies solverunt, item mercedes prædiorum ab hærede perceptæ portioni quadrantis imputabuntur. l. 58. §. 5. V. 1. l. 22. §. 2. l. 3.

Jubemus quoties pater, vel mater, filio seu filiâ, filiis vel filiabus, ex æquis vel inæquis partibus hæredibus institutis, invicem seu simpliciter quosdam ex his, aut quemdam rogaverit, *qui prior sine liberis decesserit, portionem hæreditatis suæ superstiti seu superstitibus restituere :* ut omnibus modis retentâ quartâ pro auctoritate trebelliani senatusconsulti, non per imputationem redituum (licèt hoc testator rogaverit vel jusserit ? sed de ipsis rebus hæreditariis, dodrans restituatur. Idemque in retinendâ legis falcidiæ portione, obtinere jubemus : et si pater, vel mater filio seu filiâ institutis (sicut suprà scriptum est) hæredibus, rogaverit eos easve, *nepotibus vel neptibus, pronepotibus vel proneptibus suis, ac deinceps restituere hæreditatem.* l. 6. C. eod.

10. Si ad tempus liberorum fuerit legatum relictum, et is uxore prægnante decesserit, ad hæredem suum transferat legatum. l. 20.

Is cui ita legatum est, *quandòque liberos habuerit, si* prægnante uxore relictâ decesserit, intelligitur expletâ conditione decessisse : et legatum valere, si tamen posthumus natus fuerit. l. 18. ff. quandò dies leg. ced.

11. Si hæres post multum temporis restituat, cùm præsenti die fideicommissum sit, deductâ quartâ restituet. Fructus enim qui percepti sunt negligentiâ petentis, non judicio defuncti percepti videntur. Alia causa est si sub conditione, vel in diem rogatus fuerit. Tunc enim quod percipitur, submovet falcidiam, si tantùm fuerit quantùm quartam facit, et quartæ fructus. Nam fructus qui medio tempore percepti sunt, ex judicio testantis percepti videntur. l. 22. §. 2. V. s. ad leg. falcid. n. 21.

12. Si quis rogetur restituere hæreditatem, et vel servi decesserint, vel aliæ res perierint, placet non cogi eum reddere, quod non habet. Culpæ planè reddere rationem, sed ejus quæ dolo proxima est. l. 22. §. 3.

13. Si quem sumptum fecit *hæres* in res hæreditarias, detrahet. l. 22. §. 3.

14. Cùm proponeretur quidam filiam suam hæredem instituisse, et rogasse eam, *ut sine liberis decessisset, hæreditatem Titio restitueret:* eamque dotem marito dedisse certæ quantitatis: mox decedens sine liberis, hæredem instituisse maritum suum. Et quæreretur, an dos detrahi possit? Dixi, *non posse dici in eversionem fideicommissi factum: quod et mulieris pudicitiæ, et patris voto congruebat.* Quare dicendum est, dotem decedere, ac si quod superfuisset rogata esset restituere. l. 22. §. 4. V. Nov. 39. C. 1. V. s. de leg. 3. n. 29.

15. Quoties paterfamilias unum, vel duos hæredes cohæredibus suis restituere hæreditatem jubet, intelligitur easdem partes in fideicommissis facere, quas in hæreditate distribuendâ fecerit. l. 23. V. l. 78. §. 4. et 5.

Nonnunquàm autem ex voluntate variè rescriptum et judicatum est: videlicet si non sub appellatione hæredum, sed propriis nominibus expressis, fideicommissum relinquatur. l. 24. V. s. l 54. §. ult. de leg. 1.

16. Multùm interest, utrùm quarta pars jure hæreditario retineatur, an verò in re, vel pecuniâ. Nam superiore casu actiones dividuntur inter hæredem, et fideicommissarium: posteriore verò apud fideicommissarium sunt actiones. l. 30. §. 3.

Ad eum, cui ex trebelliano senatusconsulto pars hæreditatis restituitur: successionis onera, seu legatorum præstationem pro competenti portione spectare, indubitati juris est. l. 2. C. eod.

17. Si ejus qui novissimus ex filiis mortuus est, partem hæreditatis propinquo voluit pater restitui, et simul fratres diem suum obiissent: propinquum, si non ostenderit quis novissimè obiisset, ad partem hæreditatis non admitti: sed matrem ex tertylliano senatusconsulto ad utriusque hæreditatem admitti constat. l. 34. V. s. l. 17. §. pen. et l. 9. §. 1. de reb. dub.

18. Imperator Hadrianus cùm Vivius Cerealis filio suo Vivio Simonidi, *si in potestate suâ esse desiisset, hæreditatem restituere rogatus esset:* ac multa in fraudem (fideicommissi) fieri probaretur, restitui hæreditatem filio jussit, ita ne quid in eâ pecuniâ, quamdiù filius ejus viveret, juris haberet: nam quia cautiones non poterant interponi conservatâ patriâ potestate, damnum conditionis propter fraudem inflixit. Post decreti autem auctoritatem in eâ hæreditate filio militi comparari debuit, si res à possessoribus peti, vel etiam cum debitoribus agi oporteret. Sed paternæ reverentiæ congruum est, egenti fortè patri, officio judicis, ex accessionibus hæreditatis emolumentum præstari. l. 50.

19. Qui fideicommissam hæreditatem ex trebelliano, cùm suspecta diceretur, totam recepit, si ipse quoque rogatus sit alii restituere, totum restituere cogetur. Et erit in hâc quoque restitutione trebelliano locus. Quartam enim falcidiæ jure fideicommissarius retinere non potuit. Nec ad rem pertinet, quod nisi prior, ut adiretur hæreditas desiderasset, fideicommissum secundo loco

datum intercidisset. *Cùm enim semel adita est hæreditas, omnis defuncti voluntas rata constituitur.* Non est contrarium, quod legata cætera non ultrà dodrantem præstat. Aliud est enim ex personâ hæredis conveniri : aliud proprio nomine defuncti precibus adstringi. l. 55. §. 2.

20. *Hæredes mei quidquid ad eos ex hæreditate bonisve meis pervenerit, id omne post mortem suam restituant patriæ meæ coloniæ Beneventanorum* : nihil de fructibus pendente conditione perceptis petitum videri constitit. l. 57.

Cùm virum prudentissimum Papinianum respondisse non ignoremus, etiam legata hujusmodi fideicommisso contineri, id est, ubi hæres rogatus fuerit, *quid quid ex hæreditate ad eum pervenerit post mortem restituere* : animadvertimus etiam præceptionis compendium testatoris verbis comprehensum esse. Sanè quoniam in fideicommissis voluntas magis quàm verba plerumquè intuenda est : si quas pro rei veritate prætereà probationes habes ad commendandam hanc patris voluntatem quam fuisse adseveras, apud præsidem (provinciæ) experiri non vetaris. l. 16. C. d. fideic.

21. Cùm ita fuerat scriptum : *fidei filiorum meorum committo, ut si quis eorum sine liberis prior diem suum obierit, partem suam superstiti fratri restituat. Quod si uterque sine liberis diem suum obierit, omnem hæreditatem ad neptem meam Claudiam pervinere volo.* Defuncto altero superstite filio, novissimo autem sine liberis, neptis primâ quidem facie, propter conditionis verba non admitti videbatur : sed cùm in fideicommissis voluntatem spectari conveniat, absurdum esse respondi, cessante primâ substitutione, partis nepti petitionem denegari, quam totam habere voluit avus, si novissimus fratris quoque portionem suscepisset. l. 57. §. 1. C. civ. 1048, s.

22. *Peto de te, uxor carissima : uti cùm morieris hæreditatem meam restituas filiis meis, vel uni eorum : vel nepotibus meis, vel cui volueris : vel cognatis meis, si cui voles ex totâ cognatione meâ.* Inter filios, respondi, substitutionem fideicommissi factam videri. Circà nepotes autem, (et) cætores cognatos, facultatem eligendi datam : ex cæteris autem cognatis, si nepotes superessent, non rectè mulierem electuram, propter gradus fidei commissi præscriptos. Deficiente verò gradu nepotum, ex cognatis quam velit personam eligi posse. l. 57. §. 2.

23. Cùm hæreditas ex causâ fideicommissi in tempus restituenda est : non idcircò nominum periculum ad hæredem pertinebit, quod hæres à quibusdam pecuniam exegerit. l. 58. §. 1.

24. Cùm autem post mortem suam rogatus hæreditatem restituere, res hæreditarias distrahere non cogatur hæres : sortium quæ de pretiis earum redigi potuerunt, usuræ propter usum medii temporis perceptæ non videbuntur. Deniquè nec periculum mancipiorum, aut urbanorum prædiorum præstare cogitur : sed

nihilominùs usus et casus eorum quadrantem quoque deminuit. l. 58. §. 6. C. civ. 1058, s.

25. Dùm prætor, cognitâ causâ, per erorem, vel etiam ambitiosè juberet hæreditatem, ut ex fideicommisso restitui, etiam publicè interest restitui propter rerum judicatarum auctoritatem. l. 65. §. 2. V. l. 11. ff. de just. et jure.

26. Si totam hæreditatem rogatus restituere tu spontè adieris, et sine deductione quartæ partis, restitueris : difficilè quidem crederis per ignorantiam magis, non explendi fideicommissi causâ, hoc fecisse. Sed si probaveris, per errorem te quartam non retinuisse recuperare eam poteris. l. 68. §. 1. V. s. ad leg. falc. n. 46. ex lege. 9. et l. ult. C. ad leg. falcid.

27. Si temporalis actio in hæreditate relicta fuerit, tempus quo hæres experiri à te restitutam hæreditatem potuit, imputabitur ei cui restituta fuerit. l. 70. §. ult.

28. Hæres ejus qui post mortem suam rogatus erat *universam hæreditatem restituere*, minimam quantitatem, quam solam in bonis fuisse dicebat, his quibus fideicommissum debeatur, restituit : posteà repertis instrumentis, apparuit quadruplo ampliùs in hæreditate fuisse. Quæsitum est, an in reliquum fideicommissi nomine conveniri possit? Respondit, secundùm ea quæ proponerentur, si non transactum esset, posse. l. 78. §. ult.

Titulus ii. — *Quandò dies legatorum vel fideicommissorum cedat.*

1. Mortuo patre, licèt vivo pupillo, dies legatorum à substituto datorum cedit. l. 1. l. 7. §. 3. et 4.

2. Si purè sit ususfructus legatus, vel usus, vel habitatio, neque eorum dies ante aditam hæreditatem cedit, neque petitio ad hæredem transit. Idem et si ex die sit ususfructus relictus. Nam cùm ad hæredem non transferatur, frustrà est, si antè quis diem ejus cedere dixerit. l. 3. et l. 4. C. civ. 1014.

Ususfructus sui natura ad hæredes legatarii transmitti non patitur : quia neque à morte testatoris, neque ab aditâ hæreditate, quantùm ad transmissionem dies ejus cedit. l. un. §. 6. C. de caduc. toll. v. inf. l. 12. §. 3. n. 12.

3. *Si cùm hæres, morietur*, legetur, conditionale legatum est : deniquè vivo hærede defunctus legatarius ad hæredem non transfert. l. 4.

Tale legatum *cùm morietur hæres dato*, certum est debitum (iri.) Et tamen ad hæredem legatarii non transit, si vivo hærede decedat. l. 13. in fin. V. s. de condit. et dem. l. 1. §. 2. et l. 75. V. inf. n. 6. ex l. un. C. de cad. toll. C. civ. 1041, 1179.

4. Si verò *cùm ipse legatarius morietur*, legeretur, ei certum est legatum ad hæredem transmitti. l. 4. §. 1. C. civ. 1041.

5. Si post diem legati cedentem legatarius decesserit, ad hæredem suum transfert legatum. l. 5.

Cedere diem significat incipere deberi. l. 213. ff. de verb. sig.

Si Pontionilla ad eam ætatem pervenit, cui legatum vel fideicommissum relictum erat, petitiones ad hæredes transmisit licèt antè decesserit quàm consequeretur legatum vel fideicommissum. l. 3. C. eod. C. civ. 1014, 1041.

Si fideicommissum ab intestato fuerit sorori tuæ relictum codicillis, et posteaquam dies fideicommissi cessit, (rebus humanis, licèt) ignorans fideicommissum excesserit : actionem hujusmodi acquiri potuisse, dissimulare non poteris : salvâ scilicet ab intestato succedenti quartâ portione. l. ult. C. eod.

6. Si purum legatum est, ex die mortis dies ejus cedit. Si verò post diem sunt legata relicta, simili modo, atque in puris dies cedit l. 5. §. 1.

Sancimus omnes habere licentiam à morte testatoris adire hæreditatem : similique modo legatorum vel fideicommissorum purè vel in diem certam relictorum diem à morte testatoris cedere. l. un. §. 1. inf. C. de caduc. toll. V. 1. l. 21. C. civ. 1014, 1041.

7. Si sub conditione sit legatum relictum, non priùs dies legati cedit, quàm conditio fuerit impleta : nequidem si ea sit conditio, quæ in potestate sit legatarii. l. 5. §. 2.

Sin autem aliquid sub conditione relinquatur vel casuali, vel potestativâ, vel mixtâ quarum eventus ex fortunâ, vel ex honoratæ personæ voluntate, vel ex utroque pendeat, vel sub incerto die: exspectari oportet conditionis eventum, sub quâ fuerit derelictum, vel diem, ut tunc cedat, cùm vel conditio impleatur, vel dies incertus exstiterit. Quod si in medio is qui ex testamento lucrum sortitus est, decedat : vel eo superstite conditio, defecerit hoc quod ideò non prævaluit, manere disponimus apud eos à quibus relictum est. l. un. §. 7. C. de caduc toll. V. inf. l. 21. C. civ. 1040, 1041, 1068, s.

8. Si ea conditio fuit quam prætor remittit, statìm dies cedit. Idemque et in impossibili conditione, quia pro puro hoc legatum habetur. l. 5. §. 3. et 4. C. civ. 900, 1014.

9. Si qua conditio sit, quæ per legatarium non stat quo minùs impleatur, sed aut per hæredem, aut per ejus personam, in cujus personâ jussus est parere conditioni, dies legati cedit, quoniam pro impletâ habetur : ut putà, si jussus sim *hæredi decem dare*, et ille accipere nolit. l. 5. §. 5. V. s. de condit. et demonstr. l. 24. C. civ. 1178.

10. Si extrinsecùs suspendatur legatum, non ex ipso testamento, licèt antè decedat legatarius, ad hæredem transmisisse legatum dicimus : veluti si rem dotalem maritus legaverit extero, et uxori aliquam pro dotali re pecuniam : deindè, deliberante uxore de electione dotis, decesserit legatarius atque legatum elegerit mulier, ad hæredem transire legatum, dictum est : idque et Julianus respondit. Magis enim mora, quàm conditio legato injecta videtur. l. 6. §. 1.

11. Hæredis aditio moram legati quidem petitioni facit, cessioni diei non facit. Proindè sive purè institutus tardiùs adeat, sive sub conditione per conditionem impediatur, legatarius securus est, sed et si nondùm natus sit hæres institutus, similiter legatario non nocebit, eo quod dies legati cessit. l. 7. d. l. §. 1. et 2. C. civ. 795, s. 1014.

12. Cùm *in annos singulos* legatur, non unum legatum esse, sed plura constat. l. 10.

Nec semel diem ejus cedere, sed per singulos annos. Sed utrùm initio cujusque anni, an verò finito anno cedat, quæstionis fuit? Et *Labeo, Sabinus, et Celsus, et Julianus, in omnibus quæ in annos singulos relinquuntur, hoc probaverunt, ut initio cujusque anni hujus legati dies cederet.* l. 12. d. l. 5. §. 1. l. 1. C. eod.

Idem Celsus scribit, quod et Julianus probat, hujus legati diem ex die mortis cedere, non ex quo adita est hæreditas. Et si fortè post multos annos adeatur hæreditas, omnium annorum legatario deberi. d. l. 12. §. 3.

13. Si cùm præfinitione annorum legatum fuerit, veluti *Titio dena usque ad annos decem*: Julianus scribit interesse. Et si quidem alimentorum nomine legatum fuerit, plura esse legata, et futurorum annorum legatum legatarium mortuum ad hæredem non transmittere: si verò non pro alimentis legavit, sed in plures pensiones divisit exonerandi hæredis gratiâ, aut casu ait omnium annorum annum esse legatum, et intrà decennium decedentem legatarium, etiam futurorum annorum legatum ad hæredem suum transmittere. Quæ sententia vera est. l. 20.

Cæterùm si pecuniam annuam pater alimentis filii destinasset, non dubiè personâ deficiente, causa præstandi videtur extincta. l. 26. in f. eod.

14. Si dies adposita legato non est, præsens debetur, aut confestìm ad eum pertinet, cui datum est. Adjecta, quamvis longa sit, si certa est, *veluti Cal. Januariis centesimis*, dies quidem legati statìm cedit, sed ante diem peti non potest. At si incerta, (quasi *cùm pubes erit, cùm in familiam nupserit, cùm magistratum inierit, cùm aliquid demùm*, quod scribendo comprehendere sit commodum, *fecerit*) nisi tempus conditiove obtigit, neque res pertinere, neque dies legati cedere potest. l. 21. V. l. 213. ff. de verb. sign. V. s. l. 5. §. 2. C. civ. 1014, 1040, s.

15. Si sub conditione, quâ te hæredem institui, sub eâ conditione Titio legatum sit, Pomponius putat, perindè hujus legati diem cedere, atque si purè relictum esset: quoniam certum esset hærede existente debitum iri. Neque enim per conditionem hæredum fieri incerta legata: nec multùm interesse tale legatum ab hoc, *si hæres erit, dato.* l. 21. §. 1. l. 22. §. 1.

Id demùm legatum ad hæredem legatarii transit, quod certum sit debitum iri, si adeatur hæreditas. d. l. 22. §. 1. in fin.

Titulus III. — *Ut legatorum seu fideicommissorum servandorum causa caveatur.*

1. Legatorum nomine satisdare oportere prætor putavit, ut, quibus testator dari fierive voluit, his diebus detur vel fiat l. 1. Nec sine ratione hoc prætori visum est, sicuti hæres incumbit possessioni bonorum, ita legatarios quoque carere non debere bonis defuncti. Sed aut satisdabitur eis, aut si satis non datur, in possessionem bonorum venire prætor voluit. d. l. §. 2.

Idemque in fideicommissis quoque probandum est. d. l. 1. §. 10.

2. Jubemus, quoties pater vel mater, filio seu filiâ, filiis vel filiabus, exæquis vel inæquis partibus hæredibus institutis, invicem seu simpliciter quosdam ex his, aut quemdam rogaverit, *qui prior sine liberis decesserit, portionem hæreditatis suæ, superstiti seu superstitibus restituere*.... in suprà dictis casibus fideicommissorum servandorum satisdationem cessare, si non specialiter eamdem satisdationem testator exigi disposuerit, et cùm pater vel mater secundis æstimant nuptiis non abstinendum. In his enim duobus casibus, id est, cùm testator specialiter satisdari voluerit, vel cùm secundis se pater vel mater matrimoniis junxerit, necesse est, ut eadem satisdatio pro legum ordine præbeatnr. l. 6. C. ad Senatuscons. Trebell. d. l. §. 1.

Quæ hìc omissa sunt est hoc. tit. habes. s. ad l. 18. §. 1. ad Senat. Trebell.

3. Deberi dicimus et quod die certâ præstari oportet, licèt dies nondùm venerit. l. 9. C. civ. 1014, 1041.

Titulus IV. — *Ut in possessionem legatorum vel fideicommissorum servandorum causâ esse liceat.*

1. Si semel fuerit satisdatum, quæsitum est, an etiam rursùs cavendum sit : si fortè dicatur, egenos fidejussores esse datos? et magis est, ut caveri non debeat. Hoc enim D. Pius rescripsit Pacuviæ Licianæ : ipsam enim facilitati suæ expensum ferre debere, quæ minùs fidejussores idoneos accepit. Neque enim oportet per singula momenta onerari eum, à quo satis petitur. Planè si nova causa allegetur, veluti quod fidejussor decesserit, aut etiam rem familiarem inopinato fortunæ impetu amiserit, æquum erit præstari cautionem. l. 3. §. ult. et l. 4. C. civ. 2018, s.

2. Id quod ex fructibus percipitur primùm in usuras, mox si quid superfluum est, in sortem debet imputari. l. 5. §. 21. C. civ. 724.

LIBER TRIGESIMUS SEPTIMUS.

Titulus I. — *De bonorum possessionibus.*

1. Bona hic (ut plerumquè solemus dicere) ita accipienda sunt, universitatis cujusque successionem, quâ succeditur in jus demortui, suscipiturque ejus rei commodum et incommodum : nam sive solvendo sunt bona, sive non sunt, sive damnum ha-

bent, sive lucrum, sive in corporibus sunt, sive in actionibus : in hoc loco propriè bona appellabuntur. l. 3. C. civ. 724.

2. Bonorum possessionem ita rectè definiemus, jus persequendi retinendique patrimonii, sive rei, quæ cujusque, cùm moritur, fuit. l. 3. §. 2.

3. Edicto prætoris bonorum possessio his denegatur qui rei capitalis damnati sunt, neque in integrum restituti sunt. l. 13. C. civ. 725.

Titulus v. — *De legatis præstandis, contrà tabulas bonorum possessione petitâ.*

1. Hic titulus æquitatem quamdam habet naturalem, et ad aliquid novam, ut qui judicia patris rescindunt per contrà tabulas bonorum possessionem, ex judicio ejus quibusdam personis legata et fideicommissa præstarent, hoc est, liberis et parentibus, uxori, nuruique dotis nomine legatum. l. 1.

Rescisso ex causâ exhæredationis, vel præteritionis liberorum, vel parentum testamento, legata et fideicommissa præstantur. Nov. 115. C. 3. in f. et C. 4. in fin. C. civ. 913, s. 1001, 1046, 1047.

2. Si post testamentum factum, quo posthumorum suorum nullam mentionem testator fecit, filium filiamve suscepit, intestato vitâ functus est : cùm agnatione posthumi, vel posthumæ, cujus non meminit, testamentum ruptum sit. Ex rupto autem testamento nihil deberi, neque peti posse, explorati juris est. l. 1. C. de posthum. hæred. inst.

Titulus vi. — *De collatione.*

1. Hic titulus manifestam habet æquitatem. Cùm enim prætor ad bonorum possessionem contra tabulas emancipatos admittat, participesque faciat cum his qui sunt in potestate bonorum paternorum, consequens esse credit, ut sua quoque bona in medium conferant, qui appetant paterna. l. 1.

A parentibus data conferuntur sive testati decedant, sive intestati : nisi prohibuerint collationem. Nov. 18. c. 6. V. l. 20. §. 1. c. de collat. C. civ. 843, s.

2. De illis, quæ sine culpâ filii emancipati post mortem patris perierunt, quæritur ad cujus detrimentum ea pertinere debeant? Et plerique putant ea quæ sine dolo et culpâ perierint, ad collationis onus non pertinere. Et hoc ex illis verbis intelligendum est, quibus prætor viri boni arbitratu jubet conferri bona. Vir autem bonus non sit arbitraturus conferendum id, quod nec habet, nec dolo nec culpâ desiit habere. l. 2. §. 2. C. civ. 855.

3. Sed etsi tantùm fortè in bonis paternis emancipatus remittat, quantùm ex collatione suus habere debet, dicendum est emancipatum satis contulisse videri. l. 1. §. 12. Eò minùs auferre. l. 5. C. cod. conferre, aut minùs tantò accipere. Novel. 97. c. 6.

4. Nec castrense, nec quasi castrense peculium fratribus con-

fertur. Hoc enim præcipuum esse oportere, multis constitutionibus continetur. l. 1. §. 15. l ult. C. eod. C. civ. 853, 854.

5. Si ab ipso patre hærede instituto, filio ejus fideicommissum fuerit relictum, *cùm morietur*: an id conferendum est, quoniam utile est hoc fideicommissum? et eveniet ut pro eo habeatur, atque si post mortem patris relictum fuisset : nec cogetur hic conferre : quia moriente eo (ejus) non fuisset. l. 1. §. 19. V. inf. l. 11.

Omnia quæ in quartam portionem ab intestato successionis computantur his qui ad actionem de inofficioso testamento vocantur, etiam si intestatus is decesserit, ad cujus hæreditatem veniunt, omnimodò cohæredibus suis conferant. Quod tam in aliis, quàm in his quæ occasione militiæ uni hæredum ex defuncti pecuniis acquisitæ lucratur, is qui militiam meruit, locum habebit : ut lucrum quod tempore mortis defuncti ad eum pervenire poterat, non solùm testamento condito quartæ parti ab intestato successionis computetur, sed etiam ab intestato conferatur. l. 20. C. eod. C. civ. 843, s.

6. Dotem (quam) dedit avus paternus, an post mortem avi mortuâ in matrimonio filiâ, patri reddi oporteat, quæritur? occurrit æquitas rei, ut, quod pater meus propter me filiæ meæ nomine dedit, proindè sit, atque ipse dederim : quippè officium avi circa neptem ex officio patris ergà filium pendet. Et quia pater filiæ, ideò avus propter filium nepti dotem dare debet. Quid si filius à patre exhæredatus est? existimo non absurdè etiam in exhæredato filio idem posse defendi. Nec infavorabilis sententia est, ut hoc saltem habeat ex paternis, quod propter illum datum est. l. 6. V. l. 79. de jur. dot. C. civ. 843, s.

7. Paulus respondit, ea quæ post mortem patris filio reddi debuerunt, emancipatum filium, quamvis priùs consecutus sit, quàm deberentur, fratri, qui in potestate patris relictus est, conferre non debere : cùm post mortem patris non tam ex donatione, quàm ex causâ debiti, ea possidere videatur. l. 11. V. s. l. 1. §. 19.

Titulus vii. — *De dotis collatione.*

1. Quanquàm ita demùm ad collationem dotis prætor cogat filiam, si petat bonorum possessionem, attamen et si non petat conferre debebit : si modò se bonis paternis misceat. l. 1. l. 20. C. eod.

Dos à muliere confertur, nisi, cùm vir non sit solvendo, imputari possit mulieri quod salvam non fecerit causam dotis. Nov. 97. c. 6. C. civ. 1573.

2. Cùm dos confertur, impensarum necessariarum fit detractio, cæterarum non. l. 1. §. 5. C. civ. 861.

3. Filia quæ soluto matrimonio dotem conferre debuit, moram collationi fecit : viri boni arbitratu cogetur usuras quoque dotis

conferre, cùm emancipatus frater etiam fructus conferat, et filia partis suæ fructus percipiat. l. 5. §. 1. C. civ. 856, 928.

4. Fuit quæstionis, an si sua hæres filia patri cum fratribus contenta dote abstineat se bonis, compellatur eam conferre? Et Divus Marcus rescripsit, non compelli abstinentem se ab hæreditate patris : ergò non tantùm data apud maritum remanebit, sed et promissa exigetur etiam à fratribus. Et est æris alieni loco : abscessit enim à bonis patris. l. ult. C. civ. 845.

TITULUS IX. — *De ventre in possessionem mittendo, et curatore ejus.*

1. Sicuti liberorum eorum, qui jam in rebus humanis sunt, curam prætor habuit : ita etiam eos qui nondùm nati sint, propter spem nascendi, non neglexit. Nam et hâc parte edicti eos tuitus est, dùm ventrem mittit in possessionem. l. 1. C. civ. 393, 725.

2. Ventri subvenire prætorem debere non dubitamus, eò faciliùs, quod favorabilior est causa partûs, quàm pueri. Partui enim in hoc favetur, ut in lucem producatur : puero, ut in familiam inducatur. Partus enim iste alendus est, qui non tantùm parenti, cujus esse dicitur, verùm etiam reipublicæ nascitur. l. 1. §. 15.

3. Quoties autem venter in possessionem mittitur, solet mulier curatorem ventri petere solet et bonis. Sed si quidem tantùm ventri curator datus sit, creditoribus permittendum in custodiâ bonorum esse : si verò non tantùm ventri, sed etiam bonis curator datus est, possunt esse securi creditores : cùm periculum ad curatorem pertineat. Idcircò curatorem bonis ex inquisitione dandum, idoneum scilicet, oportet creditores curare : vel si quis alius est, qui non edito partu successionem speret. Hoc autem jure utimur ut idem curator et bonis, et ventri detur. l. 1. §. 17. et 18. C. civ. 393.

4. Mulier autem in possessionem missa, ea sola sine quibus fœtus sustineri, et ad partum usquè produci non possit, sumere ex bonis debet. Et in hanc rem curator constituendus est, qui cibum, potum, vestitum, tectum mulieri præstet, pro facultatibus defuncti, et pro dignitate ejus atque mulieris. Deminutio autem ad hos sumptus fieri debet, primùm ex pecuniâ numeratâ : si ea non fuerit, ex his rebus quæ patrimonia onerare magis impendio, quàm augere fructibus consueverunt. l. 1. §. 19 et 20.

Et si sciens prudensque se prægnantem non esse, consumpserit, de suo eam id consumpsisse Labeo ait. l. 1. §. ult.

Curator ventris alimenta mulieri statuere debet : nec ad rem pertinet, an dotem habeat undè sustentare se possit : quia videntur quæ ita præstantur, ipsi præstari qui in utero est. l. 5. C. civ. 1465, 1481, 1570.

Titulus x. — *De Carboniano edicto.*

1. Hoc diligentissimè prætori examinandum est, an expediat pupillo repræsentari cognitionem, an potiùs differri in tempus pubertatis : et maximè inquirere hoc à cognatis, matre tutoribus pupilli debet. Finge esse testes quosdam qui dilatâ controversiâ aut mutabunt consilium, aut decedent, aut propter temporis intervallum non eamdem fidem habebunt. Vel finge esse anum obstetricem, vel ancillas, quæ veritatem pro partu possunt insinuare, vel instrumenta satis idonea ad victoriam, vel quædam alia argumenta, ut magis damnum patiatur pupillus quod differtur cognitio, quàm compendium, quod non repræsentatur. Finge pupillum satisdare non posse, et admissos in possessionem, qui de hæreditate controversiam faciunt, multa posse subtrahere, novare, moliri? aut stulti, aut iniqui prætoris erit rem in tempus pubertatis differre cum summo ejus incommodo, cui consultum velit. Divus etiam Hadrianus ita rescripsit : *Quod in tempus pubertatis res differri solet : pupillorum causâ fit, ne de statu periclitentur, antequàm se tueri possint. Cœterùm si idoneos habeant, à quibus defendantur, et tam expeditam causam, ut ipsorum intersit, maturè de eâ judicari, et tutores eorum judicio experiri volunt, non debet adversùs pupillos observari, quod pro ipsis excogitatum est : et pendere status eorum, cùm jam possit indubitatus esse.* l. 3. §. 5.

2. An autem vescendi causâ deminuere possit is, qui ex Carboniano missus est, videamus? et si quidem satis impubes dedit, sive decrevit præses sive non, deminuet vescendi causâ : et hoc minùs restituet hæreditatis petitori : quod si satisdare non potuit et aliter alteri se videtur non posse, deminuendi causâ usquè ad id quod alimentis ejus necessarium est, mittendus est. Nec mirum debet videri hæreditatem propter alimenta minui ejus quem fortasse judicabitur filium non esse, cùm omnium edictis venter in possessionem mittatur, et alimenta mulieri præstentur, propter eum qui potest non nasci : majorque cura debeat adhiberi ne fame pereat filius, quàm ne minor hæreditas ad petitorem perveniat, si apparuit filium non esse. l. 5. §. 3.

Causæ cognitio in eo vertitur, ut si manifesta calumnia appareret eorum, qui infantibus bonorum possessionem peterent, non daretur bonorum possessio. Summatìm ergò, cùm petitur ex Carboniano bonorum possessio, debet prætor cognoscere. Et si quidem absolutam causam invenerit, evidenterque probatur filium non esse, negare debet ei bonorum possessionem Carbonianam. Si verò ambiguam causam, hoc est vel modicum pro puero facientem, ut non videatur evidenter filius non esse, dabit ei Carbonianam bonorum possessionem. l. 3. §. 4.

3. Non solùm alimenta pupillo præstari debent, sed et in studia, et in cæteras necessarias impensas debet impendi pro modo facultatum. l. 6. §. 5. C. civ. 454, s.

Titulus xi. — *De bonorum possessionibus secundùm tabulas.*

1. Exigit prætor ut is, cujus bonorum possessio datur, utroque tempore jus testamenti faciendi habuerit, et cùm facit testamentum, et cùm moritur. l. 1. §. 8. C. civ. 25, 901, s.

Si quis testamentum fecerit, deindè amiserit testamenti factionem vel furore, vel quod ei bonis interdictum est, potest ejus peti bonorum possessio quia jure testamentum ejus valet, et hoc generaliter de omnibus hujusmodi dicitur qui amittunt mortis tempore testamenti factionem : sed ante factum eorum testamentum valet. l. 1. §. 9. V. s. T. qui test. fac. poss. l. 8. §. 1. C. civ. 502, s.

2. Si duo sint hæredes instituti, primus et secundus, secundo tertius substitutus : omittente secundo bonorum possessionem, tertius succedit. Quod si tertius noluerit hæreditatem adire, vel bonorum possessionem accipere, recidit bonorum possessio ad primum : nec erit ei necesse petere bonorum possessionem, sed ipso jure ei accrescet. Hæredi enim scripto, sicut portio hæreditatis, ita et bonorum possessio accrescit. l. 2. §. 8.

3. Cùm tabulæ testamenti plurium signis signatæ essent, et quædam ex his non parent, septem tamen signa maneant : sufficit ad bonorum possessionem dandam septem testium signa comparere, licèt non omnium, qui signaverint, maneant signa. l. 7. C. civ. 971, s. 981, s.

4. *Qui ex liberis meis impubes supremus morietur, ei Titius hæres esto.* Duobus peregrè defunctis, si substitutus ignoret, uter novissimus decesserit, admittenda est Juliani sententia, qui propter incertum conditionis, etiam prioris posse peti possessionem bonorum, respondit. l. 11. V. f. de vulg. et pup. l. 34.

Titulus xiv. — *De jure patronatûs.*

1. Filii hæreditate paternâ se abstinentes jus, quod in libertis habent paternis, non amittunt. l. 9. V. l. 47. §. 4. ff. de bon. libert.

2. Capitis accusatio ea est cujus pœna mors aut exilium. l. 10. p. 7.

3. Quoties in fraudem legis fit alienatio, non valet quod actum est. l. 16. C. civ. 1108, 1131, 1133.

Titulus xv. — *De obsequiis parentibus et patronis præstandis.*

1. Si filius matrem aut patrem, quos venerari oportet, contumeliis adficit, vel impias manus eis infert, præfectus urbis delictum ad publicam utilitatem pertinens, pro modo ejus vindicat. l. 1. §. 2. C. civ. 375, s; p. 13, 302, 312, 323.

2. In quantum facere possunt (*parentes*) damnantur. l. 7. § 1. C. civ. 203, s.

3. Filio semper honesta et sancta persona patris videri debet. l. 9. C. civ. 371.

4. Filia tua non solùm reverentiam, sed etiam subsidium vitæ ut exhibeat tibi, rectoris provinciæ auctoritate compelletur. l. 5. C. de patr. potest. C. civ. 205, s.

LIBER TRIGESIMUS OCTAVUS.

TITULUS I. — *De operis libertorum.*

1. Unusquisque quod spopondit, suo impendio dare debet, quamdiù id quod debet in rerum naturâ est. l. 20. V. l. 21. l. 18. l. 33. l. 50.

2. Ferè ea mens est personam arbitrio substituentium ut quia sperent eum rectè arbitraturum, id faciant, non quia vel immodicè obligari velint. l. 30.

3. Cujus matrimonio consensit (*liberta*) in officio mariti esse debet. l. 48.

TITULUS II. — *De bonis libertorum.*

1. Ei qui alieno jure venit, quàm eo quòd amisit, non nocet id quod perdidit, sed prodest quod habet. l. 42.

2. Cùm præcedit alia possessio, qui sequitur accipere non potest. l. 42. §. 2.

3. Omnia quæ nostra sunt liberis nostris ex voto paramus. l. 50. §. 2. in fin.

TITULUS VI. — *Si tabulæ testamenti nullæ exstabunt, undè liberi.*

1. Non sic parentibus liberorum, ut liberis parentum debetur hæreditas. Parentes ad bona liberorum ratio miserationis admittit : liberos naturæ simul, et parentum commune votum. l. 7. §. 1. C. civ. 745, s.

TITULUS VIII. — *Undè cognati.*

1. Proximus accipietur etiam is qui solus est : quamvis propriè proximus ex pluribus dicitur. l. 1. §. 5.

Is est proximus quem nemo antecedit, et is ultimus quem nemo sequitur : et interdùm item primus postremusque qui solus occurrit. l. 2. §. 4. ff. de suis et legit. hæred. C. civ. 735, s.

2. Si quis proximior cognatus nasci speretur, in eâ conditione est, ut dici debeat obstare eum sequentibus. Sed ubi natus non est, admittemus eum, qui post ventrem proximus videbatur. Sed hoc ita demùm erit accipiendum, si hic qui in utero esse dicitur, vivo eo, de cujus bonorum possessione agitur, fuit conceptus. Nam si post mortem, neque obstabit alii, neque ipse admittetur : quia non fuit proximus cognatus ei quo vivo nondùm animax fuerit. l. 1. §. 8. C. civ. 725.

3. Gradatìm autem admittuntur cognati ad bonorum possessionem, ut qui sunt primo gradu, omnes simul admittuntur. l. 1. §. 10. C. civ. 733.

TITULUS X. — *De gradibus et affinibus, et nominibus eorum.*

1. Gradus cognationis alii superioris ordinis sunt, alii inferioris, alii ex transverso sive à latere. Superioris ordinis sunt parentes : inferioris liberi : ex transverso sive à latere fratres et sorores, liberique eorum. l. 1. C. civ. 735, s.

2. Cognati ab eo dici putantur, quod quasi unâ communiterve nati, vel ab eodem orti, progenitive sint. l. 4. §. 1.

3. Adfines sunt viri et uxoris cognati : dicti ab eo, quod duæ cognationes quæ diversæ inter se sunt, per nuptias copulantur, et altera ad alterius cognationis finem, accedit : namque conjungendæ adfinitatis causa fit ex nuptiis. l. 4. §. 3.

4. Jurisconsultus cognatorum gradus, et adfinium nosse debet : quia legibus hæreditates, et tutelæ ad proximum quemque adgnatum redire consueverunt. Sed et edicto prætor proximo cuique cognato dat bonorum possessionem. Prætereà lege judiciorum publicorum contra adfines et adgnatos testimonium inviti dicere non cogimur. l. 10.

5. Gradus autem dicti sunt à similitudine scalarum, locorumve proclivium, quos ita ingredimur, ut à proximo in proximum, id est, in eum qui quasi ex eo nascitur, transeamus. l. 10. §. 10. pr. 283, I. 156, 322.

TITULUS XVI. — *De suis, et legitimis hæredibus.*

1. Post decem menses mortis natus non admittetur ad legitimam hæreditatem. l. 3. §. 11. V. Nov. 39. C. 2. C. civ. 315, s.

2. De eo qui centesimo octogesimo secundo die natus, Hypocrates scripsit, et Divus Pius pontificibus rescripsit, justo tempore videri natum. l. 3. §. ult. C. civ. 315, s.

3. In suis hæredibus aditio non est necessaria, quia statìm ipso jure hæredes existunt. l. 14. C. civ. 724, 795.

4. Ad intestati successionem vocantur primò liberi, nepotes, cæterique descendentes : deindè parentes cæterique ascendentes : postremò ex latere conjuncti, hoc ordine. Liberi aut descendentes quocunque sint gradu, mares, fœminæ, succedunt, exclusis parentibus : liberi scilicet primi gradûs in viriles, nepotes et ulteriores ex stirpibus, nullâ graduûm prælatione, nullâ sexûs differentiâ, sive sub patriâ sint potestate, aut sui juris, sive ex fœminis descendant aut ex masculis.

Parentes, cæterique ascendentes utriusque sexûs proximioris gradûs ulteriores excludunt, sive materni sint, sive paterni. Si plures eodem gradu concurrant, simul succedunt : pro mediâ scilicet ascendentes à patre, pro mediâ verò ascendentes à matre, quocunque sint numero.

Si defuncto supersint cum parentibus aut fratres, aut sorores ex utrisque parentibus conjuncti, simul in viriles succedunt fratres et sorores cum parentibus, sive paternis sive maternis, secundùm personarum numerum, fratrum verò et sororum liberi utriusque sexûs similiter succedunt loco præmortui fratris aut sororis, portionem ejus vindicaturi. Si deficiant descendentes et ascendentes, primi vocantur fratres et sorores ex utroque parente conjuncti. His deficientibus ex alterâ parte fratres et sorores succedunt. Cum fratribus verò et sororibus concurrunt præmor-

tuorum fratrum et sororum filii ex stirpibus, exclusis semper qui ex alterâ tantùm parte conjuncti sunt et liberis eorum, si supersint ex utrâque parte conjuncti, aut liberi eorum: qui etiam *thiis* defuncti præferuntur, quamvis nec fratres supersint nec sorores.

Cæteri omnes ex latere conjuncti suo quisque gradu succedunt, non ex stirpibus, sed in viriles intra eumdem gradum, proximis remotiores excludentibus. Nov. 118. c. 1. 2. 3. Nov. 127. c. 1. C. civ. 723, 731, s.

5. Testamento parentes debent liberos hæredes instituere, saltem ex legitimâ portione scilicet si quatuor sint liberi aut infrà ex triente: si quinque aut plures, ex semisse. Nov. 115. c. 3. Nov. 18. c. 1.

Debetur autem legitima tam in fructu quàm in proprietate. d. Nov. 18. c. 3. V. s. de inoff. test. n. 18. et seq. C. civ. 913, s.

6. Affinitatis jure nulla successio permittitur. l. 7. C. comm. de succ.

7. Res quæ ex matris successione, sive ex testamento, sive ab intestato, fuerint ad filios devolutæ, ita sint in parentum potestate, ut utendi fruendi duntaxat habeant in diem vitæ facultatem, dominio videlicet earum ad liberos pertinente. l. 1. C. de bon. mat.

In maternis connumerantur data aut relicta ab ascendentibus ex lineâ maternâ. l. 2. C. eod. C. civ. 304, 387, 720.

8. Parentes autem penès quos maternarum rerum utendi fruendique tantùm potestas est, omnem debent tuendæ rei diligentiam adhibere : et quod jure filiis debetur in examine (per se vel per procuratorem) poscere : et sumptus ex fructibus impigrè facere, et litem inferentibus resistere. Atque ita omnia agere, tanquàm solidum perfectumque dominium eis acquisitum fuisset. d. l. 1. cod. de bon. mat. C. civ. 385, 600, s.

9. Quamvis pater ad secundas nuptias transierit, hunc usumfructum non amittit. Ex. l. ult. C. de bon. mat.

10. In profectitiis dotibus et donationibus propter nuptias succedit pater. l. 2. C. de bon. quæ lib. C. civ. 747.

11. Omnium quæ liberis quâvis ex causâ quæsita sunt, non ex ejus substantiâ cujus in potestate sint, solùm usumfructum habebit pater, ut in maternis. l. 6. C. de bon. quæ lib. C. civ. 384, 387.

12. Non habebit pater usumfructum, si quis parentum, vel etiam extraneus filiofamilias donationem, vel ultimam voluntatem, hâc conditione reliquerit, ut quæratur ususfructus patri. Nov. 117. c. 1. C. civ. 387.

13. Pater liberis cum eorum fratribus succedens in virilem, nullum in fratrum et sororum portione habet usumfructum. Nov. 118. c. 2. C. civ. 384.

14. Usumfructum non habet pater in donatis filio vel à principe, vel ab Augustâ. l. 7. C. de bon. quæ lib.

Alia de successione parentum. V. tit. seq. C. civ. 384, 387.

Titulus XVII. — *Ad senatusconsultum Tertullianum et Orphitianum.*

1. Matris intestatæ defunctæ hæreditatem ad omnes ejus liberos pertinere, etiam si ex diversis matrimomis nati fuerint, juris est. l. 4. C. civ. 745.

2. Filii mater, ex hoc senatusconsulto, etiam si in alienâ potestate sit, ad hæreditatem admittitur. l. 6. V. s. de suis et legit. n. 4. C. civ. 746, 776.

3. Fœminæ quæ ad secundas nuptias transeunt, quidquid quovis titulo ex bonis prioris mariti consecutæ fuerint, cum ipsis lucris nuptialibus, licèt ab alio pro patre datis, liberis communibus servandum alienare prohibentur, solum usumfructum ad vitam habituræ, proprietate ad liberos devolutâ. l. 3. C. de secund. nupt. Nov. 22. c. 23. Nec licet matri inæqualis hujusmodi lucrorum inter liberos divisio. Nov. 2. cap. 1. Nov. 22. cap. 25. C. civ. 578, 1094, s.

4. Quod ad matrem ex paternis bonis unius liberorum prioris matrimonii ab intestato pervenerit, si ea secundò nupserit, sive illo superstite, sive jam mortuo, cæteris liberis servabit, usufructu retento : omni alienatione, hâc de eo testandi facultate prohibitâ nisi omnibus liberis supervixerit. l. 3. §. 1. C. de secund. nupt. Nov. 22. C. 46. C. civ. 578, 1094, s.

5. Testatis liberis quæ testamento matri reliquerint, etiam paterna, pleno jure habebit licèt secundò nupserit. Nov. 22. C. 46. C. civ. 1094, s.

6. Si mulier ex pluribus matrimoniis liberos susceperit, singulis patrum sponsalitiæ largitates custodiendæ. l. 4. C. de secund. nupt. Nov. 22. cap. 29.

7. Generaliter censemus, quocunque casu constitutiones ante hanc legem mulierem liberis communibus, morte mariti matrimonio dissoluto, quæ de bonis mariti ad eam devoluta sunt, servare sanxerunt, iisdem casibus maritum quoque quæ de bonis mulieris ad eum devoluta sunt, morte mulieris matrimonio dissoluto, communibus liberis servare. Nec interest si alter pro marito donationem ante nuptias, vel pro muliere dotem crediderit offerendam. Hoc observare præcipimus, licèt res ante nuptias donatæ (ut adsolet fieri) in dotem à muliere redigantur. Dominium autem rerum quæ liberis per hujus legis, vel præteritarum constitutionum auctoritatem servantur, ad liberos pertinere decernimus. Itaque defuncto eo qui eas liberis servabat, exstantes ab omni possessore liberi vindicabunt : consumptas (verò) ab hæredibus ejus exigent, qui eas servare debuerant. Alienandi sanè, vel obligandi suo nomine eas res quæ liberis

servari præceptæ sunt, eis qui reservaturi sunt, adempta licentia est. l. 5. C. de secund. nupt. Nov. 22. cap. 23. Hæc à patre singulis liberis, pro virili servanda sublato ei jure eligendi inter liberos. Nov. 22. cap. 25. C. civ. 1094, s.

8. Liberi quæ vel ex bonis paternis, vel ex maternis, propter secundas alterutrius parentis nuptias, ad eos pervenerint, etiamsi neutrius parentis hæredes sint, propria habebunt. l. 5. §. 1. C. de sec. nupt. Nov. 22. cap. 20. 23. et 26.

9. Pater aut mater cæterique parentes, qui susceptis ex priore matrimonio liberis, ad secundas nuptias transierint, secundo conjugi nihil ampliùs, quovis titulo, relinquere possunt, quàm ei ex liberis cui minorem partem fecerint. Si plus dederint, quod excedit ad solos prioris matrimonii liberos, non etiam ad secundi pertinebit. l. 6. C. de secund. nupt. Nov. 22. cap. 27, C. civ. 1098.

LIBER TRIGESIMUS NONUS.

Titulus i. — *De operis novi nuntiatione.*

1. Hoc edicto promittitur, ut sive jure, sive injuriâ opus fieret, per nuntiationem inhiberetur, deindè remitteretur prohibitio hactenùs, quatenùs prohibendi jus is qui nuntiasset, non haberet. l. 1. C. civ. 544, 552.

2. Opus novum facere videtur, qui aut ædificando, aut detrahendo aliquid pristinam faciem operis mutat. l. §. 11.

3. Sive autem intrà oppida, sius extrà oppida, in villis vel agris opus novum fiat, nuntiatio ex hoc edicto locum habet : sive in privato, sive in publico opus fiat. l. 1. §. 14.

4. Nuntiatio fit aut juris nostri conservandi causâ, aut damni depellendi, aut publici juris tuendi gratiâ. Nuntiamus autem quia jus aliquod prohibendi habemus, vel ut damni infecti caveatur nobis, ab eo qui fortè in publico, vel in privato quid molitur : aut si quid contra leges edictave principum quæ ad modum ædificiorum facta sunt, fiet vel in sacro vel in loco religioso, vel in publico, ripâve fluminis, quibus ex causis et interdicta proponuntur. l. 1. §. 16. et 17.

5. Non solùm proximo vicino, sed etiam superiori opus facienti nuntiare opus novum potero. Nam et servitutes quædam intervenientibus mediis locis vel publicis vel privatis esse possunt. l. 8.

6. Prætor ait, *Quem in locum nuntiatum est, ne quid operis novi fieret, quâ de re agitur : quod in eo loco antequàm nuntiatio missa fieret, aut in eâ causâ esset ut remitti deberet, factum est, id restituas.* l. 20.

Quod si ita restitutum non erit, quanti ea res erit, tantam pecuniam dabit, si hoc petitori placuerit. l. 21. §. 4.

Titulus ii. — *De damno infecto, et de suggrundis, et protectionibus.*

1. Res damni infecti celeritatem desiderat, et periculosa dilatio prætori videtur. l. 1. pr. 6, 49.

2. Damnum infectum est damnum nondùm factum, quod futurum veremur. l. 2.

Hoc edictum prospicit, damno nondùm facto, cùm cæteræ actiones ad damna quæ contigerunt sarcienda pertineant, ut in legis Aquilæ actione, et aliis. l. 7. §. 1.

3. Evenit, ut nonnunquàm damno dato nulla nobis competat actio, non interpositâ anteà cautione: veluti si vicini ædes ruinosæ in meas ædes ceciderint. Adeò ut plerisque placuerit, nec cogi quidem eum posse, ut rudera tollat, si modò omnia quæ jaceant, pro derelicto habeat. l. 6.

De damno facto nihil edicto cavetur. Cùm enim animalia quæ noxam commiserunt, non ultrà nos solent onerare, quàm ut noxæ ea dedamus: multò magis ea quæ animâ carent, ultrà nos non deberent onerare: præsertìm cùm res quidem animales quæ damnum dederint, ipsæ exstent, ædes autem si ruinâ suâ damnum dederunt, desierint exstare. Undè quæritur, si antequàm caveretur, ædes deciderunt, neque dominus rudera velit egerere, eaque derelinquat, an sit aliqua adversùs eum actio? et Julianus consultus: si priusquàm damni infecti stipulatio interponeretur, ædes vitiosæ corruissent, quid facere deberet is, in cujus ædes rudera decidissent, ut damnum sarciretur, respondit: si dominus ædium quæ ruerunt vellet tollere, non aliter permittendum, quàm ut omnia, id est, et quæ inutilia essent, auferret: nec solùm de futuro, sed et de præterito damno cavere eum debere. Quod si dominus ædium quæ deciderunt, nihil facit, interdictum reddendum ei, in cujus ædes rudera decidissent, per quod vicinus compelletur aut tollere, aut totas ædes pro derelicto habere. Quod fortè tunc rectè dicetur, cùm non ipsius negligentiâ sed propter aliquod impedimentum sibi non prospexit. Hoc ampliùs Julianus posse dici compellendum eum, ut etiam de præterito damno caveret. Quod enim re integrâ custoditur, hoc non iniquè etiam post ruinam ædium præstabitur. Integrâ autem re unusquisque cogitur aut de damno infecto cavere, aut ædibus carere quas non defendit. Deniquè, inquit, si quis propter angustias temporis, aut quia reip. causâ aberat, non potuerit damni infecti stipulari, non iniquè prætorem curaturum, ut dominus vitiosarum ædium, aut damnum sarciat, aut ædibus careat: sententiam Juliani utilitas comprobat. l. 7. §. 1. et 2. l. 8. et l. 9.

Cùm postulassem ut mihi damni infecti promitteres, noluisti: et priusquàm prætor adiretur, ædes tuæ corruerunt, et damnum mihi dederunt: potiùs esse ait, ut nihil novi prætor constituere debeat, et meâ culpâ damnum sim passus qui tardiùs experiri cœperim. l. 44. C. civ. 1386, p. 479.

4. De his quæ vi fluminis importata sunt, an interdictum dari possit quæritur? Trebatius refert cùm Tiberis abundasset, et res multas multorum in aliena ædificia detulisset, interdictum à

prætore datum, ne vis fieret dominis quominùs sua tollerent auferrent, modo damni infecti repromitterent. Alphenus quoque scribit, si ex fundo tuo crusta lapsa sit in meum fundum, eamque petas, dandum in te judicium de damno jam facto. Idque Labeo probat. Nam arbitrio judicis, apud quem res prolapsæ petentur, damnum quod antè sensit non contineri: nec aliter dandam actionem, quàm ut omnia tollantur, quæ sunt prolapsa. l. 9. §. 1. et 2.

Si ratis in agrum meum vi fluminis delata sit, non aliter tibi potestatem tollendi faciendam, quàm si de præterito quoque damno mihi cavisses. l. 9. §. 3. C. civ. 1386, p; 479.

5. Ita demùm crustam vindicari posse, idem *Alphenus* ait, si non coaluerit, nec unitatem cum terrâ meâ fecerit. Nec arbor potest vindicari à te quæ translata in agrum meum cum terrâ meâ coaluit. Sed nec ego potero tecum agere jus mihi non esse, ita crustam habere, si jam cum terrâ meâ coaluit: quia mea facta est. l. 9. §. 2. in fin.

6. Superficiarium et fructuarium damni infecti utiliter stipulari constat. l. 13. §. 8.

Damni infecti stipulatio competit non tantùm ei cujus in bonis res est, sed etiam cujus periculo res est. l. 18.

7. Item apud Vivianum relatum est, si ex agro vicini arbores vi tempestatis confractæ, in meum agrum deciderint, eoque facto vitibus meis, vel segetibus nocent, vel ædeficia demoliunt, stipulationem istam, in quâ hæc comprehenduntur, *si quid arborum locive vitio acciderit*, non esse utilem : quia non arborum vitio, sed vi ventorum damnum mihi datum est. Planè si vetustate arborum hoc fiebat, possumus dicere vitio arborum damnum mihi dari. Idem ait, si damni infecti ædium mearum nomine tibi promisero: deindè hæ ædes vi tempestatis in tua ædificia ceciderint, eaque diruerint, nihil ex eâ stipulatione præstari : quia nullum damnum vitio mearum ædium tibi contingit : nisi fortè ita vitiosæ meæ ædes fuerint, ut quâlibet, vel minimâ tempestate, ruerint. Hæc omnia vera sunt. l. 24. §. 9 et 10.

Damni infecti quidam vicino repromiserat : ex cujus ædificio tegulæ vento dejectæ ceciderant in vicini tegulas, easque fregerant. Quæsitum est, an aliquid præstari oportet? Respondit, si vitio ædificii, et infirmitate factum esset, debere præstari : sed si tanta vis ventis fuisset, ut quamvis firma ædificia convelleret, non debere : et quod in stipulatione est, *sive quid ibi ruet*, non videri sibi ruere, quod aut vento, aut omninò aliquâ vi extrinsecùs admota caderet : sed quod ipsum per se concideret. l. 43. C. civ. 1386.

8. Item videamus quandò damnum dari videatur : stipulatio enim hoc continet, quod vitio ædium, loci, operis damnum fit : ut putà in domo meâ puteum aperio : quo aperto venæ putei tui præcisæ sunt : an tenear? Ait Trebatius, non teneri me damni infecti. Neque enim existimari, operis mei vitio damnum tibi dari

eâ re, in quâ jure meo usus sum. Si tamen tam altè fodiam in meo, ut paries tuus stare non possit, damni infecti stipulatio committetur. l. 24. §. 12.

Proculus ait, cùm quis jure quid in suo faceret, quamvis promisisset damni infecti vicino, non tamen eum teneri eâ stipulatione : veluti si juxtà mea ædificia habeas ædificia, eaque jure tuo altius tollas : aut si in vicino tuo agro cuniculo vel fossâ aquam meam avoces, quamvis enim et hìc aquam mihi abducas, et illic luminibus officias, tamen ex eâ stipulatione actionem mihi non competere : scilicet, quia non debeat videri is damnum facere, qui eo veluti lucro quo adhuc utebatur, prohibetur. Multumque interesse, utrùm damnum quis faciat, an lucro quod adhuc faciebat, uti prohibeatur. Mihi videtur vera esse Proculi sententia. l. 26. V. tit. seq. l. 1. §. 12. C. civ 552.

9. In hâc stipulatione venit, quanti ea res erit. Et ideò Cassius scribit, eum qui damni infecti stipulatus est, si propter metum ruinæ ea ædificia, quorum nomine sibi cavit, fulsit, impensas ejus rei ex stipulatu consequi posse. Idemque juris esse, cùm propter vitium communis parietis, qui cavit sibi damni infecti onerum eorum relevandorum gratiâ, quæ in parietem incumbunt, ædificia sua fulsit. l. 28.

10. In parietis communis demolitione, ea quæri oportet : si satis aptus fuerit oneribus ferendis, an non fuerit aptus. Sed ita idoneum esse plerique dixerunt, ut utrarumque ædium onera, quæ modò jure imponantur, communis paries sustinere possit. l. 35. et 36. C. civ. 655, s.

11. Ex damni infecti stipulatione non oportet infinitam, vel immoderatam æstimationem fieri : ut putà ob tectoria, et ob picturas, licèt enim in hæc magna erogatio facta est, attamen ex damni infecti stipulatione moderatam æstimationem faciendam : quia honestus modus servandus est, non immoderata cujusque luxuria subsequenda. l. 40.

12. Quoties communis parietis vitio quid accidit, socius socio nihil præstare debet : cùm communis rei vitio contigerit. Quod si quia alter eum presserat, vel oneraverat, idcircò damnum contigit : consequens est dicere, detrimentum, hoc quod beneficio ejus contingit, ipsum sarcire debere. l. 40. §. 1. C. civ. 655, s.

13. Si plurium sint ædes quæ damnosæ imminent, utrùm adversùs unumquemque dominorum in solidum competit, an in partem ? Et scribit Julianus, quod et Sabinus probat, pro dominicis partibus conveniri eos oportere. l. 40. §. 3. C. civ. 655, s.

14. In reficiendo communi pariete, ei potiùs facultas ædificandi præstatur, qui magis idoneè reficere parietem velit. Idemque dicendum est, etsi de eodem itinere, rivove reficiendo inter duos vel plures quæratur. l. 41. C. civ. 655, s.

15. Ad curatoris reipublicæ officium spectat, ut dirutæ domus à dominis exstruantur. l. 46. C. civ. 544.

TITULUS. III. — *De aquâ, et aquæ pluviæ arcendæ.*

1 Hæc actio locum habet in damno nondùm facto : opere tamen jam facto, hoc est, de eo opere, ex quo damnum timetur : totiesque locum habet, quoties manufacto opere agro aqua nocitura est. Id est, cùm quis manu fecerit, quò aliter flueret, quàm natura soleret : si fortè immittendo eam, aut majorem fecerit, aut citatiorem, aut vehementiorem : aut si comprimendo redundare effecit. Quod si naturâ aqua noceret, ea actione non continetur. l. 1. §. 1. C. civ. 640, s. 681.

2. De opere eo quod agri colendi causâ aratrofactum sit, Quintus Muciusait, non competere hanc actionem. Trebatius autem non quod agri, sed quod frumenti duntaxat quærendi causâ aratro factum sit, solùm excepit. l. 1. §. 3.

3. Sic debet quis meliorem agrum suum facere, ne vicini deteriorem faciat. l. 1. §. 4.

Prodesse sibi unusquisque, dùm alii non nocet, non prohibetur, d. l. §. 11. C. civ. 651.

4. Iidem aiunt, si aqua naturaliter decurrat, aquæ pluviæ arcendæ actionem cessare. Quod si opere facto aqua aut in superiorem partem repellitur, aut in inferiorem derivatur, aquæ pluviæ arcendæ actionem competere. l. 1. §. 10. C. civ. 640, s. 681.

5. Iidem aiunt, aquam pluviam in suo retinere, vel superficientem ex vicini in suum derivare, dùm opus in alieno non fiat, omnibus jus esse. Prodesse enim sibi unusquisque, dùm alii non nocet, non prohibetur: nec quemquam hoc nomine teneri. l. 1. §. 11.

6. Marcellus scribit, cum eo qui suo fodiens vicini fontem avertit, nihil posse agi : nec de dolo actionem. Et sanè non debet habere, si non animo vicino nocendi, sed suum agrum meliorem faciendi, id fecit. l. 1. §. 12. V. s. de damn. infecto l. 26. C. civ. 552.

7. Item sciendum est hanc actionem vel superiori adversùs inferiorem competere, ne aquam quæ naturâ fluat, opere facto inhibeat per suum agrum decurrere : et inferiori adversùs superiorem, ne aliter aquam mittat quàm fluere naturâ solet. l. 1. §. 13. C. civ. 640.

8. Huic illud etiam applicandum nunquàm competere hanc actionem, cùm ipsius loci natura nocet, nam (ut) veriùs quis dixerit) non aqua, sed loci natura nocet. l. 1. §. 14. l. 14. §. 1. C. civ. 640.

9. Semper hæc est servitus inferiorum prædiorum, ut naturâ profluentem aquam excipiant. l. 1. §. 22. C. civ. 640.

10. Deniquè ait (*Labeo*) conditionibus agrorum quasdam leges esse dictas : ut quibus agris magna sint flumina, liceat mihi scilicet in agro tuo aggeres vel fossas habere. Si tamen lex non sit agro dicta, agri naturam esse servandam : et semper inferiorem superiori servire. Hoc incommodum naturaliter pati inferiorem agrum à superiore, compensareque debere cum alio commodo.

Sicut enim omnis pinguitudo terræ ad eum decurrit, ita etiam aquæ incommodum ad eum defluere. Si tamen lex agri non inveniatur, vetustatem vicem legis tenere. Sanè enim (et) in servitutibus hoc idem sequimur, ut ubi servitus non invenitur imposita, qui diù usus est servitute, neque vi, neque precariò, neque clàm, habuisse longâ consuetudine, vel ex jure impositam servitutem videatur. Non ergò cogemus vicinum aggeres munire, sed nos in ejus agro muniemus: eritque ista quasi servitus, in quam rem utilem actionem habemus, vel interdictum. l. 1. §. ult. C. civ. 690, s.

11. In summâ tria sunt per quæ inferior locus superiori servit: lex, natura loci, vetustas quæ semper pro lege habetur, minuendarum scilicet litium causâ. l. 2. C. civ. 639.

12. Apud Ateium verò relatum est, eam fossam ex quâ ad inferiorem fundum aqua descendit, cogendum esse vicinum purgare: sive exstet fossæ memoria, sive non exstet. Quod et ipse puto probandum. l. 2. §. 4.

13. Item Varus ait, aggerem qui in fundo vicini erat, vis aquæ dejecit: per quod effectum est, ut aqua pluvia mihi noceret. Varus ait, si naturalis agger fuit, non posse me vicinum cogere, aquæ pluviæ arcendæ actione ut eum reponat, vel reponi sinat. Idemque putat, etsi manufactus fuit, neque memoria ejus exstaret. Quod si exstet, putat aquæ pluviæ arcendæ actione eum teneri. Labeo autem, si manufactus agger, etiamsi memoria ejus non exstat, agi posse ut reponatur. Nam hâc actione neminem cogi posse ut vicino prosit, sed ne noceat, aut interpellet facientem quod jure facere possit. Quanquàm tamen deficiat aquæ pluviæ arcendæ actio, attamen opinor utilem actionem, vel interdictum mihi competere adversùs vicinum, si velim aggerem restituere in agro ejus, qui factus mihi quidem prodesse potest, ipsi verò nihil nociturus est. Hæc æquitas suggerit, et si jure deficiamur. l. 2. §. 5.

14. Apud Namusam relatum est, si aqua fluens iter suum stercore obstruxerit, et ex restagnatione superiori agro noceat, posse cum inferiori agi, *ut sinat purgari.* Hanc enim actionem non tantùm de operibus esse utilem manufactis, verùm etiam in omnibus quæ non secundùm voluntatem sint. *Labeo* contrà Namusam probat: ait enim *naturam agri ipsam à se mutari posse.* Et ideò cùm per se natura agri fuerit mutata, æquo animo unumquemque ferre debere, sive melior, sive deterior ejus conditio facta sit: idcircò et si terræ motu, aut tempestatis magnitudine soli causa mutata sit, neminem cogi posse, ut sinat in pristinam loci conditionem redigi. Sed nos etiam in hunc casum æquitatem admisimus. l. 2. §. 6.

15. Idem Labeo ait, cùm quæritur an memoria exstet facto opere non diem et consulem ad liquidum exquirendum, sed sufficere si quis sciat factum: hoc est, si factum esse non ambigitur:

nec utiquè necesse esse superesse qui meminerint: verùm etiam si qui audierint eos qui memoriâ tenuerint. l. 2. §. 8. C. civ. 690.

16. Idem Labeo ait, si vicinus flumen, torrentem averterit ne aqua ad eum perveniat, et hoc modo sit effectum, ut vicino noceatur, agi cum eo aquæ pluviæ arcendæ non posse. Aquam enim arcere, hoc esse, curare ne influat. Quæ sententia verior est, si modò non hoc animo fecit, ut tibi noceat, sed ne sibi noceat. l. 2. §. 9. C. civ. 640, s.

17. Si ex plurium fundo decurrens aqua noceat: vel si plurium fundo noceatur: placuit, eoque jure utimur, ut sive plurium fundus sit, singuli in partem experiantur, et condemnatio in partem fiat: sive cum pluribus agatur, singuli in partem conveniantur, et in partem fiat condemnatio. l. 6. §. 1. l. 11. §. 3.

18. Æstimationem autem judex faciet ex rei veritate, hoc est, ejus damni quod apparuerit datum. l. 6. §. ult. C. civ. 645.

19. Nullam potest videri injuriam accipere qui semel voluit. l. 9. §. 1.

20. Si flumen navigabile sit, non oportere prætorem concedere ductionem ex eo fieri, Labeo ait, quæ flumen minùs navigabile efficiat. Idemque, etsi per hoc aliud flumen fiat navigabile. l. 10. §. ult.

21. Suprà iter alienum arcus aquæ ducendæ causâ non jure fiet. Nec is, cui iter, actus debetur, pontem quâ possit ire agere, jure exstruet. l. 11. C. civ. 552.

22. Trebatius existimat, si de eo opere agatur, quod manufactum sit, omnimodò restituendum id esse ab eo, cum quo agitur: si verò vi fluminis ager deletus sit, aut glarea injecta, aut fossa limo repleta, tunc patientiam duntaxat præstandam. l. 11. §. ult.

23. Si priùs nocturnæ aquæ servitus mihi cessa fuerit, deindè posteà aliâ cessione diurnæ quoque ductus aquæ mihi concessus fuerat, et per constitutum tempus nocturnâ duntaxat aquâ usus fuerim, amitto servitutem aquæ diurnæ: quia hoc casu plures sunt servitutes diversarum causarum. l. 17. C. civ. 703, s.

24. Nulla voluntas errantis est. l. 20.

25. Vicinus loci superioris pratum ita arabat, ut per sulcos, itemque porcas aqua ad inferiorem veniret. Quæsitum est, an per arbitrum aquæ pluviæ arcendæ possit cogi, ut in alteram partem araret ne sulci in ejus agrum spectarent? Respondit, non posse eum facere, quominùs agrum vicinus quemadmodùm vellet, araret. l. 24. C. civ. 640.

26. Scævola respondit, solere eos qui juri dicundo præsunt, tueri ductus aquæ, quibus auctoritatem vetustas daret, tametsi jus non probaretur. l. ult. C. civ. 641, s.

Titulus iv. — *De publicanis, et vectigalibus, et commissis.*

1. Imperatores Antoninus et Verus rescripserunt, *in vectigalibus ipsa prædia, non personas conveniri;* et ideò possessores

etiam præteriti temporis vectigal solvere debere, eoque exemplo actionem, si ignoraverint, habituros. l. 7.

2. Fiscus ab omnium vectigalium præstationibus immunis est. Mercatores autem, qui de fundis fiscalibus mercari consueverunt, nullam immunitatem solvendi publici vectigalis usurpare possunt. l. 9. §. ult.

3. Vectigalia, sine imperatorum præcepto, neque præsidi, neque curatori, neque curiæ constituere, nec præcedentia reformare, et iis vel addere, vel diminuere, licet. l. 10. Charte, 48.

4. Licèt quis se ignorasse dicat, nihilominùs eum in pœnam vectigalis incidere, Divus Hadrianus constituit. l. 16. §. 5.

5. Pœnæ ab hæredibus peti non possunt, si non est quæstio mota vivo eo qui deliquit : et hoc sicut in cæteris pœnis, ita et in vectigalibus est. l. ult. §. 13.

TITULUS V. — *De donationibus.*

1. Donationes complures sunt. Dat aliquis eâ mente *ut statim velit accipientis fieri, nec ullo casu ad se reverti :* et propter nullam aliam causam facit quàm ut liberalitatem, et munificentiam exerceat. Hoc propriè donatio appellatur. l. 1. C. civ. 894.

2. Dat aliquis, *ut tunc demùm accipientis fiat, cùm aliquid secutum fuerit :* non propriè donatio appellatur, sed totum (hoc) donatio sub conditione est. l. 1. C. civ. 1168, 1181, s.

3. Item cùm quis eâ mente dat, *ut statim quidem faciat accipientis, si tamen aliquid factum fuerit, aut non fuerit, velit ad se reverti :* non propriè donatio dicitur, sed totum hoc donatio est, quæ sub conditione solvatur, qualis est mortis causâ donatio. l. 1.

4. Si quis donaturus mihi pecuniam dederit alicui, ut ad me perferret, et antè mortuus erit, quàm ad me perferat : non fieri pecuniam dominii mei constat. l. 2. §. 6. V. 1. l. 10.

5. Titio decem donavi eâ conditione *ut (inde) stichum sibi emeret.* Quæro, cùm homo antequàm emeretur, mortuus sit, an aliquâ actione decem recipiam? Respondit, facti magis quàm juris quæstio est. Nam si decem Titio in hoc dedi, *ut stichum emeret,* aliter non daturus : mortuo sticho, conditione repetam, si verò aliàs quoque donaturus Titio decem, quia interim stichum emere proposuerat, dixerim, in hoc me dare, ut stichum emeret, causa magis donationis, quàm conditio dandæ pecuniæ existimari debebit : et mortuo sticho pecunia apud Titium remanebit. Et generaliter hoc in donationibus definiendum est : multùm interesse causa donandi fuit, an conditio : si causa fuit, cessare repetitionem : si conditio, repetitioni locum fore. l. 2. §. ult. et l. 3.

6. Ex rebus donatis fructus perceptus in rationem donationis non computatur. Si verò non fundum sed fructus perceptionem tibi donem, fructus percepti venient in computationem donationis. l. 9. §. 1. l. 11.

7. Donari non potest, nisi quod ejus fit cui donatur. l. 9. §. ult.

8. Absenti sive mittas qui ferat, sive quod ipse habeat sibi habere eum jubeas, donari rectè potest. Sed si nescit rem, quæ apud se est, sibi esse donatam, vel missam sibi non acceperit, donatæ rei dominus non fit. l. 10. Non potest liberalitas nolenti acquiri. l. 19. §. 2. C. civ. 894, 931, s.

9. Qui ex donatione se obligavit, ex rescripto Divi Pii, in quantum facere potest, convenitur: sed enim id quod creditoribus debetur erit detrahendum. Hæc verò de quibus ex eâdem causâ quis obstrictus est, non debet detrahere. l. 12.

Qui id quod ex causâ donationis stipulanti spoponderat, solvi constituit, actione constitutæ pecuniæ non in solidum, sed in quantum facere potest convenitur, causam enim et originem constitutæ pecuniæ, non judicii potestatem, prævalere placuit. Sed et condemnatus ex causâ donationis, in actione judicati non frustrà desiderat, in quantum facere potest, conveniri. l. 33. V. inf. d. l. 33. §. 3.

10. Post contractum capitale crimen donationes factæ non valent, ex constitutione Divorum Severi et Antonini (nisi) condemnatio secuta sit. l. 15. C. civ. 25.

11. Labeo ait, si quis mihi rem alienam donaverit, inque eam sumptus magnos fecero, et sic evincatur: nullam mihi actionem contrà donatorem competere. Planè de dolo posse me adversùs eum habere actionem, si dolo fecit. l. 18. §. 3. C. civ. 548, s.

12. Labeo scribit, extra causam donationum esse talium officiorum mercedes, ut putà, *si tibi adfuero, si satis pro te dedero, si quâlibet in re operâ vel gratiâ meâ usus fueris.* l. 19. §. 1.

13. De illo dubitari potest, qui quod per falcidiam retinere poterat, voluntatem testatoris secutus, spopondit se daturum. Sed magis est, ut non possit suæ confessioni obviare. Quemadmodùm enim, si solvisset, fidem testatori suo adimplesse videbatur, et nulla ei repetitio concessa fuerat: ita et stipulatione procedente, contra fidem testatoris quam agnovit venienti ei meritò occurreretur. l. 20. §. 1.

14. Eum qui donationis causâ pecuniam, vel quid aliud promisit, de morâ solutionis pecuniæ usuras non debere summæ æquitatis est. l. 22. C. civ. 1440, 1548.

15. Donari videtur quod nullo jure cogente conceditur. l 29.

16. Quidam in jure interrogatus, *nihil sibi debere tutoris hæredes*, respondit: eum actionem jure amisisse respondi. Licèt enim non transactionem, sed donationis hæc verba esse quis accipiat, attamen eum qui in jure confessus est, suam confessionem infirmare non posse. l. 29. §. 1. C. civ. 1356.

17. Donationem quidem partis bonorum proximæ cognatæ viventis nullam fuisse constabat: verùm ei qui donavit, ac posteà jure prætorio successit, quoniam adversùs bonos mores et jus

gentium festinasset, actiones hæreditarias in totum denegandas respondit. Nam ei, ut indigno, aufertur hæreditas. l. 29. §. 2. et l. 30. C. civ. 791, 1130, 1172, 1600.

18. Si cùm primus tibi donare vellet, et tu donandi secundo voluntatem haberes, primus secundo ex voluntate tuâ stipulanti promiserit, perficitur donatio. Et quia nihil primus secundo à quo convenitur donavit, et quidem in solidum, non in id quod facere potest condemnatur. Idque custoditur, et si delegante eo, qui donationem erat accepturus, creditori ejus donator promiserit. Et hoc enim casu creditor suum negotium gerit. l. 33. §. 3. V. s. l. 12. et inf. de re judic. et l. 41.

19. Si quis aliquem à latrunculis vel hostibus eripuit, et aliquid pro eo ab ipso accipiat, hæc donatio irrevocabilis est. Non merces eximii laboris appellanda est : quod contemplatione salutis certo modo æstimari non placuit. l. 34. §. 1.

20. Æris alieni quod ex hæreditariâ causâ venit, non ejus qui donationis titulo possidet, sed totius juris successoris onus est. Si itaque nemini obligata prædia per donationem consecuta es, supervacuam geris sollicitudinem, ne vel hæredes donatricis, vel ejus creditores te jure possint convenire. l. 15. C. eod.

21. Senectus ad donationem faciendam sola non est impedimento. l. 16. C. eod. C. civ. 901, s.

22. Datâ jam pridem lege statuimus, ut donationes interveniente actorum testificatione conficiantur : quod vel maximè inter necessarias, conjunctasque personas convenit custodiri. Si quidem clandestinis ac domesticis fraudibus facile quidvis, pro negotii opportunitate confingi potest, vel id quod verè gestum est aboleri. l. 27. C. eod. l. 30. et seq. C. eod. C. civ. 931, s.

23. Quisquis rem aliquam donando, vel in dotem dando, vel vendendo, usumfructum ejus retinuerit, etiam si stipulatus non fuerit, eam continuò tradidisse credatur, nec quid ampliùs requiratur, quò magis videatur facta traditio : sed omnimodò idem sit in his causis usumfructum retinere, quod tradere. l. 28. C. eod. l. 35. §. 5. eod. C. civ. 938, 949, s.

24. Non ex hoc inutilis sit donatio quod res non traditæ sunt, nec confirmetur ex traditione donatio : sed liberalitatem plenam et secundùm legem nostram perfectissimam constitutam necessarius traditionis effectus sequatur. l. 35. §. 5. C. eod. C. civ. 938.

25. Si rerum tuarum proprietatem (dono) dedisti, *ita ut post mortem ejus qui accipit ad te rediret*, donatio valet. Cùm etiam ad tempus certum vel incertum ea fieri potest : lege scilicet, quæ ei imposita est, conservandâ. l. 2. C. de donat. quæ sub modo. C. civ. 951, s.

26. Perfecta donatio conditiones posteà non capit, quarè si pater tuus donatione factâ, quasdam post aliquantulùm temporis fecisse conditiones videatur, officere hoc nepotibus ejus fratris

tui filiis minimè posse, dubium non est. l. 4. C. de donat. quæ sub modo. C. civ. 894.

27. Si unquàm libertis patronus, filios non habens, bona omnia vel partem aliquam facultatum fuerit donatione largitus, et posteà susceperit liberos : totum quidquid largitus fuerat, revertatur, in ejusdem donatoris arbitrio, ac ditione mansurum. l. 8. C. de revoc. don. C. civ. 953, 960, s.

28. Donationes circa filium filiamve, nepotem neptemve, vel pronepotem proneptemve emancipatos celebratas pater, vel avus, vel proavus revocare non poterit, nisi edoctis manifestissimis causis quibus eam personam in quam collata donatio est, contra ipsam venire pietatem, et ex causis quæ legibus continentur fuisse constabit ingratam. l. 9. C. de revoc. donat.

Generaliter sancimus omnes donationes lege confectas firmas illibatasque manere, si non donationis acceptor ingratus circa donationem inveniatur : ita ut injurias atroces in eum effundat, vel manus impias inferat, vel jacturæ molem ex insidiis suis ingerat quæ non levem censum substantiæ donatoris imponat vel vitæ periculum aliquod ei intulerit, vel quasdam conventiones quas donationis acceptor spopondit, minimè implere voluerit. l. ult. eod. C. civ. 953, s.

Titulus vi. — *De mortis causâ donationibus et capionibus.*

1. Mortis causâ donatio est, cùm quis habere se vult, quàm eum cui donat, magisque eum cui donat, quàm hæredem suum. l. 1. C. civ. 895.

2. Julianus tres esse species mortis causâ donationum ait. Unam cùm quis nullo præsentis periculi metu conterritus, sed solâ cogitatione mortalitatis donat. Aliam speciem mortis causâ donationum ait, cùm quis imminente periculo commotus, ita donat, ut statìm fiat accipientis. Tertium genus esse donationum ait, si quis periculo motus, non sic det, ut statìm fiat accipientis, sed tunc demùm cùm mors fuerit insecuta. l. 2. C. civ. 894, 895.

3. Sic potest donari, ut si convaluerit (*donator*), recipiatur. l. 8. in fin. C. civ. 953.

4. Ei qui non ampliùs parte capere poterat, legatus est fundus, si decem dedisset hæredi : non totam summam (is) dare debet, ut partem fundi haberet, sed partem duntaxat, pro ratâ quâ legatum consequitur. l. 20. C. civ. 902, s.

5. In mortis causâ donationibus non tempus donationis, sed mortis intuendum est, an quis capere possit. l. 22.

6. Quod debitori acceptum factum esset mortis causâ, si convaluerit donator, etiam tempore liberato ei potest condici. Namque acceptilatione interveniente, abitum ab jure pristinæ obligationis : eamque in hujusmodi condictionem transfusam. l. 24.

7. Si qui invicem sibi mortis causâ donaverunt, pariter decesserunt, neutrius hæres repetet, quia neuter alteri supervixit. l. 26. C. civ. 968.

8. Ubi ita donatur mortis causâ, ut nullo casu revocetur causa donandi magis est, quàm mortis causâ donatio. Et ideò perindè haberi debet : atque alia quævis inter vivos donatio. l. 27. C. civ. 894.

9. Non videtur perfecta donatio mortis causâ facta, antequàm mors insequatur. l. 32. C. civ. 895.

10. Mortis causâ donatio longè differt ab illâ verâ et absolutâ donatione quæ ita proficiscitur, ut nullo casu revocetur : et ibi qui donat, illum potiùs quàm se habere mavult. At is qui mortis causâ donat, se cogitat : atque amore vitæ recepisse potiùs quàm dedisse mavult. Et hoc est quarè vulgò dicatur se potiùs habere vult, quàm eum cui donat : illum deindè potiùs quàm hæredem suum. l. 35. §. 2. C. civ. 894, 895.

11. Si quis societatem per donationem mortis causâ inierit, dicendum est nullam societatem esse. l. 35. §. 5.

12. Illud generaliter meminisse oportebit, donationes mortis causâ factas legatis comparatas. Quodcunque igitur in legatis juris est, id in mortis causâ donationibus erit accipiendum. l. 37. C. civ. 1002.

LIBER QUADRAGESIMUS.

Titulus i.—*De manumissionibus.*

1. Lege Juniâ petroniâ, si dissonantes pares judicum existant sententiæ, pro libertate pronuntiari jussum. Sed et si testes non dispari numero, tam pro libertate, quàm contra libertatem dixerint, pro libertate pronuntiandum esse constitutum est. l. 24. d. l. §. 1. V. l. 38. ff. de re judic.

Titulus ii. — *De manumissis vindictâ.*

1. Si pater filio permiserit servum manumittere, et interim decesserit intestatò : deindè filius, ignorans patrem suum mortuum, libertatem imposuerit : libertas servo favore libertatis contingit, cùm non appareat mutata esse domini voluntas. Sin autem ignorante filio vetuisset pater per nuntium, et antequàm filius certior fieret, servum manumisisset, liber non fit. Nam ut filio manumittente servus ad libertatem perveniat, durare oportet patris voluntatem : nam si mutata fuerit, non erit verum volente patre filium manumisisse. l. 4. C. civ. 2008.

2. Plus in re est quàm in existimatione. l. 4. §. 1.

Titulus iv. — *De manumissis testamento.*

1. In obscuro favorabiliùs (pro libertate) respondetur. l. 10. in f.

2. Puram et directam domini sui testamento libertatem stichus acceperat, (et) ex hæreditate multa per fraudem amovisse dicitur. Quæsitum est, an non antè in libertatem proclamare debeat, quàm ea quæ ex hæreditate amovisse probari poterit, hæredibus restitueret? respondit, secundùm ea quæ proponerentur,

eum de quo quæreretur liberum esse. Claudius : videtur absolvisse et id de quo quæritur, nam hæredibus satis consultum est edicto de furtis. l. 59.

TITULUS V. — *De fideicommissariis libertatibus.*

1. Quid est idoneè (*cavere?*) satisdato utiquè, aut pignoribus datis. Sed si ei fides habita fuerit promittenti, sine satisdatione cautum videbitur. l. 4. §. 8. C. civ. 2040, s.

2. Decem legata sunt, et rogatus est legatarius, *stichum emere et manumittere.* Falcidia intervenit, et minoris emi servus non potest. Quidam putant, dodrantem accipere (debere) legatarium, nec emere compellendum. Iidem putant, etiamsi suum servum rogatus sit manumittere, et dodrantem ex legato acceperit, non esse compellendum manumittere. Videamus ne utiquè in hâc specie aliud dicendum sit. Sed in superiore sunt qui putant cogendum legatarium redimere servum, et se oneri subjecisse dùm accipit vel dodrantem, sed si paratus sit retrò restituere quod accepit, an audiendus sit, videndum. Sed cogendus hæres tota decem præstare, atque si adjecisset testator, ut integra præstentur. l. 6.

3. In re mora fit circà pecuniaria fideicommissa quæ minoribus relicta sunt. l. 26. §. 1. in fin.

In minorum personâ re ipsâ, et ex solo tempore tardæ pretii solutionis, recepto jure moram fieri creditum est : in his videlicet quæ moram desiderant. Id est : in bonæ fidei contractibus, et fideicommissis, et legatis. l. 3. C. in quib. caus. in int. rest. nec. n. e.

4. Sorore suâ hærede institutâ de servis, ita cavit. Βούλομαι καὶ παρακαλέω γλυκυτάτῃ μοῦ ἀδέλφῃ ἐν παρακαθήκῃ σε ἔχειν Στίχον καὶ Δάμαν τοῦς πραγματευτὰς μοῦ, οὓς ἔγω οὐκ ἐλευθέρωσα ἄχρις ἂν τὰς ψήφους ἀποκαταστήσωσιν. Ἐὰν δὲ καὶ σοι δρήσωσιν ἐμηνύσα σοι τὴν γνώμην μοῦ, id est, *Volo et à te peto, soror suavissima, ut stichum et Damam actores meos, quos ego quoad rationes retulerint non manumisi, tibi esse commendatissimos. Quod si ipsi tibi quoque probentur, exposui tibi meam sententiam.* Quæro, si paratis actoribus rationes reddere, hæres libertatem non præstet, dicendo eos non placere sibi, an audienda esset ? respondi, non spectandum quod hæredibus displiceret, sed id quod viro bono posset placere, ut libertatem consequantur. l. 41. §. 4.

TITULUS IX. — *Qui, et à quibus manumissi liberi non sunt et ad legem Æliam sentiam.*

1. Adventitii casus non sunt computandi. l. 6.

2. In fraudem creditorum manumittere videtur, qui vel jam eo tempore quo manumittit, solvendo non est, vel datis libertatibus, desiturus est solvendo esse. Sæpè enim de facultatibus suis ampliùs quàm in his est sperant homines. Quod frequenter accidit his qui transmarinas negotiationes, et aliis regionibus, quàm in quibus ipsi morantur, per servos atque liberos exercent.

Quod sæpè adtriti istis negotiationibus? longo tempore id ignorant, et manumittendo sine fraudis consilio indulgent servis suis libertatem. l. 10. C. civ. 1165, s.

3. Ipsa quæ divertit omnes omnimodo servos suos manumittere vel alienare prohibetur : quia ita verba faciunt : *ut ne eum quidem servum qui extra ministerium ejus mulieris fuit, vel in agro, vel in provinciâ, possit manumittere, vel alienare*, quod quidem per quàm durum est, sed ita lex scripta est. l. 12. §. 1.

Titulus xi. — *De natalibus restituendis.*

1. Imperatores non facilè solent quemquam natalibus restituere, nisi consentiente patrono. l. 2. in fin.

Titulus xii. — *De liberali causâ.*

1. Si quis ex servitute in libertatem proclamat, petitoris partes sustinet. Si verò ex libertate in servitutem petatur, is partes actoris sustinet, qui servum dicit. Igitur cùm de hoc incertum est, ut possit judicium ordinem accipere, hoc antè apud eum, qui de libertate cogniturus est, disceptatur, utrùm ex libertate in servitutem, aut contrà agatur. Et si fortè apparuerit eum qui de suâ libertate litigat, *in libertate sine dolo malo fuisse*, is qui se dominum dicit, actoris partes sustinebit, et necesse habebit, servum suum probare. l. 7. §. 5.

2. Non debet alterius collusione, aut inertiâ alterius jus corrumpi. l. 9.

3. Ordinatâ liberali causâ, liberi loco habetur is qui de statu suo litigat, ita ut adversùs eum quoque qui se dominum esse dicit, actiones ei non denegentur quascunque intendere velit. l. 24.

4. Si de hæreditate et libertate controversia est (priùs) agi causa libertatis debet : sed si de hæreditate agetur, ordinanda priùs quidem est causâ libertatis. l. 2. C. de ord. cogn.

Si crimen aliquod inferatur ei *quam ingenuam esse dicis*, antè liberalis causa suo ordine agi debet, cognitionem suam præside præbente. Quoniam necesse est antè sciri, si delictum probatum fuerit, (utrùm) ut in liberam et ingenuam, an ut in ancillam constitui oporteat judicium. l. 3. C. de ord. cogn.

Titulus xiv. — *Si ingenuus esse dicetur.*

1. Qui se ex libertinitate ingenuitati adserant, non ultrà quinquennium, quàm manumissi fuissent, audientur. Qui post quinquennium reperisse instrumenta ingenuitatis suæ adseverant, de eâ re ipsos principes adire oportere cogrituros. l. 2. §. 1. et 2.

Sancimus et hujusmodi lites etiam post memoratum tempus, ad exemplum cæterarum, examinari. l. ult. C. ubi caus. stat. ag. deb.

Contrà vota religionis proclamantes post quinquennium non audiuntur.

Titulus xv. — *Ne de statu defunctorum post quinquennium quæratur.*

1. Quamvis defunctus sit maritus quondàm tuus, cui statûs

quæstio inferebatur, causa tamen (etiam) post obitum ejus, propter emolumentum successionis, durat: eamque apud eum qui de hæreditate, vel singulis rebus judicaturus est, decidi oportet. l. 3. C. eod.

TITULUS XVI. — *De collusione detegendâ.*

1. Cùm non justo contradictore quis ingenuus pronunciatus est, perindè inefficax est decretum, atque si nulla judicata res intervenisset. Idque principalibus constitutionibus cavetur. l. 3. l. 1. C. de ingen. manum.

LIBER QUADRAGESIMUS UNUS.

TITULUS I. — *De acquirendo rerum dominio.*

1. Quarumdam rerum dominium nanciscimur jure gentium, quod ratione naturali inter omnes homines peræquè servatur: quarumdam jure civili, id est, jure proprio civitatis nostræ. Et quia antiquius jus gentium cum ipso genere humano proditum est, opus est ut de hoc priùs referendum sit. l. 1. V. tit. de divis. rer. C. civ. 537, s. 711, s.

2. Omnia igitur animalia, quæ terrâ, mari, cœlo capiuntur, id est feræ bestiæ, (et) volucres, pisces, capientium fiunt: vel quæ ex his apud nos sunt edita. l. 1. §. 1. et l. 2. C. civ. 715. V. tome 3. p. 149, s.

3. Quod enim nullius est, id ratione naturali occupanti conceditur. l. 3.

4. Nec interest quod ad feras bestias et volucres, utrùm in suo fundo quisque capiat, an in alieno. Planè qui in alienum fundum ingreditur venandi aucupandique gratiâ, potest à domino, si is providerit, jure prohiberi, ne ingrederetur. l. 3. §. 1. C. civ. 715.

5. Quidquid autem eorum ceperimus, eousquè nostrum esse intelligitur, donec nostra custodia coercetur. Cùm verò evaserit custodiam nostram, et in naturalem libertatem se receperit, nostrum esse desinit, et rursùs occupantis fit: nisi si mansuefacta emitti, ac reverti solita sunt. Naturalem autem libertatem recipere intelligitur, cùm vel oculos nostros effugerit, vel ita sit in conspectu nostro ut difficilis sit ejus persecutio. l. 3. §. 2. l. 4. et l. 5.

In his autem animalibus quæ consuetudine abire et redire solent, talis regula comprobata est, ut eousquè nostra esse intelligantur, donec revertendi animum habeant; quod si desierint revertandi animum habere, desinant nostra esse, et fiant occupantium. Intelliguntur autem desiisse revertendi animum habere tunc, cùm revertendi consuetudinem deseruerint. l. 5. §. 5. inf. C. civ. 564; p. 388, 452, s.

6. Illud quæsitum est, an fera bestia, quæ ita vulnerata sit, ut capi possit, statìm nostra esse intelligatur. Trebatio placuit, statìm nostram esse: et eousquè nostram videri, donec eam persequa-

mur. Quod si desierimus eam persequi, desinere nostram esse, et rursùs fieri occupantis. Itaque si per hoc tempus, quo eam persequimur, alius eam ceperit eo animo, ut ipse lucrifaceret, furtum videri nobis eum commisisse. Plerique non aliter putaverunt eam nostram esse, quàm si eam ceperimus : quia multa accidere possunt, ut eam non capiamus. Quod verius est. l. 5. §. 1. C. civ, 715.

7. Apium quoque natura fera est. Itaque quæ in arbore nostrâ consederint, antequàm à nobis alveo concludantur, non magis nostræ esse intelliguntur, quàm volucres, quæ in nostrâ arbore nidum fecerint. Ideò si alius eas incluserit, earum dominus erit. Favos quoque si quos hæ fecerint, sine furto quilibet possidere potest. Sed (ut suprà quoque diximus) qui in alienum fundum ingreditur, potest à domino, si is providerit, jure prohiberi ne ingrederetur. Examen quod ex alveo nostro evolaverit, eousquè nostrum esse intelligitur, donec in conspectu nostro est, nec difficilis ejus persecutio est, alioquin occupantis fit. l. 5. §. 2. 3. 4. C. civ. 524. 564.

8. Quæ ex hostibus capiuntur, jure gentium statim capientium fiunt.

9. Prætereà quod per alluvionem agro nostro flumen adjicit, jure gentium nobis acquiritur per alluvionem ; per alluvionem autem id videtur adjici, quod ita paulatim adjicitur, ut intelligere non possimus quantùm quoquo momento temporis adjiciatur. l. 7. §. 1. V. l. 16. C. civ. 556, s. 712.

10. Quod si vis fluminis partem aliquam ex tuo prædio detraxerit, et meo prædio attulerit, palàm est eam tuam permanere. Planè si longiore tempore fundo meo hæserit, arboresque, quas secum traxerit, in meum fundum radices egerint, ex eo tempore videtur meo fundo acquisita esse. l. 7. §. 2. C. civ. 559.

11. Quod si uno latere perruperit flumen, et aliâ parte novo rivo fluere cœperit, deindè infrà novus iste rivus in veterem se converterit, ager qui à duobus rivis comprehensus, in formam insulæ redactus est, ejus scilicet cujus et fuit. l. 7. §. 4. C. civ. 562.

12. Quod si, si toto naturali alveo derelicto, flumen aliàs fluere cœperit, prior quidem alveus eorum est qui propè ripam prædia possident, pro modo scilicet latitudinis cujusque prædiis, quæ latitudo propè ripam sit. Novus autem alveus ejus juris esse incipit, cujus et ipsum flumen, id est, publicus juris gentium. l. 7. §. 5. C. civ. 563.

13. Cùm in suo loco aliquis alienâ materiâ ædificaverit, ipse dominus intelligitur ædificii, quia *omne quod inædificatur solo cedit.* Nec tamen ideò is, qui materiæ dominus fuit, desit ejus dominus esse : sed tantisper neque vindicare eam potest, neque ad exhibendum de eâ agere, propter legem duodecim tabularum : quâ cavetur : *ne quis tignum alienum ædibus suis junctum eximere cogatur.* l. 7. §. 10. C. civ. 552, s.

14. Hæ res quæ traditione nostræ fiunt, jure gentium nobis acquiruntur; nihil enim tam conveniens est naturali æquitati, quàm voluntatem domini, volentis rem suam in alium transferre, ratam haberi. Nihil autem interest, utrùm ipse dominus per se tradat alicui rem, an voluntate ejus aliquis. Quâ ratione, si cui libera negotiorum administratio ab eo qui peregrè proficiscitur, permissa fuerit, et is ex negotiis rem vendiderit, et tradiderit, facit eam accipientis. l. 9. §. 3. et 4.

Nunquàm nuda traditio transfert dominium, sed ita si venditio, aut aliqua justa causa præcesserit, propter quam traditio sequeretur. l. 31. C. civ. 1604, s.

15. Interdùm sine traditione nuda voluntas domini sufficit ad rem transferendam : veluti si rem quam commodavi, aut locavi tibi, aut apud te deposui, vendidero tibi. Licèt enim ex eâ causâ tibi eam non tradiderim, eò tamen quod patior eam ex causâ emptionis apud te esse, tuam efficio. l. 9. §. 5. C. civ. 1606.

16. Si quis merces in horreo repositas vendiderit, simul atque claves horrei tradiderit emptori, transfert proprietatem mercium ad emptorem. l. 9. §. 6. C. civ. 1606.

17. Interdùm et in incertam personam collocata voluntas domini transfert rei proprietatem. Ut ecce, qui missilia jactat in vulgus. Ignorat enim quid eorum quisque excepturus sit. Et tamen quia vult, quod quisque exceperit, ejus esse, statìm eum dominium efficit. l. 9. §. 7.

18. Alia causa est earum rerum quæ in tempestate maris, levandæ navis causâ, ejiciuntur. Hæ enim dominorum permanent quia non eo animo ejiciuntur, quod quis eas habere non vult, sed quod magis cum ipsâ nave periculum maris effugiat. Quâ de causâ, siquis eas fluctibus expulsas, vel etiam in ipso mari nactus, lucrandi animo abstulerit, furtum committit. l. 9. §. ult. C. civ. 717.

19. Pupillus, quantùm ad acquirendum, non indiget tutoris auctoritate; alienare verò nullam rem potest, nisi præsente tutore auctore, et ne quidem possessionem quæ est naturalis, ut Sabinianis visum est. Quæ sententia vera est. l. 11.

20. Si procurator rem mihi emerit ex mandato meo, eique sit tradita meo nomine, dominium mihi, id est, proprietas acquiritur, etiam ignoranti. Et tutor pupilli, pupillæ similiter ut procurator, emendo nomine pupilli, pupillæ proprietatem illis acquirit, etiam ignorantibus l. 13. d. l. §. 1.

Si ego et Titius rem emerimus, eaque Titio et quasi meo procuratori tradita sit, puto mihi quoque quæsitum dominium, quia placet, per liberam personam omnium rerum possessionem quæri posse, et per hanc dominium. l. 20. §. ult. C. civ. 450, s. 1984, s.

21. Traditio nihil ampliùs transferre debet, vel potest ad eum qui accipit, quàm est apud eum qui tradit. Si igitur quis dominium in fundo habuit, in tradendo transfert : si non habuit, ad

eum qui accipit nihil transfert. Quoties autem dominium transfertur ad eum qui accipit, tale transfertur quale fuit apud eum qui tradit. Si servus fuit fundus, cum servitutibus transit : si liber, uti fuit: et si fortè servitutes debebantur fundo, qui traditus est, cum jure servitutum debitarum transfertur. l. 20. d. l. §. 1. C. civ. 1599, 1614, s.

22. Thesaurus est vetus quædam depositio pecuniæ, cujus non exstat memoria, ut jam dominum non habeat. l. 31. §. 1.

Alioquin si quis aliquid vel lucri causâ, vel metûs, vel custodiæ, condiderit sub terrâ, non est thesaurus, cujus etiam furtum fit. d. l. in f. V. l. 67. ff. de rei vind. l. 63. h. tit. et l. un. C. de thesaur. *quæ inventi in alieno fundo thesauri, dimidiam inventori, dimidiam domino fundi largitur.* C. civ. 716.

23. Hæreditas non hæredis personam, sed defuncti sustinet, ut multis argumentis juris civilis comprobatum est. l. 24. V. inf. l. 61. C. civ. 711, 724.

24. Si pecuniam numeratam tibi tradam donandi gratiâ, tu eam quasi creditam accipias : constat proprietatem ad te transire. Nec impedimento esse, quod circà causam dandi atque accipiendi dissenserimus. l. 36. inf. C. civ. 1606, 1893.

25. Substitutio quæ nondùm competit, extrà bona nostra est. l. 42.

26. Incorporales res traditionem et usucapionem non accipere manifestum est. l. 43. §. 1. V. tit. seq. l. 1.

Ego puto usum ejus juris pro traditione possessionis accipiendum esse. l. ult. ff. de servitut. C. civ. 1607.

27. Bonæ fidei emptor non dubiè percipiendo fructus etiam ex alienâ re suos interìm facit : non tantùm eos qui diligentiâ et operâ ejus pervenerunt, sed omnes : quia quod ad fructus attinet, loco domini penè est. Deniquè etiam priusquàm percipiat, statìm ubi à solo separati sunt, bonæ fidei emptoris fiunt. Nec interest ea res quam bonâ fide emi, longo tempore capi possit, necne : veluti si pupilli sit, aut vi possessa, aut præsidi contra legem repetundarum donata, ab eoque alienata sit bonæ fidei emptori. l. 48.

Certum est malæ fidei possessores omnes fructus solere cum ipsâ re præstare : bonæ fidei verò exstantes : post autem litis contestationem universos. l. 22. C. de rei vind. C. civ. 549, s. 1378, s.

28. Ovium fœtus in fructu sunt, et ideò ad bonæ fidei emptorem pertinent. l. 48. §. ult. C. civ. 547, s.

29. Rem in bonis nostris habere intelligimus, quoties possidentes exceptionem, aut amittentes, ad recuperandam eam, actionem habemus. l. 52.

30. Res (ex) mandatu meo empta, non priùs mea fiet, quàm si mihi tradiderit, qui emit. l. 59. V. s. l. 13.

31. Hæreditas in multis partibus juris pro domino habetur. l. 61. V. s. l. 34.

32. Quædam quæ non possunt sola alienari, per universitatem

transeunt, ut fundus dotalis ad hæredem, et res cujus aliquis commercium non habet. Nam et siei legari non possit, tamen hæres institutus dominus ejus efficitur. l. 62.

TITULUS II. — *De acquirendâ, vel amittendâ possessione.*

1. Possessio appellata est à sedibus, quasi positio: quia naturaliter tenetur ab eo qui insistit. l. 1.

Possideri possunt quæ sunt corporalia. l. 3.

2. Dominium rerum ex naturali possessione cœpit. l. 1. §. 1. C. civ. 2228, s.

3. Apiscimur possessionem per nosmetipsos. l. 1. §. 2.

Per procuratorem, tutorem, curatoremve possessio nobis acquiritur. l. 1. §. 20.

4. Si jusserim venditorem procuratori rem tradere, cùm ea in præsentiâ sit, videri mihi traditam Priscus ait. Idemque esse, si nummos debitorem jusserim alii dare, *non est enim corpore et actu necesse apprehendere possessionem, sed etiam oculis et affectu.* Et argumento esse eas res, quæ propter magnitudinem ponderis moveri non possunt, ut columnas: nam pro traditis (eas) haberi, si in re præsenti consenserint: et vina tradita videri cùm claves cellæ vinariæ emptori traditæ fuerint. l. 1. §. 21.

Si vicinum mihi fundum mercato, venditor in meâ turre demonstret, vacuamque se possessionem tradere dicat, non minùs possidere cœpi, quàm si pedem finibus intulissem. l. 18. §. 2.

Apiscimur possessionem *corpore et animo:* neque per se animo, aut per se corpore. Quod autem diximus, *et corpore et animo acquirere nos debere possessionem,* non utiquè ita accipiendum est, ut qui fundum possidere velit, omnes glebas circumambulet: sed sufficit quamlibet partem ejus fundi introîre, dùm mente et cogitatione (hâc) sit, uti totum fundum usquè ad terminum velit possidere. l. 3. §. 1. C. civ. 1604, s.

5. Incertam partem rei possidere nemo potest; veluti si hâc mente sis, ut quidquid Titius possidet, tu quoque velis possidere. l. 3. §. 2.

Locus certus ex fundo et possideri, et per longam possessionem capi potest: et certa pars pro indiviso, quæ introducitur vel ex emptione, vel ex donatione, vel quâlibet aliâ ex causâ; incerta autem pars nec tradi, nec capi potest: veluti si ita tibi tradam, *quidquid mei juris in eo fundo est.* Nam qui ignorat, nec tradere, nec accipere id quod incertum est, potest. l. 26. C. civ. 1108.

6. Neratius et Proculus (et) solo animo non posse nos acquirere possessionem, si non antecedat naturalis possessio. Ideòque si thesaurum in fundo meo positum sciam, continuò me possidere, simul atque possidendi affectum habuero: quia quod desit naturali possessioni id animus implet. Cæterùm quod Brutus et Manilius putant, eum, qui fundum longâ possessione cepit etiam thesaurum cepisse, quamvis nesciat in fundo esse non est verum.

Is enim quis nescit, non possidet thesaurum, quamvis fundum possideat. Sed etsi sciat, non capiet longâ possessione : quia scit alienum esse. Quidam putant Sabini sententiam veriorem esse, nec aliàs eum qui scit possidere, nisi si loco motus sit, quia non sit sub custodiâ nostrâ, quibus consentio. l. 3. §. 3.

7. In amittendâ quoque possessione, affectio ejus qui possidet, intuenda est. Itaque si in fundo scis, et tamen nolis eum possidere, protinùs amittes possessionem. Igitur amitti et animo solo potest, quamvis acquiri non potest. l. 3. §. 6.

8. Sed etsi animo solo possideas, licèt alius in fundo sit, adhuc tamen possides. l. 3. §. 7.

Licèt possessio nudo animo acquiri non possit, tamen solo animo retineri potest. Si ergò prædiorum desertam possessionem, non derelinquendi affectione, transacto tempore non coluisti, sed metûs necessitate culturam eorum distulisti, præjudicium tibi ex transmissi temporis injuriâ generari non potest. l. 4. C. de acquir. et ret. posses.

9. Nerva filius, res mobiles, excepto homine, quatenùs sub custodiâ nostrâ sínt, hactenùs possideri, id est, quatenùs (si) velimus naturalem possessionem nancisci (possimus). Nam pecus simul atque aberraverit, aut vas ita exciderit ut non inveniatur, protinùs desinere à nobis possideri, licèt à nullo possideatur : dissimiliter atque si sub custodiâ meâ sit, nec inveniatur, quia in præsentiâ non sit, et tantùm cessat interìm diligens inquisitio. l. 3. §. 13. C. civ. 2279.

10. Quidam rectè putant columbas quoque quæ ab ædificiis nostris (volant), item apes quæ ex alveis nostris evolant, et secundùm consuetudinem redeunt, à nobis possideri. l. 3. §. 16. C. civ. 524.

11. Labeo et Nerva filius responderunt, desinere me possidere eum locum, quem flumen aut mare occupaverit. l. 3. §. 17. C. civ. 557, s.

Pomponius refert, cùm lapides in Tiberim demersi essent naufragio, et post tempus extracti, an dominium in integro fuit per id tempus quo erant mersi? Ego dominium me retinere puto, possessionem non puto. l. 13. C. civ. 717.

12. Illud quoque à veteribus præceptum est, neminem sibi ipsum causam possessionis mutare posse. l. 3. §. 19.

Quod vulgò respondetur, *causam possessionis neminem sibi mutare posse*, sic accipiendum est, ut possessio non solùm civilis, sed etiam naturalis intelligatur, et propterea responsum est, neque colonum, neque eum apud quem res deposita, aut cui commodata est, lucri faciendi causâ pro hærede usucapere posse. l. 2. §. 1. ff. pro hærede. C. civ. 2240.

Quod vulgò respondetur, ipsum sibi causam possessionis mutare non posse, toties verum est, quoties quis sciret se bonâ fide

non possidere, et lucri faciendi causâ inciperet possidere. Idque per hæc probari posse, si quis emerit fundum sciens ab eo cujus non erat, possidebit non possessore: sed si eumdem à domino emerit, incipiet pro emptore possidere, nec videbitur sibi ipse causam possessionis mutasse. l. 33. §. 1. ff. de usurp. l. 19. §. 1. h. t.

13. Potest dividi possessionis genus in duas species, ut possideatur aut bonâ fide aut non bonâ fide. l. 3. §. 22.

14. Si ex stipulatione tibi stichum debeam, et non tradam eum, tu autem nactus fueris possessionem : prædo es. Æquè si vendidero, nec tradidero rem, si non voluntate meâ nactus sis possessionem, non pro emptore possides, sed prædo es. l. 5.

15. Clàm possidere eum dicimus, qui furtivè ingressus est possessionem, ignorante eo, quem sibi controversiam facturum suspicabatur, et ne faceret timebat. l. 6.

Clàm nanciscitur possessionem, qui futuram controversiam metuens, ignorante eo quem metuit, furtivè (in) possessionem ingreditur. d. l. C. civ. 2229.

16. Quemadmodùm nulla possessio acquiri nisi animo et corpore potest, ita nulla amittitur, nisi in quâ utrumque in contrarium actum est. l. 8.

17. Generaliter quisquis omninò nostro nomine sit in possessionem, veluti procurator, hospes, amicus, nos possidere videmur. l. 9. Et per colonos, et inquilinos possidemus. l. 25. §. 1. C. civ. 2236, s.

18. Aliud est possidere, longè aliud in possessione esse. Deniquè rei servandæ causâ legatorum, damni infecti, non possident, sed sunt in possessione custodiæ causâ. l. 10. §. 1. V. l. 7. s. de damn. infecto.

19. Justè possidet, qui auctore prætore possidet. l. 11.

20. Nihil commune habet proprietas cum possessione. l. 12. §. 1. Nec possessio et proprietas misceri debent. l. 52.

Proprietas à possessione separari non potest. l. 8. C. de acq. et ret. poss.

Naturaliter videtur possidere is qui usum fructum habet. d. l. 12. Fructuarius non possidet. §. 4. inst. Per quas pers. cuiq. acq. Alia possessio civilis, alia naturalis. l. 3. §. ult. ff. ad. exhib. V. inf. Quod legator. l. 1. §. 8.

21. Cùm quis utitur adminiculo ex personâ auctoris, uti debet cum suâ causâ suisque vitiis. Deniquè addimus in accessione de vi, et clàm et precario venditoris. l. 13. §. 1. V. inf. de diversis temp. præsc. l. 5.

22. Prætereà quæritur, si quis hominem venditori redhibuerit, an accessione uti possit ex personâ ejus? Et sunt, qui putent non posse, quia venditionis est resolutio redhibitio : alii emptorem venditoris accessione usurum, et venditorem emptoris. Quod magis probandum puto. l. 13. §. 2. l. 14. ff. de usurp. et

usuc. l. 6. ff. de divers. temp. præsc. V. l. 19 h. t l. 2. §. 20. ff. pro emptor. C. civ. 2235.

23. Non ea tantùm possessio testatoris hæredi procedit, quæ morti fuit injuncta : verùm ea quoque quæ unquàm testatoris fuerit. In dote quoque, si data res fuerit vel ex dote recepta, accessio dabitur, vel marito, vel uxori. l. 13. §. 5. et 6. l. 14. §. 1. ff. de usurp. et usuc.

Sed et legatario dandam accessionem ejus temporis quo fuit apud testatorem, sciendum est. An hæredis possessio ei accedat, videamus ? Et puto sive purè, sive sub conditione fuerit relictum, dicendum esse, id temporis quo hæres possedit ante existentem conditionem vel restitutionem rei, legatario proficere. Testatoris autem, semper proderit legatario, si legatum verè fuit, vel fideicommissum. Sed et is cui res donata est, accessione utetur ex personâ ejus qui donavit. l. 13. §. 10. et 11. C. civ. 2235.

24. Quæsitum est, si hæres priùs non possederat; an testatoris possessio ei accedat? Et quidem in emptoribus possessio interrumpitur, sed non idem in hæredibus plerique probant : quoniam plenius est jus successionis, quàm emptionis : sed subtilius est quod in emptorem, et in hæredem id quoque probari. l. 13. §. 4. V. inf. de usurp. et usucap. l. 20. de divers. temp. præscript. l. 15. §. 1. C. civ. 2229.

25. Si quis vi de possessione dejectus sit, perindè haberi debet, ac si possideret. Cùm interdicto de vi recuperandæ possessionis facultatem habeat. l. 17. C. civ. 2233.

26. Differentia inter dominium et possessionem hæc est, quod dominium nihilominùs ejus manet qui dominus esse non vult : possessio autem recedit, ut quisque constituit nolle possidere. l. 17. §. 1.

27. Non videtur possessionem adeptus is, qui ita nactus est, ut eam retinere non possit. l. 22. C. civ. 2232.

28. Cùm hæredes instituti sumus, aditâ hæreditate omnia quidem jura ad nos transeunt, possessio tamen, nisi naturaliter comprehensa, ad nos non pertinet. l. 23. C. civ. 724, 777.

29. Qui universas ædes possidet, singulas res quæ in ædificio sunt, non videtur possedisse. Idem dici debet et de nave, et de armario. l. 30.

30. Exitus controversiæ possessionis hic est tantùm, ut priùs pronuntiet judex, uter possideat. Ita enim fiet, ut is qui victus est de possessione, petitoris partibus fungatur, et tunc de domino quæratur. l. 35. pr. 23, s.

31. Interesse puto quâ mente apud sequestrum deponitur res : nam si omittendæ possessionis causâ, et hoc apertè fuerit approbatum, ad usucapionem possessio ejus partibus non procederet : at si custodiæ causâ deponatur, ad usucapionem eam possessionem victori procedere constat. l. 39.

32. Possessio non tantùm corporis, sed et juris est. l. 49. §. 1. in f. C. civ. 2228.

33. Quarumdam rerum animo possessionem nos adipisci ait Labeo. Veluti si acervum lignorum emero, et eum venditor tollere me jusserit, simul atque custodiam posuissem, traditus mihi videtur. Item esse juris vino vendito, cùm universæ amphoræ vini simul essent. l. 51.

34. Minùs instructus est, qui te sollicitum reddidit, quasi in vacuam possessionem ejus quod per procuratorem emisti, non sis inductus : cùm ipse proponas te diù in possessione (ejus) fuisse, omniaque ut dominum gessisse. Licèt enim instrumento non sit comprehensum quod tibi tradita sit possessio, ipsâ tamen rei veritate id consecutus est, si sciente venditore in possessione fuisti. l. 2. C. eod.

35. Nemo ambigit possessionis duplicem esse rationem : aliam quæ jure consistit, aliam quæ corpore : utramque autem ita demùm esse legitimam, cùm omnium adversariorum silentio et taciturnitate firmatur. Interpellatione verò controversiâ progressâ, non posse eum intelligi possessorem, qui licèt (possessionem) corpore teneat, tamen ex interpositâ contestatione, et causâ in judicium deductâ super jure possessionis vacillet, ac dubitet. l. 10. C. eod. C. civ. 2242, s.

Titulus iii. — *De usurpationibus et usucapionibus.*

1. Bono publico usucapio introducta est, ne scilicet quarumdam rerum diù et ferè semper incerta dominia essent? cùm sufficeret dominis ad inquirendas res suas statuti temporis spatium. l. 1.

2. Usucapio est adjectio dominii per continuationem possessionis temporis lege definiti. l. 3. C. civ. 2219.

3. Quod dicit lex Atinia, ut res furtiva non usucapiatur, nisi in potestatem ejus, cui subrepta est, revertatur : sic acceptum est, ut in domini potestatem debeat reverti, non in ejus utiquè cui subreptum est. l. 4. §. 6. l. ult. Usucapere non potest (qui) vi possidet. d. l. §. 25.

Quod vi possessum, raptumve sit, antequàm in potestate domini, hæredisve ejus pervenit, usucapi lex vetat. l. ult ff. vi bon. rapt. C. civ. 2229, 2233.

4. Libertatem servitutum usucapi posse verius est. l. 4. §. ult.

Itaque si cùm tibi servitutem deberem, ne mihi putà liceret altiùs ædificare, et per statutum tempus altiùs ædificatum habuero, sublata erit servitus. d. §. ult in f. V. l. 10. ff. si serv. vind. l. 5. §. 3. ff. de itin. act. pr. l. 1. et 2. C. de servitut. l. 1. §. ult. ff. de servit. præd. rust. C. civ. 706, 707.

5. Usucapionem recipiunt maximè res corporales, exceptis rebus sacris, sanctis, publicis, populi romani, et civitatum, l. 9. C. civ. 2226, s.

6. Si aliena res bonâ fide empta sit quæritur, ut usucapio cur-

rat, utrùm emptionis initium ut bonam fidem habeat, exigimus, an traditionis? Et obtinuit Sabini et Cassii sententia, traditionis initium spectantium. l. 10. C. civ. 2269.

7. Si ab eo emas, quem prætor vetuit alienare, idque tu scias, usucapere non potes. l. 12.

8. Pignori rem acceptam usu non capimus : quia pro alieno possidemus. l. 13. C. civ. 2079, 2236.

9. Servi nomine qui pignori datus est, ad exhibendum cum creditore, non cum debitore agendum est : quia qui pignori dedit, ad usucapionem tantùm possidet : quod ad reliquas omnes causas pertinet, qui accepit possidet, adeò ut adjici possit et possessio ejus qui pignori dedit. l. 16. l. 33. §. 4.

10. Quamvis adversùs fiscum usucapio non procedat, tamen ex bonis vacantibus, nondùm tamen nuntiatis, emptor prædii ex iisdem bonis exstiterit, rectè diuturnâ possessione capiet. Idque constitutum est. l. 18. C. civ. 539, 2227.

11. Possessio testatoris ita hæredi procedit, si medio tempore à nullo possessa est. l. 20. V. s. de acq. vel amit. possess. l. 23. C. civ. 2235.

12. Ubi lex inhibet usucapionem, bona fides possidenti nihil prodest. l. 24.

13. Sine possessione usucapio contingere non potest. l. 25. C. civ. 2229.

14. Nunquàm superficies sine solo capi longo tempore potest. l. 26.

Si solum usucapi non poterit, nec superficies usucapietur. l. 39.

15. Nunquàm in usucapionibus juris error possessori prodest. l. 31. l. 2. §. 15. ff. pro empt.

16. Vacuum tempus quod ante aditam hæreditatem, vel post aditam intercessit, ad usucapionem hæredi procedit. l. 31. §. 5.

Cœptam usucapionem à defuncto, posse et ante aditam hæreditatem adimpleri, constitutum est. l. 40. C. civ. 2258, 2259.

17. Potest pluribus modis accidere, ut quis rem alienam aliquo errore deceptus tanquàm suam vendat fortè, aut donet : et ob id à bonæ fidei possessore res usucapi possit. Veluti, si hæres rem defuncto commodatam, aut locatam, vel apud eum depositam, existimans hæreditariam esse, alienaverit. l. 36. C. civ. 1599, 2236, s.

18. Furtum sine affectu furandi non committitur. l. 37.

19. Hæres ejus qui bonâ fide rem emit, usu non capiet sciens alienam. l. 43.

20. Pro hærede usucapio locum non habet. l. 1. C. de usucap. pro hæred. l. ult. C. com. de usuc.

Vitia possessionum à majoribus contracta perdurant, et successorem auctoris sui culpa comitatur. l. 11. C. de acq. et ret. poss. V. l. 11. ff. de div. temp. præs.

21. Si quis alienam rem mobilem, seu se moventem bonâ fide per continuum triennium detinuerit, is firmo jure eam possideat. l. un. C. de usuc. transf. C. civ. 2262, 2279.

22. Super longi temporis præscriptione quæ ex decem vel viginti annis introducitur, perspicuo jure sancimus, ut sive ex donatione, sive ex aliâ lucrativâ causâ, bonâ fide quis per decem vel viginti annos rem detinuisse probetur, adjecto scilicet tempore etiam prioris possessoris : memorata longi temporis exceptio sine dubio ei competat, nec occasione lucrativæ causæ repellatur. l. 11. C. de præsc. long. temp.

Longi temporis præscriptio, his qui bonâ fide acceptam possessionem, et continuatam, nec interruptam, inquietudine litis tenuerunt, solet patrocinari. l. 2. C. eod. V. inf. n. 24.

Diutina possessio tantùm jure successionis, sine justo titulo obtenta, prodesse ad præscriptionem hâc solâ ratione non potest. l. 4. C. eod.

Nec petentem dominium ab eo cui petentis solus error causam possessionis, sine vero titulo præstitit, silentii longi temporis præscriptione repelli, juris evidentissimi est. l. 5. C. eod. C. civ. 2265, s.

23. Longi temporis possessione munitis, instrumentorum amissio nihil juris aufert : nec diuturnitate possessionis partam securitatem, maleficium alterius turbare potest. l. 7. C. eod. C. civ. 2262.

24. Post decennium inter præsentes, et vicennium inter absentes, securus est possessor ex justo titulo cum bonâ fide licèt ejus auctor malâ fide possederit, si rei dominus sui juris et alienationis non sit ignarus. Si verò hæc ignoret, solo tricennio repelletur à possessore cujus auctor fuerit malæ fidei. Nov. 119. c. 7. C. civ. 2265, s.

25. Pro præsentibus habentur actor et possessor, si in eâdem provinciâ domicilium habeant : pro absentibus verò, si alter in alterâ. l. ult. C. eod. C. civ. 2265.

26. Si quibusdam annis absentia, quibusdam præsentia intervenerit adjiciendum decennio tantùm temporis, quantùm fuit absentiæ. Nov. 119. c. 8. C. civ. 2266.

27. Neque mutui, neque commodati, aut depositi, seu legati vel fideicommissi, vel tutelæ, seu alii cuilibet personali actioni, longi temporis præscriptionem objici posse certi juris est. l. 5. C. quib. non objic. longi temp. pr.

Sicut in rem speciales, ita de universitate, ac personales actiones ultra triginta annorum spatium minimè protendantur. Sed si qua res, vel jus aliquod postuletur, vel persona qualicumque actione vel persecutione pulsetur, nihilominùs erit agenti triginta annorum præscriptio metuenda. l. 3. C. de præscrip. 30. vel. 40. ann. V. inf. l. 4. et l. 7. eod. n. 35. et 37.

28. Hæ actiones annis triginta continuis extinguantur, quæ

perpetuæ videbantur : non illæ quæ antiquis temporibus limitabantur. l. 3. in f. C. de præsc. 30. vel. 40. ann. C. civ. 2262.

29. Præscriptione bonâ fide possidentes adversùs præsentes annorum decem, absentes autem viginti muniuntur. Quod si ex alicujus personâ de petitorum parte restitutionis prætendatur auxilium, deducto eo, quo si quid fuerit gestum succurri solet, residuum computari rationis est. l. 7. C. quib. non obji. long. temp. præscript.

30. Cùm per absentiam tuam eos de quibus quereris in res juris tui irruisse adseveres, teque ob medendi curam à comitatu nostro discedere non posse palàm sit : præfectus prætorio noster accersitis his quos causa contingit inter vos cognoscet. Non necessariò autem petis ex longi temporis diuturnitate præscriptionem tibi non opponi, quandò justæ absentiæ ratio, et necessitatis publicæ obsequium ab hujusmodi præjudicio te defendat. l. 2. C. quib. non objic. long. temp. præscr.

Si possessio inconcussa sine controversiâ perseveravit, firmitatem suam tenet objecta præscriptio, quam contra absentes vel reipublicæ causâ, vel maximè fortuito casu, nequaquàm valere decernimus. l. 4. eod. C. civ. 2251, s.

31. Non est incognitum, id temporis quod in minore ætate transmissum est, longi temporis præscriptioni non imputari. Ea enim tunc currere incipit, quandò ad majorem ætatem dominus rei pervenerit. l. 3. C. quib. non obji. long. temp. præscript. C. civ. 2252, 2278; pr. 398.

32. Universas terras quæ à colonis, sive emphyteuticariis dominici juris, reipublicæ, vel juris sacrorum templorum, in quâlibet provinciâ venditæ, vel ullo alio pacto alienatæ sunt, ab iis qui perperàm atque contra leges eas detinent, nullâ longi temporis præscriptione officiente jubemus restitui : ita ut nec pretium quidem iniquis comparatoribus reposcere liceat. l. 2. C. ne rei dom. vel templ. vind. temp. præsc. submov.

Non nisi 40. annorum præscriptio ecclesiæ, et venerabilibus locis opponitur. Nov. 131. c. 6. C. civ. 2227.

33. Malè agitur cum dominis prædiorum, si tanta precatio possidentibus prærogativa defertur, ut eos post quadraginta annorum spatia quâlibet ratione decursâ, inquietare non liceat. Cùm lex Constantiniana jubeat ab his possessoribus initium non requiri, qui sibi potiùs quàm alteri possederunt, eos autem possessores non convenit appellari, qui ita tenent, ut ob hoc ipsum solitam debeant præstare mercedem. Nemo igitur qui ad possessionem conductor accedit, diù alienas res tenendo jus sibi proprietatis usurpet : ne cogantur domini aut amittere quæ locaverunt, aut conductores utiles sibi fortassis excludere, aut annis omnibus super dominio suo publicè potestari. l. 2. C. de præsc. 30. vel 40. ann. C. civ. 2236, s.

34. Quadraginta annorum præscriptione omnis contractus, omnis actio, quæ cæteris præscriptionibus non pereat, sive privati juris sive publici, extinguitur. l. 4. C. de præsc. 30. vel 40. ann. C. civ. 2262.

35. Publicæ functiones et tributa nullâ præscriptione tolluntur. l. 6. C. de præsc. 30. vel 40. ann. C. civ. 2227.

36. Actio hypothecaria contra extraneos possessores tricennio finitur : at contra debitorem, aut ejus hæredes pignorum possessores, ad annos quadraginta perseverat. Licèt actione personali tricennio liberentur. l. 7. de præscrip. 30. vel 40. ann.

Si anterior creditor vivo debitore agat hypothecariâ adversùs posteriorem ejusdem debitoris creditorem, eumdemque pignoris possessorem, sola 40. annorum præscriptio possessorem tuebitur. Eique accedet tempus quo debitor ipse possedit. Si verò mortuo debitore secundus creditor tricennio possederit, tutus erit. d. l. §. 2.

Idem jus erit pro temporum computatione, si posterior creditor anteriori creditori possessione se tuenti, debitum offerat. d. l. §. 3. C. civ. 2262.

37. Debiti sub conditione vel sub die non currit præscriptio, nisi post diei aut conditionis eventum. d. l. 7. §. 4. C. de præscript. 30. vel 40. annis. C. civ. 2257.

38. In his etiam promissionibus, vel legatis, vel aliis obligationibus quæ dationem per singulos annos vel menses aut aliquod singulare tempus continent, tempora memoratarum præscriptionum non ab exordio talis obligationis, sed ab initio cujusque anni, vel mensis, vel alterius singularis temporis, computari manifestum est. l. 7. §. ult. C. de præscrip. 30. vel 40. ann. C. civ. 2257.

Titulus iv. — *Pro emptore.*

1. Si fundus emptus sit, et ampliores fines possessi sint, totum longo tempore capi : quoniam universitas ejus possideatur, non singulæ partes. l. 2. §. 6. in f.

2. Etiam hæredi ulteriori defuncti possessio proderit, quamvis medius hæres possessionem ejus nactus non sit. l. 2. §. 18. C. civ. 2234, 2235.

Titulus v. — *Pro derelicto.*

1. Si res pro derelicto habita sit statìm nostra esse desinit, et occupantis (statìm) fit. Quia iisdem modis res desinunt esse nostræ, quibus acquiruntur. l. 1. C. civ. 713, 717.

2. Pro derelicto rem à domino habitam si sciamus, possumus acquirere. Sed Proculus non desinere eam rem domini esse, nisi ab alio possessa fuerit. Julianus desinere quidem omittentis esse, non fieri autem alterius, nisi possessa fuerit, et rectè. l. 2. d. l. §. 1.

3. Si quis merces ex nave jactatas invenisset, nùm ideò usuca-

pere non possit, quia non viderentur derelictæ, quæritur? sed verius est, eum pro derelicto usucapere non posse. l. 7. C. civ. 717.

Titulus vi. — *Pro legato.*

1. Pro legato usucapit cui rectè legatum relictum est. Sed etsi non jure legatum relinquatur, vel legatum ademptum est, pro legato usucapi, post magnas varietates, obtinuit. l. ult.

Titulus x. — *Pro suo.*

1. In alieni facti ignorantia tolerabilis error est. l. ult. in f.

LIBER QUADRAGESIMUS SECUNDUS.

Titulus i. — *De re judicatâ, et de effectu sententiarum, et de interlocutionibus.*

1. Res judicata dicitur quæ finem controversiarum pronuntiatione judicis accipit : quod vel condemnatione vel absolutione contingit. l. 1. C. civ. 1350.

Præses provinciæ non ignorat definitivam sententiam, quæ condemnationem vel absolutionem non continet, pro justâ non haberi. l. 3. C. de sentent. et interloc.

2. Qui pro tribunali cognoscit non semper tempus judicati servat, sed nonnunquàm arctat, nonnunquàm prorogat, pro causæ qualitate, et quantitate, vel personarum obsequio, vel contumaciâ. Sed perrarò intrà statutum tempus sententiæ exsequentur. Veluti si alimenta constituantur, vel minori vigintiquinque annis subvenitur. l. 2.

3. Qui damnare potest, is absolvendi quoque potestatem habet. l. 3.

4. Si se non obtulit procurator, judicati actio in eum denegabitur, et in dominum dabitur : si se obtulit, in ipsum dabitur. l. 4.

Tutor quoque vel curator in eâ conditione sunt, ut non videantur videri se liti obtulisse : idcircòque debet denegari in eos judicati actio. d. l. §. 1.

Actor municipum potest rem judicatam recusare : in municipes enim judicati actio dabitur. d. l. 4. §. 2.

5. Si quis promiserit, *prohibere se, ut aliquod damnum stipulator patiatur,* et faciat. Neque ex eâ re damnum stipulator patietur, et faciat : (ita habeatur) facit quod promisit : si minùs qui non facit, quod promisit, in pecuniam numeratam condemnatur, sicut evenit in omnibus faciendi obligationibus. l. 13. §. 1. C. civ. 1142, s.

6. Quod jussit, vetuitve prætor, contrario imperio tollere et repetere licet : de sententiis contrà. l. 14.

Judex postquàm semel sententiam dixit, posteà judex esse desinit. Et hoc jure utimur, ut judex qui semel vel pluris, vel minoris condemnavit, ampliùs corrigere sententiam suam non possit. Semel enim malè seu benè officio functus est. l. 55. l. 62. h. tit. l. 2. C. de sentent. ex peric. recit.

Neque suam, neque decessoris sui sententiam quemquam posse retractare, in dubium non venit. l. 1. C. sent. resc. n. poss. pr. 136, 138, s.

7. Sententiam Romæ dictam, etiam in provinciis posse præsides, si hoc jussi fuerint, ad finem persequi, imperator noster cum patre rescripsit. l. 15. §. 1. pr. 545, s.

8. In venditione pignorum captorum faciendâ, primò quidem res mobiles animales pignori capi jubent, mox distrahi. Quarum pretium si suffecerit, benè est : si non suffecerit, etiam soli pignora capi jubent, et distrahi. Quod si nulla moventia sint, à pignoribus soli initium faciunt. l. 15. §. 2.

9. Oportet res captas pignori et distractas præsenti pecuniâ distrahi, non sic, ut post tempus pecunia solvatur. l. 15. §. 7. in fin.

10. Posse nomen jure pignoris capi, imperator noster rescripsit. l. 15. §. 8. l. 5. C. de exec. rei jud.

11. Inter eos quibus ex eâdem causâ debetur, occupantis melior conditio est. l. 19.

12. Et si fidejussor acceptus sit rei, vel actionis, non proderit (ei) si persona pro quâ fidejussit, in quantum facere potest condemnanda est. l. 24.

Sciendum est hæredes earum personarum, non in id quod facere possunt, sed in integrum teneri. l. 25. V. inf. n. 14.

13. Si convenerit inter litigatores quid pronuntietur, non abs re erit, judicem hujusmodi sententiam proferre. l. 26. C. civ. 2044, s. pr. 1003, s.

14. Cùm ex causâ donationis promissa pecunia est, si dubitatum sit an ea res eò usque donatoris facultates exhaurire possit, ut vix quicquam ei in bonis relictum sit, actio in id quod facere possit, danda est : ita ut et ipsi donatori aliquid sufficiens relinquatur. Quod maximè inter liberos et parentes observandum est. l. 30. Pinguiùs donatori succurrere debemus, quàm ei qui verum debitum persolvere compellitur : ne liberalitate suâ inops fieri periclitetur. l. 49. in f. et l. 50.

15. Debitoribus non tantùm petentibus dies ad solvendum dandi sunt, sed et prorogandi, si res exigat : si qui tamen per contumaciam magis, quàm quia non possint explicare pecuniam, differant solutionem, pignoribus capti compellendi sunt ad satisfaciendum. l. 31. C. civ. 1244; pr. 122.

16. Cùm prolatis constitutionibus contra eas pronuntiat judex, eò quod non existimat causam, de quâ judicat, per eas juvari, non videtur contra constitutiones sententiam dedisse l. 32. V. inf. n. 30.

17. Imperatores Antoninus et Verus rescripserunt, *quanquàm sub obtentu novorum instrumentorum restitui negotia minimè oporteat, tamen in negotio publico, ex causâ permittere se hujusmodi instrumentis uti*. l. 35.

Sub specie novorum instrumentorum posteà repertorum, res judicatas restaurari exemplo grave est. l. 4. C. eod. V. inf. n. ult. C. civ. 1351; pr. 480, s.

18. Tunc universi judices intelliguntur judicare, cùm omnes adsunt. l. 37. C. civ. pr. 106, 138, s.

19. Inter pares numero judices, si dissonæ sententiæ proferantur, *in liberalibus quidem causis* (secundùm quod à divo Pio constitutum est) pro libertate statutum obtinet. In aliis autem causis, pro reo. Quod et in judicis publicis obtinere oportet. l. 38. V. s. de manum. l. 24. C. pr. 118; i. 347.

20. Si diversis summis condemnent judices, minimam spectandam esse Julianus scribit. l. 38. §. 1.

21. Duo ex tribus judicibus uno absente judicare non possunt: quippè omnes judicare jussi sunt. Sed si adsit, et contrà sentiat, statur duorum sententiæ. Quid enim minùs verum est, omnes judicasse. l. 39.

22. Nesennius Apollinaris, si te donaturum mihi delegavero creditori meo, an in solidum conveniendus sis? Et si in solidum conveniendus, an diversum putes, si non creditori meo, sed ei cui donare volebam te delegavero? Et quid de eo qui pro muliere, cui donare volebat, marito ejus dotem promiserit? respondi, nullâ creditor exceptione submoveretur, licèt is qui delegatus est poterit uti adversùs eum cujus nomine promisit: qui similis est maritus, maximè si constante matrimonio petat. Et sicut hæres donatoris in solidum condemnatur, et ipse fidejussor quem in donando adhibuit, ita et ei cui non donavit, in solidum condemnatur. l. 41. V. s. de donat. 33. §. 3.

23. Paulus respondit, eos qui unâ sententiâ in unam quantitatem condemnati sunt, pro portione virili ex causâ judicati conveniri: et, si ex sententiâ adversùs tres dictâ, Titius portionem sibi conpetentem exsolvit, ex personâ cæterorum ex eâdem sententiâ conveniri eum non posse. l. 43.

Si non singuli in solidum, sed generaliter tu et collega tuus unâ et certâ quantitate condemnati estis, nec additum est, *ut quod ab altero servari non posset, id alter suppleret*: effectus sententiæ pro virilibus portionibus discretus est. Ideòque parens pro tuâ portione sententiæ, ob cessationem alterius, ex causâ judicati conveniri non potes. l. 1. C. si plur. unâ sent. cond. sunt. C. civ. 1200, s.

24. Contra indefensos minores tutorem vel curatorem non habentes, nulla sententia proferenda est. l. 45. §. 2.

Neque enim debet adultis nocere, quidquid eo tempore statutum est, quo defensione justâ, et curatoris auxilio fuerant destituti. l. 6. in f. C. quem. et quand. jud. C. civ. 464, 1304, s; pr. 83.

25. De uno quoque negotio præsentibus omnibus, quos causa contingit, judicari oportet. Aliter enim judicatum tantùm inter præsentes tenet. l. 47.

26. Post rem judicatam, vel jurejurando decisam, vel confessionem in jure factam, nihil quæritur post orationem divi Marci : quia in jure confessi pro judicatis habentur. l. 56. C. civ. 1350, s.

27. Sæpè constitutum est, res inter alios judicatas aliis non præjudicare. l. 63. Toto titulo C. quib. res. jud. n. noc. et tit. C. inter al. act. vel jud. al. n. noc. C. civ. 1351.

28. Nulla est sententia prolata die feriato, aut extra locum judicii. ex. l. 4 et 5. C. quom. et quand. jud. sent. pr. deb. l. 6. C. de sent. et interloc. pr. 8.

29. Prolatam à præside sententiam contra solitum judiciorum ordinem, auctoritatem rei judicatæ non obtinere, certum est. l. 4. c. de sent. et interloc. C. civ. 5; p. 127.

30. Nemo judex vel arbiter existimet, neque consultationes quas non ritè judicatas esse putaverit, sequendum. Et multò magis sententias eminentissimorum præfectorum, vel aliorum procerum (non enim si quid non benè dirimatur, hoc et in aliorum judicum vitium extendi oportet. Cùm *non exemplis, sed legibus judicandum sit.*) Neque si cognitionales sint amplissimæ præfecturæ, vel alicujus maximi magistratûs prolatæ sententiæ, sed omnes judices nostros veritatem, et legum et justitiæ sequi vestigia sancimus. l. 13. C. de sent. et interloc. V. s. l. 32.

31. Liceat judici vel contra actorem ferre sententiam, et aliquid eum daturum, vel facturum pronuntiare, nullâ ei opponendâ exceptione quod non competens judex agentis esse cognoscatur. Cujus enim in agendo observat arbitrium, eum habere et contra se judicem in eodem negotio non dedignetur. l. 14. C. de sentent. et interloc.

32. Cùm plura sunt in lite capita, potest judex definitivè quædam judicare, de cæteris interloqui. ex. l. 15. C. de sentent. et interloc. pr. 28, s. 134.

33. Ubi de eo quod interest agitur, damnum omne ex æquo temperandum : nisi lex modum statuerit. ex l. un. C. de sentent. quæ pro eo quod. inter. prof. C. civ. 1146, s; pr. 126, 128, 523, s.

34. Et in privatorum causis hujusmodi forma servetur, ne quemquam litigatorum sententia non à suo judice dicta constringat. l. ult. C. si à non comp. jud. judic. esse dic. pr. 168, s.

35. Peremptorias exceptiones omissas in initio antequàm sententia feratur, opponi posse perpetuum edictum manifestè declarat. l. 2. C. sent. resc. n. posse. pr. 168, s.

36. Possessor victus fructus restituit, non tantùm quos percepit, sed etiam quos percipere potuit, ex quo res in judicium deducta est. Hæredis quoque succedentis in vitium par habenda fortuna est. ex l. 2. C. de fruct. et litt. exp.

Hoc fructuum nomine continetur, quod justis sumptibus deductis superest. l. 1. C. eod. C. civ. 548, s. pr. 129.

37. Omnis litigator victus debet impensas. ex l. 5. C. de fruct. et lit. imp. pr. 130.

38. Res judicatæ si sub prætextu computationis instaurentur, nullus erit litium finis. l. 2. C. de re judic. V. inf. l. 1. §. 1. Quæ sentent. sin. appel. rescind.

39. Ad solutionem dilationem petentem, acquievisse sententiæ manifestè probatur : sicut eum qui quolibet modo sententiæ acquieverit. Nec enim instaurari finita, rerum judicatarum patitur auctoritas. l. 5. C. de re jud.

40. Gesta quæ sunt translata in publica monumenta, habere volumus perpetuam firmitatem. Neque enim morte cognitoris perire debet publica fides. l. ult. C. de re jud. C. civ. 1317, s.

41. Stipendia retineri propterea quod condemnatus es, non patietur præses provinciæ, cùm rem judicatam possit aliis rationibus exsequi. l. 4. C. de exec. rei jud.

42. Ex falsis tabulis, vel instrumentis judicatum rescinditur. ex l. 1. et seq. C. si ex fals. instr. vel. test. jud. s. V. l. pen. C. de transact. pr. 480, 488.

Titulus II. — *De confessis.*

1. Confessus pro judicato est, qui quodam modo suâ sententiâ damnatur. l. 1.

Confessos in jure pro judicatis haberi placet. Quarè sine causâ desideras recedi à confessione tuâ, cùm et solvere cogaris. l. un. C. eod. C. civ. 1350, 1356, s.

2. Non fatetur qui erat, nisi jus ignoravit. l. 2. C. civ. 1356, s.

Titulus III. — *De cessione bonorum.*

1. Creditori qui ob restitutionem ædificiorum crediderit, privilegium exigendi datur. l. 1. C. civ. 2103.

2. In personálibus actionibus, qui posteà quidem contraxerunt, verùm ut pecunia eorum ad priores creditores perveniat, in locum eorum succedunt. l. 2. C. civ. 1249, s.

3. Is qui bonis cessit, ante rerum venditionem utiquè bonis suis non caret : quarè si paratus fuerit se defendere, bona ejus non veneunt. l. 3.

Quem pœnitet bonis cessisse, potest, defendendo se, consequi, ne bona ejus veneant. l. 5.

Non tamen creditoribus suâ auctoritate dividere hæc bona, et jure dominii detinere, sed venditionis remedio, quatenùs substantia patitur, indemnitati suæ consulere permissum est. Cùm itaque contra juris rationem res jure dominii teneas ejus qui bonis cessit, te creditorem dicens, longi temporis præscriptione petitorem submoveri non posse manifestum est. Quod si non bonis eum cessisse, sed res suas in solutum tibi dedisse monstretur, præses provinciæ poterit de proprietate tibi accommodare notionem. l. 4. C. qui bon. ced. poss.

4. Is qui bonis cessit, si quid posteà acquisierit, in quantum facere potest convenitur. l. 4. Si debitoris bona venierint, postulantibus creditoribus permittitur rursùm ejusdem debitoris bona distrahi, donec suum consequantur : si tales tamen facultates

acquisitæ sunt debitori, quibus prætor moveri possit. l. 7. Qui bonis suis cessit, si modicum aliquid post bona sua vendita acquisivit; iterùm bona ejus non veneunt. Undè ergò modum hunc æstimabimus? utrùm ex quantitate ejus quod acquisitum est, an verò ex qualitate? et putem ex quantitate id æstimandum esse ejus, quod quæsiit : dummodò illud sciamus, si quid misericordiæ causâ ei fuerit relictum, putà menstruum, vel annuum alimentorum nomine, non oportere propter hoc bona ejus iteratò venumdari : nec enim fraudandus est alimentis quotidianis. Idem et si ususfructus ei sit concessus vel legatus, ex quo tantùm percipitur, quantùm ei alimentorum nomine satis est. l. 6. C. civ. 1270; pr. 898, s. co. 566, s.

5. Sabinus et Cassius putabant, eum qui bonis cessit, ne quidem ab aliis, quibus debet, posse inquietari. l. 4. §. 1. C. civ. 1268; co. 568, s.

6. Qui cedit bonis antequàm debitum agnoscat, condemnetur, vel in jus confiteatur, audiri non debet. l. 8. pr. 901; co. 571.

7. Qui bonis cesserint, nisi solidum creditor receperit, non sunt liberati. In eo enim tantummodò hoc beneficium eis prodest, ne judicati detrahantur in carcerem. l. 1. C. qui bon. ced. poss. Si quid (ei qui bonis cessit) posteà pinguiùs accesserit, hoc iterùm, usque ad modum debiti, posse à creditoribus legitimo modo avelli. l. 7. inf. C. eod. C. civ. 1270; pr. 902; co. 568.

8. Præter miserabile cessionis auxilium, quinquennales interdùm induciæ debitoribus indulgentur. l. ult. C. eod.

9. Jusjurandum per adoranda præbeat eloquia (qui bonis cedit) *quod nullam rerum causâ occasionem, aut aurum reliquum habeat, undè æris alieni supplementum faciat.* Prætereà, si qua ipsi jura lex vel ex hæreditate, vel cognatorum donatione in rebus mobilibus præstet, in quarum possessione nondùm constitutus sit, competere tamen ipsi videantur, possintque creditores vel partem ex iis, vel etiam totum colligere, extrà tamen res uxoris, si quidem reverà ad illam pertineant, hoc fiat. Nov. 135. c. 1. pr. 898, s; co. 569, s.

Titulus iv. — *Quibus ex causis in possessionem eatur.*

1. Is qui miscuit se (hæreditati) contrahere videtur. l. 4. Etiam impubes. l. 3. in fine. C. civ. 777, s.

2. Si diù incertum sit hæres exstaturus nec ne sit, causâ cognitâ permitti oportebit bona rei servandæ causâ possideri. Et si ita res urgeat, vel conditio, bonum etiam hoc erit concedendum, ut curator constituatur, unus ex creditoribus. l. 8. et l. 9. C. civ. 393.

Titulus v. — *De rebus auctoritate judicis possidendis, vel vendendis.*

1. Hæreditarium æs alienum intelligitur etiam id de quo cum defuncto agi non poterit : veluti, quod is cùm moreretur daturum se promisisset : item quod is qui pro defuncto fidejussit, post mortem ejus solvit. l. 7.

2. Quæsitum est, utrùm ita demùm privilegium habet funerariâ, si is cujus bona veneunt funeratus sit, an etiamsi proponas alium esse funeratum? Et hoc jure utimur, ut quicunque sit funeratus, (id est, sive is cujus de bonis agitur, sive quid is debuit, quod reddere eum, si viveret, funerariâ actione cogi oporteret) *privilegio locus sit.* l. 17. C. civ. 2101, 2104.

3. Si sponsa dedit dotem, et nuptiis renuntiatum est, tametsi ipsa dotem condicit, tamen æquum est hanc ad privilegium admitti, licèt nullum matrimonium contractum est. Idem puto dicendum, etiam si minor duodecim annis in domum quasi uxor deducta sit : licèt nondùm uxor sit. Interest enim reipublicæ, et hanc solidum consequi, ut ætate permittente nubere possit. l. 17. §. 1 et l. 18. V. l. 74. ff. de jur. dot.

4. Divus Marcus ita edixit, *creditor qui ob restitutionem ædificiorum crediderit, in pecuniâ quæ credita erit, privilegium exigendi habebit.* Quod ad eum quoque pertinet, qui redemptori, domino mandante, pecuniam subministravit. l. 24. §. 1. C. civ. 2103.

5. In bonis mensularii vendendis, post privilegia potiorem eorum causam esse placuit, qui pecunias apud mensam fidem publicam secuti, deposuerunt. Sed enim qui depositis nummis usuras à mensulariis acceperunt, à cæteris creditoribus non separantur : et meritò, aliud est enim credere, aliud deponere. Si tamen nummi exstent, vindicari eos posse puto à depositariis : et futurum eum qui vindicat, ante privilegia. l. 24. §. 2. V. s. l. 7. §. 2. depos. co. 576, s.

6. Eorum ratio prior est creditorum, quorum pecunia ad creditores privilegiarios pervenit. Pervenisse autem quemadmodùm accipimus, utrùm si statìm profecta est ab inferioribus ad privilegiarios : an verò et si per debitoris personam? Hoc est, si antè ei numerata sit, et sic debitoris facta, creditori privilegiario numerata (est) : quod quidem potest benignè dici, si modò non post aliquod intervallum id factum sit. l. 24. §. 3.

7. Qui in navem exstruendam, vel instruendam credidit, vel etiam emendam, privilegium habet. l. 26.

8. Fufidius refert statuas in publico positas, bonis distractis ejus cujus in honorem positæ sunt, non esse emptoris bonorum ejus. Sed aut publicas, si ornandi municipii causâ positæ sint, aut ejus cujus in honorem positæ sint. Et nullo modo eas detrahi posse. l. 29. C. civ. 537.

9. Privilegia non ex tempore æstimantur, sed ex causâ, et si ejusdem tituli fuerunt, concurrunt : licèt diversitates temporis in his fuerint. l. 32. C. civ. 2095. s.

10. Si pupillus ex contractu suo non defendatur, ideòque bona ejus creditores possidere cœperint, diminutio ex his bonis fieri debet, vescendi pupilli causâ. l. 33.

Pupillus si non defendatur, in possessione creditoribus con-

stitutis, minoribus ex his, usque ad pubertatem alimenta præstanda sunt. l. ult.

Titulus vi. — *De separationibus.*

1. Sciendum est separationem solere impetrari decreto prætoris. Solet autem separatio permitti creditoribus ex his causis : ut putà, debitorem quis Seium habuit, hic decessit, hæres ejus exstitit Titius, hic non est solvendo, patitur bonorum venditionem : creditores Seii dicunt bona Seii sufficere sibi : creditores Titii contentos esse debere bonis Titii : et sic quasi duorum fieri bonorum venditionem. Fieri enim potest, ut Seius quidem solvendo fuerit, potueritque (satis) creditoribus suis vel ita semel, et si non in assem, in aliquid tamen satisfacere : admissis autem commixtisque creditoribus Titii : minùs sint consecuturi : quia ille non est solvendo : aut minùs consequantur, quia plures sunt. Hic est igitur æquissimum creditores Seii desiderantes separationem audiri, impetrareque à prætore, ut separatìm quantùm cujusque, creditoribus præstetur. l. 1. d. l. §. 1.

Est jurisdictionis tenor promptissimus, indemnitatisque remedium edicto prætoris creditoribus hæreditariis demonstratum, ut quoties separationem bonorum postulant, causâ cognitâ impetrent. l. 2. C. de bon. auct. jud. possid. C. civ. 877, 878.

2. Sciendum est, *etiamsi obligata res esse proponatur ab hærede jure pignoris vel hypothecæ, attamen si hæreditaria fuit, jure separationis, hypothecario creditori potiorem esse eum qui separationem impetravit.* l. 1. §. 3.

3. Etiam adversùs fiscum, et municipes impetraretur separatio. l. 1. §. 4.

4. Si primus secundum hæredem scripserit, secundus tertium, et tertii bona veneant, qui creditores possint separationem impetrare? Et putem, si quidem primi creditores petant, utiquè audiendos et adversùs secundi, et adversùs tertii creditores. Si verò secundi creditores petant, adversùs tertii utiquè eos impetrare posse. l. 1. §. 8.

5. Illud sciendum est, eos demùm creditores posse impetrare separationem, qui nòn novandi animo ab hærede stipulati sunt. Cæterùm, si eum hoc animo secuti sunt, amiserunt separationis commodum. Quippè cùm secuti sunt nomen hæredis, nec possunt jam se ab eo separare, qui quodammodo eum elegerunt. l. 1. §. 10. d. l. §. 11. et §. 15. V. l. 2. C. de bon. auth. jud. possid. C. civ. 879.

6. Prætereà sciendum est, postquàm bona hæreditaria bonis hæredis mixta sunt, non posse impetrari separationem. Confusis enim bonis et unitis, separatio impetrari non poterit. Quid ergò, si prædia exstent, vel mancipia, vel pecora, vel aliud quod separari potest? Hìc utiquè poterit impetrari separatio. l. 1. §. 12.

7. Debitor fidejussori hæres exstitit, ejusque bona venierunt :

quamvis obligatio fidejussionis extincta sit, nihilominùs separatio impetrabitur, petente eo cui fidejussor fuerat obligatus : sive solus sit hæreditarius crediter, sive plures. Neque enim ratio juris (quæ) causam fidejussionis propter principalem obligationem, quæ major fuit, exclusit, damno debet adficere creditorem, qui sibi diligenter prospexerat. Quid ergò, si bonis fidejussoris separatis, solidum ex hæreditate stipulator consequi non possit? Utrùm portio cum cæteris hæredis creditoribus ei quærenda erit, an contentus esse debebit bonis quæ separari maluit? Sed cùm stipulator iste non aditâ fidejussoris à reo hæreditate bonis fidejussoris venditis, in residuum promisceri debitoris creditoribus potuerit, ratio non patitur eum in proposito submoveri. l. 3. d. l. §. 1.

8. Creditoribus quibus ex die, vel sub conditione debetur, et propter hoc nondùm pecuniam petere possunt, æquè separatio dabitur. Quoniam et ipsis cautione communi consuletur. l. 4.

9. Quoties hæredis bona solvendo non sunt, non solùm creditores testatoris, sed etiam eos quibus legatum fuerit impetrare bonorum separationem æquum est. Ita ut cùm in creditoribus solidum acquisitum fuerit, legatariis vel solidum, vel portio quæratur. l. 6.

Titulus vii. — *De curatore bonis dando.*

1. De curatore constituendo hoc jure utimur, ut prætor adeatur, isque curatorem curatoresque constituat, ex consensu majoris partis creditorum. l. 2. C. civ. 812, s.

2. Quæ per eum eosve qui ita creatus creative essent, acta, facta, gestaque sunt, rata habebuntur : eisque actiones, et in eos utiles competunt. l. 2. §. 1. C. civ. 1165, s.

3. Si plures autem constituantur curatores, Celsus ait, in solidum eos agere, et conveniri, non pro portionibus. Quod si per regiones fuerint constituti curatores, unus fortè rei italicæ, alius in provinciâ, puto regiones eos suas conservare debere. l. 2. §. 2.

Si plures ejusdem bonorum curatores facti sunt, in quem eorum vult actor in solidum ei datur actio, tanquàm quivis eorum in solidum aget. l. 3.

4. Nec omnimodò creditorem esse oportet eum qui curator constituitur : sed possunt et non creditores. l. 2. §. 4.

Titulus viii. — *Quæ in fraudem creditorum facta sunt, ut restituantur.*

1. Ait prætor, *quæ fraudationis causâ gesta erunt, cum eo qui fraudem non ignoraverit, de his curatori bonorum, vel ei cui de eâ re actionem dare oportebit actionem dabo. Idque etiam adversùs ipsum qui fraudem fecit servabo.* Necessariò prætor hoc edictum proposuit. Quo edicto consulit creditoribus, revocando ea quæcunque in fraudem eorum alienata sunt. l. 1. d. l. §. 1.

2. *Quæ fraudationis causâ gesta erunt.* Hæc verba generalia sunt, et continent in se omnem omninò in fraudem factam vel alienationem, vel quemcunque contractum. Quodcunque igitur fraudis causâ factum est, videtur his verbis revocari, qualecunque fuerit. Nam latè ista verba patent, sive ergò rem alienavit, sive acceptilatione vel pacto aliquem liberavit, idem erit probandum. Et si pignora liberet, vel quem alium in fraudem creditorum præponat, vel ei præbuit exceptionem, sive se obligavit fraudandorum creditorum causâ, sive numeravit pecuniam, vel quodcunque aliud fecit in fraudem creditorum, palàm est edictum locum habere. l. 1. §. 2. l. 2. et l. 3. V. s. l. 9. §. 5. de jurej.

Omnes debitores qui in fraudem creditorum liberantur, per hanc actionem revocantur in pristinam obligationem. l. 17. h. tit.

Hàc in factum actione non solùm dominia revocantur, verùm etiam actiones restaurantur. Ea propter competit hæc actio et adversùs eos, qui res non possident, ut restituant, et adversùs eos quibus actio competit, ut actione cedant. Proindè si interposuerit quis personam Titii, ut ei fraudator res tradat, actione mandati cedere debet. l. 14. h. tit.

3. Gesta fraudationis causâ accipere debemus, non solùm ea quæ contrahens gesserit aliquis, verùm etiam si fortè datâ operâ ad judicium non adfuit, vel litem mori pàtiatur, vel à debitore non petit ut tempore liberetur, aut usumfructum vel servitutem amittit. Et qui aliquid fecit, ut desinat habere quod habet, ad hoc edictum pertinet. l. 3. §. 1. et 2.

4. In fraudem facere videri etiam eum qui non facit quod debet facere, intelligendum est : id est, si non utatur servitutibus. Sed etsi rem suam pro derelicto habuerit, ut quis eam suam faciat. l. 4. et 5.

5. Apud Labeonem scriptum est, eum qui suum recipiat, nullam videri fraudem facere. Hoc est, eum, qui quod sibi debetur, receperat. Eum enim quem præses invitum solvere cogat, impunè non solvere iniquum esse. l. 6. §. 6.

Sciendum, Julianum scribere, eoque nos jure uti, ut qui debitam pecuniam recepit, antequàm bona debitoris possideantur, quamvis sciens prudensque solvendo non esse, recipiat, non timere hoc edictum, sibi enim vigilavit. d. l. 6. §. 7.

Vigilavi, meliorem meam conditionem feci. *Jus civile vigilantibus scriptum est.* Ideò (quoque) non revocatur id quod percepit. l. 24. in f.

Alii creditores suæ negligentiæ expensum ferre debent. d. l. 24.

6. Qui verò post bona possessa debitum suum recepit, hunc in portionem vocandum, exæquandamque cæteris creditoribus. Neque enim debuit præripere cæteris post bona possessa, cùm jam par conditio omnium creditorum facta esset. d. l. 6. §. 7. inf.

Si debitorem meum, et complurium creditorum consecutus

essem fugientem, secum ferentem pecuniam, et abstulissem ei id quod mihi debeatur, placet Juliani sententia dicentis, multùm interesse, antequàm in possessionem bonorum ejus creditores mittantur, hoc factum sit, an posteà. Si antè, cessare in factum actionem, si posteà huic locum fore. l. 10. §. 16. co. 442, s.

7. Hoc edictum eum coercet qui sciens eum in fraudem creditorum hoc facere, suscepit quod in fraudem creditorum fiebat. Quarè si quid in fraudem creditorum factum sit, si tamen is qui cepit ignoravit, cessare videntur verba edicti. l. 6. §. 8. co. 444, s.

8. Simili modo dicimus, et si cui donatum est, non esse quærendum an sciente eo cui donatum, gestum sit : sed hoc tantùm an fraudentur creditores. Nec videtur injuriâ affici is qui ignoravit, cùm lucrum extorquatur, non damnum infligatur. In hos tamen qui ignorantes ab eo qui solvendo non sit liberalitatem acceperunt, hactenùs actio erit danda, quatenùs locupletiores facti sunt : ultrà non. l. 6. §. 11. V. l. 5. C. de revoc. his quæ in fraud. cred.

9. Si debitor in fraudem creditorum minore pretio fundum scienti emptori vendiderit : deindè hi, quibus de revocando eo actio datur, eum petant, quæsitum est, an pretium restituere debent? Proculus existimat, omnimodò restituendum esse fundum, etiamsi pretium non solvatur. Et rescriptum est secundùm Proculi sententiam. l. 7.

Ex his colligi potest, ne quidem portionem emptori reddendam ex pretio. Posse tamen dici, eam rem apud arbitrum ex causâ animadvertendam, ut si nummi soluti in bonis exstent, jubeat eos reddi : quia eâ ratione nemo fraudetur. l. 8.

10. Ita demùm revocatur, quod fraudandorum creditorum causâ factum est, si eventum fraus habuit, scilicet, si hi creditores, quorum fraudandorum causâ fecit, bona ipsius vendiderunt. Cæterùm, si illos dimisit, quorum fraudandorum causâ fecit, et alios sortitus est, siquidem simpliciter dimissis prioribus, quos fraudare noluit, alios posteà sortitus est, cessat revocatio. Si autem horum pecunia quos fraudare voluit, priores dimisit, quos fraudare voluit, Marcellus dicit, revocationi locum fore. Secundùm hanc distinctionem et ab imperarore Severo et Antonino rescriptum est. Eoque jure utimur. l. 10. §. 1.

Utrumque in eorumdem personam exigimus, et consilium et eventum. l. 15.

Consilium fraudis et eventus damni. l. 1. C. qui manu. poss.

11. Quod ait prætor *sciente*, sic accipimus te conscio et fraudem participante. Non enim si simpliciter scio, illum creditores habere, hoc sufficit ad contendendum teneri eum in factum actione : sed si particeps fraudis est. l. 10. §. 2.

Aliàs autem qui scit aliquem creditores habere, si cum eo contra-

hat simpliciter, sine fraudis conscientiâ, non videri hâc actione teneri. d. l. §. 4.

12. Ait prætor, sciente, id est, eo qui convenietur hâc actione. Quid ergò si fortè tutor pupilli sit, ipse pupillus ignoraverit? Videamus, an actioni locus sit, ut scientia tutoris noceat. Idem et in curatore furiosi et adolescentis? Et putem hactenùs illis nocere conscientiam tutorum, sive curatorum, quatenùs quid ad eos pervenit. l. 10. §. 5.

13. Si cùm in diem mihi deberetur, fraudator præsens solverit: dicendum (quod) in eo quod sensi commodum in repræsentatione, in factum actioni locum fore. Nam prætor fraudem intelligit etiam in tempore fieri. l. 10. §. 12. C. civ. 1165, s; co. 446.

14. Si cùm mulier fraudandorum creditorum consilium inisset, marito suo eidemque debitori in fraudem creditorum acceptum debitum fecerit, dotis constituendæ causâ: locum habet hæc actio. Et per hanc omnis pecunia quam maritus debuerat, exigitur. Nec mulier de dote habet actionem. Neque enim dos in fraudem creditorum constituenda est. Et hoc certo certius est et sæpissimè constitutum. l. 10. §. 14. l. 2. C. de revoc. his quæ in fr. cred.

Si à socero fraudatore sciens gener accepit dotem, tenebitur hâc actione. l. 25. §. 1.

In maritum qui ignoraverit non dandam actionem, non magis quàm in creditorem qui à fraudatore quod ei deberetur acceperit. Cùm is indotatam uxorem ducturus non fuerit. d. §. in f.

15. Si debitorem meum et complurium creditorum consecutus essem fugientem, secum ferentem pecuniam, et abstulissem ei id quod mihi debeatur: placet Juliani sententia dicentis, multùm interesse antequàm in possessionem bonorum ejus creditores mittantur, hoc factum sit, an posteà: si antè, cessare in factum actionem: si posteà, huic locum fore. l. 10. §. 15. co. 442, s.

16. Per hanc actionem res restitui debet cum suâ scilicet causâ, et fructus non tantùm qui percepti sunt, verùm etiam hi qui percipi potuerunt à fraudatore, veniunt. Sed cum aliquo modo, scilicet, ut sumptus facti deducantur. Nam arbitrio judicis non priùs cogendus est rem restituere, quàm si impensas necessarias consequatur. l. 10. §. 19. et 20. C. civ. 548, s. 1381.

17. Præterea generaliter sciendum est, ex hâc actione restitutionem fieri oportere in pristinum statum, sive res fuerunt, sive obligationes: ut perindè omnia revocentur, ac si liberatio facta non esset. Propter quod etiam medii temporis commodum, quod quis consequeretur liberatione non factâ, præstandum erit. l. 10. §. 22.

18. Hæc actio etiam in ipsum fraudatorem datur. Licèt Mela non putabat, in fraudatorem eam dandam: quia nulla actio in eum èx antegesto, post bonorum venditionem daretur, et iniquum esset actionem dari in eum cui bona ablata essent. Si verò quæ-

dam disperdidisset, si nullâ restitutione recuperari possent, nihilominùs actio in eum dabitur. Et prætor non tantùm emolumentum actionis intueri videtur in eo qui exutus est bonis, quàm pœnam. l. ult §. ult.

LIBER QUADRAGESIMUS TERTIUS.

TITULUS I. — *De interdictis, sive extraordinariis actionibus quæ pro his competunt.*

1. Interdictorum tres species sunt exibitoria, prohibitoria, restitutoria. l. 1. §. 1. V. 1. inst. h. t.

2. Interdicta omnia licèt in rem videantur concepta, vi tamen ipsa personalia sunt. l. 1. §. 3.

3. Interdicta quæ ad rem familiarem spectant, aut apiscendæ sunt possessionis, aut recuperandæ, aut retinendæ. l. 2. §. 3.

4. In interdictis exindè ratio habetur fructuum ex quo edicta sunt, non retrò. l. 3.

5. Cùm proponas radicibus arborum in vicinâ Agathangeli arcâ positis crescentibus, fundamentis domus tua periculum afferri, præses rem ad suam æquitatem rediget l. 1. C. de interdict. C. civ. 671, s.

TITULUS III. — *Quod legatorum.*

1. Neque ususfructus, neque usus possidetur, sed magis tenetur. l. 1. §. 8.

2. *Quod quis legatorum nomine non ex voluntate hæredis occupavit, id restituat hæredi.* Etenim æquissimum prætori visum est, unumquemque non sibi ipsum jus dicere occupatis legatis, sed ab hærede petere. l. 1. §. 2. C. civ. 1011, 1014.

TITULUS IV. — *Ne vis fiat ei qui in possessionem missus erit.*

1. Extrà ordinem prætor jure suæ potestatis exsequitur decretum suum : nonnunquàm etiam per manum militarem. l. 3.

TITULUS VI. — *Ne quid in loco sacro fiat.*

1. In muris itemque portis, et aliis sanctis locis, aliquid facere ex quo damnum, aut incommodum irrogetur, non permittitur. l. 2.

2. Neque muri, neque portæ habitari, sine permissu principis, propter fortuita incendia, possunt. l. ult.

TITULUS VII. *De locis, et itineribus publicis.*

1. Viæ vicinales, quæ ex agris privatorum collatis factæ sunt, quarum memoria non exstat, publicarum viarum numero sunt. Sed inter eas et cæteras vias militares hoc interest, quod viæ militares exitum ad mare, aut in urbes, aut in flumina publica, aut ad aliam viam militarem habent : harum autem vicinalium viarum dissimilis conditio est. Nam pars earum in militares vias exitum habent, pars sine ullo exitu intermoriuntur, l. 3. d. l. §. 1.

TITULUS VIII. — *Ne quid in loco publico, vel itinere fiat.*

1. Tam publicis utilitatibus, quàm privatorum per hoc (inter-

dictum) prospicitur. Loca enim publica utiquè privatorum usibus deserviunt, jure scilicet civitatis, non quasi propria cujusque. Et tantùm juris habemus ad obtinendum, quantùm quilibet ex populo ad prohibendum. Propter quod, si (*quod*) fortè opus in publico fiet, quod ad privati damnum redundet, prohibitorio interdicto potest conveniri, propter quam rem hoc interdictum propositum est. l. 2. §. 2. C. civ. 537, s.

2. (Si quis) in campo publico ludere, vel in publico balineo lavare, aut in theatro spectare arceatur, in omnibus his casibus injuriarum actione utendum est. l. 2. §. 9.

3. Quoties aliquid in publico fieri permittitur, ita oportet permitti, ut sine injuriâ cujusquam fiat. Ita solet princeps quoties aliud novi operis instituendum petitur permittere. l. 2. §. 10.

Si quis à principe simpliciter impetraverit, *ut in publico loco ædificet*, non est credendus sic ædificare, ut cum incommodo alicujus id fiat. Neque sic conceditur, nisi fortè quis hoc impetraverit. d. l. §. 16.

4. Si quis nemine prohibente in publico ædificaverit, non esse eum cogendum tollere, ne ruinis urbs deformetur, et quia prohibitorium est interdictum, non restitutorium. Si tamen obstet id ædificium publico usui, utiquè is qui operibus publicis procurat, debebit id deponere: aut si non obstet, solarium ei imponere. Vectigal enim hoc sic appellatur solarium, eo quod pro solo pendatur. l. 2. §. 17.

5. Viæ privatæ solum alienum est, jus tantùm eundi (et) agendi nobis competit. Viæ autem publicæ solum publicum est. Relictum ad directum certis finibus latitudinis, ab eo qui jus publicandi habuit, ut eâ publicè iretur, commearetur. l. 2. §. 21. C. civ. 538, s.

6. Viarum quædam publicæ sunt, quædam privatæ, quædam vicinales. l. 2. §. 22. V. tome 3, p. 149, s.

Titulus x. — *De viâ publicâ, et si quid in eâ factum esse dicatur.*

1. Ædiles studeant, ut quæ secundùm civitates sunt viæ, adæquentur: et effluxiones non noceant domibus: et pontes fiant ubiquè oportet. l. un.

2. Studeant etiam ne eorum, aut aliorum parietes, etiam domorum qui ad viam ducunt, sint caduci. Sed ut oportet emundent domini domorum, et construant. Si autem non emundaverint, neque construxerint, multent eos quousquè firmos effecerint. d. l. §. 1. p. 471, §. 5.

3. Construat vias publicas unusquisque secundùm propriam domum: et aquæ ductus purget qui sub dio sunt, id est cœlo libero, et construat ita, ut non prohibeatur vehiculum transire. d. l. un. §. 3.

4. Quicunque mercede habitant, si non construat dominus, ipsi construentes computent dispendium in mercedem. d. l. unic. §. 3. in f.

5. Studeant (ædiles) ut ante officinas nihil projectum sit, vel propositum, præterquàm si fullo vestimenta siccet, aut faber currus exteriùs ponat. Ponant autem et hi, ut non prohibeant vehiculum ire. d. l. §. 4. p. 471, §. 4.

6. Non permittitur autem rixari in viis, neque stercora projicere, neque morticina, neque pelles jacere. d. l. §. ult. p. 471, §. 12.

Titulus xii. — *De fluminibus, ne quid in flumine publico ripâve ejus fiat, quo pejùs navigetur.*

1. Flumina publica quæ fluunt, ripæque eorum, publicæ sunt. Ripa ea putatur esse quæ plenissimum flumen continet. l. 3. d. l. §. 1. C. civ. 538.

2. Quæsitum est an is qui in utrâque ripâ fluminis publici domus habeat, pontem privati juris facere potest : respondit non posse. l. ult.

Titulus xiii. — *Ne quid in flumnie publico fiat, quo aliter aqua fluat, atque uti priore æstate fluxit.*

1. Ait prætor, *in flumine publico, inve ripâ ejus facere, aut in id flumen ripamve ejus immittere, quo aliter aqua fluat, quàm priore æstate fluxit, veto.* l. 1.

Si quod vitii accolæ ex facto ejus qui convenitur, sentient, interdicto locus erit. d. l. §. 3. inf.

Oportet enim in hujusmodi rebus utilitatem et tutelam facientis spectari, sine injuriâ accolarum. d. l. §. 7. inf. C. civ. 537, s. 644, s.

Æstas ad æquinoctium autumnale refertur. l. un. §. 8. V. inf. de aquâ quotid. et æst. l. 1. §. 32.

Titulus xvi. — *De vi, et de vi armatâ.*

1. Hoc interdictum proponitur ei qui vi dejectus est. Etenim fuit æquissimum vi dejecto subvenire. Propter quod ad recuperandam possessionem interdictum hoc proponitur. Ne quid autem per vim admittatur, etiam legibus Juliis prospicitur publicorum, et privatorum, necnon et constitutionibus principum. l. 1. §. 1 et 2.

2 Qui vi dejectus est, quidquid damni senserit ob hoc quod dejectus est, recuperare debet: pristina enim causa restitui debet, quam habiturus erat, si non fuisset dejectus. l. 1. §. 31. C. civ. 2233.

3. Ex die quo quis dejectus est, fructuum ratio habetur : quamvis in cæteris interdictis, ex quo edita sunt, non retrò computantur. Idem est et in rebus mobilibus, quæ ibi erant. Nam et earum fructus computandi sunt, ex quo quis vi dejectus est. l. 1. §. 40.

Si de possessione vi dejectus es, eum et lege Juliâ vis privatæ reum postulare, et ad instar interdicti *undè vi*, convenire potes, quo reum causam omnem præstare oportet : in quâ fructus etiam quos vetus possessor percipere potuit, non tantùm quos prædo percipit, re non ambigitur. l. 4. C. undè vi.

4. In interdicto undè vi, tanti condemnatio facienda est, quanti intersit possidere : et hoc jure nos uti Pomponius scribit

Id est, tanti rem videri, quanti actoris intersit. l. 6. C civ. 1149.

5. Fulcinius dicebat, vi possideri quoties vel non dominus, cùm tamen possideret, vi dejectus est. l. 8.

Titulus xvii. — *Uti possidetis.*

1. Ait prætor, *uti eas œdes quibus de agitur, nec vi, nec clàm, nec precariò alter ab altero possidetis, quo minùs ita possideatis, vim fieri veto.* l. 1. pr. 23, s.

2. Hujus interdicti proponendi causa hæc fuit. Quod separata esse debet possessio à proprietate : fieri etenim potest, ut alter possessor sit, dominus non sit : alter dominus quidem sit, possessor verò non sit : fieri potest, ut et possessor idem, et dominus sit. l. 1. §. 2. C. civ. 544, 2228.

3. Inter litigatores ergò quoties est proprietatis controversia, aut convenit inter litigatores uter possessor sit, uter petitor, aut non convenit. Si convenit absolutum est, ille possessoris commodo, quem convenit possidere, ille petitoris onere fungetur. Sed si inter ipsos contendatur uter possideat, quia alteruter se magis possidere adfirmat, tunc si res soli sit, in cujus possessione contenditur, ad hoc interdictum remittitur. l. 1. §. 3.

Incerti juris non est ortâ proprietatis et possessionis lite, priùs possessionis decidi oportere quæstionem. l. 3. C. de interd. pr. 23, s.

4. Omnis de possessione controversia aut eo pertinet, ut quod non possidemus nobis restituatur, aud ad hoc, ut nobis retinere liceat quod possidemus. l. 1. §. 4.

5. Perpetuò autem hoc interdicto insunt hæc, *quod nec vi, nec clàm, nec precariò, ab illo possides.* l. 1. §. 5.

Quod ait prætor in interdicto *nec vi, nec clàm, nec precariò alter ab altero possidetis,* hoc eo pertinet, ut si quis possidet vi, aut clàm, aut precariò, si quidem ab alio, prosit ei possessio : si verò ab adversario suo, non debeat eum, propter hoc quod ab eo possidet, vincere : has enim possessiones non debere proficere palàm est. l. 1. §. ult.

Justa an injusta adversùs cæteros possessio sit, in hoc interdicto nihil refert : qualiscunque enim possessor, hoc ipso quod possessor est, plus juris habet, quàm ille qui non possidet. l. 2. C. civ. 2228.

6. Hoc interdictum duplex est : et hi quibus competit et actores, et rei sunt. l. 3. §. 1. pr. 27.

Titulus xix. — *De itinere, actuque privato.*

1. Hoc interdicto prætor non inquirit utrùm habuit jure servitutem impositam, an non, sed hoc tantùm an itinere actuque hoc anno usus sit non vi, non clàm, non precariò. Et tuetur eum, licèt eo tempore, quo interdictum redditur, usus non sit. l. 1. §. 2.

Annum ex die interdicti retrorsùm computare debemus. l. 1. §. 3. V. l. 2. C. undè vi. pr. 23.

2. Is cujus colonus, aut hospes, aut quis alius iter ad fundum fecit, usus videtur itinere, vel actu, vel viâ, et idcircò interdictum habebit. l. 1. §. 7. C. civ. 2228.

3. Si ego tibi fundum precariò dedero cui via debebatur, et tu rogaveris precariò, ut eâ viâ utaris, nihilominùs utile interdictum mihi esse. l. 1. §. 11.

Quoties enim colonus meus, aut is cui precariò fundum dedi viâ utitur, ego ire intelligor, propter quod et rectè dico me itinere usum. d. §. 11. Non enim opinio tua, sed mea quærenda est. d. §. 11.

4. Si quis supradicto tempore anni non vi, non clàm, non precariò itinere usus sit, verùm posteà non sit usus, sed clàm precariòve, videndum est, an ei noceat, et magis est, ut nihil ei noceat, quod attinet ad interdictum. Nec enim corrumpi aut mutari quod rectè transactum est, superveniente delicto potest. l. 2. V. l. 1. §. ult.

Sicut non nocet ei qui sine vitio usus est, quod eodem anno vitiosè usus est, ita emptori, hæredique non nocebit, quod ipsi vitiosè usi sunt, si testator, venditorve rectè usi sunt. l. 6.

5. Reficere sic accipimus, ad pristinam formam iter et actum reducere, hoc est, ne quis dilatet, aut producat, aut deprimat, aut exaggeret, et aliud est enim reficere, longè aliud facere. l. 3. §. 15.

6. Si quis servitutem jure impositam non habeat : habeat autem velut longæ possessionis prærogativam, ex eo quod diù usus est servitute, interdicto hoc uti potest. l. 5. §. 3. V. l. 10. ff. si serv. vind. l. 1. C. de servit. l. 2. cod. eod. V. T. seq. l. 3. §. 4.

TITULUS XX. — *De aquâ quotidianâ, et æstivâ.*

1. Æstatem incipere sic peritiores tradiderunt ab æquinoctio verno, et finiri æquinoctio autumnali. Et ita senis mensibus æstas, atque hyems dividitur. l. 1. §. 32. V. s. ne quid. in fl. publ. l. un. §. 8.

2. Si diurnarum aut nocturnarum horarum aquæ ductum habeam, non possum aliâ horâ ducere, quàm quâ jus habeam ducendi. l. 2. C. civ. 702.

3. Hoc jure utimur, ut etiam non ad irrigandum, sed pecoris causâ, vel amœnitatis aquâ duci possit. l. 3.

4. Ductus aquæ cujus origo memoriam excessit, jure constituti loco habetur. l. 3. §. 4. V. s. Tit. prox. l. 5. §. 3. C. civ. 640, s. 690, s.

TITULUS XXI. — *De rivis.*

1. Si quis novum canalem, vel fistulas in rivo velit collocare, cùm id nunquàm habuerit, utile ei hoc interdictum futurum

Labeo ait. Nos et hic opinamur utilitatem ejus qui ducit, sine incommoditate ejus cujus ager est, spectandam. l. 3. §. 2. C. civ. 702.

TITULUS XXIV. — *Quod vi aut clàm.*

1. Prætor ait, *quod vi aut clàm factum est, quæ de re agitur, id cùm experiendi potestas est, restituas.* Hoc interdictum restitutorium est : et per hoc occursum est calliditati eorum qui vi aut clàm quædam moliuntur : jubentur enim ea restituere. Et parvi refert utrùm jus habuerit faciendi, an non. Sive enim jus habuit, sive non, tamen tenetur interdicto, propter quod vi aut clàm fecit : tueri enim jus suum debuit, non injuriam comminisci. l. 1. d. l. §. 1. et 2.

2. Vi factum videri, *Quintus Mucius scripsit*, si quis contrà quàm prohiberetur fecerit : et mihi videtur plena esse Quinti Mucii definitio. l. 1. §. 5.

Sed etsi contra testationem, denuntiationemque fecerit, idem esse Casselius et Trebatius putant. Quod verum est. l. 1. §. 7.

3. Clàm facere videri Cassius scribit, eum qui celavit adversarium, neque ei denuntiavit, si modò timuit ejus controversiam, aut debuit timere. Idem Aristo putat, eum quoque clàm facere, qui celandi animo habet eum quem prohibiturum se intellegerit : et id existimat, aut existimare debet se prohibitum iri. l. 3. §. pen. et ult.

4. Si alius fecerit me invito, tenebor ad hoc ut patientiam præstem. l. 7.

5. Est et alia exceptio de quâ Celsus dubitat an sit objicienda, et putà, si incendii arcendi causâ, vicini ædes intercidi, et quod vi aut clàm mecum agatur, aut damni injuriâ. Gallus enim dubitat, an excipi oporteret, *quod incendii defendendi causâ factum non sit.* Servius autem ait, si id magistratus fecisset, dandam esse : privato non esse idem concedendum. Si tamen quid vi aut clàm factum sit, neque ignis usquè eo pervenisset, simpli litem æstimandam : si pervenisset absolvi eum oportere. l. 7. §. 4. V. s. ad leg. aquil. l. 49. §. 1. p. 64.

6. Ad quædam quæ non habent atrocitatem facinoris vel sceleris, ignoscitur servis, si vel dominis, vel his qui vice dominorum sunt, obtemperaverint. l. 11. §. 7.

7. Hæreditas dominæ locum obtinet. l. 13. §. 5. in f.

8. Opus quod à pluribus pro indiviso factum est, singulos in solidum obligat. l. 15. §. 2.

9. Hoc interdicto tanti lis æstimatur, quanti actoris interest id opus factum esse, officio autem judicis ita oportere fieri restitutionem judicandum est, ut in omni causâ eadem conditio sit actoris quæ utura esset, si id opus, de quo actum est, neque vi neque clàm factum esset. l. 15. §. 7.

TITULUS XXVI. — *De precario.*

1. Precarium est quod precibus petentis utendum conceditu

(tamdiù) quamdiù is qui concessit patitur. l. 1. C. civ. 2236.

2. Distat (precarium) à donatione, eo quod qui donat, sic dat ne recipiat : at qui precariò concedit, sic dat quasi tunc recepturus, cùm sibi libuerit precarium solvere. l. 1. §. 2. C. civ. 894.

3. Est simile (precarium) commodato. Nam et qui commodat, rem sic commodat, ut non faciat rem accipientis, sed ut ei uti re commodatâ permittat. l. 1. §. 3. C. civ. 1875.

4. Habere precariò videtur qui possessionem vel corporis, vel juris adeptus est, ex hâc solummodò causâ, quod preces adhibuit, et impetravit ut sibi possidere, aut uti liceat. Veluti si me precariò rogaveris, ut per fundum meum ire vel agere tibi liceat, vel ut in tectum, vel in aream ædium mearum stillicidium, vel tignum in parietem immissum habeas. In rebus etiam mobilibus precarii rogatio constitit. l. 2. §. 3. l. 3. et l. 4. C. civ. 1128.

5. Cùm precariò aliquid datur, si convenit, *ut in calendas julias precariò possideat*, numquid exceptione adjuvandus est, ne antè ei possessio auferatur? sed nulla vis est hujus conventionis, ut rem alienam domino invito possidere liceat. l. 12. V. l. 17. §. 3. ff. commod.

6. Eum qui precariò rogavit, ut sibi possidere liceat, nancisci possessionem non est dubium. An is quoque possideat, qui rogatus sit, dubitatum est. Placet autem penès utrumque esse eum hominem, qui precariò datus esset : penès eum qui rogasset, quâ possederat corpore : penès dominum, quia non discesserit animo possessione. l. 15. §. 4.

7. Duo in solidum precariò habere non magis possunt, quàm duo in solidum vi possidere, aut clàm. Nam neque justæ, neque injustæ possessiones duæ concurrere possunt. l. 19. V. l. 3. §. 5.

Titulus xxviii. — *De glande legendâ.*

1. Ait prætor, *glandem quæ ex illius agro in tuum cadat, quominùs illi tertio quoque die legere, auferre liceat, vim fieri veto.* Glandis nomine omnes fructus continentur. l. un. d. l. §. 1.

Titulus xxx. — *De liberis exhibendis, item ducendis.*

1. Interdùm magis (apud matrem) quàm apud patrem morari filius debet, ex justissimâ scilicet causâ. l. 1. §. 3. l. 3. §. 5. V. s. de Divort. n. 2. C. civ. 302, 306.

2. Certo jure utimur, ne benè concordantia matrimonia jure patriæ potestatis turbentur. Quod tamen sic erit adhibendum, ut patri persuadeatur, ne acerbè patriam potestatem exerceat. l. 1. §. ult. in f. l. 3. §. 5. in f.

LIBER QUADRAGESIMUS QUARTUS.

Titulus i. — *De exceptionibus, præscriptionibus, et præjudiciis.*

1. Reus in exceptione actor est. l. 1. pr. 168, s.

2. Exceptio dicta est, quasi quædam exclusio quæ (inter) op-

poni actioni cujusque rei solet, ad eludendum id quod in intentionem, condemnationemve deductum est. l. 2.

3. Replicationes nihil aliud sunt quàm exceptiones, et à parte actoris veniunt : quæ quidem ideò necessariæ sunt, ut exceptiones excludant. Semper enim replicatio idcircò objicitur, ut exceptionem oppugnet. l. 2. §. 1.

4. Sed et contra replicationem solet dari triplicatio, et contra triplicationem rursùs et deinceps multiplicantur nomina, dùm aut reus aut actor objicit. l. 2. §. 3.

5. Solemus dicere quasdam exceptiones esse dilatorias, quasdam peremptorias : ut putà dilatoria est exceptio quæ differt actionem, veluti procuratoria exceptio dilatoria est : nam qui dicit non licere procuratorio nomine agi, non prorsùs litem inficiatur, sed personam evitat. l. 2. §. 4. pr. 168, s.

6. Exceptiones aut perpetuæ et peremptoriæ sunt, aut temporales et dilatoriæ. Perpetuæ atque peremptoriæ sunt quæ semper locum habent, nec evitari possunt, qualis est doli mali, et rei judicatæ, et si quid contra leges senatusveconsultum factum esse dicetur : item pacti conventi perpetui, id est, ne omninò pecunia petatur. Temporales atque dilatoriæ sunt quæ non semper locum habent, sed evitari possunt : qualis est pacti conventi temporalis, id est, ne fortè intrà quinquennium ageretur. l. 3.

7. Is qui dicit *se jurasse*, potest et aliis exceptionibus uti cum exceptione jurisjurandi, vel aliis solis : pluribus enim defensionibus uti permittitur. l. 5.

Nemo prohibetur pluribus exceptionibus uti, quamvis diversæ sunt. l. 8.

8. Exceptiones quæ personæ cujusque cohærent, non transeunt ad alios. Veluti ea quam socius habet exceptionem quod facere possit, vel parens, non competit fidejussori. l. 7. Rei autem cohærentes exceptiones etiam fidejussoribus competunt, ut rei judicatæ, doli mali, jurisjurandi, quod metûs causâ factum est. Igitur et si reus pactus sit in rem, omnimodò competit exceptio fidejussori. d. l. §. 1.

9. Modestinus respondit : *Res inter alios judicata, aliis non obest.* Nec si is contra quem judicata est, hæres exstiterit ei, contra quem nihil pronuntiatum est, hæreditariam ei litem inferenti, præscribi ex eâ sententiâ posse, quam proprio nomine disceptans, antequàm hæres exstiterit, excepit. l. 10. V. T. seq. l. 3. C. civ. 1351.

10. Si res judicata esset ex falsis instrumentis, si posteà falsa inveniantur, nec rei judicatæ præscriptionem opponi. l. 11. pr. 480.

11. Omnes exceptiones quæ reo competunt, fidejussori quoque, etiam invito reo, competunt. l. 19. C. civ. 2036.

12. Rei majoris pecuniæ præjudicium fieri videtur, cùm ea quæstio in judicium deducitur, quæ vel tota vel ex aliquâ parte communis est quæstioni de re majori. l. 21.

13. Exceptio est conditio, quæ modò eximit reum damnatione, modò, minuit damnationem. l. 22.

14. Debitores quidem hæreditarii unicuique hæredum, pro portione hæreditariâ, antiquâ lege obligati sunt. Sed si eis hæredibus omnem pecuniam exsolvisti, quibus nomen patris tui testator in divisione adscripserat, doli mali exceptione adversùs alios agentes tueri te potes. l. 1. C. de except. seu præscr.

15. Replicatio doli apposita bonæ fidei judicium facit, et commentum fraudis repellit. l. 3. C. eod.

16. Exceptiones peremptorias ante sententiam quandocunquè objicere licet. l. 4. et l. 8. C. eod. pr. 170.

17. Dilatoria exceptio in exordio litis proponi debet. penul. C. eod. pr. 186.

18. Præscriptio fori in principio litis opponenda est. l. ult. C. eod.

Titulus II. — *De exceptione rei judicatæ.*

1. Res inter alios judicatæ, nullum aliis præjudicium faciunt. l. C. civ. 1351; pr. 474, s.

2. Julianus respondit, exceptionem rei judicatæ obstare, quoties eadem quæstio inter easdem personas revocatur. Et ideò et si singulis rebus petitis hæreditatem petat, vel contrà, exceptione summovebitur. l. 3.

3. Julianus scribit, exceptionem rei judicatæ à personâ auctoris ad emptorem transire solere, retrò autem ab emptore ad auctorem reverti non debere. Quarè si hæreditariam rem vendideris, ego eamdem ab emptore petiero, et vicero, petenti tibi non opponam exceptionem. l. 9. §. 2.

Exceptio rei judicatæ nocebit ei qui in dominium successit ejus qui judicio expertus est. l. 28.

4. Cùm quæritur, hæc exceptio noceat, necne? Inspiciendum est an idem corpus sit, quantitas eadem, idem jus : et an eadem causa petendi, et eadem conditio personarum. Quæ nisi omnia concurrunt, alia res est. Idem corpus in hâc exceptione, non utiquè omni pristinâ qualitate vel quantitate servatâ, nullâ adjectione, diminutioneve factâ, sed pinguius pro communi utilitate accipitur. l. 12. l. 13. l. 14.

5. Actiones in personam ab actionibus in rem hoc differunt, quod cùm eadem res ab eodem mihi debeatur, singulas obligationes, singulæ causæ sequuntur, nec ulla earum alterius petitione vitiatur : at *cùm in rem* ago non expressâ causâ, ex quâ rem meam esse dico, omnes causæ unâ petitione adprehenduntur : neque enim ampliùs quàm semel res mea esse potest. Sæpius autem deberi potest. l. 14. §. 2.

6. Si quis interdicto egerit de possessione, posteà in rem agens non repellitur per exceptionem : quoniam in interdicto possessio, in actione proprietas vertitur. l. 14. §. ult. V. s. uti possidetis. l. 1. §. pr. 27.

7. Si cum uno hærede depositi actum sit, tamen et cum cæteris hæredibus rectè agetur, nec exceptio rei judicatæ eis proderit. Nam et si eadem quæstio in omnibus judiciis vertitur, tamen personarum mutatio, cum quibus singulis suo nomine agitur, aliam atque aliam rem facit. l. 22.

Judicatæ rei præscriptio cohæredi qui non litigavit, obstare non potest. l. 29.

8. Si debitor de dominio rei, quam pignori dedit, non admonito creditore causam egerit : et contrariam sententiam acceperit, creditor in locum victi successisse non videbitur. Cùm pignoris conventio sententiam præcesserit. l. 29. §. 1. C. civ. 2073, s.

TITULUS III. — *De diversis temporalibus præscriptionibus et (de) accessionibus possessionum.*

1. An vitium auctoris, vel donatoris, ejusve qui mihi rem legavit, mihi noceat, si fortè auctor meus justum initium possidendi non habuit, videndum est? Et puto neque nocere, neque prodesse. Nam deniquè et usucapere possum quod auctor meus usucapere non potuit. l. 5. V. s. de acq. vel amitt. possess. l. 13. §. 1. V. l. C. de usucap. pro empt. C. civ. 2236, s.

2. Si quam rem tibi vendiderim, rursus à te emam, et Titio vendam, et meam omnem et tuam possessionem Titio accessurum, videlicet quod et tu mihi et ego ei possessionem præstare debemus. l. 6.

De *accessionibus possessionum* nihil in perpetuum, neque generaliter definire possumus : consistunt enim in solâ æquitate. Planè tribuuntur his qui in locum aliorum succedunt, sivé ex contractu, sive voluntate. Hæredibus enim, et his qui successorum loco habentur, datur accessio testatoris. l. 14. d. l. §. 1.

Ei cui hæres rem hæreditariam vendidit, et hæredis tempus et defuncti debet accedere. l. 15. §. ult. C. civ. 2235.

3. Cùm hæres in jus omne defuncti succedit, ignoratione suâ defuncti vitia non excludit : veluti cùm sciens alienum illum, illo, vel precariò possedit. Quamvis enim precarium hæredem ignorantem non teneat, nec interdicto rectè conveniatur : tamen usucapere non poterit, quod defunctus non potuit. Idem juris est, cùm de longâ possessione quæritur. Neque enim rectè defendetur, cùm exordium ei bonæ fidei ratio non tueatur. l. 11. V. s. de usurp. et usucap. n. 20. C. civ. 2236, 2237.

4. Accessio possessionis fit non solùm temporis, quod apud eum fuit, undè is emit : sed et qui ei vendidit undè tu emisti. Sed si medius aliquis ex auctoribus non possederit, præcedentium auctorum possessio non proderit : quia conjuncta non est. Sicut nec ei qui non possidet, auctoris possessio accedere potest. l. 15. §. 1. V. s. de acq. vel amitt. poss. l. 13. §. 4.

TITULUS IV. — *De doli mali, et metûs exceptione.*

1. An dolo quid actum sit, ex facto intelligitur. l. 1. §. 2. C. civ. 1116.

2. Docere debet is qui objicit doli exceptionem, dolo malo actoris factum, nec sufficiet ei, ostendere in re esse dolum. Aut si alterius dicat dolo factum, eorum personas specialiter debebit enumerare : dummodò hæ sint, quarum dolus noceat. l. 2. §. 1. V. inf. l. 4. §. 33. C. civ. 1116.

3. Dolo facit quicunque id quod quâquâ exceptione elidi potest, petit. Nam et si inter initia nihil dolo malo facit, attamen nunc petendo facit dolosè : nisi si talis sit ignorantia in eo, ut dolo careat. l. 2. 5.

Dolo facit, qui petit quod redditurus est. l. 8.

4. Opinor de dolo tutoris exceptionem pupillo esse objiciendam. Quæ in tutore diximus, eadem in curatore quoque furiosi dicenda erunt: sed et in prodigi, vel minoris viginti quinque annis. l. 4. §. 24. in fin. et 25.

5. De dolo minoris viginti quinque annis exceptio utiquè locum habebit. Nam et de pupilli dolo interdùm esse excipiendum, nequaquàm ambigendum est, ex eâ ætate quæ dolo non careat. Deniquè Julianus quoque sæpissimè scripsit, doli pupillos, qui propè pubertatem sunt, capaces esse. l. 4. §. 26. C. civ. 1310.

6. Rei cohærens exceptio etiam emptori nocet. Eam autem quæ ex delicto personæ oriatur, nocere non oportet. l. 4. §. 27. in fin.

7. Si cùm legitima hæreditas Gaii Seii ad te perveniret, et ego essem hæres institutus, persuaseris mihi per dolum malum ne adeam hæreditatem : et posteaquàm ego repudiavi hæreditatem, tu eam Sempronio cesseris, pretio accepto, isque à me petat hæreditatem, exceptionem doli mali ejus qui ei cessit non potest pati. l. 4. §. 28.

8. Si quis ex causâ legati vindicet, aut is cui ex causâ donationis res præstita est, vindicet, an de dolo exceptionem patiatur ex causâ ejus in cujus locum successerit ? et magis putat Pomponius submovendum. Et ego puto exceptione eos esse repellendos, cùm lucrativam causam sint nacti. Aliud est enim emere, aliud ex his causis succedere. l. 4. §. 29.

Ex quâcunque aliâ causâ quæ propè lucrativam habet acquisitionem, quæsiisse quis videatur, patietur exceptionem doli ex personâ ejus in cujus locum successit. l. 4. §. 31.

9. Qui pretium dedit, vel vice pretii, cùm sit bonâ fide emptor, non patitur doli exceptionem ex personâ auctoris : utiquè si ipse dolo caret. Cæterùm si ipse dolo non careat, pervenietur ad doli exceptionem, et patietur de dolo suo exceptionem. l. 4. §. 31. inf. V. s. d. l. §. 27. et 28. C. civ. 1599.

10. Metûs causâ exceptio in rem scripta est, *si in eâ re nihil metûs causâ factum est :* ut non inspiciamus an is qui agit metûs causâ fecit aliquid, sed an omninò metûs causâ factum est in hâc re, à quocunque, non tantùm ab eo qui agit. Et quamvis de dolo auctoris exceptio non objiciatur, verumtamen hoc jure utimur,

ut de metu non tantùm ab auctore, verùm à quocunque adhibito exceptio objici possit. l. 4. §. 33. in f. V. s. l. 2. §. 1. V. l. 14. §. 3. ff. quod. met. caus. C. civ. 1111.

11. Non sicut de dolo actio certo tempore finitur, ita etiam exceptio eodem tempore danda est. Nam hæc perpetuò competit, cùm actor quidem in suâ potestate habeat quandò utatur suo jure, is autem cum quo agitur, non habeat potestatem quandò conveniatur. l. 5. §. ult. V. l. 6. C. de except. seu præscrip.

Titulus v. — *Quarum rerum actio non detur.*

1. Jusjurandum vicem rei judicatæ obtinet, non immeritò : cùm ipse quis judicem adversarium suum de causâ suâ fecerit, deferendo ei jusjurandum. l. 1. C. civ. 1365.

Titulus vii. — *De obligationibus et actionibus.*

1. Obligationes aut ex contractu nascuntur, aut ex maleficio, aut proprio quodam jure ex variis causarum figuris. l. 1.

2. Obligationes ex contractu, aut re contrahuntur, aut consensu. l. 1. §. 1. V. l. 52.

3. Re contrahitur obligatio mutui datione. l. 1. §. 2.

Is quoque cui rem aliquam commodamus, re nobis obligatur. d. l. 1. §. 3.

Is quoque apud quem deponimus, re nobis tenetur. d. l. 1. §. 5.

Creditor quoque qui pignus accepit, re tenetur. l. 1. §. 6.

4. Mutui datio consistit in his rebus quæ pondere, numero, mensurâve constant : veluti vino, oleo, frumento, pecuniâ numeratâ, quas res in hoc damus ut fiant accipientis, posteà alias recepturi ejusdem generis et qualitatis. d. l. 1. §. 2. C. civ. 1892, s.

5. Is cui rem aliquam commodamus, re nobis obligatur. Sed is de eâ ipsâ re, quam acceperit, restituendâ tenetur. Et ille quidem qui mutuum accepit, si quolibet casu quod accepit, amiserit, nihilominùs obligatus permanet. Is verò qui utendum accepit, si majore casu cui humana infirmitas resistere non potest (veluti incendio, ruinâ, naufragio) rem quam accepit amiserit, securus est. l. 1. §. 3. in f. et §. 4. C. civ. 1881, s. 1893.

6. Exactissimam diligentiam custodiendæ rei præstare compellitur (*qui utendam accepit*) nec sufficit ei eamdem diligentiam adhibere, quam suis rebus adhibet, si alius diligentior custodire poterit. Sed et in majoribus casibus, si culpa ejus interveniat, tenetur. Veluti, si quasi amicos ad cœnam invitaturus argentum quod in eam rem utendum acceperit, peregrè proficiscens, secum portare voluerit, et id aut naufragio aut prædonum, hostiumve incursu amiserit. l. 1. §. 4. C. civ. 1880, s.

7. Is quoque apud quem rem aliquam deponimus, re nobis tenetur. Qui et ipse de eâ re quam acceperit restituendâ tenetur : sed is etiam si negligenter rem custoditam amiserit, securus est. Quia enim non suâ gratiâ accepit, sed ejus à quo accipit, in eo

solo tenetur, si quid dolo perierit. Negligentiæ verò nomine ideò non tenetur, quia *qui negligenti amico rem custodiendam committit, de se queri debet.* Magnam tamen negligentiam placuit in doli crimine cadere. l. 1. §. 5. V. l. 32. ff. de pos. C. civ. 1927, s.

8. Aut proprio nomine quisque obligatur, aut alieno, qui autem alieno nomine obligatur, fidejussor vocatur. Et plerumquè ab eo quem proprio nomine obligamus, alios accipimus qui eâdem obligatione teneantur, dùm curamus ut quod in obligationem deduximus, tutiùs nobis debeatur. l. 1. §. 8. C. civ. 2011, s.

9. Si id quod dari stipulemur tale sit, ut dari non possit, palàm est naturali ratione inutilem esse stipulationem. l. 1. §. 9.

Veluti si quis locum sacrum, aut religiosum dari sibi stipulatus fuerit. d. §. in f. C. civ. 1172.

10. Sub impossibili conditione factam stipulationem, constat inutilem esse. l. 1. §. 11.

Non solùm stipulationes impossibili conditioni adplicatæ nullius momenti sunt, sed etiam cæteri quoque contractus, veluti emptiones, locationes, impossibili conditione interpositâ, æquè nullius momenti sunt. Quia in eâ re quæ ex duorum pluriumve consensu agitur, omnium voluntas spectetur, quorum proculdubio in hujusmodi actu talis cogitatio est, ut nihil agi existiment appositâ eâ conditione quam sciant esse impossibilem. l. 31. C. civ. 1172.

11. Consensu fiunt obligationes in emptionibus, venditionibus, locationibus, conductionibus, societatibus, mandatis. Ideò autem istis modis consensu dicimus obligationem contrahi, quia neque verborum, neque scripturæ ulla proprietas desideratur : sed sufficit eos qui negotia gerunt, consentire. l. 2. d. l. §. 1.

12. Inter absentes, quoque talia negotia contrahuntur, veluti per epistolam, vel per nuntium. l. 2. §. 2.

13. In his contractibus alter alteri obligatur de eo quod alterum alteri ex bono et æquo præstare oportet. l. 2. §. 3. C. civ. 1134, 1135.

14. Obligationum substantia non in eo consistit, ut aliquod corpus nostrum, aut servitutem nostram faciat : sed ut alium nobis obstringat, ad dandum aliquid, vel faciendum, vel præstandum. l. 3. C. civ. 1126.

15. Non satis autem est dantis esse nummos, et fieri accipientis, ut obligatio nascatur : sed etiam hoc animo dari et accipi, ut obligatio constituatur. Itaque si quis pecuniam suam donandi causâ dederit mihi, quanquàm et donantis fuerit, et mea fiat, tamen non obligabor ei, quia non hoc inter nos actum est. l. 3. §. 1.

In omnibus rebus quæ dominium transferunt, concurrat oportet affectus ex utrâque parte contrahentium. Nam sive ea venditio, sive donatio, sive conductio, sive quælibet alia causa

contrahendi fuit, nisi animus utriusque consentit, perduci ad effectum id quod inchoatur, non potest. l. 55. C. civ. 1108.

16. Ex maleficio nascuntur obligationes, veluti ex furto, ex damno, ex rapinâ, ex injuriâ, quæ omnia unius generis sunt. Nam hæ re tantùm consistunt, id est, ipso maleficio. Cùm alioquin ex contractu obligationes non tantùm re consistant, sed etiam consensu. l. 4. C. civ. 1382.

17. Si quis absentis negotia gesserit, si quidem ex mandatu, palàm est ex contractu nasci inter eos actiones mandati, quibus invicem experiri possunt de eo quod alterum alteri ex bonâ fide præstare oportet. Si verò sine mandatu, placuit quidem sanè eos invicem obligari, eoque nomine proditæ sunt actiones, quas appellamus *negotiorum gestorum*, quibus æquè invicem experiri possunt de eo quod ex bonâ fide alterum alteri præstari oportet. Sed neque ex contractu, neque ex maleficio actiones nascuntur, neque enim is qui gessit, cum absente creditur antè contraxisse: neque ullum maleficium est, sine mandatu suscipere negotiorum administrationem. Longè magis is cujus negotia gesta sunt ignorans, aut contraxisse, aut deliquisse intelligi potest. Sed utilitatis causâ receptum invicem eos obligari. Ideò autem id ita receptum est, quia plerumquè homines eo animo peregrè proficiscuntur, quasi statìm redituri : nec ob id ulli curam negotiorum suorum mandant : deindè novis causis intervenientibus, ex necessitate diutiùs absunt : quorum negotia desperire iniquum erat, quæ sanè desperirent, si vel is qui obtulisset se negotiis gerendis, nullam habiturus esset actionem de eo quod utiliter de suo impendisset, vel is cujus gesta essent, adversùs eum qui invasisset negotia ejus, nullo jure agere posset. l. 5. C. civ. 1361, s. 1984.

18. *Tutelæ judicio* qui tenentur, non propriè ex contractu obligati intelliguntur : nullum enim negotium inter tutorem et pupillum contrahitur. Sed quia sanè non ex maleficio tenentur, quasi ex contractu teneri videntur. Et hoc autem casu mutuæ sunt actiones : non tantùm enim pupillus cum tutore, sed et contrà tutor cum pupillo habet actionem, si vel impenderit aliquid in rem pupilli, vel pro eo fuerit obligatus, aut rem suam creditori ejus obligaverit. l. 5. §. 1. C. civ. 469, s.

19. Hæres quoque qui legatum debet, neque ex contractu, neque ex maleficio obligatus esse intelligitur : nam neque cum defuncto, neque cum hærede contraxisse quicquam legatarius intelligitur. Maleficium autem nullum in eâ re esse plusquàm manifestum est. l. 5. §. 2. C. civ. 1017.

20. In quoque *qui non debitum accepit* per errorem solventis, obligatur quidem quasi ex mutui datione : et eâdem actione tenetur quâ debitores creditoribus. Sed non potest intelligi is, qui ex eâ causâ tenetur ex contractu obligatus esse : qui enim solvit

per errorem, magis distrahendæ obligationis animo, quàm contrahendæ dare videtur. l. 5. §. 3. C. civ. 1235.

21. Si judex *litem suam fecerit*, non propriè ex maleficio obligatus videtur : sed quia neque ex contractu obligatus est, et utiquè peccasse aliquid intelligitur, licèt per imprudentiam, ideò videtur quasi ex maleficio teneri. l. 5. §. 4.

22. Is quoque ex cujus cœnaculo, vel proprio ipsius, vel conducto, vel in quo gratis habitabat, dejectum effusumve aliquid est, ita ut alicui noceret, quasi ex maleficio teneri videtur. Ideò autem non propriè ex maleficio obligatus intelligitur, quia plerumquè ob alterius culpam tenetur, aut servi, aut liberi : cui similis est is qui eâ parte quâ vulgò iter fieri solet, id positum aut suspensum habet, quod potest, si ceciderit, alicui nocere. l. 5. §. 5. C. civ. 1382, s; p. 471, 475.

23. Item exercitor navis, aut cauponæ, aut stabuli, de damno, aut furto quod in nave, aut cauponâ, aut stabulo factum sit, quasi ex maleficio teneri videtur : si modò ipsius nullum est maleficium, sed alicujus eorum quorum operâ navem, aut cauponam, aut stabulum exerceret. Cùm enim neque ex contractu sit adversùs eum constituta hæc actio, et aliquatenùs culpæ reus est, quod operâ malorum hominum uteretur : ideò quasi ex maleficio teneri videtur. l. 5. §. ult. C. civ. 1384, s. 1952, s. co. 216.

24. In omnibus temporalibus actionibus, nisi novissimus totus dies compleatur, non finit obligationem. l. 6.

Qui *ante calendas proximas* stipuletur, similis est ei qui calendis stipulatur. l. 13. ff. de verb. obl. V. inf. l. 50. C. civ. 2260. 2261.

25. Sub hâc conditione, *si volam*, nulla fit obligatio. Pro non dicto enim est, quod dare, nisi velis, cogi non possis : nam nec hæres promissoris ejus qui nunquàm dare voluerit, tenetur : quia hæc conditio in ipsum promissorem nunquàm exstitit. l. 8. C. civ. 944, 1174.

26. Naturales obligationes non eo solo æstimantur, si actio aliqua earum nomine competit : verùm etiam eo, si soluta pecunia repeti non possit. l. 10. V. inf. de fidej. l. 16. §. 4. C. civ. 1235.

27. Quæcunque gerimus, cùm ex nostro contractu originem trahunt, nisi ex nostrâ personâ obligationis initium sumant inanem actum nostrum efficiunt. Et ideò neque stipulari, neque emere, vendere, contrahere, ut alter suo nomine rectè agat, possumus. l. 11.

28. Ex depositi, et commodati et mandati, et tutelæ, et negotiorum gestorum, ob dolum malum defuncti hæres in solidum tenetur. l. 12.

Ex contractibus venientes actiones in hæredes dantur, licèt delictum quoque versetur : veluti cùm tutor in tutelâ gerendâ

dolo fecerit, aut is apud quem depositum est. l. 49. V. inf. l. 33.

29. Omnes debitores, qui speciem ex causâ lucrativâ debent, liberantur cùm ea species ex causâ lucrativâ ad creditores pervenisset. l. 17. V. l. seq.

30. Si is qui stichum dari stipulatus fuerat, hæres exstiterit ei cui ex testamento idem stichus debebatur, si ex testamento stichum petierit, non consumet stipulationem : et contrà si ex stipulatu stichum petierit, actionem ex testamento salvam habebit: quia initio ita constiterint hæ duæ obligationes, ut alterâ in judicium deductâ, altera nihilominùs integra remaneret. l. 18. V. l. seq.

31. Ex promissione dotis non videbitur lucrativa causa esse, sed quodammodò creditor, aut emptor intelligitur qui dotem petit; porrò cùm creditor, vel emptor ex lucrativâ causâ rem habere cœperit, nihilominùs integras actiones retinent : sicut ex contrario, qui non ex lucrativâ causâ rem habere cœpit, eamdem non prohibetur ex lucrativâ causâ petere. l. 19.

32. Contraxisse unusquisque in eo loco intelligitur, in quo, ut solveret, se obligavit. l. 21. C. civ. 1247.

33. Servius rectissimè existimavit, si quandò dies, quâ pecunia daretur, sententia arbitri comprehensa non esset, modicum spatium datum videri. Hoc idem dicendum et cùm quid eâ lege venierit, ut nisi ad diem pretium solutum fuerit, inempta res fiat. l. 23. in f. C. civ. 1244, co. 157.

34. Actionum genera sunt duo : in rem, quæ dicitur *vindicatio* : et in personam, quæ *condictio* appellatur. In rem actio est, per quam rem nostram quæ ab alio possidetur, petimus, et semper adversùs eum est qui rem possidet. In personam actio est, quâ cum eo agimus, qui obligatus est nobis ad faciendum aliquid, vel dandum : et semper adversùs eumdem locum habet. l. 25. C. civ. 2262.

35. Omnes pœnales actiones post litem incohatam, et ad hæredes transeunt. l. 26.

Constitutionibus quibus ostenditur *hæres pœnâ non teneri*, placuit, si vivus conventus fuerat, etiam pœnæ persecutionem transmissam videri : quasi lite contestatâ eum mortuo. l. 33.

Jure canonico, quod sequimur, tenetur omninò hæres sarcire damnum ex delicto defuncti. 16. *q.* 6. *c.* 3. 12. *q.* 2. *c.* 36. 1. *q.* 4. *c.* 11. *Item peccato Israëlitarum in f. C. ult. de sepult. c.* 5. *de rapt. et incend.*

Cur enim quod in principalibus personis justum est, non ad hæredes et adversùs eos transmittatur. l. 13. C. de contr. et committ. stipul.

Hæres vitiorum defuncti successor. l. 11. §. 2. in. f. ff. de public. in rem act. l. 2. in f. C. de fruct. et lit. exp.

Licèt non ea sit harum legum sententia, quæ in causâ delicti

adversùs hæredem aptari possit. Ratio ipsa legum juri canonico convenit, et nostris moribus.

36. Obligationes quæ non propriis viribus consistunt, neque officio judicis, neque prætoris imperio, neque legis potestate, confirmantur. l. 27.

37. *Mixtæ* sunt *actiones* in quibus uterque actor est : ut putà finium regundorum, familiæ erciscundæ, communi dividundo, interdictum uti possidetis. l. 37. §. 1.

38. Hæreditariarum actionum loco habentur et legata, quamvis ab hærede cœperint. l. 40.

39. Creditores eos accipere debemus qui aliquam actionem habent : sic tamen ne exceptione submoveantur. l. 32. §. 1.

40. Obligationum ferè quatuor causæ sunt : aut enim dies in his est, aut conditio, aut modus, aut accessio. l. 44.

41. Circa diem duplex inspectio est : nam vel ex die incipit obligatio, aut confertur in diem. Ex die veluti, *calendis martiis dare spondes?* Cujus natura hæc est, ut ante diem non exigatur. Ad diem autem, *usque ad calendas dare spondes?* l. 44. C. civ. 1185.

42. Conditio verò efficax est quæ in constituendâ obligatione inseritur, non quæ post perfectam eam ponitur : veluti *centum dare spondes, nisi navis ex Asiâ venerit?* Sed hoc casu, existente conditione, locus erit exceptioni pacti conventi, vel doli mali. l. 44. §. 2. C. civ. 1181, 1183.

43. Modus obligationis est, cùm stipulamur decem, aut hominem : nam alterius solutio totam obligationem interimit. Nec alter peti potest. Utiquè quamdiù utrumque est. l. 44. §. 3. C. civ. 1189, s.

44. Accessio verò in obligatione, aut personæ, aut rei fit personæ, cùm mihi aut Titio stipulor. Rei cùm mihi decem, aut Titio hominem stipulor : ubi quæritur, an ipso jure fiat liberatio homine soluto Titio. l. 44. §. 4.

45. Si ita stipulatus sim, *si fundum non dederis, centum dare spondes,* sola centum in stipulatione sunt : in exsolutione, fundus. Sed si navem fieri stipulatus sum, et, si non feceris, centum : videndum utrùm duæ stipulationes sint, pura et conditionalis, et existens sequentis conditio non tollat priorem. An verò transferat. in se, et quasi novatio prioris fiat. Quod magis verum est. l. 44. §. penult. et ult. C. civ. 1226, s.

46. Furiosus et pupillus ubi ex re actio venit, obligantur, etiam sine curatore, vel tutoris auctoritate. Veluti si communem fundum habeo cum his, et aliquid in eum impendero : vel damnum in eo pupillus dederit. Nam judicio communi dividundo obligabuntur. l. 46.

47. Arrianus ait, multùm interesse, quæras utrùm aliquis obligetur, an aliquis liberetur. Ubi de obligando quæritur, pro-

pensiores esse debere nos, si habeamus occasionem ad negandum. Ubi de liberando ex diverso ut facilior sis ad liberationem. l. 47. C. civ. 1162.

48. In quibuscunque negotiis sermone opus non est, sufficiente consensu, iis etiam surdus intervenire potest : quia potest intelligere et consentire. Veluti in locationibus, conductionibus, emptionibus, et cæteris. l. 48. C. civ. 1108.

49. Quod quis aliquo anno dare promittit, aut dare damnatur, ei potestas est quolibet ejus anni die dandi. l. 50.

Qui hoc anno, aut hoc mense dari stipulatus sit, nisi omnibus partibus præteritis, anni vel mensis, non rectè petet. l. 42. ff. de verb. obl.

50. Nihil aliud est actio quàm jus, quod sibi debeatur, judicio persequendi. l. 51.

51. Nutu solo pleraque consistunt. l. 52. §. ult.

52. In omnibus negotiis contrahendis, sive bonâ fide sint, sive non sint, si error aliquis intervenit. ut aliud sentiat (putà) qui emit, aut qui conducit, aliud qui cum his contrahit, nihil valet quod acti sit. Et idem in societate quoque coeundâ respondendum est, ut si dissentiant, aliud alio existimante, nihil valet ea societas quæ in consensu consistit. l. 57. C. civ. 1109, 1110, 1117.

53. Sciendum est ex omnibus causis lites contestatas et in hæredem, similesque personas transire. l. 58.

54. Nunquàm actiones pœnales de eâdem pecuniâ concurrentes alia aliam consumit. l. 60.

55. Seia cùm salarium constituere vellet, ita epistolam emisit. *Lucio Titio salutem. Si (in) eodem animo, et eâdem affectione circà me es qui semper fuisti, ex continenti acceptis litteris meis, distractâ re tuâ, veni : hoc tibi quamdiù vivam præstabo, annuos decem : scio enim quia valdè me benè ames.* Quæro, cùm et rem suam distraxerit Lucius Titius, et ad eam profectus sit, et ex eo cum eà sit, an ei ex his epistolis salarium annuum debeatur. Respondit ex personis causisque eum cujus notio sit, æstimaturum an actio danda sit. l. ult. §. 1.

56. Bonam fidem in contractibus considerari æquum est. l. 4. C. de obl. et act. C. civ. 1134.

57. Sicut initio libera potestas unicuique est habendi vel non habendi contractus : ita renuntiare semel constitutæ obligationi, adversario non consentiente, nemo potest. Quapropter intelligere debetis, voluntariæ obligationi semel vos nexos, ab hâc, non consentiente alterâ parte, de cujus precibus fecistis mentionem, minimè posse discedere. l. 5. C. eod. C. civ. 1134.

58. Adversùs debitorem electis pignoribus (personalis) actio non tollitur : sed eo quod de pretio servari potuit in debitum computato, de residuo manet integra. l. 10. C. eod.

59. Ab hæredibus et contra hæredes incipiunt actiones, et obligationes. l. un. C. ut act. et ab hæred. et contr. hær. inc.

60. Certissimum est ex alterius contractu neminem obligari. l. 3. in f. C. ne ux. pro mar. vel mar. p. v. C. civ. 1119.

LIBER QUADRAGESIMUS QUINTUS.

Titulus I. — *De verborum obligationibus.*

1. Stipulationum quædam in dando, quædam in faciendo consistunt, et harum omnium quædam partium præstationem recipiunt, veluti cùm *decem* dari stipulamur: quædam non recipiunt, ut in his quæ naturâ divisionem non admittunt, veluti *cùm viam, iter, actum stipulamur*. l. 2. d. l. §. 1. C. civ. 1126.

2. Satis acceptio est stipulatio quæ ita obligat promissorem, ut ad promissores quoque ab eo accipiantur : id est qui idem promittunt. l. 5. §. 2.

3. Si *sortem* promiseris, *et si ea soluta non esset, pœnam*, etiam si unus ex hæredibus tuis portionem suam ex sorte solverit, nihilominùs pœnam committet donec portio cohæredis solvatur. Idemque est de pœnâ ex compromisso si unus paruerit, alter non paruerit sententiæ judicis, sed à cohærede satisfieri debet. Nec enim aliud in his stipulationibus sine injuriâ stipulatoris constitui potest. l. 5. in f. C. civ. 1232, s.

4. In illâ stipulatione, *si calendis stichum non dederis, decem dare spondes?* Mortuo homine quæritur an statim ante calendas agi possit? Sabinus, Proculus exspectandum diem actori putant: quod est verius. Tota enim obligatio sub conditione, et in diem collata est. Et licèt ad conditionem committi videatur, dies tamen superest. l. 8. C. civ. 1185, s.

5. Si ex legati causâ aut ex stipulatu hominem certum mihi debeas, non aliter post mortem ejus tenearis mihi, quàm si per te steterit, quominùs, vivo eo, eum mihi dares : quod ita fit, si aut interpellatus non dedisti, aut occidisti eum. l. 23. V. l. 33. et l. 82. §. 1. C. civ. 1042.

6. Generaliter novimus turpes stipulationes nullius esse momenti l. 26. C, civ. 1131, 1133.

7. Si in nomine servi, quem stipularemur dari, erratum fuisset, cùm de corpore constitisset, placet stipulationem valere. l. 32. C. civ. 1110.

8. Si stichus certo die dari promissus, ante diem moriatur, non tenetur promissor. l. 33. V. s. l. 23. et l. 82. §. 1. C. civ. 1147, 1148.

9. Si quis cùm aliter eum convenisset obligari, aliter per machinationem obligatus est, erit quidem subtilitati juris obstrictus, sed doli exceptione uti potest. Quia enim per dolum obligatus est, competit ei exceptio. Idem est et si nullus dolus intercessit

stipulantis, sed ipsa res in se dolum habet. Cùm enim quis petat ex eâ stipulatione, hoc ipse dolo facit quod petit. l. 36. C. civ. 1116, s.

10. *Alteri* stipulari nemo potest. l. 38. §. 17.

Inventæ sunt enim hujusmodi obligationes ad hoc, ut unusquisque sibi acquirat quod suâ interest. Cæterùm ut alii detur nihil interest meâ. l. 38. §. 17.

Si stipulor *alii*, cùm meâ interesset, videamus an stipulatio committetur ? Et ait Marcellus stipulationem valere in specie hujusmodi. l. 38. §. 20. C. civ. 1119, s.

11. In stipulationibus cùm quæritur quid actum sit, verba contra stipulatorem interpretenda sunt. l. 38. §.18. V. l. 39. ff. de pact. l. 21. et 33. ff. de contr. empt. l. 39. ff.de act. empt. et vend. C. civ. 1162.

12. Quoties in obligationibus dies non ponitur, præsenti die pecunia debetur. Nisi si locus adjectus spatium temporis inducat; quo illò possit perveniri. l. 41.

13. Si quis *arbitratu* (putà) *Lucii Titii restitui sibi* stipulatus est, deindè ipse stipulator moram fecerit, quominùs arbitretur. Titius, promissor, quasi moram fecerit, non tenetur. Quid ergò si ipse qui arbitrari debuit moram fecerit, magis probandum est à personâ non esse recedendum ejus cujus arbitrium insertum est. Et ideò, si omninò non arbitretur, nihil valet stipulatio : ideò ut et si pœna adjecta sit, ne ipsa quidem committatur. l. 43. et 44. C. civ. 1592.

14. Si decem *cùm petiero* dari fuero stipulatus, monitionem magis quamdam, quò celeriùs reddantur, et quasi sine morâ, quàm conditionem habet stipulatio, et ideò licèt decessero priusquàm petiero : non videtur defecisse conditio. l. 48.

15. In conventionalibus stipulationibus contractui formam contrahentes dant. Enim verò prætoriæ stipulationes legem accipiunt de mente prætoris, qui eas proposuit. Deniquè prætoriis stipulationibus nihil immutare licet, neque addere, neque detrahere. l. 52. l. 9. inf. de stip. præt.

16. Stipulationes commodissimum est ita componere, ut quæcunque specialiter comprehendi possint, contineantur : doli autem clausula ad ea pertineat, quæ in præsentiâ occurrere non possint, et ad incertos casus pertineant. 53. l. 119.

17. Quoties *in diem* vel *sub conditione oleum* quis stipulatur, ejus æstimationem eo tempore spectari oportet, quo dies obligationis venit. Tunc enim ab eo peti potest. Alioquin (aliàs) rei captio erit. Idem erit et *si Capuæ certum olei pondo dari* quis stipulatus sit : nam ejus temporis fit æstimatio, cùm peti potest. Peti autem potest, quo primùm in locum pervenire potuit. l. 59. et 60. C. civ. 1149, s.

18. Si quis ita stipuletur, *sive navis ex Asiâ venerit, sive Titius*

consul factus fuerit, utra priùs conditio exstitisset, stipulatio committetur : et ampliùs committi non potest : sed enim cùm ex duabus disjunctivis conditionibus altera defecerit, necesse est ut ea quæ exstiterit stipulationem committat. l. 63.

19. Interdùm pura stipulatio ex re ipsâ dilationem capit. l. 73. Sic qui *Carthagini dari* stipulatur, cùm Romæ sit, tacitè tempus complecti videtur, quo perveniri Carthaginem potest. d. l. 73. V. inf. l. 137. §. 2.

20. Stichi promissor, post moram offerendo purgat moram : certè enim doli mali exceptio nocebit ei qui pecuniam oblatam accipere noluit. l. 73. §. ult.

21. Stipulationum quædam certæ sunt, quædam incertæ. Certum est quod ex ipsâ pronuntiatione apparet, quid quale quantumque sit : ut ecce aurei decem, fundus Tusculanus, homo stichus, tritici Africi optimi modii centum, vini Campani optimi amphoræ centum. Ubi autem non apparet quid quale quantumque est in stipulatione, incertam esse stipulationem dicendum est. Ergò si quis *fundum* sine propriâ appellatione, vel *hominem* generaliter sine proprio nomine, aut *vinum frumentumve* sine qualitate, dari sibi stipulatur, incertum deducit in obligationem. Usque adeò ut si quis ita stipulatus sit, *Tritici Africi boni modios centum, vini Campani boni amphoras centum*, incertum videatur stipulari : quia bono melius inveniri potest. Quo fit, ut boni appellatio non fit certæ rei significativa : cùm id quod bono melius sit ipsum quoque bonum sit. At cùm *optimum* quisque stipulatur, id stipulari intelligitur cujus bonitas principalem gradum bonitatis habet : quæ res efficit ut ea appellatio certi significativa sit. l. 74. l. 75. d. l. §. 1. et 2.

22. Si stipulatus fuerim illud aut illud, quod ego voluero, hæc electio personalis est. l. 76. In hæredes tamen transit obligatio, et ante electionem mortuo stipulatore. d. l. 76. C. civ. 1189, s.

23. Ad diem sub pœnâ pecunia promissa, et ante diem mortuo promissore committetur pœna, licèt non sit hæreditas ejus adita. l. 77. C. civ. 1230, s.

24. In stipulationibus id tempus spectatur quo contrahimus. l. 78. l. 144. ff. de reg jur. l. 18. eod.

25. Quoties in stipulationibus ambigua oratio est, commodissimum est id accipi, quo res, quâ de agitur, in tuto sit. l. 80. C. civ. 1156, s.

26. Si post moram promissoris homo decesserit, tenetur nihilominùs, proindè ac si homo viveret. l. 82, §. 1. V. s. l. 23. et l. 33.

Quoties culpa intervenit debitoris perpetuatur obligatio. l. 91 §. 3. C. civ. 1138, s.

27. Mora rei fidejussori quoque nocet. l. 80. C. civ. 2021, s.

28. *(In quæstionibus de bono et æquo) plerumquè sub auctoritate juris scientia periculosè erratur.* l. 91. §. 3.

29. Quidquid adstringendæ obligationis est, id nisi palàm verbis exprimitur, omissum intelligendum est, ac ferè secundùm promissorem interpretamur : quia stipulatori liberum fuit verba latè concipere. l. 99. V. n. 31. C. civ. 1162.

30. Conditio in præteritum non tantùm in præsens tempus relata, statim aut peremit obligationem, aut omninò non differt. l. 100.

31. Si ita *post annum aut biennium dabis*, post biennium debentur. Quia in stipulationibus id servatur : ut quod minus esset quodque longius, esse videretur in obligationem deductum. l. 109.

32. Si quis stipulatus sit *stichum aut Pamphilum*, *utrum ipse vellet*, quem elegerit petet : et is erit solus in obligatione. An autem mutare voluntatem possit et ad alterius petitionem transire, quærentibus respiciendus erit sermo stipulationis. l. 112. V. inf. l. 138. §. 1.

33. In insulam deportato reo promittendi, stipulatio ita concepta, *cùm morieris dari*? non nisi moriente eo committitur. l. 121. §. 2.

34. Plerumquè ea quæ præfationibus convenisse concipiuntur, etiam in stipulatione reposita creduntur. l. 134. §. 1.

35. Plura ad judicis cognitionem remittenda sunt. l. 135. §. 2. in f.

36. Cùm stipulatus sum *Ephesi dare?* Inest tempus. Quod autem accipi debeat, quæritur. Et magis est ut totam eam rem ad judicem, id est, ad virum bonum remittamus, qui æstimet quanto tempore diligens paterfamilias conficere possit quod facturum se promiserit. l. 137. §. 2.

Item qui *insulam fieri* spopondit, non utiquè conquisitis undiquè fabris, et plurimis operis adhibitis, festinare debet : nec rursùs utroque aut altero contentus esse : sed modus adhibendus est secundùm rationem diligentis ædificatoris, et temporum locorumque. l. 137. §. 3.

37. Eum qui *certarum nundinarum diebus dari* stipuletur, primo die petere posse Sabinus ait : Proculus autem et cæteri diversæ scholæ auctores quamdiù vel exiguum tempus ex nundinarum spatio superesset, peti posse existimant : sed ego cum Proculo sentio. l. 138.

38. Cùm purè stipulatus sum, *illud aut illud dari*, licebit tibi, quoties voles, mutare voluntatem in eo quod præstaturus sis : quia diversa causa est voluntatis expressæ, et quæ inest. l. 138. §. 1. V. s. l. 112. C. civ. 1189, s.

39. Omnes stipulationes etiam si non solemnibus, vel directis, sed quibuscunque verbis consensu contrahentium compositæ sunt, vel legibus cognitæ, suam habeant firmitatem. l. 10. C. de contr. et comm. stip. C. civ. 1108.

40. Sancimus omnem stipulationem sive in dando, sive in faciendo, sive mixta ex dando ex faciendo inveniatur, et ad hæredes, et contra hæredes transmitti, sive specialis hæredum fiat

mentio, sive non. Cur enim quod in principalibus personis justum est, non ad hæredes, et adversùs eos transmittatur ? l. 13. C. de contr. et comm. stipul. C. civ. 1122.

41. Ex eo instrumento nullam vos habere actionem, in quo contra bonos mores de successione futurâ interposita fuit stipulatio, manifestum est : cùm omnia quæ contra bonos mores, vel in pactum, vel in stipulationem deducuntur, nullius momenti sint. l. 4. C. de inutil stipul. C. civ. 1130.

TITULUS II. — *De duobus reis constituendis.*

1. Qui stipulatur reus stipulandi dicitur, qui promittit reus promittendi habetur. l. 1.

2. Cùm duo eamdem pecuniam aut promiserint aut stipulati sint, ipso jure et singuli in solidum debentur, et singuli debent. l. 2. V. inf. l. 11. §. 1. C. civ. 1197, 1200.

3. In duobus reis promittendi frustrà timetur novatio. Nam licèt antè prior responderit, posterior etsi ex intervallo accipiatur, consequens est dicere pristinam obligationem durare, et sequentem accedere; et parvi refert simul spondeant, an separatìm promittant : cùm hoc actum inter eos sit, in duo rei constituantur, neque ulla novatio fiet. l. 3. C. civ. 173.

4. Ubi duo rei facti sunt, potest vel ab uno eorum solidum peti : hoc est enim duorum reorum, ut unusquisque eorum in solidum sit obligatus, possitque ab alterutro peti. l. 3. §. 1.

Creditor prohiberi non potest exigere debitum, cùm sint duo rei promittendi ejusdem pecuniæ, à quo velit. Et ideò, si probaveris te conventum in solidum exsolvisse, rector provinciæ adjuvare te adversùs eum, cum quo communiter mutuam pecuniam accepisti, non cunctabitur. l. 2. C. eod. V. inf. n ult. C. civ. 1197. 1200, 1214.

5. Ex duobus reis promittendi alius in diem, vel sub conditione obligari potest : nec enim impedimento erit dies, aut conditio quominùs ab eo qui purè obligatus est, petatur. l. 7. C. civ. 1201.

6. Eamdem rem apud duos pariter deposui, utriusque fidem in solidum secutus : vel eamdem rem duobus similiter commodavi : fiunt duo rei promittendi, quia non tantùm verbis stipulationis, sed et cæteris contractibus, veluti emptione, venditione, locatione, conductione, deposito, commodato, testamento, ut putà, si pluribus hæredibus institutis testator dixit Titius et Mævius Sempronio decem dato. l. 9.

Et stipulationum prætoriarum duo rei fieri possunt. l. 14.

7. Cùm tabulis esset comprehensum, *illum et illum centum aureos stipulatos*, neque adjectum, ita ut duo rei stipulandi essent, virilem partem singuli stipulari videbantur. Et è contrario cùm ita cautum inveniretur, *tot aureos rectè dari stipulatus est Julius Carpus, spopondimus ego Antonius Achilleus, et Cornelius Dius :*

partes viriles deberi : quia non fuerat adjectum singulos in solidum spopondisse, ita ut duo rei promittendi fierent. l. 11. §. 1.

Exprimere debueras tuis precibus, utrumne *in partem* an *in solidum* singuli vos obligaveritis, ac duo rei promittendi exstiteritis : cùm, si quidem ab initio unusquisque pro parte sit obligatus, egredi contractùs fidem non possit : si verò in solidum, electio rescripto adimi non debeat. l. 3. C. de duob. reis stip. et prom. C. civ. 1202.

8. Si reus promittendi altero reo hæres exstiterit, duas obligationes eum sustinere dicendum est. Nam ubi quidem altera differentia obligationum esse possit, ut in fidejussore et reo principali, constitit alteram ab alterâ perimi : cùm verò ejusdem duæ potestatis sint, non potest reperiri quâ altera potiùs quàm alteram consummari. Ideòque etsi reus stipulandi hæres exstiterit, duas species obligationis eum sustinere. l. 13. V. l. 5. inf. de fidejuss. C. civ. 1209.

9. Ex duobus reis stipulandi, si semel unus egerit, alteri promissor offerendo pecuniam, nihil agit. l. 16. C. civ. 1198.

10. Ex duobus reis ejusdem stichi promittendi factis, alterius factum alteri quoque nocrt. l. 18. V. inf. n. 12. C. civ. 1205, s.

11. Cùm duo eamdem pecuniam debent, si unus capitis deminutione exemptus est obligatione, alter non liberatur : multùm enim interest, utrùm res ipsa solvatur, an persona liberetur. Cùm persona liberatur manente obligatione, alter durat obligatus : et ideò si aquâ et igni interdictum est alicui, fidejussor posteà ab eo datus tenetur. l. ult.

12. Si reus stipulandi, vel plurium stipulandi correorum unus, promissorem, vel plurium promissorum unum interpellaverit, aut si promissor, vel unus promissorum spontè agnoverit debitum uni stipulatorum, tota obligatio omnibus stipulatoribus adversùs omnes promissores integra perpetuatur. l. ult. C. de duob. reis stip. et prom. C. civ. 1199, 1206.

13. Si duo vel plures in solidum promiserint, non in solidum tamen singuli, pro suâ quisque parte convenientur. Verùm quod à quibusdam exigi non potuerit, cæterorum onus erit. Nov. 99. C. civ. 1213, s.

LIBER QUADRAGESIMUS SEXTUS.

Titulus i. — *De fideijussoribus et mandatoribus.*

1. Omni obligationi fidejussor accedere potest. l. 1. Et commodati, et depositi fidejussor accipi potest, et tenetur. l. 2.

Et generaliter omnium obligationum fidejussorem accipi posse, nemini dubium est. l. 8. §. 6.

Sed et si ex delicto oriatur actio, magis putamus teneri fidejussorem. l. 8. §. 5. C. civ. 2011, s.

2. Qui *satisdare* promisit, ita demùm implesse stipulationem satisdationis videtur, si eum dederit accessionis loco, qui obligari potest, et conveniri. l. 3. C. civ. 2011.

3. Planè si non idoneum fidejussorem dederit, magis est ut satisfactum sit, quia qui admisit eum fidejubentem, idoneum esse comprobat. l. 3. in f. C. civ. 2018, s.

4. Potest accipi fidejussor ejus actionis quam habiturus sum adversùs eum pro quo fidejussi, vel mandati, vel negotiorum gestorum l. 4.

Stipulatus sum à reo, nec accepi fidejussorem : posteà volo adjicere fidejussorem : si adjecero fidejussor obligatur. Et parvi refert utrùm purè fidejussorem obligem, an ex die, an sub conditione. Abhiberi tamen fidejussor tam futuræ, quàm præcedenti obligationi potest: dummodò sit aliqua, vel naturalis futura obligatio. l. 6. d. l. §. 1. et 2.

5. Fidejussor et ipse obligatur, et hæredem obligatum relinquit, cùm rei locum obtineat. l. 4. §. 1. C. civ. 2017.

6. Illud commune est in universis qui pro aliis obligantur, quod si fuerint in duriorem causam adhibiti, placuit eos omninò non obligari. In leviorem planè causam accipi possunt. Propter quod in minorem summam rectè fidejussor accipietur. Item accepto reo purè, ipse ex die, vel sub conditione accipi potest. Enim verò si reus sub conditione sit acceptus, fidejussor purè non obligabitur. l. 8. §. 7. C. civ. 2013.

7. Pro fidejussore fidejussorem accipi, nequaquàm dubium est. l. 8. §. ult. C. civ. 2014.

8. Si mandatu meo Titio decem credideris, et mecum mandati egeris, non liberatur Titius, sed ego tibi non aliter condemnari debebo, quàm si actiones quas adversùs Titium habes, mihi præstiteris. l. 13. C. civ. 2029.

9. Si cum Titio debitore egeris, ego (*mandator*) non liberabor, sed in id duntaxat tibi obligatus ero, quod à Titio servare non potueris. l. 13. in. f. l. 55. in f. l. 68. §. 1. in. f.

Priùs debitor conveniendus, et quod ab eo creditor non potuerit recipere, secundùm hoc ad fidejussorem, aut sponsorem, aut mandatorem veniat, et ab illo quod reliquum est sumat. Nov. 4. c. 1. C. civ. 2021.

10. Si stipulatus esses à me sine causâ, et fidejussorem dedissem, et nollem eum exceptione uti, sed potiùs solvere, ut mecum mandati judicio ageret : fidejussori, etiam invito me, exceptio dari debet. Interest enim ejus pecuniam retinere potiùs, quàm solutam stipulatori à reo repetere. l. 15.

Ex personâ rei, et quidem invito reo, exceptio et cætera rei commoda fidejussori, cæterisque accessionibus competere potest. l. 32. C. civ. 2036.

11. Fidejussor obligari non potest ei apud quem reus promittendi obligatus non est. l. 16. C. civ. 2012.

12. Naturales obligationes non eo solo æstimantur, si actio aliqua eorum nomine competit, verùm etiam cùm soluta pecunia repeti non potest. Nam licèt minùs propriè debere dicantur naturales debitores, per abusionem intelligi possunt debitores : et qui ab his pecuniam recipiunt, debitum sibi recepisse. l. 16. §. 4. V. s. de obl. et act.n. 26. C. civ. 1235, 2012.

13. Stipulatione, in diem conceptâ, fidejussor si sub conditione acceptus fuerit, jus ejus in pendenti erit : ut si ante diem conditio impleta fuerit, non obligetur : si concurret dies et conditio, vel etiam diem conditio secuta fuerit, obligetur. l. 16. §. 5.

14. Fidejussoribus succurri solet, ut stipulator compellatur ei qui solidum solvere paratus est, vendere cæterorum nomina. l. 17. V. l. 39. l. 41. §. 1.

Cùm is, qui et reum et fidejussores habens, ab uno ex fidejussoribus acceptâ pecuniâ, præstet actiones, poterit quidem dici nullam jàm esse, cùm suum perceperit, et perceptione omnes liberati sunt. Sed non ita est, non enim in solutum accipit, sed quodammodò nomen debitoris vendidit, et ideò habet actiones, quia tenetur ad id ipsum ut præstet actiones. l. 36.

Cùm alter ex fidejussoribus in solidum debito satisfaciat, actio ei adversùs eum qui unà fidejussit non competit. Potuisti sanè, cùm fisco solveres, desiderare, ut jus pignoris quod fiscus habuit in te transferretur : et si hoc ita factum est, cessis actionibus uti poteris, quod et in privatis debitis observandum est. l. 11. C. de fidejuss. C. civ. 2033.

15. Hæres à debitore hæreditario fidejussorem accepit, deindè hæreditatem ex Trebelliano restituit. Fidejussoris obligationem in suo statu manere ait. Idemque in hâc causâ servandum, quod servaretur cùm hæres contrà quem emancipatus filius bonorum possessionem accepit, fidejussorem accepit. Ideòque in utrâque specie transeunt actiones. l. 21. C. civ. 2014, 2028, s.

16. Inter fidejussores non ipso jure dividitur obligatio *ex epistolâ divi Hadriani* : et ideò si quis eorum, ante exactam à se partem, sine hærede decesserit, vel ad inopiam pervenerit, pars ejus ad cæterorum onus respicit. l. 26.

Ut autem is qui cum altero fidejussit, non solus conveniatur, sed dividatur actio inter eos qui solvendo sunt, ante condemnationem ex ordine postulari solet. l. 10. §. 1. C. de fidejuss. V. §. 4. inst. eod. C. civ. 2025, s.

17. Sicut ipsi fidejussori, ita hæredibus quoque eorum succurrendum. l. 27. §. 3. C. civ. 2017.

18. Fidejubere pro alio potest quisque, etiam et promissor ignoret. l. 30. C. civ. 2014.

19. Si fidejussor, vel quis alius pro reo ante diem creditori solverit, exspectare debebit diem quo eum solvere oportuit. l. 31. C. civ. 2031.

20. Ut fidejussor adversùs confidejussorem suum agat, danda actio non est. Ideòque si ex duobus fidejussoribus ejusdem quantitatis, cùm alter electus à creditore totum ei exsolvet, nec ei cessæ essent actiones : alter nec à creditore, nec à confidejussore convenietur. l. 39. C. civ. 2025, s. 2033.

21. Si fidejussores *in id accepti sunt, quod à curatore servari non possit,* et post impletam legitimam ætatem, tam ab ipso curatore, quàm ab hæredibus ejus in solidum servari potuit : et cessante eo qui pupillus fuit, solvendo esse desierit, non temerè utilem in fidejussores actionem competere. l. 41.

Si fidejussor creditori denuntiaverit ut debitorem ad solvendam pecuniam compelleret, vel pignus distraheret, isque cessaverit : an possit eum fidejussor doli mali exceptione submovere ? respondit, non posse. l. 62.

22. Cùm lex venditionibus occurrere voluerit, fidejussor quoque liberatur : eò magis quod per ejusmodi actionem ad reum pervenitur. l. 46.

23. Si Titius et Seia pro Mœvio fidejusserint, subductâ muliere dabimus in solidum adversùs Titium actionem. Cùm scire potuerit aut ignorare non debuerit mulierem frustrà intercedere. l. 48.

24. Creditor pignus distrahere non cogitur, si fidejussorem simpliciter acceptum, omisso pignore, velit convenire. l. 51. §. 3.

Sed neque ad res debitorum quæ ab aliis detinentur veniat priùs, antequàm transeat viam super personalibus contra mandatores, et fidejussores, et sponsores. Nov. 4. c. 2.

25. Non deceptus videtur jure communi usus. l. 51. §. 4.

26. Cùm facto suo reus principalis obligationem perpetuat, etiam fidejussoris durat obligatio : veluti si moram fecit in sticho solvendo, et is decessit. l. 58. §. 1.

27. Ubicunquè reus ita liberatur à creditore, ut naturâ debitum maneat, teneri fidejussorem respondit. Cùm verò genere novationis transeat obligatio fidejussorem aut jure, aut exceptione liberandum. l. 60.

Minoris fidejussor, eo restituto, non liberatur, nisi intervenerit dolus creditoris. l. 1. et 2. C. de fidejuss. min. C. civ. 2012.

28. Fidejussores magistratuum in pœnam, vel multam quam non spopondissent, non debere conveniri decrevit. l. 68.

Fidejussores magistratuum in his quæ ad reipublicæ administrationem pertinent, teneri : non in his quæ ob culpam, vel delictum eis pœnæ nomine irrogentur, tam mihi quàm divo Severo patri meo placuit. l. un. C. de peric. eor. qui pro mag. interv.

29. Id quod vulgò dictum est, *maleficiorum fidejussorem accipi non posse,* non sic intelligi debet, ut in pœnam furti, is cui furtum factum est, fidejussorem accipere non possit. l. 70. §. ult.

30. Si vel unum è reis, vel unum è fidejussoribus creditor convenerit, non amittit jus agendi contra cæteros. l. 28. C. de fidejuss. et mand. C. civ. 1204.

Titulus II. — *De novationibus et delegationibus.*

1. Novatio est prioris debiti in aliam obligationem vel civilem, vel naturalem transfusio atque translatio. Hoc est, cùm ex præcedenti causâ ita nova constituatur, ut prior perimatur. Novatio enim à novo nomen accepit, et à novâ obligatione. l. 1. C. civ. 1271. s.

2. Illud non interest qualis *processit* obligatio, utrùm naturalis, an civilis, an honoraria : et utrùm verbis, an re, an consensu : qualiscunque igitur obligatio sit quæ præcessit, novari verbis potest: dummodò sequens obligatio aut civiliter teneat, aut naturaliter: ut putà si pupillus sine tutoris auctoritate promiserit. l. 1. §. 1.

3. Novatio ita demùm fit, si hoc agatur, ut novetur obligatio. Cæterùm si non hoc agatur, duæ erunt obligationes. l. 2. in f.

Novationum nocentia corrigentes volumina, et veteris juris ambiguitates resecantes, sancimus, si quis vel aliam personam adhibuerit, vel mutaverit, vel pignus acceperit, vel quantitatem augendam, vel minuendam esse crediderit, vel conditionem, seu tempus addiderit, vel detraxerit, vel cautionem minorem acceperit, vel aliquid fecerit ex quo veteris juris conditores introducebant novationes, nihil penitùs prioris cautelæ innovari, sed anteriora stare et posteriora incrementum illis accedere : nisi ipsi specialiter remiserint quidem priorem obligationem, et hoc expresserint, *quod secundam magis pro anterioribus elegerint.* Et generaliter definimus voluntate solùm esse, non lege novandum : etsi non verbis exprimatur, ut sine novatione (quod solito vocabulo ἄνευ καινότητος Græci dicunt) causa procedat. Hoc enim naturalibus inesse rebus volumus, et non verbis extrinsecùs supervenire. l. ult. C. eod. C. civ. 1273, s.

4. Cui bonis interdictum est, novare obligationem suam non potest, nisi meliorem suam conditionem fecerit. l. 3.

5. Si ita fuero stipulatus *quantò minùs à Titio debitore exegissem, tantùm fidejubes?* Non fit novatio : quia non hoc agitur, ut novetur. l. 6.

6. Legata, vel fideicommissa, si in stipulationem fuerint deducta, et hoc actum ut novetur, fiet novatio. l. 8. §. 1.

7. Quod ego debeo si alius promittat, liberare me pôtest, si novationis causâ hoc fiat. l. 8. §. ult.

Me is qui quod debeo promittit, etiam si nolim, liberat. d. § in fi. V. inf. de solut. l. 23.

8. Qui sub conditione stipulatur quæ omnimodò exstatura est, purè videtur stipulari. l. 9. §. 1.

9. Delegare est vice suâ alium reum dare creditori, vel cui jusserit. l. 11. C. civ. 1277, 1689, s.

10. Novatione legitimè factâ, liberantur hypothecæ, et pignus: usuræ non currunt. l. 18.

Ex contractu pecuniæ creditæ, actio inefficax dirigitur, si de-

legatione personæ ritè factâ, jure novationis vetustior contractus evanuit. l. 2. C. eod. C. civ. 1278, s.

11. Doli exceptio quæ poterat deleganti opponi, cessat in personâ creditoris, cui quis delegatus est. Idemque est, et in cæteris similibus exceptionibus. l. 19.

(*Qui*) jam excessit ætatem viginti quinque annorum, quamvis adhuc possit restitui adversùs priorem creditorem, (*delegatione exceptionem amittit.*) Ideò autem denegantur exceptiones adversùs secundum creditorem, quia in privatis contractibus, et pactionibus, non facilè scire petitor potest quid inter eum qui delegatus est et debitorem actum est, aut etiam si sciat, dissimulare debet, ne curiosus videatur: et ideò meritò denegandum est adversùs eum exceptionem ex personâ debitoris. d. l. 19.

Si Titius donare mihi volens, delegatus à me creditori meo stipulanti spopondit, non habebit adversùs eum illam exceptionem, ut quatenùs facere potest condemnetur. Nam adversùs me tali defensione meritò utebatur, quia donatum ab eo petebam, creditor autem debitum persequitur. l. 33. C. civ. 1276.

12. Tutor (novare) potest, si hoc pupillo expediat. l. 20. §. 1.

13. Novare possumus aut ipsi, si sui juris sumus, aut per alios, qui voluntate nostrâ stipulantur. l. 20.

Procurator omnium bonorum (novare potest). d. l. 20. §. 1. in f.

14. Agnatum furiosi, aut prodigi curatorem novandi jus habere minimè dubitandum est, si hoc furioso, vel prodigo expediat. l. ult. §. 1.

15. Paulus respondit, si creditor à Sempronio novandi animo stipulatus esset, ita ut à primâ obligatione in universum discederetur, rursùm easdem res à posteriore debitore, sine consensu prioris, obligari non posse. l. 30.

16. Si duo rei stipulandi sint, an alter jus novandi habeat, quæritur: et quid juris unusquisque sibi acquisierit? ferè autem convenit, et uni rectè solvi, et unum judicium petentem totam rem in litem deducere: item unius acceptilatione perimi utriusque obligationem: ex quibus colligitur unumquemque perindè sibi acquisisse, ac si solus stipulatus esset: excepto eo, quod etiam facto ejus, cum quo commune jus stipulantis est, amittere debitorem potest. Secundùm quæ si unus ab alio quo stipuletur: novatione quoque liberare eum ab altero poterit, cùm id specialiter agit. l. 31. §. 1.

17. In summâ admonendi sumus nihil vetare unâ stipulatione plures obligationes novari: veluti si ità stipulemur. *Quod Titium et Seium mihi dare oportet, id dari spondes?* Licèt enim ex diversis causis singuli fuerant obligati, utrique tamen novationis jure liberantur: cùm utriusque obligatio in unius personam, à quo nunc stipulemur, confluat. l. ult. §. 2.

18. Delegatio debiti, nisi consentiente et stipulanti promittente

debitore, jure perfici non potest. Nominis autem venditio, et ignorante, vel invito eo adversùs quem actiones mandantur, contrahi solet. l. 1. C. de novat. et deleg.

19. Si delegatio non est interposita debitoris tui, ac propterea actiones apud te remanserunt, quamvis creditori tuo adversùs eum solutionis causâ mandaveris actiones : tamen antequàm lis contestetur, vel aliquid ex debito accipiat, vel debitori tuo denuntiaverit, exigere à debitore tuo debitam quantitatem non vetaris : et eo modo tui creditoris exactionem contra eum inhibere. l. 3. C. eod.

20. Si delegatione factâ jure novationis tu liberatus es, frustrà vereris, ne eo quod quasi à cliente suo non faciat exactionem, ad te periculum redundet : cùm per verborum obligationem voluntate novationis interpositâ à debito liberatus sis. l. 3. in f. C. eod.

Titulus iii. — *De solutionibus et liberationibus.*

1. Quoties quis debitor ex pluribus causis unum debitum solvit, est in arbitrio solventis dicere, quod potiùs debitum voluerit solutum : et quod dixerit id erit solutum. Possumus enim certam legem dicere ei quod solvimus. l. 1.

In potestate ejus est qui ex pluribus contractibus pecuniam debet, tempore solutionis exprimere in quam causam reddat. l. 1. C. eod. C. civ. 1253.

2. Quoties verò non dicimus id quod solutum sit, in arbitrio est accipientis, cui potiùs debito acceptum ferat : dummodò in id constituat solutum, in quod ipse, si deberet, esset soluturus : quoque debito se exoneraturus esset, si deberet : id est, in debitum quod non est in controversiâ, aut in illud quod pro alio quis fidejusserat, aut cujus dies nondùm venerat; æquissimum enim visum est creditorem ita rem agere debitoris, ut suam ageret. Permittitur ergò creditori constituere, in quod velit solutum : dummodò sic constituamus, ut in re suâ constitueret, sed constituere in re præsenti, hoc est statìm atque solutum est. Dùm in re agendâ hoc fiat, ut vel creditori liberum sit non accipere, vel debitori non dare, si alio modo exsolutum quis eorum velit. Cæterùm posteà non permittitur. Hæc res efficiet, ut in duriorem causam semper videatur sibi debere accepto ferre. Ita enim et in suo constitueret nomine. l. 1. 2. 3. C. civ. 1256.

3. Quod si fortè à neutro dictum sit, in his quidem nominibus, quæ diem (vel conditionem) habuerunt, id videtur solutum, cujus dies venit : et magis quod meo nomine, quàm quod pro alio fidejussorio nomine debeo : et potiùs quod cum pœnâ, quàm quod sine pœnâ debetur : et potiùs quod satisdato, quàm quod sine satisdatione debeo. l. 3. §. 1. et l. 4.

Cùm ex pluribus causis debitor pecuniam solvit utriusque demonstratione cessante, potior habebitur causa ejus pecuniæ quæ sub infamiâ debetur : mox ejus quæ pœnam continet : tertiò quæ

sub hypothecâ, vel pignore contracta est. Post hunc ordinem potior habebitur propria, quàm aliena causa, veluti fidejussoris : quod veteres ideò definierunt, quod verisimile videretur diligentem debitorem admonitu ita negotium suum gesturum fuisse. Si nihil eorum interveniat, vetustior contractus antè solvetur. Si major pecunia numerata sit, quàm ratio singulorum exposcit, nihilominùs, primo contractu soluto, qui potior erit, superfluum ordini secundo, vel in totum, vel pro parte minuendo videbitur datum. l. 97. C. civ. 1256.

4. In his quæ præsenti die debentur, constat quoties indistinctè quid solvitur, in graviorem causam videri solutum : si autem nulla prægravet, id est, si omnia nomina similia fuerint in antiquiorem. Gravior videtur, quæ et sub satisdatione videtur, quàm ea quæ pura est. l. 5. C. civ. 1256.

5. Si quid ex famosâ causâ, et non famosâ debeatur, id solutum videtur quod ex famosâ causâ debetur, proindè si quid ex causâ judicati, et non judicati debetur, id putem solutum quod ex causâ judicati debetur. l. 7. C. civ. 1256.

6. Quod generaliter constitutum est, *priùs in usuras nummum solutum accepto ferendum*, ad eas usuras videtur pertinere, quas debitor exsolvere cogitur. l. 5. §. 2. in f.

Si fortè usurarum rationem arbiter dotis recuperandæ habere debuerit, ita est computandum, ut prout quidque ad mulierem pervenit, non ex universâ summâ decedat, sed priùs in eam quantitatem quam usurarum nomine mulierem consequi oportebat, quod non est iniquum. l. 48. C. civ. 1254.

7. Apud Marcellum quæritur, si quis ita caverit debitori, *in sortem et usuras se accipere* : utrùm pro ratâ et sorti, et usuris decedat, an verò priùs in usuras, et si quid superest in sorte? Sed ego non dubito quin hæc cautio, *in sorte et in usuras*, priùs usuras admittat, tunc deindè, si quid superfuerit, in sortem cedat. l. 5. §. ult. C. civ. 1254.

8. Vero procuratori rectè solvitur. Verum autem accipere debemus eum, cui mandatum est, vel specialiter, vel cui omnium negotiorum administratio mandata est. l. 12. C. civ. 1239.

9. Sed et si quis mandaverit, ut Titio solvam, deindè vetuerit eum accipere, si ignorans prohibitum eum accipere, solvam, liberabor; sed si sciero, non liberabor. l. 12. §. 2. V. n. 17.

Si Titium omnibus negotiis meis præposuero, deindè vetuero eum ignorantibus debitoribus administrare negotia mea, debitores ei solvendo liberabuntur. Nam is qui omnibus negotiis suis aliquem proponit, intelligitur etiam debitoribus mandare, ut procuratori solvant. l. 34. §. 3. C. civ. 2005.

10. Sunt quidam tutores qui honorarii appellantur, sunt qui rei *notitiæ gratiâ* dantur, sunt qui ad hoc dantur, ut gerant : et hoc vel pater adjicit ut unus (putà) gerat, et vel voluntate tutorum uni committitur gestus, vel prætor ita decernit. l. 14. §. 1.

11. Sive legitimi (*tutores*), sive testamentarii, sive ex inquisitione dati, rectè vel uni solvitur. l. 14. §. 5.

12. Curatori quoque furiosi rectè solvitur : item curatori sibi non sufficientis vel per ætatem, vel per aliam justam causam : sed et pupilli curatori rectè solvi constat. l. 14. §. 7. C. civ. 450, 509.

13. Cassius ait, si cui pecuniam dedi, ut eam creditori meo solveret, in suo nomine dederit, neutrum liberari : me, quia non meo nomine data sit, illum, quia alienam dederit : cæterùm mandati eum teneri : sed si creditor eos nummos sine dolo malo consumpsisset, is qui suo nomine eos solvisset, liberatur : ne, si aliter observaretur, creditor in lucro versaretur. l. 17. C. civ. 1238.

14. Solutione pro nobis et inviti, et ignorantes liberari possumus. l. 23.

Solvere pro ignorante et invito cuique licet, cùm sit jure civili constitutum, licere etiam ignorantis invitique meliorem conditionem facere. l. 53. V. inf. n. 40. C. civ. 1236.

15. Debitores solvendo ei qui pro tutore negotia gerit, liberantur, si pecunia in rem pupilli pervenit. l. 28. C. civ. 1239, 1241.

16. Inter artifices longa differentia est, et ingenii, et naturæ, et doctrinæ, et institutionis. Ideò si *navem à se fabricandam* quis promiserit, vel *insulam ædificandam fossamve faciendam*, et hoc specialiter actum est, ut *suis operis id perficiat*, fidejussor ipse ædificans, vel fossam fodiens, non consentiente stipulatore, non liberabit reum. l. 31. C. civ. 1237.

17. Si nullo mandato intercedente debitor falsò existimaverit voluntate meâ pecuniam se numerare, non liberabitur. Et ideò procuratori qui se ultrò alienis negotiis offert, solvendo, nemo liberabitur. l. 34. §. 4.

Si quis offerenti se negotiis alienis bonâ fide solverit, quandò liberetur? E ait Julianus, cùm dominus ratum habuerit, tunc liberali. l. 58. C. civ. 1239.

18. Reo criminis postulato interim nihil prohibet rectè pecuniam à debitoribus solvi. Alioquin plerique innocentium necessario sumptu egebunt. Sed nec illud prohibitum videtur, ne à reo creditori solvatur. l. 41. et 42. C. civ. 25, s.

19. In omnibus speciebus liberationum etiam accessiones liberantur : putà, adpromissores, hypothecæ, pignora. l. 43.

20. Inter creditorem et adpromissores confusione factâ, reus non liberatur. l. 43. in f. C. civ. 1301.

21. In numerationibus aliquandò evenit, ut unâ numeratione duæ obligationes tollantur uno momento. Veluti si quis pignus pro debito vendiderit creditori. Evenit enim, ut et ex vendito tollatur obligati, et debiti. Item si pupillo, qui sine tutoris auctoritate mutuam pecuniam accepit, legatum à creditore fuerit sub eâ conditione, *si eam pecuniam numeravit*, in duas causas videri eum numerasse : et in debitum suum ut in falcidiam hæ-

redi imputetur, et conditionis gratiâ, ut legatum consequatur. l. 44. V. inf. l. 64.

22. Si quis aliam rem pro aliâ volenti solverit, et evicta fuerit (res), manet pristina obligatio, et si pro parte fuerit evicta, tamen pro solido durat obligatio. Nam non accepisset re integrâ creditor, nisi pro solido ejus fieret. l. 46.

23. Satisfactio pro solutione est. l. 52.

Solutionis verbum pertinet ad omnem liberationem quoquo modo factam : magisque ad substantiam obligationis refertur, quàm ad nummorum solutionem. l. 54. C. civ. 1234.

24. In perpetuum quoties id quod tibi debeam, ad te pervenit, et tibi nihil absit, nec quod solutum est repeti possit, competit liberatio. l. 61.

25. Cùm jussu meo, id quod mihi debes, solvis creditori meo, et tu à me, et ego à creditore meo liberor. l. 64. C. civ. 1275; co. 110, s.

26. Quod certâ die promissum est, vel statìm dari potest : totum enim medium tempus ad solvendum promissori liberum relinqui intelligitur. l. 70. C. civ. 1186, s. co. 144, 146.

27. Modestinus respondit, si post solutum sine ullo pacto omne quod ex causâ tutelæ debeatur, actiones post aliquod intervallum cessæ sint, nihil eâ cessione actum, cùm nulla actio superfuerit : quod si ante solutionem hoc factum est, vel cùm convenisset, *ut mandarentur actiones,* tunc solutio facta esset, mandatum subsecutum est, salvas esse mandatas actiones. Cùm novissimo quoque casu, pretium magis mandatarum actionum solutum, quàm actio quæ fuit, perempta videatur. l. 76.

28. Si lancem apud me deposuerit Titius, et pluribus hæredibus relictis decesserit : si pars hæredum me interpellet, optimum quidem esse, si prætor aditus jussisset me parti hæredum eam lancem tradere : quo casu depositi me reliquis cohæredibus non teneri. Sed et si sine prætore, sine dolo malo, hoc fecero, liberabor : aut, quod verius est, non incidam in obligationem : optimum autem est id per magistratum facere. l. 81. §. 1. C. civ. 1939.

29. Quasi generale quid retinendum est : ut ubi ei obligationi quæ sequelæ locum obtinet, principalis accedit, confusa sit obligatio : quoties duæ sint principales, altera alteri potiùs adjicitur ad actionem, quàm confusionem parere. l. 93. §. 2.

30. *Stichum aut Pamphilum, utrum ego velim, dare spondes?* Altero mortuo, qui vivit solus petetur : nisi (si) mora facta sit in eo mortuo quem petitor elegerit. Tunc enim perindè solus ille qui decessit, præbetur, ac si solus in obligationem deductus fuisset. l. 95. C. civ. 1193, s.

31. Si creditor à debitore culpâ suâ causâ ceciderit, propè est ut actione mandati nihil à mandatore consequi debeat : cùm

ipsius vitio acciderit, ne mandatori possit actionibus cedere. l. 95. §. 11.

32. Cùm eodem tempore pignora duobus contractibus obligantur, pretium eorum pro modo pecuniæ cujusque contractûs creditor accepto facere debet. Nec in arbitrio ejus electio erit, cùm debitor pretium pignoris consortioni subjecerit. Quod si temporibus discretis superfluum pignorum obligari placuit, priùs debitum pretio pignorum jure solvetur, secundùm superfluo compensabitur. l. 96. §. 3. C. civ. 2082.

33. In perpetuum sublata obligatio restitui non potest. l. 98. §. 8.

34. Debitorem non esse cogendum in aliam formam nummos accipere, si ex eâ re damnum aliquod passurus sit. l. 99.

35. Creditor oblatam à debitore pecuniam, ut aliâ die accepturus, distulit, mox pecunia, quâ illâ respublica utebatur quasi ærosâ jussu præsidis sublata est : item pupillaris pecunia ut possit idoneis nominibus credi servata, ita interempta est : *quæsitum est*, cujus detrimentum esset? Respondi, secundùm ea quæ proponerentur, nec creditoris, nec tutoris detrimentum esse. l. 102.

36. Ejus quantitatis cujus petitionem ratio compensationis excludit, usuras non posse reposci manifestum est. l. 7. C. de solut. et lib.

37. Obsignatione totius debitæ pecuniæ solemniter factâ, liberationem contingere manifestum est. Sed ita demùm oblatio debiti liberationem parit, si eo loco, quo debetur solutio, fuerit celebrata. l. 9. C. eod. C. civ. 1257, s.

38. Pecuniæ solutæ professio collata instrumento majorem rei gestæ probationem continet, quàm si chirographum acceptæ pecuniæ mutuæ fuisset redditum. l. 14. C. eod.

39. Eum à quo mutuam sumpsisti pecuniam, in solutum nolentem suscipere nomen debitoris tui, compelli juris ratio non permittit. l. 16. C. eod. C. civ. 1243.

40. Manifesti juris est tam alio pro debitore solvente, quàm rebus pro numeratâ pecuniâ, consentiente creditore, datis, tolli paratam obligationem. l. 17. C. eod. V. s. l. 23. V. Nov. 4. c. 3. et s. tit. de cess. bon. C. civ. 1236.

41. Cùm pro pecuniâ quàm (mutuò) acceperas, secundùm placitum Evandro te fundum dedisse profitearis : ejus industriam, vel eventum meliorem, tibi, non ipsi prodesse, contrarium non postulaturus, si minoris distraxisset, non justè petis. l. 24. C. eod.

42. Solutionem asseveranti probationis onus incumbit : quo facto chirographum condicere potest. l. ult. C. eod. C. civ. 1315.

TITULUS IV. — *De acceptilatione.*

1. Pluribus stipulationibus factis, si promissor ita accepto rogasset. *Quod ego tibi promisi habesne acceptum?* Si quidem apparet quid actum est, id solum per acceptilationem sublatum est : si non apparet, omnes stipulationes solutæ sunt. l. 6.

Et uno et pluribus contractibus, vel certis vel incertis, vel quibusdam exceptis, cæteris, et omnibus ex causis una acceptilatio et liberatio fieri potest. l. 18.

2. Species acquirendi est liberari obligatione. l. 11.

3. Ex pluribus reis stipulandi, si unus acceptum fecerit, liberatio contingit in solidum. l. 13. §. ult. C. civ. 1197.

4. Si ex pluribus obligatis uni accepto feratur, non ipse solus liberatur, sed et hi qui secum obligantur. Nam cùm ex duobus pluribusque ejusdem obligationis participibus uni accepto fertur, cæteri quoque liberantur, non quoniam ipsis accepto latum est, sed quoniam velut solvisse videtur is qui acceptilatione solutus est. l. 16. C. civ. 1200.

5. Per Aquilianam stipulationem pacto subditam obligatione præcedente sublatâ, et acceptilatione quæ fuit inducta, peremptâ: ei qui ex nullâ causâ restitui potest, omnis agendi via præcluditur. l. ult. C. de acceptil. C. civ. 1234.

TITULUS V. — *De stipulationibus prætoriis.*

1. Si quid vel addi, vel detrahi, vel immutari in stipulatione oporteat, prætoriæ erit jurisdictionis. l. 1. §. ult.

2. Prætoriæ satisdationes personas desiderant pro se intervenientium : et neque pignoribus quis, neque pecuniæ, vel auri, vel argenti depositione, in vicem satisdationis fungitur. l. 7. C. civ. 2018, s, 2040, s.

3. In prætoriis stipulationibus, si ambiguus sermo acciderit, prætoris erit interpretatio. Ejus enim mens æstimanda est. l. 9.

4. In ejusmodi stipulationibus, quæ *quanti res est* promissionem habent, commodius est certam summam comprehendere : quoniam plerumque difficilis probatio est, quanti cujusque intersit, et ad exiguam summam deducitur. l. ult.

TITULUS VI. — *Rem pupilli, vel adolescentis, salvam fore.*

1. Si posteaquàm pupillus ad pubertatem pervenerit, tutor in restituendâ tutelâ aliquandiù moram fecerit, certum est et fructuum nomine, et usurarum medii temporis, tam fidejussores ejus, quàm ipsum teneri. l. 10. C. civ. 474.

TITULUS VII. — *Judicatum solvi.*

1. In stipulatione judicatum solvi, post rem judicatam statim dies cedit : sed exactio in tempus reo principali indultum differtur. l. 1. V. instit. de satisd. et l. ult. C. de usur. C. civ. 2040; pr. 166, 517, s. I. 120, s. p. 46.

TITULUS VIII. — *Ratam rem haberi, et de ratihabitione.*

1. Julianus ait, interesse quandò dominus ratam habere deberet solutionem in procuratorem factam, an tunc demùm cùm primùm certior factus esset, hoc autem ἐν πλάτει, id est, *cum laxamento et amplitudine* accipiendum, et cum spatio quodam temporis, nec minimo, nec maximo (et) quod magis intellectu percipi, quàm elocutione exprimi possit. l. 12. §. 2. C. civ. 1338, 1998.

2. Si commissa est stipulatio, *ratam rem dominum habiturum*, in tantum competit, in quantum meâ interfuit. Id est : quantum mihi abest, quantumque lucrari potui. l. 13.

In stipulatione quâ procurator cavet *ratam rem dominum habiturum*, id continetur quod intersit stipulatoris. l. 19.

LIBER QUADRAGESIMUS SEPTIMUS.

TITULUS I. — *De privatis delictis.*

1. Civilis constitutio est *pœnalibus actionibus hæredes non teneri, nec cæteros quidem successores*, idcircò nec furti conveniri possunt. l. 1. V. s. l. 26. de obl. et act.

2. Hæredem autem furti agere posse æquè constat : executio enim quorumdam delictorum hæredibus data est. Ita et legis Aquiliæ actionem hæres habet. l. 1. §. 1. I. 2.

3. Sed injuriarum actio hæredi non competit. l. 1. §. 1. in f.

4. Nunquàm plura delicta concurrentia faciunt, ut ullius impunitas detur : neque enim delictum ob aliud delictum minuit pænam. Qui igitur hominem subripuit, et occidit : quia subripuit furti, quia occidit. Aquiliâ tenetur : neque altera harum actionum alteram consumit. Idem dicendum si rapuit, et occidit. Nam et vi bonorum raptorum, et Aquiliâ tenebitur. l. 2. d l. §. 1. et 2. p. 304.

TITULUS II. — *De furtis.*

1. Sola cogitatio furti faciendi non facit furem. l. 1. §. 1.

2. Furtum est contrectatio rei fraudulosa, lucri faciendi gratiâ, vel ipsius rei, vel etiam usûs ejus possessionisve : quod lege naturali prohibitum est admittere. l. 1. §. 3. p. 379.

3. Furtorum genera duo sunt, manifestum, et nec manifestum. l. 2.

4. Fur est manifestus quem ἐπ' ἀντοφόρῳ græci appellant, hoc est eum qui deprehenditur cum furto. l. 3.

Nec manifestum furtum quid sit, apparet. Nam quod manifestum non est, hoc scilicet, nec manifestum est. l. 8.

5. Cujus interfuit subripi, is actionem furti habet. Tum is cujus interest furti habet actionem, si honesta causa interest. Itaque fullo qui curanda, polienda vestimenta accepit, semper agit : præstare enim custodiam debet. l. 10. 11. 12. I. 1.

6. Qui non habet quod perdat, ejus periculo nihil est. l. 12.

7. Sed (et) si res pignori data sit, creditori quoque damus furti actionem, quamvis in bonis ejus res non sit. Quinimò non solùm adversùs extraneum dabimus, verùm et contra ipsum quoque dominum furti actionem. l. 12. §. 2.

8. Præstereà furti actionem coloni, quamvis domini non sint, quia interest eorum. l. 14. §. 2.

9. Et puto omnibus quorum periculo res alienæ sunt veluti

commodati, item locati, pignorisve accepti, si hæ subreptæ sint, omnibus furti actiones competere. l. 14. §. 16.

10. Si duo pluresve unum tignum furati sunt, quod singuli tollere non potuerint, dicendum est omnes eos furti in solidum teneri : quamvis id contrectare nec tollere solus posset : et ità utimur. Neque enim potest dicere pro parte furtum fecisse singulos, sed totius rei universos : sic fiet singulos furti teneri. l. 21. §. 9. V. l. 1. in f. ff. si is qui test. lib. esse juss. er. l. 6. ff. arb. furt. cæs. p. 59, s.

11. Impubes furtum facere potest, si jam doli capax sit. l. 23. p. 66, s.

12. Qui tabulas, vel cautiones amovet, furti tenetur non tantùm pretii ipsarum tabularum, verùm ejus quod interfuit : quod ad æstimationem refertur ejus summæ quæ in his tabulis continetur: scilicet si tanti interfuit. l. 27. p. 254, s; I. 1, s.

13. Qui jumenta sibi commodata longiùs eduxerit, alienâve re invito domino usus sit, furtum facit. l. 40.

14. Falsus creditor (hoc est is qui se simulat creditorem), si quid acceperit, furtum facit. l. 43.

15. Si quis nihil in personâ suâ mentitus est, sed verbis fraudem adhibuit, fallax est magis, quàm furtum facit. Ut putà, si dixit se locupletem, si in mercem se collocaturum quod accepit, si fidejussores idoneos daturum, vel pecuniam confestim se soluturum. Nam ex his omnibus magis decepit, quàm furtum fecit, et ideò furti non tenetur. Sed quia dolo fecit : nisi sit alia adversùs eum actio, de dolo dabitur. l. 43. §. 3. C. civ. 1116, 1117.

16. Qui alienum quid jacens, lucri faciendi causâ sustulit, furti obstringitur, sive scit cujus sit, sive ignoravit ? Nihil enim ad furtum minuendum facit, quod cujus sit ignoret. l. 43. §. 4. C. civ. 717, 2279, 2280.

17. Solent plerique etiam hoc facere, ut libellum proponant continentem invenisse, et redditurum ei qui desideraverit. Hi ergò ostendunt non furandi animo se fecisse. l. 43. §. 8. in f.

18. Quid ergo si εὕρετρα, id est *inventionis præmia* quæ dicunt petat : nec id videtur furtum facere, et si non probè petat aliquid. l. 43. §. 9.

19. Inter omnes constat, etiamsi extincta sit res furtiva, attamen furti remanere actionem adversùs furem l. 46.

20. Rectè dictum est, qui putavit se domini voluntate rem attingere, non esse furem. Quid enim dolo facit, qui putat dominum consensurum fuisse, sive falsò id, sive verè puteat ? Is ergò solus fur est qui attrectavit, quod invito domino se facere scivit. l. 46. §. 7. in f. p. 379.

21. Qui furem novit, sive indicet eum, sive non indicet, fur non est. Cùm multùm intersit furem quis celet, an non indicet, qui novit, furti non tenetur : qui celat, hoc ipso tenetur. l. 48. §. 1. p. 61. 62, 380.

22. Rectè Pedius ait, sicut nemo furtum facit sine dolo malo, ita nec consilium, vel opem ferre sine dolo malo posse. Consilium autem dare videtur qui persuadet et impellit, atque instruit consilio ad furtum faciendum : opem fert qui ministerium atque adjutorium ad subripiendas res præbet. l. 50. §. 3. p. 60.

23. Tanti æstimanda (res) quanti emptorem potest invenire. l. 52. §. 29. in f.

24. Maleficia voluntas et propositum delinquentis distinguit. l. 53.

25. Si pignore creditor utatur, furti tenetur. l. 54. C. civ. 2078.

26. Eum qui quid vendendum accepit, ipse alii commodaverit, furti obligari, responsum est. Ex quo satis apparet furtum fieri, et si quis usum alienæ rei in suum lucrum convertat : nec movere quem debet, quasi nihil lucri sui gratiâ facit. *Species* enim *lucri est, ex alieno largiri*, et beneficii debitorem sibi acquirere. Undè et is furti tenetur, qui ideò rem amovet, ut eam alii donet. l. 54. §. 1.

27. Quod verò ad mandati actionem attinet, dubitare se ait, num æquè dicendum sit omnimodo damnum præstari debere ? Et quidem hoc ampliùs quàm in superioribus causis servandum, ut etiam si ignoraverit is qui certum hominem emi mandaverit, furem esse, nihilominùs tamen damnum decidere cogetur. Justissimè enim procuratorem allegare, non fuisse se id damnum passurum, si id mandatum non suscepisset. Idque evidentiùs in causâ depositi apparere : nam licèt alioquin æquum videatur non oportere cuiquam plus damni per servum evenire, quàm quanti ipse servus sit : multò tamen æquius esse, *nemini officium suum*, quod ejus cum quo contraxerit, non etiam sui commodi causâ susceperat, *damnosum esse*. Et sicut in superioribus contractibus, venditione, locatione, pignore, dolum ejus qui sciens reticuerit, puniendum esse dictum sit : ita in his, culpam eorum quorum causâ contrahatur, ipsis potiùs damnosam esse debere. Nam certè mandantis culpam esse, qui talem servum emi sibi mandaverit. Et similiter ejus qui deponat, quod non fuerit diligentior circa monendum, qualem servum deponeret. l. 61. §. 5.

Circa commodatum autem meritò aliud existimandum, videlicet quod tunc ejus solius commodum, qui utendum rogaverit : versetur : itaque eum qui commodaverit sicut in locatione si dolo quid fecerit, non ultra pretium servi quid amissurum. Quin etiam paulò remissiùs circa interpretationem doli mali debere nos versari : quoniam, aut dictum sit, nulla utilitas commodantis interveniat. d. l. §. 6.

Hæc ita puto vera esse, si nulla culpa ipsius, qui mandatum, vel depositum susceperit intercedat : cæterùm si ipse ultrò ei custodiam argenti fortè, vel nummorum commiserit, cùm alioquin nihil unquàm dominus tale quid fecisset, aliter existimandum est. l. 61. §. 7. C. civ. 1599, 1721, 1938, 1947, 2000.

28. Ea quæ legantur rectâ viâ ab eo qui legavit, ad eum cui legata sunt, transeunt. l. 64. in f.

29. Qui eâ mente alienum quid contrectavit, ut lucri faceret, tametsi mutato consilio, id domino posteà reddidit, fur est : nemo enim tali peccato pœnitentiâ suâ nocens esse desiit. l. 65. V. l. 5. ff. vi. bon. rapt.

30. Qui re sibi commodatâ, vel apud se depositâ usus est, aliter atque accepit : si existimavit se non invito domino id facere, furti non tenetur, sed nec depositi ullo modo tenebitur. Commodati an teneatur, in culpâ æstimatio erit, id est, an non debuerit existimare id dominum permissurum. l. 76. C. civ. 1880, 1881, 1930.

31. Incivilem rem desideratis, ut agnitas res furtivas non priùs reddatis, quàm pretium fuerit solutum à dominis. Curate igitur causiùs negotiari, ne non tantùm in damna hujusmodi, sed etiam in criminis suspicionem incidatis. l. 2. C. de furt. et serv. corrup. C. civ. 1599, 2279, 2280.

32. Civile est quod à te adversarius tuus exigit, ut rei quam apud te fuisse fateris, exhibeas venditorem. Nam à transeunte et ignoto te emisse, dicere non convenit, volenti evitare alienam bono viro suspicionem. l. 5. C. de furt. et serv. corrup. C. civ. 2279, 2280.

TITULUS III. — *De tigno juncto.*

1. Lex duodecim tabularum *neque solvere permittit tignum furtivum ædibus, vel vineis junctum, neque vindicare.* Quod providenter lex effecit, ne vel ædificia sub hoc prætextu diruantur, vel vinearum cultura turbetur. Sed in eum qui convictus est junxisse, in duplum dat actionem. Tigni autem appellatione continetur omnis materia ex quâ edificium constet, vineæque necessaria. Undè quidam aiunt tegulam quoque, et lapidem, et testam, cæteraque, si qua ædificiis sunt utilia? Tigna enim à tegendo dicta sunt. Hoc ampliùs et calcem, et arenam tignorum appellatione contineri. Sed et in vineis tigni appellatione omnia vineis necessaria continentur, ut putà perticæ, pedamenta, l. 1. d. l. §. 1. C. civ. 554, 555.

TITULUS IV. — *Si is qui testamento liber esse jussus erit, post mortem domini ante aditam hæreditatem subripuisse aut corrupisse quid dicetur.*

1. Si quidem civilis deficit actio, *quod* naturâ æquum est, *sequimur.* l. 1. §. 1.

2. In pluribus causis justa ignorantia excusationem meretur. l. 2. in f.

TITULUS V. — *Furti adversùs nautas, caupones, stabularios.*

1. In eos qui naves, cauponas, stabula exercebunt, si quid à quoquo eorum, quosve ibi habebunt, furtum factum esse dicetur, judicium datur : sive furtum ope, consilio exercitoris factum sit, sive eorum cujus qui in eâ navi navigandi causâ esset. Navigandi

autem causâ accipere debemus eos qui adhibentur ut navis naviget, hoc est, nautas. l. un. d. l. §. 1. C. civ. 1384, 1952, 1953.

2. Caupo præstat factum eorum qui in eâ cauponâ ejus cauponæ exercendæ causâ ibi sunt : item eorum, qui habitandi causâ ibi sunt. Viatorum autem factum non præstat. Namque viatorem sibi eligere caupo vel stabularius non videtur. Nec repellere potest iter agentes : inhabitatores verò perpetuos ipse quodammodò elegit qui non rejecit, quorum factum oportet eum præstare. l. un, §. ult. C. civ. 1952, s.

3. In navi vectorum factum non præstatur. l. un. §. ult. in. f. C. civ. 216, 217.

Titulus vi. — *Si familia furtum fecisse dicetur.*

1. Is accipitur scire, qui scit et potuit prohibere. l. 1. §. 1. C. civ. 1384.

Titulus vii. — *Arborum furtim cæsarum.*

1. Sciendum est eos qui arbores, et maximè vites ceciderint, etiam tanquam latrones puniri. l. 2. p. 445, s.

2. Si plures eamdem arborem furtim ceciderint, cum singulis in solidum agetur. l. 6. p. 59, 60.

3. Si arbor in vicini fundum radices porrexit, recidere eas vicino non licebit : agere autem licebit, non esse ejus, sicuti tignum aut protectum, immissum habere. l. 6. §. 2. C. civ. 672.

4. Si radicibus vicini arbor aletur, tamen ejus est, in cujus fundo origo ejus fuerit. l. 6. in f. C. civ. 672.

Titulus viii. — *Vi bonorum raptorum et de turbâ.*

1. Prætor ait, *si cui dolo malo hominibus coactis damni quid factum esse dicetur, sive cujus bona rapta esse dicentur, in eum qui id fecisse dicatur, judicium dabo.* l. 2. p. 265, s.

2. Res obligatas sibi creditorem vi rapientem, non rem licitam facere, sed crimen committere convenit. l. 3. C. eod. V. inf. ad leg. Jul. de vi priv. l. 7. C. civ. 2078.

Titulus ix. — *De incendio, ruinâ, naufragio, rate, nave expugnatâ.*

1. In eum (judicium datur) qui ex incendio, ruinâ, naufragio, rate, nave expugnatâ quid rapuisse, recepisse dolo malo, damnive quid in rebus dedisse dicetur. l. 1.

Hujus edicti utilitas evidens, et justissima severitas est : si quidem publicè interest nihil rapi ex hujusmodi casibus. d. l. §. 1. V. tome 3, page 156.

2. Non tantùm autem qui rapuit, verùm is quoque qui recipit ex causis suprà scriptis tenetur : quia receptores non minùs delinquunt, quàm adgressores. l. 3. §. 3. p. 59, s.

3. Quod ait prætor de damno dato, ita demùm locum habet si dolo malo damnum datum sit : nam si dolus malus absit, cessat edictum. Quemadmodùm ergò procedit quod Labeo scribit, si defendendi mei causâ vicini ædificium orto incendio dissipaverim : et meo nomine, et familiæ, judicium in me dandum ? Cùm enim

defendendarum mearum ædium causâ fecerim, utiquè dolo careo. Puto igitur non esse verum quod Labeo scribit. An tamen lege Aquiliâ agi cum hoc possit? Et non puto agendum. Nec enim injuriâ hoc fecit, qui se tueri voluit, cùm aliàs non posset. Et ita Celsus scribit. l. 3. §. 7. p. 64.

4. Plurimùm interest, peritura collegerint (qui diripuisse aliqua ex naufragio probantur) an quæ servari possint, flagitiosè invaserint. l. 4. §. 1. *Et omninò, ut in cæteris, ita hujusmodi causis, ex personarum conditione, et rerum qualitate, et diligenter sunt æstimandæ, ne quid aut duriùs aut remissiùs constituatur, quàm causa postulabit.* d. §. in fin.

5. Ratis vi fluminis in agrum meum delatæ, non aliter potestatem tibi faciendam, quàm si præterito quoque damno mihi cavisses. l. 8.

Titulus x. — *De injuriis, et famosis libellis*

1. Injuria ex eo dicta est, quod non jure fiat. Omne enim quod jure non fit, injuriâ fieri dicitur. Hoc generaliter. Specialiter autem injuria dicitur contumelia, interdùm injuriæ appellatione damnum culpâ datum significatur, ut in lege Aquiliâ dicere solemus: interdùm iniquitatem, injuriam dicemus. Nam cùm quis iniquè, vel injustè sententiam dixit, injuriam ex eo dictam, quod jure et justitiâ caret, quasi non injuriam: contumeliam autem à contemnendo. l. 1.

2. Injuriam autem fieri Labeo ait, aut re, aut verbis: re, quoties manus inferuntur: verbis autem, quoties non manus inferuntur, convicium fit. l. 1. §. 1.

3. Omnemque injuriam aut in corpus inferri, aut ad dignitatem, aut ad infamiam pertinere: in corpus fit, cùm quis pulsatur: ad dignitatem, cùm comes matronæ abducitur: ad infamiam, cùm pudicitia attentatur. l. 1. §. 2.

4. Item aut per semetipsum alicui fit injuria, aut per alias personas. Per semet, cùm directò ipsi cui patrifamilias, vel matrifamilias fit injuria: per alias, cùm per consequentias fit: cùm fit liberis meis, vel servis meis, vel uxori, nuruive. Spectat enim ad nos injuria quæ in his fit, qui vel potestati nostræ, vel affectui subjecti sunt. l. 1. §. 3.

5. Hæredis interest defuncti existimationem purgare. l. 1. §. 6.

6. Quod si viro injuria facta sit, uxor non agit: quia defendi uxores à viris, non viros ab uxore æquum est. l. 2.

7. Sanè sunt quidam qui facere non possunt (*injuriam*); ut putà furiosus, et impubes qui doli capax non est. Namque hi pati injuriam solent, non facere. Cùm enim injuria ex affectu facientis consistat, consequens erit dicere hos, sive pulsent, sive convicium dicant, injuriam fecisse non videri. l. 3. §. 1. p. 64, s.

8. Pati quis injuriam, etiamsi non sentiat, potest: facere nemo, nisi qui scit se injuriam facere. l. 3. §. 2.

9. Atrocem injuriam quasi contumeliosiorem, et majorem accipimus, atrocem autem injuriam aut personâ, aut tempore, aut re ipsâ fieri Labeo ait. Personâ atrocior injuria fit, ut cùm magistratui, cùm parenti, patrono fiat. Tempore, si ludis, et in conspectu; nam prætoris in conspectu, an in solitudine injuria facta sit, multùm interesse ait : quia atrocior est quæ in conspectu fiat. l. 7. §. 7. et 8.

10. Injuriarum actio et bono et æquo est : Et dissimulatione aboletur. Si quis enim injuriam de relinquerit, hoc est statìm passus ad animum suum non revocaverit, posteà ex pœnitentiâ remissam injuriam non poterit recolere. l. 11. §. 1.

Qui accipit satisdationem, injuriam suam remisit. Nam et si nudâ voluntate injuriam remisit, indubitatè dicendum est extingui injuriarum actionem, non minùs, quàm si tempore abolita fuerit injuria. l. 17. §. 6.

Injuriarum actio anno præscribitur. l. 5. C. de inj.

11. Si mandatu meo facta sit alicui injuria, plerique aiunt, tam me qui mandavi, quàm eum qui suscepit, injuriarum teneri. l. 11. §. 3.

12. Injuriarum actio neque hæredi, neque in hæredem datur. l. 13. Lite contestatâ hæc actio ad successores pertinet. d. l.

13. Is qui jure publico utitur, non videtur injuriæ faciendæ causâ hoc facere. Juris enim executio non habet injuriam. l. 13. § 1.

14. Si quis de honoribus decernendis alicujus passus non sit decerni, ut putà imaginem alicui, vel quid aliud tale , an injuriarum teneatur; et ait Labeo, non teneri : quamvis hoc contumeliæ causâ faciet. Etenim multùm interest, (inquit) contumeliæ causâ quid fiat, an verò fieri quid in honorem alicujus quis non patiatur. l. 13. §. 4.

15. Quæ jure potestatis à magistratu fiunt, ad injuriarum actionem non pertinent. l. 13. §. 6.

16. Quod ait prætor : *si quis adversùs ea fecerit : prout quæque res erit, animadvertam :* sic intelligendum est, ut plenior esset prætoris animadversio, id est, et quodcunque eum moverit, vel in personâ ejus qui agit injuriarum actione, vel ejus adversùs quem agitur, vel etiam in re ipsâ, in qualitate injuriæ audiat eum qui agit. l. 15. §. 28.

17. Injuriarum æstimatio non ad id tempus quo judicatur, sed ad id quo facta est, referri debet. l. 21.

18. Si quis injuriam atrocem fecerit, qui contemnere injuriarum judicium possit ob infamiam suam et egestatem, prætor acriter exsequi hanc rem debet, et eos qui injuriam fecerunt coercere. l. 35.

19. Constitutionibus principalibus cavetur, ea quæ infamandi alterius causâ in monumenta publica posita sunt, tolli de medio. l. 37.

20. Aliud convicii consilio aliquid injuriosum dicere, aliud in rixâ inconsulto calore prolapsum convicium objicere. l. 5. C. de injur. p. 367, 471. §. 11.

21. Injuriarum causâ non publici judicii, sed privati continet querelam. l. 7. C. eod.

22. Si quis famosum libellum sive domi, sive in publico, vel quocunque loco ignarus repererit, aut corrumpat priusquàm alter inveniat, aut nulli confiteatur inventum. Si verò non statim easdem chartulas vel corruperit, vel igni consumpserit, sed vim earum manifestaverit, sciat se quasi auctorem hujusmodi delicti capitali sententiæ subjugandum. l. un. C. de famos. libell. V. l. 5. §. 9. l. 15. §. 29. ff. de injur.

Titulus xi. — *De extraordinariis criminibus.*

1. Sollicitatores alienarum nuptiarum, itemque matrimoniorum interpellatores, et si effectu sceleris potiri non possunt, propter voluntatem perniciosæ libidinis extra ordinem puniuntur. l. 1. p. 2, 3, 230.

2. Sub prætextu religionis, vel sub specie solvendi voti, cœtus illicitos nec à veteranis tentare oportet. l. 2. p. 291, s.

3. Stellionatûs vel expilatæ hæreditatis judicia accusationem quidem habent, sed non sunt publica. l. 3. C. civ. 2059.

4. Debet custodire (proconsul) ne Dardanarii ullius mercis sint, ne aut ab his qui coemptas merces supprimunt, aut à locupletioribus qui fructus suos æquis præmiis vendere nollent, dùm minùs uberes proventus exspectant (ne) annona oneretur. l. 6. p. 419, 420.

5. Onerant annonam etiam stateræ adulterinæ, de quibus D. Trajanus edictum proposuit, quo edicto pœnam legis Corneliæ in eos statuit. l. 6. §. 1. p. 423, 424.

6. Sunt quædam quæ more provinciarum coercitionem solent admittere. Ut putà in provinciâ Arabiâ σκοπελισμὸν, *id est, lapidum positionem,* crimen appellant. l. 9.

Titulus xiii. — *De concussione.*

1. Si simulato præsidis jussu concussio intervenit, ablatum ejusmodi terrore restitui præses provinciæ jubet, et delictum coercet. l. 1. p. 174.

2. Si ideò pecuniam quis accepit, quod crimen minatus sit, potest judicium publicum esse ex senatusconsultis, quibus pœnâ legis Corneliæ teneri jubentur qui in accusationem innocentium coierint, quive ob accusandum vel non accusandum, denuntiandum vel non denuntiandum testimonium, pecuniam acciperint. l. 2.

Titulus xiv. — *De abigeis.*

1. Abigei cùm durissimè puniuntur ad gladium damnari solent. Puniuntur autem durissimè non ubiquè, sed ubi frequentius est id genus maleficii. l. 1.

2. Abigei autem propriè hi habentur qui pecora ex pascuis,

vel ex armentis subtrahunt, et quodammodò deprædantur, et abigendi studium quasi artem exercent, equos de gregibus, vel boves de armentis abducentes. Cæterùm si quis bovem aberrantem, vel equos in solitudine relictos abduxerit, non est abigeus : sed fur potiùs. l. 1. §. 1. p. 379, s.

3. Qui porcam, vel capram, vel vervecem abduxit, non tam graviter, quàm qui majora animalia abigunt, plecti debet. l. 1. §. 2.

4. Quia plerumquè abigei et ferro utuntur, si deprehendantur, ideò et graviter puniri eorum admissum solet. l. 2. V. inf. de furib. bal. n. 2.

5. Oves pro numero abactorum aut furem aut abigeum faciunt. Quidam decem oves gregem esse putaverunt, porcos etiam quinque, vel quatuor abactos : equum, bovem vel unum abigeatus crimen facere. l. 3.

6. Eum quoque pleniùs coercendum, qui à stabulo abegit domitum pecus, non à sylvâ, nec grege. l. 3. §. 1.

Titulus xv. — *De prævaricatione.*

1. Prævaricator est quasi varicator, qui diversam partem adjuvat proditâ causâ suâ. Quod nomen Labeo à variâ certatione tractum ait. Nam qui prævaricatur ex utrâque parte constitit, quinimò ex alterâ. l. 1.

2. In omnibus causis, præterquàm in sanguine, qui delatorem corrupit, ex senatusconsulto pro victo habetur. l. ult.

Titulus xvi. — *De receptatoribus.*

1. Pessimum genus est receptatorum, sine quibus nemo latere diù potest. Et præcipitur, ut perindè puniantur, atque latrones. In pari causâ habendi sunt : quia cùm apprehendere latrones possent, pecuniâ acceptâ, vel subreptorum parte, dimiserunt. l. 1.

Eos qui secum alieni criminis reos occultando, eum eamve sociarunt, par ipsos et reos pœna exspectet : et latrones quisquis sciens susceperit, et eos offerre judicibus supersederit, supplicio corporali, aut dispendio facultatum, pro qualitate personæ, et judicis æstimatione plectetur. l. 1. C. de his qui latr. vel al. crim. 1. occ. p. 61, 62, 73.

2. Latrones auxilio militari indè eximendi, quo aufugerunt, et latitant : iique puniendi, qui apud se latitantem non exhibent. l. 2. C. eod.

Titulus xvii. — *De furibus balneariis.*

1. Fures nocturni extra ordinem audiendi sunt, et causâ cognitâ puniendi. l. 1. p. 385, §. 1.

2. Si telo se fures defendunt, vel effractores, vel cæteri his similes, necquemquam percusserunt, metalli pœnâ : vel honestiores relegationis, afficiendi erunt. l. 1. p. 385, §. 3.

Titulus xviii. — *De effractoribus, et expilatoribus.*

1. De his qui carcere effracto evaserunt sumendum supplicium.

l. 1. Quod si per negligentiam custodum evaserunt, leviùs puniendi. d. l. v. l. 13. ff. de custod. et exhib. reor. p. 237, s.

2. Inter effractores variè animadvertitur. Atrociores enim sunt nocturni effractores. l. 2.

Titulus xix. — *Stellionatus.*

1. Maximè in his locum habet (*stellionatus*), si quis fortè rem alii obligatam, dissimulatâ obligatione, per calliditatem, alii distraxerit, vel permutaverit, vel in solutum dederit : nam hæ omnes species stellionatum continent. l. 3. §. 1.

Improbum quidem et criminosum fateris, easdem res pluribus pignorasse, dissimulando in posteriore obligatione, quod eadem aliis pignori tenerentur. Verùm securitati tuæ consules, si oblato omnibus debito, criminis instituendi causam peremeris. l. 2. C. de crim. stellion.

Rem donatam, obligare, stellionatus est. l. 2. C. eod. C. civ. 2059.

Titulus xx. — *De termino moto.*

1. Divus Hadrianus in hæc verba rescripsit : Quin pessimum factum sit eorum qui terminos finium causâ positos propulerunt, dubitari non potest. De pœnâ tamen modus ex conditione personæ, et mente facientis magis statui potest. l. 2. V. l. 1. C. de accus. et inscr. p. 456.

2. Hi quoque qui finalium quæstionum obscurandarum causâ faciem locorum convertunt, ut ex arbore arbustum, aut ex sylvâ novale, aut aliquid ejusmodi faciunt, pœnâ plectendi sunt, pro personâ et conditione, et factorum violentiâ. l. 3. §. ult. p. 456.

Titulus xxi. — *De collegiis et corporibus.*

1. Mandatis principalibus præcipitur præsidibus provinciarum, ne patiantur esse collegia sodalitia. l. 1.

In summâ nisi ex senatusconsulti auctoritate, vel Cæsaris, collegium vel quodcunque tale corpus coierit contra senatusconsultum, et mandata, et constitutiones collegium celebrant. l. 3. §. 1. p. 291, s.

LIBER QUADRAGESIMUS OCTAVUS.

Titulus i. — *De publicis judiciis.*

1. Publicorum judiciorum quædam capitalia, quædam non capitalia. Capitalia sunt ex quibus pœna, mors aut exilium est, hoc est aquæ et ignis interdictio : per has enim pœnas eximitur caput de civitate. Nam cætera, non exilia, sed relegationes propriè dicuntur : tunc enim civitas retinetur. Non capitalia sunt, ex quibus pecuniaria, aut in corpus aliqua coercitio pœna est. l. 2. p. 6, s.

2. Publica accusatio reo vel reâ antè defunctis perimitur. l. 3. V. exceptionem tit. seq. l. 20. I. 2.

3. Si quis reus factus est, purgare se debet : nec antè potest

accusare, quàm fuerit excusatus. Constitutionibus enim observatur, *ut non relatione criminum, sed innocentiâ reus purgetur. l.* 7,

4. Infamem non ex omni crimine sententia facit, sed ex eo quod judicii publici causam habuit, itaque ex eo crimine, quod judicii publici non fuit, damnatum infamia non sequetur : nisi id crimen ex eâ actione fuit, quæ etiam in privato judicio infamiam condemnato importat : velut furti, vi bonorum raptorum. l. 7. p. 6, s.

5. Feriatis diebus custodias audire posse rescriptum est, ita ut innoxios dimittat, et nocentes qui duriorem animadversionem indigent, differat. l. 7.

Titulus ii. — *De accusationibus, et inscriptionibus.*

1. Si cui crimen objiciatur, præcedere debet in crimen subscriptio. Quæ res ad id inventa est, ne facilè quis prosiliat ad accusationem, cùm sciat inultam sibi accusationem non futuram. l. 7. I. 358, s.

2. (Accusare non licet) eum qui reipublicæ causâ abfuerit, dùm ne retractandæ legis causâ abest. l. 12. V. l. 15. §. 1. ff. ad leg. jul. de adult.

3. Et judiciorum publicorum admissis non aliàs transeunt adversùs hæredes pœnæ bonorum ademptionis, quàm si lis contestata, et condemnatio fuerit secuta : excepto repetundarum, et majestatis judicio, quæ etiam mortuis reis, cum quibus nihil actum est, adhùc exerceri placuit, ut bona eorum fisco vindicentur. Adeò ut D. Severus et Antoninus rescripserint, *ex quo quis aliquod ex his causis crimen contraxit, nihil ex bonis suis alienare, aut manumittere eum posse.* Ex cæteris verò delictis pœna incipere ab hærede ita demùm potest, si vivo reo accusatio mota est, licèt non fuit condemnatio secuta. l. 20. V. s. tit. prox. l. 3. V. inf. de leg. Jul. repet. l. 2. I. 2.

4. Alterius provinciæ reus apud eos accusatur et damnatur apud quos crimen contractum ostenditur. l. ult. V. tit. seq. l. 11. I. 63.

5. Non ideò minùs crimine, sive atrocium injuriarum judicio tenetur is qui in justam accusationem incidit, quia dicit alium se hujusmodi facti mandatorem habuisse. Namque hoc casu, præter principalem reum mandatorem quoque ex suâ personâ conveniri posse, ignotum non est. l. 5. C. eod. p. 60.

6. Quoties de re familiari et civilis et criminalis competit actio, utraque licet experiri : sive priùs criminalis, sive civilis actio moveatur. Nec sive civiliter fuerit actum, criminalem posse consumi : et similiter è contrario. Sic deniquè et per vim de possessione dejectus, si de eâ recuperandâ interdicto undè vi fuerit usus, non prohibetur tamen etiam lege Juliâ de vi publico judicio instituere accusationem. l. un. c. quandò civ. act. crim. præjud. I. 3, 4.

Titulus iii. — *De custodiâ et exhibitione reorum.*

1. De custodiâ reorum proconsul æstimare solet, utrùm in carcerem recipienda sit persona. l. 1. Hoc autem vel pro criminis quod objicitur qualitate, vel propter honorem, aut propter amplissimas facultates, vel pro innocentiâ personæ, vel pro dignitate ejus qui accusatur. d. l. 1.

2. Si quis reum criminis pro quo satisdedit, non exhibuerit, pœnâ pecuniariâ plectitur. l. 4. I. 113, s.

3. Irenarchæ cùm apprehenderint latrones interrogent eos de sociis, et receptatoribus. l. 6.

4. Solent præsides provinciarum, in quibus delictum est, scribere ad collegas suos ubi factores facinorosi agere dicuntur, et desiderare ut cum prosecutoribus ad se remittantur. l. 7.

5. Carceri præpositus si pretio corruptus, sine vinculis agere custodiam, vel ferrum, venenumve in carcerem inferri passus est, officio judicis puniendus est. l. 8. p. 237, s.

6. Non est dubium, quin cujuscunque est provinciæ homo qui ex custodiâ producitur, cognoscere debeat is qui ei provinciæ præest, in quâ (provinciâ) agitur. Illud à quibusdam observari solet, ut cùm cognovit, et constituit, remittat illum cum elogio ad eum qui provinciæ præest, undè is homo est. Quod ex causâ faciendum est. l. 11. d. l. §. 1.

7. Rei non diutiùs in custodiâ detinendi sunt, sed quantò citiùs aut puniendi, aut absolvendi. Nec vinculis, aut intimâ sede cruciandi : sed pro modo criminis custodiendi. Nec ferenda custodum avaritia qui crudelitatem accusatoribus vendant. l. 1. C. de cust. reor.

De his quos tenet carcer inclusos, id apertâ definitione sancimus, ut aut convictos velox pœna subducat, aut liberandos custodia diuturna non maceret. l. 5. C. eod. I. 127, s.

8. Quoniam unum carceris conclave permixtos secum criminosos includit : hâc lege sancimus, ut etiam si pœnæ qualitas permixtione jungenda est : sexu tamen dispares diversa claustrorum habere tutamina jubeantur. l. 3. C. eod.

9. Ad commentariensem receptarum personarum custodia observatioque pertineat. l. 4. C. eod.

10. Neminem oportet injici custodiæ absque jussione magistratuum. l. ult. C. eod. Charte, 4, p. 341, s.

11. Jubemus nemini penitùs licere in quibuslibet provinciis, vel in agris suis, aut ubicunquè domi privati carceris exercere custodiam. l. 1. C. de priv. carc. inhib. p. 341, s.

Titulus iv. — *Ad legem Juliam majestatis.*

1. Majestatis crimen illud est, quod adversùs populum romanum, vel adversùs securitatem ejus committitur. l. 1. §. 1.

2. Etiam ex aliis causis majestatis crimina cessant meo seculo, nedùm etiam admittam te paratum accusare judicem propterea

crimine majestatis, quòd contra constitutionem meam (eum) dicis pronuntiasse. l. 1. C. eod.

3. Eâdem severitate voluntatem sceleris, quâ effectum (in reis majestatis) puniri jura voluerunt. l. 5. C. eod. V. inf. de pœn. l. 18.

Propter cogitationem dignus est pœnâ. l. 6. C. eod.

4. Filii verò (reorum majestatis) quibus vitam imperatoriâ specialiter lenitate concedimus, (paterno enim deberent perire supplicio, in quibus paterni, hoc est hæreditarii criminis exempla metuuntur) à maternâ, vel avitâ, omnium etiam proximorum hæreditate ac successione habeantur alieni : testamentis extraneorum nihil capiant, sint perpetuò egentes, et pauperes, infamia eos paterna semper comitetur, ad nullos prorsùs honores, ad nulla sacramenta perveniant : sint postremò tales, ut his perpetuâ egestate sordentibus, sit et mors solatium, et vita supplicium. l. 5. C. eod. V. inf. de pœn. n. 42. p. 66.

5. Hoc tamen crimen à judicibus non in occasionem ob principalis majestatis venerationem habendum est, sed in veritate. Nam et personam spectandam esse, an potuerit facere, et an antè quid fecerit, et an cogitaverit, et an sanæ mentis fuerit. *Nec lubricum linguæ ad pœnam facilè trahendum est.* Quanquam enim temerarii digni pœnâ sint, tamen ut insanis illis parcendum est, si non tale sit delictum, quod vel ex scripturâ legis descendit, vel ad exemplum legis vindicandum est. l. 7. §. 3.

6. Is qui in reatu decedit, integri statûs decedit : extinguitur enim crimen mortalitate : nisi fortè quis majestatis reus fuit. Nam hoc crimine, nisi à successoribus purgetur, hæreditas fisco vindicatur. l. ult.

Majestatis rei etiam post mortem tenentur, et confiscatur eorum substantia. Et post mortem hoc crimen moveri incipit : et memoria defuncti damnatur : et res ejus hæredibus auferuntur. Nam ex eo tempore quo hanc cogitationem subiit, propter cogitationem dignus est pœnâ. l. 6. C. eod. l. penult. et ult. eod.

Post mortem nocentium hoc crimen inchoari potest. d. l. ult. C. eod. Charte, 66 ; I. 2.

Titulus v. — *Ad legem Juliam de adulteriis coercendis.*

1. Lenocinii crimen lege Juliâ de adulteriis præscriptum est, cùm sit in eum maritum pœna statuta qui de adulterio uxoris suæ quid ceperit. l. 2. §. 2.

2. Propriè adulterium in nuptâ committitur, propter partum ex altero conceptum composito nomine. Stuprum verò in virginem, viduamve committitur. Quod Græci φθορὰν, id est, *corruptionem* appellant. l. 6. §. 1.

3. Ignorare non debuisti, durante eo matrimonio in quo adulterium dicitur esse commissum, non posse mulierem ream adulterii fieri, sed nec adulterum interìm accusari posse. l. 11. §. 10. in f.

Constante matrimonio ab eo qui extrà maritum ad accusatio-

nem admittitur, accusari mulier adulterii non potest. Probatam enim à marito uxorem, et quiescens matrimonium non debet alius turbare, atque inquietare, nisi priùs lenocinii maritum accusaverit. l. 26. p. 336.

4. Mulier cùm absentem virum audisset vitâ defunctum esse, alii se junxit : mox maritus reversus est. Quæro, quid adversùs eam mulierem statuendum sit. l. 11. §. 12. Non licet mulieri, quantocunque tempore vir abfuerit, alteri nubere : nisi certissimò mortuum esse virum legitimis probationibus constiterit. Nov. 117. c. 11. p. 340.

5. Divi Severus Antoninus recripserunt, etiam in sponsâ hoc idem vindicandum. Quia neque matrimonium qualecunque, nec spem matrimonii violare permittitur. l. 13. §. 3.

6. Is cujus ope, consilio, dolo malo factum est, ut vir fœminave in adulterio deprehensa, pecuniâ aliâve quâ pactione se redimerent, eadem pœnâ damnatur. l. 14.

7. Marito mulierem adulteram non est permissum occidere. l. 22. §. ult. Mariti calor et impetus facilè decernentis, fuit refrænandus. d. §. V. l. 38. §. 8. eod. l. 1. §. 5. ff. ad leg. Corn. de sic. p. 324.

8. Sacrilegos nuptiarum gladio puniri oportet. l. 30. in f. C. ad leg. Jul. de adult. p. 324.

9. Adultera in monasterium detrudenda. Nov. 134. c. 10. p. 237.

10. Propter dotis quæstionem, utrùm in lucro marito cedat, an hæredibus mulieris (adulteræ) restituatur, facultatem maritus habeat probationes adulterii præstare. l. 36. C. ad leg. Jul. de adult.

Titulus vi. — *Ad legem Juliam de vi publicâ.*

1. Lege Juliâ de vi publicâ tenentur, qui turbæ seditionisve faciendæ consilium inierint, aut homines in armis habuerint. l. 3. V. l. 10. eod. p. 265, s.

2. In eadem causâ sunt, qui pessimo exemplo convocatu, seditione villas expugnaverint, et cum telis et armis bona rapuerint. l. 3. §. 2.

Hi qui ædes alienas aut villas expilaverint, effregerint, expugnaverint, siquidem in turbâ cum telo fecerint, capite puniuntur. l. 11.

3. Eadem lege tenetur, qui cum hominibus armatis possessorem domo agrove suo, aut navi suâ dejecerit, expugnaverit (concursu). l. 3. §. ult.

Qui cœtu, concursu, turbâ, seditione, incendium fecerit, quique hominem dolo malo incluserit, obsederit. l. 5. p. 91, s. 265, s. 434, s.

Quive per vim sibi aliquem obligaverit : nam eam obligationem lex rescindit. d. l. 5. p. 400.

4. Si de vi, et possessione, vel dominio quæratur, ante cognoscendum de vi, quàm de proprietate rei. l. 5. §. 1.

Priùs de vi quæratur, quàm de jure dominii, sive possessionis: d. §. inf.

Ante omnia violentiæ causam examinari præcipimus: et in eâ requiri, quis ad quem pervenerit possidentem: ut ei quem constiterit expulsum, amissæ possessionis jura reparentur. l. 7. C. eod. I. 3.

5. Qui vacantem mulierem rapuit, vel nuptam, ultimo supplicio punitur. l. 5. §. 2.

Raptores virginum, sive jam desponsatæ fuerint, sive non, vel quarumlibet viduarum fœminarum, pessima criminum peccantes, capitis supplicio plectendos decernimus. l. un. C. de rapt. virg. p. 354, s.

Eadem pœnâ tenentur qui eos comitati fuerint: item conscii, et ministri hujus criminis. d. l. 5. §. 2. p. 59, s.

6. Armatos non utiquè eos intelligere debemus qui tela habuerunt, sed etiam quid aliud, quod nocere potest. l. 9.

Titulus VII. — *Ad legem Juliam de vi privatâ.*

1. Ex constitutionibus principum extra ordinem qui de naufragiis aliquid diripuerint, puniuntur. Nam et Divus Pius rescripsit, nullam vim nautis fieri debere, et si quis fecerit ut severissimè puniatur. l. 1. §. 2.

2. Sed si nulli convocati, nullique pulsati sint, per injuriam tamen ex bonis alienis quid ablatum sit, hâc lege teneri eum, quid id fecerit. l. 3. §. 2.

3. Creditores si adversùs debitores suos agant, per judicem in quod sibi deberi putant, reposcere debent. Alioquin, si in rem debitoris sui intraverint, id nullo concedente, Divus Marcus decrevit jus crediti eos non habere. Verba decreti hæc sunt: *Optimum est, ut si quas putes te habere petitiones, actionibus experiaris. Interim ille in possessione debet morari, tu petitor es.* Et cùm Marcianus diceret, *vim nullam feci.* Cæsar dixit, *tu vim putas esse solùm, si homines vulnerentur? Vis est et tunc, quoties quis id quod deberi sibi putat, non per judicem reposcit: non puto autem nec verecundiæ, nec dignitati tuæ convenire, quicquam non jure facere. Quisquis igitur probatus mihi fuerit rem nullam debitoris non ab ipso sibi traditam, sine ullo judice temerè possidere, eumque sibi jus in eam rem dixisse, jus crediti non habebit.* l. 7. l. 5. C. eod. Charte, 57.

4. Quoniam multa facinora sub uno violentiæ nomine continentur, cùm aliis vim inferre certantibus, aliis cum indignatione resistentibus, verbera cædesque crebrò deteguntur admissæ; placuit si fortè quis vel ex possidentis parte, vel ex ejus qui possessionem temerè tentaverit, interemptus sit, in eum supplicium exerceri, qui vim facere tentaverit, et alterutri parti causam malorum præbuerit: et non jam aut relegatione, aut deportatione

insulæ plectatur, sed supplicium capitale excipiat. l. 6. C. eod. p. 321, s.

5. Crimen non dissimile est rapere, et ei qui rapuit raptam rem, scientem delictum, servare. l. 9. C. eod. p. 379, 380.

TITULUS VIII. — *Ad legem Corneliam de sicariis, et veneficiis.*

1. Lege Corneliâ de sicariis et veneficiis tenetur qui hominem occiderit. l. 1. Præterea tenetur, qui hominis necandi causâ venenum confecerit, dederit: quive falsum testimonium dolo malo dixerit, quo quis publico judicio rei capitalis damnaretur: quive magistratus judexve quæstionis sub capitalem causam, pecuniam acceperit, ut publicâ lege reus fieret. d. l. §. 1. p. 177, s. 295, s. 361, s.

2. Qui hominem occiderit punitur, non habitâ differentiâ, cujus conditionis hominem interemit. l. 1. §. 2.

3. Divus Hadrianus rescripsit eum qui hominem occidit, si non occidendi animo hoc admisit, absolvi posse. l. 1. §. 3. p. 64, 319, s.

4. Si gladium strixerit, et in eo percusserit, indubitatè occidendi animo id eum admisisse. Sed si clavi percussit, aut cucumâ in rixâ, quamvis ferro percusserit, tamen non occidendi animo, leniendam pœnam ejus, qui in rixâ causâ magis, quàm voluntate homicidium admisit. d. §. 3. p. 321.

5. Qui venenum necandi hominis causâ fecerit, vel vendiderit vel habuerit, plectitur. l. 3. p. 301.

6. Pigmentarii si cui temerè venena dederint, pœnâ teneantur hujus legis. l. 3. §. 3.

7. Solent hodiè (sicarii et venefici) capite puniri. l. 3. §. 5. p. 295, s.

8. Si quis domo insulam meam exusserit, capitis pœnâ plectetur, quasi incendiarius. l. 10. p. 434.

9. Infans vel furiosus si hominem occiderint, lege Corneliâ non tenentur: cùm alterum innocentia consilii tuetur, alterum fati infelicitas excusat. l. 12. p. 64. s.

10. In maleficiis voluntas spectatur, non exitus. l. 14. V. n. 14. p. 295.

11. Nihil interest, occidat quis, an causam mortis præbeat. l. 15. p. 295, s.

12. Ο ἐντειλάμενος τίνι φονεῦσαι, ὡς φονεὺς κρίνεται. Id est, mandator cædis, pro homicidâ habetur. l. 15. §. 1. p. 59, s.

13. Si in rixâ percussus homo perierit, ictus uniuscujusque in hoc collectorum contemplari oportet. l. ult.

14. Crimen contrahitur, si et voluntas nocendi intercedat. Cæterùm ea quæ ex improviso casu potiùs quàm fraude accidunt, fato plerumquè, non noxæ imputantur. l. 1. in f. c. eod. l. 5. eod. p. 64.

15. Plus est hominem extinguere veneno, quàm occidere gladio. l. 1. C. de malef. et math. p. 295, s.

16. Eorum est scientia punienda, et severissimis meritò legibus

vindicanda, qui magicis accincti artibus, aut contrà salutem hominum moliri, aut pudicos animos ad libidinem deflexisse, detegentur. l. 4. C. de malef. et math. V. n. seq.

17. Nemo aruspicem consulat, aut mathematicum, nemo ariolum. Augurum et vatum prava confessio conticescat.. Chaldæi ac magi, et cæteri quos maleficos, ob facinorum magnitudinem vulgus appellat, nec ad hanc partem aliquid moliantur. Sileat omnibus perpetuò divinandi curiositas. Etenim supplicio capitis ferietur, gladio ultore prostratus, quicunque jussis (nostris) obsequium denegaverit. l. 5. C. eod. p. 479, §. 7, 480.

18. Culpa similis est tam prohibita discere, quàm docere. l. 8. C. eod.

TITULUS IX. — *De lege Pompeiâ de parricidiis.*

1. Si quis parentis, aut filii, aut omninò affectionis ejus quæ nuncupatione parricidii continetur, fata properaverit, sive clàm, sive palàm id enisus fuerit, pœnâ parricidii puniatur. l. 1. C. de his qui par. vel. lib. occid. V. l. 1. ff. h. t. l. 9. eod. p. 13, 299, 302.

2. Utrùm qui occiderunt parentes, an etiam conscii pœnâ parricidii afficiantur, quæri potest. Et ait Mæcianus, etiam conscios eadem pœnâ afficiendos, non solùm parricidas. Proindè conscii etiam extranei eadem pœnâ adficiendi sunt. l. 6. p. 59.

TITULUS X. — *De lege Corneliâ de falsis, et de senatusconsulto Liboniano.*

1. Pœna legis Corneliæ irrogatur ei, qui falsas testationes faciendas, testimoniave falsa inspicienda dolo malo conjecerit. l. 1. p. 145, s.

2. Qui testamentum amoverit, celaverit, eripuerit, deleverit, interleverit, subjecerit, resignaverit. Quive testamentum falsum scripserit, signaverit, recitaverit dolo malo, cujusve dolo id factum erit, legis Corneliæ pœnâ damnatur. l. 2. l. 9. §. 3. p. 145, s.

3. Qui ignorans falsum esse testamentum, vel hæreditatem adiit, vel legatum accepit, vel quoquo modo agnovit, falsum testamentum dicere non prohibetur. l. 3. C. eod.

4. Quicunque nummos aureos partim raserit, partim tinxerit, vel finxerit summo supplicio affici debent. l. 8.

Lege Corneliâ cavetur, ut qui in aurum vitii quid addiderit, qui argenteos nummos adulterinos flaverit, falsi crimine teneri. Eadem pœnâ afficitur etiam is qui, cùm prohibere tale quid posset, non prohibuit. l. 9. d. l. §. 1. V. l. 8. p. 132, s.

Qui ad hoc ministerium præbuerint, cum eo, qui fecit, supplicio capitali plectuntur. l. 1. C. de fals. mon. p. 59, s.

5. Cùm falsi reus ante crimen illatum, aut sententiam dictam, vitâ decedit, cessante Corneliâ, quod scelere quæsitum est, hæredi non relinquitur. l. 12. l. 2.

6. Falsi nominis vel cognominis adseveratio pœnâ falsi coercetur. l. 13. p. 145, s.

Nominis mutatio, sine fraude, non est illicita. l. un. C. de mutat. nom.

7. Paulus respondit, legis Corneliæ pœnâ omnes teneri, qui etiam extra testamenta, cætera falsa signassent. Sed et cæteros qui in rationibus, tabulis, litteris publicis, aliâve quâ re, sine consignatione falsum fecerunt, vel ut verum non appareat, quid celaverunt, subjecerunt, resignaverunt, eadem pœnâ affici solere dubium non esse. l. 16. §. 1. et 2. p. 150, s.

8. Qui duobus in solidum eamdem rem diversis contractibus vendidit, pœnâ falsi coercetur. Et hoc et Divus Hadrianus constituit. l. 21. C. civ. 2059.

9. Quid sit falsum quæritur? Et videtur id esse, si quis alienum chirographum imitetur, aut libellum vel rationes intercidat, vel describat. Non qui aliàs in computatione, vel in ratione mentiuntur. l. 23. p. 145, s.

10. Eos qui diversa inter se testimonia præbuerunt, quasi falsum fecerint, et præscripto legis teneri pronuntiat. Et eum qui contra signum suum, falsum præbuit testimonium, pœnâ falsi teneri pronuntiatum est: de impudentiâ ejus qui diversa duobus testimonia præbuit, cujus ita anceps fides vacillat, quod crimine falsi teneatur, nec dubitandum est. l. 27. d. l. §. 1.

11. Si à debitore prælato die, pignoris obligatio mentiatur, falsi crimine locus est. l. 28.

12. Decreto Divi Hadriani præceptum est, in insulam eos relegari qui pondera, aut mensuras falsassent. l. 32. §. 1. p. 423, s.

13. Capitalis est causa subjecti partûs. l. 1. C. eod. p. 345, s.

14. Satis apertè divorum parentum meorum rescriptis declaratum est, cùm morandæ solutionis gratiâ à debitore falsi crimen objicitur, nihilominùs, salvâ executione criminis, debitorem ad solutionem compelli oportere. l. 2. C. eod. C. civ. 1319; pr. 239, s. I. 448, s.

15. Falsi quidem crimen, vel aliud capitale movere vos matri vestræ, secta mea non patitur: sed ea res pecuniarium compendium non aufert. Si enim de fide scripturæ, undè eadem mater vestra fideicommissum sibi vindicat, dubitatio est: inquiri fides veritatis, etiam sine metu criminis, potest. l. 5. C. eod. p. 38.

16. Ipse significas, cùm primum adversarii instrumenta protulerunt, fidem eorum te habuisse suspectam. Factâ igitur transactione: difficile est, ut is qui provinciam regit, velut falsum cui semel acquievisti, tibi accusare permittat. l. 7. C. eod. C. civ. 2044, s.

17. Si falsos codicillos ab his contrà quos supplicas, factos esse contendis: non ideò accusationem evadere possunt, quod se illis negent uti. Nam illis prodest instrumenti usu abstinere, qui non ipsi falsi machinatores esse dicuntur, et quos periculo solus usus adstrinxerit. Qui autem compositis per scelus codicillis, in

severitatem legis Corneliæ inciderunt, non possunt, defensiones ejus recusando, crimen evitare. l. 8. C. eod.

18. Querela falsi temporalibus prescriptionibus non excluditur, nisi viginti annorum exceptione : sicut cætera quoque ferè crimina. l. 12. C. eod. I. 635, s.

19. Eum qui celavit, vel amovit testamentum, committere crimen falsi publicè notum est. l. 14. C. eod.

20. Ubi falsi examen inciderit, tunc acerrima fiat indago argumentis, testibus, scripturarum collatione, aliisque vestigis veritatis: nec accusatori tantùm quæstio incumbat : nec probationis ei tota necessitas indicatur : sed inter utramque personam sit judex medius: nec ullâ interlocutione divulget quæ sentiat. Sed tanquam ad imitationem relationis, quâ solùm audiendi mandat officium, præbeat notionem : postremâ sententiâ, quid sibi liqueat, proditurus. l. 22. C. eod.

TITULUS XI. — *De Juliâ repetundarum.*

1. Lex Julia repetundarum pertinet ad eas pecunias quas quis in magistratu, potestate, curatione, legatione, vel quo alio officio, munere ministeriove publico cepit : vel cùm ex cohorte cujus eorum est. l. 1.

Lege Juliâ repetundarum tenetur, qui cùm aliquam potestatem haberet, pecuniam ob judicandum, decernendumve acceperit : vel quo magis aut minùs quid ex officio suo faceret. l. 3. et 4.

Omnes cognitores et judices à pecuniis atque patrimoniis manus abstineant : neque alienum jurgium putent suam prædam. l. 3. C. ad leg. Jul. repet. p. 177, s.

2. Datur ex hâc lege et in hæredes actio. l. 2.

Sciant judices super admissis propriis aut à se, aut ab hæredibus suis pœnam esse repetendam. l. 2. C. ad. l. Jul. repet. V. inf. ad. leg. Jul pecul. l. ult. I. 2.

3. In comites quoque judicum ex hâc lege judicium datur. l. 5. V. s. l. 1.

4. Ut unius pœna, metus possit esse multorum, ducem qui malè egit ad provinciam quam nudaverit, cum custodiâ competenti ire præcipimus : ut non solùm quod ejus, non dicam domesticus, sed manipularius, et minister acceperit, verùm etiam quod ipse à provincialibus nostris rapuerit aut sustulerit, in quadruplum exsolvat invitus. l. 1. C. eod.

TITULUS XII. — *De lege Juliâ de annonâ.*

1. Lege Juliâ de annonâ pœna statuitur adversùs eum, qui contrà annonam fecerit societatemve coierit, quò annona carior fiat. l. 2. p. 419, 420.

TITULUS XIII. — *Ad legem Juliam peculatûs, et de sacrilegiis, et de residuis.*

1. Lege Juliâ peculatûs cavetur, ne quis ex pecuniâ sacrâ, religiosâ, publicâve auferat, neve intercipiat, neve in rem suam vertat, neve faciat quo quis auferat, intercipiat, vel in rem suam vertat. l. 1. p. 169, s.

2. Lege Juliâ de residuis tenetur qui publicam pecuniam, delegatam in usum aliquem, retinuit, neque in eum consumpsit. l. 2.

Lege Juliâ de residuis tenetur is, apud quem ex locatione, emptione, alimentariâ ratione, ex pecuniâ quam accepit, aliâve quâ causâ pecunia publica resedit. Sed et qui publicam pecuniam in usu aliquo acceptam retinuerit, nec erogaverit, hâc lege tenetur. l. 4. §. 3. et 4.

3. Mandatis cavetur de sacrilegiis, ut præsides sacrilegos, latrones, plagiarios conquirant, et ut prout quisque deliquerit, in eum animadvertant. Et sic constitutionibus cavetur, ut sacrilegia extra ordinem dignâ pœnâ puniantur. l. 4. §. 2. Sacrilegi capite puniantur. l. 9. V. loi du 20 avril 1825, tome 1, page 31.

4. Publica judicia peculatûs, et de residuis, et repetundarum similiter adversùs hæredem exercentur: nec immeritò, cùm in his quæstio principalis ablatæ pecuniæ moveatur. l. ult. I. 2.

Titulus xiv. — *De lege Juliâ ambitûs.*

1. Si contra hanc legem magistratum, aut sacerdotium quis petierit, punitur. l. 1. §. 1.

Titulus xv. — *Ad senatusconsultum Turpillianum, et de abolitionibus criminum.*

1. Accusatorum temeritas tribus modis detegitur, et tribus pœnis subjicitur. Aut enim calumniantur, aut prævaricantur, aut tergiversantur. Calumniari est falsa crimina intendere: prævaricari vera crimina abscondere: tergiversari in universum ab accusatione desistere. l. 1. d. l. §. 1. I. 358, s; p. 361, s.

2. Non utiquè qui non probat quod intendit, protinùs calumniari videtur. Nam ejus rei inquisitio arbitrio cognoscentis committitur, qui reo absoluto de accusatoris incipit consilio quærere: quâ mente ductus ad accusationem processit. Et si quidem justum ejus errorem repererit; absolvit eum: si verò in evidenti calumniâ eum deprehenderit legitimam pœnam ei irrogat. l. 1. §. 3.

3. Facti quæstio in arbitrio est judicantis. l. 1. §. 4.

4. Prævaricatorem eum esse ostendimus, qui colludit cum reo, et translatitiè munere accusandi defungitur: eò quod proprias quidem probationes dissimularet, falsas verò (rei) excusationes admitteret. l. 1. §. 6.

5. Provocationis remedio, condemnationis extinguitur pronuntiatio. l. 1. §. ult. in f.

Si quis cùm capitali pœnâ vel deportatione damnatus esset, appellatione interpositâ, et in suspenso constitutâ, fati diem functus est crimen morte finitum est, idem observatur et si accusator, pendente appellationis tempore, ultimum diem obiiset. l. ult. C. si reus vel accus. mor. fuer.

6. Et in privatis, et in extraordinariis criminibus omnes calumniosi extra ordinem pro qualitate admissi plectuntur. l. 3.

Et qui cœperit arguere, aut vindicta proposita sit, si vera detulerit, aut supplicium, si fefellerit. l. 7. in f. c. de calum.

7. Abolitio aut publicè fit, ob diem insignem, aut publicam gratulationem, vel ob rem gestam. l. 8. l. 9. V. l. 12.

Abolitio reorum quæ publicè indulgetur, ad crimen falsi non pertinet. l. 17. in fin.

8. Indulgentia quos liberat, notat. l. ult. C. de gener. abol.

Titulus xvi. — *De requirendis, vel absentibus damnandis.*

1. Si per vigenti annos fiscus bona non occupaverit, posteà præscriptione, vel ab ipso reo, vel ab hæredibus ejus submovebitur. Quamcunque enim quæstionem apud fiscum, si non alia sit præscriptio, viginti annorum silentio præscribi divi principes voluerunt. l. 2. §. 1. et l. 3. C. civ. 2227, 2262; I. 642.

2. In summâ sciendum est nullâ temporis præscriptione, causæ defensione submoveri eum qui requirendus adnotatus est. l. 4. §2.

3. Requirendorum bona obsignantur....... moventia si qua sunt, ne aut morâ deteriora fiant, aut aliquo modo intereant, venire debent....... inter moventia fructus quoque habentur....... curandum est, ne quid ei qui profugit, medio tempore à debitoribus ejus solvatur, ne per hoc fuga ejus instituatur. l. ult. d. l. §. 1. 2. et 3. C. civ. 120, s. I. 471.

Titulus xvii. — *De quæstionibus.*

1. In criminibus eruendis quæstio adhiberi solet. Sed quandò, vel quatenùs id faciendum sit videamus. Et non esse à tormentis iucipiendum et Divus Augustus constituit, neque adeò quæstioni fidem adhibendam. l. 1. V. n. 5. et n. 11.

2. Divus Severus rescripsit, confessiones reorum pro exploratis facinoribus baberi non oportere : si nulla probatio religionem cognoscentis instituat. l. 1. §. 17.

Si quis ultrò de maleficio fateatur, non semper ei fides habenda est : nonnumquàm enim aut metu, aut quâ aliâ de causâ in se confitentur. l. 1. §. 27.

3. In tributis reipubiicæ nervi. l. 1. §. 20.

4. Qui quæstionem habiturus est, non debet specialiter interrogare, an Lucius Titius homicidium fecerit : sed generaliter quis id fecerit : alterum enim magis suggerentis, quàm requirentis videtur. l. 1. §. 21.

5. Quæstioni fidem non semper, nec tamen nunquàm habendam, constitutionibus declaratur. Etenim res est fragilis, et periculosa, et quæ veritatem fallat. Nam plerique patientiâ, sive duritiâ tormentorum ita tormenta contemnunt, ut exprimi eis veritas nullo modo possit : alii tantâ sunt impatientiâ, ut quodvis mentiri, quàm pati tormenta velint. Ita fit, ut etiam vario modo fateantur, ut non tantùm se, verùm etiam alios comminentur. Prætereà inimicorum quæstioni fides haberi non debet, quia facile mentiuntur : nec tamen sub prætextu inimicitiarum detra-

henda erit fides quæstionis. Causâque cognitâ, habenda fides, aut non habenda. l. 1. §. 23. 24. 25.

6. Quæstionis modum magis est judices arbitrari oportere. Itaque quæstionem habere oportet, ut servus salvus sit vel innocentiæ, vel supplicio. l. 7.

Tormenta adhibenda sunt ut moderatæ rationis temperamenta desiderant. l. 10. §. 3.

7. De minore quatuordecim annis quæstio habenda non est. l. 10. V. l. 1. §. 33. ff. de senat. Silan.

8. Plurimùm quoque in excutiendâ veritate etiam vox ipsa et cognitionis subtilis diligentia adfert : nam et ex sermone, et ex eo, quâ quis constantiâ, quâ trepidatione quid diceret, vel cujus existimationis quisque in civitate suâ est, quædam ad illuminandam veritatem in lucem emergunt. l. 10. §. 5.

9. Repeti posse quæstionem divi fratres rescripserunt. l. 16. Reus evidentioribus argumentis oppressus, repeti in quæstionem potest maximè si in tormenta animum corpusque duraverit. l. 18. §. 1.

10. Unius facinoris plurimi rei ita audiendi sunt, ut ab eo primùm incipiatur, qui timidior est, vel teneræ ætatis videtur. l. 18.

11. In eâ causâ in quâ nullis reus argumentis urgebatur, tormenta non facilè adhibenda sunt, sed instandum accusatori, ut id quod intendat comprobet, atque convincat. l. 18. §. 2.

12. Quæstionis habendæ causâ neminem esse damnandum, D. Hadrianus rescripsit.. l. 21.

13. Ipsa quoque mulier torquebitur. Neque enim ægrè feret, si torqueatur quæ venenis suis viscera hominis extinxit. l. 3. §. 1. C. eod.

14. Convictis confessisque ad societatem scelerum vocantibus eos à quibus apprehensi custoditive sunt, facilè credi non oportet. l. 4. C. eod.

15. Oportet judices, nec in his criminibus, quæ publicorum judiciorum sunt, ad investigationem veritatis à tormentis initium sumere : sed argumentis primùm verisimilibus probabilibusque uti. Et si his veluti certis indiciis ducti, investigandæ veritatis gratiâ, ad tormenta putaverint esse veniendum, tunc id demùm facere debebunt. l. 8. §. 1. C. eod.

Titulus xviii. — *De pœnis.*

1. Generaliter placet in legibus publicorum judiciorum, vel privatorum criminum, qui extra ordinem cognoscunt præfecti, vel præsides, ut eis, qui pœnam pecuniariam egentes eludunt, coercitionem extraordinariam inducant l. 1. §. ult.

2. Rei capitalis damnatum sic accipere debemus, ex quâ causâ damnato vel mors, vel etiam civitatis amissio contingit. l. 2.

Qui ultimo supplicio damnantur, statim civitatem perdunt. Itaque præoccupat hic casus mortem. l. 29 C. civ. 23.

3. Eum accipiemus damnatum qui non provocabit : cæterùm si provocet, nondùm damnatus videtur. Sed et si ab eo, qui jus damnandi non habuit, rei capitalis quis damnatus sit, eadem causa erit. Damnatus enim ille est, ubi damnatio tenuit. l. 2. §. 2.

4. Prægnantis mulieris consumendæ damnatæ pœna differtur, quoad pariat, ego quidem, et ne quæstio de eâ habeatur, scio observari, quamdiù prægnans est. l. 3. p. 27.

5. Si quis non excesserit in exilium intrà tempus, intrà quod debuit, sive etiam aliàs exilio non obtemperaverit, contumacia ejus cumulat pœnam. l. 4. V. l. 8. §. 7. p. 17, 32, 33.

6. Nemo potest commeatum remeatumve dare exuli nisi imperator, ex aliquâ causâ. l. 4. in f. Charte, 67.

7. De suspicionibus non debet aliquis damnari. *Satiùs enim impunitum relinqui facinus nocentis, quàm innocentem damnare.* l. 5. I. 347.

8. Refert et in majoribus delictis, consultò aliquid admittatur, an casu : et sanè in omnibus criminibus distinctio hæc pœnam aut justam eligere debet, aut temperamentum admittere. l. 5. §. ult.

9. Si quis fortè, ne supplicio afficiatur, dicat *se habere quod principi referat salutis ipsius causâ :* an remittendus sit ad eum, videndum est. l. 6. Cæterùm, ut mea fert opinio, prorsùs eos non debuisse, posteaquam semel damnati sunt, audiri, quidquid allegent. Quis enim dubitat, eludendæ pœnæ causâ ad hæc eos decurrere? Magisque esse puniendos, qui tamdiù conticuerunt, quod pro salute principis habere se dicere jactant. Nec enim debebant tam magnam rem tamdiù reticere. d. l. 6. I. 375, s.

10. Nunc genera pœnarum nobis enumeranda sunt, quibus præsides afficere quemque possint. Et sunt pœnæ quæ aut vitam adimant, aut civitatem auferant, aut exilium, aut coercitionem corporis contineant. l. 6. §. 2. aut damnum cum infamiâ, aut dignitatis aliquam depositionem, aut alicujus actûs prohibitionem. l. 8. p. 6, s.

11. Solent præsides in carcere continendos damnare, aut in vinculis contineantur : sed id eos facere non oportet, nam hujusmodi pœnæ interdictæ sunt. Carcer enim ad continendos homines, non ad puniendos haberi debet. l. 8. §. 9.

Mandatis principalibus quæ præsidibus dantur, cavetur ne quis perpetuis vinculis damnetur. l. 35.

12. Moris est advocationibus quoque præsides interdicere. Et nonnunquàm in perpetuum interdicunt, nonnunquàm ad tempus, vel annis metiuntur. l. 9.

Nonnunquàm non advocationibus cui interdicitur, sed foro. Plus est autem foro, quàm advocationibus interdicere. Si quidem huic omninò forensibus negotiis accommodare se non permittatur. Solet autem ita vel juris studiosis interdici, vel advocatis, vel tabellionibus sive pragmaticis. l. 9. §. 4.

13. Sunt et aliæ pœnæ, si negotiatione abstinere quis jubeatur, vel ad conductionem eorum quæ publicè locantur accedere, ut ad vectigalia publica. l. 9. §. 9.

14. Perspiciendum est judicanti, ne quid aut duriùs aut remissiùs constituatur, quàm causa deposcit. Nec enim aut severitatis, aut clementiæ gloria affectanda est. Sed perpenso judicio, prout quæque res expostulat, statuendum est. Planè in levioribus causis proniores ad lenitatem judices esse debent : in gravioribus pœnis severitatem legum cum aliquo temperamento benignitatis subsequi. l. 11.

15. Delinquitur autem aut proposito, aut impetu, aut casu. Proposito delinquunt latrones qui factionem habent. Impetu autem, cùm per ebrietatem ad manus, aut ad furtum venitur. Casu verò, cùm in venando telum in feram missum, hominem interfecit. l. 11. §. 2.

16. Hodiè licet ei qui extra ordinem de crimine cognoscit, quam vult sententiam ferre, vel graviorem, vel leviorem : ita tamen ut in utroque modo rationem non excedat. l. 13.

17. Aut facta puniuntur, ut furta, cædesque : aut dicta, ut convicia, et infidæ advocationes : aut scripta, ut falsa, et famosi libelli : aut consilia, ut conjurationes et latronum conscientia : quosque alios suadendo juvisse, sceleris est instar. l. 16.

Sed hæc quatuor genera consideranda sunt septem modis : causâ personâ, loco, tempore, qualitate, quantitate, et eventu. l. 16. §. 1.

Causâ, ut in verberibus, quæ impunita sunt à magistro allata, vel parente, quoniam emendationis, non injuriæ gratiâ videntur adhiberi : puniuntur, cùm quis per iram ab extraneo pulsatus est. l. 16. §. 2.

Persona dupliciter spectatur, ejus qui fecit, et ejus qui passus est. Aliter enim puniuntur ex iisdem facinoribus servi, quàm liberi : et aliter qui quid in dominum, parentemve ausus est, quàm qui in extraneum, in magistrum, vel in privatum. In ejus rei consideratione ætatis quoque ratio habeatur. l. 16. §. 3. V. inf. l. 28. §. 8.

Locus facit, ut idem vel furtum vel sacrilegium sit, et capite luendum, vel minore supplicio. l. 16. §. 4.

Tempus discernit furem diurnum à nocturno. l. 16. §. 5.

Qualitate, cùm factum vel atrocius, vel levius est. Ut furta manifesta à nec manifestis discerni solent, rixæ à grassaturis : expilationes à furtis : petulantia à violentiâ. l. 16. §. 6.

Quantitas discernit furem ab abigeo : nam qui unum suem subripuerit, ut fur coercebitur, qui gregem, ut abigeus. l. 16. §. 7.

Eventus spectetur, ut à clementissimo quoque facta. l. 16. §. 8.

18. Evenit ut eadem scelera in quibusdam provinciis graviùs plectantur : ut in Africâ messium incensores, in Mysiâ vitium : ubi metalla sunt, adulteratores monetæ. l. 16. §. 9. Charte, 1; C. civ. 1.

19. Nonnunquàm evenit ut aliquorum maleficiorum supplicia exacerbentur : quotiens nimium multis personis grassantibus, exemplo opus sit. l. 16. §. ult.

20. Sunt quidam ἀπόλιδες, hoc est, sine civitate, ut sunt in opus publicum perpetuò dati, et in insulam deportati : ut ea quidem quæ juris civilis sunt, non habeant, quæ verò juris gentium sunt, habeant. l. 17. §. 1. C. civ. 22, s; p. 42.

21. Cogitationis pœnam nemo patitur. l. 18. V. s. ad leg. Jul. majest. n. 3.

22. Ultimum supplicium esse mortem solam interpretamur. l. 21. p. 12.

23. In metallum damnati si valetudine, aut ætatis infirmitate inutiles operi faciendo deprehendantur, ex rescripto Divi Pii à præside dimitti poterunt. l. 22.

24. Si diutino tempore aliquis in reatu fuerit, aliquatenùs pœna ejus sublevanda erit, sic enim constitutum est : non eo modo puniendos eos qui longo tempore in reatu agunt, quàm eos qui in recenti sententiam excipiunt. l. 25.

25. Crimen vel pœna paterna nullam maculam filio infligere potest. Namque unusquisque ex suo admisso sorti subjicitur : nec alieni criminis successor constituitur. l. 26. V. s. ad leg. Jul. maj. n. 4. et inf. h. t. n. 42.

26. Suam mutare sententiam nemo potest. l. 27.

Si tamen de se quis mentitus fuerit, vel, cùm non haberet probationum instrumenta, quæ posteà repererit, pœnâ afflictus sit, nonnulla exstant principalia rescripta, quibus vel pœna eorum minuta est, vel in integrum restitutio concessa. Sed id duntaxat à principibus fieri potest. d. l. 27.

Pœnam suâ dictam sententiâ præsidi provinciæ revocare non licet. l. 15. C. eod. I. 407, s.

27. Omnia admissa in patrem, propinquum, maritum, uxorem, cæterasque necessitudines, graviùs vindicanda sunt, quàm in extraneos. l. 28. §. 8.

28. Venenarii capite puniendi sunt. l. 28. §. 9. p. 302.

29. Incendiarii capite puniuntur, qui ob inimicitias, vel prædæ causâ incenderint. l. 28. §. 12. p. 434, s.

30. Fortuita incendia, si cùm vitari possint, per negligentiam eorum apud quos orta sunt, damno vicinis fuerunt, civiliter exercentur, ut qui jacturâ affectus est, damni disceptet, vel modicè vindicaretur. l. 28. §. 12. p. 458.

31. Famosos latrones in his locis ubi grassati sunt furcâ figendos, compluribus placuit : ut et conspectu deterreantur alii ab iisdem facinoribus, et solatio sit cognatis et affinibus interemptorum, eodem loco pœnâ redditâ, in quo latrones homicidia fecissent. l. 28. §. 15.

32. Severiùs famosi, quàm integræ famæ homines puniendi. l. 28. §. ult.

33. Sanctio legum quæ novissimè certam pœnam irrogat iis qui præceptis legis non obtemperaverint, ad eas species pertinere non videtur, quibus ipsâ lege pœna specialiter addita est : nec ambigitur in cætero omni jure speciem generi derogare. Nec sanè verisimile est, delictum unum eâdem lege variis æstimationibus coerceri. l. 41. V. l. 80. de reg. jur.

34. Interpretatione legum pænæ molliendæ sunt potiùs quàm asperandæ. l. 42.

35. Si antè conceptus est puer de quo libellos dedisti, quàm mater ejus in metallum condemnaretur, natus conditionis ejus est, cujus ante condemnationem mater ejus fuit. l. 4. C. de pœn.

36. Impunitas delicti propter ætatem non datur, si modò in eâ quis sit, in quam crimen, quod intenditur, cadere potest. l. 7. C. eod.

37. Non remitti pœnam facilè, publicè interest : ne ad maleficia temerè quisquam prosiliat. l. 14. in f. C. eod.

38. *Capitali pœnâ non damnetur, nisi qui conspirantibus, et concordantibus probationibus ita convictus sit, ut vix ipse crimen negare possit.* l. 16. C. eod. I. 342.

39. Si quis in metallum fuerit pro criminum deprehensorum qualitate damnatus, minimè in ejus facie scribatur. Cùm et in manibus, et in suris possit pœna damnationis unâ inscriptione comprehendi, quò facies quæ ad similitudinem pulchritudinis est cœlestis figurata, minimè maculetur. l. 17. C. eod.

40. *Non est differenda reorum condemnatio : sed citiùs proferenda sententia in scelerosos.* l. 18. C. eod.

41. Sancimus ibi esse pœnam, ubi et noxa est. Propinquos, notos, familiares, procul à calumniâ submovemus, quos reos sceleris societas non facit. Nec enim affinitas vel amicitia nefarium crimen admittunt. Peccata igitur suos teneant auctores : nec ulteriùs progrediatur metus, quàm reperiatur delictum. l. 22. C. eod. V. s. ad leg. Jul. maj. n. 4.

43. Mulcta damnum famæ non irrogat. l. 1. C. de modo multar.

Titulus xx. — *De bonis damnatorum.*

1. Damnatione bona publicantur, cùm aut vita adimitur, aut civitas. l. 1. C. civ. 25.

2. Maritus (mulieris damnatæ) salvas actiones contra fiscum habet. l. 4. V. l. 10.

Si, ut proponis, bona ejus qui tutelam tuam administravit sententiam passi ad fiscum sunt devoluta, procuratorem nostrum adire cura : qui si quid jure posci animadverterit, non negabit. l. 5. C. de bon. prosc. seu damnat. Charte, 66.

3. Ratio naturalis, quasi lex quædam tacita, liberis parentum hæreditatem addicit. l. 7.

Titulus xxii. — *De interdictis, et relegatis, et deportatis.*

1. Potest alicui et unus honor interdici. Sic tamen, ut si cui

honore uno interdictum sit, non tantùm eum honorem petere non possit, verùm ne eos quoque qui eo honore majores sunt. Est enim perquàm ridiculum, eum qui minoribus, pœnæ causâ prohibitus sit, ad majores adspirare: majoribus tamen prohibitus minores petere, non prohibetur. l. 7. §. ult. p. 17, s. 32; s.

2. *Relegatus non potest Romæ morari, licèt hoc sententia comprehensum non sit, quia omnium est patria. Sed neque in civitate in quâ versatur princeps, vel per quam transit: eis enim duntaxat principem intueri licet, qui Romam ingredi possunt. Est enim princeps pater patriæ.* l. ult. p. 44, s.

LIBER QUADRAGESIMUS NONUS.

Titulus i. — *De appellationibus et relationibus.*

1. Appellandi usus quàm sit frequens, quàmque necessarius, nemo est, qui nesciat. Quippe cùm iniquitatem judicantium, vel imperitiam (re) corrigat: licèt nonnunquàm benè latas sententias in pejus reformet. Neque enim utiquè meliùs pronuntiat, qui novissimus sententiam laturus est. l. 1. pr. 443, s; I. 407, s.

2. Libelli qui dantur appellatorii ita sunt concipiendi, ut habeant scriptum, et à quo dati sunt, hoc est, qui appellet, et adversùs quem, et à quâ sententiâ. l. 1. §. ult.

3. Si apud acta quis appellaverit, satis erit si dicat, appello. l. 2.

4. Illud cecidit in quæstionem, si plures habuerit adversarios, et quorumdam nomina libellis sint plexa, quorumdam non, an æquè præscribi ei possit ab his quorum nomina comprehensa non sunt, quasi adversùs ipsos adquieverit sententiæ: et cùm una causa sit, arbitror non esse præscribendum. l. 3. §. 1.

5. Certè si plures hi sunt adversùs quos pronuntiatur, et quorumdam nomina in libellis sint comprehensa, quorumdam non, hi soli appellasse videbuntur, quorum nomina libellis sunt comprehensa. l. 3. §. 2.

6. Quid ergò si causam appellandi certam dixerit, an liceat ei discedere ab hâc, et aliam causam allegare? an verò quasi formâ quâdam obstrictus sit? puto tamen, cùm semel provocaverit, esse ei facilitatem, in agendo etiam aliam causam provocationis reddere, persequique provocationem suam, quibuscunque modis potuerit. l. 3. §. 3.

7. Alio condemnato, is cujus interest, appellare potest. l. 4. §. 2. Si emptor de proprietate victus est, eo cessante, auctor ejus appellare poterit. Aut si auctor egit, et victus sit: non est denegauda emptori appellandi facultas. Quid enim si venditor, qui appellare noluit, idoneus non est? quin etiam si auctor appellaverit, deindè in causæ defensione suspectus visus sit, perindè defensio causæ emptori committenda est, atque se ipse appellasset. Idque ita constitutum est in personâ creditoris, cùm de-

bitor victus appellasset, nec ex fide causam defenderet. Quæ constitutio ita accipienda est, si interveniente creditore debitor de pignore victus provocaverit : nam absenti creditori nullum præjudicium debitor facit, idque statutum est. d. l. 4. §. 3. et 4.

8. A sententiâ inter alios dictâ appellari non potest, nisi ex justâ causâ. Veluti si quis in cohæredum præjudicium se condemnari patitur, vel similem huic causam : quamvis et sine appellatione tutus est cohæres. Item fidejussores pro eo, pro quo intervenerunt. Igitur et venditoris fidejussor, emptore victo, appellabit, licèt emptor et venditor acquiescant. l. 5.

Legatarii (hærede victo) causam appellationis agere possunt. l. 5. §. 2. l. 14. C. civ. 1351 ; pr. 466, 474, s.

9. Si resistat qui damnatus est adversùs provocationem, perire festinans adhuc putem differendum supplicium. l. 6. in fin. I. 416, s.

10. Illud sciendum est, eum qui provocavit, non debere conviciari ei à quo appellat. Cæterùm oportebit eum plecti. l. 8.

11. Si qui separatìm fuerint condemnati, quamvis ex eadem causâ, pluribus eis appellationibus opus est. l. 10. V. inf. l. 17.

12. Si quis cum unâ actione ageretur, quæ plures in se species habeat, pluribus summis sit condemnatus, quarum singulæ notionem principis non faciunt, omnes autem conjunctæ faciunt, poterit ad principem appellare. l. 10. §. 1.

13. Quod est rescriptum, in communi causâ quoties alter appellat, alter non, alterius victoriam ei proficere qui non provocavit, hoc ita demùm probandum est, si una eademque causa fuit defensionis. l. 10. §. ult.

14. Cùm ex causâ judicati soluta esset pecunia ex necessitate judicis, ab eo qui appellatione interpositâ meruerit meliorem sententiam, recipere eum pecuniam quam solvit, oportet. l. 11.

15. Constitutiones quæ de recipiendis, nec non appellationibus loquuntur, ut nihil novi fiat, locum non habent in eorum personâ, quos damnatos statìm puniri publicè interest, ut sunt insignes latrones, vel seditionum concitatores, vel duces factionum. l. 16. I. 407, s.

16. Cùm in unâ causâ separatìm duplex sententia divisa datur, veluti una sortis, alia usurarum, duplex appellatio necessaria est, ne alteram agnovisse, de alterâ provocasse intelligatur. l. 17. V. s. l. 10.

17. Eum qui cognovit edictum peremptorium secundùm ordinis causam dari, placuit non rectè provocasse, cùm ejus potestate fuerit, ante diem præstitutum pro tribunali respondentem aut defensum edicti denuntiationem rumpere. l. 23. §. ult.

18. Substituti tutores in locum legitimi tutoris, experti cum eo tutelæ judicio, cùm arbiter iniquè condemnavit, quàm rei æquitas exigebat, à sententiâ ejus provocaverunt : pendente causâ appellationis juvenes adoleverunt. Quæsitum est, cùm omnis exe-

cutio hujus ad adultos pertineat, et causam ad se pertinentem idoneè tueri possunt, an postulatio eorum contra quos appellatum erat dicentium illos debuisse causas appellationis reddere, qui primi sunt experti, admittenda non sit? respondit, eos quorum tutela gesta esset, si vellent causam exsequi, non prohibendos. Idem et in curatoribus observandum est, si interim adultus ad legitimam ætatem pervenit. l. ult. §. ult. V. l. 10. in f. C. eod.

19. Super omni causâ interpositam provocationem, vel injustam tantùm liceat pronuntiare, vel justam. l. 6. C. de appellat. et consult.

20. Si quid in agendo negotio minùs se allegasse litigator crediderit, quod in judicio acto fuerit omissum : apud eum, qui de appellatione cognoscit, persequatur : cùm votum gerentibus nobis aliud nihil in judiciis, quàm justitiam locum habere debere, necessaria res fortè transmissa, non excludenda videatur. l. 6. §. 1. C. de appell. et consult.

21. Ne temerè autem ac passìm provocandi omnibus facultas præbeatur, arbitramur, eum qui malam litem fuerit persecutus, mediocriter pœnam à competenti judice sustinere. l. 6. §. 4. C. eod. pr. 471, 374, 479, 500, 513; I. 419, s.

22. Si intra dies præstitutos qui appellavit desistat, deserta existimatur provocatio, et executioni sententia mandabitur. l. 18. C. eod.

23. Et in majoribus, et in minoribus negotiis appellandi facultas est. Nec enim judicem oportet injuriam sibi fieri existimare, eò quod litigator ad provocationis auxilium convolavit. l. 20. C. eod.

24. Et in multis à judicibus inferendis, appellationes jubemus admitti. l. 25. C. eod.

25. Si quis libellos appellatorios ingesserit, sciat se habere licentiam arbitrium commutandi, et suos libellos recuperandi, ne justæ pœnitudinis humanitas amputetur. l. 28. C. eod.

Titulus v. — *De appellationibus recipiendis, vel non.*

1. Non solent audiri appellantes, nisi hi quorum interest. l. 1.

Titulus viii. — *Quæ sententiæ sine appellatione rescindantur.*

1. Si calculi error in sententiâ esse dicatur, appellare necesse non est. Veluti si judex ita pronuntiaverit, *cùm constet Titium Seio ex illâ specie quinquaginta, item ex illâ specie vingentiquinque debere : idcircò Lucium Titium Seio centum condemno :* nam quoniam error computationis est, nec appellare necesse est, et citrà provocationem corrigitur. l. 1. §. 1.

Errorem calculi, sive ex uno contractu, sive ex pluribus emerserit, veritati non afferre præjudicium, sæpè constitutum est. l. un. C. de err. calc.

2. Contra constitutiones judicatur, cùm de jure constitutionis, non de jure litigatoris pronuntiatur.

Nam si judex volenti se ex curâ muneris vel tutelæ, beneficio

liberorum, vel ætatis, aut privilegii excusare, dixerit, *neque filios, neque ætatem, aut ullum privilegium ad muneris vel tutelæ excusationem prodesse*: de jure constituto pronuntiasse intelligitur. Quod si de jure suo probantem admiserit, sed idcircò contra eum sententiam dixerit, quod negaverit *eum de ætate suâ, aut de numero liberorum probasse*, de jure litigatoris pronuntiasse intelligitur. l. 1. §. 2.

Titulus xiv. — *De jure fisci.*

1. Quandò fraus (legi) interposita videatur agendum est, id est, utrùm exitus spectari debeat, an consilium. Et placuit exitum esse spectandum. l. 3. §. 2.

2. Justa (rerum) pretia non ex præteritâ emptione, sed ex præsenti æstimatione constituuntur. l. 3. §. 5. C. civ. 890, 1675.

3. Si posteriori creditori fiscus successerit, eo jure utitur quo is usurus erat, cui successit. l. 3. §. 7. V. n. 19.

4. Si in locis fiscalibus, vel publicis, religiosisve, aut in monumentis thesauri reperti fuerint: Divi fratres constituerunt, ut dimidia pars ex his fisco vindicaretur. Item si in Cæsaris possessione repertus fuerit, dimidiam æquè partem fisco vindicari. l. 3. §. 10.

Thesauri in privato loco inventi dimidiam habet inventor, dimidiam loci dominus. l. un. C. de thesaur. C. civ. 716.

5. Quodcunque privilegii fisco competit, hoc idem et Cæsaris ratio, et Augustæ habere solet. l. 6. §. 1.

6. Non puto delinquere eum qui in dubiis quæstionibus contra fiscum facilè responderit. l. 10.

Quod communiter omnibus prodest, hoc rei privatæ nostræ utilitati præferendum esse censemus: nostrum esse proprium subjectorum commodum imperaliter existimantes. l. un. §. 14. c. de cad. toll.

7. Non possunt ulla bona ad fiscum pertinere, nisi quæ creditoribus superfutura sunt: id enim bonorum cujusque intelligitur quod æri alieno superest. l. 11.

8. In summâ sciendum est, omnium fiscalium pœnarum petitionem creditoribus postponi. l. 17.

Quod placuit *fisco non esse pœnam petendam, nisi creditores suum recuperaverint*: eò pertinet ut privilegium in pœnâ contra creditores non exerceatur, non ut jus commune privatorum fiscus amittat. l. 37. V. l. un. C. pœn. fisc. cred. præf.

9. Nullo modo exigendum quem probare undè habet, circa dilationes fiscales: sed delatorem probare debere quod intendit. l. 25.

10. Si qui mihi obligaverat *quæ habet habiturusque esset*, cum fisco contraxerit, sciendum est, in re posteà acquisitâ, fiscum potiorem esse debere, Papinianum respondisse quod et constitutum est: prævenit enim causam pignoris fiscus. l. 28. C. civ. 2098.

11. Eum qui debitoris fisci adiit hæreditatem, privilegiis fisci cœpisse esse subjectum. l. 33.

12. Bona fisco, citra pœnam exilii perpetuam, adjudicari sententiâ non oportet. l. 39.

13. Eum qui bona vacantia à fisco comparavit, debere actionem quæ contra defunctum competebat excipere. l. 41.

14. Fiscus semper habet jus pignoris. l. 46. §. 3. V. s. qui potior. n. 5.

15. Ut debitoribus fisci, quod fiscus debet, compensetur, sæpè constitutum est, exceptâ causâ tributoriâ, et stipendiorum, item pretio rei à fisco emptæ, et quod ex causâ annonariâ debetur. l. 46. §. 5. V. de compens. l. 20.

16. Moschis quædam fisci debitrix ex conductione vectigalis hæredes habuerat, à quibus post aditam hæreditatem faria senilla, et alii prædia emerant. Cùm convenirentur propter moschidis reliqua, et dicebant hæredes moschidis idoneos esse, et multos alios ex iisdem bonis emissæ: æquum putavit imperator *priùs hæredes conveniri debere*, in reliquum possessorem omnem, et ita pronuntiavit. l. 47. V. n. 19.

17. Cornelio felici mater scripta hæres, rogata erat restituere hæreditatem post mortem suam. Cùm hæres scripta condemnata esset à fisco, et omnia bona mulieris occuparentur, dicebat felix se ante pœnam esse : hoc enim constitutum est. Sed si nondùm dies fideicommissi venisset, quia posset, priùs ipse mori, repulsus est interìm à petitione. l. 48. §. 1.

18. Justas etiam, et quæ locum habent fisci actiones præcipimus concremari ob hoc solùm quod suis temporibus prolatæ non sunt. Ut jam calumniæ privatorum eo saltem arceantur exemplo, quo justas fisci lites, silere præcipimus. l. 6. c. de jur. fisc. C. civ. 2227.

19. Non injustâ ratione desideratis, repromissâ fisco indemnitate, eos priore loco conveniri, qui reliqua contraxerunt, mox ad vos perveniri qui ab his quædam mercati estis. l. 1. C. de conven. fisc. debit. V. s. l. 47.

20. Qui propriâ scripturâ debitorem sibi adnotat creditor non est, nec fiscus si ei succedat. l. ult. C. de conv. fisc. debit.

21. Scire debet gravitas tua intestatorum res, qui sine legitimo hærede decesserint, fisci nostri rationibus vindicandas. l. 1. C. de bon. vacant. et incorp.

Vacantia mortuorum bona tunc ad fiscum jubemus transferri, si nullum ex quâlibet sanguinis lineâ, vel juris titulo, legitimum reliquerit intestatus hæredem. l. 4. C. eod. C. civ. 723, 768, s.

22. Si quandò adnotationes nostræ contineant possessionem, sive domum quam donaverimus integro statu donatam : hoc verbo ea vis continebitur, quam antè scribebamus, cum adjacentibus, et pecoribus, et fructibus, et omni jure suo : ut ea quæ ad in-

structum possessionis vel domûs pertinent, tradenda sint. l. 2. C. de bon. vacant. et de incorp.

23. Respublica minorum jure uti solet. l. 4. C. quid ex caus. maj. in int. rest.

Rempublicam ut pupillam extra ordinem juvari moris est. l. 3. C. de jure reip. lib. 11. C. civ. 769; pr. 49.

24. Si priusquàm fisci rationibus pater vester obligaretur, perfectam prædiorum donationem fecisse fuerit probatus : quod citra fraudem creditorum gestum est, non rescinditur. l. 1. C. de jure fisci.

Titulus xv. — *De captivis, et de postliminio, et redemptis ab hostibus.*

1. Verum est expulsis hostibus ex agris quos ceperint dominia eorum ad priores dominos redire. Nec aut publicari, aut prædæ loco cedere. Publicatur enim ille ager qui ex hostibus captus sit. l. 20. §. 1.

LIBER QUINQUAGESIMUS.

Titulus i. — *Ad municipalem, et de incolis.*

1. Municipes dicimus suæ cujusque civitatis cives. l. 1. §. 1. in f.

2. Placet etiam filiosfamilias domicilium habere posse : non utiquè ubi pater habuit, sed ubicunquè ipse domicilium constituit. l. 3. et l. 4. C. civ. 102. s.

3. Imperator Titus Antoninus Lentulo vero rescripsit : *Magistratuum officium individuum, ac periculum esse commune.* Quod sic intelligi oportet, ut ita demùm collegæ periculum adscribatur, si neque ab ipso qui gessit, neque ab his qui pro eo intervenerunt, res servari possit, et solvendo non fuit, honore deposito. Alioquin si persona, vel cautio sit idonea, vel solvendo fuit quo tempore conveniri potuit, unusquisque in id quod administravit tenebitur. l. 11. Voyez, tome 3, page 250 et suiv.

4. Municipes intelliguntur scire quod sciant hi quibus summa reipublicæ commissa est. l. 14.

5. Facti quæstio est in potestate judicantium : juris autem auctoritas non est. l. 15. in. f. pr.

6. Exigendi tributi munus inter sordida munera non habetur. l. 17. §. 7.

7. Fidejussores qui salvam rempublicam fore responderunt, pœnalibus actionibus non adstringuntur, in quas inciderunt hi pro quibus intervenerunt. Eos enim damnum reipublicæ præstare satis est, quod promitti videtur. l. 17. §. ult. V. inf. l. 21. §. 1.

8. Divus Severus rescripsit intervalla temporum in continuendis oneribus, invitis, non etiam volentibus concessa, dùm ne quis continuet honorem. l. 18. l. 14 §. penult. inf. de mun. et hon.

9. Quod major pars curiæ effecit, pro eo habetur ac si omnes egerint. l. 19.

10. Domicilium re et facto transfertur, non nudâ contestatione, sicut in his exigitur qui negant se posse ad munera, ut incolas, vocari. l. 20. C. civ 102, s.

11. Paulus respondit eos qui pro aliis non ex contractu, sed ex officio, quod administraverint conveniuntur, in damnum sortis substitui solere, non etiam in usuras. l. 21. §. 1.

12. Constante matrimonio dos in bonis mariti est. l. 21. §. 4. V. s. de jur. dot. n. 4. C. civ. 1540, 1549.

13. Idem respondit, si civitas nullam propriam legem habet de adjectionibus admittendis, non posse recedi à locatione, vel venditione prædiorum publicorum jam perfectâ : tempora enim adjectionibus præstita ad causas fisci pertinent. l. 21. §. ult.

Si tempora quæ in fiscalibus auctionibus, vel hastis statuta sunt patiuntur, cùm etiam augmentum te facturum esse profitearis, adi rationalem nostrum, ut justam uberioris pretii oblationem admittat. l. 14. C. de fid. et jur. hast. fisc.

Congruit æquitati, ut veteres possessores fundorum publicorum novis conductoribus præferantur, si facta per alios augmenta suscipiant. l. 4. C. de locat. præd. civ.

14. Vidua mulier amissi mariti domicilium retinet, exemplo clarissimæ personæ per maritum factæ : sed utrumque aliis intervenientibus nuptiis permutatur. l. 22. §. 1. V. inf. l. 32. et l. ult. §. 3. C. civ. 108.

15. Miles ibi domicilium habere videtur ubi meret, si nihil in patriâ possideat. l. 23. §. 1. C. civ. 102, s.

16. Constitutionibus principium continetur, ut pecuniæ quæ ex detrimento solvitur usuræ non præstentur. l. 24.

17. Si quis negotia sua non in coloniâ, sed in municipio semper agit, in illo vendit, emit, contrahit : eo in foro, balno, spectaculis utitur : ibi festos dies celebrat : omnibus deniquè municipii commodis, nullis coloniarum fruitur, ibi magis debere domicilium, quàm ubi colendi causâ diversatur. l. 27. §. 1. V. inf. n. 23.

Eam domum unicuique nostrum debere existimari constitutum est, ubi quisque sedes, et tabulas haberet suarumque rerum constitutionem fecisset. l. 203. ff. de verb. signif.

In eo loco singulos habere domicilium non ambigitur, ubi quis larem, rerumque ac fortunarum suarum summam constituit. Undè rursùs non sit discessurus, si nihil avocet : undè cùm profectus est, peregrinari videtur, quod si rediit, perigrinari jam destitit. l. 7. C. de incol. et ubi quisq. domic. hab. vid. C. civ. 102, s.

18. Nihil est impedimento quominùs quis ubi velit habeat domicilium, quod ei interdictum non sit. l. 31.

Non tibi obest, si cùm incola esses, aliquod munus suscepisti, modò si antequàm ad alios honores vocareris, domicilium transtulisti. l. 1. C. de inc. et ubi quis dom. V. inf. n. 21.

19. Ea quæ desponsa est, ante contractas nuptias suum non mutat domicilium. l. 32. V. s. l. 22. §. 1. C. civ. 108.

20. Roma communis nostra patria est. l. 33. Charte, 1. C. civ. 1.

21. Incola jam muneribus publicis destinatus, nisi perfecto munere, incolatui renuntiare non potest. l. 34. V. inf. de mun. et hon. l. 4. §. ult.

22. Item rescripserunt : mulierem quamdiù nupta est, incolam ejusdem civitatis videri cujus maritus ejus est : et ibi undè originem trahit, non cogi muneribus fungi. l. ult. §. 3. C. civ. 108.

Mulieres honore maritorum erigimus, genere nobilitamus, et forum ex eorum personâ statuimus : et domicilia mutamus. Si autem minoris ordinis virum posteà sortitæ fuerint, priore dignitate privatæ, posterioris mariti sequentur conditionem. l. 13. C. de dignit. V. s. l. 22. §. 1. l. 8. ff. de senat. C. civ. 12, 19.

23. Cives origo, incolas domicilium facit. l. 7. C. de. incol. et ubi quisq. domic. hab vid. C. civ. 7, 102.

24. Senatores in sacratissimâ urbe domicilium dignitatis habere videntur. l. 8. C. de incol. et ubi quisq. dom. hab. vid. C. civ. 107.

25. Bona civitatem non sine solemnibus alienanda. l. 3. C de vend. reb. civ. C. civ. 537.

Titulus ii. — *De decurionibus, et filiis eorum.*

1. Nullum patris delictum innocenti filio pœnæ est. Idèoque nec ordine decurionum, aut cæteris honoribus propter ejusmodi causam prohibetur l. 2. §. 7. V. s. ad leg. Jul maj. n. 4. et. inf. de mun. et hon. n. 4.

2. Antoninus edicto proposito statuit, ut cuicunque aut quâcunque causâ, ad tempus ordine, vel advocationibus, vel quo alio officio fuisset interdictum, completo tempore, nihilominùs fungi honore, vel officio possit. Et hoc rectè, neque enim exaggeranda fuit sententia quæ modum interdictioni fecerat. l. 3. §. 1.

Ad tempus ordine motos ex crimine quod ignominiam importat, in perpetuum moveri placuit l. 5.

Quibus posthàc ordini suo, vel advocationi ad tempus interdicetur, post impletum temporis spatium, non prorogabitur infamia. l. 1. C. de his qui in exil. dati. ab ord. m. s. V. l. 8. ff. de postul.

3. Privilegiis cessantibus cæteris, eorum causa potior habetur in sententiis ferendis, qui pluribus eodem tempore suffragiis jure decurionis decorati sunt. Sed et qui plures liberos habet, in suo collegio primus sententiam rogatur cæterosque honoris ordine præcellit. l. 6. §. ult.

Patrem non habenti filios anteferri constat. l. 9. C. eod.

4 Licèt indivisa bona fratres habent, nihilominùs tamen singuli suo nomine civilibus tenentur muneribus. l. 7. C. eod. V. inf. de muner et honor. n. 21.

5. Si ultrà septuagesimum ætatis annum patrem tuum esse

præses provinciæ perspexerit, cum personalium munerum vacatione perfrui providebit. l. 10. C. eod. V. tome 3, page 280, s.

6. A muneribus podagræ valetudo non præstat excusationem. l. 13. C. eod.

Podagræ quidem valetudo nec ad personalium munerum prodest excusationem. Verùm cùm ita te valetudine pedum afflictum dicas, ut rebus propriis intercessum commodare non possis, rector provinciæ, si allegationibus tuis fidem adesse perspexerit, ad personalia munera te vocari non patietur. l. 3. C. qui morbo se excus.

7. Si quis decurio pater sit duodecim liberorum, honoratissima munerum quiete donetur. l. 24. C. h. tit.

8. Patris originem unusquisque sequitur. l. 36. C. eod.

9. Quis tam inveniri iniquus arbiter rerum potest, qui in urbibus magnifico statu præditis, ac votivâ curialium numerositate locupletibus, ad iterationem quempiam transacti oneris compellat : ut cùm alii necdùm penè initiati curiæ sacris fuerint, alios et continuatio, et repetitæ sæpè functiones afficiant. l. 52. C. eod. V. inf. de mun. et hon. l. 3. §. 15.

TITULUS III. — *De alvo (albo) scribendo.*

1. Decuriones in albo ita scriptos esse oportet, ut lege municipali præcipitur : sed si lex cessat, tunc dignitates erunt spectandæ, ut scribantur eo ordine quo quisque eorum maximo honore in municipio functus est. l. 1.

2. Hi, qui nullo honore functi sunt (*ita scribendi*), prout quisque in ordinem venit. l. 1. in fin. princ.

3 In albo decurionum in municipio nomina antè scribi oportet eorum, qui dignitates principis judicio consecuti sunt, posteà eorum qui municipalibus honoribus functi sunt. l. 2.

TITULUS IV. — *De muneribus et honoribus.*

1. Munerum civilium quædam sunt patrimonii, alia personarum. l. 1.

Illud tenendum est generaliter personale quidem munus esse, quod corporibus, labore, cum sollicitudine animi, ac vigilantiâ solenniter exstitit : patrimonii verò in quo sumptus maximè postulatur. l. 1. §. 3.

Munerum civilium triplex divisio est, nam quædam munera personalia sunt, quædam patrimoniorum. Dicuntur alia mixta. l. 18. d. l. §. 1.

2. Qui originem ab urbe Româ habent, si alio loco domicilium constituerunt, munera ejus sustinere debent. l. 3.

3. His qui castris operam per militiam dant, nullum municipale munus injungi potest. l. 3. §. 1.

4. Quod pater in reatu criminis alicujus est, filiis impedimento ad honores esse non debet. l 3. §. 9.

5. Eos milites, quibus supervenientibus hospitia præberi in

civitate oportet, per vices ab omnibus, quos id munus contingit, suspici oportet. l. 3. §. 13.

6. Præses provinciæ provideat, munera et honores in civitatibus æqualiter per vices secundùm ætates, et dignitates, ut gradus munerum, honorumque, qui antiquitùs statuti sunt, injungi : ne sine discrimine et frequenter iisdem oppressis simul viris et viribus reipublicæ destituantur. l. 3. §. 15.

Civilia munera per ordinem pro modo fortunarum sustinenda sunt. l. 1. C. de mun. patrim.

7. Qui obnoxius muneribus suæ civitatis fuit, nomen militiæ, defugiendi oneris municipalis gratiâ, dedit : deteriorem causam reipublicæ facere non potuit. l. 4. §. ult. V. s. ad municip. n. 21.

8. Munera quæ patrimoniis injunguntur, vel intributiones talia sunt. ut neque ætas ea excuset, neque numerus liberorum, nec alia prærogativa, quæ solet à personalibus muneribus exuere. l. 6. §. 4.

9. Munera quæ patrimoniis indicuntur, duplicia sunt. Nam quædam possessoribus injunguntur, sive municipes sunt, sive non sunt : Quædam non nisi municipibus vel incolis. Intributiones quæ agris fiunt, vel ædificiis, possessoribus indicuntur. Munera verò qui patrimoniorum habentur, non aliis quàm municipibus, vel incolis. l. 6. §. ult. l. 18. §. 21.

10. Ad rempublicam administrandam ante vicesimum quintum annum, vel ad munera quæ non patrimonii sunt, vel honores, minores admitti non oportet. l. 8.

11. Annus vicesimus quintus cœptus pro pleno habetur.

Hoc enim in honoribus favoris causâ constitutum est : ut pro plenis inchoatos accipiamus : sed in his honoribus in quibus reipublicæ quid eis non committitur. Cæterùm cum damno publico honorem ei committi non est dicendum, etiam cum ipsius pernicie minoris. l. 8.

12. Si quis magistratus in municipio creatus, munere injuncto fungi detrectet : per præsides munus agnoscere cogendus est remediis, quibus tutores quoque solent cogi ad munus, quod injunctum est, agnoscendum. l. 9.

13. Honorem sustinenti, munus imponi non potest : munus sustinenti, honor deferri potest. l. 10.

14. Ut gradatim honores deferantur, edicto, et ut à minoribus ad majores perveniatur, Epistola Divi Pii ad Titianum exprimitur. l. 11. V. inf. l. 14. §. pen.

15. Quoties penuria est eorum, qui magistratum suscipiunt, immunitas ad aliquid infringitur. l. 11. §. 2. V. inf. l. 14. §. pen.

16. Honor municipalis est administratio reipublicæ cum dignitatis gradu, sive cum sumptu, sive sine erogatione contingens. l. 14.

17. Publicum munus dicitur, quod in administrandâ republicâ cum sumptu sine titulo dignitatis subimus. l. 14. §. 1.

18. De honoribus sive muneribus gerendis cùm quæritur, in primis consideranda persona est ejus, qui defertur honor, sive muneris administratio : item origo natalium, facultates quoque, an sufficere injuncto muneri possint, item lex secundùm quam muneribus quisque fungi debeat. l. 14. §. 3.

19. Gerendorum honorum non promiscua facultas est, sed ordo certus huic rei adhibitus est. Nam neque priùs majorem magistratum quisquam, nisi minorem susceperit, gerere potest, neque ab omni ætate, neque continuare quisque honores potest. Si alii non sint, qui honores gerant, eosdem compellendos qui gesserint complurimis constitutionibus cavetur. D. etiam Hadrianus de iterandis muneribus rescripsit in hæc verba : illud consentio, ut si alii non erunt idonei, qui hoc munere fungantur, ex his qui jam functi sunt creentur. l. 14. §. penult. et ult. V s. l. 11.

Defensionem reipublicæ ampliùs quàm semel suscipere nemo cogitur, nisi id fieri necessitas postulet. l. 16. §. ult.

20. Sicut honores et munera cùm pater et filius decuriones sunt, in eâdem domo continuari non oportet : ita vacationum concessa tempora, non aliis prodesse possunt, quàm his qui ad eosdem vel alios honores eademque vel alia munera, denuò vocantur. l. 1. C. de muner. et hon. non contin. V. n. seq.

21. Intervalla temporum quæ in unius personâ locum habent, fratribus (licèt communia possideant bona) minimè prodesse, frequenter constitutum est. l. ult. C. eod.

22. Cùm te omnibus muneribus functum esse adseveres, ad eadem munera, si aliorum civium copia est, qui obsequiis civilibus fungi possint, præses provinciæ devocari te, non permittet. l. 3. C. quemadm. civ. mun. indic.

23. Ab honoribus ad honores eosdem quinquennii datur vacatio : triennii verò ad alios. l. 2. C. de mun. et honor.

24. Veterani sunt qui post vicesimum annum militiæ honestam, vel causariam missionem consecuti sunt. l. ult. C. de his qui non impl. stip. sacr. sol. s.

25. Decuriones ad magistratum, vel exactionem annonarum ante tres menses, vel amplius nominari debent. Ut si querimonia eorum videatur justa, sine impedimento, in absolvendi locum alius subrogetur. l. 1. C. de magistr. munic.

Titulus v. — *De vacatione, et excusatione munerum.*

1. Omnis excusatio suâ æquitate nititur. l. 1.

2. Quamvis sexaginta quinque annorum aliquis sit, et tres liberos incolumes habeat, à muneribus tamen civilibus propter has causas non liberatur. l. 1. §. ult.

3. Numerus liberorum, aut septuaginta annorum, ab honoribus aut muneribus his cohærentibus excusationem non præstat :

sed à muneribus tantùm civilibus. l. 2. §. 1. C. civ. 433, 436.

In honoribus delatis neque major annorum septuaginta, neque pater numero quinque liberorum excusatur. l. 8.

4. Qui ad munera vocantur, vivorum se liberorum numerum habere, tempore quo propter eos excusari desiderant, probare debent : numerus enim liberorum posteà impletus susceptis anteà muneribus non liberat. l. 2. §. 3. C. civ. 436, 437.

Hoc circa vacationes dicendum est, ut si antè quis ad munera municipalia vocatus sit, quàm negotiari inciperet, vel ante quàm in collegium adsumeretur, quod immunitatem pariat, vel antequàm septuagenarius fieret, vel antequàm publicè profiteretur, vel antequàm liberos susciperet, compellatur ad honorem gerendum. l. 5. §. 7. ff. de jure imm.

5. Quæ patrimoniorum onera sunt, numero liberorum non excusantur. l. 2. §. 4.

Neque tempore ætatis, neque numero liberorum à muneribus quæ patrimoniorum sunt, excusationem quis habere potest. l. 5. C. de muner. patrim.

Etiam minores ætate patrimoniorum muneribus subjugari solent. l. 7. C. eod.

Patrimoniorum munera mulieres etiam sustinere debent. l. 9. C. eod. Charte, 2.

6. Minùs audiens immunitatem civilium munerum non habet. l. 2. §. 6.

7. Corporis debilitas eorum munerum excusationem præstat, quæ tantùm corpore implenda sunt. Cæterùm quæ consilio prudentis viri, vel patrimonio sufficientis in homines obiri possunt, nisi certis, et receptis probabilibus causis non remittuntur. l. 2. §. penult.

8. Tempus vacationis, quod datur eis qui reipublicæ causâ abfuerunt, non ex eo die numerandum est, quo quis abesse desiit, sed cum quodam laxamento itineris. Neque enim minùs abesse reipublicæ causâ intelligendus est qui adit negotium, vel ab eo revertitur. Si quis tamen plus justo temporis, aut itineris, aut in alio loco commoratus, consumpserit : ita ea interpretanda erit, ut ex eo tempore vacationis dies incipiat ei cedere, quo iter ex commodo peragere potuisset. l. 4.

9. Verè philosophantes pecuniam contemnunt, cujus retinendæ cupidine fictam adseverationem detegunt. l. 8. §. 4. in f.

Professio et desiderium tuum inter se discrepant. Nam cùm philosophum te esse proponas, vinceris avaritiâ et rapacitate, et onera quæ patrimonio tuo injunguntur solus recusare conaris, quod frustrà te facere cæterorum exemplo poteris edoceri. l. 6. C. de mun. patr.

Turpe est ut patriæ functiones ferre non possit, qui etiam fortunæ vim se ferre profitetur. l. 8. in f. C. de profess. et med.

10. Qui in eam valetudinem incidit, ut certum sit eum civilia officia subire non posse, aut si alio morbo laboret, ut suis rebus superesse non possit, (hîc) in perpetuum excusatur. l. 13.

11. Eodem tempore idem duas curas operis non administrabit. l. ult. §. 1.

12. Exceptis qui liberalium studiorum antistites sunt, et qui medendi curâ funguntur, decurionum decreto immunitas nemini tribui potest. l. 1. C. de decret. dec. sup. imm. quib. conc.

13. Tutelæ sollicitudo à muneribus civilibus non excusat : ut potè cùm nec tres simul injunctæ diversarum domuum hujusmodi beneficium præstent. l. 3. C. de excus. mun.

TITULUS VI. — *De jure immunitatis.*

1. Personis datæ immunitates, hæredibus non relinquuntur. l. 1. §. 1.

2. Sed et generi posterisque datæ custoditæque ad eos qui ex fœminis nati sunt non pertinent. l. 1. §. 2.

Immunitates generaliter tributæ eo jure, ut ad posteros transmitterentur, in perpetuum succedentibus durant. l. 4.

3. Si qui certâ conditione muneribus vel honoribus se adstrinxerunt, cùm aliàs compelli non possent inviti suscipere istum honorem : fides eis servanda est conditioque, quâ se ad munera sive honores applicari passi sunt. l. 2.

4. Majores septuaginta annis à tutelis et muneribus personalibus vacant. Sed qui ingressus est septuagesimum annum, nondùm egressus, hâc vacatione non utetur : quia non videtur major esse septuaginta annis qui annum agit septuagesimum. l. 3. C. civ. 433.

5. Semper in civitate nostrâ senectus venerabilis fuit : namque majores nostri penè eumdem honorem senibus, quem magistratibus tribuebant. Circa munera quoque municipalia subeunda idem honor senectuti tributus est. Sed eum qui in senectute locuples factus est, et antè nullo publico munere functus est, dici potest non eximi ab hoc onere privilegio ætatis : maximè si non tam corporis habeat vexationem, quàm pecuniæ erogationem indicti muneris administratio : et ex eâ sit civitate, in quâ non facilè sufficientes viri publicis muneribus inveniantur. Legem quoque respici cujusque loci oportet, an cùm aliquas immunitates nominatim complecteretur, etiam de numero annorum in eâ commemoretur. l. 5. d. l. §. 1.

6. Demonstratur variè nec abscissè, numerum liberorum ad excusationem municipalium munerum prodesse, ex rescriptis Divi Elvii Pertinacis. Namque Silvio Candido in hæc verba rescripsit : Εἰ καὶ μὴ πασῶν λειτουργιῶν ἀφίησιν τούς πατέρας ὁ τῶν τέκνων ἀριθμὸς : ἀλλ᾽ οὖν ἐπειδὴ ἑκκαίδεκα παῖδας ἔχειν διὰ τοῦ βιβλιοῦ ἐδήλωσας οὐκ ἔστιν ἄλογον, ὥςε συγχωρῆσαι σχολάζειν τῇ παιδοτρόφια, καὶ ἀνεῦζαισε τῶν λειτουργίων. Id est, *etsi non ab omnibus muneribus dimittit*

patrem natorum numerus : tamen quia sedecim pueros habere te per libellum notificasti : non est irrationabile, ut concedamus filiorum educatione remitti tibi munera. l. 5. §. 2.

Eos qui cujuscunque sexûs liberos quinque habeant, impetrata semel vacatione potiri convenit. l. ult. C. de his qui num. lib.

7. Nepotes loco parentum succedentes, vice eorum prodesse consueverunt. Ideòque si quinque numerus liberorum ex amissorum filiorum nepotibus suppletur, à muneribus personalibus, is quem patrem tuum esse dicis, juxtà constituta excusatur. l. 3. C. de his qui num. liber.

8. Quibusdam collegiis vel corporibus, quibus jus coeundi lege permissum est, immunitas tribuitur : scilicet eis collegiis vel corporibus, in quibus artificii sui causâ unusquisque adsumitur : ut fabrorum corpus est, et si qua eamdem rationem originis habent, id est, idcircò instituta sunt, ut necessariam operam publicis utilitatibus exhiberent. l. 5. §. 12.

9. Qui publici muneris vacationem habet, si aliquem honorem susceperit, ob id quod patriæ suæ utilitatibus cesserit, vel gloriæ cupiditate paulisper jus publicum relaxaverit, competens privilegium non amittit. l. 2. C. de his qui spont. mun. sub.

10. Presbyteros, diaconos, subdiaconos, atque exorcistas, et lectores, ostiarios, et acolytos etiam personalium munerum expertes esse præcipimus. l. 6. C. de epis. et cler.

TITULUS VII. — *De legationibus.*

1. Si quis legatum hostium pulsasset, contra jus gentium id commissum esse existimatur : quia *sancti habentur legati.* Et ideò, si cùm legati apud nos essent gentis alicujus, bellum cum eis indictum sit : responsum est, liberos eos manere : id enim juri gentium conveniens esse. l. ult.

TITULUS VIII. — *De administratione rerum ad civitates pertinentium.*

1. Quod quis suo nomine exercere prohibetur, id nec per subjectam personam agere debet. Et ideò si decurio subjectis aliorum nominibus prædia publica locat, quæ decurionibus conducere non licet, secundùm legem usurpata revocentur. l. 2. §. 1.

2. Qui fidejusserint pro conductore vectigalis, *in universam conductionem*, in usuras quoque in jure conveniuntur, nisi propriè quid in personâ eorum verbis obligationis expressum est. l. 2. §. 12.

3. Curatores communis officii, divisâ pecuniâ, quam omnibus in solidum publicè dari placuit, periculo vice mutuâ non liberantur. Prior tamen exemplo tutorum conveniendus est is qui gessit. l. 3. l. 1. et l. 2. C. quo quisque ord. conv.

4. Legatam municipio pecuniam in aliam rem, quam defunctus voluit convertere citra principis auctoritatem non licet. Et ideò, si unum opus fieri jusserit, quod falcidiæ legis interventu fieri

non potest, permittitur summam quæ eo nomine debetur, in id quod maximè necessarium reipublicæ videatur, convertere. l. 4. C. civ. 910.

5. Pecuniam, quæ in opera nova legata est, potiùs in tutelam eorum operum, quæ sunt, convertendam, quàm ad inchoandum opus erogandam, Divus Pius rescripsit, scilicet si satis operum civitas habeat, et non facilè, ad reficienda ea, pecunia inveniatur. l. ult. ff. de oper. publ.

6. Magistratus reipublicæ non dolum solummodò, sed et latam negligentiam, et hoc ampliùs etiam diligentiam debent. l. 8.

7. Calculi erroris retractatio etiam post decennii aut vicennii tempora admittetur. l. 6.

8. Imperatores Antoninus et Verus rescripserunt, *pecuniæ, quæ apud curatores remansit, usuras exigendas : ejus* verò, *quæ à redemptoribus operum exigi non potest, sortis duntaxat periculum ad curatores pertinere.* l. 9.

Imperatores *Antonius et Verus* rescripserunt, eum qui pecuniam publicam magistratûs sui tempore, et post non pauco tempore detinuerat usuras etiam præstare debere, nisi si quid allegare possit, quâ ex causâ tardius intulisset. l. 9. §. ult.

TITULUS IX. — *De Decretis ab ordine faciendis.*

1. Illa decreta, quæ non legitimo numero decurionum coacto facta sunt, non valent. l. 2.

TITULUS X. — *De operibus publicis.*

1. Curam operis aquæductûs in alio jam munere constitutus posteà susceperat : præposterè visus est petere exonerari priore munere utrisque jam implicitus : quandò, si alterum tantùm eum sustinere oportuisset, antè probabiliùs impetrasset propter priùs munus à sequenti excusationem. l. 1. §. 1.

2. Ne ejus nomine, cujus liberalitate opus exstructum est, eraso, aliorum nomina inscribantur, et propterea revocentur similes civium in patrias liberalitates, præses provinciæ auctoritatem suam interponat. l. 2. §. 2.

3. Quibus operum publicorum exstructio credita est, si quid vitii intrà quindecim annos ab opere perfecto evaserit, tenebuntur et eorum hæredes. l. 8. C. de oper. publ.

4. An in totum ex ruinâ domûs licuerit non eamdem faciem in civitate restituere, sed in hortum convertere : et an hoc consensu tunc magistratuum non prohibentium, item vicinorum factum sit, præses probatis his, quæ in oppido frequenter in eodem genere controversiarum servata sunt, causâ cognitâ statuet. l. 3. C. de ædif. priv.

5. Si cui loci proprietas ædificandi juxta publicas ædes animum dederit, is 15. pedum spatio interjecto inter publica ac privata ædificia, ita sibi noverit fabricandum, ut tali intervallo et publicæ ædes à periculo vindicentur, et privatus ædificator velut perpe-

ràm fabricato loco destructionis quandoquè futuræ non timeat detrimentum l. 9. C. de ædif. priv.

TITULUS XI. — *De nundinis.*

1. Qui ad nundinas concurrunt, non possunt pro debitis privatis inquietari. l. 1. C. de nund. et merc.

TITULUS XII. — *De pollicitationibus.*

1 Inter liberos nepotem quoque ex filiâ contineri Divus Pius rescripsit. l. ult.

TITULUS XIII.—*De extraordinariis cognitionibus, et si judex litem suam fecisse diceretur.*

1. Est quidem res sanctissima, civilis sapientia : sed quæ pretio nummario non sit æstimanda, nec dehonestanda, dùm in judicio honor petitur, qui in ingressu sacramenti efferri debuit : quædam enim tametsi honestè accipiantur, inhonestè tamen petuntur. l. 1. §. 5.

Divus *Antoninus* Pius rescripsit juris studiosos qui salaria petebant, hæc exigere posse. l. 4.

2. In honorariis advocatorum ita versari judex debet, ut pro modo litis, proque advocati facundiâ, et fori consuetudine, et judicii, in quo erat acturus, æstimationem adhibeat: dummodò licitum honorarium quantitas non egrediatur. l. 1. §. 10.

Licita autem quantitas intelligitur pro singulis causis ad centum aureos. d. l. §. 12. in f. V. tome 3, page 515, s.

3. Si medicus, cui curandos suos oculos, qui eis laborabat, commiserat, periculum amittendorum eorum per adversa medicamenta inferendo, compulit, ut ei possessiones suas contra fidem bonam æger venderet: incivile factum præses provinciæ coerceat, remque restitui jubeat. l. 3. V. tome 3, page 321, s.

4. Numerus cognitionumin quatuor ferè genera dividi potest : aut enim de *honoribus*, sive muneribus gerendis agitatur, aut de *re pecuniariâ* disceptatur, aut de *existimatione* alicujus cognoscitur, aut de *capitali crimine* quæritur. l. 5.

5. Existimatio est dignitatis illæsæ status, legibus ac moribus comprobatus, qui ex delicto nostro auctoritate legum aut minuitur, aut consumitur. l. 5. §. 1.

6. Minuitur existimatio, quoties circa statum dignitatis pœnâ plectimur : sicuti cùm relegatur quis, vel cùm ordine movetur, vel cùm prohibetur honoribus publicis fungi, vel cùm plebeius fustibus cæditur, vel in opus publicum datur, vel cùm in eam causam quis incidit, quæ edicto perpetuo infamiæ causa enumeratur. l. 5. §. 2. p. 8, s.

7. Consumitur verò, (existimatio) quoties magna capitis minutio intervenit: veluti cùm aquâ et igni interdicitur. l. 5. §. 3. p. 7.

TITULUS XIV. — *De proxeneticis.*

1. Proxenetica jure licito petuntur. l. 1.

2. Si proxeneta intervenerit faciendi nominis, ut multi solent :

videamus, an possit quasi mandator teneri. Et non puto teneri : quia hic monstrat magis nomen, quàm mandat, tametsi laudet nomen. Idem dico, et si aliquid philanthropi nomine acceperit, nec ex locato conducto erit actio. Planè si dolo et calliditate creditorem circumvenerit, de dolo actione tenebitur. l. 2.

3. De proxenetico, quod et sordidum, solent præsides cognoscere : sic tamen, ut in his modus esse debeat et quantitatis, et negotii, in quo operulâ istâ defuncti sunt, et ministerium quale quale accommodaverunt. l. 3.

4. Est proxenetarum modus, qui emptionibus, venditionibus, commerciis, contractibus licitis utiles non ideò improbabili more se exhibent. l. 3. in fin. C. civ. 1984, s; co. 74, s. 91, s.

Titulus xv. — *De censibus.*

1. Personis data immunitas cum personâ extinguitur : rebus nunquàm extinguitur. l. 3. in f. l. 4. §. 3.

2. Formâ censuali cavetur, ut agri sic in censum referantur, nomen fundi cujusque, et in quâ civitate, et quo pago sit, et quos duos vicinos proximos habeat. l. 4. quot jugerum sit. d. l. V. tome 3, page 75, s.

3. Illam æquitatem debet admittere censitor, ut officio ejus congruat, relevari eum qui in publicis tabulis delato modo frui certis ex causis non possit. Quarè, et si agri portio chasmate perierit, debebit per censitorem relevari. Si vites mortuæ sint, vel arbores aruerint : iniquum eum numerum inseri censui. l. 4. § 1.

4. Is verò qui agrum in aliâ civitate habet, in eâ civitate profiteri debet, in quâ ager est. Agri enim tributum in eam civitatem debet levare, in cujus territorio possidetur. l. 4. §. 2.

5. Lacus quoque piscatorius, et portus in censum domnius debet deferre. Salinæ si quæ sunt in prædiis, et ipsæ in censum deferendæ sunt. l. 4. §. 6. et 7.

6. Cùm possessor unus expediendi negotii causâ tributorum jure conveniretur, adversùs cæteros, quorum æquè prædia tenentur, ei qui conventus est, actiones à fisco præstantur : scilicet ut omnes pro modo prædiorum pecuniam tributi conferant. Nec inutiliter actiones præstantur, tametsi fiscus pecuniam suam recuperaverit : quia nominum venditorum pretium acceptum videtur. l. 5.

Titulus xvi. — *De verborum significatione.*

1. Creditorum appellatione non hi tantùm accipiuntur qui pecuniam crediderunt : sed omnes, quibus ex quâlibet causâ debetur. l. 11.

Sed etsi ex delicto debeatur, mihi videtur posse creditoris loco accipi. l. 12.

2. Minùs solvit, qui tardiùs solvit : nam et tempore minùs solvitur. l. 12. §. 1. C. civ. 1146, s.

3. Plerumquè plus est in manûs pretio, quàm in re. l. 13. §. 1. in fin.

4. Rem amisisse videtur, qui adversùs nullum ejus persequendæ actionem habet. l. 14. §. 1.

5. Bona civitatis abusivè publica dicta sunt. Sola enim ea publica sunt, quæ populi romani sunt. l. 15.

6. Princeps bona concedendo videtur etiam obligationes concedere. l. 21. C. civ. 1135.

7. Nihil est aliud hæreditas, quàm successio in universum jus, quod defunctus habuit. l. 24. V. inf. de reg. jur. n. 51. C. civ. 724.

8. Rectè dicimus, eum fundum totum nostrum esse etiam cùm usufructus alienus est : quia ususfructus non dominii pars, sed servitutis sit : ut via, et iter. Nec falsò dici totum meum esse, cujus non potest ulla pars dici alterius esse. l. 25. C. civ. 543.

9. Quintus Mucius ait, partis appellatione rem pro indiviso significari : nam quod pro diviso nostrum sit, id non partem, sed totum esse, Servius non ineleganter partis appellatione utrumque significari. l. 25. §. 1.

10. Qui occasione acquirendi non utitur, non intelligitur alienare : veluti qui hæreditatem omittit, aut optionem intra certum tempus datam non amplectitur. l. 28. V. inf. de reg. jur. n. 93.

11. Conjunctionem nonnumquàm pro disjunctione accipi Labeo ait : ut in illâ stipulatione, mihi hæredique meo, te hæredemque tuum. l. 26.

Sæpè ita comparatum est, ut conjuncta pro disjunctis accipiantur, et disjuncta pro conjunctis, interdùm soluta pro separatis. l. 53.

Cùm dicimus, quod dedi, aut donavi, utraque continemus. Cùm verò dicimus, *quod eum dare facere oportet* quodvis eorum sufficit probare. d. l.

12. Bona intelliguntur cujusque, quæ deducto ære alieno supersunt. l. 39. §. 1.

13. Familiæ appellatione liberi quoque continentur. l. 40. §. 2.

14. Verbo *victus* continentur, quæ esui, potuique, cultuique corporis, quæque ad vivendum homini necessaria sunt : vestem quoque victûs habere vicem Labeo ait. Et cætera, quibus tuendi, curandive corporis nostri gratiâ utimur, eâ appellatione significantur. l. 43. et 44.

Verbum *vivere* quidam putant ad cibum pertinere. Sed Ofilius ad Atticum ait, his verbis et vestimenta et stramenta contineri : sine his enim vivere neminem posse. l. 234. §. 2. C. civ. 210, 211.

15. Matrem familias accipere debemus eam, quæ non in honestè vixit : matrem enim familias à cœteris fæminis mores discernunt, atque separant. Proindè nihil intererit, nupta sit, an vidua, nam neque nuptiæ, neque natales faciunt matrem familias, sed boni mores. l. 46. §. 1.

16. Liberationis verbum eamdem vim habet, quàm solutionis. l. 47.

17. In bonis nostris computari sciendum est, non solùm quæ dominii nostri sunt, sed et si bonâ fide à nobis possideantur, vel

superficiaria sint. Æquè bonis adnumerabitur, etiam si quid est in actionibus, petitionibus, persecutionibus. Nam hæc omnia in bonis esse videntur. l. 49.

18. Item dubitatum est, illa verba, *ope*, *consilio*, quemadmodùm accipienda sunt : sententiæ conjungentium, aut separantium? sed verius est, quod et Labeo ait, separatìm accipienda : quia aliud factum est ejus, qui ope : aliud ejus, qui consilio furtum facit. l. 53. §. 1.

19. Nemo ope videtur fecisse, nisi et consilium malignum habuerit : nec consilium habuisse nocet, nisi et factum secutum fuerit. d. §.

20. Conditionales creditores dicuntur, et hi quibus nondùm competit actio, est autem competitura : vel qui spem habent, ut competat. l. 54. C. civ. 1185, s.

21. Creditor autem is est, qui exceptione perpetuâ submoveri non potest : qui autem temporalem exceptionem timet, similis est conditionali creditori. l. 55.

22. Liberorum appellatione continentur non tantùm qui sunt in potestate : sed omnes, qui sui juris sunt : sive virilis, sive fœminini sexûs sunt, exve fœminini sexûs descendentes. l. 56. §. 1.

23. Intestatus est, non tantùm qui testamentum non fecit, sed etiam cujus ex testamento hæreditas adita non est. l. 64.

24. Hæredis appellatio non solùm ad proximum hæredem, sed et ad ulteriores refertur : nam et hæredis hæres, et deinceps, hæredis appellatione continetur. l. 65.

Sciendum est hæredem etiam per multas successiones accipi. l. 70. V. inf. de reg. jur. n. 158.

25. Restituere is videtur, qui id restituit, quod habiturus esset actor, si controversia ei facta non esset. l. 75. V. inf. n. ult.

26. Interdùm proprietatem quoque verbum possessionis significat : sicut in eo, qui possessiones suas legasset, responsum est. l. 78.

27. Impensæ necessariæ sunt, quæ si factæ non sint, res aut peritura, aut deterior futura sit. l. 79.

28. Utiles impensas esse Fulcinius ait, quæ meliorem dotem faciant, non deteriorem esse non sinant : ex quibus reditus mulieri acquiratur : sicut arbusti pastinatione ultrà quàm necesse fuerat : quorum nomine onerari mulierem ignorantem, vel invitam, non oportet : ne cogatur fundo carere. In his impensis et pistrinum, et horreum insulæ dotali adjectum, plerumquè dicemus. l. 79, §. 1.

29. Voluptariæ sunt, quæ speciem duntaxat ornant, non etiam fructum augent : ut sunt viridia, et aquæ salientes, incrustationes, loricationes, picturæ. l. 79. §. 2.

30. Neratius priscus tres facere existimat collegium. Et hoc magis sequendum est. l. 85.

31. Littus est, quousquè maximus fluctus à mari pervenit. l. 96. Quà maximè fluctus exæstuat. l. 112.

32. Derogatur legi, aut abrogatur. Derogatur legi, cùm pars detrahitur, abrogatur legi, cùm prorsùs tollitur. l. 102.

33. Debitor intelligitur is, à quo invito exigi pecunia potest. l. 108.

34. Bonæ fidei emptor esse videtur, qui ignoravit eam rem alienam esse : aut putavit eum, qui vendidit, jus vendendi habere, putà procuratorem, aut tutorem esse. l. 109. C. civ. 550.

35. Sequester dicitur, apud quem plures eamdem rem, de quâ controversia est, deposuerunt, dictus ab eo, quod occurrenti, aut quasi sequenti eos, qui contendunt, committitur. l. 110. C. civ. 1956.

36. Qui mortui nascuntur, neque nati, neque procreati videntur : quia nunquàm liberi appellari potuerunt. l. 129. C. civ. 725.

37. Inter mulctam et pœnam multùm interest : cùm pœna generale sit nomen, omnium delictorum coërcitio : mulcta, specialis peccati, cujus animadversio hodiè pecuniaria est. l. 131. §. 1. p. 7, s.

38. Anniculus non statìm ut natus est, sed trecentesimo sexagesimo quinto die dicitur, incipiente planè, non exacto die : quia annum civiliter, non ad momenta temporum, sed ad dies numeramus. l. 134. V. l. 5. ff. qui testam. fac. poss. l. 8. ff. de muner. et honor. l. 1. in f. de manum. l. 2. ff. de excus. l. un. c. qui ætate. l. 3. §. 3. ff. de minor.

39. Quæret aliquis : si portentosum, vel monstrosum, vel debile mulier ediderit, vel qualem visu, vel vagitu novum, non humanæ figuræ, sed alterius magis animalis, quàm hominis partum : an quia enixa est, prodesse ei debeat? et magis est, ut hæc quoque parentibus prosint. Nec enim est, quòd eis imputetur, quæ, qualiter potuerunt, statutis obtemperaverunt : neque id, quod fataliter accessit, matri damnum injungere debet. l. 135. V. de statu. hom. l. 14.

40. Cepisse quis intelligitur, quamvis alii acquisiit. l. 140.

41. Triplici modo conjunctio intelligitur. Aut enim re per se conjunctio contingit, aut re et verbis, aut verbis tantùm. l. 142.

43. Id apud se quis habere videtur, de quo habet actionem. Habetur enim, quod peti potest. l. 143. V. inf de reg. jur. l. 15.

43. Non est sine liberis, cui vel unus filius, unave filia est. Hæc enim enunciatio, *habet liberos*, (*non habet liberos*), semper plurativo numero profertur. l. 148.

Nam quem sine liberis esse, dicere non possumus : hunc necesse est dicamus liberos habere. l. 149.

44. Delata hæreditas intelligitur, quam quis possit adeundo consequi. l. 151.

45. Hominis appellatione tam fœminam, quàm masculum contineri, non dubitatur. l. 152.

46. Intelligendus est mortis tempore fuisse, qui in utero relictus est. l. 153. C. civ. 725.

47. Partitionis nomen non semper dimidium significat: sed prout est adjectum. Potest enim juberi aliquis, et maximam partiri posse et vicesimam, et tertiam, et prout libuerit: sed si non fuerit portio adjecta, dimidia pars debetur. l. 164. §. 1.

48. Hæreditas juris nomen est, quod et accessionem et decessionem in se recipit. Hæreditas autem vel maximè fructibus augetur. l. 178. §. 1.

49. Verbum *exactæ pecuniæ* non solùm ad solutionem referendum est: verùm etiam ad delegationem. l. 187.

50. Jure proprio familiam dicimus, plures personas, quæ sunt sub unius potestate, aut naturâ, aut jure subjectæ. Ut putà patremfamilias, matremfamilias, filiumfamilias, filiamfamilias, cuique deinceps vicem eorum sequuntur, ut putà nepotes, et neptes, et deinceps. l. 195. §. 2.

51. Paterfamilias appellatur, qui in domo dominium habet. Rectèque hoc nomine appellatur, quamvis filium non habeat: non enim solam personam ejus, sed et jus demonstramus. Deniquè et pupillum patremfamilias appellamus. l. 195. §. 2.

52. Cùm paterfamilias moritur: quotquot capita ei subjecta fuerint, singulas familias incipiunt habere: singuli enim patrumfamiliarum nomen subeunt. Idemque eveniet, et in eo, qui emancipatus est: nam et hic sui juris effectus, propriam familiam habet. l. 195. §. 2.

53. Communi jure familiam dicimus omnium agnatorum: nam etsi patrefamilias mortuo singuli singulas familias habent: tamen omnes, qui sub unius potestate fuerunt, rectè ejusdem familiæ appellabuntur, qui ex eâdem domo et gente proditi sunt. l. 195. §. 2. in f.

Appellatur familia plurium personarum quæ ab ejusdem ultimi genitoris sanguine proficiscuntur, sicuti dicimus familiam Juliam, quasi à fonte quodam memoriæ. d. l. 195. §. 4.

54. Mulier familiæ suæ et caput, et finis est. l. 195. §. ult.

Fœminarum liberos in familiâ earum non esse palàm est: quia qui nascuntur patris non matris familiam sequuntur. l. 196. §. 1.

55. Familiæ appellatione et ipse princeps familiæ continetur. l. 196.

56. Ea domus unicuique nostrum debet existimari, ubi quisque sedes et tabulas haberet, suarumque rerum constitutionem fecisset. l. 203.

57. Bonorum appellatio, sicut hæreditatis, universitatem quamdam ac jus successionis, et non singulares res demonstrat. l. 208.

58. Prævaricatores eos appellamus, qui causam adversariis suis donant, et ex parte actoris in partem rei conced unt. l. 212.

59. *Cedere* diem significat incipere deberi pecuniam : *venire* diem significat eum diem venisse, quo pecunia peti possit. Ubi purè quis stipulatus fuerit : et cessit, et venit dies. Ubi in diem : cessit dies, sed nondùm venit : ubi sub conditione, neque cessit, neque venit dies pendente adhuc conditione. l. 213. C. civ. 1168, s.

60. Lata culpa est nimia negligentia, id est, non intelligere quod omnes intelligunt. l. 213. §. 2.

Latæ culpæ finis est non intelligere id quod omnes intelligunt. l. 223.

61. Potestatis verbo plura significantur, in personâ magistratuum imperium, in personâ liberorum patria potestas. l. 215.

62. In conventibus contrahentium voluntatem potiùs quàm verba spectari placuit. Cùm igitur eâ lege fundum vectigalem municipes locaverint, ut ad hæredem ejus qui suscepit, pertineret : jus hæredum ad legatarium quoque transferri potuit. l. 219. C. civ. 1156.

63. Natura nos docet parentes pios, *qui liberorum procreandorum animo et voto uxores ducunt:* filiorum appellatione, omnes qui ex nobis descendunt, contineri. Nec enim dulciore nomine possumus nepotes nostros quàm filii appellare. l. 220. §. ult.

64. Amicos apellare debemus, non levi notitiâ conjunctos, sed quibus fuerint jura cum patrefamilias, honestis familiaritatis quæsita rationibus. l. 223. §. 1.

65. Magna negligentia, culpa est, magna culpa, dolus est. l. 226.

66. Quod dicimus eum, qui nasci speratur, pro superstite esse : tunc verum est, cùm de ipsius jure quæritur. Aliis autem non prodest, nisi natus. l. 231. C. civ. 135, 725.

67. Pignus propriè rei mobilis constituitur. l. 238. §. 2. in f. C. civ. 2072.

68. Munus publicum est officium privati hominis, ex quo commodum ad singulos universosque cives, remque eorum pervenit. l. 239. §. 3.

69. Territorium est universitas agrorum intra fines cujusque civitatis. l. 239. §. 8.

70. Verbum *suum* ambiguum est, utrùm de toto, an de parte significet: et ideò qui jurat suum non esse adjicere debet, neque sibi communem esse. l. 239. §. ult.

71. *Restituit* non tantùm qui solum corpus, sed etiam qui omnem rem conditionemque redditâ causâ præstet, et tota restitutio juris est interpretatio. l. ult. §. 1.

Titulus xvii. — *De diversis regulis juris antiqui.*

1. Regula est, quæ rem, quæ est, breviter enarrat. Non ex regulâ jus sumatur: sed ex jure, quod est, regula fiat : per regulam igitur brevis rerum narratio traditur, et (ut ait Sabinus) quasi causæ conjectio est. Quæ simul cùm in aliquo vitiata est, perdit officium suum. l. 1.

2. Fœminæ ab omnibus officiis civilibus, vel publicis remotæ sunt : et ideò nec judices esse possunt, nec magistratum gerere, nec postulare. l. 2.

3. Velle non creditur, qui obsequitur imperio patris. l. 4.

4. Jura sanguinis nullo jure civili dirimi possunt. l. 8.

5. Semper in obscuris, quod minimum est, sequimur. l. 9.

6. Secundùm naturam est, commoda cujusque rei eum sequi, quem sequuntur incommoda. l. 10.

7. Id quod nostrum est, sine facto nostro ad alium transferri non potest. l. 11. C. civ. 711, 712.

8. In testamentis pleniùs voluntates testantium interpretantur. l. 12.

9. In omnibus obligationibus, in quibus dies non ponitur, præsenti die debetur. l. 14.

10. Is qui actionem habet ad rem recuperandam, ipsam rem habere videtur. l. 15. V. s. de verb. signif. l. 143.

11. Cùm tempus in testamento adjicitur, credendum est pro hærede adjectum, nisi alia mens fuerit testatoris : sicuti in stipulationibus promissoris gratiâ tempus adjicitur. l. 17. C. civ. 1187.

12. Qui cum alio contrahit, vel est, vel debet esse non ignarus conditionis ejus. Hæredi autem hoc imputari non potest, cùm non sponte cum legatariis contrahit. l. 19.

13. Non debet, cui plus licet, quod minus est, non licere. l. 21.

14. Generaliter probandum est, ubicunquè in bonæ fidei judiciis confertur in arbitrium domini vel procuratoris ejus conditio, pro boni viri arbitrio hoc habendum esse. l. 22. §. 1.

15. Contractus quidam dolum malum duntaxat recipiunt: quidam et dolum, et culpam. Dolum tantùm, depositum, et precarium. Dolum et culpam, mandatum, commodatum, venditum, pignori acceptum, locatum, item dotis datio, tutelæ, negotia gesta in his quidem et diligentiam. Societas, et rerum communio, et dolum, et culpam recipit, sed hæc ita, nisi si quid nominatìm convenit, vel plus, vel minùs in singulis contractibus. Nam hoc servabitur, quod initio convenit. Legem enim contractus dedit. Excepto eo quod Celsus putat, non valere, si convenerit, ne dolus præstetur, hoc enim bonæ fidei judicio contrarium est, et ita utimur. Animalium verò casus, mortesque quæ sine culpâ accedunt, rapinæ, tumultus, incendia, aquarum magnitudines, impetus prædonum à nullo præstantur. l. 23. C. civ. 471, 1625, s. 1719, s. 1843, s. 1880, s. 1927, s. 1952. 1991, s. 2080.

16. Quatenùs cujus intersit, in facto, non jure consistit. l. 24.

17. Plus cautionis in re est, quàm in personâ. l. 25.

18. Qui potest invitis alienare, multò magis et ignorantibus et absentibus potest. l. 26.

19. Nec ex prætorio, nec ex solemni jure, privatorum conventione quidquam immutandum est. l. 27.

Privatorum conventio juri publico non derogat. l. 45. §. 1.

20. Obligationum causæ pactione possunt immutari. l. 27.

21. Divus Pius rescripsit, eos qui ex liberalitate conveniuntur, in id, quod facere possunt, condemnandos. l 28. C. civ. 1244.

22. Quod initio vitiosum est, non potest tractatu temporis convalescere. l. 29.

23. Verum est, neque pacta, neque stipulationes factum posse tollere : quod enim impossibile est, neque pacto, neque stipulatione potest comprehendi, ut utilem actionem, aut factum efficere possit. l. 31.

24. Quod ad jus naturale attinet, omnes homines æquales sunt. l. 32. in f.

25. In eo, quod vel is, qui petit, vel is, à quo petitur, lucri facturus est, durior causa est petitoris. l. 33.

Cùm de lucro duorum quæratur : melior est causa possidentis. l. 126. §. 2. V. inf. l. 98.

26. Semper in stipulationibus et in cæteris contractibus id sequimur, quod actum est. Aut, si non appareat, quid actum est, erit consequens, ut id sequamur, quod in regione, in quâ actum est, frequentatur. Quid ergò, si neque regionis mos appareat, quia varius fuit? ad id, quod minimum est, redigenda summa est. l. 34. C. civ. 1156, s.

27. Nihil tam naturale est, quàm eo genere quidve dissolvere quo colligatum est. Ideò verborum obligatio verbis tollitur. Nudi consensûs obligatio contrario consensu dissolvitur. l. 35.

Omnia, quæ jure contrahuntur, contrario jure pereunt. l. 100. V. inf. l. 153.

28. Culpa est, immiscere se rei ad se non pertinenti. l. 36.

29. Nemo, qui condemnare potest, absolvere non potest. l. 37.

30. Sicuti pœna ex delicto defuncti hæres teneri non debeat : ita nec lucrum facere, si quid ex eâ re ad eum pervenisset. l. 38. V. inf. l. 44. V. l. 111. §. 1. l. 152. l. 157. §. 2. l. 164.

31. In omnibus causis pro facto accipitur id, in quo per alium moræ sit quominùs fiat. l. 39. V. inf. l. 161. C. civ. 1178.

32. Furiosi, vel ejus, cui bonis interdictum sit, nulla voluntas est. l. 40. C. civ. 509, 513.

33. Non debet actori licere, quod reo non permittitur. l. 41.

34. In re obscurâ melius est favere repetitioni, quàm adventitio lucro. l. 41. §. 1.

35. Qui in alterius locum succedunt, justam habent causam ignorantiæ, an id, quod peteretur, deberetur. Fidejussores quoque non minùs quàm hæredes, justam ignorantiam possunt allegare. Hæc ita de hærede dicta sunt, si cum eo agetur : non etiam si agat. Nam planè, qui agit certus esse debet : cùm sit in potestate ejus, quandò velit, experiri : et antè debet rem diligenter explorare, et tunc ad agendum procedere. l. 42.

36. Nemo ex his, qui negant se debere, prohibetur etiam aliâ defensione uti, nisi lex impedit. l. 43.

37. Toties in hæredem damus de eo, quod ad eum pervenit quotiens ex dolo defuncti convenitur, non quotiens ex suo. l. 44. V. s. l. 38.

38. Neque pignus, neque depositum, neque precarium, neque emptio, neque locatio rei suæ consistere potest. l. 45.

39. Consilii non fraudulenti nulla obligatio est. Cæterùm si dolus et calliditas intercessit, de dolo actio competit. l. 47. C. civ. 109, 116, 117.

40. Socii mei socius, meus socius non est. l. 47. §. 1. C. civ. 1861.

41. Quidquid in calore iracundiæ vel fit, vel dicitur, non priùs ratum est, quàm si perseverantia apparuit judicium animi fuisse. l. 48.

42. Culpâ caret, qui scit, sed prohibere non potest. l. 5.

Nullum crimen patitur is, qui non prohibet, cùm prohibere non potest. l. 109.

43. Non videtur quisquam id capere, quod ei necesse est alii restituere. l. 51.

44. Cujus per errorem dati repetitio est, ejus consultò dati donatio est. l. 53. C. civ. 894, 1235.

45. Nemo plus juris ad alium transferre potest, quàm ipse haberet. l. 54.

46. Nullus videtur dolo facere qui suo jure utitur. l. 55.

47. Semper in dubiis benigniora præferenda sunt. l. 56. V. inf. l. 168. C. civ. 1162.

48. Hæredem ejusdem potestatis, jurisque esse, cujus fuit defunctus, constat. l. 59. V. inf. l. 120.

49. Semper qui non prohibet pro se intervenire, mandare creditur. Sed et si quis ratum habuerit, quod gestum est, obstringitur mandati actione. l. 60. V. inf. l. 152. §. 2. C. civ. 1998.

50. Domum suam reficere unicuique licet, dùm non officiat invito alteri, in quo jus non habet. l. 61. C. civ. 651, s.

51. Hæreditas nihil aliud est, quàm successio in universum jus, quod defunctus habuerit. l. 62. C. civ. 711, 724.

52. Ea, quæ raro accidunt, non temerè in agendis negotiis computantur. l. 64.

53. Quoties idem sermo duas sententias exprimit : ea potissimùm excipiatur, quæ rei gerendæ aptior est. l. 67. C. civ. 1158.

54. In omnibus causis id observatur : ut, ubi personæ conditio locum facit beneficio, ibi deficiente eâ beneficium quoque deficiat. Ubi verò genus actionis id desiderat : ibi, ad quem vis persecutio ejus devenerit, non deficiat ratio auxilii. l. 68.

Privilegia quædam causæ sunt, quædam personæ : et ideò quædam ad hæredem transmittuntur, quæ causæ sunt : quæ personæ sunt, ad hæredem non transeunt. l. 196.

55. Invito beneficium non datur. l. 69.

56. Fructus rei est, vel pignori dare licere. l. 72.

57. Vi factum id videtur esse, quâ de re quis cùm prohibetur fecit. Clàm, quod quisque cùm controversiam haberet, habiturumve se putaret, fecit. l. 73. §. 2.

58. Quæ in testamento ita sunt scripta, ut intelligi non possint: perindè sunt, ac si scripta non essent. l. 75. §. 3. C. civ. 900.

59. Nec paciscendo, nec legem dicendo, nec stipulando quisquam alteri cavere potest. l. 73. §. 4. V. inf. l. 123. C. civ. 1119, s.

60. Non debet alteri per alterum iniqua conditio inferri. l. 74.

61. Nemo potest mutare consilium suum in alterius injuriam. l. 75.

62. In totum omnia, quæ animi destinatione agenda sunt, non nisi verâ et certâ scientiâ perfici possunt. l. 76.

63. Generaliter cùm de fraude disputatur, non quid non habeat actor, sed quid per adversarium habere non potuerit, considerandum est. l. 78.

64. Fraudis interpretatio semper in jure civili non ex eventu duntaxat, sed consilio quoque desideratur. l. 79.

65. In toto jure generi per speciem derogatur: et illud potissimum habetur, quod ad speciem directum est. l. 80.

66. Quæ dubitationis tollendæ causâ contractibus inferuntur, jus commune non lædunt. l. 81. C. civ. 1164.

67. Donari videtur, quod nullo jure cogente, conceditur. l. 82. C. civ. 894.

68. Non videntur rem amittere, quibus propria non fuit. l. 83.

69. Cùm ampliùs solutum est, quàm debebatur, cujus pars non invenitur, quæ repeti possit: totum esse indebitum intelligitur, manente pristinâ obligatione. l. 84.

70. Is naturâ debet, quem jure gentium dare oportet, cujus fidem secuti sumus. l. 84. §. 1.

71. In ambiguis pro dotibus respondere, melius est. l. 85.

72. Non est novum, ut quæ semel utiliter constituta sunt, durent, licèt ille casus exstiterit, à quo initium capere non potuerunt. l. 85. §. 1.

73. Quoties æquitate desiderii naturalis ratio, aut dubitatio juris moratur, justis decretis res temperanda est. l. 85. §. 2.

In omnibus quidem, maximè tamen in jure æquitas spectanda sit. l. 90.

74. Non solet deterior conditio fieri eorum, qui litem contestati sunt, quàm si non: sed plerumquè melior. l. 86.

75. Nemo in persequendo deteriorem causam, sed meliorem facit. Deniquè post litem contestatam hæredi quoque prospicetur, et hæres tenetur ex omnibus causis. l. 87.

76. Nulla intelligitur mora ibi fieri, ubi nulla petitio est. l. 88. C. civ. 1139, 1146.

77. Quamdiù possit valere testamentum, tamdiù legitimus non admittitur. l. 89.

78. Non solent, quæ abundant, vitiare scripturas. l. 94. C. civ. 1163. 1164.

79. In ambiguis orationibus maximè sententia spectanda (est), ejus, qui eas protulisset. l. 96. V. l. 33. ff. de contr. empt. C. civ. 1156.

80. Quoties utriusque causâ lucri ratio vertitur : is præferendus est, cujus in lucrum causa tempore præcedit. l. 98.

81. Si in duabus actionibus alibi summa major, alibi infamia est : præponenda est causa existimationis. Ubi autem æquiparant famosa judicia, et si summam imparem habent, pro paribus accipienda sunt. l. 104.

82. Ubicunquè causæ cognitio est, ibi prætor desideratur. l. 105.

83. Ferè in omnibus pœnalibus judicis et ætati, et imprudentiæ succurritur. l. 108. p. 65, s. 319, 320.

84. In eo, quod plus sit, semper inest et minùs. l. 110.

In toto et pars continetur. l. 113.

85. In hæredem non solent actiones transire, quæ pœnales sunt ex maleficio : velut furti, damni, injuriæ, vi bonorum raptorum, injuriarum. l. 111. §. 1. V. s. l. 38. et l. 44.

86. Nihil interest, ipso jure quis actionem non habeat, an per exceptionem infirmetur. l. 112.

87. In obscuris inspici solet quod veri similius est, aut quod plerumquè fieri solet. l. 114. C. civ. 1156, s.

88. Si quis obligatione liberatus sit, potest videri cepisse. l. 115.

89. Non potest videri accepisse, qui stipulatus potest exceptione submoveri. l. 115. §. 1.

90. Nihil consensui tam contrarium est, qui et bonæ fidei judicia sustinet, quàm vis, atque metus : quem comprobare, contra bonos mores est. l. 116. C. civ. 1109, s.

91. Non capitur, qui jus publicum sequitur. l. 116. §. 1.

92. Non videntur, qui errant consentire. l. 116. §. 2. C. civ. 1109, s.

93. Non alienat, qui duntaxat omittit possessionem. l. 119.

94. Nemo plus commodi hæredi suo relinquit, quàm ipse habuit. l. 120. V. s. l. 59.

95. Nemo alieno nomine lege agere potest. l. 123. V. s. l. 73. §. 4.

96. Favorabiliores rei potiùs, quàm actores habentur. l. 125.

97. Cùm de lucro duorum quæratur melior est causa possidentis. l. 126. §. 2.

98. In pari causâ possessor potior haberi debet. l. 128. V. inf. l. 154.

99. Nihil dolo creditor facit, qui suum recipit. l. 129.

100. Cùm principalis causa non consistit : ne ea quidem, quæ sequuntur, locum habent. l. 129. §. 1.

Cùm principalis causa non consistat : *plerumquè* ne ea quidem, quæ sequuntur, locum habent. l. 178.

101. Nunquàm actiones, præsertìm pœnales, de eâdem re concurrentes, alia aliam consumit. l. 130.

102. Qui dolo desierit possidere, pro possidente damnatur : quia pro possessione dolus est. l. 131.

Parem esse conditionem oportet ejus, qui quid possideat, vel habeat : atque ejus, cujus dolo malo factum sit, quominùs possideret, vel haberet. l. 150.

Semper qui dolo fecit, quominùs haberet, pro eo habendus est, ac si haberet. l. 157. §. 1.

103. Imperitia culpæ adnumeratur. l. 132.

104. Non fraudantur creditores, cùm quid non acquiritur à debitore : sed cùm quid de bonis diminuitur. l. 134.

105. Nemo ex suo delicto meliorem suam conditionem facere potest. l. 134. §. 1.

106. Ea, quæ dari impossibilia sunt, vel quæ in rerum naturâ non sunt, pro non adjectis habentur. l. 135. C. civ. 900, 1172.

107. Bona fides tantumdem possidenti præstat, quantùm veritas, quoties lex impedimento non est. l. 136.

108. Qui auctore judice comparavit, bonæ fidei possessor est. l. 137. C. civ. 550.

109. Omnis hæreditas, quamvis posteà adeatur, tamen cum tempore mortis continuatur. l. 138.

Omnia ferè jura hæredum perindè habentur, ac si continuò sub tempus mortis hæredes exstitissent. l. 193.

110. Nunquàm crescit ex post facto præteriti delicti æstimatio. l. 138. §. 1.

111. Omnes actiones, quæ morte, aut tempore pereunt, semel inclusæ judicio salvæ permanent. l. 139.

112. Non videtur perfectè cujusque id esse, quod ex casu auferri potest. l. 139.

113. Absentia ejus, qui reipublicæ causâ abest, neque ei, neque alii damnosa esse debet. l. 140.

114. Quod contra rationem juris receptum est, non est producendum ad consequentias. l. 141.

115. Uni duo pro solido hæredes esse non possunt. l. 141. §. 1.

116. Qui tacet, non utiquè fatetur : sed tamen verum est, eum non negare. l. 142.

117. Quod ipsis, qui contraxerunt, obstat : et successoribus eorum obstabit. l. 143.

118. Non omne, quod licet, honestum est. l. 144.

119. In stipulationibus id tempus spectatur, quo contrahimus. l. 144. §. 1.

120. Nemo videtur fraudare eos, qui sciunt, et consentiunt. l. 145.

121. Semper specialia generalibus insunt. l. 147.

122. Ex quâ personâ quis lucrum capit, ejus factum præstare debet. l. 149.

123. Nemo damnum facit, nisi qui id fecit, quod facere jus non habet. l. 151.

Non videtur vim facere, qui jure suo utitur, et ordinariâ actione experitur. l. 155. §. 1.

124. In maleficio ratihabitio mandato comparatur. l. 152. §. 2.

125. In contractibus, quibus doli præstatio, vel bona fides inest, hæres in solidum tenetur. l. 152. §. 3. V. s. l. 38 et l. 44.

126. Ferè quibuscunque modis obligamur, iisdem in contrarium actis liberamur : cùm quibus modis acquirimus, iisdem in contrarium actis amittimus. Ut igitur nulla possessio acquiri nisi animo et corpore potest : ita nulla admittitur, nisi in quâ utrumque in contrarium actum. l. 153.

127. Cùm par est delictum duorum, semper oneratur petitor, et melior habetur possessoris causa : sicut fit, cùm de dolo excipitur petitoris : neque enim datur talis replicatio petitori, *aut si rei quoque in eâ re dolo actum sit.* l. 154.

128. Illi debet permitti pœnam petere, qui in ipsam non incidit. l. 154. §. 1.

129. Factum cuique suum, non adversario nocere debet. l. 155.

130. In pœnalibus causis benigniùs interpretandum est. l. 155. §. 2. I. 347.

131. Cui damus actiones, eidem et exceptionem competere multò magis quis dixerit. l. 156. §. 1.

132. Cum quis in alii locum successerit : non est æquum ei nocere hoc, quod adversùs eum nocuit, in cujus locum successit. l. 156. §. 2.

133. Plerumquè emptoris eadem causa esse debet circà petendum ac defendendum, quæ fuit auctoris. l. 156. §. 3.

134. Quod cuique (pro eo) præstatur, invito non tribuitur. l. 156. §. ult.

135. In contractibus successores ex dolo eorum (quibus) successerunt, non tantùm in id, quod pervenit, verum etiam in solidum tenentur : hoc est, unusquisque pro eâ parte, qua hæres est. l. 157. §. 2. V. s. 38. et l. 44.

136. Creditor, qui permittit rem venire, pignus dimittit. l. 158.

137. Non ut ex pluribus causis deberi nobis idem potest, ita ex pluribus causis idem possit nostrum esse. l. 159.

138. Aliud est vendere, aliud vendenti consentire. l. 160.

139. Refertur ad universos, quod publicè fit, per majorem partem. l. 160. § 1.

140. Jure civili receptum est, quoties per eum, cujus interest

conditionem non impleri, fiat, quominùs impleatur, perindè haberi, ac si conditio impleta fuisset. Quod ad libertatem, et legata, et ad hæredum institutiones perducitur: quibus exemplis stipulationes quoque committuntur, cùm per promissorem factum esset, quominùs stipulator conditioni pareret. l. 161. V. s. l. 39. l. 24. ff. de condit. et dem. C. civ. 1178.

141. Quæ propter necessitatem recepta sunt, non debent in argumentum trahi. l. 162.

142. Cujus est donandi eidem et vendendi, est concedendi jus est. l. 163.

143. Pœnalia judicia semel accepta, in hæredes transmitti possunt. l. 164. V. s. l. 38. et l. 44.

144. Non videntur data, quæ eo tempore, quo dantur, accipientis non fiunt. l. 167.

145. Qui jussu judicis aliquid facit, non videtur dolo malo facere, qui parere necesse habet. l. 167. §. 1. V. inf. l. 169.

Non potest dolo carere, qui imperio magistratûs non paruit. l. 199.

146. Rapienda occasio est, quæ præbet benigniùs responsum. l. 168.

In re dubiâ benigniorem interpretationem sequi, non minùs justius est, quàm tutius. l. 192. §. 1. C. civ. 1156, s.

147. Quod factum est, cùm in obscuro sit, ex affectione cujusque capit interpretationem. l. 168. §. 1.

148. Is damnum dat, qui jubet dare: ejus verò nulla culpa est, cui parere necesse sit. l. 169. V. s. l. 167. §. 1.

149. Quod pendet, non est pro eo, quasi sit. l. 169. §. 1.

150. Factum à judice, quod ad officium ejus pertinet, ratum non est. l. 170.

151. Nemo ideò obligatus, quia recepturus est ab alio quod præstiterit. l 171.

152. In contrahendâ venditione ambiguum pactum contra venditorem interpretandum est. l. 172. C. civ. 1602.

153. Ambigua intentio ita accipienda est, ut res salva actori sit. l. 172. §. 1.

154. In condemnatione personarum, quæ in id, quod facere possunt, damnatur, non totum, quod habent, extorquendum est: sed et ipsarum ratio habenda est, ne egeant. l. 173.

155. Cùm verbum, *restituas*, lege invenitur, et si non specialiter de fructibus additum est, tamen etiam fructus sunt restituendi. l. 172. §. 1.

156. Unicuique sua mora nocet. Quod et in duobus reis promittendi observatur. l. 173. §. 2.

157. Dolo facit, qui petit, quod redditurus est. l. 173. §. 3.

158. Quod quis, si velit, habere non potest, id repudiare non potest. l. 174. §. 1.

159. Non debeo melioris conditionis esse, quàm auctor meus, à quo jus in me transit. l. 175. §. 1. V. s. l. 120.

Qui in jus dominiumve alterius succedit, jure ejus uti debet. l. 177.

160. Non est singulis concedendum, quod per magistratum publicè possit fieri : ne occasio sit majoris tumultus faciendi. l. 176.

161. Nemo videtur dolo exsequi, qui ignorat causam, cur non debeat petere. l. 177. §. 1.

162. Quod jussu alterius solvitur, pro eo est, quasi ipsi solutum esset. l. 180. C. civ. 1236; co. 158, s.

163. Si nemo subiit hæreditatem, omnis vis testamenti solvitur. l. 181.

164. Etsi nihil facilè mutandum est ex solemnibus : tamen ubi æquitas evidens poscit, subveniendum est. 183.

165. Vani timoris justa excusatio non est. l. 184. C. civ. 1111.

166. Impossibilium nulla obligatio. l. 185.

Quæ rerum naturâ prohibentur, nullâ lege confirmata sunt. l. 188. §. 1. C. civ. 1172.

167. Nihil peti potest ante id tempus, quo per rerum naturam persolvi possit. Et cùm solvendi tempus obligationi additur : nisi eo præterito, peti non potest. l. 186. C. civ. 1185, s.

168. Si quis prægnantem uxorem reliquit, non videtur sine liberis decessisse. l. 187.

169. Ubi pugnantia inter se in testamento juberentur, neutrum ratum est. l. 188.

170. Quod evincitur, in bonis non est. l. 190.

171. Neratius consultus, an quod beneficium dare se, quasi viventi, Cæsar rescripserat, jam defuncto dedisse existimaretur, respondit, non videri sibi principem quod ei, quem vivere existimabat, concessisset, defuncto concessisse. Quem tamen modum esse beneficii sui vellet, ipsius æstimationem esse. l. 191.

172. Ea quæ in partes dividi non possunt, solida à singulis hæredibus debentur. l. 192. C. civ. 1222, s.

173. Qui per successionem quamvis longissimam defuncto hæredes constiterunt, non minùs hæredes intelliguntur, quàm qui principaliter hæredes existunt. l. 194. V. s. de verb. sign. l. 65.

174. Expressa nocent, non expressa non nocent. l. 195.

175. Privilegia quædam causæ sunt, quædam personæ : et ideò quædam ad hæredem transmittuntur, quæ causæ sunt. Quæ personæ sunt, ad hæredem non transeunt. l. 196.

176. Semper in conjunctionibus non solùm quid liceat, considerandum est : sed et quid honestum sit. l. 197. V. s. l. 144.

177. Neque in interdicto, neque in cæteris causis pupillo nocere oportet dolum tutoris : sive solvendo est, sive non est. l. 198.

178. Quoties nihil sine captione investigari potest : eligendum est, quod minimum habeat iniquitatis. l. 200.

179. Omnia, quæ ex testamento proficiscuntur, ita statum eventûs capiunt, si initium quoque sine vitio cœperint. l. 201.

Quæ ab initio inutilis fuit institutio, ex post facto convalescere non potest. l. 210.

180. Omnis definitio in jure civili periculosa est. Parum est enim, ut non subverti posset. l. 202.

181. Quod quis ex culpâ suâ damnum sentit, intelligitur damnum sentire. l. 203.

182. Minùs est actionem habere, quàm rem. l. 204.

183. Plerumquè fit, ut etiam ea, quæ nobis abire possint, proindè in eo statu sint, atque si non essent ejus conditionis, ut abire possent : et ideò quod fisco obligamus, et vindicare interdùm, et alienare, et servitutem in prædio imponere possumus. l. 205.

184. Jure naturæ æquum est, neminem cum alterius detrimento et injuriâ fieri locupletiorem. l. 206.

185. Res judicata pro veritate accipitur. l. 207. C. civ. 1350, 1351.

186. Non postest videri desiisse habere, qui nunquàm habuit. l. 208.

FIN DU TOME QUATRIÈME ET DERNIER.

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES CONTENUES DANS CE VOLUME.

A.

B.

C.

D.

E.

F.

G.

H.

I.

J.

L.

M.

N.

O.

P.

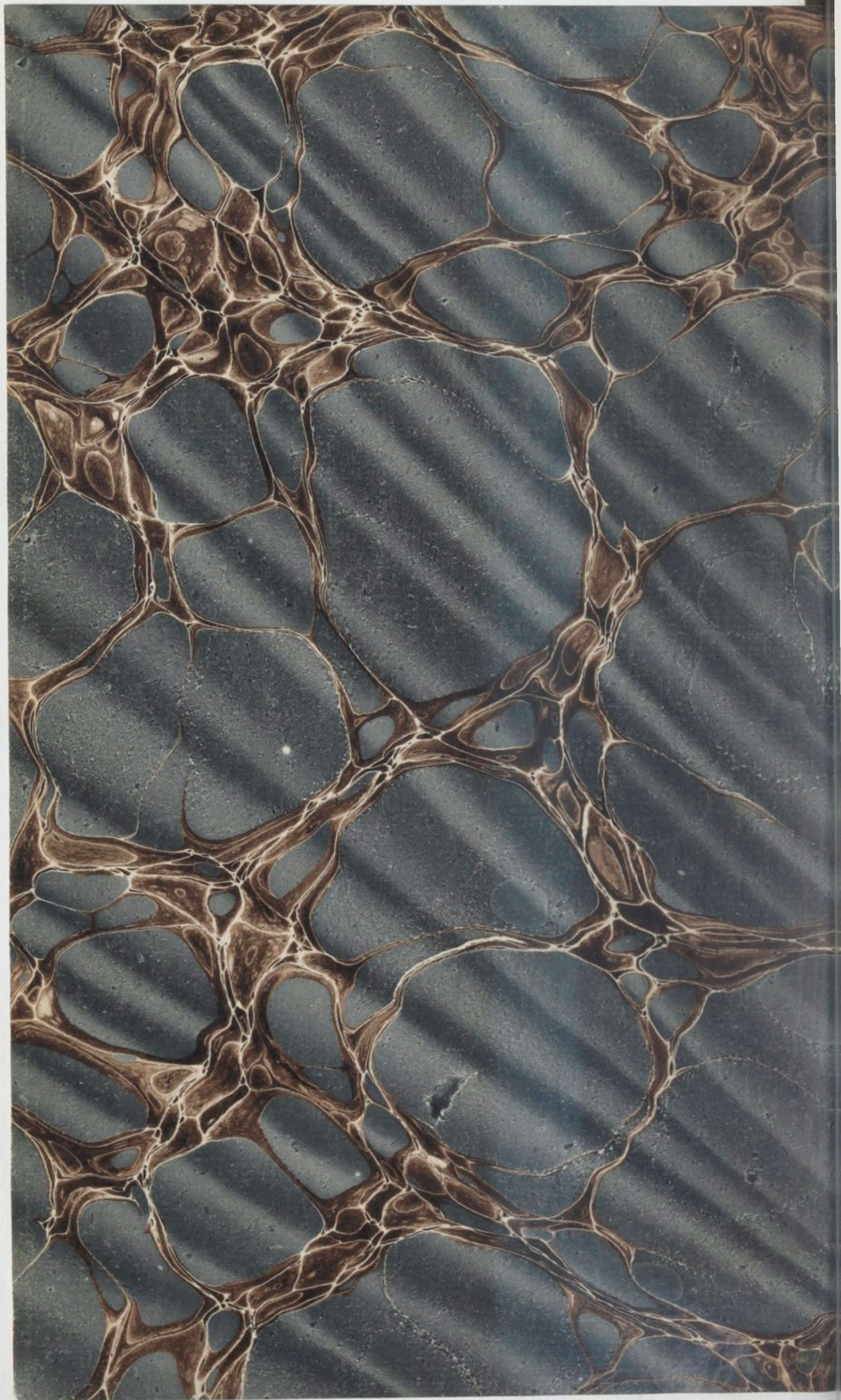
T.

U.

V.

FIN DE LA TABLE ALPHABÉTIQUE

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
R.F.
IMPRIMÉS






BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE
3 7502 04045130 6